

Assemblée nationale du Québec

DÉBATS DE L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE

1re Législature, 3e Session

1869 - 1870

Texte établi par Marcel Hamelin

Québec
Journal des Débats
1974

TABLE DES MATIERES

Table des matières.	I
Table des séances.	II
Membres du Conseil exécutif	III
Députés de l'Assemblée législative.	IV
Débats.	1
Index.	215
Index des participants.	215
Index des sujets.	229

TABLE DES SÉANCES

Séance du 23 novembre 1869.1
Séance du 24 novembre 1869.	5
Séance du 25 novembre 1869.	14
Séance du 26 novembre 1869.	15
Séance du 29 novembre 1869.	16
Séance du 30 novembre 1869.	23
Séance du 1er décembre 1869.	27
Séance du 2 décembre 1869.	31
Séance du 3 décembre 1869.	40
Séance du 6 décembre 1869.	46
Séance du 7 décembre 1869.	54
Séance du 9 décembre 1869.	58
Séance du 10 décembre 1869.	73
Séance du 13 décembre 1869.	84
Séance du 14 décembre 1869.	87
Séance du 15 décembre 1869.	94
Séance du 16 décembre 1869.	102
Séance du 17 décembre 1869.	113
Séance du 20 décembre 1869.	119
Séance du 21 décembre 1869.	121
Séance du 22 décembre 1869.	125
Séance du 23 décembre 1869.	133
Séance du 12 janvier 1870.	134
Séance du 13 janvier 1870.	135
Séance du 14 janvier 1870.	136
Séance du 17 janvier 1870.	138
Séance du 18 janvier 1870.	141
Séance du 19 janvier 1870.	145
Séance du 20 janvier 1870.	149
Séance du 21 janvier 1870.	154
Séance du 24 janvier 1870.	158
Séance du 25 janvier 1870.	162
Séance du 26 janvier 1870.	170
Séance du 27 janvier 1870.	176
Séance du 28 janvier 1870.	185
Séance du 29 janvier 1870.	192
Séance du 31 janvier 1870.	197
Séance du 1er février 1870.	207

L'HONORABLE SIR NARCISSE-FORTUNAT BELLEAU

Lieutenant-gouverneur de la province de Québec

Membres du Conseil exécutif

L'honorable Pierre-Joseph-Olivier Chauveau, premier ministre, secrétaire, registraire et ministre de l'Instruction publique

L'honorable Gédéon Ouimet, procureur général

L'honorable Christopher Dunkin, trésorier

L'honorable Joseph-Octave Beaubien, commissaire des Terres de la Couronne

L'honorable Louis Archambault, commissaire de l'Agriculture et des Travaux publics

L'honorable Charles-Eugène Boucher de Boucherville, président du Conseil exécutif

L'honorable George Irvine, solliciteur général

<u>Nom</u>	<u>District électoral</u>
Bachand, Pierre	Saint-Hyacinthe
Beaubien, Louis-J.	Hochelaga
Bellerose, Joseph-Hyacinthe	Laval
Bellingham, Sydney Robert	Argenteuil
Benoît, Pierre	Napierville
Bergevin, Célestin	Beauharnois
Bessette, Michael-Adrien	Shefford
Blais, Louis-Henri	Montmagny
Blanchet, Joseph-Goderic	Lévis
Brigham, Josiah Sandford	Missisquoi
Cantwell, William	Huntingdon
Carter, Edward	Montréal-Centre
Cartier, George-Etienne	Montréal-Est
Cauchon, Joseph-Edouard	Montmorency
Chapais, Jean-Charles	Champlain
Chapleau, Joseph-Adolphe	Terrebonne
Chartier de Lotbinière-Harwood, Antoine	Vaudreuil
Chauveau, Pierre-Joseph-Olivier	Québec-Comté
Church, Levi Ruggles	Ottawa
Clément, Léon-Charles	Charlevoix
Coutlée, Dominique-Amable	Soulanges
Craig, André-Boniface	Verchères
Desaulniers, Abraham-L.	Maskinongé
Desaulniers, Alexis-L.	Saint-Maurice
Dugas, Firmin	Montcalm
Dunkin, Christopher	Brôme
Fortin, Pierre	Gaspé
Garon, Joseph	Rimouski
Gaudet, Joseph	Nicolet
Gélinas, Pierre	Richelieu
Gendron, Pierre-Samuel	Bagot
Genest, Charles-Borromée	Trois-Rivières
Hamilton, Clarence	Bonaventure
Hearn, John	Québec-Ouest
Hemming, Edward John	Drummond-Arthabaska
Irvine, George	Mégantic
Jodoin, Jean-Baptiste	Chambly
Joly, Henri-Gustave	Lotbinière
Laberge, Edouard	Châteauguay
Langevin, Hector-Louis	Dorchester
Lavallée, Vincent-Paul	Joliette
LaRue, Praxède	Portneuf
LeCavalier, Narcisse-Maximilien	Jacques-Cartier
Locke, Thomas	Stanstead
Mailloux, Elie	Témiscouata
Marchand, Félix-Gabriel	Saint-Jean
Mathieu, Etienne	L'Assomption
Moll, Louis-Joseph	Berthier
Molleur, Louis	Iberville
Ogilvie, Alexander Walker	Montréal-Ouest
Ouimet, Gédéon	Deux-Montagnes
Pelletier, Onésime	Bellechasse
Picard, Jacques	Richmond-Wolfe
Poupore, John	Pontiac
Pozer, Christian Henry	Beauce
Rhéaume, Jacques-Philippe	Québec-Est
Robert, Victor	Rouville
Robertson, Joseph Gibb	Sherbrooke
Ross, James Gibb	Compton
Roy, Charles-François	Kamouraska
Sénécal, Louis-Adélar	Yamaska
Simard, Georges-Honoré	Québec-Centre
Thérien, Césaire	Laprairie
Tremblay, Pierre-Alexis	Chicoutimi-Saguenay
Verreault, Pamphile-Gaspard	L'Islet

Députés de l'Assemblée législative, 1869-70

V

District électoral

Argenteuil
Bagot
Beauce
Beauharnois
Bellechasse
Berthier
Bonaventure
Brôme
Chambly
Champlain
Charlevoix
Châteauguay
Chicoutimi-Saguenay
Compton
Deux-Montagnes
Dorchester
Drummond-Arthabaska
Gaspé
Hochelaga
Huntingdon
Iberville
Jacques-Cartier
Joliette
Kamouraska
Laprairie
L'Assomption
Laval
Lévis
L'Islet
Lotbinière
Maskinongé
Mégantic
Missisquoi
Montcalm
Montmagny
Montmorency
Montréal-Centre
Montréal-Est
Montréal-Ouest
Napierville
Nicolet
Ottawa
Pontiac
Portneuf
Québec-Centre
Québec-Est
Québec-Ouest
Richelieu
Richmond-Wolfe
Rimouski
Rouville
Saint-Hyacinthe
Saint-Jean
Saint-Maurice
Shefford
Sherbrooke
Soulanges
Stanstead
Témiscouata
Terrebonne
Trois-Rivières
Vaudreuil
Verchères
Yamaska

Christopher

Domini

Nom

Sydney Robert Bellingham
Pierre-Samuel Gendron
Christian Henry Pozer
Célestin Bergevin
Onésime Pelletier
Louis-Joseph Moll
Clarence Hamilton
Dunkin
Jean-Baptiste Jodoin
Jean-Charles Chapais
Léon-Charles Clément
Edouard Laberge
Pierre-Alexis Tremblay
James Gibb Ross
Gédéon Ouimet
Hector-Louis Langevin
Edward John Hemming
Pierre Fortin
Louis-J. Beaubien
William Cantwell
Louis Molleur
Narcisse-Maximilien LeCavalier
Vincent-Paul Lavallée
Charles-François Roy
Césaire Thérien
Etienne Mathieu
Joseph-Hyacinthe Bellerose
Joseph-Goderic Blanchet
Pamphile-Gaspard Verreault
Henri-Gustave Joly
Abraham-L. Desaulniers
George Irvine
Josiah Sandford Brigham
Firmin Dugas
Louis-Henri Blais
Joseph-Edouard Cauchon
Edward Carter
George-Etienne Cartier
Alexander Walker Ogilvie
Pierre Benoît
Joseph Gaudet
Levi Ruggles Church
John Poupore
Praxède LaRue
Georges-Honoré Simard
Jacques-Philippe Rhéaume
John Hearn
Pierre Gélinas
Jacques Picard
Joseph Garon
Victor Robert
Pierre Bachand
Félix-Gabriel Marchand
Alexis-L. Desaulniers
Michael-Adrien Bessette
Joseph Gibb Robertson
que-Amable
Coutlée
Thomas Locke
Elie Mailloux
Joseph-Adolphe Chapleau
Charles-Borromée Genest
Antoine Chartier de Lotbinière-Harwood
André-Boniface Craig
Louis-Adélard Sénécal

Séance du 23 novembre 1869

Sous la présidence de l'honorable J.-G. Blanchet

La séance s'ouvre à trois heures-

Message du lieutenant-gouverneur

Le gentilhomme huissier de la Verge noire apporte le message suivant:

"Monsieur l'Orateur,

Son Excellence le lieutenant-gouverneur désire la présence immédiate de cette honorable Chambre, dans la salle des séances de l'honorable Conseil législatif."

L'Orateur et les députés se rendent à la salle des séances du Conseil législatif.

Discours du trône (au Conseil législatif)

Honorables messieurs du Conseil législatif,
Messieurs de l'Assemblée législative,

Je suis heureux de vous voir réunis de nouveau pour délibérer sur les affaires de cette province.

Depuis la dernière session, la divine Providence a daigné nous accorder une abondante récolte qui a contribué à la prospérité de nos populations.

Le gouvernement s'est empressé d'exécuter les lois que vous avez passées dans l'intérêt de l'agriculture, de la colonisation et de l'instruction publique. Les travaux des chemins de colonisation ont été poussés avec vigueur, et vous serez d'avis, en examinant les rapports qui doivent vous être présentés, que l'argent voté pour cet objet, a été employé avec économie et de la manière la plus utile.

J'ai vu avec plaisir que dans plusieurs divisions électorales, on a profité de la nouvelle loi pour former des sociétés de colonisation; les sociétés ainsi formées ont été promptement reconnues par le gouvernement.

D'excellents résultats peuvent être attendus prochainement de la loi qui a pour objet d'aider à la construction des chemins à lisses de colonisation, et plusieurs municipalités ont pris des actions dans ces utiles entreprises.

L'exploration du territoire situé en arrière des établissements au nord du Saint-Laurent a été commencée et poursuivie avec activité et vous serez informés des progrès qu'elle a faits.

Toutes ces mesures, en même temps qu'elles favorisent la colonisation, sont aussi propres à attirer ici l'immigration des autres pays, objet auquel mon gouvernement s'intéresse en commun avec le gouvernement fédéral et ceux des autres provinces.

La commission nommée pour tenir enquête sur l'organisation et les dépenses du service civil s'est occupée activement de sa tâche, et le résultat de ses travaux vous sera prochainement soumis.

Je suis heureux de pouvoir vous annoncer

qu'il a été fait, en ce qui concerne le partage de l'excédent de la dette de l'ancienne province du Canada, des progrès qui me donnent l'espoir d'une prompt solution de cette question.

Notre Gracieuse Souveraine ayant bien voulu qu'un de ses fils vînt faire partie des forces chargées de la défense du Canada, et Son Altesse Royale le Prince Arthur devant faire un séjour prolongé dans cette province, j'ai cru devoir lui offrir en votre nom l'hospitalité pendant son séjour dans cette cité, et j'ai vu avec bonheur les populations se joindre partout aux autorités pour lui témoigner le respect et l'affection qu'elles éprouvent pour son auguste mère et pour tous les membres de la famille royale.

Messieurs de l'Assemblée législative,

Les comptes publics vous seront soumis, et vous trouverez que, malgré les travaux considérables qui ont été accomplis pour les chemins de colonisation et pour les réparations et l'agrandissement de plusieurs édifices publics, les dépenses sont restées au-dessous de la somme totale du budget.

A l'expiration de l'année financière, terminée le premier juillet dernier, il y avait en mains une balance assez considérable, et j'ai lieu d'espérer qu'il en sera de même pour le semestre qui prendra fin au premier janvier prochain.

Les votes ordinaires vous seront demandés pour les diverses branches du service public et pour la continuation des travaux commencés.

Il est devenu nécessaire de pourvoir à la construction d'édifices pour les départements publics; un crédit vous sera demandé à cet effet.

Honorables messieurs du Conseil législatif,

Messieurs de l'Assemblée législative,

Vous vous êtes occupés dans la dernière session de projets de loi importants sur l'organisation municipale, et diverses autres questions d'intérêt public. Le grand nombre de sujets soumis alors à votre considération ne vous a point permis de conduire toutes vos délibérations à maturité, et votre attention devra être appelée de nouveau sur plusieurs de ces questions.

Vous aurez aussi à rechercher les moyens de pourvoir à une organisation plus efficace de la police de cette province.

Je n'ai aucun doute que vous apporterez sur tous ces points, et sur tous ceux qui pourront vous paraître dignes de votre attention, le soin dont vous avez déjà fait preuve dans l'accomplissement de vos devoirs parlementaires.

Je fais des vœux pour que la divine Providence bénisse vos efforts et que le succès couronne vos travaux.

Les députés retournent alors à l'Assemblée législative.

Nouveaux députés

M. l'Orateur informe la Chambre que, durant la vacance, il a reçu les notifications suivantes,

et qu'en conséquence, il a adressé ses mandats au greffier de la couronne en chancellerie, lui enjoignant de préparer de nouveaux writs pour l'élection de députés à l'effet de représenter la division électorale des Trois-Rivières, la division électorale de Richelieu, la division électorale de Sherbrooke et la division électorale de Huntingdon.

Trois-Rivières, 16 septembre 1869

L'honorable J.-G. Blanchet, Orateur,
Assemblée législative, Québec

Monsieur,

J'ai l'honneur de vous informer que je résigne, par les présentes mon siège au parlement de la province de Québec, en ma qualité de député de la cité des Trois-Rivières.

J'ai l'honneur d'être,
Monsieur,
Votre obéissant serviteur,

Sévère Dumoulin

P.-B. Dumoulin,
Charles Dumoulin, témoins

Québec, 8 octobre 1869

A l'honorable J.-G. Blanchet, Orateur
Assemblée législative, Québec

Monsieur,

Nous avons l'honneur de vous informer que, vu le décès de Joseph Beaudreau, écuyer, membre de la division électorale de Richelieu, son siège est devenu vacant.

Nous avons l'honneur d'être,
Vos serviteurs très humbles,

Geo.-H. Simard,
M.P.P.
J.-P. Rhéaume,
M.P.P.

A l'honorable J.-G. Blanchet,
Orateur de l'Assemblée législative
de la province de Québec,

Monsieur,

Nous, soussignés, membres de l'Assemblée législative de la province de Québec, avons l'honneur de vous informer que le siège de Joseph Gibb Robertson, écuyer, dans la dite Assemblée législative est devenu vacant, par son acceptation de la charge de trésorier de la province.

P.-J.-O. Cauveau,
Gédéon Ouimet

Québec, le 25 octobre 1869

Monsieur,

J'ai l'honneur de vous informer que c'est mon intention de résigner le siège que j'occupe comme représentant du comté de Huntingdon, dans l'Assemblée législative de la province de Québec; et je vous prie de vouloir bien faire les démarches nécessaires pour faire remplir la vacance causée par ma présente résignation.

En foi de quoi, j'ai apposé mon seing et sceau, à Huntingdon, dans le susdit comté de Huntingdon, ce sixième jour d'octobre, en l'année de Notre-Seigneur, mil huit cent soixante-neuf, en présence des témoins soussignés

Julius Sriver

Signé et scellé en présence de
John McNaughton,
W.J. Sriver

M. l'Orateur informe alors la Chambre que le greffier de cette Chambre a reçu du greffier de la couronne en chancellerie les certificats suivants :

CANADA
Province de Québec

Bureau du greffier
de la couronne en chancellerie

Québec, 18 novembre 1869

Le présent est pour certifier, qu'en vertu d'un bref d'élection en date du premier jour d'octobre dernier, émis par Son Excellence le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, et adressé à Ezéchiel M. Hart, écuyer, avocat, nommé officier rapporteur par commission spéciale sous le seing et le sceau manuel de Son Excellence le lieutenant-gouverneur, aussi en date du premier jour d'octobre dernier, pour l'élection d'un membre pour représenter la division électorale de la ville des Trois-Rivières, dans l'Assemblée législative de cette province, dans ce présent Parlement en remplacement de Sévère Dumoulin, écuyer, qui, depuis son élection comme représentant de ladite division électorale de la ville des Trois-Rivières, avait résigné son siège comme membre de ladite division électorale, Charles-Borromée Genest, écuyer, a été rapporté comme étant dûment élu, tel qu'il appert par le rapport dudit bref d'élection en date du vingtième jour du mois d'octobre courant, lequel est maintenant déposé dans les archives de mon bureau.

L.-H. Huot,
greffier de la couronne en chancellerie

G. M. Muir, écuyer,
greffier de l'Assemblée législative,
Québec

CANADA
province de Québec

Le présent est pour certifier qu'en vertu d'un bref d'élection en date du neuvième jour d'octobre dernier, émis par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, et adressé à Jules Chevalier, écuyer, registraire du comté de Richelieu, officier-rapporteur ex-officio, pour l'élection d'un membre pour représenter la division électorale de Richelieu, dans l'Assemblée législative de cette province, dans ce présent Parlement, en remplacement de Joseph Beaudreau, écuyer, décédé, Pierre Gélinas, écuyer, a été rapporté comme étant dûment élu tel qu'il appert par le rapport dudit bref d'élection, en date du deuxième jour de novembre courant, lequel est maintenant déposé dans les archives de mon bureau.

Bureau du greffier de la
couronne en chancellerie.
Québec, 17 novembre 1869

L.-H. Huot,
greffier de la couronne en chancellerie

G. M. Muir, écuyer,
greffier de l'Assemblée législative,
Québec

CANADA
province de Québec

Le présent est pour certifier qu'en vertu d'un bref d'élection en date du vingt-cinquième jour du mois d'octobre dernier, émis par Son Excellence le lieutenant-gouverneur de la province de Québec et adressé à George Frédéric Bowen, écuyer, shérif du district de Saint-François, officier-rapporteur ex-officio, pour l'élection d'un membre pour représenter la division électorale de la ville de Sherbrooke, dans l'Assemblée législative de cette province, dans ce présent Parlement en remplacement de l'honorable Joseph Gibb Robertson, qui, depuis son élection comme représentant de ladite division électorale de la ville de Sherbrooke, avait accepté une place lucrative sous la Couronne, savoir: la charge de trésorier de ladite province, par suite de quoi, le siège dudit honorable Joseph Gibb Robertson était devenu vacant, l'honorable Joseph Gibb Robertson a été rapporté comme étant dûment élu, tel qu'il appert par le rapport dudit bref d'élection, en date du cinquième jour de novembre courant, lequel est maintenant déposé dans les archives de mon bureau.

Bureau du greffier de la
couronne en chancellerie
Québec, 18 novembre 1869

L.-H. Huot
greffier de la couronne en chancellerie

G. M. Muir, écuyer,
greffier de l'Assemblée législative
Québec

CANADA
province de Québec

Le présent est pour certifier qu'en vertu d'un bref d'élection, en date du seizième jour du mois d'octobre dernier, émis par Son Excellence le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, et adressé à Andrew Somerville, écuyer, registraire du comté de Huntingdon, officier-rapporteur ex-officio, pour l'élection d'un membre pour représenter la division électorale de Huntingdon, dans l'Assemblée législative de cette province, dans ce présent Parlement en remplacement de Julius Scriver, écuyer, qui, depuis son élection comme représentant de ladite division électorale de Huntingdon, avait résigné son siège comme membre de ladite division, William Cantwell, écuyer, a été rapporté comme étant dûment élu, tel qu'il appert par le rapport dudit bref d'élection en date du dixième jour de novembre courant, lequel est maintenant déposé dans les archives de mon bureau.

Bureau du greffier de la
couronne en chancellerie,
Québec, 18 novembre 1869

L.-H. Huot,
greffier de la couronne en chancellerie

G. M. Muir, écuyer,
greffier de l'Assemblée législative,
Québec

Remise de documents:

M. L'ORATEUR: Met devant la Chambre: Etats des affaires de l'hospice des soeurs de la Providence, à Saint-Vincent-de-Paul; de la communauté de Notre-Dame-de-Charité-du-Bon-Pasteur, de Montréal; du dispensaire de Montréal, tous pour l'année finissant le 31 décembre 1868; de l'hospice Sainte-Croix, à Sainte-Marie-de-Monnoir; de l'Hôtel-Dieu de Saint-Hyacinthe; de l'asile de la Providence de Laprairie; de la salle d'asile de Saint-Vincent-de-Paul, Montréal; de l'Asile des orphelins de l'Eglise d'Angleterre; et le rapport annuel de l'Asile des dames protestantes de Québec, tous pour l'année 1869; de l'hôpital des Trois-Rivières et de l'Asile de la Providence, Montréal (Documents de la session, no 5).

Introduction de bills:

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVEAU
(Québec-Comté): Demande la permission d'introduire un bill concernant l'administration des serments d'office.

Accordé.

Débat sur le discours du trône

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVEAU (Québec-Comté): Propose, appuyé par le représentant de Deux-Montagnes (l'honorable G. Ouimet), que le discours de Son Excellence le lieutenant-gouverneur aux deux Chambres de la Législature provinciale soit pris en considération demain.

Formation des comités

Il est résolu que soient nommés des comités spéciaux permanents pour la présente session, pour les objets suivants: 1. les privilèges et élections; 2. les ordres permanents; 3. les chemins de fer, canaux, lignes télégraphiques et compagnies de mines ou manufacturières; 4. les divers bills privés; 5. les lois expirantes; 6. les dépenses contingentes; 7. les impressions; 8. les comptes publics; 9. l'agriculture, l'immigration et la colonisation; lesquels dits comités auront, respectivement, pouvoir de s'enquérir de tous les sujets et choses qui leur seront renvoyés par la Chambre; et de faire rapport de temps à autre de leurs observations et opinions sur iceux, avec pouvoir d'envoyer quérir personnes, papiers et records; et que, pour l'expédition plus prompte des affaires, jusqu'à ce que cette nomination soit faite, lesdits différents comités, tels qu'ils étaient respectivement constitués, le dernier jour de la précédente session de cette Chambre, soient provisoirement remis en vigueur avec les mêmes pouvoirs et avec l'autorité nécessaire pour agir d'une manière provisoire, d'après les mêmes règles, en ce qui concerne leur organisation, quorum et autres matières, qui étaient alors en force à leur égard.

Bibliothèque de la Législature

M. L'ORATEUR: Communique à la Chambre un rapport du bibliothécaire de l'Assemblée législative sur l'état de la bibliothèque du Parlement, lequel est lu comme suit:

A l'honorable Assemblée législative.

Le rapport du bibliothécaire, sur l'état de la bibliothèque de la Législature de Québec, représente humblement:

Que la bibliothèque, qui vient d'être fondée par les soins des honorables Chambres est devenue déjà l'une des plus intéressantes de la province, sinon par la quantité du moins par l'excellence de ses ouvrages.

En effet, l'on y trouve aujourd'hui les

ouvrages les plus précieux sur les sciences, comme sur les arts et les lettres, et il a été possible de compléter plusieurs collections, heureusement commencées, tant d'ouvrages sur l'histoire que sur le droit et la littérature.

Cette bibliothèque possède maintenant plus de 5,700 volumes, sans compter les journaux et autres documents parlementaires.

La somme mise à la disposition de la bibliothèque a été suffisante pour rencontrer les dépenses de l'année.

Votre bibliothécaire a fait imprimer le catalogue alphabétique des livres de la bibliothèque. Il a aussi préparé le catalogue par ordre de matières, avec la description des ouvrages et le nombre de volumes de chacun d'eux. Ce dernier catalogue pourra aussi être publié dès qu'il plaira aux honorables Chambres.

Votre bibliothécaire croit devoir signaler quelques dons qui ont été faits à la bibliothèque dans le cours de l'année.

Le ministère de l'Instruction publique a donné:

Rameau — La France aux colonies, Paris 1869.

Les dames de l'Asile de la Providence de Montréal:

Traité élémentaire de matière médicale et guide pratique des Soeurs de Charité — petit, in 4to., de 1600 pages, imprimé et relié par les dames de la Providence, Montréal 1869.

Le It-col. Belle, de Montréal, Preces Sti. Nersetis Clagencis — in 12, écrit en 33 langues. Venise. 1862.

Nous avons aussi reçu du Parlement fédéral les derniers statuts des parlements de la Nouvelle-Galle-du-Sud et de l'Ile-du-Prince-Edouard, les statuts de la session 1868-1869 et les journaux de la Chambre d'Assemblée (1868).

Le tout respectueusement soumis,

L.-Pamphile Lemay,
bibliothécaire

Dépôt et lecture de pétitions:

Les pétitions suivantes sont séparément présentées et déposées sur la table:

Par l'honorable M. Langevin — la pétition du révérend père François-Xavier et autres, du township Langevin.

Par M. Bachand — la pétition des Soeurs de l'Hôtel-Dieu de St-Hyacinthe.

Par M. Fortin — la pétition de la municipalité du township du Cap-des-Rosiers.

La séance est levée à quatre heures.

Séance du 24 novembre 1869

Sous la présidence de l'honorable J.-G. Blanchet

La séance est ouverte à trois heures.

Documents :

L'Orateur met devant la Chambre: Etat des affaires à l'hospice Youville, à Saint-Benoît, pour l'année finissant le 31 décembre 1869 (Documents de la session, no 5).

Adresse en réponse au discours du trône

La Chambre prend en considération, selon l'ordre du jour, le discours de Son Excellence le lieutenant-gouverneur aux deux Chambres de la Législature provinciale.

M. L.R. CHURCH (Ottawa): Propose, appuyé par le représentant de Berthier (M. Moll) qu'il soit présenté une humble adresse à Son Excellence le lieutenant-gouverneur, pour remercier Son Excellence de son gracieux discours à l'ouverture de la troisième session de la Législature provinciale, et de plus pour assurer Son Excellence:

1. Que nous recevons avec la plus vive satisfaction l'expression du plaisir avec lequel Son Excellence nous voit de nouveau réunis pour délibérer sur les affaires de cette province.

2. Que nous nous réjouissons avec Son Excellence de ce que la divine Providence a daigné nous accorder une abondante récolte qui a contribué à la prospérité de nos populations.

3. Que nous avons vu avec plaisir que le gouvernement s'est empressé d'exécuter les lois passées dans la dernière session, dans l'intérêt de l'agriculture, de la colonisation et de l'instruction publique, et que les travaux des chemins de colonisation ont été poussés avec vigueur et que nous serons heureux de constater, en examinant les rapports qui nous seront présentés, que l'argent voté pour cet objet a été employé avec économie et de la manière la plus utile.

4. Que nous avons été heureux de voir que, dans plusieurs divisions électorales, on a profité de la nouvelle loi pour former des sociétés de colonisation et que les sociétés ainsi formées ont été promptement reconnues par le gouvernement.

5. Que nous attendons, avec Son Excellence, d'excellents résultats de la loi qui a pour objet d'aider à la construction des chemins à lisses de colonisation, et que nous avons vu avec plaisir que plusieurs municipalités avaient pris des actions dans ces utiles entreprises.

6. Que nous sommes heureux d'apprendre que l'exploration du territoire situé en arrière des établissements au nord du Saint-Laurent a été commencée et poursuivie activement, et nous constaterons, avec intérêt, les progrès qu'elle a faits.

7. Que nous voyons, avec plaisir, que toutes ces mesures, en même temps qu'elles favorisent la colonisation, sont aussi propres à attirer ici l'immigration des autres pays, objet auquel le gouvernement de Son Excellence s'intéresse en commun avec le gouvernement fédéral et ceux des autres provinces.

8. Que nous nous ferons un devoir d'apporter la plus grande attention aux résultats de l'enquête qui a été tenue sur l'organisation et les dépenses du service civil.

9. Que nous sommes heureux d'apprendre qu'il a été fait, en ce qui concerne le partage de l'excédent de la dette de l'ancienne province du Canada, des progrès qui donnent à Son Excellence l'espoir d'une prompt solution de cette question.

10. Que Notre Gracieuse Souveraine, ayant bien voulu qu'un de ses fils vint faire partie des forces chargées de la défense du Canada, et que Son Altesse Royale le prince Arthur, devant faire un séjour prolongé dans cette province, nous remercions Son Excellence de ce qu'elle lui a offert l'hospitalité, au nom de la province, dans cette cité, et que nous avons vu avec bonheur les populations se joindre partout aux autorités pour lui témoigner le respect et l'affection qu'elles éprouvent pour son auguste mère et pour tous les membres de la famille royale.

11. Que nous apporterons toute notre attention aux comptes publics qui nous seront soumis et que nous constaterons avec plaisir que, malgré les travaux considérables qui ont été accomplis pour les chemins de colonisation et pour les réparations et l'agrandissement de plusieurs édifices publics, le chiffre des dépenses est resté au-dessous de la somme totale du budget.

12. Que nous sommes également heureux d'apprendre qu'à l'expiration de l'année financière terminée le premier juillet dernier, il y avait en mains une balance assez considérable et que Son Excellence a lieu d'espérer qu'il en sera ainsi pour le semestre qui prendra fin au premier janvier prochain.

13. Que nous donnerons toute notre attention aux votes qui nous seront demandés pour les diverses branches du service public et pour la continuation des travaux commencés.

14. Que nous donnerons également notre attention au vote qui nous sera demandé pour la construction d'édifices pour les départements publics.

15. Que, nous étant occupés dans la dernière session de projets de loi importants sur l'organisation municipale et diverses autres questions d'intérêt public, et le trop grand nombre de questions alors soumises à notre considération nous ayant empêchés de conduire toutes nos délibérations à maturité, nous donnerons notre plus grande attention aux matières qui nous seront de nouveau soumises.

16. Que nous nous occuperons de rechercher les moyens de pourvoir à une organisation plus

efficace de la police de cette province.

17. Que, sur tous ces points et sur tous ceux qui peuvent nous paraître dignes d'attention, nous apporterons tout le soin possible et que nous remercions Son Excellence de ses gracieuses paroles à cet égard.

18. Que nos formons des vœux pour que la divine Providence bénisse nos efforts et ceux de Son Excellence, et que le succès couronne nos travaux.

Monsieur l'Orateur, les résolutions que je tiens à la main sont la base de la réponse à l'adresse de Son Excellence le lieutenant-gouverneur. Je rappellerai aux membres de cette Chambre dans quelles circonstances la dernière session a été prorogée. A la suite d'une moisson peu abondante, nous avons eu un rigoureux hiver. La grande quantité de neige qui est tombée a eu pour effet de paralyser momentanément plusieurs grandes entreprises. Ce contretemps a pour quelques jours répandu beaucoup de consternation. Les habitants de la province ont émigré en foule chez nos voisins. L'élite de notre population ouvrière et industrielle est allée aux Etats-Unis chercher du pain qui menaçait de leur manquer ici.

Pour empêcher ce courant désolant d'émigration, la Législature a adopté plusieurs lois.

La Législature a d'abord favorisé la construction de chemins de colonisation, de chemins à lisses en bois et la concession d'octrois de terre aux colons. Toutes les mesures qu'elle a adoptées à cet égard ont rapporté les plus grands avantages au pays.

La Chambre apprendra sans doute avec plaisir que la commission du service civil a été très active, qu'elle a rempli ses devoirs de la manière la plus consciencieuse possible.

L'arrivée du Prince Arthur sur nos rivages a donné aux loyaux habitants de la province l'occasion de manifester leurs sentiments de loyauté et d'affection à Sa Majesté la Reine Victoria.

Bientôt un crédit sera demandé à cette Chambre pour l'érection d'édifices publics. Espérons que la Chambre montrera un sage esprit d'économie en cette circonstance.

Les membres travailleront à rédiger et à codifier une loi municipale qui saura être intelligible pour tous. Cette question demandera toute leur attention et leur énergie.

Monsieur l'Orateur, je termine mes quelques observations et je propose que les résolutions soient adoptées.

M. L. J. MOLL (Berthier): Monsieur l'Orateur. Avant d'appuyer l'adresse en réponse au gracieux discours du trône, il me semble que je devrais solliciter l'indulgence de mon auditoire et prier cette honorable Chambre de me pardonner ma témérité d'avoir entrepris une tâche trop ardue, et de n'avoir pas reculé devant l'accomplissement d'une entreprise trop difficile pour mes forces; malgré ces considérations, comptant sur la bienveillance de mes honorables collègues et amis, je ne puis m'empêcher de céder à la mission qui m'incombe.

Monsieur l'Orateur, il y a à peu près deux ans, nous étions convoqués dans cette enceinte parlementaire pour y inaugurer un nouveau gouvernement; une nouvelle constitution nous était donnée, on voyait la réunion d'une Législature représentant les seuls intérêts de la province de Québec. Nous étions appelés pour donner un appui franc et loyal, après avoir accepté les faits accomplis, à des hommes qui semblaient animés des meilleures dispositions pour les intérêts de la province. Nous avons suivi ces hommes depuis cette époque, nous les avons aidés et supportés de nos suffrages, parce que nous avons reconnu chez eux des amis entièrement dévoués au bien du pays, promoteurs de la prospérité de notre patrie. Nous les avons jugés dans toutes les phases de leur administration et je ne crains pas de dire et d'avancer que l'immense majorité de la province de Québec les acclame comme tels; aussi me crois-je en droit d'ajouter que, s'il y a deux ans, nous marchions seulement avec de l'espoir et une simple perspective de succès, aujourd'hui, nous avons devant nous des faits qui justifient pleinement la confiance publique reposant dans les hommes actuellement au pouvoir et je ne crains pas de dire hautement qu'ils peuvent compter sur mon appui, tant qu'ils ne sortiront pas de cette voie.

Je suis heureux, Monsieur l'Orateur, de pouvoir leur rendre en ce moment ce témoignage éclatant et de les remercier, tant au nom de la majorité de cette Chambre que du pays en général, du soin qu'ils ont apporté dans la direction des affaires publiques comme du succès avec lequel ils ont pu administrer les intérêts et développer les ressources de cette province. Ces sages conseillers de Son Excellence se sont donc, sous tous les rapports, trouvés dignes de la confiance que le peuple en général reposait en eux pour l'accomplissement des charges qui découlaient de leurs hautes fonctions.

Aussi étaient-ils partout acclamés, applaudis, comme si la nation eût eu le pressentiment qu'elle en attendait justice. Ceci se comprend, Monsieur l'Orateur, le gouvernement précédent, par suite de la multiplicité et de l'encombrement des affaires, ne pouvait donner une minutieuse attention, ni apporter un soin particulier au développement de nos richesses nationales; l'agriculture, la colonisation et tout ce qui s'ensuit étaient regardés comme affaire secondaire et étaient relégués au second plan du tableau et languissaient par là même. Mais aujourd'hui que, plus heureux, nous avons une administration locale qui ne s'occupe que des affaires de la province de Québec, notre gouvernement apporte tout le soin et toute la minutie possible dans la direction des affaires publiques; aussi voyons-nous nos ministres ne plus se contenter des rapports que des personnes intéressées peuvent plus ou moins colorer, mais ils vont juger eux-mêmes des choses, ils franchissent la distance et se rendent eux-mêmes en exploration pour voir si les choses se passent

comme le disent les rapports et si les travaux s'exécutent selon l'ordre des départements; c'est ainsi que l'on a vu, durant la vacance et pendant l'exécution des travaux, l'honorable commissaire de l'Agriculture et de la Colonisation aller lui-même visiter les chemins de colonisation du Saguenay et ceux de la Manta-wa, et expédier des agents de confiance pour faire une exploration dans la Gaspésie. Son Excellence, Monsieur l'Orateur, dans son gracieux discours, nous dit qu'il est heureux de nous voir réunis en session. Pour nous, Monsieur l'Orateur, nous ne voyons pas d'un oeil indifférent l'époque de la convocation du conseil de la nation, et, animés du désir de travailler à la chose publique, nous saluons avec plaisir le jour qui nous réunit dans cette Chambre pour délibérer sur les affaires de la province.

Depuis notre séparation, Monsieur l'Orateur, un espace de plusieurs mois s'est écoulé et, durant ce temps, il a plu à la divine Providence, dans son infinie bonté, de nous accorder les avantages d'une abondante récolte, qui a répandu la joie en semant l'abondance dans les familles et en produisant la prospérité au sein de notre population. Aussi quels remerciements ne devons-nous pas faire au Divin Maître, et quels sentiments de gratitude ne devons-nous pas entretenir à l'égard de Celui qui peut tout, de nous avoir ainsi favorisés malgré notre indignité? Son Excellence nous informe, Monsieur l'Orateur, dans le troisième paragraphe du discours du trône, que les octrois votés pour les fins de l'agriculture, de la colonisation et de l'instruction publique ont été promptement distribués, et les travaux de colonisation poussés avec vigueur, et que les sommes accordées ont été employées avec économie et de la manière la plus utile. A cela, Monsieur l'Orateur, je répondrai que cette honorable Chambre devra savoir gré à l'honorable commissaire de l'Agriculture et de la Colonisation du zèle et de l'activité qu'il a déployés en s'empressant d'organiser les conseils agricoles et de fournir les sommes votées pour les fins de la colonisation au temps venu de faire les travaux. Aussi a-t-on vu, dans le commencement de juin, les instructions du département de l'Agriculture être transmises et les ouvrages commencés dans toute l'étendue de chemins de colonisation, et avons-nous vu les travaux se poursuivre jusqu'à l'épuisement de l'octroi législatif. Si, par le pacte fédéral, Monsieur l'Orateur, chaque province de la Confédération possède la propriété et le contrôle exclusifs des terres de la couronne comprises dans ses limites, grâce à cette disposition, nous pouvons adopter les moyens nécessaires, ceux que nous croyons les plus propres à étendre les limites du défrichement de nos terres et à accroître la population de notre province.

Aussi est-ce dans ce but que nous avons vu s'ouvrir, se continuer et s'achever une étendue considérable de chemins de colonisation dans les différentes parties du pays, dans les territoi-

res qui semblent se mieux prêter au développement de la colonisation. Il ne serait peut-être pas hors de propos, Monsieur l'Orateur, de faire ici l'énumération de la longueur de nos divers chemins ouverts dans l'intérêt de l'avancement du pays. Commençons par dire que le gouvernement divise les chemins en trois catégories différentes; ceux qui sont d'abord de première classe, c'est-à-dire ceux qui sont entièrement faits par les octrois législatifs; ceux de seconde classe, c'est-à-dire ceux faits conjointement par le gouvernement et les municipalités, mais pour lesquels le premier contribue pour une plus forte somme que ces dernières; et enfin, ceux de troisième classe, c'est-à-dire ceux faits par les municipalités conjointement avec le gouvernement, mais pour la construction desquels la part afférente de ce dernier est moindre que celle des premières. Cette division établie, Monsieur l'Orateur, il appert, par le rapport du commissaire de l'Agriculture et de la Colonisation, que les travaux sur les chemins de colonisation ont été poussés avec une telle vigueur que deux cent dix milles de chemins d'été, offerts et propres au roulage, cent vingt-cinq milles de chemins réparés et cent quatorze milles de chemins simplement ébauchés en chemins d'hiver, ont été livrés à la circulation. Parmi ce grand nombre de chemins, et cette longueur de milles, les chemins de première classe sur lesquels il a été fait des travaux figurent au nombre de cent vingt milles, et douze ponts ont été construits sur ces diverses routes. Ceux de seconde classe y figurent pour cinquante-quatre milles, dans l'étendue desquels sept ponts ont été placés, de dimensions considérables, et ceux de troisième classe se montent au nombre de vingt-cinq milles possédant cinq ponts dont la construction se trouvait nécessaire.

Si on fait un calcul sur la longueur de tous ces ponts réunis, nous atteindrons une étendue de six milles cinq cent trente pieds. On ne peut donc, Monsieur l'Orateur, nier, ni refuser d'admettre que la plus grande activité a dû présider à l'accomplissement de travaux aussi considérables dans un espace de temps aussi restreint. Cette honorable Chambre, Monsieur l'Orateur, ne serait peut-être pas fâchée d'entendre les différents noms de ces routes diverses, de les mentionner et de les désigner à la connaissance publique. Sur la rive nord du Saint-Laurent, nous avons d'abord le chemin de Saint-Urbain, qui se prolonge jusqu'à la baie de Ha! Ha! , soixante-six milles finis cette année, sur lequel une barrière de péage doit être posée dans quelques jours; cette route conduit au Saguenay et fournit une immense étendue de terres colonisables. Les côtés nord et sud de la rivière Saguenay nous donnent aussi un magnifique plateau d'un sol riche, fertile et propre, sous tous les rapports, à l'avantage des colons.

Le chemin "Kénogami" n'a pu être complété cette année, bien que le gouvernement y ait affecté, dans la saison des travaux, une somme

assez considérable de neuf mille six cents dollars.

Le chemin du "lac-Saint-Jean" est terminé dans un espace de vingt milles et est défriché et en partie nivelé sur toute sa largeur sur un parcours encore de vingt milles, c'est-à-dire jusqu'au lac Jacques-Cartier. Les terres autour du lac Saint-Jean nous présentent un sol riche et productif qui invite à la colonisation. Le chemin de la rive nord du Saint-Laurent, depuis Tadoussac jusqu'aux Escoumains, a été complété sur une longueur de huit milles cette année.

Les chemins Brassard et Provost ont été poussés, dans tout le temps propice aux travaux de ce genre, avec une vigueur toute particulière et, sur l'un, le gouvernement a employé une somme de huit mille dollars, et, sur l'autre, un montant de sept mille dollars a été affecté: ces chemins conduisent à la fertile vallée de la Mantawa où s'est déjà formé, sous l'habile direction des révérends MM. Brassard et Provost, un noyau assez considérable de vigoureux colons, qui semblent très satisfaits de leur position et des fruits de leurs travaux.

Ici, Monsieur l'Orateur, je dois encore à la justice de mentionner un autre chemin, qui n'est pas baptisé à la vérité, mais qui ne laisse pas d'être très utile, tant pour la colonisation d'abord comme débouché, ensuite pour l'écoulement des produits de la Mantawa, que comme chemin avantageux aux transports de provisions et autres articles de commerce nécessaires aux chantiers de la Mantawa; ce chemin de dix-huit milles de long part de la paroisse de Saint-Damien, traverse les terres encore incultes du township Brandon, pénètre à travers le township Courcelles et tombe à une certaine distance d'un lieu appelé la "Ferme Provost" sur le chemin de Mantawa. Ce chemin, sous la judicieuse et économique direction du révérend messire G.-G. Desautels, apôtre zélé de la colonisation, nous promet de bons résultats. Dans tout le parcours de ce chemin, de chaque côté, les terres sont favorables à une colonisation avantageuse et déjà bon nombre de hardis pionniers se proposent de s'y établir aussitôt que le gouvernement aura fait arpenter les deux côtés de ce chemin en lots de ferme, mesure qui sera accomplie sous bien peu de temps, j'espère, Monsieur l'Orateur, si l'honorable ministre de l'Agriculture et de la Colonisation y veut apporter son activité ordinaire.

Le gouvernement a aussi appliqué une somme de quatre mille dollars sur un chemin dit "de la Rivière Rouge" dans la province de Québec; une autre allocation d'un même montant a été affectée sur un chemin de la vallée de la rivière Gatineau. Maintenant, Monsieur l'Orateur, passons aux chemins construits sur la rive sud du Saint-Laurent et nous rencontrerons là encore le gouvernement agissant avec la même vigilance et la même activité que sur la rive nord. Allons d'abord dans les Cantons de l'Est, et on trouvera que les chemins, dans cette très

fertile partie du pays, sont presque tous complétés, à l'exception de ceux du comté de Compton, où il y a encore un vaste champ ouvert à la colonisation. Dans les Cantons de l'Est, l'administration a employé et dépensé la somme assez ronde de vingt-deux mille dollars. Vous voyez, Monsieur l'Orateur, par là, que du côté sud du Saint-Laurent, le gouvernement a voulu commencer par y aller de main de maître. Ce n'est pas tout pourtant, nous venons au chemin nommé "Chemin Taché"; ce chemin de colonisation, que j'appellerai gigantesque, puisqu'il fournit un parcours de deux cent trois milles, a été travaillé cette année à ses deux extrémités. Je crois ici, Monsieur l'Orateur, devoir donner une idée de la position de ce chemin pour l'intelligence de ceux qui seraient étrangers à la connaissance topographique de cette partie du pays. Le chemin Taché offre, comme je le remarquais il y a un instant, une longueur de deux cent trois milles; il s'étend depuis la ligne ouest du township de Buckland, dans le comté de Bellechasse, jusqu'au chemin de Matapédia, dans le comté de Rimouski.

Quand les travaux de cette année ont commencé, il y avait de faits, sur ce chemin, soixante-dix milles; les travaux de cette saison ont produit, sur la longueur de cette route, une addition de trente milles, de telle sorte qu'il reste encore, pour achever ce chemin, un parcours de cent trois milles pour le terminer dans toute sa longueur. Pour faire connaître, Monsieur l'Orateur, les raisons de l'ouverture de ce chemin grandiose, qui découlent des avantages que l'on en a retirés et de l'utilité que l'on en devait attendre dans les vues de colonisation, il faut savoir que la vallée du côté sud du Saint-Laurent, sur le bord du fleuve, ne contient qu'un seul rang de paroisses adossées à une chaîne de rochers assez élevés, qui se continue depuis le comté de Bellechasse jusqu'à l'extrémité de la province. Pour exploiter la vallée au sud de cette chaîne, il a donc fallu y construire un chemin sur toute la longueur. Ce chemin, qui nous livre un immense territoire propre sous tous les rapports à satisfaire l'attente, le désir et le besoin des colons, est celui qu'on nomme chemin Taché.

Pour établir une communication entre ce chemin et les paroisses riveraines du Saint-Laurent au sud, il a fallu ouvrir, de distance en distance, des routes transversales à travers cette chaîne de rochers, et la plupart de ces routes de communication atteignent aujourd'hui le chemin Taché. Outre ces vastes artères ouvertes à la colonisation, l'honorable commissaire de l'Agriculture et de la Colonisation, sur la suggestion et le rapport d'hommes de confiance expédiés à cet effet, a cru devoir faire ouvrir pour le piéton des routes appelées chemins de portage sur le bord du fleuve, dans toute l'étendue de la Gaspésie. Ce chemin, dit-on, est assez large pour permettre la circulation des véhicules d'hiver. Nous voyons, Monsieur l'Orateur, par le long détail et l'énumération minutieuse que je viens

de faire des travaux considérables entrepris et en partie exécutés par le bureau d'Agriculture et de Colonisation, que nous ne pouvons douter de la vigueur avec laquelle les travaux ont été poussés, et nous pouvons en outre compter pleinement sur les bonnes dispositions du gouvernement pour l'avancement de la colonisation et, par conséquent, pour le développement et l'accroissement de nos richesses territoriales. De toutes les provinces confédérées, il n'en est pas une qui possède un territoire colonisable égal en étendue et en richesses en tout genre à celui dont la province de Québec peut disposer. Si donc, la part d'influence qui lui est assurée dans l'organisation fédérale manque de s'accroître, c'est que nous n'aurons pas su tirer parti des avantages de notre position sous ce rapport; à nous donc de lutter d'émulation, de tactique et de persévérance avec nos soeurs provinces dans le défrichement du magnifique domaine forestier que nous possédons. Le fertiliser, c'est nous assurer la prospérité et l'influence que nous convoitons, c'est aussi travailler au maintien et à l'embellissement de l'édifice fédéral. N'est-ce pas aussi, Monsieur l'Orateur, dans le but d'atteindre cette fin que l'on voit le gouvernement former des sociétés de secours et d'aide sous le titre de sociétés de colonisation pour venir au soutien et à l'appui des colons, et leur tendre la main au moment où leur courage est le plus mis à l'épreuve?

Je suis heureux de pouvoir ajouter, Monsieur l'Orateur, que le peuple apprécie ces sociétés, puisque déjà vingt-deux sociétés de ce genre ont reçu l'approbation de l'administration, et que le gouvernement les a formellement reconnues. Avec un semblable commencement, on ne peut qu'espérer que ces sociétés si bienfaisantes et si philanthropiques dans leurs effets se propageront avec rapidité, et qu'elles se multiplieront au point de voir au moins tous les comtés de la province tirer tout l'avantage que cette oeuvre éminemment patriotique cherche à procurer. On verra bientôt, j'espère, Monsieur l'Orateur, tous ceux qui pourront s'inspirer d'un sentiment patriotique venir déposer sur l'autel de la patrie les quelques épargnes qui devront assister le colon indigent à développer les ressources de son pays, en s'enfonçant hardiment dans la forêt. Le gouvernement, Monsieur l'Orateur, n'a pas voulu seulement créer des sociétés de colonisation, il ne s'est pas tenu à cette seule mesure, il a aussi fait passer dans la dernière session, une loi qui a pour fin la protection du colon contre l'égoïsme et la spéculation; une loi bienfaisante, qui sauve le malheureux des mains avides d'un créancier qui l'exploite et qui par une basse cupidité se montre disposé à lui enlever en un moment le fruit de plusieurs années de labeurs et de privations. Cette loi pour la protection des nouveaux colons n'est pas encore suffisamment connue, et par là même, elle n'est pas assez appréciée, mais avec le temps et par la pratique, la mesure de son utilité ne tardera pas et à être goûtée et ses

avantages reconnus. Cette loi, Monsieur l'Orateur, une fois bien comprise, démontrera qu'à l'effet de protéger le colon contre l'impitoyable créancier, elle ajoute celui de ne pas empêcher ce dernier d'être rémunéré de ses avances. Seulement il lui faudra attendre, chose qu'il pourra plus facilement faire que le pauvre colon, de payer à une époque trop limitée.

Outre les chemins et les routes de colonisation, en dehors de la loi de protection du colon, le gouvernement, Monsieur l'Orateur, a encore fait quelque chose pour les fins de la colonisation; je veux parler d'une loi passée, aussi dans la dernière session, celle qui tend à la formation de ces sociétés pour construire des chemins à lisses de colonisation; et déjà plusieurs municipalités ont pris des actions dans ces utiles entreprises.

La construction de chemins à lisses sert à l'avancement de la colonisation et fournit en même temps une route prompte, facile et économique aux colons, pour leur faciliter l'écoulement des produits vers un grand centre, où un commerce actif leur fournira, dans un autre genre, la valeur de ce qu'ils apporteront en échange. Car, Monsieur l'Orateur, il faut y penser, ce n'est pas tout pour le colon de s'établir sur un lot, d'y travailler, de s'y fixer et même d'y persévérer avec courage, il faut encore lui fournir les moyens de tirer parti de ses produits de tout ce qu'il tient à sa disposition.

Il lui faut échanger ses valeurs pour des valeurs d'un autre genre que requièrent les besoins de sa famille, faire un échange des effets qu'il possède et qui manquent à ceux qui en font l'acquisition contre les articles dont il est privé. Combien de produits se perdent, qui seraient une source de richesses pour le colon, s'il pouvait facilement écouler ces valeurs. Aussi faut-il espérer que les municipalités suivront l'exemple des autres et se laisseront emporter dans l'élan déjà donné, et s'empresseront de prendre des actions dans des entreprises de cette utilité, qui contribuent éminemment à la prospérité du pays. Si, Monsieur l'Orateur, une nation prospère par le développement de ses entreprises, elle ne doit pas non plus négliger de progresser intellectuellement, son éducation doit marcher en avant; le pain de l'intelligence devient aussi nécessaire à un peuple que la nourriture est obligatoire pour réparer les forces physiques. Il faut instruire le peuple, il en a besoin pour lui-même et pour le progrès de la patrie. Aussi, Monsieur l'Orateur, sommes-nous tranquilles sous ce rapport: l'instruction publique est confiée à la direction d'un homme qui a déjà fait ses preuves et je ne crains pas d'avancer que cette honorable Chambre concourra dans ma déclaration, qu'elle repose toute confiante dans l'administration sage et habile de l'honorable ministre de l'Instruction publique.

Nous apprenons avec plaisir, Monsieur l'Orateur, que le rapport sur les explorations faites sur le territoire situé en arrière des établis-

sements au nord du Saint-Laurent est favorable en ce sens que les explorateurs y ont découvert d'immenses terrains propres à la colonisation. Nous apercevons par l'ensemble de ces mesures, Monsieur l'Orateur, que le gouvernement est disposé à favoriser l'avancement de la province de Québec par tous les moyens possibles, à la coloniser autant par nos ressources locales, qu'en faisant des efforts pour y attirer une émigration étrangère.

Mais, Monsieur l'Orateur, si l'on veut qu'une émigration soit efficace, elle doit être choisie, propre au but que l'on veut atteindre, et il lui faut offrir des avantages réels. Donc en faisant, Monsieur l'Orateur, tous nos efforts pour conserver non seulement nos nationaux, mais encore pour engager à se rapatrier ceux qui, sur une terre étrangère, mangent le pain amer de l'exil, il nous faut de plus inviter à venir, de quelque pays que ce soit, une émigration d'hommes forts et courageux, disposés à se livrer à la culture et qui ne craindront pas de résister à l'inclémence de notre climat, ni à la rigueur du Canada.

Sous ces considérations, cette honorable Chambre secondera avec plaisir les efforts de Son Excellence et de son administration pour activer l'immigration en cette province.

Le rapport une fois connu de la commission nommée pour tenir une enquête sur l'organisation et les dépenses du service civil, cette honorable Chambre s'empressera d'adopter les moyens propres à la modification nécessaire et au changement qu'elle croira devoir opérer dans les différentes branches du service civil. Cette honorable Chambre, Monsieur l'Orateur, concourt avec Son Excellence dans l'espoir d'une prompt solution dans la question du partage de la dette de l'ancienne province du Canada.

Mais s'il est un paragraphe qu'il me fait plaisir d'aborder, dans le discours du trône, c'est sans contredit, Monsieur l'Orateur, celui où il est question de l'hospitalité offerte pour la province de Québec, par l'entremise de Son Excellence, à Son Altesse Royale le Prince Arthur, et je suis convaincu que cette honorable Chambre partage mes sentiments en donnant son assentiment et son approbation unanime à cette marque de loyauté, de respect et d'affection à son auguste mère dans la personne de son royal fils. En effet, Monsieur l'Orateur, ce jeune prince venu en Canada dans une position qui peut le mettre en danger de verser son sang pour la défense de notre frontière, est une pensée qui ne peut manquer de surexciter en nous des sentiments de loyauté et de profond respect pour l'auguste mère, comme d'affection et de respectueuse sympathie pour le royal fils.

Monsieur l'Orateur, nous n'apprenons pas sans satisfaction le fait qu'une somme assez considérable demeure encore dans les coffres du trésor, après les allocations assez fortes votées dans la dernière session, pour les fins de l'agriculture, de la colonisation, de l'instruction publique, de l'administration de la justice, pour

le service civil, les institutions de charité, pour réparation et construction d'édifices publics.

Aussi cette honorable Chambre concourra, sans opposition, je m'en flatte, dans les votes ordinaires demandés pour le besoin de diverses branches du service civil, et pour la continuation des travaux commencés. Les sommes considérables payées chaque année pour loyers, taxes, réparations et autres dépenses imprévues, ajoutées à la considération que le gouvernement ne possède aucune voûte de sûreté à l'épreuve des incendies pour la conservation des documents, registres, records et archives, fera, je l'espère, Monsieur l'Orateur, concourir cette honorable Chambre dans l'octroi d'un crédit supplémentaire pour l'érection d'édifices publics, qui tout en recevant les différents bureaux des divers départements de l'administration, et en joignant l'apparence à la solidité, ne laisseront pas cependant de coûter un prix assez modique à la province. Parmi les questions, Monsieur l'Orateur, que la session de l'année dernière s'est vu forcée de remettre, il en est une que le besoin public rend nécessaire, je veux parler de la loi municipale; cette très utile mesure ne doit pas être considérée comme une des moins importantes de la session.

La loi municipale a déjà subi tant de modifications et d'amendements qu'elle est devenue d'une interprétation très difficile, et un objet de confusion et de procès; si donc, cette honorable Chambre pouvait, dans sa législation actuelle, réussir à en faire une loi claire, lucide, compacte, en la codifiant la rendre aussi facile à comprendre que possible, et lui donner une application aisée, je crois qu'elle pourrait compter, par ce seul succès, la session bien remplie.

Enfin, Monsieur l'Orateur, je crois me faire l'interprète de cette honorable Chambre en assurant Son Excellence, que nous chercherons les moyens de pourvoir à une organisation plus efficace de la police de cette province, et en l'assurant que nous apporterons sur tous les points de son gracieux discours, et sur toutes les mesures qui nous seront soumises, une attention minutieuse, un examen sérieux, et tout le soin que peut exiger la bonne volonté d'hommes désireux d'accomplir leurs devoirs parlementaires. Je remercie de plus, Monsieur l'Orateur, Son Excellence des vœux qu'elle fait, afin que la divine Providence bénisse nos efforts et que le succès couronne nos travaux. Je dois ajouter, Monsieur l'Orateur, en terminant, que je sais gré à votre bonté et à la bienveillance de cette honorable Chambre de la considération que vous m'avez prêtée durant le temps que j'ai occupé votre attention, en secondant l'adresse en réponse au discours du trône.

M. H.-G. JOLY (Lotbinière): En qualité de président du bureau d'Agriculture, et vu les allusions flatteuses faites par le député qui vient de parler, je me trouve engagé à dire quelques mots. Je parle au nom d'une opposition, mais d'une opposition modérée, juste, équitable. Au

sujet de l'agriculture, je dois ici reconnaître la sagesse et l'efficacité des mesures adoptées par le gouvernement dans le but de promouvoir cette oeuvre. Le gouvernement ne peut jamais trop faire pour encourager et améliorer l'agriculture.

Pendant la dernière session j'ai été l'adversaire de la loi de l'agriculture, mais j'ai le plaisir de dire à cette Chambre que je me suis trompé.

Il y a quelque temps j'ai été nommé directeur d'un bureau de très haute importance; j'ai été élu président du bureau d'Agriculture; j'étais alors absent, et s'il y a une chose dans laquelle je trouve que le gouvernement ait manqué de sagesse c'est certainement lors de ma nomination.

J'ai à féliciter le gouvernement sur la question des chemins à lisses de bois. C'est l'agent le plus puissant de la colonisation. Je vois avec plaisir que les municipalités favorisent cette entreprise et j'espère qu'elles se montreront aussi empressées que la cité de Québec et surtout plus généreuses. Cependant, il ne m'appartient pas de refuser des données faites sur des rapports incertains; j'attends le rapport du commissaire des Terres de la couronne et autres.

Je vois avec plaisir l'établissement d'un grand nombre de sociétés de colonisation qui contribueront sans doute à faire fleurir l'oeuvre dans le pays.

Je suis heureux de voir que l'on aura bientôt un rapport de la Commission du service civil.

S'il y a un paragraphe délicatement rédigé, c'est assurément celui qui a rapport à la visite de Son Altesse le Prince Arthur.

Au sujet de la politique financière du gouvernement, je dois dire qu'elle n'a pas mon approbation. Le trésorier de la province nous fait voir un surplus de \$674,000. Il a dépensé \$437,000; soustraction faite il n'a dû rester que \$237,000. Pareille politique laisse à désirer, est dangereuse et ne peut être approuvée.

Au sujet du partage de la dette je dois dire que le trésorier de l'Ontario a écrit une lettre dans laquelle il dit que si le partage de la dette entre les deux provinces n'a pas eu lieu, c'est un tort qui doit être rejeté sur M. Dunkin.

Quant aux édifices publics que l'on propose de construire, j'espère que le gouvernement verra avant de décider l'entreprise quel profit elle pourra rapporter au pays.

A l'endroit de l'organisation de la force de la police, si les membres de cette Chambre sont heureux de féliciter le gouvernement sur le système qu'il est décidé d'adopter à cet égard, ils seraient encore plus heureux, enchantés, de savoir en quoi consiste ce système.

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVÉAU (Québec-Comté): Je ne puis laisser adopter l'adresse, sans remercier les honorables députés d'Ottawa et de Berthier et aussi le député de Lotbinière.

Je puis assurer à l'honorable député de Lotbinière que le gouvernement est disposé à recevoir et à suivre tous les avis d'une opposition sage, juste et modérée.

Le chef de l'Opposition a fait allusion à la lettre du trésorier de l'Ontario. Il n'est pas nécessaire de discuter ces accusations. Le zèle de M. Dunkin, son amour du travail sont assez connus pour nous mettre en garde contre ces avancés. M. Dunkin n'a pas demandé de délai sans de graves raisons. Il suffit de jeter un coup d'oeil sur le tableau qui sera soumis bientôt à la Chambre pour nous convaincre que M. Dunkin a bien agi. L'on verra qu'il a fait diminuer la dette d'un million et demi. Ce n'est que le 27 juillet qu'a été fixée la base du partage et ce n'est pas la faute du trésorier si l'on n'a pu se réunir plus tôt. Si le 31 août, M. Dunkin a demandé l'ajournement, c'est qu'il manquait des papiers dont M. Wood devait avoir besoin lui-même.

Quant à l'ajournement subséquent, on ne saurait en faire un reproche à M. Dunkin, qui alors n'était plus trésorier de la province, et ne pouvait pas régler cette question.

L'honorable député de Lotbinière (M. Joly) signale comme étant un défaut de notre politique d'avoir dépensé une trop grande partie du surplus. Le pays ne partagera pas son avis. Le peuple sait qu'un gouvernement ne doit pas thésauriser, mais qu'il lui incombe la tâche de développer les ressources du pays, pourvu que nous ne dépassions pas une juste limite.

Si l'Ontario a une si grande population, c'est parce que cette province a fait, avant l'Union, ce que nous faisons maintenant en faveur de la colonisation et de l'établissement des terres publiques.

Lorsqu'il s'agit de dépenses, dans la province de Québec, il est de mode parmi les ennemis du gouvernement de comparer notre position à celle de l'Ontario. Rien n'est plus injuste que ce procédé, car l'on ne tient pas compte de points très importants. Nos dépenses sont plus considérables, il est vrai, mais n'avons-nous pas un Conseil législatif à maintenir? Ne sommes-nous pas obligés d'avoir à notre service deux fois autant de fonctionnaires que le gouvernement de l'Ontario? Ajoutez à cela que l'impression de tous nos documents dans les deux langues entraîne des dépenses considérables. Il nous faut encore satisfaire les exigences des différentes nationalités qui vivent dans cette province. Si nos adversaires avaient égard à ces considérations, ils finiraient pas se convaincre que l'économie n'est pas un vain mot parmi nous et que ses principes servent à nous guider.

Mais économiser ne veut pas dire thésauriser. Il y a une limite que nous ne devons pas dépasser dans les dépenses; mais une sage politique nous commande d'employer nos revenus de façon à multiplier les moyens d'arriver à la prospérité. Sans doute, nous ne devons pas nous lancer dans la voie des extravagances, laisser des charges à ceux qui viendront après nous, escompter l'avenir au profit du présent, mais dépensons à propos et nous placerons à intérêt nos capitaux et nous en profiterons ainsi que les générations à venir.

Le député de Lotbinière (M. Joly) nous a dit

avec un grand air d'ironie que la commission du service civil n'avait peut-être tenu qu'une séance. C'est une assertion hasardeuse et j'aime à lui dire qu'elle s'est réunie plusieurs fois. Lorsque la Chambre connaîtra le résultat de ses travaux, elle verra que la commission n'est pas restée inactive.

Je dois remercier le représentant de Lotbinière (M. Joly) d'avoir donné son concours au paragraphe de l'adresse. Et je suis heureux de voir que le même esprit de loyauté anime les deux côtés de la Chambre. Les paroles chaleureuses du chef de l'Opposition ne m'ont nullement surpris, car son bon goût et son tact me sont connus de longue date.

J'ai été aussi bien aise d'entendre le chef de l'Opposition reconnaître, au moins sur un point, la sagesse de la conduite que le gouvernement a suivie à l'égard des chemins de colonisation. Le gouvernement s'est dévoué à cette oeuvre et il a été heureux de voir Son Excellence, Sir Narcisse, s'associer pour ainsi dire à sa pensée.

Le lieutenant-gouverneur a daigné visiter lui-même le chemin du Lac-Saint-Jean et s'est rendu jusqu'au lac Jacques-Cartier. C'est le temps de dire à la Chambre que ce chemin est terminé sur une étendue de 40 milles, et sur 20 milles l'on a abattu les arbres, et cette partie du chemin sera bientôt praticable.

Je n'en dirai pas davantage; je laisse la parole aux députés qui désireraient faire quelques observations sur l'adresse.

L'HONORABLE G.-E. CARTIER (Montréal-Est): Monsieur l'Orateur, j'ai infiniment regretté de n'avoir pas pu assister à la session de l'an dernier; mais quoiqu'absent, j'ai toujours suivi les progrès de la législation. Et si je n'ai pas eu l'honneur et l'avantage d'y contribuer, du moins, de l'autre côté de l'Atlantique, j'ai éprouvé une immense satisfaction sur l'ensemble et la masse des travaux sessionnels.

Il y a une question à laquelle je m'étais particulièrement intéressé dans l'ancienne Chambre, question discutée sous tous ses rapports et ses côtés, avec espoir par les uns, avec crainte par les autres. Et j'ai été heureux d'avoir vu cette question décidée à la dernière session comme elle devait l'être; je veux parler de la question de l'éducation, relativement aux différentes dénominations religieuses.

Quand je discutais de mon siège, en cette même Chambre, les bases de la Confédération, pour faire restituer à l'ancienne province de Québec les privilèges qu'elle avait perdus, je comptais sur cette libéralité. Le siège que j'occupais alors, n'est pas loin de celui-ci. De ce siège-là, j'avais fait des promesses. Je disais aux protestants: "Ne craignez pas. Quand la question sera décidée, vous aurez toute justice de nos compatriotes."

C'est donc avec bonheur que j'ai vu ma promesse accomplie. Maintenant, je me permettrai cette hardiesse de dire que les catholiques

canadiens-français ont toujours été libéraux en matière de religion sur la manière de traiter les autres croyances. Ce n'était pas une question de majorité ou de minorité: c'était une question de justice. Il ne s'agissait pas de savoir qui serait le plus fort; mais qui serait le plus juste, en laissant chacun libre de rendre hommage comme il l'entendrait à la divinité.

Je me rappelle que, dans le temps, un certain nombre de personnes disaient: "Pourquoi donner aux protestants du Bas-Canada des avantages que les protestants du Haut-Canada n'accorderont pas aux catholiques?" A cela je répondais: "Faisons le bien. Si c'est notre conviction qu'il faut accorder toute liberté religieuse à nos compatriotes, faisons-le. Ce sera aux autres à faire leur devoir comme nous."

Il fallait traiter les protestants dans toute la plénitude de la libéralité, afin que les catholiques fussent ensuite en position de dire aux protestants: "Voilà ce que nous avons fait." C'est une question d'individualité, et chaque individu doit jouir, dans sa plénitude, de la liberté d'action, assimilant en cela les minorités aux individualités.

Je suis content de voir que l'adresse touche à une grande question, celle des chemins de la colonisation. Si nous reportons nos regards de soixante années en arrière, il n'en est pas un qui ne regrettera que les grands travaux de colonisation faits depuis deux ans n'aient été commencés dès cette époque.

Quand nous sommes devenus colonie anglaise, nous étions au plus 45,000 âmes, y compris les sauvages. De cette époque à l'Acte d'Union, nous avons moins fait que dans les deux dernières années qui viennent de s'écouler.

On a beaucoup parlé des progrès de l'Ontario. C'est bien le cas et nous devons nous réjouir des progrès de notre province soeur. Mais il faut remarquer que si le Bas-Canada n'est pas plus avancé qu'il ne l'est, c'est qu'il avait été soumis à une politique de découragement.

Quand l'ancienne province de Québec avait sa Législature, elle n'avait pas d'octrois pour la colonisation. En 1856, quand l'offre fut faite à la Législature de lui prêter un million pour la colonisation, elle refusa. On fit la même offre au Haut-Canada, qui accepta et commença de grands travaux en chemins et voies de toutes sortes, entre autres celui du lac Simcoe au lac Ontario.

Qu'est-il arrivé? Tandis que le Haut-Canada créait des dettes, il améliorait sa situation intérieure. Le Bas-Canada avait un surplus mais il ne jouissait d'aucune amélioration; un jour, le Bas-Canada fut appelé à venir combler les déficits du Haut et c'est nous qui contribuons à payer sa dette.

De là date le premier avantage du Haut contre le Bas-Canada.

Mais le Haut-Canada a eu d'autres avantages. Quand on sécularisa les terres du clergé, le Haut-Canada obtint possession d'une immense quantité de terres.

De plus le Haut-Canada a fait usage de toute sa part du fonds d'emprunt municipal. Et à mesure qu'il créait de nouveaux chemins, il s'enrichissait.

Le Bas-Canada n'eut en réserves sécularisées que quelques centaines de mille acres de terres. Il obtint à peu près cent mille louis, quand le Haut-Canada eut trois millions.

De plus le Haut-Canada jouit d'un meilleur climat, d'un sol un peu meilleur. Il n'avait pas l'inconvénient de la tenure seigneuriale, qui causa tant de luttes en Bas-Canada. Si, pour nous affranchir de la tenure, nous n'avions pas été obligés de sacrifier quatre millions, nous aurions aujourd'hui le bénéfice de ces quatre millions, exprimé soit en argent, soit en améliorations. Nous pourrions donc comparer notre renom à celui du Haut-Canada.

Je suis surpris qu'avec ces désavantages, nous soyons venus à bout d'obtenir autant de population. Il ne faut pas se décourager de ce que le Haut-Canada ait 1 ou 2 millions de surplus. Nous commençons une grande oeuvre; nous en verrons plus tard les effets.

Il ne faut pas toujours dans notre existence observer les côtés sombres. S'il y a un rayon de soleil, qu'on envisage ce rayon de soleil, comme on envisage l'obscurité.

Pour la prospérité d'un pays, la grande question est celle des finances. J'approuve l'honorable député de Lotbinière quand il dit qu'il faut de la prudence; mais j'approuve l'honorable premier ministre quand il dit que la meilleure politique d'un gouvernement n'est pas d'avoir beaucoup d'argent de reste, mais de savoir bien faire profiter son argent.

Si une province devait honorer le prince Arthur, ce devait être Québec, qui a eu l'honneur de connaître son grand-père. On me permettra à ce propos de rappeler un souvenir dont j'ai une connaissance personnelle sur le duc de Kent.

Il a existé un homme éminemment distingué entre tous les autres, M. Joseph Bouchette, qui

a tout fait pour la topographie et la géographie du pays. Cet homme était véritablement en avant de son siècle. Il fournit au public une masse d'informations, qui sont demeurées la base des connaissances géographiques du Canada.

Cet homme de génie, qui était en besoin, s'adressa à la Législature, mais il ne put obtenir d'aide. Il avait fait la connaissance du duc de Kent. Celui-ci le dirigea vers l'Angleterre et grâce à ses soins et à sa protection, il put publier ses trois volumes, dont on reconnaît aujourd'hui le prix infini et qui ont été le signal du développement des ressources du pays.

L'adresse fait allusion avec beaucoup d'à propos à la protection divine qui a conservé et fait mûrir nos moissons. Et après avoir fait la part de notre reconnaissance à la Providence qui veut que nous nous aidions pour qu'elle nous aide davantage, nous avons constaté les progrès de l'éducation en matières agricoles. Notre population a fait des progrès considérables dans l'agriculture et nous devons nous en réjouir.

L'adresse est adoptée.

Composition des comités permanents

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVEAU (Québec-Comté) : Propose qu'il soit nommé un comité spécial de douze membres pour préparer et rapporter, avec toute la diligence convenable, les listes des membres devant composer les comités spéciaux permanents ordonnés par cette Chambre.

Adopté.

Il est ordonné, que l'honorable M. Chauveau, l'honorable Sir George-Etienne Cartier, Bart., l'honorable M. le procureur général Ouimet, l'honorable M. le solliciteur général Irvine, M. Joly, M. Bellerose, M. Hemming, M. Ross, M. Bachand, M. Clément, M. Chapleau, et M. Lavallée composent ledit comité.

A cinq heures trente, l'assemblée est levée.

Séance du 25 novembre 1869

Sous la présidence de l'honorable J.-G. Blanchet.

La séance s'ouvre à trois heures.

Documents:

M. L'ORATEUR: Met devant la Chambre: Etat des affaires de l'Asile du Bon Pasteur de Québec, depuis le 1er janvier au 31 octobre 1869 (Documents de la session, no 5).

Aussi, rapports municipaux de la province de Québec, pour l'année 1868 (Documents de la session, no 6).

Dépôt et lecture de pétitions:

Les pétitions suivantes sont séparément présentées et déposées sur la table:

Par M. Brigham, la pétition de P. Bériau et autres, de la paroisse de Saint-Romuald-de-Farnham.

Par l'honorable M. Chauveau, la pétition de l'Asile du Bon-Pasteur de Québec.

Par M. Marchand, deux pétitions des dames religieuses de l'hôpital de la ville de Saint-Jean; et la pétition de Charles-Ernest-Ovide Belle, notaire public, de la ville de Montréal.

Par l'honorable M. le procureur général Ouimet, la pétition des Soeurs de l'Asile de la Providence, de la cité de Montréal; la pétition du très révérend A.-F. Truteau et autres, de la cité de Montréal; et trois pétitions du révérend V. Rousselot, de la cité de Montréal.

Conformément à l'ordre du jour, les pétitions suivantes sont lues:

Du révérend père François-Xavier et autres, du township Langevin; demandant de l'aide pour les chemins.

Des Soeurs de l'Hôtel-Dieu de Saint-Hyacinthe; demandant de l'aide pour achever un hôpital et que leur allocation annuelle soit continuée.

De la municipalité du township du Cap-des-Rosiers; demandant que ledit township soit divisé en deux municipalités séparées.

Réponse du lieutenant-gouverneur

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVEAU (Québec-Comté): Fait rapport à la Chambre que, s'étant rendu auprès de Son Excellence, avec l'adresse de cette Chambre en date d'hier, Son Excellence a bien voulu la recevoir très gracieusement et y faire la réponse suivante:

Monsieur l'Orateur et Messieurs de l'Assemblée législative,

Je suis heureux de recevoir votre adresse. Elle m'est une preuve de votre désir de procéder aux affaires de la session avec zèle et diligence.

Composition des comités permanents

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVEAU (Québec-Comté): Fait rapport que le comité spécial

nommé pour préparer et rapporter les listes des membres devant composer les comités permanents ordonnés par cette Chambre a préparé des listes de membres, en conséquence.

Voici le rapport:

1. Privilèges et élections: l'honorable Sir George-E. Cartier, Bart., l'honorable M. Dunkin et l'honorable M. le procureur général Ouimet, et MM. Bachand, Carter, Chapleau, Coutlée, Craig, Joly, Mathieu, Poupore et Simard.

2. Ordres permanents: l'honorable M. Langevin, l'honorable M. le solliciteur général Irvine, et MM. Bellingham, Benoît, Desaulniers (Maskinongé), Gaudet, Gendron, Harwood, Locke, Marchand, Pelletier et Thérien.

3. Chemins de fer, canaux, lignes télégraphiques, compagnie de mines et manufacturières: l'honorable Sir George-E. Cartier, Bart., et l'honorable M. Cauchon, l'honorable M. Chauveau, l'honorable M. Dunkin, l'honorable M. le solliciteur général Irvine, l'honorable M. Langevin, et MM. Bachand, Beaubien, Chapleau, Clément, Fortin, Gaudet, Genest, Hemming, Joly, Lavallée, Molleur, Ogilvie, Pelletier, Pozer, Ross, Sénécal, Tremblay et Verreault.

4. Bills privés: l'honorable M. Cauchon, l'honorable M. Dunkin, l'honorable M. Langevin et l'honorable M. le procureur général Ouimet, et MM. Beaubien, Bellerose, Bellingham, Blais, Carter, Chapleau, Church, Desaulniers (Saint-Maurice), Genest, Gaudet, Hemming, Locke, Marchand et Rhéaume.

5. Lois expirantes: l'honorable M. le procureur général Ouimet, et MM. Bessette, Craig, Gélinas, Hamilton, de Lotbinière-Harwood, Hearn, Laberge, LaRue, LeCavalier, Pozer et Robert.

6. Dépenses contingentes: l'honorable M. Chapais, l'honorable M. Chauveau, l'honorable M. Robertson et MM. Bellerose, Bellingham, Blais, Brigham, Cantwell, Carter, Clément, Jodoin, LaRue, LeCavalier, Moll, Mailloux et Picard.

7. Impressions: L'honorable M. Robertson, l'honorable M. Langevin, et MM. Coutlée, Gendron, Hemming et Joly.

8. Comptes publics: l'honorable Sir George-E. Cartier, Bart., l'honorable M. Dunkin, l'honorable M. le procureur général Ouimet, l'honorable M. Robertson et MM. Bellerose, Bergevin, Cantwell, Joly, LeCavalier, Mailloux, Poupore, Pozer, Simard et Verreault.

9. Agriculture, immigration et colonisation: l'honorable M. Cauchon, l'honorable M. Chapais, l'honorable M. Chauveau, l'honorable M. Dunkin, l'honorable M. Robertson, et MM. Beaubien, Bessette, Church, Clément, Dugas, Fortin, Garon, Gélinas, Gendron, Hamilton, Hearn, Jodoin, Joly, LaRue, Lavallée, Mailloux, Marchand, Mathieu, Picard, Ross et Tremblay.

Adopté.

Il est résolu que soit envoyé un message à l'honorable Conseil législatif, priant leurs Honneurs de vouloir se joindre à cette Chambre dans la formation d'un comité conjoint des deux Chambres au sujet des impressions de la Législature pour informer leurs Honneurs que les

membres du comité permanent des impressions, savoir: l'honorable M. Langevin, l'honorable M. Robertson, M. Coutlée, M. Gendron, M. Hemming, et M. Joly, agiront comme membres du dit comité conjoint des impressions.

Il est résolu que soit nommé un comité spécial, composé de l'honorable M. Chauveau, l'honorable M. Chapais, l'honorable M. le solliciteur général Irvine, de M. Beaubien, M. Hemming, M. Chapleau, et M. Marchand, pour aider M. l'Orateur dans l'administration de la bibliothèque du Parlement, en ce qui concerne les intérêts de cette Chambre, et pour agir comme membres du comité conjoint de la bibliothèque.

Comptes publics, 1869

L'HONORABLE J. G. ROBERTSON (Sherbrooke): Met devant la Chambre, par ordre de Son Excellence le lieutenant-gouverneur, les comptes publics pour l'année fiscale, finissant le 30 juin 1869 (Documents de la session, no 1).

La séance est levée à trois heures et demie.

Séance du 26 novembre 1869

Sous la présidence de l'honorable J.-G. Blanchet

La séance s'ouvre à trois heures.

Dépôt et lecture de pétitions :

Les pétitions suivantes sont séparément présentées et déposées sur la table :

Par l'honorable M. le procureur général Ouimet — la pétition de l'Asile du Bon-Pasteur, de la cité de Montréal.

Par M. Carter — la pétition de Stanley C. Bagg et autres, de Montréal.

Rapport de comités:

M. J.-H. BELLEROSÉ (Laval): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le premier rapport du comité permanent des dépenses contingentes. Voici le rapport :

Votre comité recommande que son quorum soit réduit à cinq membres.

Adopté.

L'HONORABLE G. IRVINE (Mégantic): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le premier rapport du comité permanent des ordres permanents. Voici le rapport:

Votre comité a fait l'élection de son président, et il recommande à votre honorable Chambre que le quorum dudit comité soit réduit à cinq membres.

Adopté.

M. E. CARTER (Montréal-Centre): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le premier rapport du comité permanent des divers bills privés. Voici le rapport:

Votre comité a fait l'élection de son président, et il recommande à votre honorable Chambre que le quorum dudit comité soit réduit à sept membres.

Adopté.

Demande d'un congé

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVEAU (Québec-Comté): Demande que le député d'Argenteuil (M. S.R. Bellingham) ait la permission de s'absenter pour quinze jours, à compter du jour de l'ouverture de la session, en raison de maladie grave dans sa famille.

Accordé.

Introduction de bills:

L'HONORABLE G. OUMET (Deux-Montagnes): Demande la permission d'introduire un bill pour amender la loi relative à la constitution de la cour Supérieure.

M. H.-G. JOLY (Lotbinière): Demande des explications.

L'HONORABLE G. OUMET (Deux-Montagnes): Répond que le projet a pour but de dissiper les derniers doutes quant à la nomination d'un cinquième juge dans le district de Montréal, en vertu d'une loi passée à la dernière session.

Accordé.

L'HONORABLE G. OUMET (Deux-Montagnes): Demande la permission d'introduire un bill intitulé: "Le code municipal de la province de Québec."

Accordé.

Composition des comités

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVEAU (Québec-Comté): Propose que M. C.-F. Roy (Kamouraska) soit ajouté au comité permanent de l'agriculture, l'immigration et la colonisation et au comité permanent des ordres permanents.

Adopté.

Interpellations :

Loi électorale

M. P. BACHAND (Saint-Hyacinthe): S'enquiert si c'est l'intention du gouvernement de présenter durant cette session un bill concernant l'élection des membres de cette Chambre et les élections parlementaires contestées.

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVEAU (Québec-Comté): Répond que le gouvernement n'a l'intention de prendre aucune mesure à cette session.

M. P. LARUE (Portneuf): Demande si c'est l'intention du gouvernement de modifier, pendant cette session, la loi électorale de manière à statuer que toutes les élections soient faites dans un seul et même jour, et que la mise en nomination des candidats soit réclamée par un nombre plus considérable d'électeurs que ne l'exige la loi actuelle.

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVEAU (Québec-Comté): Répond que le gouvernement n'a pas l'intention de présenter une loi électorale à cette session ni de modifier celle qui existe. Il est probable qu'il s'occupera de cette question l'année prochaine.

Quant à la deuxième suggestion du député de Portneuf, le gouvernement croit qu'elle mérite considération.

La séance est levée à quatre heures.

Séance du 29 novembre 1869

Sous la présidence de l'honorable J.-G. Blanchet

La séance s'ouvre à trois heures.

Documents:

M. L'ORATEUR: Met devant la Chambre: Etat des affaires de la Providence du Côteau-du-Lac, et de la Société charitable des dames catholiques de Québec, tous deux pour l'année finissant le 31 décembre 1869 (Documents de la session, no 5).

Dépôt et lecture de pétitions:

Les pétitions suivantes sont séparément présentées et déposées sur la table:

Par l'honorable M. Langevin, la pétition du révérend F.-X. Méthot et autres, de la paroisse de Sainte-Germaine-du-Lac-Etchemin, comté de Dorchester, et la pétition du révérend Chs Hallé et autres, des townships d'Aylmer et Gayhurst, comté de Beauce.

Par M. Coutlée, la pétition du révérend C. Dufour, directeur, et des dames de l'Asile de la Providence de Saint-Ignace-du-Côteau-du-Lac.

Par M. Carter, la pétition de la Société d'histoire naturelle de Montréal; la pétition de la Compagnie d'ardoise de Rockland; la pétition de John Kerry et autres, des cités de Montréal et Québec; et la pétition de Alexandre A. Stevenson et autres de la cité de Montréal.

Conformément à l'ordre du jour, les pétitions suivantes sont lues:

De Pierre Bériau et autres, de la paroisse de Saint-Romuald-de-Farnham; demandant un acte d'incorporation sur le nom de l'Union Saint-Joseph de Farnham."

De Stanley C. Bagg et autres, de la cité de Montréal; demandant un acte d'incorporation sous le nom de "la Société de numismatique et d'archéologie de Montréal."

De Charles-Ernest-Ovide Belle, notaire, de la cité de Montréal; demandant la passation d'un acte l'autorisant à garder les minutes de feu Joseph Belle, son père, notaire, et à en délivrer des copies authentiques.

De l'Asile du Bon Pasteur de la cité de Québec; de l'Asile du Bon Pasteur de la cité de Montréal; des Soeurs de l'Asile de la Providence de la cité de Montréal; et des Dames religieuses de l'Hôpital de la ville de Saint-Jean; demandant respectivement de l'aide.

Des Dames religieuses de l'Hôpital de la ville de Saint-Jean; demandant de l'aide pour une salle d'asile dans ladite ville.

Du très révérend A.-F. Truteau et autres, de la cité de Montréal; demandant de l'aide pour l'Asile de la Providence dans ladite cité.

Du révérend V. Rousselot, de la cité de Montréal; demandant de l'aide pour la Salle d'asile de la rue Nazareth, Montréal.

Du révérend V. Rousselot, de la cité de Montréal; demandant de l'aide pour la Salle d'asile de la rue Bonaventure, Montréal.

Du révérend V. Rousselot, de la cité de Montréal; demandant de l'aide pour l'Institution des aveugles dans ladite cité.

Rapports de comités:

L'HONORABLE G. OUMET (Deux-Montagnes): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le premier rapport du comité permanent des lois expirantes. Voici le rapport :

Votre comité recommande que son quorum soit réduit à cinq membres.

Adopté.

Demande d'un congé

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVEAU (Québec-Comté): Demande que le député de Bonaventure (M. C. Hamilton) ait la permission de s'absenter pour l'espace de trois semaines, pour cause de maladie grave dans sa famille.

Accordé.

M.C.HAMILTON (Bonaventure): Demande la permission de s'absenter pour l'espace de trois semaines, pour cause de maladie grave dans sa famille.

Accordé.

Introduction de bills:

M.P.BACHAND(Saint-Hyacinthe): Demande la permission d'introduire un bill pour amender certains articles y mentionnés du code de procédure civile du Bas-Canada.

Il dit que le but de son amendement est de permettre aux shérifs d'aller d'un district à l'autre dans l'exécution de leurs devoirs.

Accordé.

Message du lieutenant-gouverneur:

N.-F. Belleau,

Le lieutenant-gouverneur transmet pour l'information de l'Assemblée législative de cette province, une copie d'une proclamation émanée par le très honorable Sir John Young, gouverneur général du Canada, portant la date du 23e jour d'octobre dernier, concernant et touchant un "Acte pour amender la loi relative au commerce de cabotage, et à la marine marchande dans les possessions britanniques," étant un acte, chapitre 2 du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, fait et passé dans la trente-deuxième année du règne de Sa Majesté.

Hôtel du gouvernement,
Québec, 26 novembre 1969.

CANADA,
L.S.

John Young

VICTORIA, par la grâce de Dieu, reine du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, défenseur de la foi, etc., etc., etc.

A tous ceux à qui ces présentes parviendront ou pourront concerner SALUT:

John A. Macdonald,
Procureur général,
Canada

Attendu, que par un acte du Parlement de notre Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, passé en la session d'icelui, tenue en la trente-deuxième année de notre règne, et intitulé: "Acte pour amender la loi relativement au commerce de cabotage et à la marine marchande dans les possessions britanniques," il est entre autres choses statué que ledit acte sera proclamé dans toute possession britannique par le gouverneur d'icelle, aussitôt qu'il aura reçu avis dudit acte, et qu'il sera mis en force dans cette possession britannique le jour de telle proclamation, qui est dans ledit acte cité plus bas, indiquée comme étant le jour où cet acte prendra force de loi. Sachez maintenant que notre gouverneur du Canada, ayant reçu avis dudit acte, nous proclamons par le présent, ce vingt-troisième jour d'octobre de l'année de Notre-Seigneur, mil huit cent soixante-neuf, dans la Puissance du Canada, laquelle est une possession britannique, suivant la signification de cet acte sus-mentionné dans le présent, lequel est ainsi conçu, savoir:

"Acte pour amender la loi relative au commerce de cabotage et à la marine marchande, dans les possessions britanniques."

"Qu'il soit statué par Sa Très Excellente Majesté la Reine, de l'avis et du consentement des Lords spirituels et temporels et des Communes, en ce présent Parlement assemblés, et par leur autorité, comme suit:

Préliminaires

1. Le présent acte pourra être cité sous le titre: "L'acte de la marine marchande (coloniale) 1869."

2. "Dans cet acte, à moins que le contexte ne le requière autrement, le terme "possessions britanniques" signifie tout territoire ou place situé dans les domaines de Sa Majesté, et ne formant pas partie du Royaume-Uni ou des Iles de la Manche, ou de l'Île du Man; et tous les territoires ou places sous une Législature tel que ci-après défini, sont considérés comme possessions britanniques pour les fins de cet acte."

"Le terme Législature comprend une ou plusieurs personnes qui exercent l'autorité législative dans la possession britannique, et là où il y a des Législatures locales de même qu'une Législature centrale, signifie la Législature centrale seulement."

3. Cet acte sera proclamé dans toute possession britannique par le gouvernement d'icelle, aussitôt que possible après qu'il aura reçu avis de cet acte, lequel entrera en opération dans cette possession britannique le jour de telle proclamation, lequel jour est ci-après cité comme étant celui où cet acte prendra force de loi."

Commerce de cabotage

4. Après la proclamation de cet acte, la Législature d'une possession britannique pourra, par aucun acte ou ordonnance, de temps à autre, régler le commerce de cabotage de cette possession britannique, sujet, en tout cas, aux conditions suivantes:

(1). "L'acte ou l'ordonnance devra contenir une clause sursoyante, pourvoyant à ce que tel acte ou ordonnance n'entre pas en opération avant que le bon plaisir de Sa Majesté n'ait été publiquement signifié sur icelui dans la possession britannique où il aura été passé.

(2). "L'acte ou ordonnance devra traiter tous les navires britanniques (y compris les navires d'aucune possession britannique) exactement de la même manière que les navires de la possession britannique dans laquelle il a été passé.

(3). "Si par un traité fait avant la passation de cet acte, Sa Majesté a agréé d'accorder à des navires quelconques d'un Etat étranger des droits ou privilèges quelconques relativement au commerce de cabotage d'aucune possession britannique, tels droits ou privilèges seront en la jouissance de tels navires aussi longtemps que Sa Majesté aura déjà consenti ou pourra dans la suite consentir à les concéder malgré toute disposition de l'acte ou ordonnance à ce contraire.

(5). "Les sections suivantes de l'acte consolidé des douanes, 1853, sont par le présent abrogées, c'est-à-dire: "La section trois cent vingt-huit, à compter de la date de la mise en vigueur du présent acte. La section cent soixante-trois, à compter de la date dans le cas de chaque possession britannique où, soit un acte ou une ordonnance à l'égard du commerce de cabotage, fait dans le cours de deux années après la mise en vigueur du présent acte dans telle possession britannique, entre en opération, ou s'il n'y a pas un tel acte ou ordonnance, la date à laquelle ces deux années expirent."

Marine marchande

(6). Il sera loisible à sa Majesté, par ordre en conseil, de déclarer, de temps à autre, respectivement la possession britannique mentionnée dans l'ordre, la description des personnes qui devront être registrateurs de navires anglais dans cette possession britannique, et de révoquer tout ordre ainsi établi.

"Après la date spécifiée dans l'ordre, ou si aucune date n'est spécifiée, après la date de la proclamation de l'ordre dans la possession

britannique, l'ordre aura effet comme s'il était contenu dans la section trente de l'acte de la marine marchande, 1854."

(7). "Dans l'interprétation de l'acte de la marine marchande de 1854, et des actes amendant ce même acte, le Canada sera considéré comme une possession britannique.

(8). "Si la Législature d'aucune possession britannique pourvoit à l'examen de ou accorde des certificats de compétence aux personnes ayant l'intention d'agir en qualité de maîtres, contre-maîtres ou ingénieurs à bord de navires britanniques, et si la Chambre de commerce fait rapport à Sa Majesté qu'elle approuve la manière dont se font les examens et qu'elle les considère aussi efficaces que ceux qui se font pour le même but dans le Royaume-Uni, en vertu des actes relatifs à la marine marchande, et que les certificats sont accordés sur des conditions telles, qu'ils exigent autant de qualification et de compétence que ceux accordés en vertu desdits actes et sont sujets à être confisqués pour les mêmes raisons et de la même manière, il sera loisible à Sa Majesté, par ordre en conseil:

1. "De déclarer que lesdits certificats auront la même force que s'ils avaient été accordés en vertu desdits actes;

2. "De déclarer que toutes ou aucunes des dispositions desdits actes qui ont rapport aux certificats de compétence accordés en vertu de ces actes s'appliqueront aux certificats cités dans ledit ordre;

3. "D'imposer telles conditions et de faire tels règlements, respectivement auxdits certificats et à leur usage, remise, annulation et suspension, comme Sa Majesté le jugera à propos, et prescrira des pénalités n'excédant pas cinquante livres pour la violation de tels règlements et conditions. Sur publication dans la Gazette de Londres (London Gazette), d'aucun ordre en conseil tel que celui susmentionné en dernier lieu, les dispositions qui y sont contenues, auront force de loi à compter de la date qui sera mentionnée dans ce but dans tel ordre, comme si elles étaient contenues dans le présent acte.

"Il sera loisible à Sa Majesté en conseil de révoquer tout ordre passé en vertu de la présente section."

De tout ce qui ci-dessus nos fœux sujets sont par les présentes requis de prendre connaissance et de se conduire en conséquence.

En foi de quoi, Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes, et à icelles fait apposer le grand sceau du Canada: Témoin, Notre Fidèle et Bien-Aimé le Très Honorable Sir John Young, Baronet, un des membres de Notre Très Honorable Conseil Privé, Chevalier, Grand-Croix de Notre Très Honorable Ordre du Bain, Chevalier, Grand-Croix de Notre Ordre Très Distingué de St-Michel, et St-George, gouverneur général du Canada.

A Notre Hôtel du Gouvernement, en notre

cité d'Ottawa, dans Notre Puissance, ce vingt-troisième jour d'octobre, dans l'année de Notre-Seigneur, mil huit cent soixante-neuf, et de Notre Règne la trente-troisième.
Par Ordre,

(Signé), HECTOR-L. LANGEVIN,
Secrétaire d'Etat

Ottawa, 1er novembre 1869

Monsieur,

J'ai l'honneur de vous transmettre sous ce pli copie de la Gazette du Canada du 30 dernier, contenant une proclamation de l'Acte impérial 32 Victoria, chapitre 2, relatif à l'"Acte du commerce de cabotage et de marine marchande," et de vous prier de bien vouloir attirer l'attention du gouvernement de la province de Québec, aux dispositions de cet acte.

J'ai l'honneur d'être,
Monsieur,
Votre obéissant serviteur,

(Signé), E.A. Meredith,
sous-secrétaire d'Etat

A l'Honorable
Sir N.-F. Belleau,
lieutenant-gouverneur,
Québec

Introduction de bills:

M. M.-A. BESSETTE (Shefford): Demande la permission d'introduire un bill pour exempter de la saisie-exécution le patrimoine de la famille et certains autres biens au-dessous d'une certaine valeur.

Accordé.

M. F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): Demande la permission d'introduire un bill pour amender l'acte d'incorporation des compagnies à fonds social.

Accordé.

Bill des notaires

M. H.-G. JOLY (Lotbinière): Demande si le gouvernement a l'intention de présenter un bill des notaires à cette session.

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVEAU (Québec-Comté): Telle est l'intention du gouvernement, mais certains amendements y seront apportés avant que le bill ne soit présenté en Chambre. Puisque les journaux ont rapporté, de bonne foi sans doute, le contraire de ce que j'ai déclaré à la dernière séance, je répète, relativement à certaines rumeurs répandues dans cette Chambre, que le gouvernement s'opposera à la prolongation du délai fixé pour la présentation des bills privés. Les journaux m'ont prêté des paroles contraires à celles que j'ai prononcées.

Le gouvernement prend cette attitude afin de hâter le travail de la Chambre le plus possible.

Police provinciale

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVEAU (Québec-Comté): Demande la permission d'introduire un bill pour établir un système général de police en cette province.

Le gouvernement désire avoir un système général de police qui sera sous son contrôle.

Le gouvernement établira dans la cité de Québec un corps de police dont les dépenses ne seront pas plus élevées que celles de la police actuelle.

La ville ou la municipalité où elle sera établie devra la payer. Les dépenses qu'elle exigera ne seront pas plus considérables que les dépenses actuelles. Cette police sera d'abord établie à Québec.

Il est à remarquer que la police n'est pas sous le contrôle de la cité de Québec, mais de trois officiers dont un est le maire de la ville, et les autres le juge des Sessions et le recorder.

La police sera donc stationnée dans la cité de Québec.

Toute municipalité qui voudra avoir dans ses limites un détachement de cette police devra s'adresser au gouvernement, puis passer une résolution de son conseil et en payer les dépenses.

S'il devenait nécessaire d'apaiser des troubles sur quelques points de la province, le gouvernement enverrait la police à ses frais dans ces cas spéciaux.

Le bill pourvoit à la nomination d'un commissaire de police qui aura le commandement de ce corps.

Je crois que ce bill remplit une lacune qui existe dans la province de Québec.

M. H.-G. JOLY (Lotbinière): Je ne sais pas où le gouvernement a puisé l'idée de ce bill. Comme c'est la première fois que des explications sont données sur ce projet et que la Chambre a été pour ainsi dire prise à l'improviste, il est impossible de pouvoir émettre maintenant des opinions sur la question.

M. G.-H. SIMARD (Québec-Centre): Je désirerais beaucoup savoir si la municipalité dans laquelle sera établie cette police aura sur elle un contrôle avec le gouvernement.

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVEAU (Québec-Comté): Répond que le contrôle sur la police provinciale sera partagé entre le gouvernement et la municipalité.

M. H.-G. JOLY (Lotbinière): Désire savoir s'il lui sera permis de demander où le gouvernement a pris l'idée de ce bill.

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVEAU (Québec-Comté): Répond que la mesure soumise à la

Chambre ressemble au bill présenté par Sir J.A. Macdonald, sous l'ancienne constitution.

Accordé.

Administration de la justice dans le comté de Saguenay

M. C. HAMILTON (Bonaventure): Propose, appuyé par le représentant de Chicoutimi (M. P.-A. Tremblay), qu'un comité spécial, composé de M. Hamilton, l'honorable M. le procureur général Ouimet, M. Tremblay, M. Blais, M. Hemming, M. Church et M. Ogilvie, soit nommé pour s'enquérir de l'administration de la justice dans le comté de Saguenay.

Il dit que le district du Saguenay s'étend vers le bas du fleuve sur un espace de 500 milles et que, dans toute cette étendue de terrain, il n'y a pas un seul magistrat. Inutile de dire que l'administration de la justice souffre d'un pareil état de choses. L'année dernière, il a été question de la position de ce district en Chambre, et j'ai parlé de ce que je demande aujourd'hui. Un député a soutenu une opinion contraire à la mienne et a dit que le commandant de la Canadienne agirait comme magistrat stipendiaire dans le district. Or, le commandant Lavoie a reçu d'Ottawa des instructions qui ne lui permettaient pas d'exercer les fonctions de juge. Il résulte de ce fait qu'une population de 7 à 8000 âmes se trouve sans juge.

Adopté.

Demande de documents:

M. P. BACHAND (Saint-Hyacinthe): Propose, appuyé par le représentant de Châteauguay (M. E. Laberge), qu'il soit présenté une adresse à Son Excellence le lieutenant-gouverneur, priant Son Excellence de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre, un état indiquant:

1. Le nombre et le nom respectif des sociétés de colonisation formées en vertu de l'acte de la dernière session, pour la formation et l'encouragement des sociétés de colonisation, dans toute division électorale de la province, et dont les constitutions et les règlements ont été approuvés par le lieutenant-gouverneur en conseil; spécifiant la date de la réception du rapport au commissaire de chaque société demandant à être reconnue comme société de colonisation, et la date de l'enregistrement au bureau du registraire de la province du certificat constatant la formation de telle société.

2. Quelles sociétés ont transmis au commissaire un ou des certificats suivant la section 10 dudit acte.

3. Quelle somme d'argent chaque société a déclaré, sous ses certificats, avoir entre les mains de leurs secrétaires-trésoriers respectifs.

4. Quelle somme d'argent a été payée par le commissaire à chaque société.

5. Quelles sociétés se sont adressées au gouvernement ou au commissaire des terres de la

couronne pour demande de terre pour les colons. Aussi, copie de tous ordres en conseil, réservant des townships ou partie de township, en faveur de toute société de colonisation. Aussi, copie de tous ordres en conseil fixant le nombre de colons que chaque société devra faire établir dans le territoire qui lui aurait été assigné et le délai durant lequel les colons devront s'y établir. Aussi, un état du nombre de lots qui ont pu avoir été donnés gratuitement à chaque société de colonisation.

Les renseignements que je demande pourront paraître exiger beaucoup de travail, mais je pense qu'il serait facile de dresser un tableau qui fournira ces renseignements.

La loi de colonisation soumise à la Chambre l'an dernier devait avoir trois objets:

1o Faire contribuer notre population à l'encouragement de la colonisation.

2o Activer l'oeuvre de la colonisation, rapatrier nos compatriotes.

3o Attirer parmi nous l'immigration étrangère. Lorsque cette loi a été faite, on s'est empressé de féliciter le gouvernement et la presse elle-même a mentionné, avec force commentaires élogieux, l'adoption de cette mesure. Mais bientôt les félicitations, les éloges ont sensiblement cessé et la presse a oublié entièrement la nouvelle loi.

Cette loi, cependant, a-t-elle été d'un grand avantage pour le triple but que se proposait le gouvernement? Non, Monsieur l'Orateur. La loi ne fonctionne pas depuis bien longtemps; cependant, je crois que nous devons connaître les fruits qu'elle a portés. Il nous sera possible peut-être de voir s'il ne lui manque rien.

Que devons-nous faire alors?

Pour ma part, je crois qu'elle a une lacune. Il nous faut, pour atteindre le but de la loi, une mesure plus énergique, plus radicale; jamais nous ne réussirons si le gouvernement ne donne pas des terres gratuitement.

Nous devons faire plus encore que nos voisins les Américains. Ces derniers ont pour eux les avantages d'un climat doux et propice; nous, nous avons les grands désavantages d'un climat rigoureux. Il faut donc établir une compensation, faire des octrois gratuits de terre. Pourquoi l'immigrant va-t-il se réfugier dans l'Ouest? Parce que là il est sûr d'avoir gratuitement quelques lots de terre. Il ne viendra jamais s'établir ici parce qu'il est sûr qu'il aura chaque année à verser une certaine somme dans la caisse du gouvernement. Avec la perspective de ce désavantage et de bien d'autres, il est impossible aux étrangers ou aux habitants de la province d'aller coloniser nos terres et l'émigration chez nos voisins est plus croissante que jamais.

Il faut de toute nécessité donner la propriété; c'est le système en vigueur aux Etats-Unis, et si nous voulons lutter contre nos voisins qui ont déjà sur nous l'avantage de l'ancienneté et d'un meilleur climat, il est nécessaire de nous montrer aussi généreux que les Américains. Com-

ment peut-on espérer retenir des immigrés parmi nous, quand ces derniers savent qu'aux Etats-Unis, le gouvernement leur accorde gratuitement des concessions de terres.

En dépit de la loi, l'émigration n'a pas diminué, bien plus, je crois pouvoir dire qu'elle a augmenté.

Le jour de mon départ de Saint-Hyacinthe, j'arrivais à la gare à minuit, je vis environ quarante Canadiens en route pour les Etats-Unis.

Il est donc de mon devoir de dire au gouvernement qu'il doit élaborer une mesure plus radicale que celle qui est en vigueur. Lors de la discussion de l'adresse, Sir G.-E. Cartier disait, pour expliquer notre infériorité sur certains points à l'égard du Haut-Canada, que nous n'avions pas voulu contracter un emprunt que le Haut-Canada s'est hâté d'accepter et qu'il ne fallait pas aujourd'hui suivre la même politique. Il ne faut pas thésauriser, comme disait le premier ministre, et faire tous nos efforts pour établir nos terres. Notre avenir en dépend. Il faut de toute nécessité amender une loi qui paralysera toujours les progrès de l'immigration, la colonisation et l'agriculture.

M. L. MOLLEUR (Iberville): Monsieur l'Orateur, comme cette question de la colonisation est d'une importance capitale, il importe que les membres de cette Chambre lui donnent leur plus sérieuse attention. Le gouvernement a-t-il par les lois qu'il a établies contribué à promouvoir les intérêts de la colonisation, à arrêter le courant d'émigration, ou à faire revenir au pays ceux de nos compatriotes forcés de s'exiler? Non, pas à mon point de vue. Le but des Canadiens en quittant leurs foyers n'est pas, comme on le dit, de trouver des terres à cultiver, mais bien d'avoir de l'emploi et une rémunération suffisante en espèces.

Les Canadiens ne vont pas aux Etats-Unis pour cultiver la terre, se livrer au négoce, mais pour travailler dans les manufactures. Or, puisque nous connaissons ce qui exerce une si puissante séduction sur eux, pourquoi n'établissons-nous pas des manufactures?

Ceux à qui l'on conseille de demeurer au pays disent: Mais que voulez-vous que nous fassions, nous n'avons plus de paie, il nous faut bien aller ailleurs pour en gagner. Il y a, à mon avis, quelque chose qui manque, qui fait défaut à Québec, c'est l'ouvrage. Or que faut-il pour créer de l'ouvrage? Faire comme on fait aux Etats-Unis: établir des manufactures. Il y a quelques années, lors d'une grande dépression commerciale sur tous les marchés, les Américains se sont dit: Etablissons des manufactures. Ce système leur a rapporté des bénéfices énormes. Les manufactures ont fait des affaires considérables, fait vivre des milliers de familles et le commerce dans toutes les branches a prospéré. Suivons l'exemple de nos voisins, voyons ce qu'un tarif protecteur avec eux peut nous rapporter d'avantages. En établissant des manufactures, nous retiendrons ici des milliers

de bras vigoureux qui vont travailler à l'étranger; au lieu de s'exiler, ils iront peupler nos townships, exploiter les mines qui s'y trouvent en abondance. A quoi nous servent ces mines tant vantées? Le meilleur moyen de les exploiter, c'est de prendre les moyens d'arrêter l'émigration et l'un des moyens les plus efficaces pour arrêter ce fléau, c'est d'établir des manufactures.

Ayons donc des manufactures, au moins pour subvenir aux besoins de la population.

L'année dernière il y a eu aux Etats-Unis des exportations pour un montant de \$71,000,000; il est bien certain que nous ne pouvons plus exporter pour un aussi considérable montant; mais nous pouvons faire des exportations pour un montant de \$30,000,000. Sur une pareille somme, 30,000 familles peuvent vivre.

La récolte a été magnifique cette année; mais, chose qui devra paraître étrange, les habitants sont plus pauvres que les années précédentes. Veut-on en savoir la cause? C'est qu'ils n'ont pas de marchés où vendre leurs produits. C'est encore une lacune dans l'administration de notre province; elle manque de débouchés considérables où les habitants viennent exposer leurs produits en vente.

L'établissement de manufactures amènera aussi, comme je l'ai dit, un courant plus considérable d'immigration et notre population deviendra plus dense. Mais ce but ne sera pas atteint si l'on s'attache à ne créer que des cultivateurs. Il est bon d'encourager la colonisation et l'agriculture, mais il est encore mieux de promouvoir l'industrie manufacturière; car c'est le premier besoin du pays.

La proposition est adoptée.

Cautionnement fourni par les fonctionnaires

M. E. LABERGE (Châteauguay): Propose, appuyé par le représentant de Rouville (M. V. Robert), que les officiers publics soient tenus de fournir des cautionnements.

En faisant cette motion, Monsieur l'Orateur, je ne suis mû par aucune arrière pensée ou aucune animosité personnelle. Sans doute il s'est glissé nombre d'abus parmi les fonctionnaires publics sous l'ancien et le nouveau régime. Une loi a été passée par la Législature exigeant un cautionnement des officiers publics. Cette mesure est sage mais est loin d'être parfaite. Je ne vois pas par exemple pourquoi le gouvernement exige de certains officiers un cautionnement qu'il n'exige pas d'autres. M'est avis, Monsieur l'Orateur, que le gouvernement devrait exiger de chaque officier un cautionnement égal au degré de responsabilité qui lui incombe. Ce cautionnement se fait par hypothèque, dépôt, transfert d'actions ou assurance. Il y a les cautionnements nominaux; ce système est défectueux; le système de cautionnement par obligations sur la propriété, sans certificat d'enregistrement au bureau des hypothèques, est encore plus défectueux.

Il n'est pas toujours facile pour l'employé

d'avoir des cautions. Supposons que l'employé ait obtenu des cautions honnêtes et respectables, il vient tout à coup à faillir d'une façon ou d'une autre. Les cautions sont alors obligées de payer. Elles viennent au bureau, disent que si elles sont forcées de payer, elles vont être ruinées, et le gouvernement se trouve ainsi dans l'alternative de perdre tout ou de ruiner une ou deux familles.

Le système par dépôt serait parfait, s'il n'était pas si difficile. On ne trouve pas à chaque pas quelqu'un disposé à déposer dans une maison de banque un montant de \$4,000 à \$5,000 en faveur de quelqu'un.

Le cautionnement par transfert d'actions est un excellent système mais qui cependant ne laisse pas que de présenter des inconvénients. Un employé fait partie d'une société, association, etc., en qualité d'actionnaire: voilà que tout à coup la société où les actions étaient à un taux élevé tombe tout à coup: tout est perdu alors.

Le dernier système de cautionnement est celui qui se fait par assurance. C'est, à mon avis, le plus certain, et aussi parfait et plus facile que le cautionnement par dépôts. Il faut que l'employé puisse donner la meilleure garantie possible de fidélité, d'honnêteté et d'intégrité. C'est un des avantages les plus précieux pour la composition du personnel d'un bureau. La Compagnie d'assurance des citoyens, de Montréal, est le bureau qui offre le plus d'avantages aux employés. Ce n'est pas une réclame que je veux faire en faveur de ce bureau; non, je n'y ai aucun intérêt; seulement les témoignages flatteurs qui m'ont été donnés bien des fois sur l'administration et la constitution de ce bureau d'assurance m'engagent à le citer ce soir. En conséquence, je donne avis que je ferai motion lundi que, dans l'opinion de cette Chambre, c'est une matière d'intérêt général que les officiers publics nommés par le gouvernement donnent une garantie de la fidèle, exacte et intégrale exécution de leurs devoirs, en prenant

une police d'assurance au bureau de la "Compagnie d'assurance des citoyens du Canada."

Je termine ici, M. l'Orateur, ces quelques considérations et j'espère que les honorables membres de cette Chambre feront un examen consciencieux de la question.

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVEAU (Québec-Comté): La question soulevée ce soir est très importante et je crois qu'il sera préférable d'en remettre la discussion à un autre jour. Il paraît que le système préconisé par le représentant de Châteauguay (M. Laberge), celui des polices d'assurance, présente des inconvénients. Les assurances d'abord exigent que le gouvernement leur fasse connaître toutes les petites fautes des employés. Une autre raison qui m'engage à remettre la prise en considération de cette motion, c'est que M. Dunkin est absent et qu'il s'est beaucoup occupé de cette mesure; à son retour parmi nous, il pourra nous faire part de ses vues à ce sujet. L'ex-trésorier de la province, dont j'ai le plaisir de vous annoncer ce soir l'élection pour le comté de Brôme, arrivera ici cette semaine et sera très heureux de parler sur cette question.

M. E. LABERGE (Châteauguay): Consent à retirer sa proposition.

M. H.-G. JOLY (Lotbinière): Je partage les vues de M. le député de Châteauguay, et je pense que si le gouvernement rend le cautionnement obligatoire, il améliorera sa position. Dans le système actuel, quand un employé fait une faute, il se trouve placé entre sa sympathie, sa pitié et son devoir, et il est alors difficile de rendre justice au pays.

Le gouvernement peut difficilement exiger des employés individuels un cautionnement, mais si ces cautionnements provenaient de corporations publiques, telle une compagnie d'assurance, cette difficulté disparaîtrait.

A cinq heures, la séance est levée.

Séance du 30 novembre 1869

Sous la présidence de l'honorable J.-G. Blanchet

La séance est ouverte à trois heures.

Dépôt et lecture de pétitions:

Les pétitions suivantes sont séparément présentées et déposées sur la table:

Par M. Beaubien — la pétition du très révérend A.-F. Truteau et autres, de la cité de Montréal.

Par M. Thérien — la pétition des Soeurs de l'Asile de la Providence de Laprairie, comté de Laprairie.

Par M. Roy — la pétition du révérend J.-B. Perras et autres, des paroisses de Saint-André, Saint-Alexandre et Sainte-Hélène, comté de Kamouraska.

Rapport de comités:

M. A.C. DE LOTBINIERE-HARWOOD (Vaudreuil): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le deuxième rapport du comité permanent des ordres permanents. Voici ce rapport:

Votre comité a examiné la pétition de Charles E.O. Bell, écuyer, de Montréal, demandant un acte l'autorisant à garder les minutes de feu Joseph Bell, écuyer, notaire public, son père, et à en délivrer des copies authentiques, et trouve que les avis requis ont été publiés.

Votre comité a aussi examiné la pétition de P. Bériau et autres, de la paroisse de Saint-Romuald-de-Farnham, demandant un acte d'incorporation sous le nom de l'Union Saint-Joseph-de-Farnham, et celle de Stanley C. Bagg et autres, de la cité de Montréal, demandant un acte d'incorporation sous le nom de "Société de numismatique et d'archéologie de Montréal", et trouve que ces pétitions sont de la nature de celles qui n'exigent pas d'avis.

Introduction de bills:

M. J.S. BRIGHAM (Missisquoi): Demande la permission d'introduire un bill pour incorporer l'Union Saint-Joseph-de-Farnham.

Accordé. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés.

M. J.-A. CHAPLEAU (Terrebonne): Demande la permission d'introduire un bill concernant les minutes de feu Joseph Bell, notaire, de la cité de Montréal.

Accordé. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés.

M. E. CARTER (Montréal-Centre): Demande la permission d'introduire un bill pour incorporer la Société de numismatique et d'archéologie de Montréal.

Accordé.

Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés.

Message du Conseil législatif:

Monsieur l'Orateur: Le Conseil législatif informe cette Chambre qu'il a nommé les honorables messieurs Archambeault, Dionne, Hale, Le Maire, de Léry, Rodier et Ross pour aider Son Honneur l'Orateur dans l'administration de la bibliothèque de la Législature, en autant que les intérêts du Conseil législatif s'y trouvent concernés, et pour agir au nom de leur Chambre comme membres d'un comité collectif des deux Chambres au sujet de la bibliothèque.

Et le Conseil législatif informe aussi cette Chambre qu'il a nommé les honorables messieurs Beaubien, Beaudry, Ferrier, Hale, Thi-beauveau, et Wood pour agir de la part du Conseil législatif avec le comité de l'Assemblée législative, comme membres d'un comité collectif des deux Chambres, au sujet des impressions de la Législature.

Subsides

L'HONORABLE J.G. ROBERTSON (Sherbrooke): Propose que des subsides soient accordés à Sa Majesté.

Il est résolu que vendredi prochain, cette Chambre se formera en comité pour prendre cette motion en considération.

Cour Supérieure

L'HONORABLE G. OUMET (Deux-Montagnes): Propose, selon l'ordre du jour, la deuxième lecture du bill amendant la loi relative à la constitution de la cour Supérieure.

Monsieur l'Orateur, j'ai déjà expliqué quel est le but de cette mesure. Je crois qu'il est bon de répéter cette explication. A la dernière session de la Législature, une loi a été adoptée nommant un cinquième juge de la cour Supérieure. Le Conseil privé s'est occupé de cette loi et il a été d'avis qu'il y avait des doutes sur quelques points. Dans le but de les faire disparaître, le Parlement fédéral a élaboré une loi fixant le salaire de ce juge additionnel et lui a donné le droit de jouir de tous les privilèges attachés à sa charge. Le Parlement de Québec veut aussi contribuer à définir les pouvoirs de ce nouveau juge. Cette loi dissipera tout doute existant par rapport à la nomination de ce juge par une loi fédérale. Puisqu'il importe que le juge soit nommé immédiatement et que ce juge, qui résidera à Montréal, sera nommé dès que le bill aura été sanctionné, je propose que le bill subisse sa deuxième lecture maintenant et sa troisième vendredi prochain.

Adopté.

Code municipal

L'HONORABLE G. OUMET (Deux-Montagnes): Propose, selon l'ordre du jour, que le bill intitulé: "Code municipal de la province de Québec" soit lu une deuxième fois et soit renvoyé à un comité spécial.

Monsieur l'Orateur, je n'ai pas l'intention de m'étendre longuement sur cette question. La Chambre la connaît déjà. La discussion qui a eu lieu en comité l'année dernière a porté d'heureux fruits, et, pendant la vacance, l'on a tenu compte des remarques des députés. Cependant, l'on n'a pas cru devoir encourir de nouveau les frais d'impression.

J'ai cru voir à la dernière session que la Chambre désirait ardemment étudier nos lois municipales et voulait rendre un grand service à nos campagnes.

Les considérations des députés, des observateurs, des juges, des magistrats ont eu un bon effet, et les fonctionnaires ont considérablement modifié leur oeuvre et simplifié l'arrangement. Ces changements ne sont pas très nombreux, mais ils sont assez importants. La mesure actuellement soumise à la considération de la Chambre a pour but de faire adopter une loi municipale simplifiée, claire, précise, concise et intelligible pour tous ceux qui sont directement chargés de la faire exécuter. Dans la rédaction et la codification de la nouvelle loi on s'est attaché à éviter les transpositions, les renvois à d'autres articles, etc.

Pour arriver à ce que cette loi soit mise en vigueur aussitôt que possible, le gouvernement a décidé de la soumettre à un comité spécial, composé de vingt-cinq membres. Plusieurs députés siégeant dans cette Chambre ne sont pas versés dans la connaissance des lois municipales. D'autres les connaissent parfaitement, en ont fait une étude spéciale et profonde. Le gouvernement attend de ces derniers un concours généreux, actif et consciencieux. Le parti le plus sage est donc de nommer un comité spécial, composé de ces messieurs, pour étudier les dispositions du code.

Mais, Monsieur l'Orateur, une question s'élève. Cette question est celle-ci: si le code municipal est soumis à un comité, ce comité devra-t-il en élaguer ce qui se trouve sous le contrôle de l'agriculture? Si le gouvernement même a cette intention, certainement le code sera de beaucoup simplifié.

Les principes fondamentaux du code municipal tel que rédigé ne sont pas du tout attaqués; il ne s'y rencontre aucune innovation. Le code est divisé en quatre livres. Le but que l'on s'est proposé d'atteindre en rédigeant le code municipal est de rendre la loi plus claire, plus concise, plus intelligible. Je termine ici ces remarques, Monsieur l'Orateur, en exprimant l'opinion que le code soit soumis à un comité spécial.

M. H.-G. JOLY (Lotbinière): Je me lève

pour dire quelques mots sur la question posée par l'honorable procureur général. Mon honorable collègue se demande si le comité élaguera du code municipal tout ce qui est sous le contrôle de l'agriculture, et fait remarquer qu'en agissant ainsi le comité simplifiera énormément le code. J'espère que le comité spécial décidera que ces lois doivent être conservées dans le code, qui doit être plutôt rural que municipal. Il faut que ce code tombe entre les mains des habitants, des citoyens intelligents d'une municipalité; que ce code soit intelligible pour tous; que les habitants ne soient pas obligés de venir, souvent de bien loin, à Québec pour consulter un jurisconsulte au sujet d'une bagatelle la plupart du temps. Il faut enfin, comme je viens de le dire, que ce code soit plutôt un code rural que municipal.

M. E. J. HEMMING (Drummond-Arthabaska): Je suis d'avis que le code ne devrait pas retrancher du code ce qui a rapport à l'agriculture. Le trésorier de la province assistait l'été dernier à une convention où l'on a reconnu unanimement que ces lois devaient faire partie du code municipal.

Le bill est lu une deuxième fois.

L'HONORABLE G. OUMET (Deux-Montagnes): Propose que le comité chargé d'examiner le code municipal soit composé de Sir G.-E. Cartier, des honorables MM. Chauveau, Oumet, Robertson, Bessette, Craig, Clément, Coutlée, Desaulniers, Gaudet, Gélinas, Hemming, LaRue, Locke, LeCavalier, Mailloux, Moll, Bachand, Gendron, Roy, Ross, Church, Bergevin, Belle-rose, Picard et Brigham, avec pouvoirs d'envoyer chercher papiers, records, etc.

M. H.-G. JOLY (Lotbinière): Il me semble que le comité pourrait être moins considérable. Je suis d'opinion, moi, que trois membres, choisis parmi les plus compétents, sont suffisants pour étudier le code municipal et décider son adoption. Je proposerai donc en amendement que l'on confie à trois membres l'honneur et la tâche de faire l'étude du code. Ce comité pourrait être composé de MM. Bachand, Gendron et Hemming.

Il me semble que ces députés possèdent les connaissances légales suffisantes. Sans doute le nombre ne fait rien, mais s'il y a trop de personnes dans ce comité, il sera difficile de les réunir et de décider quoi que ce soit pendant l'absence d'une partie des membres du comité.

M. J. ROSS (Compton): Je trouve que trois membres pour faire l'étude d'une question aussi importante ne sont pas suffisants. Je proposerai que le nombre soit élevé à six ou sept membres. Il me semble que cet amendement à la motion de l'honorable procureur général serait plus avantageux sous tous les rapports.

M. J.-A. CHAPLEAU (Terrebonne): Monsieur l'Orateur, je suis d'opinion que le comité

nommé par le gouvernement sera de la plus grande efficacité; le comité pourra nommer son quorum et des sous-comités; malgré tout leur courage, leur savoir, leur expérience, trois membres ne sauraient faire l'examen du code aussi bien que vingt-cinq membres; nécessairement ils seront insuffisants.

L'HONORABLE J.-E. CAUCHON (Montmorency): La mesure proposée par le gouvernement est la plus sage qui puisse être suivie. Il faut pourvoir à tous les cas et à cet effet nommer autant de membres que possible pour étudier le code. Plus il y aura d'intérêts représentés, plus le code qui sera adopté sera parfait; plus la responsabilité sera divisée, plus il y aura de satisfaction à accepter le code. Ainsi donc, mon opinion est que le meilleur parti à suivre est celui proposé par le gouvernement.

M. F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): L'on semble oublier qu'il ne s'agit pas ici de lois nouvelles, mais seulement de codifier des lois existantes, d'examiner le travail déjà fait. Si l'on veut en arriver à une oeuvre d'ensemble, il serait préférable de confier ce travail à trois membres.

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVEAU (Québec-Comté): Par un grand comité, toutes les parties de la province seraient représentées. Le député de Terrebonne a parfaitement fait connaître comment le comité pourrait fonctionner. Il serait possible de diviser ce comité en sous-comités qui feraient leur rapport au comité général. Le député de Montmorency a, du reste, donné un exemple frappant de l'excellence du système.

Il espère que le comité étudiera cette question et rédigera son rapport le plus tôt possible.

M. H.-G. JOLY (Lotbinière): Dit qu'il ne s'agit pas de faire une nouvelle loi, mais d'en codifier une ancienne. Il s'agit d'une question d'ensemble et non pas de détail. Il croit que le comité de vingt-cinq membres proposé par le gouvernement n'est pas propre à considérer une question d'ensemble.

M. L.-J. BEAUBIEN (Hochelaga): Monsieur l'Orateur, cette proposition aura pour résultat de renvoyer aux calendes grecques l'adoption du code municipal. Le comité général nommera des sous-comités; ces sous-comités étudieront la question et feront des rapports au grand comité. Ces rapports seront ensuite discutés par ce dernier. Le comité fera ensuite son rapport à la Chambre qui le discutera à son tour. C'est ainsi que l'on finira, comme on l'a fait l'année dernière, par renvoyer la décision de la question à la prochaine session. On peut dire que l'année dernière ç'a été une question de sauve-qui-peut. Je suis d'opinion que l'étude du code soit confiée à aussi peu de monde que possible. Quatre ou cinq députés suffisent. L'administration est d'avis que le plus grand nombre de

municipalités soient représentées: très bien! mais il faut avant tout éviter les longueurs.

L'HONORABLE G. OUMET (Deux-Montagnes): L'honorable député qui vient de s'asseoir a justement donné la raison qui justifie le gouvernement de nommer un comité spécial. Il a bien voulu dire que lorsque la question a été mise en discussion, il y a eu un sauve-qui-peut général. Au contraire, et je dois féliciter les députés qui ont examiné le code, le travail qui a été fait est considérable, et, encore une fois, il mérite les plus grandes félicitations de la part du gouvernement. Le code civil et le code de procédure ont été soumis à un comité; le gouvernement ne dévie pas de cette conduite en cette occasion: c'est aussi à un comité qu'il propose de soumettre le code municipal; le comité est composé de personnes compétentes, qui ont fait, pour la plupart, une étude spéciale des lois municipales.

Monsieur l'Orateur, si je voyais que l'on ferait au gouvernement des objections sérieuses, certainement je m'empresserais de souscrire aux amendements proposés. Le code sera soumis au comité qui l'étudiera comme il l'entendra. Le code une fois étudié sera présenté à la Chambre qui, très certainement, le sanctionnera.

M. J.-H. BELLEROSÉ (Laval): Je ne me lève pas, Monsieur l'Orateur, pour faire des reproches au gouvernement. Je ne peux cependant pas approuver tout ce qu'il a fait au sujet de la loi municipale. L'année dernière, le code a été soumis à un comité pour être étudié et amendé. La Chambre devait naturellement supposer que le code serait imprimé tel qu'amendé par le comité. J'ai appris que mille exemplaires du code non amendé ont été distribués dans cette Chambre. Ainsi donc, par cette incompréhensible négligence, le comité, cette année, sera condamné à reprendre l'ouvrage de l'année dernière.

Je crois, Monsieur l'Orateur, que la session est trop courte pour procéder à l'étude du code. Il me semble qu'il suffirait à cette session d'y apporter quelques amendements et de codifier plus tard les lois municipales. Si le code est adopté à cette session, il est certain que, dans quelque temps, il deviendra un statut comme un autre.

Je n'ai pas l'intention de faire opposition à la mesure, au contraire; si le gouvernement persiste dans son projet, il peut être assuré que je l'aiderai de mes efforts.

Je me permettrai de faire une observation: je crains bien que nous soyons obligés dans quelques mois d'amender le code comme une autre loi.

Au sujet de l'amendement fait par le député de Lotbinière à la motion de l'honorable procureur général, je suis d'avis que, malgré toute l'énergie, la capacité et la bonne volonté des trois membres proposés dans la motion, jamais ils ne pourront avec efficacité travailler

le code municipal. Le projet de nommer des sous-comités, émis par le député de Terrebonne, est le plus avantageux.

Si une commission de trois membres avait siégé pendant la vacance pour étudier le code, la chose aurait eu peut-être pour effet d'avancer d'une manière notable la codification de nos lois municipales.

M. E. LABERGE (Châteauguay): Le code municipal étant une des plus importantes mesures soumises à la Législature, pour donner plus de temps aux membres du comité nommé pour l'étudier, je suis d'avis que ces députés ne fassent partie d'aucun autre comité.

UN REPRESENTANT: Même de celui des contingents?

Le bill est renvoyé à un comité spécial, composé de l'honorable Sir George-Etienne Cartier, Bart, l'honorable M. Chauveau, l'honorable M. le procureur général Ouimet, l'honorable M. Robertson, M. Bellerose, M. Brigham, M. Picard, M. Coutlée, M. Bessette, M. Blais, M. Clément, M. Desaulniers (Maskinongé), M. Gaudet, M. Gendron, M. Hemming, M. Joly, M. LaRue, M. LeCavalier, M. Locke, M. Mailloux, M. Moll, M. Bachand, M. Gélinas, M. Ross, M. Church, M. Roy et M. Bergevin, pour en faire rapport avec toute la diligence convenable, avec pouvoir d'envoyer quérir personnes, papiers et records, et que la 79e règle de cette Chambre soit suspendue en autant qu'elle a rapport au nombre des membres dudit comité.

Interpellations

Prochaine session

M. H.-G. JOLY (Lotbinière): L'honorable premier ministre nous ayant annoncé hier que la session serait aussi courte que possible, j'aimerais savoir si c'est l'intention du gouvernement de faire l'été prochain une autre session.

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVEAU (Québec-Comté): Répond que le gouvernement n'est pas en état de pouvoir répondre à l'interpellation de l'honorable député et que d'ailleurs il n'y a rien de décidé à ce sujet.

M. H.-G. JOLY (Lotbinière): Dit qu'il s'attendait à cette réponse de la part du ministère. Il a fait cette interpellation parce qu'il a cru savoir que le gouvernement avait l'intention de convoquer la Législature dans le mois d'août prochain. Il trouve non convenable sous plusieurs rapports la date de cette convocation.

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVEAU (Québec-Comté): Répond au représentant de Lotbinière qu'il a peut-être été induit en erreur par les articles de quelques journaux et que, à moins de circonstances impérieuses, le gouvernement ne convoquera jamais la Législature dans le mois d'août.

A cinq heures trente, l'assemblée est levée.

Séance du 1er décembre 1869

Sous la présidence de l'honorable J.-G. Blanchet

La séance est ouverte à trois heures.

Dépôt et lecture de pétitions:

Les pétitions suivantes sont séparément présentées et déposées sur la table:

Par l'honorable M. Langevin, la pétition de Henry Joynt et autres, du township de Frampton, comté de Dorchester.

Par M. Bachand, la pétition de Trefflé Beaudreault et autres, de la paroisse de Sainte-Cécile-de-Milton, comté de Shefford.

Par l'honorable M. le procureur général Ouimet, la pétition du révérend T.-H. Leclerc et autres, de la ville de Terrebonne.

Par M. Chapleau, la pétition de William Stoddard et autres, de la cité de Québec et d'autres lieux, et la pétition de Thomas Caverhill et autres, de la cité de Montréal.

Par M. Simard, la pétition de Grégoire Couture et autres, de la cité de Québec.

Conformément à l'ordre du jour, les pétitions suivantes sont lues :

De John Kerry et autres, des cités de Montréal et Québec; demandant un acte d'incorporation sous le nom de "Collège de pharmacie de la province de Québec."

De Alexandre A. Stevenson et autres, de la cité de Montréal; demandant un acte d'incorporation sous le nom de "la Société calédonienne de Montréal."

De la Compagnie d'ardoise de Rockland; demandant des amendements à son acte d'incorporation.

Du révérend F.-X. Méthot et autres, de la paroisse de Sainte-Germaine-du-Lac-Etchemin, dans le comté de Dorchester, et du révérend Charles Hallé et autres, des townships d'Aylmer et Gayhurst, dans le comté de Beauce; demandant respectivement de l'aide pour des chemins.

Du révérend C. Dufour et autres, le directeur et les dames de l'Asile de la Providence de Saint-Ignace-du-Côteau-du-Lac; demandant de l'aide.

De la Société d'histoire naturelle, de la cité de Montréal; demandant que leur allocation annuelle soit continuée.

Message du lieutenant-gouverneur:

M. N.-F. BELLEAU: Le lieutenant-gouverneur de la province de Québec transmet à l'Assemblée législative le rapport de l'imprimeur de la Reine, indiquant le nombre d'exemplaires des actes de la dernière session qu'il a imprimés et distribués, les départements, corps administratifs, officiers et personnes auxquels ils ont été distribués, le nombre d'exemplaires livrés à chacun d'eux et en vertu de quelle autorisation, et le nombre d'exemplaires des actes de chaque session restant entre ses mains, avec un compte détaillé des frais par lui réellement encourus

pour l'impression et la distribution desdits statuts.

Le lieutenant-gouverneur transmet aussi le rapport de l'imprimeur de la Reine touchant les dépenses et les revenus de la "Gazette officielle" de Québec (Documents de la session, no 7).

Rapport de comités:

M. G.-H. SIMARD (Québec-Centre): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le premier rapport du comité permanent des comptes publics.

Voici ce rapport :

Votre comité recommande que son quorum soit réduit à cinq membres.

Adopté.

Introduction de bills :

M. J. PICARD (Richmond-Wolfe): Demande la permission d'introduire un bill pour rendre valides certains actes notariés.

Accordé.

Demande la permission d'introduire un bill pour annexer une partie du township de Tingwick au township de Wotton, pour les fins de la représentation.

Quoiqu'il ne soit pas d'usage de parler à la première lecture d'un bill, je demanderai cependant à cette honorable Chambre de bien vouloir me permettre de faire quelques remarques.

L'objet et la nature de ce bill étant bien connus de tous les honorables députés de cette Chambre, il serait oiseux d'en faire connaître aujourd'hui les détails. Je serai du reste obligé de donner ces détails le jour qui sera fixé pour sa deuxième lecture.

Comme ce bill, pour devenir parfait, doit recevoir l'approbation d'un certain jury, j'ose espérer que ce jury répondra à mes espérances.

Oui, Monsieur l'Orateur, j'aime à me flatter que ce jury composé, comme vous le savez, de douze membres, représentant les douze comtés anglophones, agira et décidera d'après ce grand principe d'équité et de justice: "Donnez à César ce qui appartient à César" et n'oubliant point cette vieille maxime qui doit guider tout tribunal, de même que tous les hommes dans quelque position de la société qu'ils se trouvent, savoir: Qu'il faut n'avoir pour tous qu'un seul poids et qu'une seule mesure.

Appuyés, Monsieur l'Orateur, de cette maxime, je suis sûr que les honorables membres qui occupent les bancs du trésor useront de leur influence auprès de ceux de leurs amis qui composent ce jury pour les persuader de ne céder à aucun sentiment de mauvaise humeur ou de dépit personnel pour accomplir leur devoir.

Je compte enfin sur le bon sens de tous pour permettre à un blessé de la dernière session de se relever de sa chute et de passer le Rubicon que, huit jours après sa défaite, il voyait avec envie traverser si lentement au bill, pour détacher une partie du comté de Châteauguay et

l'envoyer au comté de Napierville, dont le mien, après tout, n'était que la fidèle copie.

Je me bornerai pour aujourd'hui, Monsieur l'Orateur, à ces quelques remarques, non point que je n'aie bien d'autres choses à dire à propos de ce bill, sinon des choses inouïes, pour me servir d'une expression de l'honorable représentant de Rimouski, en parlant des iniquités qui se commettent dans son comté. Je les réserve pour le jour de la deuxième lecture et, si les circonstances m'y obligent, je ferai voir à cette honorable Chambre combien j'ai été arbitrairement traité durant la dernière session par quelques honorables membres de cette Chambre, à l'égard de ce bill et de quelques autres que j'aurai l'honneur de lui soumettre bientôt. En attendant, je la remercie bien pour la faveur qu'elle m'a accordée.

Accordé.

M. P. Benoît (Napierville): Demande la permission d'introduire un bill pour régler certaines successions légitimes.

Accordé.

Interpellations

Partage de la dette

M. H.-G. JOLY (Lotbinière): Dit qu'il a donné avis de motion pour une adresse demandant des copies de toute correspondance entre les gouvernements du Québec et de l'Ontario, du Dominion et des arbitres depuis la dernière session au sujet du partage du surplus de la dette de la province du Canada.

Il attendra cependant la présence du député de Brôme (l'honorable C. Dunkin) pour proposer cette adresse.

Pouvoir de désaveu

M. P. BACHAND (Saint-Hyacinthe): Propose qu'il soit présenté une humble adresse à Son Excellence le lieutenant-gouverneur, priant Son Excellence de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre copie de toute correspondance entre le gouvernement du Canada et celui de Québec, touchant le pouvoir réclamé par le gouvernement de la Puissance, en vertu de l'article 90 de l'Acte de l'Amérique britannique du Nord, de désavouer les actes des législatures locales, et spécialement copie de toute correspondance entre les deux gouvernements concernant le pouvoir de cette Législature de passer deux actes de la dernière session, intitulés, l'un, "Acte pour définir les privilèges, immunités et pouvoirs du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, et pour donner une protection sommaire aux personnes employées dans la publication des papiers parlementaires" et l'autre, "Acte concernant les magistrats de district en cette province."

Monsieur l'Orateur, l'honorable premier ministre a paru hier sous l'impression que l'idée de la motion que je propose m'était venue à la

lecture des journaux qui annonçaient le désaveu d'un bill des magistrats de district et de celui des privilèges de la Chambre. Il n'en est rien. J'ai appris de source assez certaine que la première de ces mesures rencontrait, de la part du ministre de la Justice, des objections qui jetaient beaucoup d'anxiété parmi les membres du gouvernement.

Je suis très heureux d'apprendre que ces craintes étaient sans fondement. Non pas que j'approuve cette loi plus que lors de sa discussion; mais il m'eût fait peine de voir une mesure présentée par le ministère, discutée dans cette Chambre, approuvée par le Conseil législatif et sanctionnée par Son Excellence, rejetée par une autorité étrangère.

Je crains que l'honorable premier ministre qui a annoncé d'un air si triomphal que les journaux étaient dans l'erreur sur ce point ne puisse en dire autant de la loi des privilèges de la Chambre.

Mon but, en faisant ma motion, a été de connaître:

1o Quelles règles le gouvernement fédéral a adoptées dans le désaveu des actes des législatures provinciales;

2o Les objections aux deux lois mentionnées dans la demande d'adresse.

Il me sera permis d'ajouter que, si le bill des privilèges de la Chambre a été rejeté, c'est grâce au refus du ministre de prêter l'oreille aux objections de l'Opposition.

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVEAU (Québec-Comté): Monsieur l'Orateur, nous n'avons aucune intention de nous opposer à la motion de l'honorable représentant de Saint-Hyacinthe. Le gouvernement était même décidé à mettre devant la Chambre toute la correspondance demandée.

Il est vrai que le bill des privilèges de la Chambre a éprouvé des objections de la part du ministre de la Justice; nous avons reçu communication de l'opinion des officiers en loi de la couronne en Angleterre qui déclarent la mesure inconstitutionnelle.

Le gouvernement est décidé à maintenir et à faire respecter les droits et privilèges de la Chambre.

Bien que désavoué, le gouvernement n'est pas prêt à admettre qu'il avait tort et que la législature ne pouvait passer le bill en question. Mais qu'il ait tort ou raison, le ministère est impuissant à faire prévaloir ses opinions. Il faut donc trouver remède. C'est ce qu'il est décidé à faire.

Quant aux mesures que nous nous proposons d'adopter, le gouvernement n'est pas encore prêt à les faire connaître. Elles seront prochainement soumises à la considération de la Chambre.

Je ne crois pas que le gouvernement fédéral, ni les officiers en loi de la couronne en Angleterre, prétendent que nous n'aurions pas pu légiférer en détail.

L'objection qu'on nous oppose est que les

privileges du Parlement fédéral sont restreints par la constitution; que si nous agissions en vertu de pouvoirs inhérents à toute Législature, nous ne serions plus restreints et nous pourrions assumer des pouvoirs plus étendus que ceux de la Chambre des communes.

Cet argument ne me paraît pas valable, car l'Acte d'Union nous accorde le droit d'amender notre constitution et le refuse au Parlement fédéral. N'est-il pas légitime de supposer que l'intention du Parlement impérial a été semblable pour ce qui regarde les privilèges des Chambres?

Quant au bill des magistrats de districts, il n'est pas désavoué; son retrait n'a pas été demandé. Nous n'avons pas raison de croire qu'on y fera des objections.

Mais il vaut mieux dire tout de suite ce qui en est. Une dizaine de jours avant la réunion des chambres, le gouvernement a reçu d'Ottawa une liste des bills approuvés. En la parcourant, on s'aperçut que deux omissions avaient été faites: celles du bill des magistrats de district et du bill des privilèges de la Chambre.

Immédiatement, le secrétaire provincial écrivit au ministre de la Justice pour connaître les raisons de cette omission. Aucune réponse officielle n'a encore été reçue, et aussitôt que le gouvernement en aura une, il la communiquera sans retard à cette Chambre.

Cependant, nous avons été informés par des conversations privées avec quelques membres de l'administration fédérale que cette omission ne comporte pas un désaveu, que nous n'avons aucune raison de craindre.

M. H.-G. JOLY (Lotbinière): Monsieur l'Orateur. Je n'ai pas l'intention de prononcer un discours; c'est une simple suggestion que je veux faire.

Si j'ai bien compris l'honorable premier ministre, le gouvernement a l'intention de proposer une nouvelle loi pour conférer à cette Chambre les privilèges dont elle a besoin. Cela me paraît une autre complication parfaitement inutile. La nouvelle loi sera sûrement désavouée; l'an prochain, nous nous retrouverons absolument dans la même position, en face de la même difficulté.

Tôt ou tard, il nous faudra recourir au Parlement impérial et lui demander l'adoption d'une loi qui nous confère les privilèges essentiels à toute assemblée délibérante. Et si nous devons un jour en venir à cette extrémité, pourquoi pas immédiatement et sans retard?

Que le gouvernement vienne devant cette Chambre avec une série de résolutions déclarant que la Législature de Québec réclame comme essentiels tels et tels droits et immunités et demande qu'on les lui accorde par un statut.

Ce sera à la fois la voie la plus rationnelle et la plus expéditive.

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVEAU (Québec-Comté): Sans vouloir dire que le gouverne-

ment adoptera ou n'adoptera pas la ligne de conduite suggérée par l'honorable député, je dois déclarer que je n'approuve pas, en thèse générale, l'idée d'en appeler au Parlement impérial, et je crois que le moins souvent nous recourrons à ce tribunal, le mieux ce sera.

M. J.-A. CHAPLEAU (Terrebonne): Monsieur l'Orateur, la loi des magistrats de district, loi importante et jugée nécessaire par le gouvernement, a été sanctionnée il y a plusieurs mois déjà. Lors de sa discussion, les ministres ont représenté l'urgence de la mesure et ont promis de la mettre aussitôt en opération. Cependant, rien n'a été fait et aujourd'hui, après sept mois, nous nous trouvons précisément dans la même position qu'auparavant. La Chambre a droit à une pleine et entière explication de la part du gouvernement sur la conduite des autorités fédérales, au sujet du bill relatif aux magistrats stipendiaires et sur la politique qu'elles se proposent de suivre à l'endroit de cette mesure. Le bill n'était pas, a-t-on dit, inscrit sur la liste des bills qui ont été approuvés par le gouvernement fédéral. Quelle est la raison de cette omission? Le gouvernement fédéral est disposé à nommer des magistrats stipendiaires. Ces nominations tiennent le public en éveil et c'est le devoir du ministère de s'exécuter aussitôt que possible.

Le pays a droit de savoir quels sont les obstacles qui ont empêché de mettre la loi en opération.

Le gouvernement fédéral peut désavouer toute loi qui lui déplaît dans les douze mois qui suivent sa sanction.

Pour moi, j'ai été heureux d'apprendre de la bouche du premier ministre que l'administration entend maintenir sa position et revendiquer les droits et privilèges de cette Chambre.

De ce que le gouvernement fédéral a la force, il ne s'ensuit pas qu'il a raison. La position relativement au bill désavoué est donc celle-ci: le gouvernement local affirme que la Chambre avait le droit de légiférer comme elle l'a fait, tandis que le ministre de la Justice prétend le contraire. Et comme nous sommes impuissants en face de cette négation, nous restons sans protection, à la merci du premier individu qui viendra violer la liberté de nos délibérations.

Pour moi, qui me suis opposé au projet de loi ministériel, je crois encore que la Législature n'avait pas le droit d'assumer les privilèges d'un Parlement.

C'est un malheur qu'il y ait une lacune dans la constitution, mais nous ne pouvons pas franchir les limites fixées par cette constitution; nous avons, il est vrai, le droit d'amender nos constitutions locales, mais avons-nous le droit de nous arroger plus de privilèges que l'acte impérial ne nous en a accordés?

J'ai entendu avec plaisir de la bouche de l'honorable premier ministre, non seulement la courageuse déclaration qu'il a faite relativement à la législation de l'année dernière, mais aussi la

nouvelle qu'une nouvelle mesure sur le sujet serait adoptée pendant la session.

Cette protestation du premier ministre et l'expression de l'opinion publique sera la base d'un appel fait à la mère patrie pour obtenir un changement à cet égard dans la constitution, si nous n'avons pas ici la permission d'affirmer les privilèges et immunités que cette Chambre exige. Après tout, Monsieur l'Orateur, si j'étais et je suis d'opinion, jusqu'à meilleure information, que nous outrepassons les droits que nous avons de légiférer sur la question, je suis en même temps convaincu que ces droits doivent nous être accordés si nous voulons être un corps délibérant respectable et respecté.

L'acte constitutionnel, en conférant spécialement à la Chambre des communes et au Sénat du Canada certains privilèges, dont il ne disait rien en traitant des pouvoirs accordés aux législatures provinciales, indiquait clairement qu'il les excluait pour elles, suivant ce principe de droit que *affirmatio unius fit exclusio alterius*.

On ne saurait dire, d'un autre côté, que ces privilèges sont inhérents à l'existence même d'une Législature, car quelle serait la raison de la clause de la constitution qui les confère au Parlement fédéral? et, en ce cas, pourquoi légiférer?

Je suis heureux de cette discussion. S'il en résulte que la Chambre n'a pas les privilèges auxquels elle a droit, elle pourra s'adresser au Parlement fédéral pour en obtenir un amendement à la constitution.

M. E. J. HEMMING (Drummond-Arthabaska): La Chambre ne peut pas s'accorder des pouvoirs qui ne lui sont pas attribués par la constitution.

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVEAU (Québec-Comté): Dit que le gouvernement croit encore que cette Chambre peut passer une loi sur les privilèges et immunités du Parlement.

L'HONORABLE J.-E. CAUCHON (Montmorency): Monsieur le Président, je ne m'attendais pas que cette question importante soit discutée aujourd'hui, autrement je serais venu mieux préparé pour l'examiner sur toutes ses faces; mais nous aurons tous l'occasion désirée, puisque M. le premier ministre nous a dit que, dans cette session même, il nous la fournirait par une nouvelle mesure sur le sujet de nos immunités législatives.

A moins que chacun, soit ici, soit à Outaouais, ne prête à la constitution son concours loyal et dévoué, nous marchons vite vers l'unité législative qu'on ne souhaite pas, j'en suis convaincu, dans les réunions du pouvoir fédéral, mais que des hommes malveillants appellent de

tous leur vœux à l'extérieur. Pour prévenir ce danger, il faut que, non seulement les représentants du peuple, ici et là-bas, mais encore tous les bons citoyens, tous les véritables amis de la constitution, s'unissent pour faire fonctionner celle-ci dans l'harmonie et dans la juste mesure des droits et des immunités de chacun.

Je n'ai pas encore changé mon opinion de l'année dernière sur la question des immunités législatives provinciales et je ne la changerai que lorsqu'après un mûr et sérieux examen, je me serai convaincu que j'étais dans l'erreur; je dirai seulement, en passant, que ce qui nous est venu tout récemment de l'autre côté de l'Atlantique se contredit diamétralement avec la jurisprudence constitutionnelle que nous recevions du même lieu l'année dernière. Mais, par un exemple ou deux, il est facile de comprendre dans quelle position nous nous trouverions, nous, législateurs provinciaux, si le veto qui nous a frappés était légalement exact: nous ne pourrions plus protéger nos propres délibérations et même cette vieille coutume constitutionnelle qui nous engage, au commencement de chaque Parlement, à demander au chef de l'Exécutif la liberté des délibérations, et les autres immunités parlementaires ne seraient qu'une dérision, car nous ne pourrions plus parler dans cette enceinte sur des questions d'intérêt public sans être exposés d'un moment à l'autre à être tramés devant les tribunaux ordinaires de la justice, surtout si notre devoir nous obligeait à attaquer les personnes représentant les abus à combattre. Il y a plus: la constitution nous permet de changer notre loi électorale; mais comment atteindre les violateurs de cette loi quand nous n'avons pas le contrôle de la législation criminelle, du moins par rapport à nos élections? Comment, par exemple, déclarer coupable de parjure celui qui fera un faux serment soit au poll, soit ailleurs?

Nous sommes donc parfaitement impuissants à nous faire respecter soit au-dehors, soit au-dedans.

L'honorable premier ministre a eu raison de dire qu'avant d'aller demander au Parlement impérial la rectification constitutionnelle dont il est question, il est bon de réfléchir un peu, car ce n'est pas le seul point de frottement dans l'acte fédéral qu'il est important de faire disparaître, et pour cela il faut de l'étude, de la méditation et le bon vouloir de tout le monde. Nous ne devons pas vouloir plus envahir les attributs de la Législature fédérale que celle-ci ne doit vouloir envahir les nôtres; mais restons tous dans nos droits, chacun avec le respect de celui d'autrui, si nous voulons que notre constitution ait force et durée.

La proposition est adoptée.

A cinq heures, l'assemblée est levée.

Séance du 2 décembre 1869

Sous la présidence de
l'honorable J.-G. Blanchet

La séance s'ouvre à trois heures et quart.

M. L'ORATEUR: Met devant la Chambre: Etat des affaires de l'asile des orphelins de l'Eglise d'Angleterre, Québec, pour l'année 1869 (Documents de la session no 5).

Dépôt et lecture de pétitions:

Les pétitions suivantes sont séparément présentées et déposées sur la table:

Par M. Chapleau — la pétition de Geo. Sylvain et autres, censitaires de la seigneurie Nicolas Rioux, dans le comté de Rimouski; la pétition du révérend A. Labelle et autres, de la paroisse de Saint-Jérôme; et la pétition du révérend A. Labelle et autres, de la paroisse de Saint-Canut.

Par M. Genest, la pétition du révérend Charles-Flavien Baillargeon, de la cité des Trois-Rivières; et la pétition de la Corporation du collège des Trois-Rivières.

Par M. Craig; la pétition du révérend L.-M. Taillon et autres, de la paroisse de Sainte-Anne-de-Varennnes.

Par M. Laberge; la pétition du révérend W. Brethour et autres, du township de Godmanchester et de la paroisse de Saint-Malachie-d'Ormstown.

Conformément à l'ordre du jour, les pétitions suivantes sont lues:

Du très révérend A.-F. Truteau et autres, de la cité de Montréal; demandant de l'aide pour l'Institution des sourds-muets dans ladite cité.

Des Soeurs de l'Asile de la Providence, de Laprairie, comté de Laprairie; demandant de l'aide.

Du révérend J.-B. Perras et autres, des paroisses de Saint-André, Saint-Alexandre et Sainte-Hélène, comté de Kamouraska; demandant de l'aide pour construire une jetée.

Rapport de comités:

M. J.-H. BELLEROSÉ (Laval): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le deuxième rapport du comité permanent des dépenses contingentes. Voici le rapport:

Votre comité a l'honneur de faire rapport qu'il a nommé un sous-comité pour l'examen des livres, comptes et dépenses de cette Chambre.

Que ledit sous-comité a fait rapport à votre comité du résultat de son examen.

Que votre comité approuve ledit rapport et demande à votre honorable Chambre de vouloir bien l'adopter.

Votre comité a aussi l'honneur de soumettre à votre honorable Chambre la résolution suivante, et la prie de vouloir bien l'adopter.

Résolu que le rapport du sous-comité ci-

annexé, marqué A, auquel a été soumis l'état des livres, comptes et dépenses de la Chambre d'Assemblée, pour les 10 mois finissant le premier novembre 1869, soit adopté.

Le tout respectueusement soumis,

Jos.-H. Bellerose,
président, C.D.C.

ASSEMBLEE LEGISLATIVE,
1er Décembre 1869

Le sous-comité nommé pour examiner les livres des recettes et dépenses du comptable de la Chambre d'Assemblée a l'honneur de faire rapport qu'il a examiné les livres, les pièces justificatives et les autres documents, entre les mains de Laurent Simoneau, écuyer, comptable;

Qu'il a trouvé les livres bien tenus, les pièces justificatives toutes en ordre et correspondant aux montants chargés dans les livres.

La période comprise dans cet examen est depuis le 1er janvier 1869 jusqu'au premier novembre dernier.

La dépense totale pour cette période s'élève à \$87,187.33, pour toutes les fins, comprenant l'indemnité des membres, les salaires de tous les officiers de la Chambre, sessionnels et permanents, les impressions, ainsi que la reliure, la papeterie, l'ameublement des bureaux et les dépenses incidentes.

Le montant actuellement payé par mandat du département du Trésor	
est de	\$89,500.00
Balance de l'année dernière	2,381.61
	<u>\$91,881.61</u>

A déduire de ce montant:	
Dépense	\$87,187.33
Payé au département du Trésor:	
Balance des appropriations antérieures	135.56
	<u>87,322.89</u>

Balance en mains au 1er novembre 1869 payable à l'ordre du greffier de la Chambre	<u>\$ 4,558.72.</u>
---	---------------------

Il est à remarquer que les dépenses d'impression, durant la période plus haut, excèdent ce qui a été payé pour le même ouvrage l'année dernière; et cette cause seule a porté la dépense à un chiffre plus élevé que celle de l'année précédente.

Votre sous-comité a l'honneur de remarquer qu'il approuve cordialement la promotion de M. Simoneau à la charge ci-devant occupée par M. Fréchette, avec le même traitement payé à ce dernier, et que, comme M. Simoneau doit rester sans assistant, excepté pendant la session, ce qui n'entraîne aucune dépense additionnelle, et pouvant seul remplir tous les devoirs de cette charge, on économisera, chaque année, sur les

dépenses de la Chambre, la somme de \$600, montant du salaire qu'il recevait auparavant.

Votre sous-comité a l'honneur de recommander de plus d'adhérer aux règles établies quant à l'attestation de tous les comptes et à l'ordre requis pour l'achat des articles nécessaires à l'usage de la Chambre, et désire aussi faire comprendre la nécessité de pratiquer la plus stricte économie dans les dépenses de la Chambre.

Le tout respectueusement soumis.

J.G. Robertson,
Jos.-H. Bellerose,
J.S. Brigham,
N.-M. LeCavalier

Chemin du lac Saint-Jean

M. P.-A. TREMBLAY (Chicoutimi): Propose qu'il soit nommé un comité spécial, composé de M. Tremblay, l'honorable M. Chauveau, M. Simard, M. Joly, M. Hearn, M. LaRue, M. Genest, M. Rhéaume, M. Roy et M. Verreault, pour s'enquérir de la possibilité de continuer le chemin Gosford jusqu'au lac Saint-Jean; ledit comité devant être autorisé à se procurer les rapports, cartes et autres documents relatifs à cette partie du territoire de la province de Québec et à interroger les personnes qu'il croira capables de fournir des renseignements propres à en faciliter l'exploration, si telle exploration est jugée nécessaire, et à faire rapport à la Chambre du résultat de ses délibérations.

Monsieur l'Orateur, pour me rendre au désir de l'honorable premier ministre, j'ai retardé jusqu'à ce jour la considération de la motion que j'ai l'intention de présenter à cette Chambre.

Tous ceux qui se sont occupés de colonisation ont acquis la certitude que le moyen essentiel d'en assurer le succès est l'ouverture de voies de communication. Le gouvernement actuel a compris cette importante question et je suis heureux de pouvoir lui témoigner en cette circonstance mon entière satisfaction pour la manière habile avec laquelle il a dirigé les travaux de colonisation, pour le désintéressement et le dévouement dont il a fait preuve dans l'administration du département de la Colonisation. Deux honorables membres de l'administration ont visité dans le cours de l'été la partie du pays que je représente; je me suis joint de grand coeur à ceux qui se sont pressés sur leur passage pour leur souhaiter la bienvenue; comme eux, j'ai admiré les paroles éloquentes prononcées par ces honorables messieurs et je considère qu'il est de mon devoir de remercier, au nom des électeurs du comté de Chicoutimi et Saguenay, l'administration actuelle pour les bienfaits accordés à ces comtés. J'éprouve d'autant plus de plaisir à féliciter le gouvernement que je sais que mon témoignage en leur faveur n'est pas considéré comme suspect.

On a dépensé des sommes considérables dans le territoire du Saguenay et je puis dire que les résultats obtenus ont été, sinon supérieurs, au moins égaux à ceux obtenus dans n'importe quelle partie du pays.

Le grand chemin Saint-Urbain est à peu près terminé. Ce chemin fait honneur à l'habile conducteur qui en a dirigé les travaux et au gouvernement pour le choix que, nonobstant certaines tracasseries, il a si judicieusement fait.

La deuxième et la troisième sections du chemin Kinogami sont terminées et je sais qu'il n'a pas dépendu du gouvernement que la première section n'eût été complétée.

L'ouverture du chemin Archambault a été inaugurée par l'honorable commissaire des Travaux publics lui-même, lors de son passage dans cette partie de la province; on aura une idée de l'importance de cette voie de communication lorsqu'on saura qu'elle doit traverser un territoire de 75 milles de longueur sur une largeur de 10, 15 et 20 milles et qui, sous le rapport du sol et du climat, ne le cède à aucune autre partie du Saguenay.

Le chemin Barry qui relie Tadoussac aux établissements des Bergeronnes et des Escoumains a été ouvert sur un parcours de 8 milles; on y a fait des prodiges d'économie et il serait à désirer que tous ceux qui sont chargés de la surveillance de semblables travaux prissent exemple sur ceux effectués dans cette localité. On sait que ce chemin qui devra être prolongé sur les bords du fleuve sur une longue distance intéresse particulièrement le commerce de la Puissance, puisque c'est la seule voie par laquelle il est possible de porter secours à ceux que les tempêtes jettent sur ces côtes isolées.

Il est regrettable que le gouvernement fédéral fasse retomber tout le fardeau de cette vaste entreprise sur le gouvernement local.

On a exprimé en ma présence des doutes sur l'opportunité de favoriser, comme on l'a fait cette année, les développements de la colonisation dans le district du Saguenay.

Je sais que ceux qui expriment ces doutes le font avec une parfaite sincérité. Pour les rassurer, je prendrai la liberté de les référer aux honorables messieurs qui ont visité eux-mêmes le Saguenay l'été dernier et aussi à l'habile et énergique sous-ministre de l'Agriculture, M. Lesage, qui seconde si bien les vues de l'honorable M. Archambault et exécute avec tant d'efficacité les projets du gouvernement. Où seraient ces 16,000 habitants qui peuplent aujourd'hui le Saguenay si l'accès à ce territoire leur eût été fermé? Là où sont aujourd'hui les 600,000 Canadiens dispersés dans l'Ouest et dans les Etats de la Nouvelle-Angleterre. Il y a dans le Saguenay des colons venus de toutes les parties de la province, des comtés de Québec, de Portneuf, de Montmorency, de l'Islet, de Kamouraska.

L'ancien gouvernement a dépensé 18 millions de piastres pour l'ouverture de canaux, la construction de chemins de fer, de quais et

autres travaux nécessaires qui ont porté profit, plus particulièrement, et je m'en réjouis, aux grandes villes telles que Québec, Montréal, Ottawa, Toronto. Ai-je tort aujourd'hui d'attirer l'attention de cette Chambre sur les besoins du district de Saguenay? Le gouvernement a déjà fait beaucoup pour cette localité, mais les colons ont aussi fait leur part, et sur les 400 milles de chemins actuellement ouverts, 300 milles au moins ont été ouverts par eux. Je ne crois pas que l'on puisse me reprocher d'oublier les intérêts généraux en parlant de la colonisation du Saguenay, car cette colonisation intéresse toute la province. Dans le district du Saguenay, il y a de l'espace pour trois ou quatre grands comtés. Je remercie l'honorable député qui a bien voulu attirer l'attention du gouvernement sur le comté de Chicoutimi après avoir pris soin de prendre des renseignements très détaillés sur les travaux qui y ont été effectués.

Très prochainement la belle vallée de Matapédia aura un magnifique chemin de fer. Le district des Trois-Rivières aura aussi, je l'espère, son chemin des Piles. Reste le district du Saguenay, qui devrait au moins avoir un chemin à lisses de bois. Le *Daily News*, auquel le député d'Argenteuil n'est pas étranger, a parlé en plusieurs occasions dans des termes très favorables, de la colonisation qu'il y a effectuée. Le *Mercury* a été plus loin, il a fait des reproches au gouvernement de ne pas pousser plus activement les travaux sur les chemins qui y conduisent.

Cela démontre l'importance que la presse attache à ce *back country* comme disent les Anglais, au territoire situé au nord de Québec.

Si le Saguenay peut avoir un chemin à lisses qui mette ses habitants à une lieue de marche de la capitale, on pourra dire alors que le royaume de Saguenay, comme se plaisent à l'appeler les honorables ministres qui l'ont visité, forme réellement partie de la grande Confédération canadienne.

En parlant de chemins à lisses, je n'entends pas demander l'abandon du chemin que l'on ouvre actuellement, mais je veux que l'on s'assure s'il n'y aurait pas moyen d'obtenir une communication plus facile et plus rapide. Mon but, en présentant cette motion, est d'obtenir des renseignements qui puissent justifier ceux qui s'intéressent à la colonisation de nos terres de demander, lorsque les circonstances le permettront, l'ouverture de cette importante voie, et qui puissent justifier en même temps le gouvernement de faire faire une exploration préliminaire du territoire compris entre Québec et le Lac-Saint-Jean dans la direction du chemin Gosford.

Quelques centaines de piastres suffiront pour cette exploration qui devra être faite dans la saison d'hiver, qui est certainement la plus avantageuse pour cet objet. Personne n'a eu l'idée de traiter de charlatanisme l'ouverture du chemin Gosford au sein de la forêt; à plus forte raison ne devra-t-on pas traiter de charlatanisme

l'idée de poursuivre cette voie jusqu'à un vaste district agricole, capable de contenir une population de 150,000 personnes.

Les promoteurs du chemin Gosford méritent l'encouragement, non seulement des citoyens de Québec, mais encore celui du gouvernement, et j'espère que cette Législature ne négligera rien de ce qui pourra assurer le succès de cette entreprise.

A propos des grandes entreprises publiques, mes votes sont là pour prouver que, dans le nouveau Parlement comme dans l'ancien, j'ai compris qu'il était de mon devoir de venir en aide aux compagnies privées lorsque l'intérêt national était en jeu. Les Cantons de l'Est sont traversés par plusieurs lignes de chemin de fer qui contribuent grandement à leur prospérité, et je n'en suis pas jaloux. Je suis prêt à seconder les efforts de ceux qui travaillent pour l'augmenter encore.

On s'est plaint de l'abandon dans lequel a été laissée la rive nord du Saint-Laurent: voilà que l'on semble s'en occuper d'une manière sérieuse; bientôt, Montréal aura son chemin de Saint-Jérôme, et dans un avenir peu éloigné, peut-être aussi Québec aura son chemin à lisses du Lac-Saint-Jean.

En commençant ces remarques, j'ai fait des compliments à l'administration parce que j'ai cru qu'elle y avait plein droit, et je ne craindrai jamais d'en faire lorsque je les croirai mérités. Mais ce que je refuse et refuserai toujours, c'est une confiance aveugle. Je me croirais indigne de la considération des honorables messieurs qui composent l'administration, si je leur promettais d'appuyer leurs mesures quelles qu'elles soient. On me dirait sans doute: Si nous nous trompons, votre devoir est de nous en avertir. Ce ne sont pas ceux qui divulguent les fautes, mais ceux qui les commettent qui sont la cause de la chute du gouvernement.

Pendant deux ans la presse a fait connaître les fautes du gouvernement, a mis au grand jour ce qu'elle appelait les faiblesses de l'honorable premier ministre. Qu'en est-il résulté?

Le gouvernement n'en est pas moins fort: l'honorable premier ministre n'en est pas plus mal à l'aise. Au contraire, je le vois plus radieux que jamais, et savourant avec légitime jouissance et dans toute leur plénitude les délices du pouvoir.

M. C.-F. ROY (Kamouraska): La motion que vient de présenter l'honorable député de Chicoutimi me fournit l'occasion d'exprimer mon adhésion à la plupart des opinions émises devant cette Chambre sur l'utilité des chemins à lisses de bois. Comme plusieurs de mes honorables collègues, je suis d'opinion que les avantages qui devront découler de l'ouverture de ces chemins, en faveur des localités privilégiées où ils pourront plus tard être construits, seront considérables, et, pour ma part, je suis fort heureux de l'encouragement que le gouvernement, en de certaines mesures, semble disposé à

vouloir accorder à ces sortes de constructions. Mais, Monsieur l'Orateur, il est un point sur lequel je ne suis pas parfaitement d'accord avec quelques-uns de ceux qui déjà ont parlé sur le sujet, ou qui tout au moins s'en occupent, c'est sur la priorité que l'on semble vouloir accorder aux chemins à lisses de bois sur les chemins ordinaires, au point de vue de l'intérêt général du pays, et comme moyens de développer rapidement la colonisation en cette province.

Je suis loin, Monsieur l'Orateur, de vouloir patroniser des idées arriérées, au contraire, je concours pleinement dans les idées éminemment progressives qui distinguent cette honorable Chambre. Mais des idées progressives, lors même qu'elles ont rapport au progrès de la colonisation, méritent d'être envisagées au point de vue de leurs résultats pratiques.

Tout en admettant les avantages qu'apportent aux localités où ils seront construits les chemins à lisses de bois, il faut aussi ne point se cacher que le coût de leur construction, les frais de leur entretien, où la topographie du terrain permettra de les construire, sont autant de considérations qui influenceront singulièrement sur le nombre et l'étendue de ces sortes de chemins. Dans un pays aussi vaste que le nôtre, dans un pays où, sur tous les points, où, dans toutes les directions, se trouvent des terres à coloniser, je suis d'opinion que le secret de développer la colonisation et d'activer ses progrès gît moins dans la qualité relative des chemins ouverts que dans leur nombre et leur étendue. L'expérience vient ici à l'appui de ce que j'avance, car, pour quiconque suit le développement de la colonisation, il est facile de se convaincre que ces progrès, en règle générale, sont des progrès d'agrandissements, plutôt que des faits d'établissements jetés à distance et isolés les uns des autres.

Comme toutes les règles générales, cependant, celle-ci a aussi eu ses exceptions, et d'heureuses exceptions. Je n'en citerai qu'une, car elle est à l'avantage du système actuel des sociétés de colonisation si heureusement inauguré par notre gouvernement lors de la dernière session, et aussi peut-être à l'avantage de la motion qui est actuellement devant nous. Cette exception, c'est la colonisation du Haut-Saguenay, entreprise en 1849.

A cette date, un homme distingué, un véritable ami de son pays, le vénérable M. Hébert, aujourd'hui curé de Kamouraska, allait à 43 milles en arrière de tout établissement, sur les bords du lac Kinogami, jeter les fondements d'une colonie nouvelle. L'entreprise était hardie, mais, grâce au secours provenant d'une société de colonisation, formée alors dans les comtés de Kamouraska et l'Islet, elle a réussi au-delà de toute espérance. Nous savons tous quels fruits a produits cette colonie naissante, quels ont été ses succès. L'honorable député de Chicoutimi lui-même nous en a fait bien souvent le brillant tableau.

En reconnaissance, sans doute, des services

rendus dans la circonstance au comté de Chicoutimi par les comtés de Kamouraska et de l'Islet, je dois à la justice de dire que l'honorable député de Chicoutimi n'a jamais cessé, depuis ce temps, de porter un très haut intérêt au comté que j'ai l'honneur de représenter.

Comme je viens de le dire, presque toujours la colonisation ne se développe que dans le voisinage des vieux établissements; car c'est toujours à regret que le colon laisse ses parents, ses amis, pour aller s'établir sur une terre nouvelle. Lorsqu'il se décide à le faire, on le voit toujours de préférence se diriger vers la forêt la plus voisine de son village. Si, par malheur, il ne trouve pas à proximité une terre disponible et une route pour y conduire, plutôt que d'aller se fixer à distance et de se mettre hors de portée de recevoir, en temps opportun, du secours de sa famille, nous le voyons briser avec ce qu'il a de plus cher, dire adieu à ses parents, à ses amis, et prendre le chemin de l'exil.

Moi-même j'ai été témoin d'un grand nombre de faits de ce genre, et je n'hésite pas à dire que beaucoup de nos compatriotes, aujourd'hui prolétaires dans la république voisine, seraient en ce moment citoyens paisibles et heureux parmi nous, si, au moment de leur départ, ils avaient eu dans leur voisinage une route conduisant aux terres qu'ils auraient été désireux de coloniser.

C'est à nous, c'est au gouvernement qu'il appartient de faire tous ses efforts pour prévenir autant que possible de semblables malheurs.

Dans les circonstances actuelles, un des moyens d'atténuer les effets de ce triste fléau qui menace d'ensevelir toutes les classes de la société, de cicatriser peut-être cette plaie toujours béante de l'émigration, et qui va s'agrandissant sans cesse, c'est de rendre facile l'accès à tous les points du pays, en multipliant autant que les moyens de la province le permettront les chemins ordinaires de colonisation.

Je verrais certainement avec crainte l'introduction de toute mesure qui tendrait, comme déjà quelques-uns l'ont suggéré, à détourner de leurs fins ordinaires, et au profit des chemins à lisses de bois, une partie des deniers votés annuellement pour la colonisation. L'adoption d'une telle mesure aurait un effet désastreux, au point de vue de l'intérêt général du pays, et, comme une de ses conséquences immédiates, nous verrions une localité rendue prospère peut-être par l'ouverture d'un de ces chemins, tandis que nous en verrions dix autres en souffrance, faute des moyens ordinaires de communication.

Sans vouloir donc déprécier la valeur des chemins à lisses de bois, tout en reconnaissant au contraire leur utilité à venir, je me permettrai d'exprimer l'opinion, au risque de mériter la désapprobation de plusieurs des honorables membres de cette Chambre, que, en autant que les deniers de la province devront y être dépensés, il n'est pas encore temps de donner la

priorité à ces sortes d'entreprises dispendieuses et souvent peu productives. Dans un pays comme le nôtre, dont l'avenir repose sur l'exploitation judicieuse et rapide du sol, le temps des grandes dépenses arrive toujours assez vite.

Pour le moment, contentons-nous de compléter les chemins commencés, et ouvrons-en de nouveaux dans les endroits où ils seront jugés nécessaires. Du moment que sur chacun de ces chemins il y aura une population suffisante, que les défrichements seront assez considérables pour laisser espérer une production excédant la consommation, et qu'il sera devenu nécessaire d'unir ces chemins entre eux par une voie commune, les reliant aux grands centres où les colons trouveront à échanger leurs produits, alors les chemins à lisses de bois auront toute leur valeur, et alors seulement il conviendra de généraliser ce mode de communication.

D'ici à ce qu'il en soit ainsi, Monsieur l'Orateur, notre gouvernement, j'en ai l'espoir, va suivre la politique toute de progrès qu'il a bien voulu inaugurer à l'endroit de la colonisation, politique qui, je suis heureux de le dire, lui a mérité l'approbation du pays tout entier.

J'ai d'ailleurs trop de confiance dans la sagesse des hommes qui sont aujourd'hui au pouvoir pour craindre un instant qu'ils iront doter notre pays d'entreprises qui finiraient peut-être par devenir au gouvernement de la province de Québec ce qu'ont été jadis certaines entreprises bien connues du gouvernement des deux Canada réunis.

M. P. LARUE (Portneuf): Je prendrai la liberté d'émettre quelques réflexions pour appuyer la motion de l'honorable député de Chicoutimi. Il est de fait, Monsieur l'Orateur, que le chemin Gosford d'ici à quelque temps ne servira spécialement qu'au transport du bois; il ne peut se faire de colonisation sur une grande échelle dans les environs du terminus actuel. Le comté de Québec qu'il traverse est trop à proximité des marchés pour croire que les cultivateurs ne préféreront pas se servir de leurs voitures pour le transport des produits agricoles. C'est pourquoi il serait urgent de s'assurer s'il ne serait pas possible de le prolonger d'abord à l'intérieur de la grande paroisse de Saint-Raymond, laquelle peut seul donner une vive impulsion au commerce, puis de lui faire traverser les Laurentides et le pousser jusqu'au lac Saint-Jean.

Je profiterai de cette occasion, Monsieur l'Orateur, pour exprimer ici un vif sentiment de regret. C'est que l'exploration maintenant en perspective aurait dû être faite il y a déjà quelque temps. Dès la première session du Parlement actuel, le gouvernement, faisant droit à mes suggestions, donna des instructions et les moyens nécessaires pour faire cette exploration. Cette concession, cette faveur n'entraînait de sa part aucun sacrifice puisqu'il avait en main un octroi suffisant qui avait été voté pour cet objet sous l'ancien régime.

Plus tard, pour une raison ou pour une autre, on a supprimé cette exploration et on a cru la remplacer par la grande exploration du Saint-Maurice. Mais les explorateurs ont passé à environ 20 lieues des Laurentides, et bien qu'il n'y ait pas encore de rapports officiels, je sais qu'ils prétendent qu'il y a peu ou point de terres colonisables en arrière de Saint-Raymond.

Mais ne s'étant pas approchés des Laurentides, comment peuvent-ils connaître la nature des terrains que d'autres explorateurs affirment être parfaitement propres à la culture?

Je regrette d'autant plus ces retards, tous ces atermoiements, que le comté de Portneuf attend avec impatience l'ouverture d'un chemin dans cette direction et la subdivision d'un township ou partie de township pour faire des établissements.

On se rappelle que le comté de Portneuf est le premier de la province qui ait organisé une société de colonisation viable.

Cette société a pu, le printemps dernier, fournir tous les grains de semence à tous les colons pauvres de Saint-Ubalde, Montauban et Colbert, et elle a pu aussi aider à la construction d'une chapelle à Saint-Ubalde, et, malgré ces dépenses, notre société a encore en caisse environ \$400. Je suis en position de dire de plus que les souscriptions de l'année courante doubleront celles de l'année dernière.

Eh bien, Monsieur l'Orateur, il me semble qu'avec de tels éléments de succès, qu'avec de tels moyens et les heureuses dispositions de la population de mon comté, il me semble, dis-je, que si le gouvernement nous procurait des terres, la colonisation marcherait à pas de géant. La plaie de l'émigration ne sévit pas dans le comté de Portneuf, grâce à l'influence du clergé qui s'efforce tous les jours d'éclairer le peuple sur cette question comme sur d'autres questions importantes. C'est grâce à son influence aussi que la société de colonisation produit d'aussi beaux résultats.

J'ose me flatter, Monsieur l'Orateur, qu'en présence des tels faits, le gouvernement, se rendant enfin à l'évidence, prendra en sa sérieuse considération les quelques remarques et les suggestions que lui fournira le comité qui doit être nommé.

M. L.-J. BEAUBIEN (Hochelaga): Je ne suis pas surpris, Monsieur l'Orateur, d'entendre le député de Kamouraska dire que les chemins ordinaires de colonisation sont suffisants. Dans son comté, la nature a mis à la disposition des habitants des voies de communication faciles.

Quand je considère la topographie de notre province, je m'explique les idées émises par le député de Kamouraska. Dans son district, il y a une grande voie naturelle, le fleuve Saint-Laurent. Les établissements sont échelonnés sur le bord de cette grande voie qui peut leur suffire. Mais dans le district de Montréal, c'est différent, les établissements sont loin de toute grande voie naturelle. Pour le côté nord des

Laurentides, ce que je veux avoir, ce sont des communications considérables et faciles qui puissent servir au transport des denrées sur les marchés.

Aujourd'hui, je peux dire en toute vérité que la colonisation est pour ainsi dire arrêtée chez nous. Les colons n'osent plus s'avancer, ils s'effrayent à la vue de la grande distance qu'il leur faudra mettre entre eux et la ville. Il faut abrégier ces distances, rapprocher le colon des grands centres, et pour cela, il faut des voies ferrées.

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVÉAU (Québec-Comté): Le sujet sous considération étant de la plus grande importance, le gouvernement est bien d'avis que l'on réunisse tous les renseignements qui s'y rapportent. Le gouvernement, en consentant à la formation du comité, ne s'engage pas à donner un vote d'argent. Quant à ce que dit le député de Portneuf, je pense avec lui que l'on aurait mieux fait d'attendre avant d'ouvrir ce chemin.

M. P. FORTIN (Gaspé): Dans le débat qui vient d'avoir lieu, je regrette de voir l'espèce d'antagonisme qu'il y a entre les chemins ordinaires de colonisation et les chemins à lisses. Pour moi, qui ai pu étudier de près la question de la colonisation, je crois que les chemins de colonisation proprement dits et ceux à lisses en bois sont également nécessaires et se complètent l'un par l'autre. Pour me servir d'une comparaison, ils ressemblent aux vaisseaux sanguins, dans le corps humain, ce sont les petits qui alimentent les gros vaisseaux. Il faut une voie grande, facile, qui transporte les effets venus par les petits chemins de colonisation. Je dois remercier le gouvernement d'avoir construit une foule de chemins dans tout le pays, et aussi dans la Gaspésie. Puisque je parle de la Gaspésie, permettez-moi de dire qu'après 12 ans de colonisation, il y a des centaines de milles où il n'y a pas de route. On porte encore la malle à dos d'homme sur la côte. Je pense que le gouvernement, suivant courageusement sa politique, dépensera plus d'argent que l'an dernier dans cette partie du pays.

M. E.J. HEMMING (Arthabaska): N'est pas du tout d'accord avec le représentant de Kamouraska. De fait, il appuie fortement les chemins à lisses de bois parce qu'ils sont le meilleur moyen de diminuer les distances pour les colons. Il ne veut donner qu'un exemple à ce sujet; la petite ville de Joliette a retiré un immense avantage d'un chemin de bois qui, bien qu'imparfait dans sa construction, a été à la base de la prospérité de cette région.

M. V.-P. LAVALLEE (Joliette): J'ai écouté avec attention le discours des députés. L'on a dit que Joliette devait sa prospérité aux chemins à lisses. Je concours pleinement dans cette opinion; mais je dois dire que ce n'est pas là la

seule cause, et que les octrois généreux du gouvernement entrent pour beaucoup dans les causes de notre prospérité.

M.J.-P. RHEAUME (Québec-Est): Je suis railwayman et je suis en faveur des chemins à lisses de bois. Le député de Gaspé a dit qu'il y a de l'antagonisme contre les chemins à lisses de bois. J'espère que cet esprit disparaîtra, surtout aujourd'hui que partout dans le pays on construit de ces sortes de voies.

Tout en applaudissant au discours du député de Kamouraska, j'ai vu avec regret qu'il combattait le système préconisé. Je crois aux deux genres de chemins; mais si l'on devait se prononcer entre les deux, je préférerais les chemins à lisses de bois. Ceux de nos compatriotes qui pourraient devenir colons sont effrayés par la distance, difficile en été, impraticable en hiver, qui les sépare des grands centres. En conséquence, ils émigrent, ils s'exilent. Le meilleur remède à cela est l'établissement de chemins à lisses. Il faut imiter sous ce rapport l'énergie, l'activité de nos voisins, les Américains. L'année dernière, Québec a donné l'exemple; il faut espérer que les traces de la vieille capitale seront suivies.

Nous devons imiter les Américains dans ce qu'ils ont de bon. Or, leur pays est sillonné de voies ferrées, c'est la raison de leur prospérité. Eh bien! imitons-les, et nous aurons lieu de nous en féliciter.

L'HONORABLE J.-C. CHAPPAIS (Champlain): Je ne sais si je me trompe, mais, en dépit de la divergence apparente entre les députés qui ont parlé des chemins, je crois que tous sont d'accord; le représentant de Québec-est (M. Rhéaume) a plaidé la cause des chemins à lisses de bois. Mais je dois différer d'opinion avec lui sur un point et je préfère, moi pour un, les chemins ordinaires aux chemins à lisses de bois, si l'on devait choisir entre les deux. Il y a, je pense, un malentendu sur un mot. On appelle chemins de colonisation des chemins à lisses de bois. Ce ne sont pas, à vrai dire, des chemins de colonisation mais de communication. Ils tiennent le milieu entre les voies ferrées et les chemins ordinaires.

Pour se maintenir, ils doivent relier entre eux des centres de population éloignés les uns des autres. Dans ces conditions, ils doivent être encouragés par le gouvernement. Leur coût est moindre et ils méritent d'être très encouragés.

L'honorable député de Chicoutimi a proposé la prolongation du chemin Gosford jusqu'au lac Saint-Jean, tout le monde est d'accord sur la question qu'il faut des chemins de colonisation et des chemins à lisses; mais s'il avait à choisir, il se prononcerait pour les premiers.

Dans le cas actuel, il s'agit d'une question exceptionnelle. Le territoire du Saguenay progresse avec une rapidité extraordinaire, sa fertilité est sans exemple et dépasse même celle des Cantons de l'Est.

Je ne suis pas surpris de voir le député de Chicoutimi faire sa proposition et demander ce chemin.

On a souri à l'énoncé de ce projet. On le traite de paradoxal. On n'a pas le droit d'en rire. La chose est possible et se fera bientôt, plus tôt qu'on ne le pense.

On a parlé du chemin de Joliette, mais on a oublié de dire que ce chemin avait été prolongé jusqu'à Rawdon, et qu'alors il avait fallu l'abandonner, le trafic n'étant pas suffisant pour payer les frais d'exploitation.

Il est incontestable qu'en certains endroits du pays les chemins à lisses sont utiles et même nécessaires; mais il est d'absolue nécessité que, partout où il y a des terres, on ouvre des chemins ordinaires de colonisation.

Il croit que si la colonisation n'a pas fait plus de progrès dans les dix années qui ont précédé le système actuel, cela est dû à l'union de cette province avec celle de l'Ontario. La Confédération, en nous séparant, nous a donné ce grand avantage de pouvoir gérer nos propres affaires sans rencontrer l'opposition de l'Ontario.

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVEAU (Québec-Comté): Je remercie l'honorable député de Champlain des excellentes remarques qu'il vient de faire. Je ne veux pas abuser de sa position comme membre du gouvernement fédéral, mais je veux lui révéler les projets du député de Gaspé. Dans son discours, le député de Gaspé (M. Fortin) nous a dit que des centaines de milles se trouvaient sans chemins et les malles se portent à dos d'homme. Sans doute il compte sur l'appui du gouvernement fédéral pour obtenir ce secours, les postes étant du domaine du gouvernement fédéral. On vante beaucoup le Saguenay, mais il ne faut pas oublier la Gaspésie, c'est un beau district très fertile et qui rendra au centuple ce qu'on voudra lui confier.

M. F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): Lors de la discussion de la loi relative aux sociétés de colonisation, je n'ai pas partagé les enthousiasmes de quelques-uns qui croyaient la mesure parfaite; j'ai même signalé dans le temps certaines clauses que je croyais inefficaces. J'ai cependant approuvé cordialement les efforts de l'administration.

Si nous en croyons quelques honorables députés de cette Chambre, le ministère ne se serait pas suffisamment empressé de répondre aux demandes qu'on lui a faites.

Je ne veux entrer en ce moment dans aucun détail, et j'attendrai que la correspondance demandée par l'honorable député de Saint-Hyacinthe soit produite. J'espère et je souhaite que le gouvernement puisse établir qu'on s'est trompé sur son compte et qu'il a fait son devoir.

On a discuté longuement les mérites respectifs des chemins de colonisation et des chemins à lisses de bois. Mais on a paru oublier que toutes les parties du pays ne sont pas dans les

mêmes conditions et qu'en certains endroits les chemins de bois sont nécessaires, que dans d'autres ils seraient utiles et qu'ailleurs les chemins ordinaires répondent à tous les besoins.

J'ai cru remarquer une opposition entre la manière de voir de l'honorable député de Champlain (M. Chapais), et de l'honorable Baronet, qui représente la division Est de Montréal. Tandis que celui-ci attribue la supériorité du Haut-Canada aux sommes qu'il a reçues de plus que cette province, celui-là, au contraire, découvre qu'il n'en est rien, et que le Haut-Canada n'a pas dépensé la moitié de ses octrois en faveur de la colonisation.

Non, telles ne sont pas les causes de notre infériorité. Si la colonisation n'a pas fait plus de progrès depuis quinze ans, c'est qu'alors on était trop occupé de politique et pas assez du progrès. C'est que, trop préoccupé de se maintenir au pouvoir, on faisait servir tout le reste à ce grand but, qu'enfin, si je puis m'exprimer ainsi, on faisait de la colonisation politique.

J'espère qu'il n'en sera pas ainsi du gouvernement de Québec, qui se rappellera que les mêmes causes produiraient les mêmes effets.

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVEAU (Québec-Comté): L'honorable député de Saint-Jean a introduit dans ce débat des questions étrangères que j'aurais voulu voir écartées, car je n'aime pas les discussions inutiles dans cette Chambre. Il ne m'appartient pas de donner des conseils au député de Saint-Jean, mais il me semble qu'il ne devrait pas revenir sur le passé. Laissons dormir les vieilles rancunes.

On parle toujours de colonisation comme si tout était à faire et que personne n'y eût touché avant nous. Je suis un défenseur très désintéressé des administrations qui se sont succédées depuis une quinzaine d'années en ce pays, car, durant la plus grande partie de cette période, je ne faisais point partie du gouvernement. Il n'est pas juste de dire que les gouvernements qui ont précédé la Confédération ne se sont pas occupés de colonisation. Alors, nos hommes d'Etat ont, dans la mesure de leurs forces, et malgré le mauvais vouloir du Haut-Canada, aidé à la colonisation du pays. Qu'on lise les rapports publics sur cette question et l'on aura la preuve de ce que j'avance. Je recommande la lecture du rapport de M. Stanislas Drapeau à ceux qui prétendent que rien n'a été fait, et ils verront quels immenses progrès le pays a réalisés.

L'histoire de la colonisation en cette province peut se résumer en assez peu de mots, et je me permettrai en cette occasion de dire quelques mots qui atténueront le jugement rigoureux porté par l'honorable Baronet qui représente la division-Est de Montréal contre notre ancienne Législature provinciale.

Avant l'Union du Haut et du Bas-Canada, deux grandes causes ont retardé l'établissement du pays: la tenure seigneuriale et les grands propriétaires.

Dans toute discussion sur ce sujet, il importe

de tenir compte de ces faits. Autrement, on s'expose à tomber dans de graves erreurs. A cette époque reculée, au temps de notre gouvernement provincial, le pouvoir gratifiait ses amis de riches cadeaux sous forme d'immenses concessions de terre, où l'on aurait pu établir des centaines de colons. Il ne les concédait pas par lots comme aujourd'hui, mais par townships entiers.

Sous le régime de l'union législative, nous avons eu à lutter contre les prétentions, les résistances, les haines mêmes du Haut-Canada. Le Haut-Canada ne marchait pas de pair avec nous sous le régime qui a précédé la Confédération, quand il s'agissait de colonisation. Sa politique d'antagonisme entravait notre action et les intérêts du Bas-Canada souffraient de cet esprit d'opposition. On paraît sous l'impression, en dehors comme à l'intérieur de cette Chambre, que la loi de colonisation va rester lettre morte ou que le gouvernement en a reconnu l'inefficacité. Je nie énergiquement l'une et l'autre assertions. Il faut avoir beaucoup de mauvais vouloir pour exprimer une pareille idée.

L'administration a fait tout en son pouvoir pour encourager la formation des sociétés de colonisation. Un bon nombre — 25 ou 26 je crois — ont été constituées et reconnues. Le conseil a même été convoqué à plusieurs reprises dans le seul but d'approuver les règlements de ces sociétés.

Voilà un assez beau résultat pour la première année. D'autres prétendent qu'avant d'obtenir l'autorisation nécessaire à la formation d'une société, il faut subir mille tracasseries administratives.

C'est encore là une erreur. On appelle tracasseries les précautions que le gouvernement prend afin de ne pas marcher au hasard et d'éviter de graves erreurs. Sans doute, il faut passer par bien des formalités que les intéressés ont crues être des tracasseries administratives.

Le gouvernement a encore un autre grand intérêt à protéger: ce sont les terres de la couronne.

En donnant à tort et à travers les townships ou parties de township, il s'exposerait à rendre aux sociétés de colonisation un fort mauvais service. Il courrait le risque de concéder des terrains déjà vendus et donnerait lieu à des contentions entre sociétés ou à des réclamations contre le pouvoir public.

Je ne veux pas relever le gant qu'on me jette pour la deuxième fois, car cela m'entraînerait trop loin, mais j'ajouterai simplement que nous sommes prêts à accepter tous les amendements raisonnables à l'acte de la dernière session.

Nous n'avons jamais dit que notre loi est parfaite, mais, avant de critiquer et de blâmer, il serait utile de signaler les lacunes, les déficiences. Qu'on nous montre ses défauts et nous nous montrerons prêts à l'amender. Du reste, avant de la modifier, il serait sage d'attendre qu'elle ait subi l'épreuve de l'application.

Le comité devra se réunir demain ou samedi; s'il suggère des amendements pratiques, nous les accepterons. Mais rappelons-nous qu'il n'est pas sage de modifier une loi au bout de quelques mois, avant que l'expérience ait démontré en quoi elle pêche.

M.F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): Je m'étonne que l'honorable premier ministre veuille se charger des fautes des administrations qui ont amené la Confédération. J'ai combattu ce projet lorsqu'il fut proposé. Quand il est devenu loi, je l'ai accepté avec une franchise qui garantit la loyauté de mes sentiments. Mais je ne puis empêcher l'honorable premier ministre d'assumer, s'il le désire, la responsabilité des actes d'hommes qui ont retardé d'un demi-siècle les progrès du pays.

L'HONORABLE J.-E. CAUCHON (Montmourence): Je suis surpris de voir la conduite du député de Saint-Jean (M. Marchand) ce soir. Il est d'ordinaire assez modéré, mais pourquoi ce soir vient-il réveiller d'anciennes querelles, provoquer des discussions acrimonieuses et rappeler les luttes passées? Croit-il aussi qu'il soit bien loyal d'attaquer Sir G.-E. Cartier pendant son absence; pourquoi ne lui répliquait-il pas pendant qu'il était à son siège? L'honorable député en veut beaucoup à ces hommes qui, dit-il, ont retardé les progrès du pays pendant cinquante ans. Voilà une singulière manière de juger une époque qui a été glorieuse.

Les hommes politiques d'alors ont changé la face du pays, ont soutenu des luttes terribles contre des ennemis puissants, et ont conservé tout ce qui nous est cher. Que faisaient l'honorable député et ses amis pendant ces combats? Je vais le dire. Ils ont joué le rôle d'agaceurs, ils ont entravé l'action du pouvoir et n'ont su que récriminer et accuser, voilà quel a été leur rôle.

Je ne suis pas prêt à dire qu'ils n'ont pas failli quelquefois, que leur conduite a toujours été sans tache, mais est-ce notre affaire de leur reprocher?

Si l'on eût accusé les chefs de l'honorable député de Saint-Jean d'avoir trahi leur patrie dans un moment où leur devoir était clairement tracé, je comprendrais qu'il veuille user de représailles. Mais il n'en est rien et son attaque est injustifiable.

Nous sommes réunis ici pour travailler à tirer le meilleur parti possible du nouveau régime. Oublions le passé avec ses luttes acrimonieuses et tâchons d'éclairer le gouvernement sur les besoins des localités que chacun de nous représente.

Si la colonisation a subi un moment d'arrêt c'est parce que tout a changé dans nos conditions économiques. La colonisation s'est d'abord faite autour des vieux établissements, mais un jour les terres ont manqué là, et il s'en est suivi un dérangement. L'émigration de nos compatriotes a commencé. L'on en rend le gouvernement responsable, mais qu'on examine

ce qui s'est passé en Europe et en Amérique, et on verra que les peuples ont toujours émigré du nord vers l'ouest. D'où venaient les hordes barbares qui ont envahi l'Europe et renversé l'Empire romain? du nord. Il en est de même aux Etats-Unis, les Etats du Nord fournissent des colons à l'Ouest et nos compatriotes émigrent aussi vers le même côté. C'est une loi providentielle.

Ce que nous avons à faire ici, ce n'est pas de nous perdre en discussions inutiles, de nous livrer à des attaques les uns contre les autres.

Ces luttes personnelles n'ont toujours produit que de funestes résultats et ont souvent nui aux progrès du pays. Nous devons nous réunir ici, dans un bon esprit, afin de travailler ensemble et préparer l'avenir. Si nous ne récoltons pas ce que nous sèmerons, nos enfants en profiteront.

Aux Etats-Unis, on ne parle pas d'émigration, car elle se fait de l'Est à l'Ouest, mais toujours dans les limites de la république.

Le Canada pourrait-il être seul exempt de la loi qui régit le reste du monde, et une ligne imaginaire entraverait-elle son accomplissement?

M. F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): Je dois dire à l'honorable député de Montmorency que je ne reconnais aucun chef politique dans le passé, et que je suis fils de mes propres opinions.

M. H.-G. JOLY (Lotbinière): Nous voilà bien loin du chemin de Gosford! (hilarité générale).

La discussion a été entraînée bien loin avec une rapidité que je souhaite à nos locomotives.

Je ne regrette pas ce débat qui m'a beaucoup intéressé. On aura remarqué que bien que j'aie pris un grand intérêt à la construction du chemin de Gosford, je n'ai pas encore dit un mot sur la question.

La Chambre me croira quand je dirai que je n'ai pas suggéré au député de Chicoutimi l'idée de sa motion. C'est lui qui m'en a parlé le premier.

Il y a plus d'un an, le révérend M. Racine, missionnaire au Saguenay, ainsi que plusieurs autres personnes me consultèrent sur la possibilité d'un chemin à lisses au Lac Saint-Jean.

J'espère que la Chambre ne croira pas que nous voulons demander de nouveaux secours pour l'entreprise du chemin de Gosford. Le gouvernement a fait tout ce qu'il était raisonnable d'attendre de lui; si l'on me laissait juge, je dirais qu'il ne doit pas faire davantage.

En parlant des chemins à lisses, le député de Compton a insinué qu'ils n'avaient pas beaucoup de valeur puisque, depuis la construction de celui de Clifton, il n'en a été fait aucun autre aux Etats-Unis.

L'honorable député est dans l'erreur: le chemin Clifton n'est construit que depuis deux ans et déjà son entrepreneur, qui est aussi l'entrepreneur du chemin de Gosford, prend des demandes de renseignements de plusieurs points des Etats-Unis, entre autres de Louisville.

La proposition est adoptée.

A six heures, la séance est levée.

Séance du 3 décembre 1869

Sous la présidence de l'honorable J.-G. Blanchet

La séance s'ouvre à trois heures.

M. L'ORATEUR: Met devant la Chambre: Etat des affaires des Soeurs de la Charité, directrices de l'Hôpital Général de Montréal, pour l'année 1869 (Documents de la session, no 5).

Dépôt et lecture de pétitions:

Les pétitions suivantes sont séparément présentées et déposées sur la table:

Par l'honorable M. le procureur général Ouimet, la pétition des Soeurs de la Charité de l'Hôpital Général, de la cité de Montréal.

Par M. Church, la pétition des dames directrices de l'asile des orphelins de Montréal, et la pétition des dames directrices de l'Asile des orphelins catholiques romains de la cité de Montréal.

Par M. Ogilvie, la pétition de la maison de refuge Sainte-Brigitte de Montréal.

Par M. Molle, la pétition de Louis Demers et autres, de la paroisse de Saint-Gabriel-de-Brandon.

Par l'honorable M. le solliciteur général Irvine, la pétition de l'Asile des orphelins protestantes de la cité de Québec, et la pétition de l'Asile des orphelins de la cité de Québec, en rapport avec l'Eglise d'Angleterre.

Conformément à l'ordre du jour, les pétitions suivantes sont lues:

De William Stoddard et autres, de la cité de Québec et autres lieux; demandant un acte d'incorporation sous le nom de "The Quebec, New York and Boston Lumber Company."

De Thomas Caverhill et autres, de la cité de Montréal; demandant des amendements aux actes concernant les taxes sur les tables de billard.

De Tréflé Beaudreault et autres, de la paroisse de Sainte-Cécile-de-Milton, dans le comté de Shefford; demandant des amendements à l'acte concernant les voitures pour chemins d'hiver.

De Henry Joynt et autres, du township de Frampton, comté de Dorchester; demandant de l'aide pour un chemin.

Du révérend T.-H. Leclerc et autres, de la ville de Terrebonne; demandant une allocation annuelle en faveur du collège Masson.

De Grégoire Couture et autres, de la cité de Québec, demandant qu'il ne soit apporté aucun retard dans les poursuites commencées contre Louis Prévost et Louis Marois.

Rapport de comités:

M. A.C. DE LOTBINIERE-HARWOOD (Vaudreuil): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le troisième rapport du comité permanent des ordres permanents. Voici le rapport: Votre comité a examiné la pétition de

Alexandre A. Stevenson et autres, de la cité de Montréal, demandant un acte d'incorporation sous le nom de "La Société calédonienne de Montréal" et trouve qu'elle n'est pas de nature à exiger d'avis.

Introduction de bills:

M. L. R. CHURCH (Ottawa): Demande la permission d'introduire un bill pour incorporer la Société calédonienne de Montréal.

Accordé.

Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés.

L'HONORABLE G. OUMET (Deux-Montagnes): Demande la permission d'introduire un bill pour faciliter les enquêtes dans les causes civiles.

Accordé.

Documents

L'HONORABLE P.-J.O. CHAUVEAU (Québec-Comté): Met devant la Chambre: Rapport du commissaire nommé pour s'enquérir de toutes les circonstances relatives à la présentation d'une pétition devant cette Chambre, par l'honorable I.-E. Thibaudeau, et autres, à laquelle de fausses signatures ou des signatures obtenues antérieurement pour des fins différentes semblent avoir été apposées (Documents de la session, no 8).

Adopté.

Nominations des juges de paix

L'HONORABLE G. OUMET (Deux-Montagnes): Demande la permission d'introduire un bill pour pourvoir à la nomination de juges de paix ayant une juridiction plus étendue.

M. H.-G. JOLY (Lotbinière): Demande quel est le but de ce bill.

L'HONORABLE G. OUMET (Deux-Montagnes): Dit que le bill a pour but de venir au devant d'un désir du gouvernement fédéral, lequel a passé un bill permettant la nomination de commissaires de police dans une province pour une autre. M. Coursol sera nommé pour la province de l'Ontario.

Accordé.

Indemnités des députés de l'Assemblée

L'HONORABLE J. G. ROBERTSON (Sherbrooke): Propose, appuyé par le représentant de Québec-Comté, (l'honorable P.-J.-O. Chauveau), que cette Chambre se forme immédiatement en comité pour considérer une certaine résolution concernant l'indemnité des députés et le salaire de l'Orateur de l'Assemblée législative.

La résolution est la suivante: Que l'acte

trente et unième Victoria, chapitre cinq intitulé: "Acte concernant l'indemnité des membres de la Législature et le salaire de l'Orateur de l'Assemblée législative", tel que remis en vigueur et amendé par l'acte trente-deuxième Victoria, chapitre deux, soit décrété de nouveau et rendu permanent de manière que toutes les dispositions dudit acte relatives au salaire de l'Orateur s'appliqueront à cette année et à toute année subséquente, et toutes celles relatives à l'indemnité des députés, à cette session et à chaque session à l'avenir.

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVEAU (Québec-Comté): Informe alors la Chambre que Son Excellence le lieutenant-gouverneur, ayant été informé du sujet de cette motion, la recommande à la considération de cette Chambre.

M. H.-G. JOLY (Lotbinière): Je propose, sous forme d'amendement, que tous les mots après "Que" jusqu'à la fin de la proposition soient retranchés, et que les mots "cette Chambre est d'avis qu'il est urgent de régler d'une manière permanente la question de l'indemnité des députés, et qu'elle exprime maintenant son opinion que cette indemnité ne doit pas dépasser la somme de quatre cent cinquante piastres par session", soient mis à la place.

J'ai été surpris d'entendre dire par le premier ministre que le lieutenant-gouverneur avait approuvé la proposition du trésorier. J'espère que le premier ministre trouvera des précédents pour justifier sa conduite en cette circonstance.

Il fait intervenir le chef de l'Etat dans nos discussions, et c'est une chose inouïe dans les coutumes parlementaires.

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVEAU (Québec-Comté): L'honorable député de Lotbinière se trompe. Je n'ai fait que suivre la coutume, et il doit savoir que toute demande d'argent se fait par message du chef de l'Etat.

M. H.-G. JOLY (Lotbinière): Il peut se faire que j'aie mal saisi les paroles du premier ministre, mais je ne suis pas seul à me tromper. Je reviens à ma motion.

Tout le monde est d'avis que cette question ne doit pas être réglée d'une manière définitive. A la première session, l'opinion publique fut avec le gouvernement, lorsqu'il fixa l'indemnité à \$450. A la deuxième session, il recommanda une indemnité de \$600 parce que la session était longue. Cette année, il propose la même indemnité, bien que la session doive être très courte.

Quelques députés trouveront peut-être qu'il est au-dessous de notre dignité d'accepter \$450. Je ne crois pas que la considération dépende de la somme que nous touchons comme indemnité.

Les députés du Parlement impérial ne touchent aucune indemnité et leur dignité ne souffre aucune atteinte de cet état de choses.

La conduite que je tiens aujourd'hui n'est pas inspirée par le désir de me procurer une popularité de mauvais aloi; elle répond à des convictions sincères. Le gouvernement lui-même partageait ces convictions. Il les a sacrifiées par faiblesse au désir de plaire à un certain nombre de députés qui ont exercé une pression sur lui en ce sens. J'espère que les députés, avant de voter contre mon amendement, se rappelleront les promesses qu'ils ont faites à leurs électeurs et prouveront qu'ils savent pratiquer l'économie, même lorsqu'il s'agit de leur traitement.

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVEAU (Québec-Comté): Le gouvernement n'a vu aucune raison de réduire l'indemnité donnée pour la dernière session, et nous avons cru devoir la fixer d'une manière permanente afin d'éviter le renouvellement de discussions désagréables et de votes embarrassants pour les députés.

Il est vrai que le gouvernement désire une session courte, mais il n'est pas libre de la faire telle.

Le gouvernement a jugé opportun de fixer l'indemnité une fois pour toutes afin d'éviter des discussions et des votes qui peuvent être embarrassants. Cependant, nous ne voulons pas faire violence aux députés. Que la Chambre diminue l'indemnité, si bon lui semble, peu nous importe, et si nous sommes battus, nous ne résignerons pas.

Quant aux paroles que j'ai prononcées relativement au message de Son Excellence, il peut se faire que j'aie parlé d'un ton triomphant. Alors, ce ne sont pas mes paroles qui ont déplu au député de Lotbinière, mais la musique. A l'avenir, je tâcherai de faire en outre que les unes et les autres s'accordent.

M. A.W. OGILVIE (Montréal-Ouest): Je suis fâché d'avoir à m'élever contre le gouvernement, je le fais avec peine, car la partie anglaise de cette Chambre doit beaucoup au ministère. Cependant, je dois dire avec le député de Lotbinière que \$450 seraient suffisantes. J'irai plus loin, je dirai que nous ne devrions rien recevoir en échange de nos services.

L'HONORABLE J.G. ROBERTSON (Sherbrooke): A chaque session, nous avons vu revenir cette question délicate; il est temps qu'elle soit réglée d'une manière finale. Si nous voulons plus tard réduire le montant que nous allons fixer, rien ne nous en empêchera. Nous ne pouvons pas savoir si la session sera courte ou longue; mais il vaut mieux, dans l'intérêt public, fixer l'indemnité sans égard à la brièveté des sessions. Il n'est pas bon de la fixer à un montant trop bas; autrement, nous serions exposés à voir les hommes les plus capables aller à Ottawa où ils peuvent compter sur une indemnité de \$600.

Les finances de la province nous permettent de donner \$600 aux députés. S'il en était

autrement, je serais le premier à demander la réduction de l'indemnité. Si nous tenons à élever le niveau de notre représentation, il faut rémunérer les députés généreusement. Autrement les hommes capables voudront tous se rendre au parlement d'Outaouais.

L'HONORABLE J.-E. CAUCHON (Montmorcency): Même si l'amendement est adopté, la proposition originale sera rejetée, ce qui ramènera la question au point de départ. Le gouvernement aurait alors à recommencer.

Il suggère donc au député de Lotbinière d'attendre que la Chambre soit en comité pour proposer son amendement.

M. P. BACHAND (Saint-Hyacinthe): Dit que la motion est dans l'ordre, puisqu'elle ne fait que demander que l'Orateur ne quitte pas son fauteuil.

La proposition devant la Chambre est importante et ne doit pas être traitée au point de vue des partis. J'envisage l'indemnité non pas comme un salaire, mais comme une compensation. Si cette manière de l'envisager est juste, nous trouvons une compensation suffisante dans la somme de \$450 pour défrayer les dépenses que nécessite notre séjour au siège du gouvernement. J'ai voté l'année dernière pour une indemnité de \$450; je ne puis, sans manquer de logique, voter pour une somme plus forte cette année où la session sera moins longue.

M. A.W. OGILVIE (Montréal-Ouest): J'ai un amendement à soumettre à la Chambre. Je propose, appuyé par le représentant de Jacques-Cartier (M. N.-L. LeCavalier), que nous ne touchions aucune indemnité. Ce sera le meilleur moyen de promouvoir les intérêts de la législation.

M. L'ORATEUR: Décide que cette motion n'est pas dans l'ordre, attendu qu'un député qui a parlé sur une question ne peut pas proposer un amendement.

M. F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): Si M. Ogilvie veut me passer sa motion, je vais la présenter.

Je propose donc, appuyé par le représentant de Jacques-Cartier, (M. N.-L. LeCavalier), sous forme d'amendement à l'amendement déjà proposé, que les mots "cette Chambre est d'avis qu'il est urgent de régler d'une manière permanente la question de l'indemnité des députés, et qu'elle exprime maintenant son opinion que cette indemnité ne doit pas dépasser la somme de quatre cent cinquante piastres par session", soient retranchés, et que les mots: "les membres du Parlement de Québec sont entièrement satisfaits de remplir leurs devoirs comme tels en Chambre sans rémunération, et que la législation serait meilleure de cette manière", leur soient substitués.

M. A.W. OGILVIE (Montréal-Ouest): Avec

plaisir. Si l'on supprime l'indemnité, l'on obtiendra de meilleurs députés et de meilleures lois.

M. G.-H. SIMARD (Québec-Centre): Je fais remarquer que le député de Saint-Jean propose un amendement, à l'amendement du député de Lotbinière qu'il a lui-même secondé.

L'HONORABLE J.-E. CAUCHON (Montmorcency): Il me semble que le député de Saint-Jean (M. Marchand) a le droit de proposer cet amendement.

M. L'ORATEUR: Décide que l'amendement de M. F.-G. Marchand (Saint-Jean) est dans l'ordre. Il serait privé de ce droit si, au lieu de secondar la motion de M. Joly, M. Marchand l'eût proposée, parce qu'alors il lui aurait fallu parler, et non pas opiner seulement du chapeau, comme on dit en Angleterre.

M. E. J. HEMMING (Arthabaska): Est contre la suppression de l'indemnité. On a cité l'Angleterre, mais, même dans ce pays si riche, on parle aujourd'hui d'accorder aux députés une indemnité de cinq cents louis pour permettre à ceux qui n'ont pas de fortune de devenir députés.

L'HONORABLE C. DUNKIN (Brôme): Je ne suis pas fâché que M. Joly ait proposé son amendement, car il nous fournit l'occasion de débattre cette question. Il semble que, dans un pays comme le nôtre, ceux qui prétendent que nous devons travailler pour rien ont des notions trop aristocratiques.

L'idée d'abolir l'indemnité est trop aristocratique pour notre pays. Si elle se réalisait, ceux-là seuls pourraient devenir députés qui n'ont pas besoin de leur travail pour vivre. Si, dans un pays comme le nôtre, nous ne donnions pas aux députés une indemnité suffisante, il serait à craindre de les voir se la procurer d'une manière indirecte.

Payer tous ceux qui servent le pays, c'est le principe qui domine dans ce pays. Les jurés, les témoins dans les cours de justice sont payés.

Après étude, il pense que l'indemnité devrait rester à \$600. Nous avons deux gouvernements remplissant des fonctions différentes, et presque tous les hommes de ce pays intéressés à la politique préfèrent aller à Ottawa; cette tendance est l'un des plus mauvais côtés du système fédéral.

L'idée de donner aux députés d'Ottawa une meilleure indemnité n'a pas son approbation, parce qu'elle diminue la dignité du Parlement local dont les devoirs sont aussi, sinon plus importants pour le pays.

M. F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): Dit que son amendement ne contredit pas l'amendement original; il ne fait que l'améliorer en réduisant l'indemnité à payer.

M. J.-A. CHAPLEAU (Terrebonne): Je re-

grette infiniment que l'on ramène à chaque session devant cette Chambre une question aussi délicate que celle de l'indemnité des députés. Je ne sais dans quel but l'on provoque chaque année ces débats, mais la conduite de ceux qui les soulèvent ne peut manquer de paraître, sinon ridicule, pour le moins étrange. Pour sa part, le député de Saint-Jean y met une ardeur tout à fait exemplaire. Comme Saturne, il va jusqu'à dévorer ses propres enfants. D'une première bouchée, il enlève 150 piastres, puis, l'appétit lui venant, il dévore son propre amendement et d'une seconde bouchée fait disparaître les 450 piastres. J'ai beau chercher, je ne puis découvrir dans leur conduite d'autre mobile que la recherche de la popularité qu'ils acquièrent au détriment de pauvres députés que la crainte de leurs électeurs entraîne à leur suite.

Je m'étonne que le chef de l'Opposition, avec toute la perspicacité qu'on lui connaît, ne s'aperçoive pas qu'il met ainsi dans l'embarras grand nombre de ses collègues, à qui l'on ne pouvait pas rendre de plus mauvais service que d'accepter l'amendement qu'ils soutiennent. Que ceux que l'amour du désintéressement dévore et qui peuvent faire, comme M. Joly, le sacrifice d'une partie de leur indemnité, imitent l'exemple qu'il leur a donné en refusant de recevoir l'excédent de ce qu'il croyait une indemnité suffisante, en recommandant de l'employer à des oeuvres charitables. Mais ses collègues, quoique un peu embarrassés, ont pensé suivant le proverbe que "Charité bien ordonnée commence par soi-même," et ils ont gardé leur excédent. Pour moi, je ne craindrai pas d'avoir le courage de mes opinions, et j'accepterai les 600 piastres devant mes électeurs et devant le pays.

M. F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): Je ne révoque pas en doute l'honnêteté de mes honorables collègues. Mais je ne puis souffrir non plus que la mienne soit révoquée en doute, et je ne permettrai à personne moins qu'à l'honorable député de Terrebonne de prétendre que je ne suis pas sincère dans la proposition que j'ai eu l'honneur de soumettre!

Mon intention n'était pas de proposer l'amendement de M. Ogilvie, mais en voyant ce monsieur, privé par un simple défaut de forme, de mettre sa motion devant la Chambre, j'ai été heureux de m'en emparer et la proposer moi-même comme une réponse à la menace que l'on nous fait sans cesse d'abolir complètement l'indemnité des députés si nous persistons à vouloir la réduire à des proportions raisonnables. Ces messieurs qui apprécient la dignité de la Chambre au poids de l'or auront maintenant l'occasion de mettre leur menace à effet, et s'ils sont sincères, ils ne peuvent reculer devant le défi que je leur porte, à mon tour, d'accomplir cette menace, en votant pour la motion que je viens de soumettre à la Chambre.

Je me fais fort même de leur fournir d'excellents arguments en faveur de la proposi-

tion et je dois dire, en passant, que je ne m'en serais pas chargé pour le simple plaisir de combattre des adversaires, si elle n'eût pas offert, en elle-même, une certaine plausibilité.

N'est-il pas vrai, par exemple, que les jurés exercent leurs fonctions gratuitement, dans la plupart des cas? Ne voyons-nous pas tous les jours de pauvres journaliers, forcés de laisser leurs familles à la merci de la charité publique pour aller accomplir leurs devoirs comme petits jurés? Ce n'est donc pas une chose si exorbitante de proposer que les représentants du peuple, qui sont censés plus en moyen de faire des sacrifices pour l'intérêt public, soient exempts de l'humiliation de voir leurs services publics rémunérés. Ces services n'en seront pas moins bons pour tout cela. Nous avons l'exemple du Parlement anglais et de l'ancienne chambre du Bas-Canada pour le prouver.

L'honorable trésorier a été forcé, pour supporter sa proposition, d'avoir recours à des arguments que je n'ai pu apprécier comme sérieux. Cet honorable monsieur donne comme prétexte d'une haute indemnité les dépenses faites dans les élections! Mais le gouvernement prétend-il réellement légaliser la fraude? Ne sait-il pas que toute dépense faite en vue des élections expose son auteur à une punition au lieu d'une récompense? Je ne puis supposer que l'on veuille, en établissant une forte indemnité pour les députés, les dédommager des pertes qu'ils ont pu éprouver en commettant des faits illégaux et que la loi classe au nombre des délits.

L'honorable trésorier prétend, en outre, que la réduction de l'indemnité chasserait de notre Législature des hommes de première classe, comme on les appelle. Je ne partage pas son opinion à cet égard et je crois que les hommes vraiment distingués sous le rapport des connaissances, du désintéressement et du dévouement à la cause publique, ne marchanderont pas sur le prix des services qu'ils seront appelés à rendre à leurs concitoyens.

L'honorable député d'Arthabaska, en soutenant cette même prétention, a cité un exemple que je crois de mon devoir de relever, par respect pour la réputation d'un homme dont je regrette l'absence dans cette Chambre. M. Hemming a cité l'exemple de M. Sriver, qui occupait un siège dans cette Chambre lors de la dernière session et qui a depuis résigné pour se laisser élire aux Communes fédérales. Les motifs de M. Sriver en adoptant cette démarche n'étaient certainement pas ceux de l'intérêt personnel; tous ceux qui connaissent l'élévation de son caractère en sont persuadés et le rapprochement fait, peut-être sans intention, par l'honorable député, entre sa proposition erronée et la conduite de M. Sriver, est aussi mal fondée qu'il est injuste pour celui qui en est l'objet.

M. V. ROBERT (Rouville): J'ai eu le plaisir d'émettre, un des premiers, mon opinion sur la

question qui est aujourd'hui soumise à la discussion de la Chambre. Mais en voyant recommencer les débats, je ne puis m'empêcher de regretter que la question ait pris une aussi mauvaise tournure. J'étais contre l'indemnité de \$600, et bien que je ne sois pas riche, je suis encore prêt à faire le sacrifice de \$150, pour ces grandes questions de colonisation et d'émigration qui sont vitales pour le pays. Je n'ai pas d'éducation, on pourra trouver dans mon langage et dans mes expressions quelque chose à reprendre peut-être, mais lorsqu'il s'agira de mon devoir, on me trouvera toujours à mon poste. Je ne puis m'asseoir sans exprimer mon désir de voir cette question réglée d'une manière définitive, car il est toujours pénible de la discuter devant la Chambre.

M. L. R. CHURCH (Ottawa): Est d'accord pour laisser les conseils de comté décider de l'indemnité des députés et il espère qu'une clause sera insérée dans le code municipal à cette fin. Il désire aussi que le député de Lotbinière (M. H.-G. Joly) change son amendement pour traiter aussi du salaire de l'Orateur.

M. N. LECAVALIER (Jacques-Cartier): Il y en a peut-être qui ont pensé que j'ai secondé l'amendement par badinage, mais je tiens à leur dire que je l'ai fait avec le plus grand sérieux du monde. Si tous les députés venaient en Chambre gratuitement, les électeurs seraient tranquilles et l'on ne serait pas exposé aux troubles et aux tracasseries que l'on y rencontre. Pour moi, je vous avoue que je ne craindrais rien. Au reste, quant à faire le sacrifice d'une partie de notre indemnité, pourquoi retiendrions-nous les 450 piastres dont nous pourrions faire si avantageusement bénéficier la colonisation? Pourquoi, d'ailleurs, ceux qui veulent avec cette question se faire de la popularité s'arrêteraient-ils en si bon chemin? Je veux laisser le champ libre à leur désintéressement. Pour moi, je ne tiens pas à l'indemnité, et je suis prêt à donner mes services au pays pendant 3 ou 4 mois sans rien réclamer.

M. J.-P. RHEAUME (Québec-Est): Ne doit pas comment il votera, mais quel que soit le vote qu'il donne, il ne craint pas d'aller devant sa division et d'expliquer sa conduite.

M. F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): Chaque fois qu'il est question d'indemnité dans cette Chambre, on accuse ceux qui veulent la réduire de ne chercher que la popularité. Plusieurs députés se sont engagés à appuyer tout projet pour réduire l'indemnité. L'occasion leur en est maintenant donnée, et nous verrons la mesure de leur sincérité dans leurs déclarations.

L'HONORABLE J.-E. CAUCHON (Montmorency): En 1840, quand les députés n'étaient pas payés, les comtés votaient de l'argent pour les indemniser. Des hommes connus, M. Morin et M. Taché, se sont trouvés dans cette position.

Ils n'auraient pas pu servir le pays, si l'on ne les avait pas indemnisés. Il y a eu un temps où moi-même je n'aurais pu me rendre au Parlement sans ce secours de l'indemnité. Tous ne se trouvent pas dans l'heureuse position du député de Lotbinière (M. H.-G. Joly).

M. H.-G. JOLY (Lotbinière): Chaque fois que cette question revient sur le tapis, plusieurs de mes collègues parlent comme si, pouvant seul me passer d'indemnité, je voulais abuser de ma position personnelle aux dépens des autres. Je ne puis laisser passer cela sans réclamer. L'honorable député de Montmorency, s'il n'a pas l'habitude de donner gratuitement ses services, ne peut plus aujourd'hui protester le besoin qu'il aurait d'un salaire pour vivre. Plusieurs autres députés peuvent en dire aulant. Mais il y a plus, c'est que je n'ai jamais proposé la suppression totale de l'indemnité; j'ai seulement voulu, comme aujourd'hui, la fixer à ce qui me paraît une somme suffisante, si l'on ne veut pas qu'elle dégénère en salaire.

M. P.-A. TREMBLAY (Chicoutimi): Je regrette de ne pouvoir partager l'avis de mon ami le député de Saint-Jean. Je voterai contre l'amendement pour deux raisons: premièrement, parce que je crois que les députés ont droit à une indemnité, et deuxièmement, que l'honorable premier ministre a déclaré que le passage de cet amendement n'entraînerait pas la démission du ministère.

M. L.-C. CLEMENT (Charlevoix): A promis à ses électeurs de voter pour la plus petite indemnité possible, mais il a été entendu entre eux et lui qu'il devrait y avoir une indemnité. Il votera donc contre la motion du député de Saint-Jean.

Et l'amendement à l'amendement déjà proposé étant mis aux voix, il est résolu négativement après division.

Et l'amendement à la question principale étant mis aux voix, la Chambre se divise, et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit:

POUR: MM. Bachand, Beaubien, Benoît, Blais, Chapais, Clément, Desaulniers (Maskinongé), Gaudet, Gendron, Hearn, Joly, Laberge, Marchand, Mailloux, Molleur, Ogilvie, Pelletier, Pozer, Robert, Roy, Sénécal, Tremblay et Verreault 23

CONTRE: MM. Bellerose, Bergevin, Bessette, Brigham, Cantwell, Chapleau, Cauchon, Chauveau, Church, Coutlée, Craig, de Lotbinière-Harwood, Dugas, Dunkin, Fortin, Gélinais, Genest, Hemming, Irvine (sol. gén.), Jodoin, Lavallée, LeCavalier, Locke, Mathieu, Moll, Ouimet (proc. gén.), Picard, Rhéaume, Robertson, Ross, Simard et Thérien 32.

Ainsi, l'amendement est résolu négativement.

M. H.-G. JOLY (Lotbinière): Fait remarquer que le député de Terrebonne (M. J.-A. Chapleau) n'était pas présent dans la Chambre au moment où la question fut posée par l'Orateur; il n'avait donc pas le droit de voter.

En conséquence, le nom de M. Chapleau est rayé de la liste de division.

La question principale étant alors mise aux voix, il est résolu que cette Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

En comité

L'HONORABLE J.G. ROBERTSON (Sherbrooke): Propose que l'acte trente et unième Victoria, chapitre cinq, intitulé: "Acte concernant l'indemnité des députés de la Législature et le salaire de l'Orateur de l'Assemblée législative", tel que remis en vigueur et amendé par l'acte trente-deuxième Victoria, chapitre deux, soit décrété de nouveau et rendu permanent de manière que toutes les dispositions dudit acte relatives au salaire de l'Orateur s'appliqueront à cette année et à toute année subséquente et toutes celles relatives à l'indemnité des députés à cette session et à chaque session à l'avenir.

Adopté.

Le comité fait rapport à la Chambre qu'il a passé une résolution.

Cour Supérieure

L'HONORABLE G. OUMET (Deux-Montagnes): Propose, selon l'ordre du jour, la troisième lecture du bill pour amender la loi relative à la constitution de la cour Supérieure.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif, et demande son concours.

Subsides

L'HONORABLE J.G. ROBERTSON (Sherbrooke): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité pour prendre en considération la motion proposée mardi, le 30 novembre dernier: "Que des subsides soient accordés à Sa Majesté".

Adopté.

La Chambre se forme en comité.

Code de procédure civile du Bas-Canada

M. P. BACHAND (Saint-Hyacinthe): Propose, selon l'ordre du jour, la deuxième lecture du bill pour amender certains articles y mentionnés du code de procédure civile du Bas-Canada. Il explique son bill.

L'HONORABLE G. OUMET (Deux-Monta-

gnes): Permettra la deuxième lecture du bill, mais ne promet pas l'appui du gouvernement au moteur de la proposition. Le code doit rester comme il est. Le bill du député de Saint-Hyacinthe remet à l'huissier le bref d'exécution que le code confie au shérif. C'est une innovation peu désirable. Il n'approuve pas le fait d'enlever le pouvoir des mains du shérif pour le donner à l'huissier. Il considère que cela est violer la liberté du sujet.

M. P. BACHAND (Saint-Hyacinthe): Le bill a pour but d'empêcher les débiteurs malhonnêtes de fuir leurs créanciers et d'éviter les poursuites de la justice en passant d'un district à un autre.

Aussi, le bill soulagera le créancier de la nécessité d'aller trouver un shérif dans une autre ville que celle où le bref a été émis, ce retard permettant au débiteur de mettre ses biens hors de la juridiction du shérif.

L'HONORABLE G. IRVINE (Mégantic): S'oppose à toute réduction des pouvoirs des shérifs dans l'exécution des brefs de saisie. Le shérif est un officier responsable et offre plus de sûreté qu'un huissier. L'émission simultanée de plusieurs brefs contre le même défendant donne souvent lieu à une oppression; on éviterait cela en adressant tous les brefs au même officier.

Il annonce qu'il combattrait le bill en comité. Le bill est lu une deuxième fois et renvoyé à un comité spécial, composé de M. Bachand, l'honorable M. le procureur général Oumet, l'honorable M. le solliciteur général Irvine, M. Church, M. Joly, M. Hemming, M. Chapleau, et M. Genest, pour en faire rapport avec toute la diligence convenable, avec pouvoir d'envoyer quérir personnes, papiers et records.

Comité des dépenses contingentes

M. M.-A. BESSETTE (Shefford): Propose que le représentant de Terrebonne (M. J.-A. Chapleau) soit ajouté au comité permanent des dépenses contingentes.

Adopté.

M. J. HEARN (Québec-Ouest): Propose que le représentant de Québec-Centre (M. G.-H. Simard) soit ajouté au comité permanent des dépenses contingentes.

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVEAU (Québec-Comté): Ne veut pas changer la composition actuelle des comités; mais il ne doute pas que le comité des dépenses contingentes veuille bien recevoir M. G.-H. Simard (Québec-Centre), dès que son nom lui aura été présenté.

La séance est levée à six heures.

Séance du 6 décembre 1869

Sous la présidence de l'honorable J.-G. Blanchet

La séance est ouverte à trois heures.

Dépôt et lecture de pétitions:

Les pétitions suivantes sont séparément présentées et déposées sur la table:

Par M. Gélinas, la pétition du révérend Hilaire Millier, pour l'hôpital Général du district de Richelieu.

Par M. Lavallée, la pétition de l'Union Saint-Joseph de la cité de Montréal, et la pétition de l'Union Saint-Jacques de la cité de Montréal.

Par l'honorable M. le solliciteur général Irvine, la pétition de John C. Thomson et autres, de la cité de Québec.

Par M. Church, la pétition de A. Beaudry et autres, du village d'Aylmer, comté d'Outaouais.

Conformément à l'ordre du jour, les pétitions suivantes sont lues:

De Georges Sylvain et autres, censitaires de la seigneurie Nicolas-Rioux, dans le comté de Rimouski; demandant le redressement de certaines erreurs dans la confection du cadastre de ladite seigneurie.

Du révérend W. Brethour et autres, du township de Godmanchester et de la paroisse de Saint-Malachie d'Ormstown; demandant l'abrogation de l'acte 20 Victoria, chapitre 119, intitulé: "Acte pour autoriser le tracé d'une ligne de division entre la seigneurie de Beauharnois et le township de Godmanchester et la paroisse Saint-Anicet pour les fins d'un chemin".

De Louis Deniers et autres, de la paroisse de Saint-Gabriel-de-Brandon; demandant qu'il soit statué si leurs terres font partie du domaine des terres de la Couronne ou de la seigneurie de Lanaudière.

Du révérend A. Labelle et autres, de la paroisse de Saint-Jérôme, et du révérend A. Labelle et autres, de la paroisse de Saint-Canut; demandant respectivement l'arpentage des terres et l'ouverture d'un chemin de colonisation à l'ouest de Sainte-Agathe.

De la corporation du collège des Trois-Rivières; demandant une allocation annuelle.

Du révérend Charles-Flavien Baillargeon, de la cité des Trois-Rivières; demandant de l'aide pour le couvent des Soeurs de la Charité dans ladite cité.

Du révérend L.-M. Taillon et autres, de la paroisse de Sainte-Anne-de-Varenes; demandant de l'aide pour l'hospice de Lajemmerais.

Des Soeurs de la Charité de l'Hôpital Général; de l'Asile des orphelins; des dames directrices de l'Asile des orphelins catholiques romains; de la maison de refuge Sainte-Brigitte, tous de la cité de Montréal; de l'Asile des orphelins de Québec, en rapport avec l'Eglise d'Angleterre, et de l'Asile des orphelins protestants, de la cité

de Québec; demandant respectivement de l'aide.

Rapports de comités:

M. A. C. DE LOTBINIERE-HARWOOD (Vaudreuil): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le quatrième rapport du comité permanent des ordres permanents. Voici ce rapport:

Votre comité a examiné la pétition de William Stoddard et autres, demandant un acte d'incorporation sous le nom de "The Quebec, New York and Boston Lumber Company", et trouve que les avis dans les journaux locaux n'ont été publiés que depuis sept semaines, mais attendu que les deux mois seront expirés avant que le comité des bills privés s'occupe du bill, il recommande à votre honorable Chambre la suspension de la 51^e règle.

L'HONORABLE G. OUMET (Deux-Montagnes): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le premier rapport du comité spécial formé pour étudier le bill intitulé: "Le code municipal de la province de Québec." Voici ce rapport:

Votre comité a l'honneur de faire rapport à votre honorable Chambre,

Qu'à sa dernière séance, il a nommé un sous-comité composé de l'honorable M. Oumet, et de MM. Hemming, Bachand, Gendron, Church, Mailloux, Desaulniers (Maskinongé), et Ross, pour examiner le bill intitulé: "Le code municipal de la province de Québec," et ses amendements, avec instruction de faire rapport, de temps à autre, à votre comité, du résultat de ses travaux.

Votre comité a aussi l'honneur de soumettre à votre honorable Chambre la résolution suivante, et la prie de vouloir bien l'adopter.

Résolu que les membres du sous-comité, jusqu'à ce qu'ils aient fait rapport sur ledit code municipal et ses amendements, ne soient pas tenus d'assister aux réunions des autres comités dont ils font partie.

M. J.-H. BELLEROSÉ (Laval): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le troisième rapport du comité permanent des dépenses contingentes. Voici ce rapport:

Votre comité a l'honneur de soumettre à votre honorable Chambre les estimés ci-annexés, qui ont été préparés par le comptable, du montant qui sera requis pour les dépenses contingentes de l'Assemblée législative depuis le deux jusqu'au trente et un du mois courant.

Selon ces estimés, le montant requis sera de \$52,000.

Votre comité, convaincu que ces estimés sont raisonnables, recommande à votre honorable Chambre d'adopter la résolution suivante:

Qu'une humble adresse soit présentée à Son Excellence le lieutenant-gouverneur, priant Son Excellence d'émettre son mandat en faveur de

George Manly Muir, écuyer, greffier de cette Chambre, pour la somme de cinquante-deux mille piastres (\$52,000), pour défrayer les dépenses contingentes de cette Chambre, et assurant Son Excellence que cette Chambre fera bon usage de cette somme.

Jos.-H. Bellerose,
P.C.D.C.

Bureau du comptable,
2 décembre 1869.

ETAT DES SOMMES requises pour
faire face aux déboursés de
l'Assemblée législative, depuis cette
date jusqu'au 31 décembre 1869.

Indemnité aux députés.	\$40,104.00
Salaires.	2,541.56
Service extraordinaire.	765.00
Messagers.	578.00
Papeterie.	28.44
Impressions et reliure.	7,400.00
Journaux et annonces.	45.40

Divers:

Femmes de journée en service	
permanent	\$ 24.80
Femmes de journée surnu-	
méraires.	108.80
Blanchissage.	4.00
Frais de poste et	
télégrammes.	400.00
	537.00
	\$52,000.00
Montant alloué.	\$52,000.00

L. Simoneau,
Comptable A.L.

M. J.-H. BELLEROSÉ (Laval): Propose qu'il soit présenté une humble adresse à Son Excellence le lieutenant-gouverneur, priant Son Excellence de vouloir bien émettre son warrant en faveur de George Manly Muir, écuyer, le greffier de cette Chambre, pour la somme de cinquante-deux mille piastres, pour faire face aux dépenses contingentes de cette Chambre et assurant Son Excellence que cette Chambre fera bon usage de cette somme.

Adopté.

Introduction de bills :

M. J.-A. CHAPLEAU (Terrebonne): Demande que la 5e règle soit suspendue relativement au bill incorporant "The Quebec, New York

and Boston Lumber Company". Il explique les circonstances qui ont empêché la compagnie de donner un avis complet de deux mois. Il dit que l'avis de deux mois serait complet demain.

M. H.-G. JOLY (Lotbinière): Objecte à cette demande et désire que les règlements de la Chambre soient observés. Il dit qu'il aimerait avoir l'opinion de l'honorable premier ministre pour cette question.

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVEAU (Québec-Comté): Dit qu'il ne manque qu'un jour pour que le délai soit rempli, et il ne croit pas qu'il faille en cette circonstance se montrer trop sévère.

Adopté.

M. J.-A. CHAPLEAU (Terrebonne): Demande la permission d'introduire un bill incorporant "The Quebec, New York and Boston Lumber Company".

Accordé. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés.

Cautionnement des fonctionnaires publics

M. E. LABERGE (Châteauguay): La motion que j'ai faite ces jours derniers au sujet du cautionnement des fonctionnaires publics a été remise jusqu'au retour de l'honorable député de Brôme dans cette Chambre. Maintenant qu'il est à son siège, j'ose espérer qu'il donnera quelques explications sur ma motion.

Cette motion, je l'ai modifiée afin qu'elle soit plus acceptable. Je l'ai modifiée de manière à ce que certaines clauses d'employés, tels que les copistes et autres, soient exemptées de cautionnement; mais que ces cautionnements, ces garanties d'honnêteté soient exigés des fonctionnaires administrateurs ou dépositaires des deniers du gouvernement. Tous ceux qui pensent faire perdre de l'argent au gouvernement devraient être tenus de donner des garanties. Cette motion s'étend aussi aux shérifs, protonotaires et tous les employés des bureaux publics ou de la Chambre.

L'HONORABLE C. DUNKIN (Brôme): Rappele au proposeur que, lors de la dernière session, la Législature a adopté une loi obligeant tous les fonctionnaires à offrir un cautionnement. Si, cependant, l'expérience montrait que la loi pouvait être améliorée dans certains cas, il croit bien que personne ne s'y opposerait. En ce qui concerne la nature du cautionnement, il croit que la garantie hypothécaire demeure la meilleure. Des actions et des dépôts d'argent sont acceptables, mais il ne faut pas oublier que la valeur des actions peut baisser. Il pense que la garantie hypothécaire est la plus sûre et la plus facile à administrer. Il craint les cautionnements sous forme de police d'assurance parce que, dans ces cas, les compagnies peuvent exercer de grands pouvoirs en exigeant toutes sortes de renseignements au sujet des employés publics.

M. H.-G. JOLY (Lotbinière): Demande que son ami de Brôme exprime l'opinion du gouvernement.

L'HONORABLE C. DUNKIN (Brôme): Dit que la Chambre ne doit pas conclure qu'il parle au nom du gouvernement. Il ne fait que suggérer au gouvernement d'appliquer certains des amendements proposés par la proposition de l'honorable député de Châteauguay.

M. E. LABERGE (Châteauguay): Cette loi est facultative et je veux la rendre obligatoire.

L'HONORABLE C. DUNKIN (Brôme): Si le gouvernement voit qu'elle est nécessaire, il peut l'appliquer.

La loi actuelle pourvoit aux cautionnements, mieux que la motion qui laisse de côté le meilleur, le cautionnement par hypothèque sur propriété.

Les polices d'assurance que le député de Châteauguay préconise sont inacceptables. La compagnie "Citoyenne" n'accorde des polices que si le gouvernement exerce sur ses employés une surveillance que le gouvernement ne saurait s'imposer.

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVEAU (Québec-Comté): Parle dans le même sens que le député de Brôme (l'honorable C. Dunkin).

M. H.-G. JOLY (Lotbinière): La loi actuelle n'impose pas l'obligation de demander à tous les officiers de donner une caution satisfaisante. La loi dit simplement qu'il sera loisible... au gouvernement d'exiger ces cautions. Si je comprends la motion, il s'agit de rendre le cautionnement obligatoire. Quant aux cautionnements, je suis de l'opinion du député de Brôme (l'honorable C. Dunkin), que les cautionnements sur hypothèques sont les meilleurs. Je voudrais savoir si le gouvernement doit proposer un bill dans le sens de la motion. L'honorable député de Brôme (M. Dunkin) pourra-t-il me dire si je l'ai bien compris?

L'HONORABLE C. DUNKIN (Brôme): Je ne suis pas dans le secret des ministres, et je ne puis pas dire quelle est leur intention; j'ai dit tantôt qu'ils pourraient le faire.

L'HONORABLE G. IRVINE (Mégantic): Le but de mon honorable ami de Châteauguay est de changer la loi actuelle de deux façons: il veut obliger le gouvernement à exiger un cautionnement de toutes sortes d'employés et, deuxièmement, abandonner la garantie hypothécaire. Il croit que la loi actuelle est bonne lorsqu'elle demande au gouvernement d'exiger des cautionnements lorsqu'il le croit nécessaire; il serait parfaitement inutile pour le gouvernement d'exiger des cautionnements dans le cas d'employés qui n'ont aucune responsabilité financière; les amendements du député de Château-

guay n'améliorent aucunement la loi. Quant au genre de cautionnement, il croit qu'il serait mauvais de refuser les garanties hypothécaires; il ne faut pas exiger cette sorte de garanties parce que plusieurs employés ne pourraient les offrir; mais la loi doit continuer à les accepter. Pour ces raisons, il espère que son ami de Châteauguay acceptera de retirer sa proposition.

L'HONORABLE J. G. ROBERTSON (Sherbrooke): Dit que le gouvernement a accepté avec beaucoup de soin les cautionnements des employés publics. Actuellement, on est à classer ces cautionnements et, aussitôt que ce travail sera terminé, le gouvernement verra à mettre en application la loi passée lors de la dernière session.

M. E. LABERGE (Châteauguay): Mon intention n'est pas d'insister pour que ma motion soit adoptée, si le gouvernement promet de passer le règlement dont il a fait mention. En faisant ma motion, le but que j'ai en vue est de faire payer à certains fonctionnaires des cautionnements qu'ils ne payent pas ou font semblant de payer.

La proposition est retirée.

Partage de la dette entre le Québec et l'Ontario

M. H.-G. JOLY (Lotbinière): Propose qu'il soit présenté une humble adresse à Son Excellence le lieutenant-gouverneur, priant Son Excellence de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre copie de toute correspondance échangée entre le gouvernement de la province de Québec et celui de la Puissance du Canada, ainsi que celui de la province de l'Ontario et les arbitres, au sujet du partage de l'excédent de la dette de l'ancienne province du Canada depuis la dernière session de ce Parlement.

Monsieur l'Orateur, la motion que je fais maintenant a pour objet de faire mettre devant cette Chambre copie de toute correspondance échangée entre le gouvernement de la province de Québec et celui de la Puissance du Canada, ainsi que celui de la province de l'Ontario et les arbitres, au sujet du partage de l'excédent de la dette de l'ancienne province du Canada depuis la dernière session de ce Parlement.

Si les honorables députés de cette Chambre réfèrent à la 9e résolution de l'adresse en réponse au discours du trône, ils ne pourront certainement pas s'empêcher de sourire.

Si je me rappelle bien, on a reproché à l'Opposition sa sincérité. Mais ce reproche ne vient pas des amis de l'Opposition. Il vient de la part des amis du gouvernement. On a dit que je ne sais pas faire des compliments. Mais que l'on sache bien, M. l'Orateur, que lorsque je fais des compliments au gouvernement ou à d'autres, ce sont des convictions que j'exprime. En me dotant de ce défaut, on me dit que cela fait de

moi un mauvais chef de parti. Mais croit-on que j'ai l'intention de faire au gouvernement une opposition déraisonnée et de condamner toutes les mesures qu'il adopte et adoptera? Non, M. l'Orateur, j'approuverai le gouvernement dans tout ce qu'il fera de bon, de juste et d'équitable, et là, je crois, est le devoir d'une bonne Opposition.

Je suis un complimenteur banal, dit-on. Ah! mais comment se fait-il que, lorsque le député de Montmorency parle de son patriotisme, de son désintéressement, de ses vingt-cinq années d'expérience, je ne trouve pas un compliment à son adresse?

M. J.-A. CHAPLEAU (Terrebonne): Question! Question!

M. H.-G. JOLY (Lotbinière): Le représentant de Montmorency cite à chaque instant son passé politique. Eh bien! voyez. Quelque temps avant la Confédération, l'honorable député écrivait une brochure sur les dangers du système fédéral et, à l'avènement du système gouvernemental actuel, le même député écrivait une autre brochure en faveur de la Confédération. Quel exemple pour les jeunes gens, pour la nouvelle génération!

Je reviens à mon sujet, j'ai fait comprendre ma pensée; il y a quelque temps, un rapport qui ressemblait beaucoup à une lettre a été publié dans un journal anglais. C'était un rapport officiel de M. Wood, l'honorable trésorier de l'Ontario, soumis au lieutenant-gouverneur de Québec, sur la question d'arbitrage entre les provinces; il semblait avoir quelque chose d'injurieux pour l'honorable député de Brôme, l'ex-trésorier de la province de Québec. D'après ce rapport, les arbitres se sont réunis vers midi, le 31 août ultimo. Je ferai remarquer à cette Chambre que les arbitres travaillent, dit-on, depuis plusieurs années. C'était la première fois qu'ils se réunissaient; c'est-à-dire que l'on a commencé à discuter à cette séance sur la manière de procéder. Cette question a occupé toute la séance qui a été ajournée au surlendemain.

Le 2 septembre, les arbitres se sont réunis; l'honorable trésorier de la province de Québec était alors présent, mais il n'était pas en veine de procéder. La séance a été alors ajournée au 23 septembre. Du 23 septembre, la séance a été renvoyée au 23 octobre sans qu'aucun parti décisif n'ait été pris. M. Langton avait fourni aux arbitres, pour la circonstance, tous les documents et informations nécessaires.

Le 23 octobre arrivé, les arbitres se sont réunis, mais le trésorier de la province de Québec n'était pas prêt à délibérer sur la question. Comme on le voit, il n'était pas facile aux arbitres de faire quelque chose. Ils ont remis la séance au lendemain et l'ont ajournée ensuite au premier jour de la session du Parlement d'Ottawa; mais les arbitres, avant de se séparer, ont eu le soin de faire l'entrée

suivante: Que la province de l'Ontario était prête à procéder, mais que la province de Québec ne l'étant pas, il a été impossible alors pour eux de délibérer.

Ainsi donc, les honorables membres de cette Chambre ne peuvent pas vraiment s'empêcher de sourire en voyant la manière dont est rédigé le 9^e paragraphe de l'adresse en réponse au discours du trône.

Mais, en même temps que se passaient les choses que j'ai ci-dessus racontées, arrivait la substitution d'un trésorier par un autre. L'honorable M. Robertson remplaçait M. Dunkin. Je serais très curieux de savoir à quoi est due cette coïncidence.

L'HONORABLE J.-E. CAUCHON (Montmorency): Je suis à me demander ce qui m'a valu cette attaque de la part du chef de l'Opposition. Je ne l'ai nullement provoqué, je ne lui ai rien dit. Aurait-il par hasard écouté le conseil d'un gamin qui, en dehors de la Chambre, a dit qu'il aurait dû me rosser sur place dans une des dernières séances? Je ne vois pas d'autre manière d'expliquer sa charge. Pour obéir à cet ordre, il prépare à l'avance une attaque qu'il croit spirituelle et qui n'est que facétieuse et, en la débitant, il l'accompagne de petits éclats de rire pour remplacer sans doute, ceux qui lui ont manqué après. Il doit savoir qu'il n'a réussi qu'à se montrer maladroit. Si, pour me lancer ce trait qui n'est pas mortel, il avait attendu une autre occasion, s'il avait attendu le moment où j'aurais pris part à une discussion, ou attaqué lui ou ses chefs, il n'aurait pas paru obéir à l'ordre du gamin et ses paroles à mon adresse auraient au moins paru avoir leur raison d'être.

A quoi se réduit cette attaque préparée si longtemps à l'avance et destinée à produire tant d'effet? Le député de Lotbinière ramasse d'anciennes accusations répétées et réfutées cent fois. Croit-il me démolir avec de telles armes? Pendant 25 ans, j'ai lutté contre des chefs qui étaient des hommes autrement plus forts que lui et, comme vous voyez, je suis encore debout. Le député de Lotbinière espère réussir où ils ont échoué. Il me reproche de vanter ici mon patriotisme. Eh bien, je le défie de prouver son assertion et je le défie de me citer une circonstance où j'ai parlé de ma loyauté. Je vois trop souvent que ceux qui parlent le plus de leur loyauté, de leur générosité, de leur politesse sont ceux qui en manquent le plus.

Pour un homme très humble, très modeste, le chef de l'Opposition me produit un drôle d'effet. Il y a longtemps que je suis en Parlement et je lui avoue que je n'ai jamais entendu un homme politique s'affirmer comme chef du parti et dire: "Moi, je suis le chef de l'Opposition, moi, je suis le chef d'un parti." Cette déclaration pleine d'emphase et de prétention ne peut s'accorder avec l'humilité sans borne du député de Lotbinière. Pour un chef d'Opposition qui veut faire une guerre à mort, il procède d'une singulière façon et il vient de

nous en donner une grande preuve. Voulant attaquer M. Dunkin, lui faire un mauvais parti, il lit une lettre de M. Wood et ne peut l'accompagner de commentaires. Il se contente de sourire gaillardement après la lecture de chaque phrase et de déclarer à la Chambre que telle ou telle phrase lui paraît gaie. Est-ce là la manière de procéder d'un homme qui, vingt fois par séance, s'affirme comme chef de l'Opposition? Est-ce avec des plaisanteries fades ou par des attaques personnelles qu'il espère arriver à servir la chose publique et à exercer de l'influence dans Ce parti que, du reste, je ne vois nulle part et qui n'existe que dans son imagination? Après cette singulière façon d'argumenter, il saute à la conclusion que M. Dunkin est coupable d'avoir mis des entraves aux négociations. Cependant, il aurait dû être sur ses gardes car il n'y a pas longtemps que M. le premier ministre nous a prouvé que les retards n'avaient pas été inutiles et avaient sauvé à la province une somme de \$1,500,000. D'ailleurs, que dit ce rapport de M. Wood? Il prétend que M. Dunkin n'était pas prêt, mais prouve-t-il que M. Wood l'était plus? Il n'y a que des affirmations.

Si M. Dunkin a procédé avec prudence, nous devons l'en féliciter et ne pas lui adresser d'amers reproches, comme l'a fait M. Joly. L'ex-trésorier avait à lutter contre le mauvais vouloir, l'antagonisme de certains employés subalternes contre le Bas-Canada. Il lui a fallu se mettre en garde contre cet esprit et cet antagonisme peu disposés à nous accorder des faveurs.

Mais je laisse de côté cette question, l'honorable député de Brôme saura se défendre. Je reviens aux accusations de M. Joly. Il me reproche ma conduite dans l'oeuvre de la Confédération et ce qu'il appelle mes contradictions. Il est singulier qu'il ne puisse que réchauffer de vieilles accusations et se servir d'une arme usée. La presse que j'ai combattue a souvent dit ce que M. Joly répète, mais jamais on a donné de preuve, j'ai défié et je défie encore mes ennemis de me montrer une contradiction dans mes opinions sur cette question. Les gens qui combattent franchement, qui, comme M. Joly, ont de la loyauté à revendre, ont l'habitude d'affirmer carrément leurs preuves.

Le député de Lotbinière ferait mieux de se taire sur cette question et de faire son possible pour faire fonctionner la Confédération qu'il n'a pu empêcher; ce rôle lui conviendrait mieux que celui qu'il joue en ce moment. Dans tous mes rapports avec M. Joly, je ne l'ai jamais provoqué, jamais attaqué. L'a-t-il fait en retour? Il ne manque jamais une occasion, lui, l'homme si calme, si modéré, de me provoquer à la lutte. Je ne souffrirai pas ces attaques et je lui prouverai que je ne le tiens pas pour un homme redoutable. J'ai toujours eu pour principe de traiter mes adversaires loyalement et si, dans la chaleur de la discussion, j'ai traité mes collègues d'une façon un peu vive, j'ai reconnu mes torts. Dans la Chambre, je ne me reconnais pas de supérieurs et je ne me reconnais pas non plus d'inférieurs.

Avec ce principe, je ne m'expose point à nuire à mes collègues; je ne viens point, comme le chef de l'Opposition si modéré, attaquer de sang-froid et avec préméditation un membre de la Chambre.

Il n'aura rien à gagner à ces luttes personnelles et à ces combats corps à corps qui font ressembler la Chambre à une assemblée de discussion et diminuent son prestige. En suivant cette conduite, il aidera ceux qui font tous leurs efforts pour jeter le ridicule sur nous et déprécier notre importance. En suivant cette conduite, il n'augmentera pas non plus son prestige, comme chef de l'Opposition.

Mais une chose que je désirerais ardemment, c'est que cette Chambre ne devrait pas être une chambre de discussion. On ne devrait pas être obligé ici d'avoir à se lever à chaque instant pour se justifier d'attaques personnelles. Personne ne devrait dans cette enceinte entrer sur le terrain des personnalités, des récriminations qui n'aboutissent qu'à des rancunes personnelles.

M. H.-G. JOLY (Lotbinière): J'ai demandé des explications et j'ose espérer que l'on pourra m'en donner.

L'HONORABLE J.-E. CAUCHON (Montmorency): Vous avez accusé! Vous avez accusé!

M. H.-G. JOLY (Lotbinière): J'espère que j'aurai les explications que j'ai demandées.

L'HONORABLE J.-E. CAUCHON (Montmorency): Ah oui! Ah oui!

L'HONORABLE C. DUNKIN (Brôme): Was glad the Honourable Member for Lotbinière had made his motion. He understood, of course, from his friend the Leader of the Government, that there was not the slightest objection to its being granted, and the papers asked for, sent down. The remarks of the Honourable Member obviously called, however, for some present notice from himself. His Honourable friend was in one breath defending himself from a charge of want of activity and earnestness as an Opposition leader, and in the next urging the same charge against him (Mr. D. as ex-treasurer). The answer he apprehended, in the two cases, had to be very much the same. The Opposition leader had his own responsibilities, and was bound to be just as active and pugnacious as he thought the interests of his party and of the country required, but not a whit more; and his defence of himself to his friends was that he had been so. His (Mr. D.'s) defence of himself to his friends, — and he regarded the House as his friends, — was simply that, and no more. He accepted the entire responsibility of all he had either done or not done; he had sought to the utmost of his power to press matters with just that amount of urgency, which his best judgment had told him the interests of the Province required, and with no more. It was not

the hurried decision, much less the mere fight for one, that the public interest required, but the right decision, and the smallest possible amount of fighting to get at it. The Honourable Member had done little or nothing to make good his charge, beyond reading from, and making some half-joking remarks upon, a document said to be official, but evidently taken by him simply from a newspaper; and from this he left certain unfavorable inferences to be drawn. He (Mr. D.) had also seen the document in question; but, like his Honourable friend, only in the columns of a newspaper. And he should best show his respect for the House and for what might be called the diplomatic requirements of his position, by saying as little of it as he could. The precise terms that should characterize it were hard to find, and he would not cast about for them. He would content himself with as short a statement of facts as he could make, and when the papers were before the House, he would only be too happy to offer any further suggested explanations, or answer any possible further challenge. It was right that the House should be aware that at a very early day after the organization of the Provincial Governments, he had been made aware (unofficially, it was true, but not therefore the less certainly) that Ontario had retained two gentlemen, each of high standing, to assist her Treasurer in the conduct of the arbitration. One of these, the lawyer, was Mr. Thomas Galt, since raised to the Ontario Bench in due acknowledgment of his professional rank; the other was Mr. William Bristow, a gentleman well known in both Provinces, and as would be remembered, chairman some years ago of an important commission then charged with inquiry into all manner of matters more or less relevant to those likely to come under review before the arbitrators. The Quebec Government took no such step for many months; the matters at first coming up for consideration involving (as the House would remember) no issue between the Provinces, but only one between the Dominion and themselves jointly. After some time, however, feeling that a precaution taken by Ontario ought not to be neglected by Quebec, it had named two legal gentlemen, of whom he was then sure that no one better could not have been chosen, that is Messrs. Casault and Ritchie. He had not proposed to employ besides them any person not of the profession relying with entire confidence on the officers of his own Department. Of these, the auditor (Mr. Drolet) had been the person mainly charged with this work; and he was bound to say no man could have better discharged such trust than he had done. The honourable gentleman had adverted with some emphasis to the fact that the arbitrators only met at Ottawa on the 31st of August. But he scarcely drew the right conclusion from that fact. He seemed to forget the consideration, of which the House had been

so often reminded by himself (Mr. D.), that the business in question had its two entirely separate parts; first, that antecedent to the arbitration, and afterwards only, that properly belonging to it. As to that first part, his (Mr. D's) policy had always been clear and consistent. The Union Act had provided no means, had hinted at no mode of settling any questions that might arise in reference to it. In that silence, some had read an implied power on the part of the Dominion to settle all such questions of its own authority. Had the Parliament or even the Government of the Dominion ever by any chance asserted such a power, the consequence might have been most disastrous. Appeal to them to recede, or to the Imperial authorities to make them do so — or indeed to Imperial authority at all — would have put all parties into a most false position. He had been most anxious to avoid the possibility of any such dilemma. But for this, avoidance to the utmost, even of official correspondence, was a necessity. The policy so pursued — complained of, as it had been, because in a certain sense, dilatory — had succeeded. Without a single official issue raised, at least so far as we were concerned, the Dominion and the two Provinces at last met in conference at Montreal, and in less than three days came after all to a satisfactory agreement. This conference was opened, as the papers to be brought down would show, on Saturday the 24th of July last; and was carried on, that day, by Sir George Cartier and Mr. Rose on behalf of the Dominion, by the Premier and Treasurer of Ontario for that Province, and by my honourable friend the Premier and myself for this Province. It was at once agreed that everything was to be treated informally in the first instance, and without prejudice to any after pretension or right whatever. After several hours of earnest business-like discussion, it was found that great progress towards an agreement had been made. On Monday the conference met again, his Honourable friend the Attorney-General joining for Quebec; and by the close of that day's long sitting, matters might be said to be all but arranged. Next day, Tuesday, a short sitting followed, at which Sir John A. Macdonald and Mr. McDougall were also present for the Dominion, and at this, the matters in question were, so far as they there could be, in effect disposed of. Two orders in Council, one of the 29th of July, the other of the 17th of August, followed, giving substantial effect for the Dominion, to the arrangement thus come to. Neither Ontario nor Quebec, however, had precisely followed suit. From the Provincial point of view, there was some inaccuracy in the mode of statement formally sanctioned by these orders of the Privy Council. He (Mr. D.) had been sometimes characterised as overly particular about trifles. The amounts here were not large; but he had thought them worth looking after. He had, of course, been

careful, as before, not to make them matters of official controversy. He had informally called the attention of the then Minister of Finance to them; and had so satisfied himself that his view was reasonably sure to prevail. All things considered, the result come to was not amiss. Everything the Provinces asked had not been granted; but by far the greater part was. He had a right to express some satisfaction at the result. As his friend the Premier had stated the other day, an aggregate reduction of the total debt, as claimed by the Dominion, was secured, — of something like \$1,700,000. At the close of this Montreal conference, it had been agreed that the arbitrators should meet at Ottawa, on as early a day as could conveniently be fixed; and that day was found to be the 31st of August — anything but a long delay, he thought. Mr. Galt had shortly before become a judge but never doubting that other counsel would take his place, he had felt it necessary to take the obvious precaution of having Messrs. Casault and Ritchie at Ottawa on this occasion. Of course, it was his earnest wish and settled plan to carry out, so far as he could, the same policy in this part of the procedure, as for the antecedent stage just closed; that namely, of abstention from set demands and issues, of having a conference as informal as possible, of decision by the arbitrators as much by agreement and after as little dispute or controversy as might be. And it was in fact at once agreed upon that this Ottawa conference was to start, like that at Montreal, in the most informal way — no reporters admitted, no rules followed, nothing said or done to be spoken of for effect outside. He had himself, on this account, made no official report of what passed, to his own Government. The document professedly quoted by his Honourable friend opposite, purported to be an official report to that of Ontario; and it had been so referred to here, that he was now forced to state in some detail much that otherwise he should never have thought of speaking of. A charge therein made against himself was in effect that the adjournment on the 2nd of September was at his instance, and because of his not being ready to go on. But what were the facts? Even before the business of the meeting had been so much as opened, the fact was well known to everyone there that one of the arbitrators and the Minister of Finance had a previous engagement of a public character, that could not possibly be got rid of or put off, and which rendered an adjournment within a few days absolutely unavoidable. Judge Day, it was notorious, had been for years the Counsel for the Hudson's Bay Company in its great arbitration with the United States; and Mr. Rose one of the two Commissioners. The latter one was as notoriously on the point of leaving this continent for England; and before doing so, had got to go to Washington, there to perfect and render the award. The former had to be there

to receive it. Neither could escape from the necessity of leaving Ottawa for some considerable term of time, and within the next few days; and the other arbitrators, both of them, had their own strong and perfectly legitimate personal reasons for wishing to avail themselves also of such term of absence, on their own account. The question, from the moment it arose, was obviously not of an adjournment or none — but merely of the two or three days, or at most the week or less, that might be taken before adjournment. So certainly was this the case that when on the 31st the arbitrators took the day following as their own, in which to read over the pretty long documents then first laid before them, he believed no one present had a doubt of their adjourning the day after. He had none himself; and he had therefore no hesitation in yielding to Mr. Ritchie's wish to leave Ottawa before the sitting of the arbitrators on the 2nd. Nor could he have any hesitation in suggesting that the intended adjournment should, as a matter of course, be utilised by the obtaining in the meantime of further important information, which he well knew the arbitrators must require to have before them whenever their work should fairly be in hand. In the document quoted by the Honourable Member, this was spoken of as a something that he (Mr. D.) particularly wanted — it was to be presumed, for Quebec. The House would see by the papers, when brought down, what it was; and would see that the need of it was as much for Ontario as for Quebec. The arbitrators simply could not do without it. They were not merely to divide the gross total of the aggregate debt of the two Provinces; but also to divide and adjust in detail the several assets and liabilities of each. The documents before them indicated (subject to trifling correction) the former, but not all the latter. Even as to the meaning of the fourth schedule of the Union Act, which purported to specify certain of those assets, and consequently as to the nature and value of those specified assets, there was nothing settled, but on the contrary, the utmost doubt. To divide an estate, one must first have some notion of what it is made up of. And each party, whether he knows it or not, really needs this alike and equally. But in this case he (Mr. D.) really no more moved for this information than he did for the adjournment. The plain facts were that, on the 2nd, when the arbitrators met for their next sitting, Judge Day, of his own mere motion, proposed a form of order, the terms of which he had not so much as communicated to him (Mr. D.); and after some general conversation, and with some modification — the latter put into writing by Mr. Rose — the order passed. The arbitrators, as was their right, simply called for the information they required, and adjourned to the day they thought best. That day, as recorded, was the 22nd of September, and was

a Wednesday — a fact overlooked at the moment. That day of the week being inconvenient for arrival at Ottawa from a distance, Judge Day, on noticing the fact, proposed by note to Mr. MacPherson, the arbitrator for Ontario, that no business would be done till Thursday the 23rd. Meeting the latter by arrangement a day or two after, in Montreal, he (Mr. Dunkin) learned from him that this suggestion would of course be acted upon. Mr. MacPherson then added, however, that another week or two of adjournment would he thought, be convenient. This suggestion was not exactly to his (Mr. D.'s) taste, as it tended to throw over the meeting until after Mr. Rose would have left the country. But a moment's thought satisfied him that there was no sufficient reason for his objecting to it; and upon the distinct understanding that he (Mr. D.) was not to be taken as wishing for it, he answered that if the Ontario Government assented, that of Quebec would also. Mr. MacPherson, as soon as possible after his return to Toronto, was to telegraph the result of his inquiry there to be made of the Ontario Government. On the 10th, he (Mr. D.) not having heard as he expected, telegraphed to Mr. MacPherson at Toronto: "Can you yet state conclusion about postponement beyond twenty-third?" and next day he received a telegraphic answer in these words: "Glad to postpone to Thursday, seventh October; I will inform Col. Gray and leave rest to you." Counting of this last day, accordingly, he (Mr. D.) had taken care to arrange for meeting Judge Day in Montreal the week previous. While there, late in the day, on Saturday, the 2nd, he was surprised to receive the following telegram from Mr. MacPherson: "Hillyard Cameron retained for arbitration; impossible for him to attend next Thursday; will Tuesday the 12th suit Judge Day and yourself; Cameron is writing you asking this favor; Sondfield and myself quite willing. He (Mr. D.) instantly saw Judge Day on the subject; and found, as he expected, that a Tuesday naturally did not suit him. Early on Monday, he thus answered Mr. MacPherson by telegraph: "Telegram received here Saturday too late for acknowledgment; cannot under circumstances insist on 7th; Judge Day finds 12th inconvenient; will propose earliest available later day soon as I can get needed answer on subject from Quebec." For a variety of considerations, however, this fixing of another day was a matter of some difficulty. The choice, he found, after considerable inquiry, lay between the 15th and the 23rd, and mainly from pressure of the fact that the Council of Public Instruction (of which Judge Day and himself were members) was to hold its first meeting at Quebec on the 20th, it was at last concluded that Saturday, the 23rd, was the earliest day that could be taken. On the 7th, the instant he was in a position to say this, he telegraphed Mr. MacPherson, from Ottawa,

where he (Mr. D.) then was: "Unexpectedly and vexatiously delayed till now as to arbitration arrangement; regret to find cannot name earlier day than 23rd; writing by mail." To this and to his letter of fuller explanation, he had received a letter from Mr. MacPherson, stating his own and Colonel Gray's entire assent to the arrangement. All this, to his surprise, the document quoted by the Member for Lotbinière told or was supposed to tell, thus, — "that the Provincial arbitrators postponed the adjourned meeting from time to time until the 23rd October." He was first made answerable for action of the arbitrators, and then, the arbitrators, for action of Ontario. When on Saturday, the 23rd, the arbitrators met again, his position had no doubt become a peculiar one. His resignation as Treasurer was pending; he actually did not know what was to come of it, and he was still under obligation not to mention it. The sitting of the arbitrators that day, so far as he had any knowledge of it, was merely nominal. The Ontario gentlemen only arrived that day. He was not himself at the meeting for five minutes, and he understood everything simply to stand over for Monday. On Monday, he mentioned confidentially the state of the affair. And of course, everything had to stand over. It was obvious that neither he nor the counsel present could officially take a step of any kind. But unofficial communications between the counsel for the two Provinces, which he believed were not useless, did take place. His Honourable friend the Premier came up as promptly as he could; and on his arrival the arbitrators adjourned, to meet again on the day of the assembling of Parliament at Ottawa — the counsel for each Province being directed in the meantime to prepare and exchange factums setting forth their respective pretensions. In truth, no time had been really lost for who could believe that even had he been officially in a position to act, the arbitrators could have made any material progress in the week or less to intervene before the Treasurer of Ontario would have had to leave for the meeting of this Legislature on the 3rd of November? The hopeful language of the Speech from the Throne, as to an early settlement of the whole matter, was in his opinion fully warranted. And he unhesitatingly declared that neither by action nor delay of action on his part or on that of his Province had there been any inexpedient or even unnecessary delay at any time occasioned. When the papers were before the House, he repeated, he should be most happy to recur to the subject and go into any further explanations that on any account or from any quarter might be called for.

Immigration

M. P. BACHAND (Saint-Hyacinthe): Propose qu'il soit présenté une humble adresse à Son

Excellence le lieutenant-gouverneur, priant Son Excellence de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre copie de toute correspondance entre le gouvernement du Canada et celui de Québec, depuis le premier jour de février dernier, relative à l'immigration; et aussi copie de tous ordres en conseil sur le même sujet.

Adopté.

A six heures, l'assemblée est levée.

Séance du 7 décembre 1869

Sous la présidence de l'honorable J.-G. Blanchet

La séance est ouverte à trois heures.

L'Orateur met devant la Chambre: Etat des affaires de la société historique et littéraire de Québec pour l'année 1869 (Documents de la session, no 5).

Elections contestées

M. L'ORATEUR: Informe la Chambre que son warrant pour la nomination des membres du comité des élections contestées est déposé sur la table. Ce warrant se lit ainsi:

Conformément à la trente et unième section du chapitre sept des statuts refondus de la ci-devant province du Canada, intitulé: "Acte concernant les élections parlementaires contestées," je nomme Henri-Gustave Joly, écuyer, député de la division électorale de Lotbinière; Joseph-Hyacinthe Bellerose, écuyer, député de la division électorale de Laval; Antoine Chartier de Lotbinière-Harwood, écuyer, député de la division électorale de Vaudreuil; Edward Carter, écuyer, député de la division électorale de Montréal-Centre; Pierre Bachand, écuyer, député de la division électorale de St-Hyacinthe, et Edward John Hemming, écuyer, député de la division électorale de Drummond et Arthabaska, pour être membres du "comité général des élections" pour la présente session.

Donné sous mon seing, ce septième jour de décembre mil huit cent soixante-neuf.

J.-G. BLANCHET

Orateur, Assemblée législative

Conformément à la 46e section du chapitre 7, des statuts refondus de la ci-devant province du Canada, intitulé: "Acte concernant les élections parlementaires contestées", le greffier lit une liste alphabétique des membres de la Chambre.

Dépôt et lecture de pétitions:

Les pétitions suivantes sont séparément présentées et déposées sur la table:

Par M. Pelletier, la pétition de Octave Roy et autres, du township d'Armagh, comté de Bellechasse.

Par M. Marchand, la pétition du révérend L. Pellissier et autres, de la cité de Montréal.

Par l'honorable M. Dunkin, la pétition de la Compagnie des mines de Huntingdon.

Par M. Lavallée, la pétition de l'Asile de la Providence de la ville de Joliette.

Par M. Simard, la pétition de L.-M. Lapointe et autres, de la cité de Québec, et la pétition de David A. Ross et autres, de la cité de Québec.

Par M. Hearn, la pétition de l'Association de l'Asile de Sainte-Brigitte, de la cité de Québec.

Rapport de comités:

M. L.R. CHURCH (Ottawa): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le deuxième rapport du comité permanent des bills privés. Voici ce rapport:

Votre comité a examiné les bills suivants et a fait à chacun plusieurs amendements qu'il soumet à la considération de votre honorable Chambre.

Bill intitulé: "Acte pour incorporer la Société numismatique et d'archéologie de Montréal."

Bill intitulé: "Acte pour incorporer l'Union St-Joseph de Farnham."

Bill intitulé: "Acte pour incorporer la Société calédonienne de Montréal."

Pouvoir de désaveu

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVEAU (Québec-Comté): Présente: Réponse à une adresse de l'Assemblée législative, datée le 1er décembre 1869, demandant copie de toute correspondance entre le gouvernement du Canada et celui de Québec, touchant le pouvoir réclamé par le gouvernement de la Puissance, en vertu de l'article 90 de l'Acte de l'Amérique britannique du Nord, de désavouer les actes des législatures locales et le pouvoir de cette Législature de passer deux actes de la dernière session, intitulés, l'un: "Acte pour définir les privilèges, immunités et pouvoirs du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, et pour donner une protection sommaire aux personnes employées dans la publication des papiers parlementaires" et l'autre: "Acte concernant les magistrats de district en cette province" (Documents de la session, no 9).

Message du lieutenant-gouverneur:

M. N.-F. BELLEAU: Le lieutenant-gouverneur transmet à l'Assemblée législative de la province de Québec, pour son information, copie d'un ordre de Son Excellence le gouverneur général en conseil refusant de sanctionner un acte passé par la Législature de la province de Québec, dans sa dernière session, intitulé: "Acte pour définir les privilèges, immunités et pouvoirs du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, et pour donner une protection sommaire aux personnes employées dans la publication des papiers parlementaires" et aussi copie de la lettre d'envoi qui l'accompagne.

Hôtel du gouvernement.
Québec, 7 décembre 1869
(Documents de la session, no 9).

Introduction de bills:

L'HONORABLE J.G. ROBERTSON (Sherbrooke): Demande la permission d'introduire un bill concernant l'indemnité des députés de la

Législature et le salaire de l'Orateur de l'Assemblée législative.

Accordé.

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVEAU (Québec-Comté): Demande que le bill de police soit reporté à vendredi puisque la version française n'est pas encore distribuée.

Juges de paix

L'HONORABLE G. OUMET (Deux-Montagnes): Propose la deuxième lecture du bill pourvoyant à la nomination de juges de paix ayant une juridiction plus étendue.

J'ai déjà expliqué quel était le but de cette loi; c'est de nommer le juge des sessions, M. McMiken, de l'Ontario, juge de paix de la province de Québec. M. Coursol, de Montréal, sera de même nommé commissaire de police de l'Ontario.

Adopté.

Le bill est renvoyé à un comité de toute la Chambre.

Caisses de dépôt

M. F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): Propose, appuyé par le député d'Iberville (M. Molleur) qu'il est de l'intérêt public d'établir des caisses de dépôt destinées à recevoir les dépôts exigés par la loi et l'autorité judiciaire; qu'un comité soit nommé pour étudier cette question et que ce comité soit composé des honorables MM. Ouimet, Irvine, et de MM. Bachand, Church, Benoît, Molleur et Marchand.

J'avais songé d'abord à présenter une loi dans le sens de ma motion, mais j'ai réfléchi à toutes les complications qui pourraient en résulter; j'ai pensé que cette loi touchait à bien des points d'intérêt; aussi, ai-je cru qu'il valait mieux qu'un comité composé d'hommes expérimentés se saisisse de la question.

Cette mesure sera utile, surtout en ce sens qu'elle mettra le public à l'abri des défalcons qui pourraient être commises par les employés publics. Nous avons malheureusement sous les yeux trop d'exemples de défalcons; il n'y a pas longtemps, encore, un shérif prenait la fuite, emportant avec lui une somme considérable. En établissant une caisse de dépôt, on préviendrait ces vols, car l'officier public serait tenu d'y déposer, jour par jour, les sommes placées entre ses mains. Je ne veux pas entrer dans de longs détails et je crois que ces quelques réflexions suffiront pour démontrer au comité l'importance de la motion qu'il aura à discuter.

M. L. MOLLEUR (Iberville): Il serait difficile de nier l'utilité de cette loi, si surtout on pense que des sommes considérables se trouvent pendant des années déposées dans les bureaux du shérif, y demeurant non seulement improductives, mais encore en danger par les défalca-

tions de ces fonctionnaires. Outre les dépôts judiciaires, les shérifs sont très souvent dépositaires des offres faites entre particuliers, entre gens d'affaires qui se voient ainsi privés pendant tout le temps du dépôt de l'intérêt de leur argent. En France, on a senti l'utilité de cette institution; aussi, sous Henri III, voyait-on se fonder une caisse de dépôt; depuis, elle a acquis une immense importance et, de 1845 à 1846, le chiffre des dépôts s'est élevé à quatre cent millions de francs.

Il y aurait encore un autre moyen d'obvier à tous ces inconvénients; ce serait de ne placer entre les mains des shérifs qu'un certificat de dépôt fait dans une banque; de cette façon, l'intérêt de l'argent ne serait plus perdu et les garanties de sûreté offertes aux déposants seraient bien meilleures.

L'HONORABLE G. IRVINE (Mégantic): Suggère au proposeur de modifier le texte de sa proposition; il devrait proposer la formation d'un comité pour étudier la désirabilité d'établir des caisses de dépôt.

La proposition serait qu'il soit nommé un comité spécial, composé de M. Marchand, l'honorable M. le procureur général Ouimet, l'honorable M. le solliciteur général Irvine, M. Bachand, M. Church, M. Benoît, M. Blais, M. Carter et M. Molleur, pour s'enquérir de l'opportunité et des moyens d'établir dans cette province des caisses de dépôt et de consignation destinées à recevoir les dépôts et consignations exigés par la loi et l'autorité judiciaire stipulées par convention ou rendues nécessaires entre particuliers par les circonstances, pour faire rapport avec toute la diligence convenable, avec pouvoir d'envoyer quérir personnes, papiers et records.

Adopté.

Caisse d'économie de Saint-Roch-de-Québec

M. G.-H. SIMARD (Québec-Centre): Propose, appuyé par le représentant de Terrebonne (M. J.-A. Chapleau), que la pétition de Couture et autres déposants de la Caisse d'économie de Saint-Roch-de-Québec soit envoyée au comité conjoint des impressions. Il explique la nature de cette pétition et pense qu'elle devrait être imprimée à cause de son importance.

L'HONORABLE G. IRVINE (Mégantic): S'oppose à l'adoption de cette motion. Il rappelle les grandes lignes de l'histoire de la faillite de la Caisse d'économie de Saint-Roch-de-Québec. Il y a une quinzaine d'années, certaines personnes se sont associées dans le but d'établir une banque d'économie; mais cette institution fut administrée d'une façon tellement négligente que tout l'argent a été perdu. M. Marois a réussi à s'enfuir à l'étranger alors que M. Prévost est revenu dans la province; cependant, il semble impossible actuellement d'obtenir une condamnation contre M. Prévost.

Selon lui, procéder dans la poursuite de M. Prévost conduirait sans doute à un acquittement, ce qui permettrait au public de conclure qu'il n'y a aucune punition dans les crimes du genre. Il ajoute que, dans cette histoire, il n'a aucune sympathie personnelle pour messieurs Prévost et Marois; au contraire, ses sentiments favorisent la cause de ces pauvres gens qui ont perdu leur argent et il serait très heureux de voir triompher la justice.

M. G.-H. SIMARD (Québec-Centre): Je regrette que M. le solliciteur général préjuge d'avance la question en disant qu'il n'est pas facile d'arriver à la conviction d'un seul accusé; une enquête serait aujourd'hui de la plus grande utilité, en ce sens qu'elle mettrait en lumière des faits que nous ignorons peut-être; aussi, il me semble qu'un comité de la Chambre aurait dû se saisir de cette question. Nous sommes tous intéressés à voir l'administration de la justice conduite dans l'intérêt de la société. On est frappé de voir aujourd'hui la quantité innombrable de vols et d'abus de confiance qui se commettent sous nos yeux; le sentiment du juste et de l'injuste semble être méconnu et on est surpris au milieu de tout cela de voir la justice rester neutre et ne pas sévir davantage. Le vol est presque impuni; on voit tous les jours des employés s'appropriant les deniers publics prendre la fuite sans être nullement inquiétés. Chaque jour, nous voyons des marchands faisant des banqueroutes frauduleuses, échappant à la justice et ne craignant pas de venir narguer quelquefois les gens qu'ils ont ruinés. Il cite plusieurs cas comme ceux de Gates, Reiffenstein.

Je n'ai pas l'intention de blâmer positivement l'administration; je dirai seulement qu'il y a de l'inquiétude dans le public et l'on ne voudrait pas voir le gouvernement tremper dans des intrigues qui ont pour but de protéger les coupables. Il fait allusion aux perceptions frauduleuses du comptable de l'Assemblée, où des grandes sommes furent perçues sous de fausses représentations. Dans le cas de Prévost et Marois, les pétitionnaires étaient pauvres et incapables de se payer un avocat.

Observez ce qui se passe en Angleterre; personne n'y est au-dessus de la loi; il y a égalité parfaite et il n'est pas rare d'y voir le noble, l'homme riche et influent traîné en prison, envoyé en exil, pour des actes souvent moins coupables que ceux de Prévost et Marois.

L'administration s'oppose à cette résolution; je m'incline et je demande à la Chambre de retirer ma motion; l'administration a ma confiance, je ne puis qu'admirer sa justice et la sagesse de ses actes, je ne lui ferai donc pas de résistance.

M. J.-P. RHEAUME (Québec-Est): Il est malheureux de vouloir forcer la main à l'administration de la justice, surtout lorsqu'il s'agit d'un citoyen qui a joui de notre considération

et qui a habité longtemps notre localité. La faillite de la caisse d'économie a été cause de la ruine de bien des familles de St-Roch; combien d'ouvriers qui ont perdu les quelques économies amassées péniblement au prix de leur travail? Beaucoup ont été obligés de demander à la charité publique les secours qu'ils auraient eus avec l'argent économisé dans des temps meilleurs. D'un autre côté, cette faillite a enlevé aux gens de cette localité toute confiance envers les institutions de ce genre et l'établissement d'une banque d'épargne dans le quartier St-Roch n'est plus possible aujourd'hui. Il est un fait odieux qu'il est de mon devoir de faire connaître: c'est que la veille de la faillite, dès que les directeurs virent l'état de la banque, ils retirèrent leurs dépôts et avertirent leurs amis d'en faire autant, tandis que de pauvres misérables, incapables de perdre une petite somme, étaient sacrifiés. Je ne force pas la main de l'administration, mais enfin si Marois ne revient pas, on ne pourra jamais procéder. Je fais encore une suggestion; si toutefois MM. Prévost et Marois avaient des amis, je leur conseillerais de payer les quelques mille louis qui restent à payer. Si, d'un autre côté, on mettait M. Prévost dans cette alternative de payer ou d'aller quelque part, je suis sûr qu'il s'exécuterait.

L'HONORABLE G. OUMET (Deux-Montagnes): Il est vraiment regrettable que des causes de cette nature soient amenées devant la Chambre, lorsqu'elles ne devaient pas sortir du palais de Justice; dans cette cause, il n'y a certainement jusqu'ici aucun reproche à faire à la justice et mon honorable ami le solliciteur général y a déployé beaucoup de zèle et d'habileté.

L'HONORABLE J.-E. CAUCHON (Montmorency): Ne pourrait-on pas prendre un moyen terme? M. Prévost ayant disposé de l'argent quand il n'avait pas le droit de le faire, on pourrait passer une loi pour l'obliger à rembourser ces malheureux.

M. J.-P. RHEAUME (Québec-Est): Je crois que si l'on disait à M. Prévost: "payez ou vous irez quelque part", il se hâterait de s'exécuter; je connais assez l'humanité de chez nous pour être certain du fait.

La proposition est retirée.

M. G.-H. SIMARD (Québec-Centre): Demandez que copie de l'acte d'accusation contre Marois et Prévost soit mise devant la Chambre.

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVÉAU (Québec-Comté): Je pense que, comme la précédente, cette motion doit être retirée car, en mettant devant la Chambre des documents de cette nature, le cours de la justice peut être entravé dans sa manière de procéder.

L'HONORABLE G. OUMET (Deux-Montagnes): Une considération aurait dû empêcher le

représentant de Québec-Centre (M. Simard) de faire la motion que je lui saurais gré de vouloir retirer. Cette raison, c'est que les intérêts de la justice ne sauraient être en de meilleures mains qu'en celles du solliciteur général. Son zèle qui n'a d'égale que sa grande habileté ne se ralentit jamais et, s'il n'a pas fait le procès de Prévost, c'est qu'il valait mieux, dans les intérêts de la justice, attendre une occasion plus favorable.

Du reste, il me semble que ce n'est pas ici le lieu de discuter cette question; c'est au palais de justice que doivent se débattre les matières de ce genre. Ici, nous pourrions nous immiscer fort mal à propos dans des affaires que nous ferions mieux de ne pas examiner.

Il vaudrait mieux louer la temporisation du solliciteur général, car il n'oublie pas le grand principe de la législation anglaise suivant lequel il faut donner toute protection possible à l'accusé et prendre garde de condamner un innocent.

M. G.-H. SIMARD (Québec-Centre): Je présente une adresse demandant au lieutenant-gouverneur de mettre devant cette Chambre tous les papiers qui ont rapport à la poursuite intentée contre Marois et Prévost. Je me proposais tantôt de donner l'historique des événements qui ont amené la mise en accusation de Prévost et Marois. C'est à 1848 que remonte la fondation de la Caisse d'économie de Saint-Roch. Pendant plusieurs années, tout allait très bien, mais un jour l'on s'aperçut que les déposants avaient été fraudés et que la ruine venait éprouver une foule de familles. Les pertes se montent à \$12,000.

Bientôt les soupçons planèrent sur Marois et Prévost et les faits vinrent les confirmer. Une enquête devint nécessaire; les témoignages écrasants donnés en cette affaire inculpèrent ces deux hommes. Maintenant, il me semble que la justice, une fois le résultat de l'enquête connue, a été trop lente et c'est ce qui fait que l'un des accusés, Marois, a pu s'échapper. Comment se fait-il, en effet, que l'on n'ait pas arrêté Marois? Les grands jurés ont déclaré l'accusation fondée dans le mois de juin et ce n'est que le 2 juillet que Marois a passé aux États-Unis.

Il me semble qu'avec un peu de diligence, l'on aurait pu prévenir sa fuite. Cependant, je ne veux pas insister. Le gouvernement a toujours eu ma confiance, je sais avec quel zèle il travaille au bien du pays et je veux retirer mon adresse et suivre son conseil.

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVÉAU (Québec-Comté): Il est peut-être très nuisible aux intérêts de la justice de mettre entre les mains des députés les papiers que l'on demande. En effet, une foule de renseignements qui doivent être tenus secrets viendraient au jour. Que la Chambre se rassure, le gouvernement a à cœur les intérêts de la justice et ne veut nullement couvrir de sa protection les coupables. Mais le meilleur moyen d'atteindre ceux qui sont aujourd'hui accusés, ce n'est pas de jeter les hauts

cris, mais de s'en remettre à la discrétion du solliciteur général.

L'HONORABLE G. IRVINE (Mégantic): Je ferai remarquer au député de Québec-Est (M. J.-P. Rhéaume) que sa proposition est inacceptable. La poursuite au criminel n'a pas pour but de faire rendre l'argent de la façon indiquée par le député de Québec-Est, mais de punir Marois s'il est coupable. La justice ne peut faire de semblables compromis et remettre la punition en échange de l'argent soustrait. La proposition est retirée.

Comité des dépenses contingentes

M. J. HEARN (Québec-Ouest): Propose que M. Simard soit ajouté au comité permanent des dépenses contingentes.

Adopté.

A cinq heures trente, l'assemblée est levée.

Séance du 9 décembre 1869

Sous la présidence de l'honorable J.-G. Blanchet

La séance est ouverte à trois heures.

Dépôt et lecture de pétitions:

Les pétitions suivantes sont séparément présentées et déposées sur la table:

Par M. Gendron, la pétition de l'honorable Lewis T. Drummond et Antoine Brodeur, de la cité de Montréal.

Par M. Ogilvie, la pétition de William Tait et autres, la pétition de la Faculté de médecine de l'Université McGill, la pétition de dame Catherine Simpson et autres, directrices de la maison de Refuge, la pétition de la Société bienveillante des dames de Montréal et la pétition de l'Asile des Orphelins de Saint-Patrice, toutes de la cité de Montréal.

Par M. Church, la pétition de la maison protestante d'Industrie et de Refuge de Montréal.

Par M. LaRue, la pétition du révérend L. Provancher, de la cité de Québec.

Par M. Cantwell, la pétition de Samuel W. Foster, de la cité de Montréal.

Par l'honorable M. le solliciteur général Irvine, la pétition du Barreau de la province de Québec, section du district de Québec.

Par l'honorable M. le procureur général Ouimet la pétition de L. Dumouchel et autres, de la paroisse de Saint-Benoît.

Par l'honorable M. Chauveau, la pétition du révérend A. Boucher et autres, de la paroisse de Saint-Gabriel, comté de Québec.

Par M. Chapleau, la pétition du révérend M. Jasmin et autres, de la paroisse de Saint-Janvier.

Par M. Lavallée, la pétition du révérend A. Dupuis, de la paroisse de Sainte-Elizabeth, comté de Joliette.

Conformément à l'ordre du jour, les pétitions suivantes sont lues:

De John C. Thompson et autres, de la cité de Québec; demandant un acte d'incorporation sous le nom de "Société Saint-André de Québec."

De A. Beaudry et autres, du village d'Aylmer, comté d'Ottawa; demandant un acte d'incorporation sous le nom de "l'Union Saint-Joseph de Saint-Paul d'Aylmer."

De l'Union Saint-Joseph et de l'Union Saint-Jacques, de la cité de Montréal, demandant respectivement des amendements à leur acte d'incorporation.

Du révérend Hilaire Millier, au nom de l'Hôpital général du district de Richelieu, et de l'Asile de la Providence de la ville de Joliette; demandant respectivement de l'aide.

De David A. Ross et autres, de la cité de Québec; demandant des amendements à l'acte d'incorporation de ladite cité.

De L.-M. Lapointe et autres, de la cité de Québec; se plaignant de la conduite d'un certain

nombre d'employés de l'Assemblée législative de la province de Québec; et demandant que certaines sommes qui leur sont dues par lesdits employés leur soient remboursées.

D'Octave Roy et autres, du township d'Armagh, comté de Bellechasse; demandant que le gouvernement leur donne des terres gratuitement.

De la Compagnie des mines de Huntington; demandant de l'aide pour un chemin.

De l'Association de l'Asile de Sainte-Brigitte, de la cité de Québec; demandant que son allocation annuelle soit continuée.

Du révérend L. Pellissier et autres, de la cité de Montréal; demandant de l'aide pour l'Asile Bethléem, dans ladite cité.

Rapport de comités :

L'HONORABLE J. G. ROBERTSON (Sherbrooke): Présente à la Chambre le premier rapport du comité conjoint sur les impressions, lequel est lu comme suit:

Le comité conjoint des impressions de la Législature demande la permission de présenter, comme son premier rapport, le rapport de son sous-comité au sujet des comptes d'impression de l'année écoulée et le rapport de son greffier, et en recommande respectueusement la considération.

Votre comité recommande que le rapport du commissaire nommé pour s'enquérir de toutes les circonstances relatives à la présentation d'une pétition devant cette Chambre, par l'honorable I.-E. Thibaudeau et autres, soit imprimé et distribué aussitôt que possible pendant la session.

Votre comité recommande en outre qu'un sous-comité, composé de l'honorable M. Hale, l'honorable M. Robertson, l'honorable M. Beaudry et M. Joly, soit nommé pour examiner les documents qui leur sont renvoyés et de rapporter, de temps à autre, ceux qu'il recommandera d'être imprimés ou autrement.

Le tout respectueusement soumis.

J.-O. Beaubien

Conseil législatif, Québec

Chambre de comité no 3

2 décembre 1869

Au président et aux membres du comité conjoint sur les impressions pour les deux Chambres

Votre sous-comité, nommé pour examiner les comptes d'impression des deux Chambres, pour l'année écoulée et la teneur du rapport du greffier, a l'honneur de vous faire rapport comme suit:

Les comptes et les livres ont été examinés et trouvés corrects;

Votre sous-comité recommande que la 58e

règle de l'Assemblée législative, quant à ce qui a trait à l'impression des bills privés par les entrepreneurs de l'impression des bills de la Législature, et la 94e règle, aussi de l'Assemblée législative, qui comporte que: "Toute motion à l'effet de faire imprimer un document est, au préalable, soumise au comité permanent des impressions, qui en fait rapport avant que la question ne soit mise aux voix" soient strictement suivies; et aussi les règles correspondantes du Conseil législatif.

Qu'un sous-comité, composé de quatre membres, soit nommé pour examiner et faire rapport de temps à autre à votre comité au sujet de ceux des documents qui lui sont soumis et qui doivent être imprimés et de ceux qui ne doivent pas l'être.

Votre sous-comité a examiné la cédule des prix pour les contrats des impressions, mentionnés dans le rapport du greffier, et il les trouve raisonnables; il considère qu'ils sont le terme moyen de ceux qui ont déjà été soumis au comité général.

Il recommande, en conséquence, que des contrats soient faits aux prix et conditions y mentionnés;

Votre sous-comité recommande que tous les documents de la Législature qui doivent être imprimés le soient par l'entremise du greffier de ce comité qui a la charge de surveiller les dépenses de cette branche du service;

Votre sous-comité recommande, en outre, que l'imprimeur de la Reine soit chargé de faire faire toutes les impressions des divers départements du service public, sous la direction de leurs chefs respectifs.

Le tout respectueusement soumis.

Edwd. Hale

Assemblée législative, Québec

30 novembre 1869

Bureau du G.C.C.I.

Au président et aux membres du comité conjoint sur les impressions pour les deux Chambres.

Monsieur le Président,

Conformément à l'ordre permanent du comité, je vous sou mets les comptes des impressions, papier et reliure des deux Chambres pour l'année écoulée.

Les impressions ont été faites par divers imprimeurs, à Québec, Lévis, Trois-Rivières et Montréal, et la reliure par un seul relieur de Québec, à part quelques brochures.

Les comptes sont accompagnés de pièces justificatives et numérotées, pour l'honorable Conseil législatif de 1 à 290, et, pour l'Assemblée législative de 1 à 668, formant en tout 958.

Le montant dépensé se divise comme suit:

Pour l'honorable Conseil législatif,	
impression.	\$ 1,302.48
Papier à imprimer.	\$ 225.38
Reliure.	\$ 70.08
	\$ 1,597.94
Pour l'Assemblée législative,	
impression.	\$12,286.74
Papier à imprimer.	\$ 4,652.91
Reliure.	\$ 282.75
	\$17,222.40
Total.	\$18,820.34

Les chiffres font voir un excédent de dépenses sur celles de l'année dernière pour cette branche du service; il est dû, à peu de choses près, à la quantité de l'ouvrage, qui a été beaucoup augmenté par l'impression des rapports des départements et par celle du code municipal.

En vue de l'économie que se propose votre honorable comité, je crois devoir suggérer de nommer un sous-comité, composé de cinq membres, dont le quorum serait de trois, pour examiner et faire rapport, durant la session, de temps à autre, au sujet de l'à propos de faire ou de ne pas faire imprimer les documents qui sont référés au comité. Il deviendrait alors facile d'ordonner le tirage de ceux des documents de la session qui doivent faire partie des sessionnels et d'éviter les frais d'une deuxième composition.

La distribution tardive du journal de la dernière session et celle des documents qui n'a pas encore eu lieu sont dues à des causes différentes.

Le journal a été livré au bureau de poste de l'Assemblée législative vers le 31 août, mais les officiers de celui de la ville ayant refusé de l'expédier gratis, M. le greffier n'a pas cru devoir faire cette dépense inaccoutumée et l'a retenue.

Pour ce qui est des documents de la session, la partie imprimée à Québec était prête vers la mi-septembre et il a fallu attendre celle qui était imprimée à Montréal jusque vers le 18 novembre courant. Ces documents sont maintenant entre les mains du relieur et seront distribués bientôt.

Présumant qu'on est sur le point de conclure des arrangements avec des imprimeurs pour les impressions de la Législature, il est désirable que la règle 58e de l'Assemblée législative qui comporte que les bills privés doivent être imprimés par l'entrepreneur de l'impression des bills de la Chambre, soit mise à exécution: la Chambre et les promoteurs auraient l'avantage des taux uniformes.

J'ai l'honneur de mettre devant votre hono-

rable comité, cédula "A" ci-annexée, un mémoire contenant les données qui doivent servir de base à des contrats pour les impressions de la Législature avec MM. A. Côté et J.J. Foote, de Québec, et MM. Duvernay, de Montréal. La cédula "B" indique la distribution des documents à être imprimés. A moins que votre honorable comité ne fasse un rapport sur le sujet, les contrats seront signés sous peu.

Quoique l'impression des statuts et de la Gazette officielle ait, jusqu'à présent, fait le sujet d'un contrat séparé, j'ai cru devoir ajouter à la cédula "A", pour votre information, les conditions avantageuses auxquelles ils seront imprimés à l'avenir. L'amélioration des prix au sujet de ce dernier item va opérer une économie importante et l'expédition prompte des statuts sera un sujet de satisfaction pour le public.

Le tout respectueusement soumis.

C.-F. Langlois
G.C.C.I.

Distribution des impressions

- A. Côté. — Gazette officielle composition
par 1000 ems, matière nouvelle . . . 35 cts
Reproduction, par 1000 ems . . . 05 cts
Impression par token de 8 pages
"foolscap". 35 cts
Papier quadruple le "foolscap"
30 lb. 3.60
Bills français, caractères tenus debout.
Statuts français.
Documents sessionnels requérant expédition
immédiate.
Journal et appendices français.
- J.J. Foote. — Bills anglais, caractères tenus debout.
Statuts anglais.
Documents sessionnels requérant distribution immédiate.
Journal et appendices anglais.
Votes et délibérations et ordres du jour de l'Assemblée législative.

- N. Duvernay. — Rapports des départements et documents sessionnels ne requérant pas une expédition immédiate.

- H. Fabre. — Ordre du jour,
Procès-verbaux, et
Journal du Conseil législatif.

Introduction de bills:

M. J. PICARD (Richmond-Wolfe): Demande la permission d'introduire un bill pour amender l'acte 27e Vict., chap. 9, concernant la vente des terres par les municipalités.

Accordé.

Interpellations:

Magistrats de district

M. J. PICARD (Richmond-Wolfe): Demande si c'est l'intention du gouvernement de nommer sous peu des magistrats stipendiaires pour et dans tous les districts de cette province, ou d'introduire pendant cette session une mesure pour augmenter les pouvoirs des juges de paix, avec classification des différentes espèces de délits qui pourraient et devraient être sommairement jugés par eux.

L'HONORABLE G. OUMET (Deux-Montagnes): C'est l'intention du gouvernement de nommer des magistrats de district, après le 1er janvier. Le gouvernement a attendu jusqu'à cette époque parce qu'alors les lois criminelles seront en vigueur.

Partage de la dette

M. H.-G. JOLY (Lotbinière): Propose que le retard à régler le partage de l'excédent de la dette de l'ancienne province du Canada, entre les provinces de Québec et de l'Ontario, est préjudiciable aux intérêts de cette province.

Il n'y a pas le moindre doute qu'il y a eu un délai, un retard considérable dans le règlement de cette importante affaire. Maintenant, à qui doit-on faire des reproches, donner le blâme? Est-ce au gouvernement de Québec, à celui de l'Ontario, ou au gouvernement fédéral? C'est ce que l'on ignore. Les explications données sur la question par l'honorable député de Brôme ne facilitent pas davantage la chose. Si le gouvernement sent qu'il n'est pas responsable du retard du règlement de cette affaire, il ne s'opposera pas à la motion; si au contraire il se sent responsable, il s'y opposera. Cette Chambre doit par un vote franc et sincère affirmer son opinion sur la question et suivre sous ce rapport l'exemple donné il y a quelque temps par la Législature de l'Ontario: dans un vote de censure contre le gouvernement, ce dernier a été battu.

En songeant à ma motion, je me suis dit: si le gouvernement sent qu'il n'est pas responsable, il ne s'opposera pas à ma motion. Dans le cas contraire, il la combattra. J'attends sa réponse.

Il peut se faire que le blâme soit ailleurs qu'ici et, dans ce cas, nous pourrions le dire. Nous avons un précédent pour nous guider en cette circonstance. La Législature de l'Ontario ne vient-elle pas de déclarer que le gouvernement fédéral a eu tort de changer le subside de la Nouvelle-Ecosse? Si le blâme doit être imputé ailleurs et si nous n'osons pas le dire, nous diminuerons le prestige de la Chambre et son influence.

On a dit que, grâce au retard, M. Dunkin a pu faire retrancher \$1,700,000 du montant de la dette des provinces. Je ne crois pas que cette

diminution soit due au retard. Certainement, l'on n'admettrait pas une excuse de ce genre dans les affaires d'un particulier. Tout cela veut simplement dire que la première fois qu'on s'est occupé de la chose, l'on a découvert l'erreur. Cette découverte n'est pas le résultat du travail, mais a été faite immédiatement.

Je fais cette remarque pour établir que la première partie de ma motion est appuyée sur le bon sens. Quand à la seconde partie, qui déclare que le retard est préjudiciable aux intérêts de la province, tout en prouve la vérité. Car tant que cette question ne sera pas réglée, notre état financier ne le sera pas, et M. Dunkin l'a dit lui-même dans son exposé financier, l'an dernier; et je demande au gouvernement s'il n'est pas de cette opinion.

Il résulte des explications de M. Dunkin qu'il n'y a pas moyen de savoir sur qui retombe la responsabilité de ces retards.

Dans l'avant-dernière séance, l'honorable député de Montmorency m'a dit que je ne pouvais discuter sérieusement. Soit, j'admets le reproche; mais je dirai aussi que je ne demandais que des explications au ministère. Dans le retard apporté au règlement de la question d'arbitrage, il y a certainement quelqu'un à blâmer; quand même je ne discuterais pas sérieusement, comme on s'est plu à le dire, je dirai néanmoins que j'éprouve le besoin de blâmer quelqu'un et cette Chambre doit nécessairement partager mon opinion; c'est d'ailleurs son devoir et c'est aussi son devoir de faire connaître ce qu'elle pense à ce sujet.

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVEAU (Québec-Comté): On a dit de nos anciens compatriotes que c'était leur tort de traiter en riant les choses sérieuses et sérieusement les affaires légères. M. Joly me les rappelle.

Le député de Lotbinière paraît extrêmement piqué d'un reproche qu'on lui a fait quelque part sur sa manière de discuter. Dans tous les cas, il s'est refait aujourd'hui en traitant fort sérieusement un sujet fort léger. Il dit que, si le gouvernement de Québec n'est pas coupable, il laissera passer cette motion et que, dans le cas contraire, il la combattra.

Mais que veut-il dire? Il nous dit qu'il veut blâmer quelqu'un, mais il ne sait pas qui. Je crois que la Chambre ne fera pas comme lui et qu'elle ne blâmera que lorsqu'elle connaîtra le coupable.

La motion déguise habilement un vote de non-confiance et cadre peu avec cette loyauté, ces innombrables vertus que j'aime à lui reconnaître, lorsque je les vois, et qu'il énumère pour en faire la préface obligée de tous ses discours.

Cette motion perfide contient des vérités dignes de M. Lapalisse et, quand il dit que le retard est regrettable, il ferait bien d'ajouter qu'il est fâcheux que nous ayons une dette.

Pour ma part, je ne sais pas où est le coupable et je crois qu'il n'y a pas de coupable.

Si M. Joly avait voulu procéder avec loyauté, il aurait dû attendre, et surtout attendre que les documents qu'il a demandés fussent devant la Chambre.

Je n'accuse personne, mais je dis que ce n'est qu'au mois de novembre 1868 que l'on a pu avoir un état de la dette, et cependant M. Joly parle comme si nous eussions dû régler la question lors de la Confédération, voir clair de suite dans ces matières embrouillées, compliquées. Cependant, ce n'est qu'après de longues discussions auxquelles j'ai pris part dans la mesure de mes forces, avec M. Dunkin et M. Drolet, que nous avons pu l'été dernier arrêter les bases de l'arrangement.

Avant d'en arriver à ce point, il nous a fallu contrôler les comptes et voir si nos intérêts n'étaient pas en danger. Les faits prouvent qu'il ne fallait pas procéder vite et vite, mais de façon à ne rien perdre.

L'honorable député vient nous dire que l'on aurait dû procéder au partage de la dette avant de procéder par arbitrage. Mais l'honorable député qui appartient, je crois, à la profession de notaire, doit savoir qu'il faut faire un inventaire avant de régler une succession.

On ignorait quand l'on a commencé à siéger quel était l'état de la dette et ce n'a été que dans l'automne de 1868 que l'on a pu en avoir un état approximatif. Je ferai remarquer à cette Chambre que l'on aurait pu retarder volontairement l'examen de la question pendant cinq à six mois et donner pour raison que l'on gagnerait pour Québec une somme énorme par ce retard.

Les matières soumises à notre attention ne sont pas des choses comprises à première vue. Et encore, à l'heure qu'il est, l'auditeur d'Ottawa nous dit que des comptes pour un montant considérable sont sujets à vérification. Et M. Joly nous paraît croire que l'on pouvait deviner ces choses. Il aurait mieux valu dire qu'il s'est levé pour critiquer au hasard; il ne sait qui ni quoi. Voilà sa position. Il me semble que si l'on devait nous adresser un reproche, ce ne serait pas d'avoir disputé pied à pied et pouce à pouce le terrain en face d'adversaires puissants.

J'ai regretté que l'honorable M. Joly, dont la loyauté menace de passer en proverbe, ait lancé tant de traits à l'honorable M. Dunkin et parlé de ce qu'il appelle sa lenteur. Il me semble que, lorsqu'on charge un homme d'une affaire importante, il faut lui laisser sa liberté d'action. Il faut qu'on le traite au moins comme un avocat chargé d'une cause. Il a le droit de choisir son temps.

Malgré toutes ses attaques contre le ministère, m'est avis que le député de Lotbinière lui garde encore plus de confiance qu'il ne le croit. Si je me rappelle bien, il y a deux séances, une question relative à l'administration de la justice était sous discussion. A ce sujet, quelqu'un a dit que l'on devait accorder sous ce rapport la plus grande confiance au gouvernement; l'honorable député a alors gardé le silence et, par ce silence, a protesté de sa confiance dans le ministère.

M. H.-G. JOLY (Lotbinière): Je n'ai rien approuvé, je n'ai rien dit.

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVEAU (Québec-Comté): Qui ne dit mot consent, c'est un proverbe que l'honorable député connaît. Il a gardé le silence et j'ai droit de m'en prévaloir.

Après plusieurs jours de conférence à Ottawa, on a trouvé, sur le compte de la province de Québec, \$1,700,000 de trop. Cette somme a été immédiatement retranchée.

Le 17 août, le Parlement fédéral s'est réuni et a sanctionné la conférence d'Ottawa.

Le 23 septembre, les arbitres se sont réunis, mais il leur manquait des documents très importants. L'ajournement a eu lieu alors jusqu'au 23 octobre.

Maintenant, je sors de mon sujet pour donner les explications que M. Joly m'a demandées l'autre jour, relativement à M. Dunkin.

Le 23 octobre, M. Dunkin n'étant plus trésorier de la province et ayant jugé à propos d'accepter une place dans le gouvernement fédéral, tout ce que nous pouvions faire, c'était de remplir immédiatement la place vacante afin d'amener le moins de retard possible dans la marche des affaires. Le gouvernement crut devoir jeter les yeux sur un homme connaissant à fond la question d'arbitrage entre les provinces. En conséquence j'offris le portefeuille à l'honorable solliciteur général, M. Irvine, qui refusa. Je m'adressai alors à l'honorable ministre des Terres de la couronne, M. Beaubien, qui s'empressa aussi de refuser. Enfin, je demandai à M. Robertson s'il voulait bien se charger du portefeuille. Il répondit affirmativement. Il fallait au nouveau trésorier compulser tous les papiers; naturellement, la chose prit un peu de temps et, de cette manière, le retard dans le règlement de la question d'arbitrage peut s'expliquer.

En résumé, cette motion légère traitée sérieusement se réduit à dire qu'il y a eu des retards, c'est ce que tout le monde sait et c'est ce que personne ne conteste. Elle tend à faire retomber le blâme sur le gouvernement. Or, ici les opinions sont partagées. La Chambre ne blâmera rien du tout, excepté M. Joly.

M. P. BACHAND (Saint-Hyacinthe): La seule question devant la Chambre n'est pourtant que celle-ci: le retard à régler le partage de l'excédent de la dette de l'ancienne province du Canada, entre les provinces de Québec et de l'Ontario, est-il préjudiciable aux intérêts de cette province?

Tout le monde semble la résoudre affirmativement; et cette Chambre ne devrait pas hésiter un instant à la décider dans ce sens puisque déjà, elle a solennellement et unanimement fait cette déclaration.

Nul doute, donc, qu'il y a un retard, et que ce retard a été préjudiciable; et dans les circonstances actuelles, il convient de l'affirmer. Cela fera voir que l'on s'occupe de cette grande question et que c'est notre opinion qu'il faille

pousser, par tous les moyens possibles, ce règlement qui seul pourra nous faire connaître l'état véritable de notre position financière.

Mais, je suis surpris que le gouvernement croie qu'il faille éluder la question maintenant posée devant la Chambre, et s'écrier: c'est une question de non-confiance que comporte cette motion; fidèles satellites, accourez et défendez-vous; ne craignez pas de mentir aux votes que vous avez déjà donnés dans cette Chambre sur cette question. Et pour justifier cette attitude, l'on plaide circonstances atténuantes; qu'il y a eu retard, c'est vrai, mais qu'il n'a pas été bien long, que d'ailleurs, en temporisant, on a fait des découvertes; un million sept cent mille piastres ont été ainsi gagnés pour la province; et l'on ose, fort mal à propos à mon avis, faire l'histoire du travail et des efforts faits par la province de Québec pour le règlement du partage.

Mon intention n'était pas de m'occuper des causes de ce retard ni de ce qui avait été fait par le trésorier et le gouvernement pour obtenir la solution de cette question. Mais puisque l'honorable premier ministre (comme l'a fait aussi l'autre jour l'honorable député de Brôme) se rabat sur l'ouvrage qui a été fait et ne manque pas de décerner l'éloge à cette occasion à son ex-collègue, je suis obligé de répondre à cela quelques mots.

Deux années et demie se sont déjà écoulées depuis que cette question d'arbitrage est pendante. Trois sessions, y comprise celle-ci, ont déjà eu lieu. Et qu'a-t-on fait cependant? Rien. A l'heure qu'il est, on est obligé de l'avouer et de plaider circonstances atténuantes.

A la première session, pour s'excuser de ce qu'on n'avait rien fait, l'on alléguait les élections générales, le déménagement et l'organisation des départements; six mois pourtant s'étaient déjà écoulés. A la deuxième session, rien encore n'avait été fait; les arbitres ne s'étaient pas mieux réunis, pour l'excellente raison que les plaideurs n'étaient pas tous prêts. Je demandai alors de faire mettre devant la Chambre au moins ce qui établirait le travail fait. L'on me dit que tout allait bien, mais qu'il n'était pas prudent ni convenable de faire connaître ce que l'on avait fait; que notre position pouvait être compromise. Je ne comprenais véritablement pas en quoi cela n'était pas convenable et quelle raison d'Etat pouvait s'y opposer, surtout quand je voyais, à peu près dans le même temps, le gouvernement de l'Ontario mettre devant la Chambre et le public la correspondance que je demandais. Mais enfin, devant l'opposition ministérielle j'ai dû céder.

Quelques jours après commence la session fédérale. La demande que j'avais faite ici est renouvelée à Ottawa. La correspondance est mise devant la Chambre et publiée. J'eus le plaisir d'en recevoir une copie que j'ai maintenant en main. Je la lus. De suite, je découvris cette raison de diplomatie que l'on n'avait pas voulu m'expliquer. C'est que l'Ontario et Otta-

wa avaient considérablement élaboré les questions qui devaient être soumises aux arbitres, tandis que Québec, qui avait pour tout autant d'intérêt, n'avait rien fait.

Dans cette volumineuse correspondance, pour montrer l'intérêt que cette province prenait à la question, l'on y trouve trois lettres seulement portant la signature de l'honorable représentant de Brôme. La première date du 23 juin et accuse réception d'une lettre de M. Langton; l'autre est datée du 9 novembre; elle conteste quelques parties d'une lettre de l'honorable M. Rose; la troisième est du 30 janvier dernier; l'honorable député y dit qu'étant malade, il ne peut procéder.

Maintenant, je le demande, est-ce là s'occuper d'une question aussi importante? Est-ce là bien représenter ces intérêts d'une importance que l'on appelle vitale pour la province? Si l'on prétend que cette correspondance ne contient pas tout ce qui a été fait, qu'on le dise.

Mais encore, qu'a-t-on fait depuis la dernière session dans le sens de la solution de la question? Nous verrons les documents officiels, dit-on. Mais n'en connaissons-nous pas déjà le contenu? N'a-t-on pas assez avoué pour dire que l'on n'a pas même étudié la question: que l'on ne s'est pas même procuré les documents et états de comptes qui sont nécessaires pour soumettre la cause aux arbitres? Et pourquoi? Est-ce que l'on ne sait pas où les prendre? Ne savait-on pas qu'en allant à Ottawa, on les aurait trouvés de suite? Où a-t-on pris les documents qui ont fait gagner à la province ces \$1,700,000 et dont la découverte n'a pu être faite qu'en temporisant? N'ont-ils pas été pris à Ottawa, endroit où l'on trouve tous les renseignements nécessaires pour le règlement de l'arbitrage? Mais voyez de quelle manière on a été obligé de forcer l'honorable représentant de Brôme à avancer et de ne plus retarder les autres parties intéressées et les arbitres?

Voyez, à une séance enfin, les arbitres disent: aujourd'hui, il faut procéder; l'Ontario et Ottawa sont prêts. Mais, s'empresse de répondre l'honorable député de Brôme, moi, je ne suis pas prêt, il me manque des documents très importants; je ne puis procéder sans eux. Vous aviez promis de les avoir aujourd'hui; vous avez eu le temps de vous les procurer. N'importe, je ne les ai pas, mais je les aurai à la prochaine réunion des arbitres. Les documents se préparent, la séance approche; tout va être prêt, il faut un expédient. On le cherche, on le trouve. La séance s'ouvre et on dit aux arbitres et aux représentants de l'Ontario et d'Ottawa: je n'ai plus besoin de documents, j'ai résigné!

Pourquoi ne pas avoir procédé le 23 octobre? "J'avais résigné", me répond l'honorable député de Brôme. Mais pourquoi alors avoir résigné? Pourquoi avoir abandonné son poste dans des circonstances aussi importantes? Pourquoi avoir abandonné une si grande cause pour se ranger du côté de la partie adverse?

Je pense que, si je lisais la partie du discours

de l'honorable député, que je tiens en mains, l'on en trouverait la raison; je ne le lirai cependant pas, si l'honorable député ne me le permet pas.

L'honorable premier ministre dit: Voyez comme on serait injuste de prétendre que rien n'a été fait? Nous avons gagné bien certainement pour la province \$1,700,000. Assertion étrange! Vous avez gagné \$1,700,000. Qui nous les a donc accordés? Les arbitres? Mais le 31 août, on ne savait pas encore comment procéder; et ce n'est que ce jour-là que l'on a commencé à préparer les votes de l'arbitrage. Je ne puis nullement avoir de la reconnaissance à l'honorable représentant de Brôme pour son \$1,700,000.

Si la province n'est pas chargée de ce \$1,700,000, c'est parce qu'elle ne devait pas l'être. D'ailleurs, il ne s'agit pas de mettre à la charge de la province ou d'ôter de sa part de responsabilité des sommes non dues, mais de déterminer cette part suivant la loi qu'il est assez facile de connaître. Avec plus de diligence que l'on a mise, il n'y a pas de doute que l'on verrait maintenant la solution de cette question.

Tout importante qu'elle soit, cette question se décide d'après les principes ordinaires. Trois parties sont en cause; chacune fait sa réclamation, l'autre y répond; la réponse et sa réplique, si c'est nécessaire; la cause s'instruit et le tribunal (les arbitres) décide. C'est alors que l'on voit qui a gagné des millions ou en a perdus. Et je n'appellerai pas avoir gagné ces \$1,700,000 s'il n'y avait aucune raison valable pour les réclamer et s'ils ont été mis dans la réclamation comme cela arrive souvent dans toute réclamation devant les tribunaux, on demande le plus gros montant pour être certain que l'on a bien tout réclaté.

Je suis entré dans ces particularités, non pas parce qu'elles étaient nécessaires pour discuter cette question où le retard à régler définitivement cette affaire du partage était préjudiciable à la province. Mais parce que l'on m'a forcé d'en parler.

Nous devons nous restreindre à cette question et la Chambre ne doit que se demander: le fait du non-règlement du partage du surplus de la dette publique est-il un préjudice à la province? Chaque député de cette Chambre n'a pour répondre à la question qu'à se rappeler les déclarations des membres du gouvernement faites à maintes reprises dans cette Chambre et ailleurs, que tant que l'incertitude régnera dans nos finances, il sera impossible d'introduire de grandes mesures et de se jeter dans de grandes entreprises, et que cette incertitude de l'état de nos finances existera tant que le partage du surplus de la dette publique ne sera pas fait. Cette Chambre n'a aussi qu'à se rappeler les deux votes unanimes qu'elles a donnés sur les adresses en réponse aux discours du trône, à l'ouverture des deux premières sessions de ce parlement. Dans ces deux adresses, la Chambre déclare qu'elle regrette, avec Son Excellence le

lieutenant-gouverneur, que le partage de l'excédent de la dette publique n'ait pu encore être fait; que, jusque-là, il faudra ajourner les grandes mesures d'intérêt public, qui pourraient entraîner la province dans de grandes dépenses.

La Chambre pourrait aussi consulter le rapport qui vient d'être publié, de l'honorable commissaire de l'Agriculture et des Travaux publics; elle y trouvera, là encore, qu'il y est déclaré, que cette incertitude dans l'état de nos finances a empêché le gouvernement de faire autant qu'il aurait désiré faire pour l'agriculture et la colonisation.

Nous ne devons donc avoir aucune raison de voter contre la motion qui est devant la Chambre. Au contraire, les honorables membres de cette Chambre se contrediraient de la manière la plus formelle et contrediraient les faits et les déclarations des membres du gouvernement, en repoussant cette motion.

L'HONORABLE C. DUNKIN (Brôme): La conduite de l'Opposition me rappelle un refrain que l'on chantait dans le bon ou le mauvais vieux temps:

"S'il pleut, s'il y a des cahots,

C'est la faute à Papineau"

Cette habitude de vouloir toujours blâmer quelqu'un est ridicule.

C'est une chose absurde de condamner Outaouais ici. Pourquoi ne pas le faire là-bas? C'est contre l'Ontario que la motion est dirigée, c'est ridicule. La motion doit vouloir dire que c'est le gouvernement de Québec qui est coupable, autrement elle est un non-sens. En définitive, on nous attribue le retard, est-ce que le député de Saint-Hyacinthe (M. Bachand) est de l'opinion que la question du montant de la dette est du ressort des arbitres?

M. P. BACHAND (Saint-Hyacinthe): Oui.

L'HONORABLE C. DUNKIN (Brôme): Eh monsieur, je suis obligé de vous dire que vous ne savez pas vos lettres en cette matière. Il est admis partout que les arbitres n'ont rien à y voir. M. Bachand dit qu'il ne doit pas m'être reconnaissant d'avoir découvert l'erreur de \$1,700,000. Eh bien, je lui dis que si nous n'avions pas trouvé cette erreur, l'on aurait simplement porté les chiffres officiels dans les délibérations. Notre position aurait été bien pénible.

Si M. Bachand voulait lire la correspondance à laquelle il fait allusion, il verrait que les prétentions émises par un autre officier que moi ont été repoussées.

Ce n'est qu'en novembre 1867 que nous avons eu les chiffres de la province, et ce n'est qu'en février 1869 que nous avons acquis la certitude que nous avions tous les chiffres. La Puissance n'a accepté le règlement de Montréal que le 17 août. Le 31, nous nous sommes réunis.

Les trois arbitres avaient des affaires à régler

et, en ce moment, M. Rose a dû se rendre à Washington. Les arbitres ont dit alors qu'il valait mieux s'ajourner. Est-ce qu'on peut me faire des reproches de ce retard? J'ai demandé un inventaire afin de jeter plus de clarté sur la question. Les arbitres y ont consenti et prolongé l'ajournement.

Quelques jours après, je fus nommé ministre fédéral. Pourquoi ai-je donné ma démission comme trésorier? Parce que j'ai cru me rendre plus utile là-bas à la province de Québec. Quand même je n'aurais pas donné ma démission, la question n'aurait pu être décidée alors. La Chambre sait que la Législature de l'Ontario devait se rassembler le 3 novembre. Il y avait une dizaine de jours entre ces deux dates, 23 octobre et 3 novembre. Ainsi qu'aurions-nous pu faire pendant ces jours? M. Wood aurait été forcé de partir pour Toronto. Voilà la question, voilà ce que l'on n'a pas encore voulu voir.

M. S. R. BELLINGHAM (Argenteuil): Demande des explications en anglais.

L'HONORABLE C. IRVINE (Mégantic): Regretted that Mr. Bellingham was not present when Mr. Dunkin gave his explanations on Monday night. (Here, he read the motion of Mr. Joly.) While it might be desirable to obtain an immediate settlement of the question, he did not think any harm resulted in a delay, more particularly if that delay turned to our profit. The surplus debt had to be divided between the Provinces and, as there was no power given to the arbitrators in the Union Act to settle the amount of that surplus, it became necessary to arrive at it by agreement. It was clear that the amount of that surplus had to be defined and settled before any arrangement could be arrived at in its distribution. The delay was one which could not be dispensed with; it was time spent but not time wasted because the result of the delay turned out favorably to this Province. Here, he reviewed the different causes of the delay, as explained by the Honourable Mr. Dunkin, and in answer to Mr. Bachand, said that the ex-Treasurer, in accepting office under the Dominion Parliament, did it in the interest of his country.

M. F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): L'honorable premier ministre a fait appel, il y a un instant, à ma modeste expérience professionnelle pour prouver à l'honorable député de Lotbinière qu'il n'a pas procédé régulièrement avec sa motion, et il me demande si, lorsqu'il s'agit de constater les forces d'une succession, l'on ne commence pas par prendre connaissance des documents qui s'y rattachent. Je répondrai à l'honorable ministre qu'en effet, dans ces circonstances, la production de toutes les pièces justificatives est indispensable, et j'ajouterai qu'il est une autre nécessité à laquelle on est inévitablement soumis en pareil cas, c'est celle qui nous oblige d'attendre la mort du malade

avant de toucher à sa succession. Les personnes chargées de constater l'état des affaires de la Puissance du Canada paraissent subir cette nécessité et elles attendront, sans doute, jusqu'à ce que ce grand malade ait passé de vie à trépas pour livrer à la connaissance des parties intéressées un compte exact de ses affaires.

Je crois cependant que, dans le cas actuel, il est permis de procéder différemment, et la production des documents devient inutile à la discussion du moment que le moteur de la résolution déclare, comme il l'a fait avec une courtoisie dont on devrait lui tenir compte, qu'il accepte, à la place de ces documents, la parole de l'ex-trésorier de la province, l'honorable député de Brôme.

On cherche à justifier les retards apportés au règlement du surplus de la dette de l'ancienne province en disant que ce système de temporisation a profité énormément à la province de Québec, et l'on cite pour preuve une déduction de \$1,700,000 obtenue en conséquence. Avec de pareilles théories, on peut aller loin et je suis surpris que l'on n'ait pas prétendu qu'en prolongeant indéfiniment le règlement en question, on finirait par obtenir l'extinction complète de la dette publique, par prescription.

Il est malheureusement trop évident, quoi qu'on en dise, que tous ces retards, au lieu de nous profiter, aggravent notre position de jour en jour et compromettent le bon fonctionnement de nos institutions politiques. La prétention de nos adversaires est d'ailleurs très peu flatteuse pour les personnes chargées de cette importante affaire. Si elles sont intelligentes et honnêtes, comme je ne veux pas en douter, je ne comprends pas qu'il ait fallu plus de deux ans à l'honorable représentant de Brôme pour les faire consentir à nous exempter du paiement de cette grosse somme de \$1,700,000. Il est, dans tous les cas, une chose bien établie, c'est que, depuis la nomination des arbitres, les parties engagées dans ce travail ont agi avec une lenteur désespérante attribuée par le trésorier de l'Ontario aux négligences de l'honorable député de Brôme.

L'HONORABLE C. DUNKIN (Brôme): Mais j'ai déjà contesté devant la Chambre l'exactitude de cette prétention.

M. F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): Alors, l'honorable député nie positivement l'avancé du trésorier de l'Ontario, lorsque celui-ci dit, dans son rapport, que les arbitres ont fait dans leurs registres une entrée constatant que le représentant de Québec était en défaut?

L'HONORABLE C. DUNKIN (Brôme): Certainement, et pour preuve, voici une copie des procédés de l'arbitrage que je vais lui lire.

M. F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): J'accepte le dénégation de l'honorable député et je prie la Chambre de prendre acte de cette

contradiction entre les paroles des représentants des deux provinces. En attendant que toutes ces choses s'éclaircissent, il est un point sur lequel tout le monde doit rester d'accord, c'est que tous ces retards, quelle que soit leur cause, sont préjudiciables aux intérêts de cette province.

L'HONORABLE M. DUNKIN (Brôme): Mais il n'y a pas eu de retards inutiles.

M. F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): Comment l'honorable député peut-il soutenir cette prétention lorsque lui-même, à la dernière session, sentait déjà la nécessité d'expliquer les retards qui existaient dès cette époque? Cette Chambre a sans doute conservé dans sa mémoire le touchant et douloureux récit qu'il nous fit alors de ses innombrables voyages à la recherche des parties chargées avec lui du règlement des comptes dont nous nous occupons.

Si, dès la dernière session, l'on était en retard, et si ce retard paraissait alors assez préjudiciable aux intérêts de la province pour nécessiter des explications aussi détaillées que celles que l'honorable député nous en donna, un nouveau retard d'un an n'a évidemment rien amélioré. Au contraire, les choses sont devenues tellement embarrassantes que les parties concernées ont fini par s'en accuser réciproquement.

Le premier ministre reprochait l'autre jour au député de Lotbinière de ne pas prendre assez au sérieux les explications données par le député de Brôme sur les nouveaux retards dont nous nous plaignons. J'avoue qu'en entendant cet étrange récit, je n'ai pu m'exempter de partager l'hilarité de mon honorable collègue.

Ces explications de l'ex-trésorier se résument à ceci: après deux ans de retard et de poursuites de part et d'autre, on finit par se rencontrer à Montréal le 24 juillet dernier, pour la première fois. Dans le cours de deux ou trois sessions, la convention en arrive à un quasi-arrangement, almost a settlement, et l'on se sépare pour prendre le temps de la réflexion. Le 17 août, le gouvernement fédéral notifie les gouvernements locaux qu'il a enfin établi les bases de l'arrangement; mais une différence de quelques piastres, dit l'ex-trésorier, l'empêcha d'accepter ces bases.

Le 31 août, on se réunit à Ottawa, mais, par malheur, l'honorable M. Rose avait à se rendre pour quelques jours à Washington, pour des affaires d'État, et force fut de s'ajourner de nouveau.

L'HONORABLE M. DUNKIN (Brôme): L'honorable député se trompe. Ce n'étaient pas des affaires d'État qui appelaient M. Rose à Washington, il s'y trouvait engagé avec M. le juge Day dans un arbitrage important; ces deux messieurs étant obligés de partir, nous avons cru devoir ajourner pour quelques jours.

M. F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): La dénegation de l'honorable député ne prouve

qu'une chose, c'est que les personnes chargées du règlement de notre dette l'ont subordonné à leurs affaires particulières et pendant que les honorables MM. Rose et Day étaient engagés dans des missions in partibus, nos intérêts restaient en souffrance. Je reprends le récit de l'honorable ex-trésorier. L'ajournement devenait, en outre, nécessaire, d'après les paroles de l'honorable député, par suite de la nécessité où se trouvaient ces messieurs de prendre connaissance de la 4^e cédula de l'Acte d'Union. Ils n'avaient pu jusqu'alors, vu leurs nombreuses occupations, examiner cet important document!

On convient donc d'ajourner au 22 septembre; mais, par malheur, le 22 septembre est un mercredi, et pour des raisons que l'honorable ex-trésorier n'explique pas, un des arbitres ne voyage pas le mercredi...

L'HONORABLE M. DUNKIN (Brôme): J'expliquerai tout cela.

M. F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): A la bonne heure. Le 7 octobre est alors choisi par M. Dunkin et il le télégraphie à Ottawa et à Toronto. Mais, nouvelle fatalité, cette malheureuse date tombe un jeudi et M. Wood répond à M. Dunkin que l'honorable J.-H. Cameron, son conseil, ne voyage pas le jeudi.

L'HONORABLE M. DUNKIN (Brôme): Oh! mais l'honorable député veut plaisanter.

M. F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): Point du tout. Voici vos dates et vos propres paroles que j'ai recueillies. Le jour qui convient à M. Cameron est le 12. Mais le 12 est encore un de ces jours où l'un des arbitres ne se dérange pas.

L'HONORABLE C. DUNKIN (Brôme): Oh! mais ça devient embêtant!

M. F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): Après mûre réflexion, M. Dunkin est sur le point de choisir le 20 octobre; tout à coup, il lui survient à la mémoire que c'est précisément le jour choisi pour une réunion du Conseil de l'Instruction publique, et il fait, en définitive, le choix du 23. A cette date mémorable, toutes les parties étaient rendues à leurs postes avec armes et bagages. M. Dunkin seul se faisait attendre. Il arrive enfin et d'un air plus ou moins composé, il dit à ses collègues: "Mes chers amis, je suis désolé; il vient de m'arriver un malheur! On m'a nommé ministre fédéral et je n'ai pu me dispenser d'accepter cette charge. Je vous prie donc de m'excuser et...tâchez de vous entendre."

C'est ainsi que l'on a retardé jusqu'à ce qu'il fût enfin trop tard, et les travaux du Parlement de l'Ontario devant commencer dans quelques jours, on ajourna une dernière fois sine die.

Maintenant, à la suite des nombreux incidents que je viens de retracer après l'honorable

ex-trésorier, le ministère se présente devant cette Chambre avec toutes les apparences d'une parfaite tranquillité de conscience. Je ne veux pas cependant lui faire l'injure de croire qu'il n'a pas conscience de ses torts.

A six heures, la Chambre interrompt ses travaux.

Reprise de la séance à sept heures et demie

Message du Conseil législatif:

Le Conseil législatif a passé le bill intitulé: Acte pour amender la loi relative à la constitution de la cour Supérieure, sans amendement.

**Société de numismatique
et d'archéologie de Montréal**

M. E. CARTER (Montréal-Centre): Propose, selon l'ordre du jour, la deuxième lecture du bill incorporant la société de numismatique et d'archéologie de Montréal.

Adopté.

Union Saint-Joseph de Farnham

M. J. S. BRIGHAM (Missisquoi): Propose, selon l'ordre du jour, la deuxième lecture du bill incorporant l'union Saint-Joseph de Farnham.

Adopté.

Société calédonienne de Montréal

M. L. R. CHURCH (Ottawa): Propose, selon l'ordre du jour, la deuxième lecture du bill incorporant la société calédonienne de Montréal.

Adopté.

Partage de la dette

M. F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): Je ne retiendrai pas la Chambre longtemps. Je tiens à me résumer; un des arguments du député de Saint-Hyacinthe (M. Bachand) me semble irréfutable et je veux insister sur ce point. A la dernière session, cette Chambre disait en réponse au discours du trône: "Nous regrettons que le partage de la dette n'ait pas eu lieu et que nous soyons encore dans l'incertitude sur cette question".

Dès l'an dernier, le gouvernement sentait que ces retards étaient préjudiciables, ils doivent l'être encore plus cette année. L'espace de douze mois ne doit pas avoir amélioré la position. Il me semble que les députés qui ont voté pour le discours du trône doivent voter pour la motion du chef de l'Opposition. Personne ne peut nier qu'il y ait eu délai et qu'il soit préjudiciable. On nous dit qu'il est dû à des causes qu'on n'explique pas trop. S'il y a eu des retards, c'est qu'il y a quelque défaut dans le ministère et, comme le disait un membre de cette Chambre qui a de l'expérience, c'est qu'il y a des frottements.

Si le gouvernement prétend que cette motion est un vote de non confiance, il accepte la responsabilité du délai.

M. E. J. HEMMING (Arthabaska): Dit qu'il ne peut pas voir l'avantage de cette proposition.

Il ne lui semble pas avantageux de voter non-confiance dans le ministère. Cette proposition est également prématurée. Les délais étaient inévitables, tout en étant à l'avantage de la province. Il est injuste de croire que l'on pouvait régler une affaire aussi importante dans des délais très courts. Cette proposition fait suite à des documents déposés devant l'Assemblée d'Ontario. J'espère qu'aucun membre de cette Chambre ne s'en occupera.

M. J.-A. CHAPLEAU (Terrebonne): L'habile mais malheureux chef de la "loyale Opposition de Sa Majesté" s'est enfin décidé à affirmer encore une fois son existence politique en cette Chambre. Le sort de cette tentative n'est pas douteux, chacun le sait. Comme auparavant, le bon sens de la Chambre fera justice de cette production maladive, en l'étouffant à sa naissance. J'ai peut-être tort pourtant d'annoncer d'avantage ce résultat, le moteur de la proposition pourrait bien le retirer, car on sait, comme le disait un écrivain aussi malin que spirituel, que ces honorables messieurs ont le repentir plus prompt que la répartie.

Je ne me serais pas levé de mon siège, en cette circonstance, Monsieur l'Orateur, car je ne crois pas pouvoir jeter la lumière sur la question que l'on discute. Les explications si claires, si concluantes de l'honorable député de Brôme, suffisent, je le sais, pour satisfaire les plus exigeants, pour peu qu'ils soient justes; mais, Monsieur l'Orateur, je n'ai pu résister au sentiment pénible produit sur moi par la motion de l'honorable député de Lotbinière; sentiment pénible pour l'attaque injuste, et la censure odieuse que comporte cette motion à l'égard de l'ex-trésorier de cette province; sentiment pénible par la pitié que m'inspirent l'impuissance et la maladresse des auteurs de cette motion.

L'honorable député de Lotbinière est vraiment malheureux dans ses attaques contre le gouvernement; évidemment il n'est pas dans son rôle; il ferait mieux de continuer le chemin qu'il paraissait vouloir se tracer, à l'ouverture de ce Parlement, lorsqu'il déclarait ne pas vouloir se joindre à ses amis sur un vote important par sa portée politique, parce que ce vote comportait un vote de non-confiance dans le gouvernement. Il est vrai que cette déclaration solennelle en 1868 n'empêchait pas l'honorable député de voter dans un sens diamétralement opposé en 1869. Mais les changements d'opinion sont périodiques pour l'honorable député, qui ne connaît rien de plus propre à le faire reconnaître comme chef d'une Opposition loyale, que de venir, à chaque session, désavouer sa conduite et ses votes de la session précédente; témoin entre autres, sa dernière déclaration, à propos du bill sur l'agriculture.

Cependant, si l'honorable député épargne le gouvernement, il ne perd jamais l'occasion d'attaquer, par une critique amère, certains membres de cette Chambre qui ont, à ses yeux,

le tort d'être les appuis indépendants de ce gouvernement. L'honorable député se plaignait, l'autre jour, de ce que ces amis indépendants du ministère lui avaient reproché d'être trop poli vis-à-vis des honorables personnes qui siègent sur les bancs du Trésor, et d'être trop complimenteur pour elles. Je suis un de ceux qui ont fait cette remarque, Monsieur l'Orateur, non pas comme reproche, bien loin de là, mais comme expression d'opinion sur sa valeur comme chef d'une Opposition, et si l'honorable député désire le savoir dans cette Chambre même, je ne crains pas de le lui dire: on n'est pas chef de parti quand on n'a que des compliments ou des excuses à présenter à un gouvernement que l'on combat. L'urbanité, les belles manières, les grâces d'une politesse méticuleuse peuvent être l'apanage d'un gentilhomme, mais elles ne constituent pas l'homme politique.

Cependant si le ministère avait le monopole des gentilleses du chef de l'Opposition loyale de Sa Majesté, les amis du gouvernement, surtout ceux qui siègent en arrière des bancs du Trésor, étaient rarement épargnés, et pendant que les honorables ministres baissaient la tête pour saluer courtoisement leur aimable adversaire, nous étions sûrs de recevoir qui un coup de feu, qui une pierre, le plus souvent un pavé.

Eh bien, que l'honorable député de Lotbinière continue donc son procédé; ce régime sied mieux à sa constitution. Il connaît son impuissance comme chef de parti, qu'il cultive la critique personnelle, "cette puissance des impuissances" comme l'appelle un écrivain célèbre. Comme le disait cet auteur, à défaut de raison, ayez un peu de phrases et de style, à défaut de talent, ayez de la haine ou de l'envie; allez, ne craignez pas, vous ne serez pas épargnés; il est vrai que les flagellations ne vous effraient pas; on connaît votre patience tout évangélique à cet endroit. Vous riez; eh bien, riez; on sait que c'est votre dernier argument. C'était votre seule réponse quand l'honorable député de Montmorency vous donnait, l'autre jour, une fustigation aussi chrétiennement subie que justement méritée.

J'ai eu, un jour, l'honneur d'être appelé, par l'honorable député de Lotbinière, le chef de l'Opposition déloyale de Sa Majesté. Ma position a toujours été bien dessinée dans cette Chambre. Je suis un ami du gouvernement; il a ma confiance, mais jamais, surtout avec la pâle Opposition que nous voyons ici, je ne me refuserai d'exprimer mon opinion d'une manière indépendante sur une question, le gouvernement devrait-il trouver trop vifs ce que je considère des conseils à lui donner. Je l'ai fait à la dernière session sur deux ou trois questions, et j'ai eu, je ne dirai pas le plaisir mais au moins l'occasion de voir mon opinion confirmée par la plus haute autorité politique de la Puissance.

Mais je rougirais de faire au gouvernement une guerre injuste sur des questions qui ne peuvent amener aucun résultat pour le bien de

la société. Je n'ai peut-être pas eu, vis-à-vis le gouvernement que j'appuie, autant de belles manières que mon honorable collègue, dans les quelques occasions où je diffèrais d'opinion avec lui; j'en suis bien fâché, mais je ne suis pas assez grand seigneur pour être bon courtisan. Quand je pense quelque chose, je tâche de m'assurer de l'exactitude de mon opinion, et lorsque je me suis convaincu que je suis dans le vrai, je n'ai de révérences pour personne, quand j'émetts mon opinion. J'aime la franchise et la droiture et je ne serai jamais l'homme qui refuse à son collègue, sous le manteau d'une exception à la forme, le privilège d'enregistrer son vote sur une question où il se sera ouvertement exprimé, ainsi que l'honorable député l'a fait à mon égard, l'autre jour.

Aujourd'hui, je dis franchement et aussi énergiquement qu'il m'est possible de le faire, à l'honorable moteur de cette proposition et à ceux qui l'appuient, que cette motion est injuste et déplacée. Elle est injuste parce qu'à part le vote de non-confiance qu'elle implique, elle est une censure gratuite contre l'honorable député de Brôme dont le zèle, l'activité et le dévouement aux intérêts de cette province n'ont jamais été mis en doute par cette Chambre. Tout le monde sait que si quelqu'un s'est montré énergique dans ses efforts pour sauvegarder les intérêts de la province de Québec, dans le règlement de cette difficile question de l'arbitrage de la dette des provinces, c'est bien l'honorable ex-trésorier. Et comment! Après ses déclarations, ses explications lors de la demande des documents relativement à cette question, vous doutez encore de sa parole, et vous demandez à cette Chambre de lui donner un démenti éclatant par son vote! Non, vous vous trompez; vous voudriez peut-être dans votre ardent désir d'être utiles à votre pays, créer des difficultés à l'action du gouvernement, en soulevant des défiances et peut-être des animosités par ce débat intempestif? Et vous voudriez plus tard chanter votre sagesse en attribuant à la maladresse du pouvoir ce qui n'aurait été que le résultat de votre faux patriotisme?

Car, Monsieur l'Orateur, il n'y a pas à se le cacher; les hommes qui pensent un peu en politique savent très bien que cette question d'arbitrage et de division de la dette des provinces est une question extrêmement délicate, aussi difficile à résoudre qu'elle est importante à décider. Le sort futur de notre province dépend en partie de la solution de ce problème. Faut-il, dans une matière aussi délicate, précipiter follement une décision, lorsque la temporisation peut nous sauver des millions? La temporisation prudente n'est-elle pas le dernier mot d'une habile diplomatie? Nous avons déjà l'assurance qu'un montant considérable a été gagné par l'application de ce système, pourquoi donc blâmer injustement ce qui peut encore nous être si avantageux? Mais on va plus loin que cela, et on dit: l'honorable député de

Brôme n'aurait pas dû accepter un siège dans le gouvernement fédéral avant de conclure l'arbitrage. Etrange proposition! Comment? On sait que la question est vitale pour nous; on sait qu'il y a en présence des intérêts contradictoires que l'habileté seule d'un diplomate peut régler avantageusement; on sait, ou du moins on devrait savoir qu'il faut autant que possible se ménager des intelligences partout; on connaît le zèle que l'honorable député de Brôme a toujours déployé dans l'intérêt de cette province, et on lui fait un crime de ce qu'il accepte une charge où il est en état de nous rendre encore d'éminents services!

On fait plus; on a l'air de nier ses services passés, et on l'insulte au moment où il se trouve en pouvoir de nous être utile ou de nous faire repentir de notre illibéralité.

J'espère, Monsieur l'Orateur, que le bon vouloir de l'honorable ministre nous restera acquis dans sa nouvelle position, malgré cette attaque aussi injuste qu'insensée et que le bon sens de la Chambre écrasera, par un vote éclatant, ce chétif produit de l'impuissance politique d'une coterie de laquelle on est encore à se demander si c'est un parti sans chef ou un chef sans parti.

M. H.-G. JOLY (Lotbinière): Monsieur l'Orateur. En finissant son discours, l'honorable député de Terrebonne a déclaré qu'il n'avait pas l'intention d'éclairer la Chambre sur la question importante dont il s'agit; il n'avait pas besoin de le dire pour qu'on s'en aperçût; son discours se résume en une attaque personnelle contre moi. M'imaginant d'abord que l'honorable député allait parler de la question qui occupe la Chambre, j'avais commencé par prendre quelques notes pour lui répondre mais quand j'ai vu de quoi il s'agissait, j'ai cessé d'écrire.

L'honorable député a fait un usage aussi fréquent que peu parlementaire, des mots: "misère", "misérable pitié", "pitoyable", "absurde", etc., etc. Il m'a reproché d'avoir des bonnes manières; j'admets humblement que personne n'a un meilleur droit que lui de me faire ce reproche; avec la logique qui le caractérise, il m'a traité, dans la même phrase, de démocrate et de grand seigneur; il a fait appel, neuf fois de suite, à la loyale Opposition de Sa Majesté.

A propos de cette loyale Opposition l'on se rappelle sans doute que lorsque le gouvernement a introduit dans la dernière session une mesure indispensable au maintien des bons rapports qui doivent exister entre tous les citoyens de cette province, à quelque religion qu'ils appartiennent, je veux dire la loi des écoles, l'Opposition a compris qu'elle devait supporter le gouvernement dans cette mesure et elle l'a supporté. L'honorable député de Terrebonne, toujours si dévoué au gouvernement, a choisi cette question si dangereuse pour l'attaquer; tout le monde connaît ses motifs. Je lui

fis alors comprendre que l'Opposition loyale de Sa Majesté ne le reconnaissait pas comme un de ses membres, d'où il a tiré la conclusion (et j'avoue que je l'ai un peu aidé à arriver à ce résultat) qu'il faisait partie de l'Opposition déloyale de Sa Majesté. L'honorable député a de la peine à me pardonner cela, et c'est pourquoi, aujourd'hui, il nous salue si souvent du titre d'Opposition loyale; nous n'avons pas honte de ce titre et nous espérons continuer à le mériter. Mais j'ai déjà perdu trop de temps à répondre à l'honorable député et j'en fais mes excuses à la Chambre.

L'honorable premier ministre nous reproche très sérieusement de ne pas être assez sérieux. Il est difficile de maintenir son sérieux, après avoir entendu les explications de l'honorable député de Brôme, l'ex-trésorier. Au reste, je n'admets pas que, parce que nous sommes dans l'Opposition, nous devons avoir la figure aussi longue que si nous allions à un enterrement; c'est bon pour les ministres, avec le fardeau de l'Etat sur les épaules.

La motion que j'ai introduite a pour but de déclarer qu'il y a eu des retards dans le règlement du partage de la dette entre les deux provinces, et que ce retard est préjudiciable à la province de Québec. La Chambre, à l'unanimité, a admis ce fait, il y a déjà près d'un an, dans sa réponse au discours du trône, pendant la dernière session.

Aujourd'hui que onze mois se sont écoulés et que rien n'a été fait, va-t-elle maintenant décider qu'il n'y a pas eu de retard?

L'honorable premier ministre me demande à quoi sert ma motion? Elle sert à ceci, c'est que, si elle est adoptée, il sera encore une fois établi qu'après un nouveau délai de onze mois, il n'y a rien de fait.

Si le gouvernement se sent responsable du retard, il votera contre ma motion. S'il ne se sent pas responsable, il votera pour, car il est évident qu'il y a un retard. Sur qui tombera alors le blâme de ce retard? Sur ceux qui le méritent. Qui sont-ils? Les éclaircissements donnés par l'honorable député de Brôme ont assez bien obscurci la question qu'il n'est pas facile de décider. Si le gouvernement fédéral est à blâmer, pourquoi ne le blâmerions-nous pas? N'avons-nous pas un précédent dans le vote qui vient d'être donné par la Législature d'Ontario, où le ministère s'est joint à l'opposition pour blâmer le gouvernement fédéral d'avoir outrepasser les pouvoirs que lui donne la Constitution en augmentant le subside de la Nouvelle-Ecosse?

Mais, monsieur l'Orateur, la présente question est plus grave qu'on ne le pense. Plusieurs honorables députés du côté ministériel, pour excuser ce retard, ont parlé avec beaucoup de mystère des dispositions hostiles d'officiers subalternes, qui auraient causé ce retard. Cela demande explication: où s'exercent ces influences occultes? Où sont les coupables dont on cache les noms?

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVEAU (Québec-Comté): Hear! Hear!

M. J.-G. JOLY (Lotbinière): L'honorable premier ministre dit: hear, hear. En français, cela veut dire: écoutez, écoutez. L'honorable premier ministre a probablement voulu dire, en anglais, here, here, ici, ici. Est-ce jusqu'ici, dans l'enceinte de cette Chambre, que s'exerce cette influence occulte? S'il en est ainsi, que l'honorable ministre le dise, et cette Chambre le protégera.

Je défie les honorables ministres de dire à la Chambre en quoi consiste cette influence occulte, et j'attends leur réponse.

L'HONORABLE C. DUNKIN (Brôme): Il n'est pas pertinent de toucher à cette question.

M. H.-G. JOLY (Lotbinière): Pas de réponse. La Chambre remarquera ce fait, les honorables députés ne l'oublieront pas, quand ils voteront sur ma motion.

L'honorable premier ministre dit que, si l'on pouvait lui reprocher quelque chose, à lui et à ses collègues, c'était d'avoir combattu avec trop d'énergie, pied par pied, pouce par pouce, les prétentions du gouvernement fédéral. Je me plais à rendre justice à l'énergie indomptable qui caractérise l'honorable ministre, et, s'il veut voter pour ma motion, je l'amenderais en y ajoutant: "que le gouvernement de Québec a déployé trop d'énergie dans cette affaire".

L'on me dit: Vous avez fait une motion, lundi dernier, pour la production de tous les documents et correspondances qui ont trait à cette affaire. Pourquoi n'attendez-vous pas que ces documents soient produits, avant que de vouloir condamner? Cet argument a l'air sérieux, à première vue, mais voici ce que je répondrais: 1o Ces documents ne seront pas produits devant la Chambre, cette session; il y a une année que l'on a demandé des documents sur le même sujet; 2o Nous avons laissé passer ce neuvième paragraphe de l'adresse, où la Chambre exprime son bonheur d'apprendre que l'on avait tant fait pour régler cette question, sans nous y opposer, à cause de l'absence de l'honorable député de Brôme, qui, en sa qualité d'ex-trésorier de la province, était le seul qui pût donner des explications sur cette affaire. L'honorable ex-trésorier est revenu, et il s'est expliqué, sur la motion que j'avais faite pour ces documents. Me reprochera-t-on d'être injuste, si je prends ces explications, données par l'honorable ex-trésorier, que l'on ne soupçonnera pas de vouloir nuire à un gouvernement dont il faisait partie, (lors des retards dont nous nous plaignons), et si je dis: "après avoir entendu ces explications, toutes en faveur du gouvernement, je n'attendrais pas les documents, qui certainement ne peuvent rien ajouter, en faveur du gouvernement, et je soutiens qu'il y a eu un retard dans le règlement de cette affaire, — et un retard préjudiciable?" Ce serait comme si

une partie, dans un procès, se plaignait de ce qu'elle est traitée injustement, parce que l'on n'écoute qu'elle et que l'on n'écoute pas sa partie adverse.

Je ne commenterai pas les explications de l'honorable ex-trésorier. Le député de Saint-Jean s'est si bien acquitté de cette besogne qu'il a arraché à l'ex-trésorier cette exclamation, le plus bel éloge qui pût sortir de sa bouche: "Mais ça devient embêtant". Le mot est expressif, il ne faut en affaiblir la portée par aucun commentaire.

Quant à l'honorable député de Saint-Hyacinthe, il a positivement mis le gouvernement au pied du mur. Dans cette position désagréable, il ne restait qu'une chose à faire aux honorables ministres, c'était de sauter par-dessus le mur: c'est ce qu'ils ont fait. Ils se sont réfugiés sur un nouveau terrain et ils veulent y entraîner la Chambre. Il s'agit tout simplement, pour eux, de prétendre qu'au lieu de faire remonter tous les retards à plus de deux ans, ils ne doivent commencer à compter que du mois d'août de cette année et alors ils répètent en triomphe: "Ce n'est pas si long".

Il faut exceller dans l'art de fendre les cheveux, comme le député de Brôme, pour improviser ce nouveau moyen de défense. Il part du principe que ce n'était pas aux arbitres à fixer le montant de la dette à partager: que c'était seulement par un compromis entre les trois gouvernements d'Ottawa, de Québec et d'Ontario que le montant pouvait être réglé, et que tant que le montant total à partager n'était pas réglé, les arbitres ne pouvaient pas procéder. Très bien, jusque-là: mais l'honorable député continue en disant que ce compromis n'ayant été effectué que dans le mois d'août dernier, c'est seulement à partir de cette date que l'on doit commencer à calculer le temps qui a été pris pour régler le partage de la dette.

J'admettrais cette proposition s'il s'agissait seulement de faire le procès des arbitres, mais ce n'est pas la question aujourd'hui. Pourquoi les trois gouvernements ont-ils pris deux ans avant d'en arriver à ce compromis? C'est de ce délai de deux ans et de ses effets préjudiciables que nous nous plaignons principalement; c'est ce délai que l'honorable député de Brôme n'a pas même essayé d'expliquer, car il ne commence qu'au mois d'août dernier et nous prie de nous contenter de cela et de ne pas remonter plus haut.

L'honorable premier ministre, tout en niant qu'il y ait du retard, dit en même temps que ce retard a été fort avantageux à la province parce que, grâce à lui, l'on a démontré au gouvernement fédéral qu'il devait retrancher une somme de \$1,700,000, sur le montant qu'ils nous demandait.

Si j'osais demander à la Chambre d'appliquer à une question (dont le gouvernement fait un vote de non-confiance) les règles du simple bon sens, je lui demanderais de comparer le gouver-

nement à un particulier qui recevrait un compte et le garderait pendant deux ans dans sa poche sans l'ouvrir. Il rencontre son créancier, ouvre le compte; le premier item est une erreur, le créancier l'admet de suite et demande paiement du reste. Si le compte avait été examiné de suite, l'erreur eût été découverte de suite; le débiteur va-t-il passer pour un homme prudent ou un négligent? Et le gouvernement qui l'imité, et qui se vante du résultat, dans quelle catégorie doit-il être placé?

Dans l'adresse en réponse au discours du trône votée par cette Chambre à l'unanimité, le 21 janvier dernier, nous trouvons le paragraphe suivant: "Que nous regrettons avec Son Excellence que, par suite de circonstances en dehors du contrôle de son gouvernement, l'arbitrage ordonné par la constitution en ce qui concerne les dettes et les propriétés qui doivent être réparties entre cette province et celle d'Ontario, n'ait pas encore eu lieu et que nous admettons avec Son Excellence que l'incertitude qui par là règne encore sur nos ressources permanentes, retardera malheureusement la solution de plusieurs questions importantes qui sont nécessairement liées à celles de nos finances, etc." Et aujourd'hui, près de onze mois après, maintenant qu'il est établi que rien n'a été fait pour régler cette question, dont le règlement était tant à désirer, le gouvernement demande à la Chambre de décider qu'il n'y a pas eu de retard et que le retard n'est pas préjudiciable aux intérêts de la province!

L'HONORABLE C. DUNKIN (Brôme): Donne quelques autres explications tendant à montrer que le gouvernement ne doit pas être accusé de négligence et que le délai apporté dans cette affaire est complètement indépendant de sa volonté.

Et la question étant mise aux voix, la Chambre se divise, et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit:

POUR: MM. Bachand, Benoît, Joly, Laberge, Marchand, Molleur, Robert et Sénécal -8-

CONTRE: MM. Beaubien, Bellerose, Bergevin, Bessette, Blais, Brigham, Cantwell, Cauchon, Chapais, Chapleau, Chauveau, Church, Clément, Coutlée, Craig, De Lotbinière-Harwood, Desaulniers (Maskinongé), Dugas, Dunkin, Fortin, Gaudet, Gélinas, Gendron, Genest, Hemming, Irvine (sol. gén.), Jodoin, LaRue, Laval-lée, LeCavalier, Locke, Mathieu, Moll, Ogilvie, Ouimet, (pro. gén.), Pelletier, Picard, Pozer, Rhéaume, Robertson, Ross, Roy, Simard, Tremblay et Verreault -45-

Ainsi, la question est résolue négativement.

Incorporation des compagnies à fonds social

M. F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): Propose, selon l'ordre du jour, la deuxième lecture du bill amendant l'acte d'incorporation des compagnies à fonds social.

Adopté.

Le bill est renvoyé à un comité spécial, composé de l'honorable M. le solliciteur général Irvine, l'honorable M. Dunkin, l'honorable M. Robertson, M. Joly, M. Beaubien, M. Picard, M. Benoît, M. Genest, M. Marchand, et M. Molleur, pour en faire rapport, avec toute la diligence convenable, avec pouvoir d'envoyer quérir personnes, papiers et records.

Validation de certains actes notariés

M. J. PICARD (Richmond-Wolfe): Propose, selon l'ordre du jour, la deuxième lecture du bill pour rendre valides certains actes notariés.

Avant de faire connaître les dispositions de cette mesure aux honorables membres de cette Chambre, j'observerai qu'ils l'ont déjà approuvée lorsqu'elle a été soumise à leur considération pendant la dernière session.

En effet, monsieur l'Orateur, si le bill dont je demande encore une fois l'approbation n'est pas devenu loi à la dernière session, c'est parce que les honorables membres du Conseil législatif l'ont écarté sous prétexte qu'il avait été soumis trop tard à leur examen.

Pour l'acquit de ma conscience, je dois déclarer que ces retards ne me sont nullement imputables: je n'ai pu les empêcher, attendu qu'ils ont eu lieu au bureau des impressions, dans lequel on ne s'est occupé de mon projet de loi qu'à la fin de la session.

Quand ce bill, Monsieur l'Orateur, aura reçu pour la deuxième fois l'approbation de mes honorables collègues, j'espère que les membres du Conseil législatif, ne pouvant alléguer les lenteurs dont ils se sont targués l'an dernier, l'accueilleront favorablement et ratifieront le jugement que vous prononcerez. Et je suis convaincu que vous approuverez cette mesure, puisque vous lui avez déjà donné votre assentiment.

Remarquons-le bien: je ne veux point, ainsi que l'a malicieusement insinué un petit journal anglais publié dans l'un des comtés que j'ai l'honneur de représenter, légaliser des actes ne réunissant pas toutes les formalités requises, faits par des notaires ignorants, demeurant dans les bois reculés. Je ne veux pas, non plus, légaliser des actes rédigés par un notaire aveugle comme le disait récemment une feuille anglaise qui se publie tous les matins en cette ville; je désire seulement suppléer au manque de certaine formalité que les codificateurs ont jugée inutile, puisqu'ils l'ont supprimée dans le code. Pour s'en convaincre, il suffit de jeter un regard sur les dispositions de mon bill.

M. E. J. HEMMING (Drummond-Arthabaska): Se permet de donner quelques explications personnelles. Lors de la dernière session, quelques bills ont été repoussés au Conseil législatif, et, parmi ces bills, se trouvaient deux projets parrainés par l'honorable représentant de Richmond-Wolfe (M. Picard). Il nie absolument avoir eu quelque chose à faire dans l'abandon de ces bills. Il y a une quinzaine de jours, il a remarqué dans un journal du comté un article, probablement inspiré par l'honorable député, dans lequel on disait que les députés anglophones avaient conspiré pour faire échouer les projets patronnés par le député de Richmond-Wolfe. Il assure que les députés anglophones ne se sont pas livrés à de telles manœuvres. Il lit alors un article publié dans l'Union des Cantons de l'Est; il s'est empressé de faire publier une réponse dans le journal, mais l'éditeur a fait suivre sa lettre d'une note stipulant qu'il (M. Hemming) ne disait pas la vérité. Il veut encore repousser toute accusation à l'effet que lui ou ses amis anglophones auraient comploté contre le député de Richmond-Wolfe.

M. J. PICARD (Richmond-Wolfe): Nie qu'il soit l'auteur de l'article du journal du comté, lu par M. Hemming.

Adopté.

A dix heures quarante l'assemblée est levée.

Séance du 10 décembre 1869

Sous la présidence de l'honorable J.-G. Blanchet

La séance s'ouvre à trois heures.

Dépôt et lecture de pétitions:

Les pétitions suivantes sont séparément présentées et déposées sur la table:

Par M. Brigham, la pétition de A. Guertin et autres, de la paroisse de Saint-Romuald-de-Farnham.

Par M. Chapleau, la pétition du révérend L. Charlebois et autres, de la paroisse de Sainte-Thérèse, comté de Terrebonne, et la pétition de H. Hogan et autres, de la cité de Montréal.

Par l'honorable M. Langevin, la pétition du révérend F.-X. Méthot et autres, de la paroisse de Sainte-Germaine-du-Lac-Etchemin.

Rapport de comités:

M. A. C. DE LOTBINIERE-HARWOOD (Vaudreuil): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le cinquième rapport du comité permanent des ordres permanents. Voici le rapport:

Votre comité a examiné les pétitions suivantes, et trouve que les avis nécessaires ont été donnés dans chaque cas.

La pétition de Georges Sylvain et autres, censitaires de la seigneurie de Nicolas Rioux, demandant le redressement de certaines erreurs dans la confection du cadastre de cette seigneurie.

La pétition du révérend W. Brethour et autres, du township de Godmanchester, et de la paroisse de Sainte-Malachie-d'Ormstown, demandant l'abrogation de l'acte 20 Vict., cap. 119, intitulé: "Acte pour autoriser le tracé d'une ligne de division entre la seigneurie de Beauharnois et le township de Godmanchester et la paroisse de Saint-Anicet, pour les fins d'un chemin."

Votre comité a aussi examiné les pétitions suivantes, et trouve qu'elles sont de la nature de celles qui n'exigent pas de publication d'avis.

La pétition de John C. Thompson et autres, de la cité de Québec, demandant un acte d'incorporation sous le nom de "Société Saint-André de Québec."

La pétition de A. Beaudry et autres, du village d'Aylmer, demandant un acte d'incorporation sous le nom de l'Union Saint-Joseph de Saint-Paul d'Aylmer.

Introduction de bills:

M. J.-A. CHAPLEAU (Terrebonne): Demande la permission d'introduire un bill pour corriger certaines erreurs dans la confection du cadastre de la seigneurie de Nicolas Rioux.

Accordé.

Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés.

Juges de paix

L'HONORABLE G. OUMET (Deux-Montagnes): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité pour étudier le bill pour pourvoir à la nomination des juges de paix ayant une juridiction plus étendue.

Adopté.

Le comité étudie le bill, et fait rapport, sans amendement.

Indemnité des membres de l'Assemblée législative

L'HONORABLE J. G. ROBERTSON (Sherbrooke): Propose, selon l'ordre du jour, la deuxième lecture du bill concernant l'indemnité des membres de la Législature et le salaire de l'Orateur de l'Assemblée législative.

Adopté.

Police de la province

L'HONORABLE P.-J.-O. Chauveau (Québec-Comté): Propose, appuyé par le représentant des Deux-Montagnes, M. G. Oumet, la deuxième lecture du bill pour établir un système général de police en cette province.

En proposant la seconde lecture du bill de police, je ne puis m'empêcher de me rappeler la remarque du chef de l'Opposition lors de la première lecture. Il m'a demandé alors où nous avions pris l'idée de ce bill. L'honorable député doit savoir que le premier devoir d'un gouvernement est de faire régner l'ordre, observer ses lois et protéger ses intérêts. Si nous étions encore au temps de l'âge d'or, au temps où les hommes ignoraient le larcin, le vil, l'insubordination, l'organisation d'une police serait superflue, inutile. Tous les jours, la nécessité de faire régner l'ordre, la paix, de faire exécuter les lois, de protéger la propriété, demande l'organisation d'une force armée.

La constitution qui nous régit laisse au gouvernement provincial le fardeau onéreux mais honorable de faire régner la justice et la paix dans les limites du Bas-Canada, et nous n'avons cependant pas un homme de police sous notre contrôle et à qui nous puissions commander. Il nous faut recourir aux polices municipales ou implorer les services des officiers du gouvernement fédéral. Cette position ne convient pas à la dignité de cette province, un pareil état de choses ne saurait durer.

La création d'un corps de police sous le contrôle de ce gouvernement est une indispensable nécessité. Ce qui le prouve, c'est qu'à plusieurs reprises nous avons dû devancer l'action législative et prendre sur nous d'envoyer des hommes là où le besoin se faisait sentir.

Pour maintenir l'ordre, nous avons dû prendre à notre charge la police riveraine de Québec et de Montréal que le gouvernement fédéral licenciait durant l'hiver.

Actuellement, Montréal a une force de police, et Québec aussi a la sienne pour l'exécution

des lois municipales. Cette police n'est pas sous le contrôle du gouvernement, mais bien exclusivement sous celui de la municipalité. Cependant dans plus d'un cas, le gouvernement a eu des ordres à faire exécuter. Il a eu alors besoin de cette police qui a dû marcher malgré que ce n'était pas là sa destination. Ainsi donc, le gouvernement n'ayant pas une police en propre doit nécessairement en avoir une pour assurer l'exécution de ses ordres et de ses lois. Je ne crois pas que ceux qui veulent pour le gouvernement local un caractère d'indépendance et de dignité se refusent volontairement les moyens de maintenir, de protéger et de défendre cette dignité et cette indépendance.

Le bill propose de prendre la force de police de Québec, de la fusionner avec une autre force qui sera établie par le gouvernement. Le gouvernement se réserve aussi le droit d'organiser une force mobile supplémentaire, un corps de réserve, et demande à la municipalité de Québec d'encourir une partie des frais d'entretien de toute cette organisation policière.

Nous ne voulons pas empêcher la municipalité d'avoir sa police; mais nous voulons faire de Québec le centre de cette organisation.

Le projet d'établir un système de police provinciale doit être envisagé sous le double point de vue de l'organisation et des finances. Il faut que nos édifices publics, la bibliothèque, etc., soient protégés.

Nous avons besoin d'une police pour la protection de cette Législature, des départements publics, dans les intérêts financiers de la province.

Nous voulons faire de la police municipale et de celle que veut organiser le gouvernement un seul et même corps. Lorsqu'il sera constaté qu'en tel ou tel endroit la présence de la police est nécessaire, le gouvernement en enverra un corps et payera le sixième des frais de son entretien. Mais si, sur un point quelconque de la province, il y a désordre, émeute, le gouvernement y enverra à ses propres frais une force armée.

Le bill n'est donc obligatoire que pour Québec et à l'option des autres parties du pays.

On objectera peut-être que la mise en vigueur de ce projet amènera un surcroît de dépenses et entamera considérablement le trésor. Mais ne peut-on pas dire que l'on fait pour le même sujet des dépenses aussi considérables sinon plus, que celles ci-dessus mentionnées? A Montréal, on est obligé d'établir des officiers fédéraux, de s'assurer les services de la police riveraine pour protéger la propriété, mais cela coûte énormément au gouvernement, lui impose des déboursés trop lourds; aussi est-il temps pour l'administration fédérale d'avoir à aviser à un moyen plus économique.

Si une émeute éclate sur un point du pays, elle sera réprimée par la police sans que les municipalités soient obligées de payer dans ces circonstances les dépenses de ce détachement de police.

On dira que l'on va accroître les dépenses. Le fait est que nous faisons déjà des dépenses considérables à cet effet sans pouvoir les contrôler, sans responsabilité pour nous. L'hiver, nous sommes obligés de payer une partie de la police de Montréal, et si cette ville ne veut pas profiter de la mesure, nous ne continuerons pas à payer la police riveraine.

M. H.-G. JOLY (Lotbinière): L'honorable premier ministre voudrait-il répéter sa dernière phrase?

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVEAU (Québec-Comté): Je suis fâché que l'honorable député ait eu une distraction, mais bis repetita placent.

M. F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): Il est difficile de vous suivre; les changements sont si subits. Il me semble qu'il y a contradiction entre le bill et les paroles de l'honorable premier ministre.

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVEAU (Québec-Comté): Est-ce que l'honorable député a lu le bill?

M. F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): Oui, et j'ai pensé que, dans le blanc, on avait sous-entendu Montréal.

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVEAU (Québec-Comté): Mais cela ne veut rien dire: l'honorable député sait bien qu'il ne peut ainsi remplir un blanc.

M. F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): Je croyais que Montréal était au blanc.

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVEAU (Québec-Comté): Dans cet espace laissé en blanc, la cité de Québec aurait été placée de préférence.

J'ai dit que les dépenses que nous faisons pour la police sont considérables. Voyons un peu. De 1867 à 1868, nous avons dépensé \$18,418; de 1868 à 1869, les dépenses ont été de \$18,000; de 1869 à 1870, elles seront probablement de \$12,188. Toutes les fois qu'il y a désordre, émeute sur un point, nous sommes obligés de faire des dépenses considérables. Il n'y a pas de système d'organisation; s'il y en avait un, le gouvernement réaliserait assurément plus d'économies.

Chaque fois qu'il y a du tapage quelque part, on dit: que fait le gouvernement de Québec, what are those Quebec people doing? On nous rend responsable de tout, et il nous faut encourir des frais considérables. Je parlerai plus longuement de ces dépenses. La première dépense a été occasionnée dans les circonstances suivantes.

L'honorable L.-J. Papineau a fait construire récemment, à ses frais, un magnifique couvent à Montebello. Une difficulté survenue à propos

de l'emplacement choisi monta tellement toutes les têtes que l'on ne parlait rien moins que d'incendier le couvent et de détruire le château de l'honorable M. Papineau, cet homme que l'Opposition vénère. A sa demande, il fallut y tenir pendant quelque temps un corps de police. Le gouvernement dut s'adresser au ministère fédéral et à la corporation de Montréal afin d'obtenir les hommes dont il avait besoin pour la protection de la vie et de la propriété menacées.

Dans d'autres circonstances, sur la frontière, il a fallu dépêcher plusieurs détachements de la police fédérale et municipale. Ces diverses expéditions ont coûté des sommes énormes.

Continuerons-nous de demander les services de la police riveraine? Nous avons remarqué chez plusieurs députés une tendance à condamner ce système. Aujourd'hui nous pouvons obtenir les services de la police riveraine de Montréal. Mais le député de Lotbinière doit savoir qu'il existe parmi les députés des provinces maritimes une forte opposition à ce système que l'on tend à faire disparaître.

La question est de savoir si nous continuerons de payer pour une chose sur laquelle nous n'exerçons aucun contrôle; nous avons une organisation de police irrégulière, défectueuse; à nous de nous en créer une solide et efficace; nous en avons les moyens. Dans les temps de désordres, de troubles, de révolution, les municipalités se sentiront supportées par le gouvernement fédéral. On dépêchera des détachements de police partout où l'on voudra, partout où ils seront requis.

D'après notre mesure, les localités qui ne sont pas assez bien organisées, pas assez riches, seront protégées. Le besoin ne s'est pas fait vivement sentir de réprimer des troubles jusqu'ici, mais à mesure que la population augmentera, cet état de choses changera et les troubles seront plus fréquents. Mais quoi qu'il en soit, si la ville de Montréal refuse d'entrer dans l'opération de cet acte, qu'elle soit bien avertie que nous ne continuerons pas à payer pour elle la police riveraine durant l'hiver et que si elle en a besoin, elle en paiera les frais.

Je propose la deuxième lecture du bill.

M. H.-G. JOLY (Lotbinière): J'ai l'honneur d'introduire, appuyé par le représentant de Saint-Jean (M. F.-G. Marchand), l'amendement suivant:

Que le mot "maintenant" soit retranché et que les mots "de ce jour en six mois" soient ajoutés à la fin de la question.

Monsieur l'Orateur, l'honorable premier ministre, en proposant son bill, n'est pas entré dans beaucoup de détails. Il a appuyé seulement sur l'utilité de la mesure. Je suis opposé au principe du bill, c'est pourquoi je présente cet amendement. Le premier ministre n'est pas entré dans les détails, mais il l'a considéré comme une question de principe. Je ferai comme lui. Le premier point sur lequel je dois

diriger l'attention de cette honorable Chambre, c'est sur une question constitutionnelle. Cette question est de savoir si la province a le droit d'organiser une force armée, à laquelle on doit donner plutôt le nom de milice que de police. Nous avons une constitution ou nous n'en avons pas. La sous-section VII de l'article 91 met parmi les questions qui sont du ressort du gouvernement fédéral celle de la milice, du service militaire, de la défense du pays. J'aimerais savoir si, d'après notre constitution, il n'appartient pas au gouvernement d'Ottawa de faire respecter la constitution. M'est bien avis, Monsieur l'Orateur, que cela appartient au gouvernement fédéral.

L'honorable premier ministre a parlé de la condescendance fédérale, de la bonne volonté fédérale. Mais croit-il que l'on ignore que c'est le devoir du gouvernement d'Ottawa de veiller au maintien de l'ordre et au bon gouvernement de toutes les provinces? La constitution ne le charge-t-elle pas de faire respecter la loi dans toute l'étendue de la Confédération?

Serait-il convenable de donner ce pouvoir au gouvernement local? Je ne me prononcerai pas là-dessus pour le moment.

Le gouvernement ne parle pas en termes dépréciateurs du système de la police municipale. Il ne lui trouve rien de défectueux. Pourquoi veut-il le renforcer et modifier son organisation? Cela est à noter.

Donc, la question de constitutionnalité est de savoir si le gouvernement local a le droit d'établir lui-même une force armée.

Je dois attirer l'attention de cette Chambre sur la question de savoir si le gouvernement local n'a pas le droit d'en appeler au gouvernement fédéral pour obtenir respect et protection: c'est le devoir de ce dernier d'obtenir justice, respect et protection pour les gouvernements locaux.

Comme je le disais, que l'on appelle cette police comme l'on voudra, ce n'en sera pas moins une force armée établie, et cette force armée, le gouvernement local n'a pas le droit de l'organiser.

On aurait mieux fait d'établir une police municipale, mais ce n'est pas cela, c'est une force armée que l'on veut créer. Il y a de la cavalerie et de l'infanterie et bientôt il ne manquera plus que l'artillerie de la police.

D'ailleurs, le gouvernement ne croit pas la police défectueuse parce qu'il la laisse subsister à Montréal, mais nous dirons pourquoi tantôt.

Aussi, sous le nom de police, je ne vois qu'une force armée ou une milice; encore une fois, nous n'avons pas le droit d'organiser une semblable armée.

Une deuxième raison qui m'engage à combattre cette mesure, c'est que le gouvernement fédéral a passé une mesure qui pourvoit à l'organisation de la police et il vient de nommer un commissaire de police pour le Canada. Nous avons été appelés ces jours derniers à sanctionner cette mesure. En se référant au chapitre 73e de la 31e Victoria, on verra que plusieurs

clauses du bill sont à peu près les mêmes que celles de l'acte de milice. C'est une seconde raison qui s'élève contre l'adoption du nouveau système de police provinciale.

Le gouvernement parle du besoin de réprimer les émeutes et les troubles, mais la loi n'y pourvoit-elle pas? Le ministre vient d'indiquer le moyen. De plus, d'après la clause 27e de la loi municipale, la milice peut être employée à apaiser les émeutes. Et, pour cela, il n'est pas nécessaire de s'adresser à Outaouais, il suffit de l'ordre du maire ou d'un magistrat et la milice prend les armes. Voilà un moyen énergique et prompt. La Chambre voit que la loi y pourvoit d'une manière simple et efficace.

M. L.-J. BEAUBIEN (Hochelaga): Qui paiera alors les volontaires?

M. H.-G. JOLY (Lotbinière): Les municipalités, comme dans la loi qu'on nous présente.

M. L.-J. BEAUBIEN (Hochelaga) et plusieurs ministres: Non! non! Dans ces circonstances, les municipalités n'ont rien à payer.

M. H.-G. JOLY (Lotbinière): En Irlande, il existe une police semblable à celle que l'on veut nous donner, et elle compte une quinzaine de mille connétables. Je nie que notre position soit comparable à celle de l'Irlande et que nous ayons besoin d'une telle force armée.

Le premier ministre a cité des cas où l'on avait eu besoin de soldats. Je vais en citer un. Par exemple, pendant l'émeute de Kamouraska, le gouvernement n'aurait-il pas envoyé la police dans cette paroisse? C'est pour les élections qu'il a besoin de police. Que le gouvernement me dise s'il n'aurait pas fait usage de la police à Kamouraska.

UN DEPUTE: Naturellement.

M. H.-G. JOLY (Lotbinière): Ah! naturellement. Eh bien! je vais lire à la Chambre le rapport officiel qui démontre que le gouvernement eût expédié une force armée pour soutenir un homme qui a commis de graves irrégularités propres à jeter la défiance parmi le peuple, un homme qui n'est pas digne d'être employé de nouveau comme officier-rapporteur.

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVEAU (Québec-Comté): L'honorable député aurait-il préféré voir l'émeute exercer ses ravages?

M. H.-G. JOLY (Lotbinière): Vous me répondez par une question.

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVEAU (Québec-Comté): Répondez et je répondrai à mon tour.

M. H.-G. JOLY (Lotbinière): Eh bien, je n'aime pas les émeutes.

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVEAU (Québec-Comté): Le ministère non plus, nous aurions apaisé l'émeute.

M. H.-G. JOLY (Lotbinière): Il est clair que le gouvernement veut s'assurer un appui pendant les élections.

Je suggérerai au gouvernement un meilleur moyen, et moins coûteux, d'éviter les émeutes: c'est de nommer à des postes de confiance des hommes intègres et non pas de ces gens que la passion politique aveugle.

La police de ville est-elle défectueuse? Le gouvernement ne le pense pas, attendu qu'il la laisse subsister dans la ville de Montréal. Ou bien le gouvernement sait, comme la Chambre le sait aussi, que Montréal ne veut pas de ce bill et c'est devant la crainte de Montréal qu'il recule. Il a peur des représentants de cette ville.

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVEAU (Québec-Comté): Je nie cela, nous n'avons jamais mis le nom de Montréal dans le bill.

M. H.-G. JOLY (Lotbinière): Je maintiens mon dire et il suffit de lire le préambule du bill, lequel déclare qu'il s'agit d'établir un système de police uniforme. Que devient ce système du moment que l'on fait une exception en faveur de Montréal, la ville la plus peuplée du pays? Montréal et ses représentants ne veulent pas de la mesure projetée par le gouvernement. Ce dernier a eu l'intention d'inclure Montréal dans son bill; mais il a craint, il a eu peur. Je demanderai aux honorables représentants de la ville de Montréal de lire le préambule du bill. J'attire leur attention sur les mots "système uniforme" qui s'y trouvent. Quelle est l'uniformité d'une mesure, ayant surtout rapport à l'organisation d'un système de police, lorsqu'une grande ville comme Montréal en est exclue? Ce mot "uniforme" trahit le gouvernement, qui a cédé devant les menaces des députés montréalais. Je félicite le gouvernement sur l'extrême prudence qu'il a montrée en cette occasion; avec une pareille prudence, il vivra encore longtemps.

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVEAU (Québec-Comté): Avec des votes comme celui d'hier.

M. H.-G. JOLY (Lotbinière): Tout ce qui est administré par le gouvernement, est très bien. C'est connu et il peut fort bien se charger de nouveaux fardeaux.

Le gouvernement est très brave, il a reculé devant Montréal. Si les députés de Québec se montrent menaçants, le gouvernement reculera. Si Trois-Rivières suit son exemple, cette ville pourra se prévaloir de la même exception.

Maintenant, l'honorable premier ministre a bien voulu dissiper mes inquiétudes relativement à l'administration. On sait que l'administration gouvernementale est toujours plus efficace et plus économique que l'administration municipale.

Monsieur l'Orateur, je prétends, moi, que la police provinciale sera toujours très mal administrée par le gouvernement; je citerai entre autres l'administration des pénitenciers, dont on verra sous peu les rapports et les comptes; plus le gouvernement accaparera de droits et de contrôles, plus il prendra de responsabilités et moins son administration sera satisfaisante.

Quant à la question des dépenses que devra exiger l'équipement et l'entretien de cette police, nous n'avons rien de précis là-dessus et il est bien difficile aussi de préciser. Il y a bien des plans, bien des systèmes; si l'honorable premier ministre était entré dans plus de détails, il aurait certainement rendu un plus grand service à cette Chambre.

Je ferai remarquer au gouvernement que le bill est incomplet, qu'il n'est pas l'expression de ses intentions. Il faudrait y introduire une nouvelle clause disant que le lieutenant-gouverneur en conseil décidera qu'il organisera dans tel ou tel canton une force de police.

Je me résume: ce bill n'est pas constitutionnel; la loi pourvoit à tous les besoins. Ce bill n'est demandé par personne. Il est impossible de préciser les dépenses qui peuvent être considérables. Il n'est pas complet et pour combler cette lacune, il faudra introduire une clause donnant au gouverneur le droit de cantonner les troupes où il lui plaira. Alors, le gouvernement sera investi de pouvoirs dangereux.

Je termine ici mes remarques, Monsieur l'Orateur, et j'espère que cette Chambre se prononcera sur la question.

M. J. HEARN (Québec-Ouest): Would like to hear an expression of opinion from some member of the Government in the English language.

L'HONORABLE G. IRVINE (Mégantic): The principle upon which the Bill is introduced is diametrically opposed to the principle as laid down by the Honourable mover of the six months' hoist. The distinction between the militia and the proposed police force is that the militia are intended to be used against a foreign enemy, while the present force is for municipal purposes. It is well known that the British troops, in whatever port of the world they are posted, upon certain occasions are called out to protect civil officers, and their duties are similar to the duties of the volunteers. If the Provincial Government had no power to organize a force to maintain local order within the Province, it was well that the subject should be understood at the beginning. It is part of the duty, the performance of which we are responsible for within the Constitutional Act, and if not, it is needed that it should be understood at once that we had no such authority. It is said the local government have no power to maintain a police force, yet it is pretended that the municipalities, who receive their existence from the government have the power to govern with

the objection that this bill is an invasion of municipal rights. He reminded the House that Sir G.E. Cartier had, some 10 years ago, introduced a bill, the provisions of which were similar to the present one, making it obligatory on the municipalities of Quebec, Three Rivers and elsewhere to contribute towards the maintenance of this police, and Quebec petitioned in favor of that bill. It is understood by the bill that it shall apply only to the City of Quebec, but if other municipalities ask to have a police department they will get it upon paying towards its maintenance. The object of the bill is not to force a municipality to accept and support the force against its own desire, but only upon a requisition. It was necessary that some place had to be selected as a nucleus for the force, and no place could be better, appointed than the seat of Government, Quebec. He explained the manner in which the Corporation lost its authority over the police force, asserting that the substitution of the commissioners, composed of the Mayor, the Judge of Sessions and Recorder, was made at the request of the citizens. He contended that the Corporation would not lose any of its authority over the police force by placing them under the control of the Government because that body had lost its control over the police force since the appointment of the commissioners. Municipalities would have the whole force at their disposal under the new system, for the maintenance of peace without having to contribute any money. He repeated that a few months ago a number of warrants remained unexecuted, owing to the inefficiency of the police force, and the parties against whom they were issued were allowed to walk about the streets laughing at the authorities.

M. J. HEARN (Québec-Ouest): Je crois que cette mesure n'est bonne et sage ni pour la ville, ni pour la province de Québec.

L'honorable solliciteur général vient de dire que pendant plusieurs jours cette ville fut à la merci de la populace en émeute et que la police fut impuissante à réprimer le désordre.

Il a oublié d'ajouter que cette impuissance de la police venait justement de ce qu'elle est en partie sous le contrôle du gouvernement. Pendant les longues années qu'elle est restée sous la direction du conseil municipal, on n'a vu jamais pareille scène.

L'honorable premier ministre a vanté le mérite et les avantages de son bill. S'il le croit si excellent, pourquoi ne l'applique-t-il pas à toutes les villes de la province, à Montréal surtout, à Saint-Hyacinthe, Lévis ou Sherbrooke? Le gouvernement n'ose pas; mais il paraît qu'avec Québec toutes les libertés sont permises.

Nous avons la réprobation solennelle de la population de cette ville par l'organe de son conseil municipal qui a fortement censuré la mesure et a requis les trois députés qui repré-

sentent cette grande ville d'y faire la plus vive opposition.

On nous dit que le bill était reproduit de la loi d'Irlande. Mais quelque député de cette Chambre voudrait-il établir une comparaison entre la malheureuse Irlande qui souffre depuis sept siècles d'affreuses persécutions, où le mécontentement est permanent, avec cette terre heureuse de Québec dont le peuple est si facile à contenter? Il n'y a pas d'analogie entre les deux positions, il n'en doit pas exister dans les lois.

Ce n'est pas en Irlande que le gouvernement devait aller chercher des modèles de législation, mais en Angleterre, en Ecosse, ou dans les provinces voisines, où l'on n'oserait jamais présenter une pareille mesure.

Ce bill ne nous donne aucune garantie que les hommes seront mieux choisis que sous le système actuel. Il y en a moins avec un gouvernement comme celui-ci, qui nomme à des postes d'honneur et de confiance des hommes chassés de la corporation et emprisonnés pour incapacité, fraude et détournement.

Pour toutes ces raisons, je voterai sans hésitation comme sans crainte en faveur de la motion du député de Lotbinière, et je suis sûr de l'approbation de la presque unanimité de mes électeurs.

M. L.R. CHURCH (Ottawa): Dit qu'il a beaucoup d'expérience dans l'administration de la justice dans les districts ruraux. Eh bien! il est souvent arrivé qu'on n'a pu punir les criminels qui avaient bien mérité des châtiements. Il cite un exemple survenu à Ottawa où le propriétaire d'un moulin fut assailli et brutalement battu par quelques-uns de ses employés; avant qu'un mandat n'ait été exécuté, ceux-ci s'étaient enfuis aux Etats-Unis. Il approuve le principe du bill, et pense que, selon l'acte constitutionnel, le gouvernement local a le pouvoir d'administrer la justice; un des principaux aspects de cette administration est de voir à ce qu'elle soit efficacement administrée.

M. G.-H. SIMARD (Québec-Centre): Je ferai remarquer au représentant de Québec-Ouest (M. Hearn) qu'il n'a pas nié que la ville de Québec ait été livrée à des émeutiers pendant plusieurs jours. Un de ses principaux arguments consiste à dire que si la police n'a pas pu triompher de l'émeute, c'est parce que la police n'était pas sous le contrôle de la corporation. C'est précisément le contraire. Si l'émeute s'est promenée triomphante, c'est la faute du maire qui n'a pas eu le courage de punir ses électeurs.

Je suis satisfait de voir l'administration protéger les citoyens par cette mesure et je suis certain que dans d'autres villes, cet état de choses ne se serait pas prolongé aussi longtemps. Il est de mon devoir de donner assentiment à cette mesure; le gouvernement est responsable de l'ordre. Pendant l'été, nous avons un surcroît de population considérable et une population très peu paisible, et il est

impossible de maintenir la tranquillité avec cinquante hommes de la police actuelle. Lorsqu'on sait que le gouvernement est responsable au maintien de l'ordre et que, pour ce faire, il encourt de grandes dépenses, jusqu'à \$20,000, il devient évident que la loi est nécessaire.

Des membres de la corporation ont voté contre cette mesure sans la connaître. Je me propose de supporter la mesure.

L'HONORABLE G. OUMET (Deux-Montagnes): J'espère que les membres de cette Chambre tiendront compte de la remarque du député de Saint-Hyacinthe (M. Bachand): que nous avons droit d'établir un corps de police. Voilà la seule partie de son discours qui vaille quelque chose. Le reste de son argumentation pêche par la base. Mais il a une idée singulière; il veut que les hommes de police ne soient pas armés et se tiennent tranquillement les bras croisés. Car, autrement, nous ne serions plus dans les limites de la constitution. Ce matin, j'ai rencontré un homme de police le sabre au côté; c'était un homme inconstitutionnel.

Mais la loi ne défend que de s'armer inutilement. On peut arguer de ce point en cette circonstance; la police n'a-t-elle pas droit de porter le sabre?

La loi présentée est-elle contre la constitution?

Le besoin s'en fait-il sentir? L'article 92 démontre clairement qu'elle est constitutionnelle; cette clause laisse à l'autorité locale le soin d'organiser la police. Si nous sommes réduits à nous trouver dans la situation que veulent nous faire les membres de l'Opposition, nous ne devrions pas être ici. En effet, si nous n'avons pas le droit d'organiser un corps de police pour nous protéger, pour veiller sur la propriété, la sûreté des citoyens, faire administrer la justice, il nous est inutile d'essayer à gouverner le pays et nous tomberons dans le ridicule. D'un autre côté, est-ce quand des troubles auront éclaté qu'il faudra organiser la police? Non, le devoir du gouvernement est de prévenir le mal et non de l'attendre pour le réprimer.

Mais, dit-on, vous voulez imposer le système de police? Mais la loi est large et claire. Les municipalités ont leurs coudées franches.

L'opposition du conseil de ville et de Montréal vient d'une fausse interprétation de la loi. Mais on se trompe. Le gouvernement ne veut pas nuire aux conseils de ville, ni s'armer contre eux. Nous voulons venir à leur secours et marcher avec eux. On dit que Montréal ne veut pas de la police à Montréal. C'est vrai au moins pour le conseil de ville. Mais, comme contribuable de cette cité, je serais heureux, avec la grande majorité des citoyens, de voir le jour où la police serait sous le contrôle du gouvernement. La police à Montréal n'est pas suffisante, les juges de Montréal ont émis cette idée en maintes circonstances.

M. E. J. HEMMING (Arthabaska): Est en faveur de la mesure.

A six heures, la Chambre interrompt ses travaux.

Reprise de la séance à sept heures et demie.

**Société de numismatique
et d'archéologie de Montréal**

M. E. CARTER (Montréal-Centre): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité pour étudier le bill pour incorporer la société de numismatique et d'archéologie de Montréal.

Le comité étudie le bill, et en fait rapport sans amendement.

Union St-Joseph de Farnham

M. J. S. BRIGHAM (Missisquoi): Propose, selon d'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité pour étudier le bill pour incorporer l'union Saint-Joseph de Farnham. Le comité étudie le bill, et en fait rapport sans amendement.

Société calédonienne de Montréal

M. L. R. CHURCH (Ottawa): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité pour étudier le bill pour incorporer la société calédonienne de Montréal. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

Police de la province de Québec

M. L. R. CHURCH (Ottawa): Et les débats sur l'amendement à la question "Que le bill pour établir un système général de police en cette province, soit maintenant lu une seconde fois, "lequel amendement était que le mot "maintenant" soit retranché et que les mots "de ce jour en six mois" soient ajoutés à la fin de la question, est repris.

M. E. J. HEMMING (Arthabaska): Une force de police doit être aussi centralisée que possible et avoir à sa tête un chef compétent, afin d'être prête en tout temps. La force de police sous la direction des municipalités n'aurait jamais autant d'efficacité que si elle était contrôlée par le gouvernement. Il mentionne Montréal, qu'on peut appeler la métropole du Canada, et où on a vu le chef de police ne pouvoir décharger des hommes inefficaces, vu que ces démissions ne rencontraient pas les sympathies de quelques membres du conseil.

M.A.W. OGILVIE (Montréal-Ouest): Dit qu'il n'y a eu aucune immixtion de ce genre depuis que M. Penton est chef de police.

M. E. J. HEMMING (Arthabaska): Se dit heureux d'apprendre qu'il était dans l'erreur. Il insiste sur la nécessité de mettre les forces policières sous l'autorité d'un seul homme. Il approuve entièrement le gouvernement, qui désire rendre le bill facultatif plutôt que coerci-

tif; peut-être que, lorsque ce projet deviendra loi, les autres municipalités seront portées à en accepter les dispositions librement.

M.F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): L'honorable député de Drummond et Arthabaska (M. E. J. Hemming) a induit cette Chambre en erreur, avant l'ajournement, dans ce qu'il a dit de la police de Londres. La police de Londres relève du "Common Council", composé du lord-maire, des échevins et conseillers.

M. E. J. HEMMING (Arthabaska): Je sais tout cela.

M. H. G. JOLY (Lotbinière): Vous ne le saviez pas il y a un instant.

M. F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): L'honorable député de Drummond et Arthabaska (M. E. J. Hemming) a commis une autre erreur de fait, que le député de Montréal-Ouest (M. A. W. Ogilvie) a corrigée. La ville de Québec, par une résolution votée unanimement au conseil municipal, s'oppose au projet, de même que la majorité des citoyens. Le premier ministre prétend que la force est nécessaire à la protection du gouvernement et de ses édifices: pourquoi ne pas nommer, alors, une force spéciale à cette fin?

Il nie que la police de Londres ait l'allure militaire qu'on lui a supposée; elle est une simple force civile.

Après avoir parcouru attentivement le projet de loi maintenant devant la Chambre, je suis resté persuadé qu'il existe à Québec une certaine classe de citoyens qui ne se sentent pas en parfaite sécurité derrière les murs de l'ancienne capitale et qui désirent se procurer, pour leur protection personnelle, une force armée à la solde de toute la province. C'est un avantage qu'à mon avis elles devraient se procurer à leurs propres frais.

Je ne toucherai pas à la question de constitutionnalité soulevée et si habilement discutée par le député de Lotbinière, mais je ne puis m'exempter de constater en passant que, pour répondre à ses arguments, l'honorable solliciteur général n'a fait que jouer sur les mots, en faisant une distinction subtile entre la police telle que l'établira ce bill et une véritable force armée.

En examinant le préambule de cette loi, je découvre dès le premier mot une contradiction évidente entre l'objet qu'elle paraît avoir en vue et celui qui existe dans la pensée du gouvernement d'après ses propres aveux. Ce préambule dit qu'il est expédient d'établir un système de police effectif et uniforme dans cette province. Cela doit signifier que le but de la loi est de doter toutes les localités, et principalement les grands centres de population, d'une police agissant sous un même contrôle et appartenant à une organisation politique.

Pendant, le premier ministre, après des

sommations sévères de la part des autorités municipales de Montréal, se décide à concentrer cette force armée dans les seules limites de la ville de Québec. Il est vrai que le projet originaire n'établissait pas cette restriction, mais le gouvernement recule devant les menaces de la députation de Montréal; il n'a pas le courage de ses actes et, pour sauver sa position, il manque entièrement le but qu'il s'était proposé.

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVEAU (Québec-Comté): Je suis obligé de rappeler une seconde fois à l'honorable député qu'il n'a pas lu la loi; Montréal n'y est pas mentionné.

M. F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): J'admets que le projet de loi que je tiens à la main ne mentionne pas Montréal; mais l'honorable premier ministre admettra, à son tour, que ses explications lors de l'introduction de la mesure le mentionnaient. Au reste, le fait est notoire et l'honorable premier ministre n'osera pas nier que c'est à la suite d'un échange de dépêches télégraphiques avec les autorités civiles de Montréal qu'il a exempté cette ville de l'effet immédiat de la loi projetée.

Le premier ministre nous dit que la mesure est demandée avec instance.

Mais par qui? Montréal la répudie. Québec, par la voix de son conseil de ville, la regrette également. Prétend-il, par hasard, que ce sont les campagnes qui la désirent? Pas une seule demande de ce genre n'a encore été faite, et si les représentants des comtés ruraux veulent se faire les interprètes de l'opinion de leurs constituants, ils devront répondre par un vote négatif à cette proposition intempestive.

Cette mesure est non seulement inopportune mais elle est excessivement dangereuse pour les libertés populaires. La 45e section permet au commissaire de police d'expédier quand il le jugera à propos dans toute localité de cette province un nombre d'hommes quelconque, pour apaiser les désordres réels ou imaginaires dont il aura, dans sa sagesse, prévu le danger. On comprend quel auxiliaire puissant un petit potentat de cette espèce pourrait être à un candidat bien intentionné vis-à-vis du pouvoir, dans un temps d'élection. On prétend, il est vrai, que dans ces occasions, les services de la police seront donnés gratuitement aux localités affligées de sa protection. Mais je crois qu'elles préféreront se protéger à leurs propres frais, lorsque cela sera nécessaire, au moyen de la milice volontaire organisée pour cette fin, que de subir la surveillance et les brutalités de la force officielle.

Si le gouvernement, comme l'a prétendu le premier ministre, ne se sent pas assez en sûreté derrière les murs de Québec, s'il lui faut une police pour protéger ses bureaux publics, qu'il forme un corps spécial pour cette fin, dont les fonctions se limiteront à veiller sur l'existence précieuse de chaque ministre et à protéger son département des attaques de l'extérieur. Mais je

ne vois pas encore que cette mesure se soit fait sentir.

Il se présente une autre difficulté dans la mise en pratique de cette loi, que ses auteurs ne paraissent pas avoir soupçonnée. Le grand connétable, comme on le sait, est, dans chaque district, le chef de toute la force constabulaire. Qu'en fera-t-on dorénavant? Commandera-t-il au chef de police qui aura envahi ses domaines? Aura-t-il, avec lui, une autorité concurrente, ou lui sera-t-il soumis? La loi est silencieuse sur ce point important.

Au reste, cette mesure ne me paraît qu'une conséquence du système de centralisation inauguré, durant la dernière session, dans toutes les mesures organiques proposées par l'administration; elle est pour ainsi dire le couronnement de l'édifice, le complément de l'oeuvre de concentration législative qui réunit entre les mains du pouvoir un contrôle absolu sur les affaires publiques.

Elle est, en outre, une continuation de cette étrange législation dont le gouvernement paraît si complètement épris et que je pourrais décorer du nom de "législation expérimentale". En effet, toutes les mesures ministérielles, à la dernière session, n'étaient proposées qu'à titre d'expérience.

On se rappelle cette malheureuse loi sur les immunités du Parlement qui a subi le triste sort que tout le monde connaît. Je pourrais citer aussi cet autre ballon d'essai, la loi des magistrats stipendaires, toujours enveloppée d'un voile lugubre et qui paraît condamnée, quoi qu'on en dise, à subir le sort de son aînée. La loi sur le notariat, la loi sur l'agriculture et les travaux publics, celle des sociétés de colonisation et plusieurs autres non moins hasardeuses pourraient encore entrer dans la longue nomenclature des mesures expérimentales de la dernière session. Leur peu de succès aurait dû détourner le gouvernement de cette voie nouvelle; mais il paraît incorrigible, et il revient encore à cette session avec des théories législatives plus étranges que jamais. C'est un peu trop abuser de la bonne volonté d'une Chambre qui lui a déjà montré beaucoup plus de confiance qu'elle n'en méritait.

Plus je lis le bill, plus j'écoute les arguments, plus je me persuade qu'il est inutile, que rien n'en justifierait l'adoption par cette Chambre. Le pays n'a jamais demandé cette mesure et l'on va au devant de ses désirs. Les villes intéressées à avoir cette police n'en veulent pas. Elle ne pourra servir qu'à protéger le gouvernement contre ses ennemis.

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVEAU (Québec-Comté): Oui, contre les assauts redoutables de l'Opposition.

M. F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): Et contre ses ennemis aux élections. Si les députés pouvaient consulter leurs électeurs je suis certain qu'ils condamneraient la mesure.

Le premier ministre a dit lui-même que nos forces ne sont pas redoutables; il n'a donc rien à craindre de ce côté. Du reste, comme je le disais, la police ne peut être utile que dans les grands centres de population; il est donc inutile d'en faire une force militaire.

L'HONORABLE G. IRVINE (Mégantic): Se réfère à l'acte de police de la métropole, et montre que sous l'empire de cette loi, la police exerce son autorité sur 7/8 de Londres. Le gouvernement nomme le premier commissaire (Chief Commissioner) de la force métropolitaine de police, et l'on impose, pour soutenir ce corps de police, une taxe spéciale aux paroisses et municipalités de Londres.

L'HONORABLE C. DUNKIN (Brôme): Il y a plusieurs années, lorsqu'il fut reconnu comme impossible de laisser le contrôle de la force de police aux municipalités, le gouvernement anglais en prit lui-même la direction, ayant commis une grande inconstitutionnalité ainsi qu'on l'appelaient alors. Le député de Lotbinière paraît considérer la force de police que l'on veut établir comme étant une police; cependant, on ne saurait en venir à cette conclusion après avoir lu l'acte. Il a parlé de l'acte passé à la dernière session du gouvernement fédéral, mais cet acte ne crée une milice que pour faire exécuter les lois du gouvernement. Le gouvernement est de plus revêtu du droit par les statuts refondus du Canada de nommer un chef et une force de police. Le gouvernement n'empiète pas non plus sur les privilèges des corps municipaux, car ceux-ci ne sont que des créatures du gouvernement et pour sa part, il (M. Dunkin) aimerait avoir Montréal compris dans le bill de police actuellement proposé. Il pense que si la corruption trouve place dans tous les gouvernements, elle se fait encore plus sentir dans les municipalités, vu l'influence qui y est beaucoup plus directe. Un aubergiste peut influencer un membre du conseil de ville et un officier trop zélé peut avoir pour cette cause beaucoup de trouble. Tandis que sous un système de gouvernement, on peut transférer les hommes trop zélés d'une ville à une autre et éviter ainsi beaucoup d'embarras.

M. P. BACHAND (Saint-Hyacinthe): Cette mesure est une des plus importantes introduites devant cette Chambre depuis l'établissement de la Confédération; aussi il n'est pas étonnant que chacun la discute. Les législateurs doivent apporter leur attention à découvrir les besoins du peuple; aussi, quand une loi est proposée, elle doit avoir un but. Après avoir étudié cette loi, je me suis demandé s'il y avait nécessité de l'introduire. Trouve-t-on nos institutions municipales défectueuses? Après avoir étudié la question, je me suis demandé où on a pris cette inspiration; ce n'est certes pas dans l'opinion publique, car je cherche inutilement les localités qui le désirent. Y a-t-il en effet une opinion qui

ait pressé le gouvernement de demander cette mesure? N'avez-vous pas entendu un membre du conseil dire qu'on ne la désirait pas?

En examinant cette loi dans son ensemble, je vois qu'on veut établir une force composée de commandants, de chefs, sous-chefs. Le nombre de la force n'est pas déterminé, car je vois des blancs dans les bills et je demande par quel nombre ils seront remplis; le gouvernement n'a rien dit là-dessus. Ces blancs permettront au gouvernement d'étendre son patronage en accordant de gros salaires aux officiers de cette force. La Corporation de Québec a déjà unanimement opposé le projet, dont une des clauses prévoit l'enrôlement d'hommes de 18 à 20 ans; cette clause causera le licenciement d'hommes loyaux ayant fidèlement servi leur pays pendant de longues années. C'est une force armée qu'on veut établir, une force constituée militairement et appelée partout où elle sera exigée par la défense du pays. Ce n'est pas un corps de police que désire le gouvernement, mais bien une milice; on ne peut changer la nature des choses en changeant le nom; le gouvernement provincial n'a aucun droit de se créer une force militaire, la constitution s'y oppose en tous points. Le gouvernement compte faire de cette police provinciale une force armée, soumise à une discipline militaire, ayant des casernes, entrepôts et autres choses du même genre. L'Acte de notre constitution ne leur permet pas d'organiser une telle force, même si elle ne portera pas le nom de milice ou de volontaires; elle garde le même caractère et la met en dehors du pouvoir et de la juridiction du gouvernement.

Il montre que le gouvernement a des tendances extrêmement centralisatrices; on peut constater que, dans le code municipal, il enlève aux municipalités plusieurs prérogatives.

La défense du pays relève du gouvernement fédéral, en plus du maintien de la paix dans le Dominion. Dans l'éventualité d'émeutes ou autres, le gouvernement fédéral a seul le devoir d'y envoyer la milice, et le maire ou le juge de paix du lieu ont le devoir de conduire cette milice.

Du reste, la création de cette force entraîne des dépenses énormes et il n'est pas inutile de regarder aussi la question à ce point de vue.

Le gouvernement n'a aucune bonne raison pour proposer cette loi; aussi, quand on l'interpelle là-dessus, il ne répond pas. Les municipalités ont assez de charges, elles ne peuvent pas supporter cette dépense.

L'HONORABLE G. OUMET (Deux-Montagnes): Le dernier orateur a allégué que le gouvernement a le droit d'établir des constables, mais qu'il n'a pas celui de les armer. Si de petits gouvernements municipaux comme Québec et Montréal ont le pouvoir d'armer leurs hommes, pourrait-on affirmer que le gouvernement de Québec n'a pas ce même droit?

Le gouvernement a le droit d'armer des

constables, mais non de leur donner des épées ou baïonnettes. Cela peut paraître ridicule à la Chambre: n'a-t-elle pas le droit d'armer ses constables comme elle le voudra, comme le font Québec et Montréal? La force sera armée comme elle l'est dans Québec et Montréal. L'honorable député de Saint-Hyacinthe (M. P. Bachand) croit-il que le gouvernement doit recourir à la force militaire pour régler les cas ordinaires de trouble? Au contraire, le gouvernement doit disposer d'une force suffisante pour respecter la loi et être toujours prêt à réprimer le crime et, par sa force, à réduire les émeutes ou les rassemblements illégaux.

Par la constitution, tout ce qui se rattache au maintien de l'ordre public tombe sous la juridiction du gouvernement de Québec. Et si le gouvernement de Québec n'a pas le droit d'avoir une force suffisante pour maintenir l'ordre et se protéger, il vaudrait mieux que ceux qui le composent ne fussent pas présents ici ce soir.

Toute municipalité a le droit d'armer la force de police pour sa défense. On a laissé aux gouvernements locaux le soin de s'administrer et de faire tout ce qui est dans l'intérêt local. Le gouvernement fédéral doit avoir sous ses ordres la force militaire; elle a l'obligation de défendre le pays; quant aux gouvernements locaux, ils ont le droit et le devoir de protéger les citoyens et de maintenir l'ordre et la paix dans les provinces. Si nous sommes réduits à n'avoir aucun droit pour nous protéger nous-mêmes, nous ne devrions pas être ici; ce n'est pas dans l'idée du gouvernement de lever une force considérable constituée militairement; nous ne voulons qu'une force capable de nous protéger.

Est-ce quand nous aurons eu quelques troubles à déplorer qu'il faudra s'occuper de cette mesure? Le gouvernement doit tout prévoir et empêcher par son initiative que la sûreté des citoyens soit compromise. Il a été expliqué que la police était sous le contrôle de trois officiers et non sous le contrôle de la municipalité; le gouvernement a un droit positif sur cette force.

On prétend qu'à Québec on ne désire pas cette mesure; je pourrais répondre que j'ai entendu beaucoup de gens le désirer et que le besoin s'en fait sentir plus que jamais.

M. J.-P. RHEAUME (Québec-Est): Malgré les attaques de quelques mauvais plaisants, je ne laisserai pas passer cette question sans vous dire quelques mots. J'ai entendu dire par quelques-uns des honorables députés que la majorité des citoyens était en faveur de cette mesure; par d'autres, que personne ne la désirait. Quant à moi, je ne vous parlerai que d'après ma conscience et mon jugement.

Après étude, j'ai conclu que nous avons besoin d'une force efficace pour protéger le pauvre habitant venu vendre ses produits au marché. Il nous faut une force plus efficace que la présente. Une visite à la cour du Recorder révélera qu'un pauvre a été traduit devant cette

cour pour être allé à la taverne le dimanche, alors que l'officier qui l'a arrêté a commis le même délit.

Je veux féliciter le chef de la force actuelle et son adjoint qui sont de bons hommes, capables de remplir leur devoir.

Je n'envisage cette question que sous le rapport financier et sous celui de l'efficacité. Oui! je l'avoue, je voudrais une police effective afin de ne pas revoir les scènes de désordre qui se sont déroulées sous nos yeux l'été dernier. Je désirerais avoir une police laissant moins à désirer que celle que nous avons; je serais loin d'en faire porter le blâme sur le chef de police car il n'a pas le droit de choisir ses hommes.

Sous le rapport financier, j'ai entendu dire au premier ministre que le gouvernement paierait un sixième.

Je désirerais que le gouvernement nous donnât l'assurance que la cité ne payera pas plus pour la police qu'elle ne paie aujourd'hui. J'insiste respectueusement là-dessus et je ne voterai que quand j'aurai sa garantie en nantissement. Si ce bill est adopté, le gouvernement a le contrôle sur le corps de police en contemplation; le contrôle aussi sur le recorder. Je ne m'opposerai pas du tout à cette motion et je serai prêt à donner mon vote dès que j'aurai l'assurance qu'il n'y aura pas d'augmentation de taxes.

M. E. LABERGE (Châteauguay): S'oppose vigoureusement au bill, car il permet au gouvernement d'utiliser l'argent de la province pour maintenir des institutions municipales. S'il vote en faveur de l'amendement reportant à six mois la lecture du bill, c'est que le gouvernement n'a pas défendu sa cause. S'il se produisait une émeute, c'est la municipalité qui devrait payer la milice. Il a été nettement déclaré que les deux principales municipalités de la province, Québec et Montréal, s'opposent au projet et pourtant le gouvernement persiste à vouloir l'imposer contre le gré du peuple.

M. C.-B. GENEST (Trois-Rivières): Approuve la mesure et espère que la ville des Trois-Rivières voudra se prévaloir des dispositions du bill. Il explique la procédure de nomination et d'assermentation des constables trifluviens. Il réfute ensuite les arguments légaux du représentant de Saint-Hyacinthe (M. P. Bachand). Il votera donc pour le bill.

M. L.-J. BEAUBIEN (Hochelaga): Croit à la justesse du bill et l'appuiera. Le gouvernement provincial ne doit pas être dans l'état d'un suppléant demandant le secours du gouvernement fédéral en cas d'émeute ou de tumulte. Si le gouvernement a le droit de garder l'ordre, il doit aussi avoir les moyens de se faire obéir. Si Montréal voulait s'opposer au bill, les journaux de cette ville, toujours aux aguets des intérêts de cette ville, nous l'auraient appris en dénonçant le bill.

M.A.W. OGILVIE (Montréal-Ouest): Demande comment cet honorable député (M. L.-J. Beaubien) saurait l'opposition du conseil de Montréal au bill puisque le conseil ne s'est pas encore exprimé.

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVEAU (Québec-Comté): Se dit surpris de certains arguments de l'Opposition. Les honorables députés de Lotbinière (M. H.-G. Joly) et de Saint-Jean (M. F.-G. Marchand) ont l'habitude de faire du catéchisme aux membres du gouvernement en interpellant à tout moment. À la question de savoir si le gouvernement compte se servir de cette force dans les émeutes d'élections, comme dans celles de Kamouraska, il répond que de telles émeutes ne demandent pas une force de police. Quant au pouvoir du gouvernement de légiférer pour cette question, le gouvernement, d'après l'acte constitutionnel, a le pouvoir qu'il veut exercer.

Il me semble que l'Opposition se plaît à combattre des fantômes; elle prend plaisir à créer des difficultés qui n'existent que dans son imagination, pour se donner le plaisir de les combattre. D'un autre côté, l'unanimité la plus complète ne paraît pas briller dans l'opinion des députés de la gauche et ils se placent à des points de vue contradictoires pour faire la guerre à la mesure. Les uns accusent le ministère de vouloir accaparer toute influence, d'avoir des vellétés de despotisme; les autres ne voient en nous que des hommes disposés à abandonner tous nos privilèges et peu jaloux de nos droits.

L'Opposition ne paraît pas bien fixée sur notre caractère.

Quand on ouvre la constitution, l'on devrait en lire le texte et non pas entre les lignes. Que le député de Lotbinière la relise et il verra qu'elle nous donne le droit que, suivant lui, nous nous arrogeons. La loi est claire sur ce point et ne prête pas à des interprétations différentes.

Je ne m'arrêterai pas à discuter le peu de valeur des arguments de nos adversaires relativement à nos intentions secrètes. On ne fera croire à personne que nous avons formé le projet de nous servir de la police pour des fins électorales.

Il vaut mieux parler des frais d'entretien de la police. Ils ne dépasseront pas la somme de \$40,000. Aujourd'hui, nous sommes obligés de payer \$30,000 et cependant tout le monde sait que la police ne peut nous rendre les services que nous devons en attendre.

Et l'amendement étant aux voix, la Chambre se divise et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit :

POUR: MM. Bachand, Benoît, Hearn, Joly, Laberge, Marchand, Molleur et Robert -8-

CONTRE: MM. Beaubien, Bellerose, Bergevin, Bessette, Blais, Cantwell, Cauchon, Chapais, Chauveau, Church, Clément, Coutlée, Craig, De Lotbinière-Harwood, Desaulniers (Maskinongé), Desaulniers (St-Maurice), Dugas, Dunkin, Fortin, Gaudet, Gélinas, Gendron, Genest, Hemming, Irvine (sol. gén.), Jodoin, Langevin, LaRue, Lavallée, LeCavalier, Locke, Mathieu, Moll, Ogilvie, Ouimet (proc. gén.), Pelletier, Picard, Pozer, Rhéaume, Robertson, Ross, Roy, Simard, Thérien et Verreault -45-

Ainsi, l'amendement est résolu négativement. Alors, la question principale étant mise aux voix, il est ordonné que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

A minuit et trente-cinq, la séance est levée.

Séance du 13 décembre 1869

Sous la présidence de l'honorable J.-G. Blanchet

La séance est ouverte à trois heures.

Dépôt et lecture de pétitions

Les pétitions suivantes sont séparément présentées et déposées sur la table :

Par M. Benoît, la pétition de Joseph Fontaine et autres, de la paroisse de Saint-Patrice de Sherrington, comté de Napierville.

Par M. Jodoin, la pétition du révérend A. Thibault et autres, de la paroisse de Saint-Joseph de Chambly, et la pétition de A.-A. Boudreau et autres, de la paroisse de Longueuil.

Par l'honorable M. Langevin, la pétition de Hugh Kelly et autres, des paroisses de Saint-Joseph et Saint-Edouard-de-Frampton, et la pétition de Patrick Cassidy et autres, du township de Cranbourne.

Par M. Simard, la pétition des directeurs du dispensaire de Québec.

Par M. Lavallée, la pétition de l'Union Saint-Pierre de Montréal.

Par M. Ogilvie, la pétition du dispensaire de Montréal.

Par M. Pozer, la pétition de la municipalité du township de Forsyth.

Par M. Hearn, la pétition du maire, des échevins et citoyens de la cité de Québec.

Par M. Clément, la pétition de la municipalité de la paroisse de Saint-Louis-de-l'Île-aux-Coudres.

Par M. Carter, la pétition de la compagnie d'entrepôt de Montréal, et la pétition de J. D. Kennedy et autres, de la cité de Montréal.

Par M. Laberge, la pétition de Antoine Couillard et autres, de la paroisse de Saint-Jean-Chrysostôme, comté de Châteauguay.

Par M. Moll, la pétition du révérend J.-J. Desautels et autres, de la paroisse de Saint-Damien.

Conformément à l'ordre du jour, les pétitions suivantes sont lues:

De A. Guertin et autres, de la paroisse de Saint-Romuald de Farnham; demandant un acte d'incorporation sous le nom de "Société Saint-Jean-Baptiste de Saint-Romuald-de-Farnham.

De William Tait et autres, de la cité de Montréal; demandant des amendements à l'acte intitulé: Acte pour permettre à la fabrique de la paroisse de Notre-Dame-de-Montréal de faire la translation des corps inhumés dans l'ancien cimetière catholique de Montréal et d'agrandir le nouveau cimetière de Notre-Dame-des-Neiges.

De H. Hogan et autres, de la cité de Montréal; demandant des amendements à l'acte intitulé: Acte pour amender les lois relatives à la corporation de la cité de Montréal et pour autres fins.

Du révérend F.-X. Méthot et autres, de la paroisse de Sainte-Germaine-du-Lac-Échemin; demandant que ladite paroisse soit reconnue civilement.

De l'honorable Lewis T. Drummond et Antoine Brodeur, de la cité de Montréal; demandant la confirmation de l'arpentage et bornage de la ligne de division entre les townships de Grantham et Upton.

Du barreau de la province de Québec, section du district de Québec; demandant à être autorisé à prélever une contribution sur les avocats pratiquant dans cette section de la province.

Du révérend M. Jasmin et autres, de la paroisse Saint-Janvier, et du révérend L. Charlebois et autres, de la paroisse de Sainte-Thérèse, comté de Terrebonne; demandant respectivement l'arpentage des terres et l'ouverture d'un chemin à l'ouest de Sainte-Agathe.

Du révérend L. Provancher, de la cité de Québec; demandant une augmentation de subvention au "Naturaliste canadien".

Du révérend A. Boucher et autres, de la paroisse de Saint-Gabriel, comté de Québec; demandant de l'aide pour un chemin.

Du révérend A. Dupuis, de la paroisse de Sainte-Elizabeth, comté de Joliette; demandant de l'aide pour un asile dans ladite paroisse.

De L. Dumouchel et autres, de la paroisse de Saint-Benoît; demandant de l'aide pour l'hospice Youville.

De la faculté médicale de l'université McGill, et de dame Catherine Simpson et autres, directrices de la maison de refuge, de la cité de Montréal; demandant respectivement que leur allocation annuelle soit continuée.

De la Société bienveillante des dames de Montréal; de l'Asile des orphelins de Saint-Patrice, et de la Maison protestante de refuge et d'industrie de la cité de Montréal; demandant respectivement de l'aide.

Sociétés de colonisation

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVEAU (Québec-Comté): Présente: Réponse à une adresse de l'Assemblée législative, datée le 29 novembre 1869, demandant un état montrant:

1o Le nombre et le nom respectif des sociétés de colonisation formées en vertu de l'acte de la dernière session pour la formation et l'encouragement des sociétés de colonisation, dans toute division électorale de la province, et dont les constitutions et les règlements ont été approuvés par le lieutenant-gouverneur en conseil; spécifiant la date de la réception du rapport au commissaire de chaque société demandant à être reconnue comme société de colonisation et la date de l'enregistrement au bureau du registraire de la province du certificat constatant la formation de telle société.

2o Quelles sociétés ont transmis au commissaire un ou des certificats suivant la section 10 dudit acte.

3o Quelle somme d'argent chaque société a déclaré, sous ses certificats, avoir entre les mains de leurs secrétaires-trésoriers respectifs.

4o Quelle somme d'argent a été payée par le commissaire à chaque société.

50 Quelles sociétés se sont adressées au gouvernement ou au commissaire des Terres de la couronne pour demande de terres pour les colons. Aussi, copie de tous ordres en conseil, réservant des townships ou partie de townships, en faveur de toute société de colonisation. Aussi copie de tous ordres en conseil fixant le nombre de colons que chaque société devra faire établir dans le territoire qui lui aurait été assigné, et le délai durant lequel les colons devront s'y établir. Aussi, un état du nombre de lots qui ont pu avoir été donnés gratuitement à chaque société de colonisation (Documents de la session, no 10).

Aussi, réponse à une adresse de l'Assemblée législative, datée le 6 décembre 1869, demandant copie de toute correspondance entre le gouvernement du Canada et celui de Québec, depuis le premier jour de février dernier, relative à l'immigration; et aussi, copies de tous ordres en conseil sur le même sujet (Documents de la session, no 11).

Rapports de comités:

M. J.-H. BELLEROSÉ (Laval): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le quatrième rapport du comité permanent des dépenses contingentes. Voici ce rapport:

Votre comité a l'honneur de faire rapport qu'il a soumis à un sous-comité les rapports des officiers supérieurs de la Chambre, qui en a fait rapport.

Que votre comité approuve ledit rapport et demande à votre honorable Chambre de vouloir bien l'adopter.

Le tout respectueusement soumis.

Jos.-H. Bellerose,
président, C.D.C.
Assemblée législative,
lundi, 13 décembre 1869

A l'honorable comité permanent des dépenses contingentes de l'Assemblée législative de Québec.

Le sous-comité soussigné a l'honneur de faire rapport:

Qu'il a examiné les rapports de George Manly Muir, écuyer, greffier de la Chambre, de E. Simard, écuyer, assistant-greffier, de C.-F. Langlois, écuyer, greffier en chef des bureaux, de Pierre Chenest, écuyer, maître de poste, de O. Robitaille, messenger en chef, de MM. Simard, Lindsay et Smith, auditeurs, et de L. Simoneau, écuyer, comptable.

M. Muir recommande que le traitement de chacun des écrivains permanents de la Chambre soit augmenté de \$100 par année.

Votre comité ne peut pas prendre sur lui la responsabilité de recommander que cette suggestion soit adoptée pendant ce Parlement mais s'en remet au comité général.

Le rapport de M. Simard fait mention qu'on exigeait d'avance le paiement de timbres pour la transmission des documents parlementaires par

le bureau de poste. On s'est adressé au gouvernement fédéral pour lui demander de modifier ce règlement, mais sans résultat. Votre comité est d'avis qu'on devrait faire des efforts pour l'engager à donner ordre que tous les documents parlementaires, statuts, journaux, appendices et autres documents soient transmis par le bureau de poste, francs de port, dans toutes les saisons de l'année.

Aussi, que les frais de port sur les lettres reçues et non payées d'avance en l'endroit d'où elles sont parties sont chargées cinq cents pour chaque lettre.

Le gouvernement fédéral devrait, au moins dans ce cas, ne charger que 3 cents de port.

Quant à ce qui concerne le ci-devant comptable et ses affaires, il est suggéré qu'à l'avenir les officiers supérieurs de cette Chambre ne devraient en aucune manière permettre aux employés de la Chambre de faire de semblables transactions.

Quant à la mesure prise à l'égard du ci-devant comptable, en le remerciant de ses services, elle rencontre pleinement l'approbation du comité.

M. Langlois donne un aperçu sur la papeterie achetée pour l'usage de la Chambre et l'économie qui en est résultée. Votre comité recommande de prendre tous les soins nécessaires pour acheter la papeterie aux termes les plus favorables pour le prix et la qualité.

Quant aux remarques qui concernent les impressions, ce sujet ayant déjà été rapporté à la Chambre par le comité conjoint des impressions et approuvé, il n'est pas nécessaire d'en parler de nouveau ici.

Comme M. Molony, ci-devant copiste permanent de la Chambre, est suffisamment occupé à la Gazette officielle et qu'on peut se dispenser de ses services, il est en conséquence recommandé qu'on remercie M. Molony de ses services comme copiste de la Chambre et que personne ne soit nommé pour le remplacer, effectuant par là une économie de \$300 par année.

Le maître de poste fait rapport qu'il a dépensé, en estampilles de poste, la somme de \$755.26 cts, pour lettres reçues et expédiées et pour documents envoyés de la Chambre dans les districts, les remarques concernant les frais de poste s'appliquant à ce département auquel on a suggéré des modifications.

Le messenger en chef fait rapport des documents parlementaires expédiés, avec un état de ceux qu'il lui reste en mains.

Les auditeurs font rapport que les comptes furent trouvés corrects, lequel rapport s'accorde avec un rapport précédent de votre comité.

Etat du comptable sur les dépenses de la Chambre dont on a déjà fait rapport.

L'administration des différents départements paraît à votre comité avoir été bonne et économique; les devoirs des divers employés paraissent avoir été bien remplis et à la satisfaction de votre comité.

Le tout respectueusement soumis.

J.G. Robertson,
Jos.-H. Bellerose,
N.-M. LeCavalier,
J.S. Brigham

L'HONORABLE H. LANGEVIN (Dorchester): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le sixième rapport du comité permanent des ordres permanents. Voici ce rapport :

Votre comité a examiné les pétitions suivantes et trouve que les avis requis ont été donnés dans chaque cas:

De l'Union St-Joseph, de la cité de Montréal, demandant des amendements à son acte d'incorporation;

De l'Union St-Jacques, de la cité de Montréal, demandant des amendements à son acte d'incorporation;

De David A. Ross et autres, de la cité de Québec, demandant des amendements à l'acte d'incorporation de la cité de Québec;

La pétition de la Compagnie d'ardoise de Rockland, demandant à augmenter son capital de \$50,000, ne peut nuire qu'aux intérêts des actionnaires; ainsi, il n'est pas nécessaire de donner aucun avis, pourvu qu'il soit inséré dans le bill une clause pour déclarer que le consentement des actionnaires sera nécessaire avant de pouvoir émettre de nouvelles actions.

Votre comité a aussi examiné la pétition de John Kerry et autres, des cités de Montréal et Québec, demandant un acte d'incorporation sous le nom de Collège de pharmacie de la province de Québec et trouve que les avis qui ont été donnés sont suffisants.

Interpellations:

Port du chapeau

M. J.-P. RHEAUME (Québec-Est): Demande la permission à la Chambre de porter son chapeau de fourrure parce qu'il a le rhume.

UN DEPUTE: C'est un privilège de la Chambre, n'importe qui peut porter son chapeau sans en demander la permission.

M. J.-P. RHEAUME (Québec-Est): Je le sais; je ne voulais pas passer pour grossier, coiffé ainsi, sans permission.

M. L'ORATEUR: Que le représentant de Québec-Est demeure donc coiffé.

Introduction de bills:

M. C.-B. GENEST (Trois-Rivières): Demande la permission d'introduire un bill pour pourvoir à l'interdiction des ivrognes d'habitude.

Accordé.

M. E. CARTER (Montréal-Centre): De-

mande la permission d'introduire un bill amendant la 32e Victoria, chapitre 22, concernant les jurés et jurys.

Le but du bill est d'éviter la possibilité que tous les membres d'une compagnie soient appelés à servir comme jurés pendant une même session. Sous la présente loi, la chose s'est déjà produite dans le district de Montréal alors que tous les membres d'une compagnie ont été appelés à servir comme jurés en même temps, ce qui évidemment comporte toute sorte d'inconvénients.

Accordé

M.E. CARTER (Montréal-Centre): Demande la permission d'introduire un bill permettant à la Compagnie d'ardoise de Rockland d'augmenter son fonds capital.

Accordé.

Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés.

M. E. CARTER (Montréal-Centre): Demande la permission d'introduire un bill pour incorporer le Collège de pharmacie de la province de Québec.

Accordé.

Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés.

Société de numismatique et d'archéologie de Montréal

M. E. CARTER (Montréal-Centre): Propose, selon l'ordre du jour, la troisième lecture du bill incorporant la Société de numismatique et d'archéologie de Montréal.

Adopté.

Union Saint-Joseph de Farnham

M. J. S. BRIGHAM (Missisquoi): Propose, selon l'ordre du jour, la troisième lecture du bill incorporant l'union Saint-Joseph de Farnham.

Adopté.

Société calédonienne de Montréal

M. L.R. CHURCH (Ottawa): Propose, selon l'ordre du jour, la troisième lecture du bill incorporant la Société calédonienne de Montréal.

Adopté.

Interpellations:

Caisse de retraite

M. G.H. SIMARD (Québec-Centre): Demande si c'est l'intention du gouvernement durant cette session d'instituer une caisse de retraite à l'intention des employés de la fonction publique.

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVEAU (Québec-Comté): Il s'agit d'une des choses référées

à la commission de la fonction publique dont le premier rapport sera sous peu soumis à la Chambre. Je crains cependant que les commissaires n'aient pas eu le temps de faire enquête sur cette affaire. Comme ce fonds sera constitué en partie par une somme prélevée à même le traitement des employés et en partie par des subsides versés par l'Etat, il serait préférable que cette affaire soit réglée après qu'on aura établi les ressources permanentes de la province.

Validation de certains actes notariés

M. J. PICARD (Richmond-Wolfe): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité pour étudier le bill rendant valides certains actes notariés.

Le comité étudie le bill et fait rapport avec amendement.

Successions légitimes

M. P. Benoît (Napierville): Propose la deuxième lecture du bill réglant certaines successions légitimes.

Il explique l'objet du bill. Dans le cas d'une succession légitime, si la personne décédée ne laisse pas de frères, de sœurs, de neveux, de nièces, de descendants, mais laisse son père et sa mère, ceux-ci reçoivent la moitié de la succession tandis que l'autre moitié va aux parents les plus près du défunt.

L'HONORABLE G. OUMET (Deux-Montagnes): Demande au représentant de Napierville de proposer la deuxième lecture de ce bill mardi prochain car lui, le procureur général, pourrait consulter les juges de la cour du Banc de la Reine qui se trouvent tous à Québec en ce moment.

Cour Supérieure

Message du lieutenant-gouverneur:

M. L'ORATEUR: Son Excellence le lieutenant-gouverneur désire la présence immédiate de cette honorable Chambre dans la salle des séances du Conseil législatif.

En conséquence, M. l'Orateur et la Chambre se rendent dans la salle des séances du Conseil.

Et étant de retour, M. l'Orateur fait rapport que, conformément aux ordres de Son Excellence le lieutenant-gouverneur, la Chambre s'est rendue auprès de Son Excellence, dans la salle des séances du Conseil législatif, où il a plu à Son Excellence de donner, au nom de Sa Majesté, la sanction royale au bill intitulé: "Acte pour amender la loi relative à la constitution de la cour Supérieure".

A quatre heures quinze, l'assemblée est levée.

Séance du 14 décembre 1869

Sous la présidence de l'honorable J.-G. Blanchet

La séance s'ouvre à trois heures.

Elections contestées

M. L'ORATEUR: Informe la Chambre qu'en conformité de la 39e clause de l'acte de la ci-devant province du Canada concernant les élections parlementaires contestées, il fixe à demain, à 11 heures de l'avant-midi, dans la chambre du comité des élections contestées, la première réunion du comité général des élections.

Dépôt, et lecture de pétitions:

Les pétitions suivantes sont séparément présentées et déposées sur la table:

Par M. Joly, la pétition d'Edouard Lagueur et autres, des paroisses de Saint-Romuald et Saint-Nicolas.

Par M. Pozer, la pétition de Jean Doyon et autres, de Tring et autres townships.

Par M. Church, la pétition de la municipalité du township de Wright, comté d'Outaouais.

Par M. Poupore, la pétition de William G. Walsh et autres, des townships de Allean et Cawood, comté de Pontiac.

Par M. Brigham, la pétition de J.-E.-J. Landry et autres, de la cité de Québec.

Par M. Beaubien, la pétition de Louis Beaubien et autres, directeurs provisoires du chemin de fer de colonisation du nord, la pétition de Mary McCarthy et autres, de l'Institution des aveugles, de la cité de Montréal.

Par l'honorable M. Chauveau, la pétition du révérend A. Boucher et autres, de la paroisse Tewkesbury.

Par M. Carter, la pétition de Robert W. Pearson, de la cité de Montréal.

Par l'honorable M. le procureur général Ouimet, la pétition de l'école de médecine et de chirurgie, de la cité de Montréal.

Par l'honorable M. le solliciteur général Irvine, la pétition de W. Bell et autres, de la municipalité de Saint-Roch-de-Québec-Sud.

Par M. Tremblay, la pétition de la municipalité du township de Chicoutimi.

Introduction de bills:

M. F. DUGAS (Montcalm): Demande la permission d'introduire un bill pour changer les limites des comtés de Joliette et Montcalm.

Accordé.

M. H.-G. JOLY (Lotbinière): Demande la permission d'introduire un bill pour amender les actes et les ordonnances concernant l'incorporation de la cité de Québec et l'aqueduc de ladite cité.

L'HONORABLE H.-L. LANGEVIN (Dor-

Chester): Appuie la proposition, par courtoisie envers un collègue, sans admettre nécessairement les principes du bill.

M. G.-H. SIMARD (Québec-Centre): Explique qu'on a placé son nom au verso des copies françaises du bill à son insu. Puisque le bill a été présenté sans sa permission, il ne s'engage pas à le parrainer dans la Chambre.

M. H.-G. JOLY (Lotbinière): J'approuve la mesure qui porte le nom de M. Simard et je ne crains pas de la présenter devant cette Chambre. Je n'ai pas eu l'occasion, avant l'ouverture de la séance, d'expliquer à M. Simard (Québec-Centre) mes raisons d'entreprendre le parrainage du bill. Puisque le député de Québec-Centre (M. G.-H. Simard), n'accepte plus la responsabilité du bill, je l'accepterai. Je lui dois, par délicatesse, cette explication pour avoir mis son nom à la place de celui d'un autre député.

Accordé.

Le bill est renvoyé au comité permanent des divers bills privés.

Juges de paix

L'HONORABLE G. OUMET (Deux-Montagnes): Propose, selon l'ordre du jour, la troisième lecture du bill pour pourvoir à la nomination de juges de paix ayant une juridiction plus étendue.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Indemnité des membres de l'Assemblée législative

L'HONORABLE J.G. ROBERTSON (Sherbrooke): Propose, selon l'ordre du jour, la troisième lecture du bill concernant l'indemnité des membres de la Législature et le salaire de l'Orateur de l'Assemblée législative.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Discours du budget

L'HONORABLE J.G. ROBERTSON (Sherbrooke): Annonce qu'il fera son exposé financier à la séance du soir.

Comme il n'y a rien devant la Chambre, l'Orateur déclare qu'il est six heures et quitte le fauteuil.

Reprise de la séance à sept heures et demie

Message du lieutenant-gouverneur

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVÉAU (Québec-Comté): Remet à M. l'Orateur un message de Son Excellence le lieutenant-gouverneur, revêtu de la signature de son Excellence.

M. N.-F. BELLEAU: Le lieutenant-gouver-

neur de la province de Québec transmet à l'Assemblée législative un estimé des sommes requises pour la province, pour les dix-huit mois finissant le 30 juin 1871, et en conformité des dispositions de la 54^e clause de l'"Acte de l'Amérique britannique du Nord, 1867", il recommande ces estimés à l'Assemblée législative (Documents de la session, No 4).

Hôtel du gouvernement,
Québec, 7 décembre 1869.

Subsides

M. J. G. ROBERTSON (Sherbrooke): Propose que la Chambre se forme en comité des subsides.

En me levant, ce soir, pour faire cette motion, je me trouve dans un certain embarras qui vient de deux causes. La première, vous la connaissez, c'est que je ne suis trésorier de la province de Québec que depuis très peu de temps et, depuis ma nomination à cette charge, je n'ai pu donner aux finances du pays autant d'attention que je le désirais. Une autre raison, qui me cause un certain malaise, c'est que je viens ici avec la succession de l'ex-trésorier dont vous avez su apprécier l'habileté et qui avait l'art de rendre son discours financier aussi intéressant qu'instructif.

Je suis loin de posséder son habileté et, si je ne connaissais de longue date votre indulgence, il me serait difficile de faire mon exposé financier. Je dois dire d'abord que je ne puis vous donner qu'un état comparé de nos finances. Comme la question du partage de la dette du Canada-Uni entre les deux provinces de l'Ontario et de Québec n'est pas décidée, il m'est impossible de vous faire connaître le chiffre de notre dette et de notre actif exactement. Je ne puis donc que m'occuper de notre dépense et de notre revenu. Je ne puis vous communiquer aucun renseignement sur la dette. Ils seraient de nature à nuire au gouvernement et le placeraient dans une position critique. Qu'il vous suffise donc de savoir que nous nous occuperons bientôt de cette affaire et que j'apporterai dans les négociations autant de zèle que mon prédécesseur.

Vous savez tous qu'en vertu de l'Acte d'Union, le Canada devait assumer la responsabilité de la dette des provinces jusqu'à concurrence de 62 millions, le surplus doit être partagé entre Québec et l'Ontario. Sans commettre d'indiscrétion, je puis dire que ce surplus est de 10 millions et demi. C'est aux arbitres à déterminer la part afférente à chaque province. Il est facile aux membres de l'Opposition de nous critiquer, de parler de retards, mais ils s'expliqueraient ces détails s'ils savaient que l'on a dû, pour arriver à connaître l'actif et le passif en détail, revoir tous les comptes depuis 1841. C'était là un travail long et difficile. Je suis certain que mon ami l'ex-trésorier a fait preuve de diligence et c'est grâce à la lumière qu'il a jetée sur ces comptes embrouillés que j'ai

pu accepter le portefeuille qu'il a laissé.

Les documents qui sont entre vos mains contiennent les comptes publics pour l'année finissant le 30 juin ainsi que les recettes et les dépenses depuis cette date jusqu'à ce jour. Je vais les faire connaître à la Chambre afin qu'il lui soit possible de voir la balance qui se trouvait en caisse le 1er novembre. On se rappellera que les crédits votés à la dernière session devaient suffire, les uns, pour faire face aux dépenses pendant six mois et, les autres, pendant les dix-huit mois finissant le 30 juin dernier. Je dois demander des subsides pour terminer l'année et, de plus, pour l'année finissant le 30 juin 1871.

Cette manière de demander des crédits pour six et dix-huit mois, finira à la fin de la présente année fiscale.

Nous ne devons pas perdre de vue les principes posés à la première session; nous devons tenir à ce que le service se fasse très bien partout. C'est une fausse manière de pratiquer l'économie que de lésiner sur les traitements de nos fonctionnaires. Mieux vaut payer généreusement ceux qui sont capables, mettre à la porte toutes les nullités. Le gouvernement n'a pas rempli les vacances qui se trouvent dans plusieurs départements. Le gouvernement a aussi l'intention de donner, hors des sessions, du travail aux employés permanents qui se trouvent sans ouvrage dans certains départements, afin que nous puissions nous passer d'employés surnuméraires pendant les sessions. En suivant ce principe, nous avons déjà fait des économies. Aussi, dans le bureau des Terres de la couronne, nous avons économisé \$6,460 depuis l'organisation de ce département. Le bureau de l'Éducation figure sous le même titre pour \$2,800 et la Chambre d'Assemblée pour \$4,000.

Les recettes de notre province ne sont pas considérables quand nous les comparons à celles de l'Ontario. Ce fait doit donc nous engager à surveiller les dépenses afin de n'être pas obligés d'imposer des fardeaux sur le peuple. Je pense qu'avant la fin de la session, il nous sera possible d'augmenter le revenu sans nuire aux intérêts du pays. Il est de mode de comparer nos dépenses avec celles de l'Ontario et ceux qui se plaisent à faire ce travail sont ordinairement injustes. Nous n'avons pas un excédent aussi considérable que celui de nos amis, mais que l'on veuille bien considérer les crédits votés à Toronto pour l'agriculture, la colonisation, les institutions de charité et l'on s'apercevra qu'ils dépensent bien moins que nous pour ces objets. Il nous est impossible de placer notre argent à intérêt et de le dépenser comme nous le faisons. Le pays, si nous suivions une autre ligne de conduite, nous refuserait son approbation.

Si un député peut trouver le moyen de résoudre ce double problème, je lui céderai volontiers ma place (rires).

Dans tout ceci, il faut voir ce que demande l'intérêt du pays. Si nous n'accordions pas de crédits considérables à l'agriculture, à la coloni-

sation, aux institutions de charité, il serait facile de grossir notre encaisse, mais serait-ce là une sage politique? Non, elle nous conduirait à la pauvreté ou bien nous demeurerions stationnaires. Nous ne pouvons nous dispenser de voter ces deniers si nous voulons développer les ressources de la province et nous créer des revenus pour l'avenir; après ces considérations, j'entre dans mon sujet.

Maintenant, abordons le chapitre des recettes pour l'année fiscale finissant le 30 juin 1869. Nous avons reçu du gouvernement fédéral le subside de 80 cents pour chaque habitant de notre province, plus l'autre subside, en tout \$979,881.71.

Les terres de la couronne ont produit \$433,599, dont \$42,984.47 en billets dont l'échéance n'est pas encore arrivée.

La vente des timbres a donné \$80,176.83; le fonds des bâties et des jurés, l'assurance sur la cour d'Aylmer, etc., \$36,116; les taxes de la cour, les timbres et les amendes, \$20,041. Il nous reste des timbres non distribués pour une valeur de \$13,598.

Le fonds de l'éducation nous a donné \$22,143, laquelle somme se compose de crédits qui n'ont pas été dépensés \$14,600, plus \$6,640 des écoles normales, \$537 venant du fonds de retraite des instituteurs, et \$365 du Journal de l'Instruction publique. Il reste des crédits affectés par le gouvernement fédéral à la colonisation une somme de \$2,565 et \$448 qui ont été remis par un inspecteur.

Le revenu casuel formé par les amendes, saisies, etc., a rapporté \$1,967.

La réforme de Saint-Vincent-de-Paul nous a donné \$1,359; l'asile des lunatiques de Saint-Jean, \$104; le fonds d'emprunt municipal, \$5,703; le prêt aux incendiés de Québec, \$2,906; la Gazette officielle, \$4,438; l'intérêt sur les dépôts, \$11,183; les billets recevables, \$699.

Il est nécessaire de faire entrer en ligne de compte certaines sommes que l'on a pu économiser dans les dépenses. L'Assemblée législative nous a rendu \$135; le Conseil législatif, \$1,946. Ajoutons à ces balances une somme de \$165, qui faisait partie des deniers votés pour les pêcheurs du Labrador. Les taxes des bills privés ont produit \$3,500. Du gouvernement civil, il nous est venu une somme de \$1,358. La maison de réforme de Montréal nous a remis \$6,125.

Les recettes pour l'année ont donc été de \$1,676,152.08. Si, à cela, l'on ajoute la balance en main à la fin de l'année précédente, \$218,959.52, nous avons le total de \$1,895,112.60.

Il s'agit maintenant de faire connaître les dépenses de l'année fiscale. Les dépenses des deux chambres ont été de \$123,998. Les nouvelles élections ont coûté \$852. Nous avons dépensé pour la bibliothèque, \$6,000; pour le bureau du greffier en chancellerie, \$872; pour l'impression des lois, \$2,394, faisant en tout, sous le titre de législation, \$134,116.

Le gouvernement civil, y compris les traitements des fonctionnaires, a dépensé \$124,338.

La justice a été administrée moyennant \$295,135; les dépenses de la police ont été de \$5,497 à Montréal, et de \$10,093 à Québec.

Les dépenses de la réforme de Saint-Vincent-de-Paul ont été de \$24,168; des inspecteurs de prison, de \$2,692.

L'éducation a reçu pour sa part \$266,215; comme je l'ai dit tantôt, il nous reste, du crédit voté l'an dernier, une somme de \$22,143.

Après avoir tenu compte des recettes et des dépenses, il nous reste une somme dépensée de \$243,071.41.

La part des dépenses des institutions littéraires et scientifiques n'a été que de \$3,200, celle des arts et manufactures, de \$3,000. Les octrois aux sociétés d'agriculture ont été de \$47,373; ceux du conseil d'Agriculture, de \$6,000; des écoles d'agriculture, de \$800. Ces diverses sommes forment un total de \$54,173.

Les dépenses des chemins de colonisation s'élevaient, le 30 juin dernier, à \$66,398, pour l'année précédente. Ce qui, ajouté aux dépenses de la colonisation, porte les dépenses de la colonisation et de l'agriculture à \$120,571.07.

Les dépenses des travaux publics se montent à \$56,638. Dans ce chiffre se trouvent compris les frais de réparation et d'entretien.

Me voici arrivé au chapitre des hôpitaux et des institutions de charité. Nous avons payé aux propriétaires de l'asile de Beauport \$97,091, à ceux de l'asile de Saint-Jean, \$19,504. Notre part des frais d'entretien de l'hôpital de la Marine a été de \$4,000.

Les différents octrois accordés aux institutions de charité s'élèvent à \$33,650.

Les travaux du cadastre se poursuivent toujours et nous avons payé à ce département, en rapport avec les terres de la couronne, \$8,925.

Les frais d'impressions de la Gazette officielle forment la somme de \$2,653.

Les dépenses du département des Terres de la couronne ont été, dans ses différentes branches, de \$86,132.

Nous avons dû payer \$77 pour les timbres vendus par le gouvernement.

Le service du bureau chargé d'accorder des licences a nécessité une dépense de \$17,306.

En additionnant les chiffres que nous venons de citer, nous trouvons que le total de la dépense est de \$1,321,933. A cette somme, nous devons ajouter les mandats de 1868, que nous avons payés depuis, soit \$15,360; plus quelques recettes que le gouvernement fédéral a faites en notre nom, que nous n'avons pas touchées, et formant une somme de \$2,630, plus une somme de \$665. C'est donc une somme total de \$1,340,599. Il faut en déduire des mandats de 1869 et nous arrivons au chiffre exact de la dépense: \$1,331,911.44

En comparant le total de la dépense à celui des recettes et en faisant la soustraction, nous trouvons un excédent de recettes sur la dépense de \$344,240.59. Si nous ajoutons cette somme

à la balance de \$218,959 que nous avions en caisse à la fin de l'année précédente, nous avons, au 30 juin 1869, une somme de \$563,200, que nous avons placée comme suit:

Dépôt spécial dans la banque	
de Montréal	\$450,000.00
Dépôt ordinaire	113,200.11
Total	\$563,200.11

La Chambre doit savoir que, pour répondre aux besoins du service public, pendant cette partie de l'année fiscale courante, il nous a été nécessaire d'entamer ce placement. Aussi, je vais vous faire connaître les dépenses depuis le 1er juillet dernier jusqu'au 1er décembre. Je joindrai à cet exposé le chiffre de nos recettes pendant la même période.

Nous avons reçu du gouvernement fédéral la somme de \$479,626; du département des Terres de la Couronne, \$83,479. Nous attendons plus de ce département.

Cette diminution est facile à expliquer: elle est due aux dispositions de l'acte passé à la dernière session. Comme il n'était pas suffisamment connu, les employés n'ont pu agir avec toute l'activité et l'assurance ordinaires et les rentrées s'opèrent lentement. Cependant, nous n'avons plus à nous plaindre de ce dérangement passager. La loi est devenue familière à tous et l'on solde les arriérés de compte rapidement, les recettes du mois de décembre seront supérieures à celles des cinq mois précédents.

Les timbres judiciaires et d'enregistrement ont donné \$47,808.62; le bureau du Revenu de l'intérieur \$20,838.

L'éducation, les travaux publics et le revenu casuel ont à leur crédit \$4,226. La réforme de Saint-Vincent-de-Paul et l'asile de Saint-Jean \$663.42; le fonds de bâtisses et des jurés \$3,142; le palais de Justice de Montréal \$119.

Les différents départements qui n'ont pas dépensé tous les crédits affectés à leur entretien ont remis au trésor \$2,356. Le prêt aux incendies de Québec, les amendes, ont porté le montant à \$640,600. Les revenus de la Gazette officielle ont été de \$3,477.94; ceux de l'administration de la justice de \$2,509, les intérêts, \$2,733. C'est donc un montant de \$653,830 que nous avons retiré de ces différentes sources de revenu pendant les cinq derniers mois.

Il me reste à mettre en regard la dépense pendant la même période: législation, \$48,788; le gouvernement civil, salaires, etc., \$56,318.62; administration de la justice, \$115,781; police, \$3,652; la réforme de Saint-Vincent-de-Paul, \$14,096; l'inspection des prisons, \$1,691.

Nous avons dépensé pour les fins de l'éducation dans toutes ses branches, \$93,388; les institutions littéraires et scientifiques n'ont élargé au budget que pour \$400; le reste du crédit affecté à l'éducation sera probablement dépensé avant la fin de l'année.

Les sociétés d'agriculture ont reçu \$39,903; nous avons consacré \$1,200 à l'enseignement

agricole dans les écoles normales et à l'Assomption.

L'immigration, j'ai peine à le constater, ne nous a fait dépenser que \$20.82.

Les chemins de colonisation des trois espèces n'ont pas été négligés et nous ont coûté \$174,408, et nous avons une balance en main.

Nous avons dépensé pour les travaux publics, en loyers, réparations, etc., \$9,782; pour la réforme de Saint-Vincent-de-Paul; \$11,380 pour un appareil de chauffage dans la prison de Montréal, \$6,065; pour les cours et les prisons, \$22,566; pour l'asile de Beauport et celui de Saint-Jean, \$62,067. Le bureau d'enregistrement a coûté \$5,324; la Gazette officielle, \$2,502.

Nous avons dépensé encore \$8,812 pour différents objets, et \$662 pour les frais de perception des licences. Les frais d'exploration des terres de la Couronne s'élèvent à \$30,679. Nous avons soldé des mandats échus depuis le 30 juin pour un montant de \$8,687.

L'ensemble des dépenses forment donc la somme de \$718,189. Il faut déduire l'argent payé pour mandats de 1869 la somme de \$9,739, ce qui nous laisse une dépense de \$708,449, pour les cinq mois finissant le 1er décembre 1869. Les dépenses ont donc, pendant cette période, dépassé les recettes de \$54,619. En déduisant cette somme du montant en caisse, il nous reste un surplus de \$508,580. Je dois faire remarquer que les recettes pendant le mois présent sont considérables et que les terres de la Couronne nous ont donné, depuis le commencement du mois, \$153,000.

D'après mes calculs, voici quels seront nos revenus pendant les dix-neuf mois: nous recevons du gouvernement fédéral \$1,278,691.40; de ce chiffre, il faut déduire l'intérêt que nous devons au gouvernement sur le surplus de notre dette, et il nous restera \$959,252.80; les terres de la Couronne, seigneurie de Lauzon, les terres du clergé et des Jésuites devront nous rapporter \$830,260; les timbres, \$180,300; revenu de l'intérieur, licences, \$156,000; les fonds du jury et des bâties et les taxes de la cour, \$22,480; éducation, \$11,163, réforme de Saint-Vincent-de-Paul et Saint-Jean, maison de réforme \$13,000; fonds d'emprunt municipal, \$40,000; fonds du prêt aux incendiés de Québec, \$4,350; Gazette officielle, \$27,200; revenu casuel, impression des lots, \$2,060; bills privés, \$5,000; intérêt sur dépôts et billets recevables, \$27,000; ces revenus et l'encaisse actuel porteront nos revenus, à la fin de l'année fiscale de juin 1871, à \$3,106,084.

Il me reste à donner le budget de la dépense pour dix-huit mois. Voyons d'abord le budget pour les premiers six mois finissant le 30 juin 1870:

Conseil législatif, \$27,020.40; Assemblée législative, \$58,418.61; éducation, etc., \$112,800; institutions littéraires et scientifiques, \$3,600; chambre des arts et manufactu-

res, \$2,000; travaux et édifices publics, \$8,600; hôpitaux et institutions de charité, \$67,000.

Voici maintenant le budget pour les douze mois suivants finissant le 30 juin 1871 :

Conseil législatif, \$34,950.40; Assemblée législative, \$83,300; pour les deux Chambres, \$140,430.40; gouvernement civil, \$133,705; administration de la justice, etc., \$380,992.36; éducation, \$278,200; institutions littéraires et scientifiques, \$3,600; arts et manufactures, \$2,000; agriculture, immigration et colonisation, sociétés d'agriculture, etc., (couvrant les allocations autorisées par les statuts,) \$50,000; bureau d'Agriculture, \$8,000; enseignement agricole attaché aux écoles normales, \$15,000; écoles d'agriculture, deux françaises et une anglaise, \$2,400; agriculture, immigration et colonisation, écoles d'agriculture, droit de tant pour cent que la loi autorise de retenir sur les paiements faits en 1867 aux sociétés, et dû aux écoles, à être également partagé entre les écoles d'agriculture de Sainte-Anne et de l'Assomption, \$2,180.70; immigration, en y comprenant les impressions, cartes, etc., \$20,000; colonisation, sociétés, chemins, \$237,000; travaux et édifices publics, \$285,065; hôpitaux et institutions de charité, \$169,228; services divers, \$64,700; le total de la dépense est en conséquence de \$1,891,171.

Ainsi en résumé, le revenu pour les 19 mois finissant le 30 juin 1871 est de \$3,106,084.99.

La dépense pour les six mois finissant le 30 juin 1870 sera de \$327,645.

Pour les dix-huit mois finissant le 30 juin 1871, \$1,891,171.

Le montant non dépensé au terme du chap. 1, 32 Vict. était le 1er décembre de \$1,018,601.

Nous espérons réaliser sur les crédits votés \$393,000, et nous pensons que nous aurons un surplus de \$261,667 le 30 juin 1871, si tous les crédits sont dépensés, ce qui n'arrivera certainement pas.

Je puis dire que les estimés de revenu ont été faits avec tout le soin possible et que s'ils pèchent par un côté, ils ne sont pas assez élevés. J'ajouterai de plus que les crédits votés ne seront pas entièrement dépensés.

Le devoir nous conseille de suivre une politique prudente et il me semble que, pour agir conformément à ses conseils, nous devrions mettre de côté tous les ans une somme de \$100,000. Cette somme nous sera d'un grand secours plus tard quand nos ressources provenant des terres de la Couronne diminueront. Comme vous le voyez, notre position financière n'a rien qui doive nous donner de l'orgueil, mais rien non plus de désespéré.

Si je n'ai pas trop fatigué l'attention de la Chambre...

VOIX NOMBREUSES: Non, non. Parlez, parlez.

M. J.G. ROBERTSON (Sherbrooke): J'ajou-

terai quelques remarques avant de reprendre mon siège.

Pour envisager notre position, l'on se place dans notre province à des points de vue différents: les uns semblent avoir juré de déprécier nos institutions locales et ne voient de bon et d'utile que le gouvernement fédéral. Les uns et les autres se trompent, car ces deux gouvernements se complètent et doivent marcher de concert pour promouvoir les intérêts du pays. Il ne faut non plus pécher par l'excès contraire, crier à la tyrannie du gouvernement fédéral et dire qu'il veut empiéter sur notre terrain. Ceux-ci donnent une importance exagérée au gouvernement des provinces et appréhendent à tort l'influence prépondérante du gouvernement fédéral.

Je pense que nos institutions, mieux comprises à l'avenir, fonctionneront mieux et sans frottement. Pour cela, il faut que certaines personnes changent d'idée. Elles manquent de confiance dans nos institutions et ont peur de fantômes. Cette absence de confiance est très préjudiciable. Voyez par exemple les Américains, jamais on ne les accusera de cette faute. Consultez le premier venu des Etats-Unis, il vous parlera des difficultés de son pays comme si lui seul pouvait en porter le poids.

Ces hommes qui croient tout désespéré avocassent des changements dans nos relations avec l'Angleterre. Sur quoi s'appuient-ils? Ils n'ont à reprocher à la mère patrie ni sa tyrannie, ni son manque de protection, ni son indifférence. Ils reconnaissent avec nous qu'elle nous traite très bien et que nous n'avons rien à lui reprocher. Non, ils veulent briser le lien colonial afin d'augmenter la prospérité du pays. J'avoue que je n'ai jamais sympathisé avec ces amis de l'indépendance et que je les crois sous l'empire d'une idée fausse. Avec l'indépendance, où irions-nous? Il est facile de le dire.

Nous serions obligés de faire des sacrifices aux Américains en échange de leur amitié, et nous ne pourrions nous maintenir qu'à ce prix. Nous ne vivrions comme nation que suivant le bon plaisir des Américains. Voilà ce que nous promet l'indépendance.

Il y a des gens, des fatalistes, qui prétendent répondre à tous les arguments avec leur idée de "destinée manifeste". Ils voient notre absorption par la république voisine dans un avenir rapproché. Il vaudrait mieux moins parler de cette "destinée manifeste" et nous occuper davantage de notre devoir manifeste.

Ce devoir nous commande de donner toute notre attention aux affaires de notre pays, de travailler par tous les moyens à faire fonctionner nos institutions. Il sera temps de songer à nous séparer de la mère patrie quand nous serons forts et puissants, quand elle ne voudra plus de nous et nous dira de marcher seuls. Alors, il sera temps de parler d'indépendance. En attendant, travaillons à répandre partout les lumières, imitons les Américains dans ce qu'ils ont de bon, leur système d'éducation, leur

système d'émigration si propre à attirer les étrangers parmi eux; mais ne nous montrons pas prêts à changer l'Union Jack pour le drapeau étoilé. Restons attachés à l'Angleterre, faisons preuve, comme par le passé, de dévouement à la Reine, et nous n'aurons rien à envier aux autres nations. Travaillons aussi à cimenter l'union et l'harmonie qui existent entre les différentes nationalités, et, tous ensemble, marchons vers le progrès et la prospérité.

Nous avons dans cette province les descendants des deux plus grandes nations de l'univers. Rivalisons généreusement et amicalement et tâchons d'imiter nos modèles. Que notre but soit de vivre en parfaite harmonie les uns avec les autres malgré les différences d'origine et de religion; travaillons au développement de nos ressources, à la diffusion de l'instruction publique, à l'encouragement des entreprises industrielles et artistiques et nous ferons de cette province un pays digne de l'admiration de l'univers. (Vifs applaudissements.)

L'HONORABLE H.-L. LANGEVIN (Dorchester): Je félicite l'honorable trésorier d'avoir fait un aussi habile exposé financier. Sa réputation est faite; il nous a prouvé que nous n'avions pas droit de nous désespérer. Sans doute, il ne nous a pas fait voir les chiffres brillants de l'Ontario, mais nous savons que notre province, avec un revenu moindre, est obligée de dépenser plus que l'Ontario. L'agriculture, les terres de la Couronne, les institutions de charité nous demandent des sommes d'argent considérables.

J'approuve fort la proposition du trésorier relativement au fonds de réserve qu'il veut former pour suppléer plus tard à l'insuffisance du revenu. En mettant de côté chaque année \$100,000, en 10 ans nous aurons au delà d'un million et, à cette époque, cette somme nous sera d'un grand secours.

On a parlé de l'empiètement du gouvernement fédéral en cette Chambre. C'est à tort qu'on lui suppose le désir de s'arroger des droits qui ne lui appartiennent pas. Il ne fait que s'acquitter des obligations que la Constitution lui impose et rendre un service aux gouvernements locaux quand ils outrepassent les limites de leurs pouvoirs.

M. H.-G. JOLY (Lotbinière): Présente des objections au sujet des prévisions de subsides du Dominion.

L'HONORABLE J.G. ROBERTSON (Sherbrooke): Pense qu'il vaut mieux ne pas donner les explications demandées, pour ne pas affaiblir la position du Québec dans l'arbitrage.

L'HONORABLE C. DUNKIN (Brôme): Appuie le trésorier.

M. H.-G. JOLY (Lotbinière): Ne partage pas ce point de vue.

M. F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): On a dit que les arbitres à qui a été confiée la mission de régler nos réclamations méritaient notre respect. Je partage cette opinion, et il me semble que les ministres devraient s'en remettre à leur jugement, à leur impartialité pour leur laisser le soin de régler cette question. Ce n'est pas l'Opposition que l'on accusera d'empiéter sur le terrain du gouvernement fédéral et ce n'est pas à elle que s'appliquent les paroles sévères du ministre d'Etat, car nous avons averti le gouvernement, l'an dernier, qu'il outrepassait ses droits.

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVEAU (Québec-Comté): Le député de Saint-Jean (M. Marchand) revient sur la question du délai et dit qu'il ne voit pas ce que nous avons gagné à cette déduction de \$1,700,000. C'est pourtant bien clair; cette somme a été déduite du montant des réclamations du gouvernement fédéral contre les provinces.

Je rappellerai encore à l'honorable député que plusieurs comptes n'ont pu encore être clos et que, tous les jours, le gouvernement fédéral paye à l'acquit des parlements locaux. L'honorable député a cru nous poser en rebelles et ennemis du gouvernement fédéral. En dépit de ses paroles et de ses prétentions, nous n'abandonnons pas notre position. Nous sommes d'avis que notre bill est constitutionnel, et nous l'avons laissé désavouer. Nous aviserons dans quelques jours sur ce qu'il nous reste à faire.

En comité:

Il est résolu:

1. Qu'une somme n'excédant pas vingt-sept mille vingt piastres et quarante centins soit

accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses pour l'indemnité et allouance pour frais de voyage des membres et les salaires et dépenses contingentes du Conseil législatif, montant resté au-dessous de la fixation du crédit voté pour la dernière session, comprenant ce qui est requis pour la présente session, pour les six mois expirant le 30 juin 1870.

2. Qu'une somme n'excédant pas cinquante-huit mille quatre cent dix-huit piastres et soixante et un centins soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses pour l'indemnité et allouance pour frais de voyage des membres, et les salaires et dépenses contingentes de l'Assemblée législative, montant resté au-dessous de la fixation du crédit voté pour la dernière session, comprenant ce qui est requis pour la présente session, pour les six mois finissant le 30 juin 1870.

3. Qu'une somme n'excédant pas sept cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses d'élections, pour les six mois finissant le 30 juin 1870.

4. Qu'une somme n'excédant pas mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour octroi à la bibliothèque du Parlement, pour les six mois finissant le 30 juin 1870.

5. Qu'une somme n'excédant pas quatre mille six cent quatre-vingts piastres soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses d'impression, reliure et distribution des statuts, pour les six mois finissant le 30 juin 1870.

Le comité fait rapport à la Chambre qu'il a passé plusieurs résolutions, et demande la permission de siéger à nouveau.

Accordé.

La séance est levée à onze heures.

Séance du 15 décembre 1869

Sous la présidence de l'honorable J.-G. Blanchet

La séance est ouverte à trois heures.

Dépôt et lecture de pétitions:

Les pétitions suivantes sont séparément présentées et déposées sur la table:

Par M. Ogilvie, la pétition du maire, des échevins et citoyens de la cité de Montréal.

Par M. Simard, la pétition de dame Luce-Gertrude Drapeau et autres, de la cité de Québec.

Par M. Mailloux, la pétition de Thomas-P. Pelletier et autres, du township de Bégon, comté de Témiscouata.

Conformément à l'ordre du jour, les pétitions suivantes sont lues:

De A.-A. Boudreau et autres, de la paroisse de Longueuil; demandant un acte d'incorporation sous le nom de "Club Montarville de Longueuil."

De J.D. Kennedy et autres, de la cité de Montréal; demandant un acte d'incorporation sous le nom de "Association de secours mutuel irlandaise catholique de Montréal."

De l'Union Saint-Pierre de Montréal, et de la Compagnie d'entrepôt de Montréal; demandant respectivement des amendements à leur acte d'incorporation.

Du maire, des échevins et citoyens de la cité de Québec; demandant des amendements à l'acte d'incorporation de ladite cité.

De Joseph Fontaine et autres, de la paroisse de Saint-Patrice de Sherrington, comté de Napierville; demandant que le chapitre 69 de l'acte 29 et 30 Victoria ne soit pas amendé.

De la municipalité de la paroisse de Saint-Louis de l'Ile-aux-Coudres; demandant de l'aide pour construire un quai.

De Antoine Couillard et autres, de la paroisse de Saint-Jean-Chrysostôme, comté de Châteauguay; demandant de l'aide pour creuser une rivière.

Du révérend A. Thibault et autres, de la paroisse de Saint-Joseph de Chambly; demandant de l'aide pour un hôpital dans ladite paroisse.

Des directeurs du dispensaire de la cité de Québec, et du dispensaire de la cité de Montréal; demandant respectivement que leur allocation annuelle soit continuée.

De Hugh Kelly et autres, des paroisses de Saint-Joseph et Saint-Edouard de Frampton; de Patrick Cassidy et autres, du township de Cranbourne; de la municipalité du township de Forsyth et du révérend J.-J. Desautels et autres, de la paroisse de Saint-Damien; demandant respectivement de l'aide pour des chemins.

Rapports de comités:

M. A.C. LOTBINIERE-HARWOOD (Vaudreuil): J'ai l'honneur de présenter à la Cham-

bre le septième rapport du comité permanent des ordres permanents:

Voici ce rapport:

Votre comité a examiné la pétition de la municipalité du township du Cap-des-Rosiers, demandant que ledit township soit divisé en deux municipalités séparées, et trouve que les avis requis n'ont pas été donnés, mais comme les avis nécessaires ont été donnés pour une pétition semblable présentée l'année dernière par ladite municipalité pour le même objet, et que la présente pétition est signée par le maire et les conseillers de la municipalité, votre comité recommande la suspension de la 51^e règle.

Votre comité a aussi examiné la pétition de A. Guertin et autres, de la paroisse de St-Romuald de Farnham, demandant à être incorporés sous le nom de la société St-Jean-Baptiste de St-Romuald de Farnham, et trouve que cette pétition est de la nature de celles qui n'exigent pas de publication d'avis.

Votre comité a aussi examiné la pétition de William Tait et autres, de la cité de Montréal, demandant des amendements à l'acte concernant l'exhumation des corps enterrés dans le vieux cimetière catholique de Montréal, et trouve que les avis n'ont pas encore été complètement donnés, mais comme ces avis seront complétés avant que le comité des bills privés ne prenne le bill en considération, il recommande la suspension de la 51^e règle.

Quant à la pétition de H. Hogan et autres, de la cité de Montréal, demandant des amendements à l'acte qui amende les lois de la corporation de la cité de Montréal, et pour d'autres fins, votre comité trouve que l'avis signifié à ladite corporation est suffisant. Quant à la pétition du révérend F.-X. Méthot et autres, de la paroisse de Ste-Germaine-du-lac-Etchemin, demandant que ladite paroisse soit érigée civilement, votre comité trouve qu'aucun avis n'a été donné dans les journaux, mais qu'il en a été donné avis suffisant par la publication d'iceil à la porte de l'église de ladite paroisse, pendant trois dimanches consécutifs, de la même manière qu'il est procédé devant des commissaires pour un objet semblable.

Votre comité a aussi examiné la pétition de l'honorable Lewis T. Drummond et autres, demandant la confirmation de l'arpentage et bornage de la ligne de division entre les townships de Grantham et Upton, et trouve que les avis nécessaires ne sont pas encore complètement donnés, cependant votre comité recommande la suspension de la 51^e règle, pourvu que le comité des bills privés ne prenne pas le bill en considération avant que les avis ne soient complétés.

Quant à la pétition du Barreau de la province de Québec, section du district de Québec, demandant le pouvoir de prélever une contribution sur les avocats pratiquant dans cette section de la province, votre comité trouve qu'elle est de la nature de celles qui n'exigent pas de publication d'avis.

L'HONORABLE G. IRVINE (Mégantic): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le premier rapport du comité permanent des chemins de fer, canaux, lignes télégraphiques et compagnies de mines et manufacturières. Voici ce rapport:

Votre comité désire recommander à votre honorable Chambre que l'avis de dix jours requis par la 60e règle de cette Chambre soit limité à trois jours seulement, à compter de la date de l'ordre de renvoi de tous les bills privés pour la prise en considération de ces bills par le comité permanent des bills privés, pour le reste de la session, et que la 60e règle soit suspendue de manière à permettre à votre comité de prendre en considération tous tels bills, trois jours après celui de l'affichage.

Adopté.

M. E. CARTER (Montréal-Centre): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le troisième rapport du comité permanent des bills privés. Voici ce rapport:

Votre comité désire recommander à votre honorable Chambre que l'avis de dix jours requis par la 60e règle de cette Chambre soit limité à trois jours seulement, à compter de la date de l'ordre de renvoi de tous les bills privés, pour la prise en considération de ces bills par le comité permanent des bills privés, pour le reste de la session, et que la 60e règle soit suspendue de manière à permettre à votre comité de prendre en considération tous tels bills trois jours après celui de l'affichage.

Adopté.

M. H.-G. JOLY (Lotbinière): J'ai l'honneur de faire rapport à la Chambre que selon la 48e clause de l'acte concernant les élections parlementaires contestées, le comité général des élections a choisi, dans la liste alphabétique des députés qui lui a été renvoyée, les quatre députés suivants pour composer la liste des présidents qui devront servir comme présidents de comité des élections pour la présente session: Sydney Bellingham, écuyer, Joseph-Adolphe Chapleau, écuyer, Félix-Gabriel Marchand, écuyer, et Jacques-Philippe Rhéaume, écuyer.

J'ai l'honneur de faire rapport à la Chambre que, selon la 49e section de l'acte concernant les élections parlementaires contestées, le comité général des élections a partagé les députés restant sur la liste alphabétique en trois listes marquées respectivement A. B. C, chacune contenant un égal nombre de noms.

Sur ce, le greffier a tiré au sort à la table l'ordre desdites listes et a désigné chacune par un numéro indiquant l'ordre dans lequel elles ont été tirées respectivement comme suit: liste a, no 1; liste c, no 2; liste b, no 3.

Introduction de bills:

M. J.S. BRIGHAM (Missisquoi): Demande la permission d'introduire un bill pour incorporer la société Saint-Jean-Baptiste de Saint-Romuald-de-Farnham.

Accordé.

Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés.

M. L. MOLLEUR (Iberville): Demande la permission d'introduire un bill pour amender l'acte concernant les voitures pour chemins d'hiver.

Accordé.

M. J. HEARN (Québec-Ouest): Demande la permission d'introduire un bill pour amender les dispositions des divers actes concernant l'incorporation de la cité de Québec.

Accordé.

Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés.

Validations de certains actes notariés

M. J. PICARD (Richmond-Wolfe): Propose, selon l'ordre du jour, la troisième lecture du bill rendant valides certains actes notariés.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Subsides

L'HONORABLE J.G. ROBERTSON (Sherbrooke): Propose que la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

M. H.-G. JOLY (Lotbinière): Il semble qu'il existe une certaine émulation entre les gouvernements d'Ottawa, de Québec et de l'Ontario, et que chacun tient à montrer le plus gros excédent de recettes. Chaque année, les ministres des Finances accusent un surplus considérable.

Ces prétentions sont accueillies avec défiance sinon avec incrédulité par le public qui ne peut comprendre comment les déficits d'autrefois, quand l'Ontario et le Québec n'avaient qu'une seule et unique administration, peuvent se changer en surplus, maintenant qu'elles en ont trois à supporter.

Il y a là-dessous un mystère qui finira par s'éclaircir; quant à moi, non incrédulité est complète et je refuse toute foi aux chiffres qu'on nous étale avec complaisance de toutes parts.

Déjà d'ailleurs, nous voyons poindre une ombre au tableau. L'honorable trésorier a été forcé d'avouer hier soir que, durant les cinq mois expirés le 30 novembre dernier, il se trouvait un déficit de \$55,000. Il a expliqué que le mois de décembre donnera un surplus; mais le fait n'en

est pas moins grave. Ce n'est qu'un premier pas vers l'abîme où nous conduit la politique aveugle du gouvernement.

La seule partie obscure du discours de l'honorable trésorier est celle qui a rapport à l'arbitrage et à nos rapports financiers avec le gouvernement d'Ottawa et celui de Toronto. Cette obscurité a toujours existé.

Au mois de février 1868, l'honorable député de Brôme (M. C. Dunkin) alors trésorier, nous promettait que les nuages disparaîtraient bientôt. Voilà près de deux ans et le nuage n'est pas encore dissipé, le bientôt n'est pas encore arrivé.

En février 1869, l'honorable ex-trésorier nous conjurait de modérer notre curiosité, assurant qu'il y avait des raisons d'Etat, qu'il ne fallait rien dire, de peur d'éveiller l'attention de l'Ontario; que d'ailleurs nous aurions une solution sous le plus court délai. Il y a de cela dix mois, et le court délai n'est pas encore expiré.

Hier, l'honorable trésorier actuel me disait encore en réponse à ma question: Comment arrivez-vous à la conclusion que durant 19 mois le gouvernement fédéral vous paiera en subside \$1,278,000? "Je ne saurais répondre à une pareille question: ne nous demandez pas de montrer notre jeu trop tôt. Il y a des raisons d'Etat qui nécessitent le silence. Attendons et espérons".

Cependant, le gouvernement l'a déclaré, la Chambre l'a affirmé à plusieurs reprises: Tant que l'excédent de la dette du Canada ne sera pas divisé, nous serons dans l'incertitude de notre état financier, nous ignorerons si nos dépenses sont trop considérables eu égard à notre revenu.

Dans son budget, l'honorable trésorier estime les recettes de la province durant les 19 mois expirant le 30 juin 1871 à \$3,106,601. Dans ce total figure le chiffre de \$1,278,000 comme montant de la subvention fédérale.

Je lui demandai des explications sur le procédé par lequel il est arrivé à la conclusion que nous recevions cette somme. Il refusa de répondre, par courtoisie sans doute pour son prédécesseur qu'il ne voulait pas contredire en face; car je dois des félicitations à l'honorable trésorier: il n'a pas voulu comme le député de Brôme éluder la difficulté ou la nier complètement. Il a été plus franc, et sachant qu'il nous faudrait payer une certaine somme d'intérêt pour notre part d'excédent de la dette du Canada, il y a pourvu dans son budget.

Il n'a pas prétendu comme l'ex-trésorier que nous ne devions rien, qu'au contraire le gouvernement fédéral nous redevait une somme assez ronde, quand on en viendrait à régler les comptes, et je l'en félicite.

M. C. DUNKIN (Brôme): J'ai tenu compte moi aussi de cette dette et j'en ai parlé à la Chambre chaque année.

M. H.-G. JOLY (Lotbinière): M. le trésorier

n'a pas donné d'explication parce qu'il n'a pas voulu jeter le blâme sur son prédécesseur. En donnant ces chiffres et en tenant compte de la dette, il a condamné la politique de M. Dunkin.

M. C. DUNKIN (Brôme): Je n'ai jamais fait ce que dit le député de Lotbinière (M. H.-G. Joly); jamais on ne me rendra responsable de pareilles bêtises.

M. H.-G. JOLY (Lotbinière): Le député de Brôme (M. C. Dunkin) est toujours à m'interrompre, qu'il m'écoute plutôt. L'an dernier, le seul reproche que je lui ai fait, c'était de n'avoir laissé de côté aucune somme pour le paiement de la dette. Je le défie de me montrer, dans son exposé financier, un passage où il a mis que nous devons un seul sou au gouvernement fédéral. Voici ce qu'il disait dans son exposé financier de l'année dernière:

"Je n'admets pas avoir reçu du gouvernement fédéral tout ce que j'ai droit d'avoir, même en supposant que la province paierait \$200,000 d'intérêt par année sur sa part de la dette de l'ancienne province du Canada. La Puissance a en main des balances de banquiers, "trust funds", etc., qui suffisent et au-delà, à éteindre toute somme que nous pourrions lui devoir pour intérêts".

Et d'ailleurs, en l'absence de ce discours, n'avons-nous pas le budget de l'année dernière entre les mains, et ne savons-nous pas qu'il n'y avait pas un seul centin affecté au paiement de ces intérêts?

J'ai fait soigneusement tous les calculs et voici comment je suppose que l'honorable trésorier en est venu à la conclusion que nous recevions de la Puissance cette somme de \$1,278,000.

Il a d'abord commencé par répudier toute liaison avec l'administration du député de Brôme et par dater la sienne du 1er décembre courant.

La subvention totale que nous avons droit de recevoir du gouvernement fédéral pour 18 mois est de \$1,518,032. L'honorable trésorier retranche \$240,000 pour intérêts et ne réclame que \$1,278,000.

Or, il est admis que l'excédent de la dette à partager est de \$10,800,000, dont \$6,000,000 seront à la charge de l'Ontario et \$4,500,000 à la charge de Québec.

L'intérêt de 18 mois sur ces \$4,000,000 est de \$351,250.

L'honorable trésorier nous a dit qu'il avait placé au débit de la Puissance les \$100,000 qu'elle a déjà retenus.

Cette somme de \$340,000 ne s'éloigne que de \$16,000 de celle de \$356,000 à laquelle je fixais tout à l'heure notre quote-part d'intérêts et je suppose que la différence a été comblée par l'intérêt sur le trust fund dont l'honorable trésorier nous parlait dans son discours.

Je félicite le trésorier d'avoir reconnu que nous devons mettre une somme de côté pour le

paiement de la dette, et je donne les explications qu'il nous a refusées hier, de crainte de compromettre M. Dunkin.

M. C. DUNKIN (Brôme): J'ai dit la même chose en d'autres termes.

M. H.-G. JOLY (Lotbinière): Je ne le crois pas. Il y a un autre point: il ne faut pas oublier que, du 1er juillet 1867 au 30 novembre 1869, il s'est écoulé un espace de 29 mois et qu'il n'a jamais été question du paiement de l'intérêt durant toute cette période.

Or 29 mois d'intérêts sur \$4,500,000 donnent \$543,550. Et si l'on déduit les \$75,000 que nous devait l'année dernière le gouvernement fédéral, il reste une balance d'intérêts de \$468,550 qu'il faudra retrancher du surplus de \$508,000 qui se trouvera réduit à sa plus simple expression.

En ce cas, je ne féliciterai pas la province de Québec de sa position financière.

Je ne m'appesentirai pas davantage sur ce sujet. Je ne dirai qu'un mot d'un projet du gouvernement, qui me paraît fort dangereux: je veux parler des bâtisses publiques que l'on prétend ériger.

Lors de la discussion de l'adresse en réponse au discours de Son Excellence, j'eus l'honneur de faire remarquer à cette Chambre qu'il serait fort imprudent de prendre une pareille décision, à moins que le gouvernement ne démontre clairement l'avantage que nous y trouverons.

Si l'on regarde à la page 35 des Comptes publics, on verra que la province ne dépense annuellement pour loyers et taxes des départements que la somme de \$3,337.75.

On demande aujourd'hui \$50,000, mais on sait comment se construisent les édifices publics. Tout le monde se rappelle les bâtisses d'Ottawa. J'espère que la Chambre hésitera avant de se jeter dans une entreprise aussi hasardeuse.

Pour ma part, je suis bien décidé à m'y opposer de toutes mes forces.

On propose encore de voter \$30,000 pour une résidence de lieutenant-gouverneur. Je crois que cette dépense est la plus inutile de toutes.

On me dira peut-être de regarder à la dernière page des estimés où l'on voit qu'une somme de \$2,500 est affectée à une résidence du lieutenant-gouverneur. Je répondrai que cette somme est beaucoup trop considérable quant à Québec, où on peut louer les plus belles résidences de la ville pour \$800 à \$1,000.

Si l'on me dit que l'Ontario dépense \$80,000 pour la résidence de son lieutenant-gouverneur, je rappellerai les paroles de l'honorable trésorier, qui nous disait hier soir que la position financière de l'Ontario est beaucoup plus brillante que la nôtre.

Ce que nous devons imiter dans l'Ontario, c'est avant tout sa politique de retranchement et d'économie.

Je vois avec infiniment de plaisir que l'honorable trésorier, au contraire de son prédécesseur, songe à l'avenir et veut mettre chaque année quelque chose de côté. C'est un progrès dont je félicite la province, c'est un pas dans la bonne voie que je désire ardemment voir suivre par l'administration.

Quant à la question d'indépendance traitée par l'honorable trésorier, elle est fort importante, mais je crois que ce n'est ni le lieu ni le temps de la discuter.

M. C. DUNKIN (Brôme): Le député de Lotbinière veut absolument que nous devions une somme immense au gouvernement fédéral, contre l'opinion du ministre des Finances. C'est assez singulier. Il parle avec beaucoup d'assurance de cette question, et cependant il ne sait pas que le trust fund nous rapportera un intérêt considérable. Quant à l'accusation de M. Joly, que je n'ai pas cru devoir m'occuper de la dette, qu'il regarde mes exposés, et il verra que j'ai fait la même réduction que M. Robertson, mais d'une autre manière. Je n'ai pas avec moi mon dernier discours comme trésorier, mais, au moment opportun, je fournirai toutes les explications qu'on voudra de moi.

L'HONORABLE J. G. ROBERTSON (Sherbrooke): Remarked that he thanked the Honourable Member for Lotbinière for his expression of satisfaction with the financial statement made by him, the Treasurer, last night, and that he, Mr. Joly, agrees with the whole statement made except the estimates of the amount to be received from the Dominion Government, up to 30th June, 1871.

He begged to say that the Honourable Member for Lotbinière was in error in stating that the deficiency in the Provincial Treasury had begun, as the balance was less the 30th November than on the 30th June last. Such was not the fact; what he, the Treasurer, had said was that there was \$54,619 less in the Treasury at the former date than at the close of the past fiscal year, but that if the whole of the present month had been included, there would have been a larger amount in the Treasury than on the 30th June last, exclusive of the expenses connected with legislation, in proof of which he had stated that the Crown Lands Department had received up to the 13th instant \$123,580, which made in the Treasury \$632,161 instead of \$563,200 at the end of June last. Such was the statement made by him, the Treasurer, last night, which showed that this Honourable friend opposite was laboring under a mistake.

The Honourable gentleman for Lotbinière had made a calculation in which he endeavoured to show that he, the Treasurer, differed from him in the calculation of interest for 19 months on the amount of debt due the Dominion Government, up to 30 June, 1871 to the amount of \$16,000, and that on the interest due

before the first of this month, the Treasurer had omitted \$468,000 of interest due up to that period. In answer, the Honourable Treasurer would say that, in making his calculation of the amount due on interest of the debt to the Dominion Government, he had not, as he had been charged, assumed the calculations made by the late Honourable Treasurer, but he had begun at July 1st, 1867. He had taken the amount which, according to the Union Act, the Dominion Government had to pay Quebec; the difference between what the Dominion Government had actually paid and what should have been paid he had charged against the interest due by Quebec. He had also charged the Dominion Government with interest on certain trust funds belonging to Quebec and certain balances in the hands of the Dominion Government and arrived at the conclusion stated in the estimates. He might not be strictly accurate, but he believed he was not far wrong, and the fact that he had arrived substantially at the same result as had the late Honourable Treasurer, who had made his calculations independently and unknown to him (the Treasurer) proved that there could be no great error. The Honourable gentleman opposite had made his calculations without having any proper basis to begin upon. If he (the Treasurer) were to go into details of what assets he expected to receive after the arbitration, he might be obliged to abandon certain items claimed, and he prevented from urging certain claims because he had not included them in the information given. The Honourable gentleman opposite had referred to the public buildings and Governor's residence for which appropriations were asked from the House, and had stated that he would oppose these items. The Treasurer said that if it should prove that he (Mr. Joly) was correct in his estimate that there was a debt against the Province, the interest on which amounted to \$468,000 and also \$16,000, making \$484,000 of interest alone, which represented so large a capital, he (the Treasurer) would agree that no expenditure would be made on the buildings in question.

En Comité :

Il est résolu que :

1. Qu'une somme n'excédant pas soixante et onze mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses de l'éducation supérieure, couvrant les allocations autorisées par les statuts, pour les six mois finissant le 30 juin 1870.

Adopté.

2. Qu'une somme n'excédant pas quatre mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses des écoles dans les municipalités pauvres, couvrant les allocations autorisées par les statuts, pour les six mois finissant le 30 juin 1870.

Adopté.

3. Qu'une somme n'excédant pas vingt mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses des écoles normales, couvrant les allocations autorisées par les statuts, pour les six mois finissant le 30 juin 1870.

Adopté.

4. Qu'une somme n'excédant pas dix mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les salaires des inspecteurs d'écoles, couvrant les allocations autorisées par les statuts, pour les six mois finissant le 30 juin 1870.

Adopté.

5. Qu'une somme n'excédant pas mille huit cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses de livres pour donner en prix, couvrant les allocations autorisées par les statuts, pour les six mois finissant le 30 juin 1870.

Adopté.

6. Qu'une somme n'excédant pas mille trois cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses des journaux de l'éducation, couvrant les allocations autorisées par les statuts, pour les six mois finissant le 30 juin 1870.

Adopté.

7. Qu'une somme n'excédant pas quatre mille sept cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses du fonds destiné aux instituteurs en retraite, couvrant les allocations autorisées par les statuts, pour les six mois finissant le 30 juin 1870.

Adopté.

8. Qu'une somme n'excédant pas sept cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à la faculté médicale, collège McGill, Montréal, pour les six mois finissant le 30 juin 1870.

Adopté.

9. Qu'une somme n'excédant pas sept cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'école de médecine, Montréal, pour les six mois finissant le 30 juin 1870.

Adopté.

10. Qu'une somme n'excédant pas sept cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à la Société d'histoire naturelle, Montréal, pour les six mois finissant le 30 juin 1870.

Adopté.

11. Qu'une somme n'excédant pas quatre cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à la Société historique, Montréal, pour les six mois finissant le 30 juin 1870.

Adopté.

12. Qu'une somme n'excédant pas sept cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à la Société historique et littéraire, Québec, pour les six mois finissant le 30 juin 1870.

Adopté.

13. Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide pour la publication du Naturaliste Canadien, pour les six mois finissant le 30 juin 1870.

Adopté.

14. Qu'une somme n'excédant pas deux mille piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide pour la Chambre des arts et manufactures, pour les six mois finissant le 30 juin 1870.

Adopté.

15. Qu'une somme n'excédant pas trois mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses de l'achèvement de la bâtisse actuellement en voie de construction pour la maison de réforme, Saint-Vincent-de-Paul, pour les six mois finissant le 30 juin 1870.

Adopté.

16. Qu'une somme n'excédant pas cinq mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses pour changer l'appareil calorifère, améliorer le système de ventilation du palais de justice de Montréal, et pour diverses améliorations suggérées, pour les six mois finissant le 30 juin 1870.

Adopté.

17. Qu'une somme n'excédant pas six cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses de l'achèvement d'un mur d'enceinte, pour dépendances, etc., pour la nouvelle prison de Sherbrooke, pour les six mois finissant le 30 juin 1870.

Adopté.

18. Qu'une somme n'excédant pas cinquante-trois mille piastres soit accordée à Sa Majesté — comme une aide à l'asile des aliénés de Beauport, pour les six mois finissant le 30 juin 1870.

M. S. R. BELLINGHAM (Argenteuil): Fait quelques remarques au sujet de l'asile de Beauport.

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVEAU (Québec-Comté): Répond qu'en vertu d'un contrat signé entre le gouvernement et les propriétaires de l'asile, ces derniers devaient recevoir 650 malades à prix fixe. Une fois ce nombre dépassé, les malades étaient admis suivant les prix fixés des propriétaires. Le gouvernement a fait tout en son pouvoir pour faire sortir des prisons et placer dans les asiles les individus atteints d'aliénation mentale qui s'y trouvaient.

Il ajoute que le gouvernement, à la fermeture de la session, a l'intention de conclure un arrangement précis avec les propriétaires afin de protéger et prendre soin de ces malheureux. Si cet arrangement ne pouvait pas être conclu, le gouvernement devrait alors chercher ailleurs une solution.

M. H.-G. JOLY (Lotbinière): Demande des explications.

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVEAU (Québec-Comté): Je serais très heureux d'en donner. Il n'y a rien de fait, mais cinq institutions se montrent prêtes à organiser des écoles soit de réforme ou d'industrie, parmi lesquelles se trouvent le couvent du Bon Pasteur de Québec et les soeurs de la Charité à Lévis.

Adopté.

19. Qu'une somme n'excédant pas dix mille

piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'asile des aliénés, Saint-Jean, pour les six mois finissant le 30 juin 1870.

Adopté.

20. Qu'une somme n'excédant pas quatre mille piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'hôpital de marine et des émigrés, Québec, pour les six mois finissant le 30 juin 1870.

Adopté.

21. Qu'une somme n'excédant pas quatre mille piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à la corporation de l'Hôpital Général, Montréal, pour les six mois finissant le 30 juin 1870.

Adopté.

22. Qu'une somme n'excédant pas trois mille piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'institution des sourds-muets, Montréal, pour les six mois finissant le 30 juin 1870.

Adopté.

23. Qu'une somme n'excédant pas trois mille deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux malades indigents, Montréal, pour les six mois finissant le 30 juin 1870.

Adopté.

24. Qu'une somme n'excédant pas mille six cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'hôpital Saint-Patrice, Montréal, pour les six mois finissant le 30 juin 1870.

Adopté.

25. Qu'une somme n'excédant pas mille cent vingt piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux Soeurs de la Providence, Montréal, pour les six mois finissant le 30 juin 1870.

Adopté.

26. Qu'une somme n'excédant pas six cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'asile de St-Vincent-de-Paul, Montréal, pour les six mois finissant le 30 juin 1870.

Adopté.

27. Qu'une somme n'excédant pas huit cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à la maison protestante d'industrie et de refuge, Montréal, pour les six mois finissant le 30 juin 1870.

Adopté.

28. Qu'une somme n'excédant pas six cent quarante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'asile des orphelins de St-Patrice, Montréal, pour les six mois finissant le 30 juin 1870.

Adopté.

29. Qu'une somme n'excédant pas quatre cent quatre-vingts piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'hospice de la maternité de l'Université, Montréal, pour les six mois finissant le 30 juin 1870.

Adopté.

30. Qu'une somme n'excédant pas sept cent vingt piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'asile de la Madeleine (Bon Pasteur), Montréal, pour les six mois finissant le 30 juin 1870.

Adopté.

31. Qu'une somme n'excédant pas trois cent vingt piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'asile des orphelins catholiques romains, Montréal, pour les six mois finissant le 30 juin 1870.

Adopté.

32. Qu'une somme n'excédant pas mille piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux Soeurs de la Charité, Montréal, pour les six mois finissant le 30 juin 1870.

Adopté.

33. Qu'une somme n'excédant pas six cent quarante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'asile des orphelins protestants, Montréal, pour les six mois finissant le 30 juin 1870.

Adopté.

34. Qu'une somme n'excédant pas quatre cent quatre-vingts piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'hospice de la maternité, sous les soins des Soeurs de la Miséricorde, pour les six mois finissant le 30 juin 1870.

Adopté.

35. Qu'une somme n'excédant pas quatre cent trente piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'asile de la rue Bonaventure, Montréal, pour les six mois finissant le 30 juin 1870.

Adopté.

36. Qu'une somme n'excédant pas huit cent trente piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'asile de Nazareth, pour les aveugles et les enfants pauvres, Montréal, pour les six mois finissant le 30 juin 1870.

Adopté.

37. Qu'une somme n'excédant pas trois cent vingt piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide au dispensaire, Montréal, pour les six mois finissant le 30 juin 1870.

Adopté.

38. Qu'une somme n'excédant pas huit cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à la société bienveillante des dames, pour les veuves et les orphelins, y compris la cidevant maison de réforme, Montréal, pour les six mois finissant le 30 juin 1870.

Adopté.

39. Qu'une somme n'excédant pas trois cent vingt piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'école d'industrie et maison de refuge, Montréal, pour les six mois finissant le 30 juin 1870.

Adopté.

40. Qu'une somme n'excédant pas trois cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'asile de Ste-Brigitte, Montréal, pour les six mois finissant le 30 juin 1870.

Adopté.

41. Qu'une somme n'excédant pas trois cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux Frères de la Charité de St-Vincent-de-Paul, Montréal, pour les six mois finissant le 30 juin 1870.

Adopté.

42. Qu'une somme n'excédant pas trois cents

piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'hospice de Bethléem, Montréal, pour les six mois finissant le 30 juin 1870.

Adopté.

43. Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'hospice de la Miséricorde, rue Fullum, Montréal, pour les six mois finissant le 30 juin 1870.

Adopté.

44. Qu'une somme n'excédant pas six cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Association des dames charitables de l'asile des orphelins catholiques romains, Québec, pour les six mois finissant le 30 juin 1870.

Adopté.

45. Qu'une somme n'excédant pas trois mille deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux malades indigents, Québec, pour les six mois finissant le 30 juin 1870.

Adopté.

46. Qu'une somme n'excédant pas huit cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'asile du Bon Basteur, Québec, pour les six mois finissant le 30 juin 1870.

Adopté.

47. Qu'une somme n'excédant pas quatre cent quatre-vingts piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'hospice de la Maternité, Québec, pour les six mois finissant le 30 juin 1870.

Adopté.

48. Qu'une somme n'excédant pas quatre cent vingt piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'asile des dames protestantes, Québec, pour les six mois finissant le 30 juin 1870.

Adopté.

49. Qu'une somme n'excédant pas quatre cent vingt piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'asile des orphelins, Québec, pour les six mois finissant le 30 juin 1870.

Adopté.

50. Qu'une somme n'excédant pas quatre cent vingt piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'asile Finlay, Québec, pour les six mois finissant le 30 juin 1870.

Adopté.

51. Qu'une somme n'excédant pas quatre cent vingt piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'asile des orphelines protestantes Québec, pour les six mois finissant le 30 juin 1870.

Adopté.

52. Qu'une somme n'excédant pas cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'asile Sainte-Brigitte, Québec, pour les six mois finissant le 30 juin 1870.

Accordé.

53. Qu'une somme n'excédant pas cent soixante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'asile militaire du Canada, Québec, pour les six mois finissant le 30 juin 1870.

Adopté.

54. Qu'une somme n'excédant pas deux cents

piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide au dispensaire, Québec, pour les six mois finissant le 30 juin 1870.

Adopté.

55. Qu'une somme n'excédant pas deux mille cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux malades indigents, Trois-Rivières, pour les six mois finissant le 30 juin 1870.

Adopté.

56. Qu'une somme n'excédant pas cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'hôpital général, Sorel, pour les six mois finissant le 30 juin 1870.

Adopté.

57. Qu'une somme n'excédant pas cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'hôpital Saint-Hyacinthe, Saint-Hyacinthe, pour les six mois finissant le 30 juin 1870.

Adopté.

58. Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'hospice Youville, Saint-Benoît, pour les six mois finissant le 30 juin 1870.

Adopté.

59. Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'asile de la Providence, Côteau-du-Lac, pour les six mois finissant le 30 juin 1870.

Adopté.

60. Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'hôpital St-Joseph, Beauharnois, pour les six mois finissant le 30 juin 1870.

Adopté.

61. Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'hôpital Sainte-Marie, Sainte-Marie-de-Monnoir, pour les six mois finissant le 30 juin 1870.

Adopté.

62. Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'asile de la Providence, Mascouche, pour les six mois finissant le 30 juin 1870.

Adopté.

63. Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'hôpital Saint-Jean, Saint-Jean, pour les six mois finissant le 30 juin 1870.

Adopté.

64. Qu'une somme n'excédant pas deux cents

piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'hospice La Jemmerais, Varennes, pour les six mois finissant le 30 juin 1870.

Adopté.

65. Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'hospice des Soeurs de la Providence, Saint-Vincent-de-Paul, pour les six mois finissant le 30 juin 1870.

Adopté.

66. Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'hôpital de la Providence, Joliette, pour les six mois finissant le 30 juin 1870.

Adopté.

67. Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'hospice de Laprairie, Laprairie, pour les six mois finissant le 30 juin 1870.

Adopté.

68. Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'hôpital Saint-Joseph, Chambly, pour les six mois finissant le 30 juin 1870.

Adopté.

69. Qu'une somme n'excédant pas mille cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses des écoles de réforme, pour les six mois finissant le 30 juin 1870.

Adopté.

70. Qu'une somme n'excédant pas cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses de l'école d'industrie, pour les six mois finissant le 30 juin 1870.

Adopté.

71. Qu'une somme n'excédant pas quatre mille cinquante-six piastres et vingt-trois centins soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses imprévues suivantes, savoir: pour dépenses d'élections, montant d'un mandat spécial de soixante-treize piastres et seize centins, et une autre de mille cent piastres, pour impression, reliure et distribution des lois, etc., etc., deux mille huit cent quatre-vingt-trois piastres et sept centins, pour les six mois finissant le 30 juin 1870.

Adopté.

Le comité demande la permission de siéger à nouveau.

La Chambre s'ajourne à six heures.

Séance du 16 décembre 1869

Sous la présidence de l'honorable J.-G. Blanchet

La séance s'ouvre à trois heures.

Dépôt et lecture de pétitions:

Les pétitions suivantes sont séparément présentées et déposées sur la table:

Par M. LeCavalier, la pétition du collège Saint-Laurent, comté de Jacques-Cartier; et la pétition des Soeurs Marianites de Sainte-Croix, de la paroisse de Saint-Laurent, comté de Jacques-Cartier.

Par M. Tremblay la pétition du révérend P. Girard et autres, de la paroisse de Saint-Louis et d'autres lieux.

Par M. Mailloux la pétition de Pierre Cloutier et autres, du Détour-du-Lac-Témiscouata, et la pétition du révérend L.-N. Bernier et autres, du comté de Témiscouata.

Par M. Verreault la pétition du révérend Charles Galarneau et autres, de la paroisse de Saint-Cyrille.

Par M. Pelletier la pétition de Félix Fournier et autres, des townships de Maillowe et Buckland, et la pétition du révérend Joseph M. Rioux et autres, des townships de Roux et Bellechasse.

Par M. Carter la pétition de Thomas Workman et autres, des cités de Montréal et Québec, la pétition de George Wood et autres, de Coaticook, comté de Stanstead, la pétition de W. E. Ibbotson et autres, des cités de Montréal et Québec, et la pétition de D. Torrance et autres, de la cité de Montréal.

Par M. Simard la pétition du conseil du bureau de commerce de Québec.

Conformément à l'ordre du jour, les pétitions suivantes sont lues:

De Louis Beaubien et autres, les directeurs provisoires de la Compagnie du chemin à lisses de colonisation du nord; demandant des amendements à l'acte pour l'encouragement de certains chemins à lisses de colonisation.

De Jean Doyon et autres, de Tring et autres townships; demandant la passation d'un acte pour diviser lesdits townships en trois municipalités.

De W. Bell et autres, de la municipalité de Saint-Roch de Québec-Sud; demandant qu'une partie de ladite municipalité soit annexée à la municipalité de Saint-Roch, Québec-Nord.

De J.-E.-J. Landry et autres, de la cité de Québec; demandant que le bill pour incorporer le collège de pharmacie de Québec ne devienne pas loi.

De Robert W. Pearson, de la cité de Montréal; demandant la passation d'un acte l'autorisant à pratiquer comme avocat.

De la municipalité du township de Chicoutimi; demandant de l'aide pour un quai.

De William G. Walsh et autres, des townships d'Allean et Cawood, comté de Pontiac; demandant de l'aide pour un chemin.

De la municipalité du township de Wright, comté d'Ottawa, demandant de l'aide pour des chemins et des ponts.

De Edouard Lagueux et autres, des paroisses de Saint-Romuald et Saint-Nicolas; demandant de l'aide pour construire un pont sur la rivière Chaudière.

Du révérend Ans. Boucher et autres, de la paroisse de Tewkesbury; demandant de l'aide pour construire un pont sur la rivière Jacques-Cartier.

De Mary McCarthy et autres, de l'institution des aveugles de la cité de Montréal; demandant de l'aide.

De l'école de médecine et de chirurgie de la cité de Montréal; demandant que son allocation annuelle soit continuée.

Rapports de comités:

M. A. C. DE LOTBINIERE-HARWOOD (Vaudreuil): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le huitième rapport du comité permanent des ordres permanents. Voici le rapport: Votre comité a examiné les pétitions suivantes et trouve qu'elles sont de la nature de celles qui n'exigent point d'avis. Celles de A.-A. Boudreau et autres, de la paroisse de Longueuil, demandant un acte d'incorporation sous le nom de "Club Montarville de Longueuil"; de J. D. Kennedy et autres, de la cité de Montréal; demandant un acte d'incorporation sous le nom de "L'Association de secours mutuel irlandaise catholique de Montréal"; de la Compagnie d'entrepôt de Montréal, demandant des amendements à son acte d'incorporation; de l'Union Saint-Pierre de Montréal, demandant des amendements à son acte d'incorporation.

Quant à la pétition du maire, des échevins et citoyens de la cité de Québec, demandant des amendements à l'acte d'incorporation de ladite cité, votre comité trouve que les avis nécessaires ont été donnés.

M. L. R. CHURCH (Ottawa): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le quatrième rapport du comité permanent des bills privés. Voici le rapport:

Votre comité a examiné le bill intitulé: "Acte pour incorporer la Société Saint-Jean-Baptiste de Saint-Romuald-de-Farnham," et a l'honneur d'en faire rapport sans amendement.

Message du lieutenant-gouverneur :

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVEAU (Québec-Comté): Remet à M. l'Orateur un message de Son Excellence le lieutenant-gouverneur, revêtu de la signature de Son Excellence.

M. N.-F. BELLEAU: Le lieutenant-gouverneur transmet à l'Assemblée législative de la province de Québec, pour son information, le premier rapport de la commission du service civil au sujet de l'organisation et de l'administration des

différents départements, au siège du gouvernement. (Document de la session no 12.)

Hôtel du gouvernement,
Québec, 15 décembre 1869.

Rapports de comités:

L'HONORABLE J. G. ROBERTSON (Sherbrooke): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le deuxième rapport du comité conjoint des deux Chambres au sujet des impressions de la Législature. Voici le rapport :

Conseil législatif, Québec.
Chambre de comité no 3.
Jeudi, 16 décembre 1869.

Au président et aux membres du comité conjoint des impressions pour les deux Chambres:

Votre sous-comité a l'honneur d'informer votre comité qu'il a examiné les documents suivants, et recommande qu'ils soient imprimés:

1. Les comptes publics pour l'année fiscale terminée le 30 juin 1869, comme documents sessionnels;

2. Réponse à une adresse au sujet des sociétés de colonisation formées en vertu de l'acte de la dernière session, pour la distribution pendant la session et comme documents sessionnels;

Votre sous-comité recommande, en outre, que la réponse à une adresse demandant copie de toute correspondance échangée entre le gouvernement de la Puissance et celui de la province de Québec, au sujet de l'immigration ne soit pas imprimée.

Le tout humblement soumis,

Edw. Hale,
président.

Conseil législatif, Québec.
Chambre de comité no 3.
Québec, 11 décembre 1869.

Au président et aux membres du comité conjoint sur les impressions pour les deux Chambres:

Votre sous-comité a l'honneur d'informer votre comité qu'il a soigneusement examiné les documents suivants, savoir :

"Réponse à une adresse de l'Assemblée législative, touchant le pouvoir réclamé par le gouvernement de la Puissance de désavouer les actes des Législatures locales, etc., etc.;"

"Rapport de l'imprimeur de la reine au sujet du coût et des revenus de la Gazette officielle, et des statuts".

Votre sous-comité recommande que le premier de ces documents soit imprimé, en partie, en la quantité ordinaire pour la distribution pendant la session et les documents sessionnels, et que les suivants le soient en partie, aussi, pour les documents sessionnels seulement.

Votre sous-comité recommande, en outre, que le message de Son Excellence le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, transmis à l'Assemblée législative, au sujet du refus de Son Excellence le gouverneur général de sanctionner un acte intitulé: "Acte pour définir les privilèges, immunités et pouvoirs du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de la province de Québec, etc., etc." ne soit pas imprimé.

Le tout respectueusement soumis,

Edw. Hale,
président.

Le rapport est adopté.

Introduction de bills:

L'HONORABLE G. IRVINE (Mégantic): Demande la permission d'introduire un bill pour amender de nouveau l'acte concernant le Barreau du Bas-Canada.

Accordé.

Interpellations

Agents des terres de la Couronne pour la division du Saguenay

M. L.-C. CLEMENT (Charlevoix): Demande si les deux agents des terres de la Couronne et des bois et forêts, qui ont été nommés dernièrement pour la division du Saguenay, doivent continuer à résider à Chicoutimi, ou si l'un de ces messieurs a reçu ou recevra instruction, et quand, de fixer son bureau dans le comté de Charlevoix, pour l'avantage de ses habitants.

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVEAU (Québec-Comté): Répond que M. Tremblay, l'un des agents, résidera à Iberville. Quant à l'autre, il demeurera à Chicoutimi, jusqu'à nouvel avis de la part du gouvernement.

Pétition de G.-T. Tremblay

M. G.-H. SIMARD (Québec-Centre): Propose que la pétition de G.-T. Tremblay et autres, de la cité de Québec, soit renvoyée au comité permanent des dépenses contingentes.

Adopté.

Introduction de bills:

M. J. GARON (Rimouski): Demande la permission d'introduire un bill pour amender l'acte pour diviser le comté de Rimouski en deux divisions d'enregistrement.

Accordé.

Enquêtes des coroners

M. P. LARUE (Portneuf): Propose, appuyé par le représentant de Berthier, (M. L.-J. Moll),

qu'il soit présenté une humble adresse à Son Excellence le lieutenant-gouverneur, priant Son Excellence de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre un état des enquêtes des coroners dans la province de Québec, depuis l'inauguration de la Confédération; cet état indiquant le nombre d'enquêtes tenues par les coroners, les causes de la mort, les noms des médecins dont les services ont été requis par les coroners, et les jurés dans ces cas d'enquêtes; le nombre d'autopsies faites par le ou les médecins appelés dans ces enquêtes et les rapports faits par le jury du coroner dans chaque enquête.

Adopté.

L'HONORABLE G. OUMET (Deux-Montagnes): Si l'honorable député veut un état détaillé pour toute la province, il va donner un travail considérable aux bureaux du gouvernement. Il devrait dire s'il désire avoir un état détaillé pour quelque district ou s'il a en vue un cas particulier. La chose serait alors plus facile.

M. P. LARUE (Portneuf): L'honorable procureur général ne doit pas ignorer sans doute que je me suis entendu avec le gouvernement pour que ce travail soit le moins considérable possible et puisse se faire facilement.

Adopté.

Saisie-exécution de différents biens

M. M.-A. BESSETTE (Shefford): Propose la deuxième lecture d'un bill intitulé: "Acte pour exempter de la saisie-exécution le patrimoine de la famille et autres biens au-dessous d'une certaine valeur."

Ce qui me porte à présenter cette mesure, c'est le désir de prévenir le mal qui provient du crédit illimité que l'on accorde à nos cultivateurs.

Le grand mal de ce pays, c'est la facilité de s'endetter. Le marchand spéculé sur les besoins et, ce qui pis est, sur les fantaisies luxueuses du colon, et lui avance tant et tant, à des prix exagérés, grâce au crédit, qu'un beau jour le colon ne pouvant plus payer ni trouver crédit, est obligé de vendre sa propriété et d'aller aux Etats-Unis chercher sa subsistance. Mon bill n'aura pas pour but de ruiner le crédit, car l'honnête homme l'aura toujours, parce qu'il sera plus prudent. Le marchand voyant cette loi en vigueur ne laissera pas les cultivateurs s'endetter indéfiniment jusqu'à ce qu'il soit obligé de vendre ou de laisser vendre sa terre.

Une loi semblable existe aux Etats-Unis, et le commissaire des terres à Washington a dit que la loi du homestead avait activé la vente des terres de ce pays.

Le bill n'a pas d'effet rétroactif et c'est là son beau côté.

Je demande que mon bill soit référé à un comité spécial.

M.J.ROSS (Compton): Je pense que le bill

au lieu d'être appelé "loi du patrimoine franc" devrait être nommé "loi pour permettre aux cultivateurs de s'exempter de payer leurs justes dettes."

Je ne sais pas s'il existe une loi semblable aux Etats-Unis; peu importe, dans tous les cas, et j'espère que le gouvernement combattrait la mesure du député de Shefford (M. Bessette); et trouvera suffisante la loi sur le patrimoine qu'il a fait adopter à la première session.

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVEAU (Québec-Comté): Comme le fait remarquer le député de Compton (M. Ross) il y a déjà une législation dans ce sens. Le gouvernement ne se prononce pas sur le mérite de la nouvelle mesure, qui constitue un amendement considérable au code et est opposée aux principes sociaux de cette province. D'un autre côté, elle vient à la suite d'une mesure dans ce sens passée par le gouvernement. Je prie donc le député de Shefford (M. Bessette) de remettre la discussion de son bill à un autre jour.

M. H.-G. JOLY (Lotbinière): Je dois complimenter le gouvernement sur sa prudence. En face d'une mesure qu'il trouve opposée aux principes sociaux, prématurée et inutile, l'honorable premier ministre dit qu'il ne se prononce pas sur la mesure. Si le gouvernement est toujours aussi prudent, je lui prédis une longue existence.

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVEAU (Québec-Comté): On est généralement d'avis que l'Opposition contribue à ce résultat plus que n'importe qui.

Je ne suis pas tout le gouvernement. Je ne fais qu'exprimer mon opinion individuelle. Avant de la condamner, je voudrais consulter mes collègues. Je donnerai un autre jour l'opinion du gouvernement, et c'est pour cette raison que je conseille à l'honorable député de Shefford de renvoyer à un autre temps la prise en considération de son bill.

M.S.R. BELLINGHAM (Argenteuil): Ne voit rien d'immoral dans le bill; la seule chose qu'il voit contre lui, c'est qu'il agira contre les intérêts des colons.

L'HONORABLE J.-C. CHAPPAIS (Champlain): Je pense que M. Bessette mérite d'être félicité d'avoir présenté cette mesure et je crois qu'elle doit être discutée. Cependant, ce qui me paraît être son principal argument ne vaut rien du tout: à savoir que les Etats-Unis ont une loi de patrimoine. Le gouvernement a donné l'avantage qu'ils réclament aux nouveaux colons qui s'établissent sur les terres de la Couronne.

Le pays, d'ailleurs, ne désire pas cette mesure, car aucune requête n'en a demandé l'adoption. Je conseille à l'honorable député de retirer son bill et de laisser au pays le temps de l'étudier.

M. J.-P. RHEAUME (Québec-Est): Je ne suis pas prêt à voter sur le projet de loi de l'honorable député de Shefford. Le bill vient d'être distribué et nous n'en connaissons pas ou que bien peu les dispositions. D'après les explications de l'honorable député, ce bill est un pendant de celui passé l'année dernière par l'honorable premier ministre. Cette mesure avait le caractère le plus libéral que l'on puisse désirer. Je félicite l'honorable député de Shefford, du projet de loi philanthropique et patriotique qu'il soumet à cette Chambre, mais je lui ferai remarquer qu'il serait sage et utile que cette Chambre en connût les dispositions avant de voter.

M. E.J. HEMMING (Arthabaska): Combat la mesure.

M. M.-A. BESSETTE (Shefford): Je me rends au désir du gouvernement et je laisserai mon bill sur les ordres du jour. Mais je ne veux pas le retirer; je veux, au contraire, qu'on le discute.

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVEAU (Québec-Comté): Je suis heureux de voir la prudence dont vient de faire preuve l'honorable député de Shefford, qui a imité en cela la conduite du gouvernement. C'est une leçon que vient de recevoir le chef de l'Opposition qui, lui, a été assez prudent pour ne pas nous exprimer son opinion sur la question.

Subsides

L'HONORABLE J.G. ROBERTSON (Sherbrooke): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

Adopté.

En comité:

Il est résolu:

1. Qu'une somme n'excédant pas trente-quatre mille neuf cent cinquante piastres et quarante centins soit accordée à Sa Majesté pour défrayer les dépenses pour l'indemnité des membres et leur allouance pour frais de route, et pour les salaires et dépenses contingentes du Conseil législatif, pour l'année financière finissant le 30 juin 1871.

Adopté.

2. Qu'une somme n'excédant pas quatre-vingt-treize mille trois cents piastres soit accordée à Sa Majesté pour défrayer les dépenses pour l'indemnité des membres et leur allouance pour frais de route, et les salaires et dépenses contingentes de l'Assemblée législative, pour l'année financière finissant le 30 juin 1871.

Adopté.

3. Qu'une somme n'excédant pas mille cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté pour défrayer les dépenses d'élections, pour l'année

financière finissant le 30 juin 1871.

Adopté.

4. Qu'une somme n'excédant pas deux mille piastres soit accordée à Sa Majesté pour octroi à la bibliothèque du Parlement pour l'année financière finissant le 30 juin 1871.

Adopté.

5. Qu'une somme n'excédant pas mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer le salaire et les dépenses contingentes du greffier de la Couronne en chancellerie, pour l'année financière finissant le 30 juin 1871.

Adopté.

6. Qu'une somme n'excédant pas quatre mille six cent quatre-vingts piastres soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses d'impressions, reliure, et distribution des statuts, pour l'année financière finissant le 30 juin 1871.

Adopté.

7. Qu'une somme n'excédant pas trois mille piastres soit accordée à Sa Majesté pour défrayer les salaires et dépenses contingentes du bureau du Greffier en loi, pour l'année financière finissant le 30 juin 1871.

Adopté.

8. Qu'une somme n'excédant pas cent trente-trois mille sept cent cinq piastres soit accordée à Sa Majesté pour défrayer les salaires et dépenses contingentes des divers départements du gouvernement civil, savoir: bureau du lieutenant-gouverneur, la somme de \$2,600; département du Conseil exécutif, la somme de \$3,265; département du Secrétaire et Régistraire, la somme de \$13,750; département des Officiers en loi de la Couronne, la somme de \$9,550; département du Trésor, la somme de \$15,850; département des Terres de la Couronne, la somme de \$30,760; département de l'Agriculture et des Travaux publics, la somme de \$14,650; département de l'Instruction publique, la somme de \$10,860; l'Orateur du Conseil législatif, la somme de \$3,200; dépenses contingentes, la somme de \$29,220, pour l'année financière finissant le 30 juin 1871.

Adopté.

9. Qu'une somme n'excédant pas trois cent quatorze mille neuf cent quatre-vingt-douze piastres et trente-six centins soit accordée à Sa Majesté pour défrayer les dépenses de l'administration de la justice, pour l'année financière finissant le 30 juin 1871.

Adopté.

10. Qu'une somme n'excédant pas trente mille piastres soit accordée à Sa Majesté pour défrayer les dépenses de la police couvrant le crédit autorisé par les statuts, pour l'année financière finissant le 30 juin 1871.

Adopté.

11. Qu'une somme n'excédant pas trente-deux mille piastres soit accordée à Sa Majesté pour le maintien de la maison de réforme de St-Vincent-de-Paul, pour l'année financière finissant le 30 juin 1871.

Adopté.

12. Qu'une somme n'excédant pas quatre mille

piastres soit accordée à Sa Majesté pour défrayer les dépenses de l'inspection des prisons, pour l'année financière finissant le 30 juin 1871.

Adopté.

13. Qu'une somme n'excédant pas soixante-et-onze mille piastres soit accordée à Sa Majesté pour défrayer les dépenses de l'éducation supérieure, couvrant les allocations autorisées par les statuts, pour l'année financière finissant le 30 juin 1871.

Adopté.

14. Qu'une somme n'excédant pas cent vingt-neuf mille piastres soit accordée à Sa Majesté pour défrayer les dépenses des écoles communes, couvrant les allocations autorisées par les statuts, pour l'année financière finissant le 30 juin 1871.

Adopté.

15. Qu'une somme n'excédant pas huit mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses des écoles dans les municipalités pauvres, couvrant les allocations autorisées par les statuts, pour l'année finissant le 30 juin 1871.

Adopté.

16. Qu'une somme n'excédant pas quarante mille piastres soit accordée à Sa Majesté pour défrayer les dépenses des écoles normales, couvrant les allocations autorisées par les statuts, pour l'année financière finissant le 30 juin 1871.

Adopté.

17. Qu'une somme n'excédant pas vingt mille six cents piastres soit accordée à Sa Majesté pour défrayer les salaires des inspecteurs d'écoles, couvrant les allocations autorisées par les statuts, pour l'année financière finissant le 30 juin 1871.

Adopté.

18. Qu'une somme n'excédant pas deux mille cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté pour défrayer les dépenses de livres pour donner en prix, couvrant les allocations autorisées par les statuts, pour l'année financière finissant le 30 juin 1871.

Adopté.

19. Qu'une somme n'excédant pas deux mille quatre cents piastres soit accordée à Sa Majesté pour défrayer les dépenses des journaux de l'éducation, couvrant les allocations autorisées par les statuts, pour l'année financière finissant le 30 juin 1871.

Adopté.

20. Qu'une somme n'excédant pas quatre mille sept cents piastres soit accordée à Sa Majesté pour défrayer les dépenses du fonds destiné aux instituteurs en retraite, couvrant les allocations autorisées par les statuts, pour l'année financière finissant le 30 juin 1871.

M. H.-G. JOLY (Lotbinière): En parcourant les items des frais d'impression du département de l'Instruction publique, j'y rencontre un item considérable, c'est-à-dire \$6,000. Je ne veux pas

critiquer le département à cet endroit, il a le droit de publier et de faire imprimer ses rapports comme il l'entend. Je ne ferai que la suggestion suivante: que le comité des impressions décide que chaque département public fasse faire ses impressions en mettant à contribution le montant des contingents qui leur sont alloués.

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVEAU (Québec-Comté): Je suis heureux que ces quelques remarques de l'honorable député de Lotbinière me donnent l'occasion d'expliquer cet item considérable. On sait que les rapports des commissaires d'écoles et les statistiques étaient publiés tous les ans. Lorsque j'ai pris charge du département de l'Instruction publique, il y a 15 ans, j'ai suivi, dans la rédaction des rapports, le système adopté au Haut-Canada. Comme les statistiques qu'ils contenaient les rendaient volumineux, alors on a décidé de ne publier le rapport des statistiques que tous les trois ans, à 6,000 exemplaires. Quoique les volumes soient considérables, leur publication triennale est une économie.

Ce rapport triennal est tiré à un grand nombre d'exemplaires pour le pays, les États-Unis, la France et l'Angleterre, afin de faire connaître notre pays et de montrer quels y sont les progrès de l'instruction publique. Les rapports des autres années seront moins considérables et moins coûteux.

M. H.-G. JOLY (Lotbinière): C'est le temps de parler d'une recommandation du comité des impressions. Il est d'avis que l'on devrait confier à un seul homme le soin de faire tout imprimer. Par ce moyen, on éviterait les erreurs du genre de celles qui ont fait imprimer, dans deux imprimeries différentes, le code municipal et le rapport du commissaire des Terres de la couronne.

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVEAU (Québec-Comté): Je crois la recommandation excellente et c'est l'intention du gouvernement d'agir en conséquence.

Adopté.

21. Qu'une somme n'excédant pas sept cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté comme une aide à la faculté médicale, Collège McGill, Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1871.

Adopté.

22. Qu'une somme n'excédant pas sept cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté comme une aide à l'Ecole de médecine, Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1871.

Adopté.

23. Qu'une somme n'excédant pas sept cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté comme une aide à la société d'histoire naturelle,

Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1871.

Adopté.

24. Qu'une somme n'excédant pas quatre cents piastres soit accordée à Sa Majesté comme une aide à la Société historique, Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1871.

Adopté.

25. Qu'une somme n'excédant pas sept cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté comme une aide à la Société historique et littéraire, Québec, pour l'année financière finissant le 30 juin 1871.

Adopté.

26. Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté comme une aide pour la publication du Naturaliste canadien, pour l'année financière finissant le 30 juin 1871.

M. H.-G. JOLY (Lotbinière): J'approuve cet octroi, mais je voudrais en même temps plaider ici la cause d'un vénérable missionnaire qui a entre les mains un avantage très précieux. M. Belcourt, dont nous avons entendu parler, a un dictionnaire des langues sauvages d'un grand mérite. Il n'a pas les moyens de le faire imprimer; cependant, cet ouvrage ferait honneur au pays.

Le révérend M. Belcourt m'écrivait avant-hier qu'il est au désespoir de voir que ce dictionnaire n'est pas encore publié. Le vénérable vieillard me dit qu'il est sur le point de le livrer au feu; il ne peut se résoudre à laisser après lui un ouvrage qui sera imprimé et livré à la publication avec tant d'incorrections et d'inexactitudes. Il lui a consacré vingt-cinq années de sa vie et l'on peut concevoir sa douleur et son désespoir de se voir obligé de l'abandonner parce que l'encouragement du gouvernement lui fait défaut. J'espère que le gouvernement prendra cette question en considération et qu'il s'empressera d'acquiescer aux vœux exprimés par le vénérable abbé.

Je n'ai pas besoin de faire ici l'éloge de M. Belcourt, le missionnaire de la colonie acadienne de Rustico, dans l'île-du-Prince-Edouard. Je n'ai pas besoin de rappeler ses missions dans l'Ouest, son influence parmi les sauvages, influence qui a été si utile au gouvernement américain. Pendant une guerre des sauvages contre l'union, M. Belcourt parvint à leur faire déposer les armes et le général américain, qui n'avait pu réussir à écraser cette révolte, le présenta au président des Etats-Unis en lui disant que M. Belcourt avait plus contribué que ses trois mille cavaliers à ramener les sauvages dans les limites du devoir.

Les relations plus directes que nous avons avec la Rivière Rouge et le territoire du Nord-Ouest rendent ce dictionnaire pour ainsi dire indispensable.

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVÉAU (Québec-Comté): J'approuve les remarques du dépu-

té de Lotbinière et, si nous avons des estimés supplémentaires, nous tiendrons compte de sa demande.

M. Belcourt, le missionnaire de la colonie acadienne, a des titres à notre estime et comme prêtre et comme savant.

J'ajouterai que nous devons aussi beaucoup à M. Cuoq, un savant prêtre qui a écrit un ouvrage sur les langues sauvages et réfuté les opinions de M. Revan sur cette question.

M. H.-G. JOLY (Lotbinière): En France, on a reconnu le mérite de l'ouvrage de M. l'abbé Belcourt et le gouvernement français a promis de faire imprimer le dictionnaire à ses frais. Mais l'abbé Belcourt ne peut trouver l'argent pour payer ses dépenses de voyage en Europe. A coup sûr, la Chambre n'hésitera pas et se montrera prête à sauver un ouvrage qui a coûté vingt-cinq années de travail.

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVÉAU (Québec-Comté): Le révérend M. Belcourt a droit à la faveur du gouvernement pour une autre raison: celle d'être le fondateur de la colonie acadienne de Ristigouche qui se développe d'une manière si rapide.

Adopté.

27. Qu'une somme n'excédant pas deux mille piastres soit accordée à Sa Majesté comme une aide pour la Chambre des arts et manufactures, pour l'année financière finissant le 30 juin 1871.

M. L.-J. BEAUBIEN (Hochelaga): Demande si c'est l'intention du gouvernement de faire des changements à la constitution de ce bureau.

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVÉAU (Québec-Comté): Dit que cette année ce bureau avait rendu de grands services en établissant des écoles de dessin à Montréal. Probablement qu'une gratification ne sera pas accordée l'année prochaine.

Adopté.

28. Qu'une somme n'excédant pas cinquante mille piastres soit accordée à Sa Majesté pour défrayer les dépenses des sociétés d'agriculture, etc., et comprenant les allocations autorisées par les statuts, pour l'année financière finissant le 30 juin 1871.

Adopté.

29. Qu'une somme n'excédant pas huit mille piastres soit accordée à Sa Majesté pour défrayer les dépenses du bureau d'Agriculture, pour l'année financière finissant le 30 juin 1871.

Adopté.

30. Qu'une somme n'excédant pas quinze mille piastres soit accordée à Sa Majesté pour défrayer les dépenses de l'enseignement agricole attaché aux écoles normales, pour l'année financière finissant le 30 juin 1871.

M. E. LABERGE (Châteauguay): Dit qu'il

était bien inutile de créer de nouvelles écoles d'agriculture quand celles de Sainte-Anne et de l'Assomption n'ont que quatre à cinq élèves chacune.

Mieux vaudrait établir de nouvelles demi-bourses en faveur de celles qui existent déjà et augmenter leur subvention pour leur permettre d'offrir tous les avantages possibles aux élèves.

Il cite à l'appui l'opinion du révérend M. Gaudet, directeur de l'école de l'Assomption, qui suggère la même chose.

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVEAU (Québec-Comté): Répond qu'il ne comprenait ni M. Gaudet ni le député de Châteauguay. Le gouvernement donne dix demi-bourses à chacune de ces institutions et elles ne trouvent pas d'élèves pour les réclamer.

D'ailleurs, il ne s'agit nullement de leur enlever la subvention ordinaire et l'idée qu'il caresse depuis si longtemps sera mise à exécution dans le cas seulement où le conseil d'Agriculture l'approuvera.

M. S. R. BELLINGHAM (Argenteuil): A l'égard de l'item pour l'établissement des écoles d'agriculture, dit qu'établir une école près de Montréal ne serait pas à propos. Elle doit être dans la campagne, loin de la cité.

Adopté.

31. Qu'une somme n'excédant pas deux mille quatre cents piastres soit accordée à Sa Majesté pour défrayer les dépenses des écoles d'agriculture, deux françaises et une anglaise, pour l'année financière finissant le 30 juin 1871.

Adopté.

32. Qu'une somme n'excédant pas deux mille cent quatre-vingts piastres et soixante-dix cents soit accordée à Sa Majesté pour défrayer les dépenses des écoles d'agriculture, droit de tant par cent que la loi autorise de retenir sur les paiements faits en 1867 aux sociétés, et dû aux écoles, à être également partagée entre les écoles d'agriculture de Sainte-Anne et de l'Assomption, pour l'année financière finissant le 30 juin 1871.

Adopté.

33. Qu'une somme n'excédant pas vingt mille piastres soit accordée à Sa Majesté pour défrayer les dépenses de l'immigration, comprenant les impressions, cartes, etc., pour l'année financière finissant le 30 juin 1871.

Adopté.

34. Qu'une somme n'excédant pas vingt mille piastres soit accordée à Sa Majesté pour défrayer les dépenses des sociétés de colonisation, couvrant les allocations autorisées par les statuts, pour l'année financière finissant le 30 juin 1871.

Adopté.

A six heures, la Chambre interrompt ses travaux.

Reprise de la séance à sept heures et demie

Subsides

La Chambre continue de siéger en comité des subsides.

35. Qu'une somme n'excédant pas cent vingt-cinq mille piastres soit accordée à Sa Majesté pour défrayer les dépenses des chemins de colonisation, 1re classe, pour l'année financière finissant le 30 juin 1871.

36. Qu'une somme n'excédant pas vingt mille piastres soit accordée à Sa Majesté pour défrayer les dépenses des chemins de colonisation, 2e classe, pour l'année financière finissant le 30 juin 1871.

Adopté.

37. Qu'une somme n'excédant pas quinze mille piastres soit accordée à Sa Majesté pour défrayer les dépenses des chemins de colonisation, 3e classe, pour l'année financière finissant le 30 juin 1871.

M. V.-P. LAVALLEE (Joliette): Je vote, avec le plus grand plaisir, l'item des estimés relatif aux chemins de colonisation de 2e et 3e classe.

J'aime à déclarer que le gouvernement, pendant la dernière session, a obéi à une heureuse idée en mettant à la disposition des municipalités une somme d'argent relativement considérable, avec la condition que ces dernières en fourniraient autant ou à peu près.

Cette politique, en stimulant l'esprit d'initiative dans nos corps municipaux, a produit certainement d'excellents résultats. Dans toutes les parties de la province, on a pu constater les bienfaits d'une pareille politique.

Seulement, je regrette que la somme octroyée cette année ne soit pas plus considérable. Je vois, avec une contrariété qui sera partagée, je n'en doute pas, par plusieurs de mes collègues, qu'au lieu de l'augmenter, comme je l'aurais désiré, le gouvernement a cru devoir diminuer l'octroi.

Pour dire toute ma pensée, j'ajouterais qu'il est préférable de venir en aide aux municipalités que de faire des chemins de colonisation appelés pompeusement grandes artères de colonisation et qui me font un peu l'effet, dans certains cas, de travailler pour un avenir trop reculé.

L'HONORABLE J. G. ROBERTSON (Sherbrooke): Si le gouvernement a diminué l'octroi, c'est que les municipalités n'ont pas voulu remplir les conditions exigées par la loi et qu'en conséquence, les sommes votées l'année dernière n'ont été dépensées qu'en partie.

M. V.-P. LAVALLEE (Joliette): Je suis d'autant plus surpris de cette assertion que, dans le cours de l'été dernier, j'ai eu occasion de demander de l'argent dans ce but et qu'on me répondit, du département de l'Agriculture, qu'il n'y avait plus de fonds.

Adopté.

38. Qu'une somme n'excédant pas dix mille piastres soit accordée à Sa Majesté pour défrayer les dépenses du chemin de Sainte-Anne-des-Monts à la Rivière-au-Renard (chemin de la côte du golfe) pourvu qu'un semblable crédit soit alloué par le gouvernement fédéral et dépensé sur le même chemin, pour l'année financière finissant le 30 juin 1871.

Adopté.

39. Qu'une somme n'excédant pas deux mille piastres soit accordée à Sa Majesté pour défrayer les dépenses de cartes, tableaux de statistiques pour les fins de la colonisation, pour l'année financière finissant le 30 juin 1871.

Adopté.

40. Qu'une somme n'excédant pas quarante-cinq mille piastres soit accordée à Sa Majesté pour défrayer les dépenses des chemins à lisses de colonisation, couvrant les allocations autorisées par les statuts, pour l'année financière finissant le 30 juin 1871.

Adopté.

41. Qu'une somme n'excédant pas vingt-six mille trois cent quinze piastres soit accordée à Sa Majesté pour défrayer les dépenses des loyers, assurances et réparations, etc. des édifices publics en général, pour l'année financière finissant le 30 juin 1871.

Adopté.

42. Qu'une somme n'excédant pas quatre mille piastres soit accordée à Sa Majesté pour défrayer les dépenses des inspections et examens des travaux et édifices publics, pour l'année financière finissant le 30 juin 1871.

Adopté.

43. Qu'une somme n'excédant pas mille piastres soit accordée à Sa Majesté pour aider à l'achèvement des bâtisses actuellement en voie de construction, de la maison de réforme de Saint-Vincent-de-Paul, pour l'année financière finissant le 30 juin 1871.

Adopté.

44. Qu'une somme n'excédant pas mille piastres soit accordée à Sa Majesté pour défrayer les dépenses pour effectuer des changements au palais de justice de Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1871.

Adopté.

45. Qu'une somme n'excédant pas huit mille piastres soit accordée à Sa Majesté comme subvention pour réparer ou reconstruire le pont de Batiscau, pour l'année financière finissant le 30 juin 1871.

Adopté.

46. Qu'une somme n'excédant pas quinze mille piastres soit accordée à Sa Majesté comme prêt spécial pour le pont Dorchester, pour l'année financière finissant le 30 juin 1871.

M. F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): On me permettra de blâmer ce crédit de \$15,000 accordé pour le pont Dorchester. L'on a l'habitude de refuser des deniers pour les travaux d'utilité locale. Si on fait une exception en

faveur de Québec, ce précédent deviendra dangereux.

Il est d'autant plus regrettable de voir cette somme figurer sur les estimés que le gouvernement a toujours refusé de semblables secours aux autres parties de la province de Québec. On ne fait des exceptions qu'en faveur de Québec.

M. J.-P. RHEAUME (Québec-Est): S'il est dangereux d'accorder ce crédit, il est encore plus dangereux de passer en ce moment sur le pont Dorchester qui menace ruine.

L'HONORABLE J. G. ROBERTSON (Sherbrooke): Je ferai remarquer que, ce que l'on regarde comme un octroi, n'est qu'un prêt fait à la commission des chemins et que le gouvernement rentrera dans ses fonds plus tard.

M. E. LABERGE (Châteauguay): Cette exception faite en faveur de Québec constitue une injustice criante. Dans mon comté, il y a cinq ponts. Nous avons demandé du secours et jamais l'on n'a exaucé nos prières.

M. G.-H. SIMARD (Québec-Centre): Les réparations du pont Dorchester sont nécessaires à la sécurité des usagers car le pont est dans le pire état. Le gouvernement ne risque rien, puisque les droits de péage le rembourseront dans quelques années. Il dit que la législation antérieure a gêné le trust car les gouvernements l'ont obligé à allonger des chemins macadamisés qui rapportèrent peu. Il rappelle à la Chambre que le North Shore Trust a dépensé \$112,000 pour des chemins sur la rive sud, qu'il a entretenus jusqu'à des années récentes, quand il s'est divisé; le South Shore Trust obtint la possession de tous les chemins de la rive sud, sans rembourser le North Shore Trust de ses dépenses.

Adopté.

47. Qu'une somme n'excédant pas mille sept cent piastres soit accordée à Sa Majesté pour défrayer les dépenses des loyers des palais de justice et des prisons, imputable au fonds de bâtisses et de jurés, pour chaque district intéressé, pour l'année financière finissant le 30 juin 1871.

Adopté.

48. Qu'une somme n'excédant pas trois mille deux cent piastres soit accordée à Sa Majesté pour défrayer les dépenses des assurances des palais de justice et des prisons, imputable au fonds de bâtisses et de jurés, pour chaque district intéressé, pour l'année financière finissant le 30 juin 1871.

Adopté.

49. Qu'une somme n'excédant pas sept mille piastres soit accordée à Sa Majesté pour défrayer les dépenses des réparations des palais de justice et des prisons, imputable au fonds de bâtisses et de jurés, pour chaque district intéressé, pour l'année financière finissant le 30 juin 1871.

Adopté.

50. Qu'une somme n'excédant pas dix mille piastres soit accordée à Sa Majesté pour défrayer les dépenses de la reconstruction et de l'ameublement du palais de justice et de la prison d'Aylmer, imputable au fonds de bâtisses et de jurés, pour chaque district intéressé, pour l'année financière finissant le 30 juin 1871.

Adopté.

51. Qu'une somme n'excédant pas quarante mille piastres soit accordée à Sa Majesté pour défrayer les dépenses de nouvelles constructions et agrandir le terrain de la prison de Montréal, imputable au fonds de bâtisses et de jurés, pour chaque district intéressé, pour l'année finissant le 30 juin 1871.

Adopté.

52. Qu'une somme n'excédant pas neuf mille piastres soit accordée à Sa Majesté pour défrayer les dépenses de la construction d'un nouvel édifice pour le palais de justice et la prison dans le comté de Bonaventure, imputable au fonds de bâtisses et de jurés, pour chaque district intéressé, pour l'année financière finissant le 30 juin 1871.

Adopté.

53. Qu'une somme n'excédant pas neuf mille piastres soit accordée à Sa Majesté pour défrayer les dépenses de la construction d'un nouvel édifice pour le palais de justice et la prison dans le comté de Gaspé, imputable au fonds de bâtisses et de jurés, pour chaque district intéressé, pour l'année financière finissant le 30 juin 1871.

Adopté.

54. Qu'une somme n'excédant pas quatorze mille trois cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté pour défrayer les dépenses de l'achèvement de mur d'enceinte et pour la construction d'une aile destinée à un hôpital à la nouvelle prison de Québec, imputable au fonds de bâtisses et de jurés, pour chaque district intéressé, pour l'année financière finissant le 30 juin 1871.

Adopté.

55. Qu'une somme n'excédant pas sept mille cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté pour défrayer les dépenses de la nouvelle prison de Sherbrooke, pour la construction de dépendances, \$500, et pour commencer à bâtir l'aile droite, \$7,000, imputable au fonds de bâtisses et de jurés, pour chaque district intéressé, pour l'année financière finissant le 30 juin 1871.

Adopté.

56. Qu'une somme n'excédant pas quarante-huit mille piastres soit accordée à Sa Majesté pour défrayer les dépenses des palais de justice et prisons dans les nouveaux districts, et pour la construction de murs d'enceinte et pour agrandir le palais de justice de Québec, imputable au fonds de bâtisses et de jurés, pour chaque district intéressé, pour l'année financière finissant le 30 juin 1871.

Adopté.

57. Qu'une somme n'excédant pas cent cinq mille

quatre cent cinquante-huit piastres soit accordée à Sa Majesté comme une aide à l'asile des aliénés de Beauport, pour l'année financière finissant le 30 juin 1871.

M. S. R. BELLINGHAM (Argenteuil): En l'absence de l'honorable député de Montmorency (l'honorable J.-E. Cauchon), il garde ses commentaires sur cette résolution jusqu'à ce que le concours de la Chambre soit demandé.

Adopté.

58. Qu'une somme n'excédant pas vingt mille piastres soit accordée à Sa Majesté comme une aide à l'asile des aliénés, Saint-Jean, pour l'année financière finissant le 30 juin 1871.

Adopté.

59. Qu'une somme n'excédant pas quatre mille piastres soit accordée à Sa Majesté comme une aide à l'hôpital de la marine et des émigrés, Québec, pour l'année financière finissant le 30 juin 1871.

Adopté.

60. Qu'une somme n'excédant pas quatre mille piastres soit accordée à Sa Majesté comme une aide à la Corporation de l'Hôpital Général, Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1871.

Adopté.

61. Qu'une somme n'excédant pas trois mille piastres soit accordée à Sa Majesté comme une aide à l'Institution des sourds-muets, Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1871.

Adopté.

62. Qu'une somme n'excédant pas trois mille deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté comme une aide aux malades indigents, Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1871.

M. F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): Demande de quelle façon on disposera de cet argent.

L'HONORABLE J.G. ROBERTSON (Sherbrooke): Donne quelques explications.

Adopté.

63. Qu'une somme n'excédant pas mille six cents piastres soit accordée à Sa Majesté comme une aide à l'hôpital Saint-Patrice, Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1871.

Adopté.

64. Qu'une somme n'excédant pas mille cent vingt piastres soit accordée à Sa Majesté comme une aide aux Soeurs de la Providence, Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1871.

Adopté.

65. Qu'une somme n'excédant pas six cents piastres soit accordée à Sa Majesté comme une aide à l'asile de Saint-Vincent de Paul, Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1871.

Adopté.

66. Qu'une somme n'excédant pas huit cents

piastres soit accordée à Sa Majesté comme une aide à la maison protestante d'industrie et de refuge, Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1871.

Adopté.

67. Qu'une somme n'excédant pas six cent quarante piastres soit accordée à Sa Majesté comme une aide à l'asile des orphelins de Saint-Patrice, Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1871.

Adopté.

68. Qu'une somme n'excédant pas quatre cent quatre-vingts piastres soit accordée à Sa Majesté comme une aide à l'hospice de la maternité de l'Université, Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1871.

Adopté.

69. Qu'une somme n'excédant pas sept cent vingt piastres soit accordée à Sa Majesté comme une aide à l'asile de la Magdeleine (Bon Pasteur), Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1871.

Adopté.

70. Qu'une somme n'excédant pas trois cent vingt piastres soit accordée à Sa Majesté comme une aide à l'asile des orphelins catholiques romains, Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1871.

Adopté.

71. Qu'une somme n'excédant pas mille piastres soit accordée à Sa Majesté comme une aide aux Soeurs de la Charité, Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1871.

Adopté.

72. Qu'une somme n'excédant pas six cent quarante piastres soit accordée à Sa Majesté comme une aide à l'asile des orphelins protestants, Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1871.

Adopté.

73. Qu'une somme n'excédant pas quatre cent quatre-vingt piastres soit accordée à Sa Majesté comme une aide à l'hospice de la maternité, sous les soins des Soeurs de la Miséricorde, Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1871.

Adopté.

74. Qu'une somme n'excédant pas quatre cent trente piastres soit accordée à Sa Majesté comme une aide à l'asile de la rue Bonaventure, Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1871.

Adopté.

75. Qu'une somme n'excédant pas huit cent trente piastres soit accordée à Sa Majesté comme une aide à l'asile Nazareth, pour les aveugles et les enfants pauvres, Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1871.

Adopté.

76. Qu'une somme n'excédant pas trois cent vingt piastres soit accordée à Sa Majesté comme une aide au dispensaire, Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1871.

Adopté.

77. Qu'une somme n'excédant pas huit cent

cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté comme une aide à la Société bienveillante des dames pour les veuves et les orphelins (y compris la ci-devant maison de refuge), Montréal pour l'année financière finissant le 30 juin 1871.

Adopté.

78. Qu'une somme n'excédant pas trois cent vingt piastres soit accordée à Sa Majesté comme une aide à l'école d'industrie et maison de refuge, Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1871.

Adopté.

79. Qu'une somme n'excédant pas trois cents piastres soit accordée à Sa Majesté comme une aide à l'asile Sainte-Brigitte, Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1871.

Adopté.

80. Qu'une somme n'excédant pas trois cents piastres soit accordée à Sa Majesté comme une aide aux Frères de la Charité de Saint-Vincent-de-Paul, Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1871.

Adopté.

81. Qu'une somme n'excédant pas trois cents piastres soit accordée à Sa Majesté comme une aide à l'hospice de Bethléem, Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1871.

Adopté.

82. Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté comme une aide à l'hospice de la Miséricorde, rue Fullum, Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1871.

Adopté.

83. Qu'une somme n'excédant pas six cents piastres soit accordée à Sa Majesté comme une aide à l'Association des dames charitables de l'asile des orphelins catholiques romains, Québec, pour l'année financière finissant le 30 juin 1871.

Adopté.

84. Qu'une somme n'excédant pas trois mille deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté comme une aide aux malades indigents, Québec, pour l'année financière finissant le 30 juin 1871.

Adopté.

85. Qu'une somme n'excédant pas huit cents piastres soit accordée à Sa Majesté comme une aide à l'asile du Bon Pasteur, Québec, pour l'année financière finissant le 30 juin 1871.

Adopté.

86. Qu'une somme n'excédant pas quatre cent quatre-vingts piastres soit accordée à Sa Majesté comme une aide à l'hospice de la maternité, Québec, pour l'année financière finissant le 30 juin 1871.

Adopté.

87. Qu'une somme n'excédant pas quatre cent vingt piastres soit accordée à Sa Majesté comme une aide à l'asile des dames protestantes, Québec, pour l'année financière finissant le 30 juin 1871.

Adopté.

88. Qu'une somme n'excédant pas quatre cent

vingt piastres soit accordée à Sa Majesté comme une aide à l'asile des orphelins, Québec, pour l'année financière finissant le 30 juin 1871.

Adopté.

89. Qu'une somme n'excédant pas quatre cent vingt piastres soit accordée à Sa Majesté comme une aide à l'asile Finlay, Québec, pour l'année financière finissant le 30 juin 1871.

Adopté.

90. Qu'une somme n'excédant pas quatre cent vingt piastres soit accordée à Sa Majesté comme une aide à l'asile des orphelines protestantes, Québec, pour l'année financière finissant le 30 juin 1871.

Adopté.

91. Qu'une somme n'excédant pas cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté comme une aide à l'asile Sainte-Brigitte, Québec, pour l'année financière finissant le 30 juin 1871.

Adopté.

92. Qu'une somme n'excédant pas cent soixante piastres soit accordée à Sa Majesté comme une aide à l'asile militaire du Canada, Québec, pour l'année financière finissant le 30 juin 1871.

Adopté.

93. Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté comme une aide au dispensaire, Québec, pour l'année financière finissant le 30 juin 1871.

Adopté.

94. Qu'une somme n'excédant pas deux mille cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté comme une aide aux malades indigents, Trois-Rivières, pour l'année financière finissant le 30 juin 1871.

Adopté.

95. Qu'une somme n'excédant pas cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté comme une aide à l'hôpital général, Sorel, pour l'année financière finissant le 30 juin 1871.

Adopté.

96. Qu'une somme n'excédant pas cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté comme une aide à l'hôpital de Saint-Hyacinthe, Saint-Hyacinthe, pour l'année financière finissant le 30 juin 1871.

Adopté.

97. Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté comme une aide à l'hospice Youville, Saint-Benoît, pour l'année financière finissant le 30 juin 1871.

Adopté.

98. Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté comme une aide à l'asile de la Providence, Côteau-du-Lac, pour l'année financière finissant le 30 juin 1871.

Adopté.

99. Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté comme une aide à l'hospice Saint-Joseph, Beauharnois, pour l'année financière finissant le 30 juin 1871.

Adopté.

100. Qu'une somme n'excédant pas deux cents

piastres soit accordée à Sa Majesté comme une aide à l'hospice Sainte-Marie, Sainte-Marie-de-Monnoir, pour l'année financière finissant le 30 juin 1871.

Adopté.

101. Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté comme une aide à l'asile de la Providence, Mascouche, pour l'année financière finissant le 30 juin 1871.

Adopté.

102. Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté comme une aide à l'hôpital Saint-Jean, Saint-Jean, pour l'année financière finissant le 30 juin 1871.

Adopté.

103. Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté comme une aide à l'hospice de Lajemmerais, Varennes, pour l'année financière finissant le 30 juin 1871.

Adopté.

104. Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté comme une aide à l'hospice des Soeurs de la Providence, Saint-Vincent-de-Paul, pour l'année financière finissant le 30 juin 1871.

Adopté.

105. Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté comme une aide à l'hôpital de la Providence, Joliette, pour l'année financière finissant le 30 juin 1871.

Adopté.

106. Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté comme une aide à l'hospice de Laprairie, Laprairie, pour l'année financière finissant le 30 juin 1871.

Adopté.

107. Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté comme une aide à l'hôpital Saint-Joseph, Chambly, pour l'année financière finissant le 30 juin 1871.

Adopté.

108. Qu'une somme n'excédant pas deux mille cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté pour défrayer les dépenses des écoles de réforme, pour l'année financière finissant le 30 juin 1871.

Adopté.

109. Qu'une somme n'excédant pas mille cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté pour défrayer les dépenses des écoles d'industrie, pour l'année financière finissant le 30 juin 1871.

Adopté.

110. Qu'une somme n'excédant pas vingt mille piastres soit accordée à Sa Majesté pour défrayer les dépenses pour le service des bureaux d'enregistrement, pour l'année financière finissant le 30 juin 1871.

Adopté.

111. Qu'une somme n'excédant pas huit mille deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté pour défrayer les dépenses de la Gazette officielle de Québec, pour l'année financière finissant le 30 juin 1871.

Adopté.

112. Qu'une somme n'excédant pas cinq mille piastres soit accordée à Sa Majesté pour allocations accordées sur le fonds des municipalités (Statuts refondus, B.C. chap. 110, section 7), pour l'année financière finissant le 30 juin 1871.

Adopté.

113. Qu'une somme n'excédant pas deux mille cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté comme crédit alloué pour la résidence du lieutenant-gouverneur, pour l'année financière finissant le 30 juin 1871.

Adopté.

114. Qu'une somme n'excédant pas cinq mille piastres soit accordée à Sa Majesté pour défrayer les dépenses pour l'arbitrage sous l'autorité de l'acte constitutionnel, pour l'année financière finissant le 30 juin 1871.

Adopté.

115. Qu'une somme n'excédant pas cinq mille piastres soit accordée à Sa Majesté pour fonds de retraite, s'il est à propos de l'établir, pour l'année financière finissant le 30 juin 1871.

Adopté.

116. Qu'une somme n'excédant pas mille piastres soit accordée à Sa Majesté pour défrayer les dépenses pour faire exécuter les lois de la chasse, pour l'année financière finissant le 30 juin 1871.

Adopté.

117. Qu'une somme n'excédant pas dix-huit mille piastres soit accordée à Sa Majesté pour défrayer diverses dépenses pour l'année financière finissant le 30 juin 1871.

Adopté.

118. Qu'une somme n'excédant pas vingt-quatre mille piastres soit accordée à Sa Majesté pour défrayer les dépenses d'arpentage (couvrant toutes les allocations autorisées par les statuts), pour l'année financière finissant le 30 juin 1871.

Adopté.

119. Qu'une somme n'excédant pas cinquante-sept mille cent soixante-dix piastres soit accordée à Sa Majesté pour défrayer les dépenses générales pour le département des Terres de la couronne, y compris les biens des Jésuites, les réserves du clergé, le domaine de la couronne, la seigneurie de Lauzon et bois et forêts (couvrant toutes les allocations autorisées par les statuts), pour l'année financière finissant le 30 juin 1871.

Adopté.

120. Qu'une somme n'excédant pas dix-sept mille cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté pour défrayer les dépenses pour timbres, licences, etc. (couvrant toutes les allocations autorisées par les statuts), pour l'année financière finissant le 30 juin 1871.

Adopté.

Le comité fait rapport que le comité a passé plusieurs résolutions et demande la permission de siéger à nouveau.

Accordé.

La Chambre s'ajourne à neuf heures.

Séance du 17 décembre 1869

Sous la présidence de l'honorable J.-G. Blanchet

La séance est ouverte à trois heures.

(La Chambre siège à huis clos pendant trente minutes.)

Dépôt et lecture de pétitions:

Les pétitions suivantes sont séparément présentées et déposées sur la table:

Par M. Bellingham, la pétition du révérend John Rollit et autres, de Gore et autres townships.

Par M. Joly, la pétition de Joseph Lefebvre et autres, de la paroisse de Saint-Giles, la pétition de Lazard Bédard et autres, de la paroisse de Saint-Flavien, et la pétition du révérend N.-M. Huot et autres, de la paroisse de Sainte-Agathe, toutes du comté de Lotbinière.

Par M. Pozer, la pétition du révérend F. Catellier et autres, des townships Jersey et Marlow, la pétition du révérend F. Catellier et autres, du township de Jersey et de la paroisse de Saint-Georges, et la pétition du révérend F. Catellier et autres, de la paroisse de Saint-Georges et des townships de Linière et Jersey, toutes du comté de Beauce.

Par M. Church — la pétition de John Hunter et autres, de la paroisse de Saint-George-de-Clarenceville.

Conformément à l'ordre du jour, les pétitions suivantes sont lues:

Du maire, échevins et citoyens de la cité de Montréal; demandant que ladite cité de Montréal ne soit pas incluse dans les dispositions du bill intitulé: Acte pour établir un système général de police en cette province.

De dame Luce-Gertrude Drapeau et autres, de la cité de Québec; demandant que le bill intitulé: "Acte demandant le redressement de certaines erreurs commises dans la confection du cadastre de la seigneurie Nicolas Rioux," ne devienne pas loi.

De Thomas-P. Pelletier et autres, du township de Béjon, comté de Témiscouata; demandant de l'aide pour des chemins.

Rapport de comités:

M. J.-G. MARCHAND (Saint-Jean): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le premier rapport du comité spécial nommé pour s'enquérir de l'opportunité et des moyens d'établir dans cette province des caisses de dépôt et de consignation.

Voici ce rapport:

Votre comité a l'honneur de faire rapport qu'il a commencé son enquête sur l'opportunité et les moyens d'établir en cette province des caisses de dépôt et de consignation exigées par la loi et l'autorité judiciaire, stipulées par convention ou rendues nécessaires entre particuliers par les circonstances, et s'est ajourné à

lundi, le 20 du mois courant, pour prendre de plus amples informations.

Introduction de bills:

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVEAU (Québec-Comté): Demande la permission d'introduire un bill pour amender de nouveau la loi concernant l'éducation en cette province.

Il explique la nature du bill relatif aux "débentures" des commissions scolaires de Montréal et de Québec et pour fixer le quorum. Accordé.

M. E. CARTER (Montréal-Centre): Demande la permission d'introduire un bill pour incorporer l'Association de secours mutuel irlandaise catholique de Montréal. Accordé.

Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés.

L'HONORABLE G. OUIMET (Deux-Montagnes): Demande la permission d'introduire un bill concernant les devoirs et certaines charges judiciaires dans les cas de vacances. Accordé.

Subsides

L'HONORABLE J.G. ROBERTSON (Sherbrooke): Propose que la Chambre se forme en comité des subsides.

M. C. DUNKIN (Brôme): Veut répondre aux remarques du député de Lotbinière qui affirmait, il y a quelques jours, que les prévisions budgétaires du trésorier étaient très différentes de celles présentées par lui (M. Dunkin). Il veut féliciter l'actuel trésorier de son exposé budgétaire et il le fait d'autant plus librement qu'il ne l'a aucunement assisté. Il reprend alors plusieurs extraits de l'exposé financier qu'il a fait en 1868, pour montrer comment il n'y a pas de divergences de vues entre lui et le trésorier actuel.

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVEAU (Québec-Comté): Le bruit s'est répandu à tort, j'aime à le croire, que le député de Lotbinière (M. Joly), dans un de ses discours, a dit que le gouvernement avait donné \$2,500 au lieutenant-gouverneur pour payer ses frais de loyer. Or, j'aime à dire que rien n'a été payé par le gouvernement à Sir Narcisse et que Son Excellence a refusé tout argent et a continué à demeurer dans sa maison.

M. H.-G. JOLY (Lotbinière): Je suis heureux de démentir le bruit que l'on a fait courir. Je n'ai jamais prononcé les paroles que l'on me prête. J'ai seulement dit que je trouvais trop élevée la somme de \$2,500 portée dans les estimés pour frais de loyer du lieutenant-gouverneur. J'ai dit que l'on pouvait louer une des meilleures maisons pour \$800.

Il répond ensuite aux remarques du représentant de Brôme.

Il dit qu'il est devenu à la mode pour les gouvernements d'afficher un surplus financier. Le gouvernement de l'Ontario fut le premier à le faire, suivi du gouvernement fédéral et de celui de la province de Québec, soucieux d'être à la page. L'ancien trésorier tenait à son surplus comme une dame à son chignon. On l'a (M. Joly) accusé de prendre les ministres des finances de l'Ontario, de la province de Québec et du Canada pour des fous. Il ne les a jamais crus fous, bien au contraire. Il les considère à l'opposé, ce qu'il pourrait bien décrire par un nom si les règlements de la Chambre ne l'en empêchaient pas.

M. L. MOLLEUR (Iberville): J'ai quelques remarques à faire; il y a longtemps que je désire m'expliquer et avoir le cœur net sur bien des choses. Je suis mécontent.

Je dis qu'il est inutile de distribuer des rapports aux membres s'ils ne contiennent pas un compte rendu exact de l'état des finances. Quant à moi, je déclare que, jusqu'à ce qu'on m'ait expliqué comment cette mystérieuse somme se trouve portée à notre avoir, je m'opposerai à plusieurs items. Par qui donc sommes-nous administrés si nos ministres craignent de dire qu'ils ont telle ou telle somme à notre avoir?

Je déclare donc positivement que, jusqu'à ce que je sois fixé sur l'état de nos finances, je m'oppose au subside de \$20,000 pour l'immigration, car je dis qu'elle est impossible et que nous ne pourrions jamais garder d'immigrants. J'agirai sous toute réserve pour les subsides demandés pour établir des écoles d'agriculture et je m'opposerai encore davantage à voter la moindre somme pour le pont Dorchester. Il y a des besoins, c'est vrai, mais on ne peut satisfaire à tous et il vaut mieux ne satisfaire à aucun que d'apporter de la partialité dans la distribution des subsides.

Je trouve étrange que le gouvernement ne nous donne que des renseignements incomplets sur notre position financière. Je me demande pourquoi les ministres ont pris la peine de faire imprimer ces comptes publics, pourquoi le ministre des finances s'est donné la peine de prononcer un discours, s'il était décidé à nous laisser dans les ténèbres. En effet, quand dans un compte ne figurent que certaines dépenses, on ne peut rien connaître. Dans cet état d'incertitude, c'est une insulte à faire à la Chambre que de retenir ces renseignements. Pour ma part, comme l'on ne veut pas nous les fournir, je ne voterai pas les allocations pour les bâties du gouvernement et pour l'immigration.

M. S. R. BELLINGHAM (Argenteuil): S'étonne de l'obstination du gouvernement à refuser toutes les informations demandées par la Chambre sur les réclamations qu'il prétend faire valoir devant les arbitres.

Cette réticence donne à supposer que nous

avons intérêt à cacher notre jeu et nous place dans une position peu digne vis-à-vis des autres provinces, et ne peut que jeter de la défiance dans l'esprit des arbitres.

Si nous avons droit à des retours, pourquoi le gouvernement ne vient-il pas déclarer franchement: "Voici les prétentions que nous entendons faire valoir. Soutenez-nous."

Au parlement de l'Ontario, les choses se passent autrement et M. Wood ne craint pas de montrer son jeu et de proclamer hautement ses prétentions.

Le refus du gouvernement place la députa-
tion dans une position d'infériorité en face du peuple. C'est en quelque sorte un brevet d'incapacité qu'il lui décerne.

Le comité fait rapport à la Chambre des résolutions qu'il a adoptées hier. A six heures, la Chambre interrompt ses travaux.

Reprise de la séance à sept heures et demie.

Société Saint-Jean-Baptiste de Saint-Romuald-de-Farnham

M. J. S. BRIGHAM (Missisquoi): Propose, selon l'ordre du jour, la deuxième lecture du bill incorporant la société Saint-Jean-Baptiste de Saint-Romuald-de-Farnham.

Adopté.

Subsides

Le comité des subsides continue à faire rapport à la Chambre des résolutions qu'il a adoptées hier.

M. J. H. BELLEROSÉ (Laval): Personne ne pourra reprocher au gouvernement de négliger les intérêts de l'éducation. Il l'a encouragée dans toutes les branches, mais il me semble que l'éducation classique n'a guère besoin d'encouragement aujourd'hui. Il y a trop de collèges qui rendent à la société tous les ans une foule de jeunes gens, dont la plupart ne savent que faire.

Pourquoi ne pas donner de l'aide aux collèges qui pourraient nous donner des hommes propres à se livrer au commerce et ayant une instruction libérale?

L'éducation classique n'est plus en rapport aujourd'hui avec nos besoins; nous avons sous les yeux l'exemple des Anglais qui doit nous montrer que nous avons encore bien à faire pour mettre notre système d'éducation au niveau des besoins actuels.

Quand on a besoin d'un ministre des finances, on en trouve facilement un parmi les Anglais, mais on trouve difficilement un Canadien français pour remplir cette place. Ce qui nous manque, ce sont des hommes de finances et des maisons d'éducation commerciale. La seule institution de ce genre que nous ayons dans cette province est le collège commercial de Terrebonne et j'espère que le gouvernement se fera un devoir de le subventionner. On m'objec-

tera peut-être que ce collège a deux cents élèves, ce qui devrait lui permettre de se soutenir par lui-même, mais je ferai remarquer à cette honorable Chambre que, dans les collèges classiques, nous trouvons des prêtres dévoués pour se consacrer à l'éducation de la jeunesse avec un entier dévouement et sans calcul aucun; dans les écoles commerciales, nous ne pouvons avoir que des professeurs laïques qui ne peuvent enseigner sans être rémunérés. J'espère que les députés voudront bien m'appuyer et demander avec moi au gouvernement de favoriser autant que possible ce genre d'institution.

M. P. BACHAND (Saint-Hyacinthe): Dit qu'un besoin immense se fait sentir dans le système d'éducation qui se pratique aujourd'hui, car il y a une certaine classe qui se destine au commerce et à l'industrie et, à cette classe, manque les moyens d'acquérir les connaissances requises. On a un système suffisant d'éducation supérieure, mais sous le rapport commercial et industriel, il y a beaucoup à désirer.

M. J.-A. CHAPLEAU (Terrebonne): Je dois remercier l'honorable député de Laval des paroles flatteuses qu'il a eu l'obligeance de prononcer à l'adresse d'une institution qui m'est chère à plus d'un titre.

Mon absence de cette Chambre depuis quelques jours m'a empêché de me mettre en état de fournir au gouvernement et à cette Chambre les renseignements que j'aurais voulu leur donner.

Quand on connaît comme moi le collège de Terrebonne, l'on ne peut s'empêcher d'en faire l'éloge, de dire que la famille qui a fondé cette belle institution a des droits nombreux à notre reconnaissance. Mais la générosité de la famille Masson est trop connue pour qu'il soit nécessaire d'en parler ici.

Il m'est avis que le gouvernement devrait seconder l'oeuvre de ces bienfaiteurs d'une partie du pays et accorder une subvention généreuse au collège Masson. Il est inutile de le dissimuler, pendant que nos collèges classiques nous fournissaient des hommes qui ont lutté avec avantage avec ceux des autres provinces, nous sommes restés dans l'infériorité sur le terrain du commerce.

Eh bien! si cette infériorité tend à disparaître, si nos jeunes gens peuvent prétendre à remplir des positions dans le haut commerce ou s'y livrer, le mérite en revient au collège Masson. Rien n'est négligé dans cette institution de ce qui peut former des hommes d'affaires et un homme d'éducation.

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVÉAU (Québec-Comté): L'histoire des subventions du collège de Terrebonne est assez singulière. Il y a quelques années, le collège de Terrebonne se transformait de collège industriel en collège classique. L'on me demanda alors une augmen-

tation de subvention; je m'y opposai. Mais le député de ce comté avait beaucoup d'influence auprès du ministère Sicotte et l'on se rendit au désir des directeurs de l'institution. Il y a trois ans, le collège est revenu à son ancien programme et j'ai augmenté sa subvention.

Je ne crois pas qu'il faille favoriser les collèges industriels aux dépens des institutions classiques. Car le nombre des premiers deviendrait trop grand. En dépit de ce que l'on dit, les collèges classiques ont fait la force morale du pays. Quant à ce qu'a dit le député de Laval (M. Bellerose), que nous ne pouvions pas trouver de ministre des finances parmi les Canadiens français, je lui dirai que j'ai offert le portefeuille de ministre des finances à M. Beaubien. Cependant, j'espère bien que le collège de Terrebonne fournira au pays des ministres des finances qui n'auront pas à discuter la question de la dette du Canada-Uni.

M. J.-P. RHEAUME (Québec-Est): Qu'il me soit permis de relever une inexactitude de mon honorable ami, M. Bellerose, regrettant le manque d'institutions commerciales: comme citoyen de Québec, qu'il me soit permis de dire que nous avons à Québec des écoles commerciales tenues par les Frères de la Doctrine chrétienne où l'on puise toutes les connaissances pratiques désirables, et nous avons beaucoup de jeunes gens sortis de ces écoles qui occupent aujourd'hui dans le commerce les plus brillantes positions.

M. F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): Je partage l'opinion du premier ministre, à savoir que les hommes sortis des collèges classiques ont contribué à l'avancement du pays. Cependant, il y a une lacune dans l'éducation commerciale de notre province et le collège de Terrebonne l'a comblée en partie. La réputation de cette institution s'étend partout et l'on y envoie des élèves de tous les points du pays.

La première jusqu'à la vingt-neuvième résolution, inclusivement étant lues une deuxième fois, sont adoptées.

La trentième résolution étant lue une deuxième fois, et la question étant proposée: Que cette Chambre concoure avec le comité dans ladite résolution.

M. P. Benoît (Napierville): Propose, appuyé par le représentant de Châteauguay (M. Laberge), sous forme d'amendement, que tous les mots après "Que" soient retranchés, et que les mots "cette Chambre n'est pas préparée à adopter un système tendant à adjoindre des fermes modèles aux écoles normales et à leur en confier la régie," soient mis à la place.

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVEAU (Québec-Comté): La Chambre doit savoir pourquoi elle a voté deux fois l'item auquel s'oppose le député de Napierville (M. Benoît), et si j'avais à expliquer quelque chose, ce serait de donner la

raison qui a empêché, jusqu'à aujourd'hui, que l'enseignement agricole ne soit pas encore établi dans les écoles normales. Cette allocation ne nuira nullement à celle des écoles actuelles, car tout le monde sait qu'il y a beaucoup plus de demi-bourses que d'élèves. Le gouvernement est décidé aujourd'hui à commencer l'enseignement agricole.

M. H.-G. JOLY (Lotbinière): L'honorable député de Napierville ne s'oppose pas à l'enseignement agricole, mais à l'établissement de fermes modèles dépendant des écoles normales.

Il y a eu, il est vrai, dans les

sessions, des votes pour permettre ces dépenses. Le premier ministre sait bien qu'à ce moment-là, il n'y avait pas d'Opposition dans la Chambre et il abuse de l'indulgence qu'il a obtenue au commencement du Parlement. Dans ce système, je ne vois pas autre chose qu'une culture officielle qui serait beaucoup trop coûteuse. Il ajoute que le gouvernement ne devrait pas avoir le contrôle de l'agriculture et qu'il ne devrait pas y avoir de culture officielle.

M. P. Benoît (Napierville): Je reproche au gouvernement de ne pas donner des explications sur l'enseignement agricole dans l'école normale. Nous n'avons pas eu le rapport de M. Godin qui est allé en Europe pour étudier une institution semblable.

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVEAU (Québec-Comté): J'ai donné des explications, hier soir, avant six heures.

M. P. Benoît (Napierville): Pourquoi n'en avez-vous pas donné ce soir?

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVEAU (Québec-Comté): Je n'étais pas présent lors de la lecture de cet item.

M. P. Benoît (Napierville): Vous êtes donc sorti un instant avant qu'il fût appelé.

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVEAU (Québec-Comté): Je suis sorti parce que l'on m'avait appelé hors de la Chambre. Du reste, je n'ai pas coutume de reculer devant le danger et surtout devant les attaques de l'honorable député.

Je dois lui dire que ses remarques ne sont pas parlementaires et à peine convenables.

M. P. Benoît (Napierville): Mes paroles ne comportent pas une attaque.

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVEAU (Québec-Comté): Je soulève une question d'ordre; il n'est pas permis à un député d'imputer des motifs à la conduite d'un collègue.

M. P. Benoît (Napierville): Proteste contre l'intention qu'on veut lui prêter.

M. L'ORATEUR: Rappelle M. Benoît à l'ordre.

M. P. Benoît (Napierville): Je reviens à mon sujet et je condamne le gouvernement de vouloir faire donner un enseignement agricole dans les écoles normales. C'est un système impraticable qu'il veut nous faire adopter et nullement en rapport avec les besoins du pays.

Ces instituteurs qui auront passé par les écoles normales pour recevoir un enseignement agricole seront sans autorité. Les cultivateurs leur diront: si l'agriculture est si noble, pourquoi ne vous faites-vous pas agriculteurs? C'est là le seul raisonnement que l'on fera. Les fermes modèles réunies aux écoles normales seront parfaitement inutiles; le système est impraticable. L'enseignement agricole ne devrait être donné que dans les écoles d'agriculture.

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVEAU (Québec-Comté): Je croyais que j'aurais à me défendre de ne pas assez encourager l'enseignement agricole; c'est le contraire qui arrive, et l'on en veut aux écoles normales et à l'enseignement agricole. Cependant, l'on attaque le système lui-même, après l'avoir approuvé dans les sessions précédentes.

Le comité de l'agriculture et de la colonisation a fait une forte recommandation au gouvernement de créer un enseignement agricole dans les écoles normales. Eh bien! ce système est donc l'enfant de la Chambre plutôt que du gouvernement.

Le député de Napierville (M. Benoît) paraît craindre que le gouvernement retranche les allocations des écoles d'agriculture en faveur des écoles normales. C'est là une idée fausse et le gouvernement, au contraire, a augmenté les allocations de ces institutions.

L'on se plaint du retard apporté à la publication du rapport de M. Godin. Eh bien! il a publié une conférence qui renferme tous les renseignements désirables.

Le gouvernement a l'intention bien arrêtée d'introduire l'enseignement agricole dans les écoles normales et bientôt, M. Godin sera nommé professeur théorique d'agriculture à l'école Jacques-Cartier.

Les élèves des écoles normales sont presque tous fils de cultivateurs et doivent retourner à la campagne. Est-ce que l'enseignement qu'on leur donnera sur l'agriculture ne leur inspirera pas de goût pour la culture?

On dit qu'ils seront sans moyen, mais ne voit-on pas tous les jours des pauvres jeunes gens se fixer sur des terres nouvelles et réussir?

Pourquoi les instituteurs ne pourraient-ils pas prétendre au même succès? Je crois au contraire qu'ils feront disparaître le préjugé que l'agriculture s'apprend seule de Dieu et de grâce. En Europe, on se trouve bien du système que nous préconisons. En France et en Belgique, les instituteurs cultivent un petit jardin. En Irlande, il y a des écoles normales auxquelles

sont annexées des fermes modèles et l'on s'en trouve très bien. Je pense que si l'on avait ce reproche à faire au gouvernement, ce serait de ne pas avoir été assez prompt à donner suite à son projet.

M. H.-G. JOLY (Lotbinière): M. le premier ministre est bien sensible. Il a prétendu que le député de Napierville (M. Benoît) avait imputé des motifs à sa conduite. Cependant, il n'a pas craint d'en imputer à tout un parti et de dire que nous sympathisons avec les Féniciens.

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVEAU (Québec-Comté): Je soulève une question d'ordre. Monsieur l'Orateur, est-il permis de référer à un ancien débat?

M. L'ORATEUR: Il n'est pas permis de revenir sur un ancien débat.

M. H.-G. JOLY (Lotbinière): Je me soumetts d'autant plus volontiers à votre décision, Monsieur l'Orateur, que j'ai dit tout ce que j'avais à dire.

L'amendement est mis aux voix:

La Chambre se divise, et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit:

POUR: MM. Bachand, Benoît, Bessette, Craig, Gaudet, Gendron, Hearn, Joly, Laberge, Lavallée, Marchand, Mailloux, Moller, Robert et Verreault, 15.

CONTRE: MM. Bellerose, Bellingham, Bergevin, Blais, Cantwell, Carter, Cauchon, Chapais, Chapleau, Chauveau, Church, Clément, Coutlée, de Lotbinière-Harwood, Desaulniers (Maskinongé), Desaulniers (Saint-Maurice), Dugas, Dunkin, Fortin, Gélinas, Genest, Hemming, Irvine (sol. gén.), Jodoin, Langevin, LaRue, LeCavallier, Locke, Moll, Ogilvie, Ouimet (proc. gén.), Pelletier, Picard, Poupore, Rhéaume, Robertson, Ross, Roy, Simard, Thérien et Tremblay, 41.

Ainsi, il est résolu négativement.

Et la question étant mise aux voix: Que cette Chambre concoure avec le comité dans la trentième résolution, elle est résolue dans l'affirmative.

La 31e résolution jusqu'à la 45e inclusive, étant lues une deuxième fois, sont adoptées.

La quarante-sixième résolution étant lue une deuxième fois et la question étant proposée: Que cette Chambre concoure avec le comité dans ladite résolution.

M. P. Benoît (Napierville): Propose, appuyé par le député d'Iberville (M. Molleur), sous forme d'amendement, que tous les mots après "Que" jusqu'à la fin de la question, soient

retranchés, et que les mots "dans l'opinion de cette Chambre, il est préjudiciable aux intérêts de cette province de faire des prêts de la nature de celui que le gouvernement demande pour le pont Dorchester" soient mis à la place.

Il n'est pas opportun de prêter \$15,000 à la commission des chemins à barrière.

Le gouvernement est opposé aux allocations pour les travaux publics dans toutes les localités et il est injuste qu'il fasse une exception en faveur de Québec. Pourquoi refuser au reste de la province ce que l'on donne si volontiers à Québec? Je crois, d'ailleurs, que ce n'est qu'une gratification déguisée et que ce prêt ne sera jamais remis.

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVÉAU (Québec-Comté): Le député de Napierville (M. Benoît) dit que cette allocation est plutôt une aumône qu'un prêt. C'est le contraire que l'on devrait dire et, si ce n'était pas un prêt, ce serait un commencement de restitution. En effet, cette commission a été maltraitée et elle a dû payer \$16,000 pour le chemin de la rive nord par la faute de la Législature du Canada.

M. F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): Dit que la corporation n'a pu emprunter ailleurs à cause de sa mauvaise situation financière. Si tel est le cas, quelle garantie le gouvernement a-t-il de se faire rembourser son prêt? C'est là un mauvais précédent qui amènera d'autres compagnies, dont les ponts sont dangereux, à demander des emprunts semblables.

M. E. LABERGE (Châteauguay): Dit qu'il ne sait même pas où est situé le pont de Dorchester.

M. J.-P. RHEAUME (Québec-Est): Dit que le pont est situé dans son comté de Québec-Est.

M. E. LABERGE (Châteauguay): Fait observer encore une fois que personne plus que le gouvernement doit connaître l'état financier de la compagnie des chemins à barrière de Québec qui ne peut même pas payer les intérêts de sa dette; c'est donc une aumône que ce prêt de \$15,000.

M. O. PELLETIER (Bellechasse): S'étonne qu'une communauté riche comme Saint-Roch et que les paroisses environnantes de Québec, qui utilisent le pont, ne veuillent pas contribuer à son entretien. Il pense qu'à son retour dans son comté, ses électeurs vont le couvrir de demandes pour que leur municipalité reçoive un prêt semblable pour réparer ses ponts. Pour

cette raison, il votera en faveur de l'amendement.

L'amendement étant mis aux voix: la Chambre se divise, et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit:

POUR: MM. Bachand, Benoît, Bessette, Craig, Desaulniers (Maskinongé), Dugas, Gaudet, Gendron, Joly, Laberge, Lavallée, Locke, Marchand, Mailloux, Molleur, Pelletier, Picard, Robert, Roy et Thérien, 20.

CONTRE: MM. Bellerose, Bergevin, Blais, Cantwell, Cauchon, Chapais, Champleau, Chauveau, Clément, Coutlée, de Lotbinière-Harwood, Desaulniers (Saint-Maurice), Dunkin, Fortin, Gélinas, Genest, Hearn, Hemming, Irvine (sol. gén.), Jodoin, Langevin, LaRue, Moll, Ouimet (pro. gén.), Poupore, Rhéaume, Robertson, Simard, Tremblay et Verreault, 30.

Ainsi, cet amendement est résolu négativement.

Et la question étant mise aux voix: Que cette Chambre concoure avec le comité dans la quarante-sixième résolution, elle est résolue affirmativement.

Les autres résolutions, étant lues une deuxième fois, sont adoptées. La Chambre, selon l'ordre du jour, se forme de nouveau en comité des subsides.

En comité:

L'HONORABLE J. G. ROBERTSON (Sherbrooke): Propose:

1. Qu'une somme n'excédant pas cinquante mille piastres soit accordée à Sa Majesté pour pourvoir à la construction ou l'achat d'édifices pour les départements publics (dont une partie pourra être affectée à la construction d'une école normale), pour l'année financière finissant le 30 juin 1871.

Adopté.

2. Qu'une somme n'excédant pas trente mille piastres soit accordée à Sa Majesté pour pourvoir à la construction ou à l'achat d'une résidence pour le lieutenant-gouverneur, pour l'année financière finissant le 30 juin 1871.

Adopté.

Le comité fait rapport qu'il a passé deux résolutions.

Il est ordonné que le rapport soit reçu lundi prochain.

La Chambre s'ajourne à onze heures et demie.

Séance du 20 décembre 1869

Sous la présidence de l'honorable J.-G. Blanchet

La séance s'ouvre à trois heures.

Dépôt et lecture de pétitions:

Les pétitions suivantes sont séparément présentées et déposées sur la table:

Par M. Benoît, la pétition de John Scriver et autres, du comté de Huntingdon, et d'autres comtés.

Par M. Picard, la pétition de J.-B. Bishop et autres, du township de Dudswell.

Conformément à l'ordre du jour, les pétitions suivantes sont lues:

Du conseil du bureau de commerce de Québec; demandant que le bill pour établir un système général de police en cette province soit adopté, pourvu que les charges sur ladite cité de Québec ne soient pas augmentées par le nouveau système.

De Thomas Workman et autres, de W.-E. Ibbotson et autres, tous des cités de Montréal et de Québec, et de Geo. Wood et autres, de Coaticook, comté de Stanstead; demandant respectivement que le bill intitulé: Acte pour incorporer le Collège de pharmacie de la province de Québec soit adopté.

De John Hunter et autres, de la paroisse de Saint-George-de-Clarenceville; demandant des amendements aux lois de la chasse.

Du révérend L.-A. Bernier et autres, du comté de Témiscouata; demandant l'arpentage d'un township et l'ouverture de chemins dans ledit comté.

Du collège Saint-Laurent, et des Soeurs Marianites de Sainte-Croix, de la paroisse Saint-Laurent, tous du comté de Jacques-Cartier; demandant respectivement de l'aide.

De D. Torrance et autres, de la cité de Montréal; demandant une allocation annuelle en faveur de l'Institution protestante pour les sourds-muets et les aveugles dans ladite cité.

De Félix Fournier et autres, des townships Mailloux et Buckland; demandant de l'aide pour un pont sur la rivière la Fourche-du-Pin.

Du révérend P. Girard et autres, de la paroisse de Saint-Louis et autres lieux; demandant de l'aide pour le chemin Kinogami, l'ouverture de deux routes dans les cantons Métabetchouan et Ashuapmouchouan, et l'arpentage d'un lopin de terre entre les rivières Ashuapmouchouan et Mistassin.

De Pierre Cloutier et autres, du Détour-du-Lac-Témiscouata, du révérend Chs Galarneau et autres, de la paroisse de Saint-Cyrille, du révérend Joseph-M. Rioux et autres, des townships de Roux et Bellechasse, comté de Bellechasse, de Joseph Lefebvre et autres, de la paroisse de Saint-Giles, de Lazare Bédard et autres, de la paroisse de Saint-Flavien, du révérend N.-M. Huot et autres, de la paroisse de Sainte-Agathe, tous du comté de Lotbinière, du

révérend F. Catellier et autres, des townships de Jersey et Marlow, du révérend F. Catellier et autres, du township de Jersey, et de la paroisse de Saint-Georges, du révérend F. Catellier et autres de la paroisse de Saint-Georges et des townships de Linière et Jersey, tous du comté de Beauce et du révérend John Rollit et autres, de Gore et autres townships; demandant respectivement de l'aide pour des chemins.

Rapport de comités :

M. A.-C. DE LOTBINIERE-HARWOOD (Vaudreuil): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le neuvième rapport du comité permanent des ordres permanents. Voici le rapport:

Votre comité a examiné les pétitions suivantes et trouve que les avis requis ont été donnés dans chaque cas: de W. Bell et autres, de la municipalité de Saint-Roch-de-Québec-Sud, demandant qu'une partie de ladite municipalité soit annexée à la municipalité de la paroisse de Saint-Roch-de-Québec-Nord.

De Jean Doyon et autres, de Tring et autres townships, demandant la passation d'un acte pour diviser lesdits townships en trois municipalités.

L'HONORABLE J. G. ROBERTSON (Sherbrooke): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le troisième rapport du comité conjoint des deux Chambres au sujet des impressions de la Législature. Voici le rapport :

Votre comité demande la permission de présenter, comme son troisième rapport, le rapport de son sous-comité, et a l'honneur de le recommander à la considération de votre honorable Chambre.

Le tout respectueusement soumis.

J.-O. Beaubien,
président

Conseil législatif, Québec
Chambre de comité, no 3,
18 Décembre 1869

Au président et aux membres du comité conjoint des deux Chambres sur les impressions:

Votre sous-comité a l'honneur de vous faire rapport qu'il a examiné le premier rapport de la commission du service civil et qu'il en recommande l'impression en la quantité ordinaire pour la distribution pendant la session et comme documents sessionnels.

Le tout respectueusement soumis.

Edw. Hale,
président

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUEAU (Québec-Comté): Met devant la Chambre, par ordre de Son Excellence le lieutenant-gouverneur: Rapport du ministre de l'Instruction publique

pour l'année 1868 et partie de l'année 1869 (Documents de la session no 2).

Code municipal de la province de Québec

L'HONORABLE G. OUMET (Deux-Montagnes): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le deuxième rapport du comité spécial sur le bill intitulé: "Code municipal de la province de Québec". Voici le rapport:

Votre comité a l'honneur de faire rapport à votre honorable Chambre:

Qu'à la dernière séance de votre comité, l'honorable M. le procureur général Ouimet, de la part du sous-comité nommé par votre comité pour examiner le bill intitulé: "Le code municipal de la province de Québec et ses amendements," a fait rapport à votre comité du résultat de son travail.

Qu'il appert par ce rapport que, depuis le 6 décembre courant, date de sa nomination, il a tenu seize séances et a examiné les deux premiers livres du code.

Que sur motion de M. Joly, appuyé par M. Gaudet, votre comité a adopté la résolution suivante:

Que ce comité profite de cette occasion pour exprimer son appréciation du zèle avec lequel le sous-comité s'est acquitté des devoirs onéreux qui lui ont été imposés.

Que votre comité est aussi d'opinion qu'il serait à propos, dans le cas d'un ajournement de cette Chambre, que le travail du sous-comité ne fût pas interrompu et qu'il lui fût permis de continuer ses séances pendant les vacances.

Votre comité recommande donc à votre honorable Chambre l'adoption des résolutions suivantes:

1o Que les honorables MM. Chauveau et Robertson fassent partie dudit sous-comité.

2o Que le quorum du sous-comité soit réduit à quatre membres.

3o Que, dans le cas d'un ajournement de cette Chambre, le sous-comité soit autorisé à continuer ses séances pendant les vacances.

Adopté.

Introduction de bills:

M. L. R. CHURCH (Ottawa): Demande la permission d'introduire un bill pour incorporer la société appelée l'Union de Saint-Joseph de Saint-Paul-d'Aylmer.

Accordé.

Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés.

M. E. LABERGE (Châteauguay): Demande la permission d'introduire un bill pour amender l'acte 20 Victoria, chapitre 119.

Accordé.

M. E. J. HEMMING (Arthabaska): Demande la permission d'introduire un bill pour annexer une partie de la municipalité de Saint-Roch-Sud à Saint-Roch-Nord.

Accordé.

Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés.

M. V.-P. LAVALLEE (Joliette): Demande la permission d'introduire un bill pour venir au secours de l'Union Saint-Joseph de Montréal.

Accordé.

Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés.

Ajournement

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUX (Québec-Comté): Avant de procéder aux ordres du jour, je proposerai à l'honorable Chambre la question de l'ajournement. Dans la quinzaine qui va suivre, il y aura beaucoup de congés et, conséquemment, interruption fréquente de nos travaux.

Plusieurs députés ont manifesté le désir d'interrompre les travaux législatifs pendant la fin du mois de décembre, époque des fêtes de toutes espèces, époque à laquelle les députés aiment à se trouver dans leur famille.

Je propose un ajournement depuis le 23 décembre jusqu'au 12 janvier prochain.

Nous aurions pu demander aux députés de revenir le 11 janvier, mais c'est en ce jour qu'ont lieu les élections municipales et nous croyons qu'ils aimeront à se trouver dans leur comté en cette circonstance.

Pendant les vacances, le comité du code municipal continuera ses travaux.

Je propose donc, appuyé par l'honorable représentant de Sherbrooke (M. J. G. Robertson), que lorsque cette Chambre s'ajournera, jeudi prochain, elle soit ajournée jusqu'à mercredi, le douzième jour de janvier prochain.

Adopté.

Société Saint-Jean-Baptiste de Saint-Romuald-de-Farnham

M. J. S. BRIGHAM (Missisquoi): Propose que la Chambre, selon l'ordre du jour, se forme en comité pour étudier le bill pour incorporer la société Saint-Jean-Baptiste de Saint-Romuald-de-Farnham.

Le comité étudie le bill et en fait rapport, sans amendement.

Chemins de colonisation

M. V.-P. LA VALLEE (Joliette): Propose, appuyé par le représentant de Nicolet (M. J. Gaudet), qu'il soit présenté une humble adresse à Son Excellence le lieutenant-gouverneur, priant Son Excellence de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre un état détaillé de l'argent dépensé sur les fonds votés pendant la dernière session pour chemins de colonisation de 2e et 3e classes, ainsi que le montant dépensé dans chaque division électorale de la province et généralement toute demande d'argent faite par aucune municipalité en conformité de la loi.

Il dit que l'administration, en votant l'année dernière une somme de \$75,000 pour les chemins de colonisation, a fait preuve d'une grande libéralité. Cette allocation a été vue avec une très grande satisfaction par tout le pays. On comprendra facilement combien il est important pour un gouvernement de venir en aide aux municipalités.

Plusieurs municipalités ont construit elles-mêmes, à leurs dépens, des chemins de colonisation qu'elles n'ont pu parachever. Il leur faut encore quelques deniers pour donner la dernière main à ces chemins.

Une chose très regrettable, c'est que le gouvernement ait résolu de réduire l'allocation qu'il avait faite l'année dernière pour la raison qu'une grande partie de cette allocation n'a pas été dépensée. Il ose espérer que le gouvernement reviendra sur sa décision. Ces chemins de colonisation sont les réseaux qui alimentent les grandes artères et il ne saurait trop reconnaître la justesse de la comparaison faite il y a quelque temps à ce sujet par son honorable et estimable ami, le député de Gaspé.

Adopté.

Subsides

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVEAU (Québec-Comté): Annonce que, vu l'absence de M. Irvine, le gouvernement remet à demain la discussion sur les estimés.

La séance est levée à quatre heures.

Séance du 21 décembre 1869

Sous la présidence de l'honorable J.-G. Blanchet

La séance s'ouvre à trois heures.

Dépôt et lecture de pétitions:

Les pétitions suivantes sont séparément présentées et déposées sur la table:

Par M. Pozer, la pétition de Pierre Dupont et autres, des paroisses de Saint-Vital-de-Lambton et de Saint-Sébastien-d'Aylmer, comté de Beauce.

Par M. Marchand, la pétition des Soeurs de l'Asile de la Providence de la cité de Montréal.

Par l'honorable M. le procureur général Ouimet, la pétition de James McMartin et autres, du comté des Deux-Montagnes.

Par l'honorable M. Langevin, la pétition des Soeurs de la Charité de la cité de Québec.

Par M. Chapleau, la pétition du révérend M. Leblanc et autres, de la paroisse de Sainte-Agathe-Illes-Monts.

Par l'honorable Sir G.-E. Cartier, Bart., la pétition de P.-C. Dupont, gardien de la cour de justice des Trois-Rivières.

Par M. Tremblay, la pétition de Job Bilodeau et autres, de la paroisse de Saint-Louis de la Pointe-aux-Trembles.

Rapport de comités:

M. A.-C. DE LOTBINIERE-HARWOOD (Vaudreuil): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le dixième rapport du comité permanent des ordres permanents. Voici le rapport:

Votre comité a examiné la pétition de Robert W. Pearson, de la cité de Montréal, demandant la passation d'un acte l'autorisant à pratiquer comme avocat et trouve que les avis nécessaires n'ont pas été donnés. Il ne peut, en conséquence, recommander la suspension de la 51e règle.

M. L. R. CHURCH (Ottawa): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le sixième rapport du comité permanent des bills privés. Voici le rapport: Votre comité a examiné le bill intitulé: Acte pour incorporer la compagnie appelée "The Quebec, New York, and Boston Lumber Company," et a l'honneur d'en faire rapport sans amendement.

M. L. R. CHURCH (Ottawa): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le sixième rapport du comité permanent des bills privés. Voici le rapport:

Votre comité a examiné les bills suivants et y a fait divers amendements qu'il soumet humblement à l'adoption de votre honorable Chambre.

Bill intitulé: Acte pour incorporer l'Association de secours mutuel irlandaise catholique de Montréal.

Bill intitulé: Acte pour incorporer l'Union Saint-Joseph de Saint-Paul-d'Aylmer.

M. L. R. CHURCH (Ottawa): Propose que le temps pour recevoir des rapports sur des bills privés soit prolongé jusqu'à samedi, le 15e jour de janvier prochain.

Adopté.

Introduction de bills:

M. E. CARTER (Montréal-Centre): Demande la permission d'introduire un bill pour abroger en partie le chapitre 72 de la 32e Victoria.

Accordé.

Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés.

M. P. FORTIN (Gaspé): Propose que la 51e règle de cette Chambre soit suspendue, en autant qu'elle a rapport à un bill pour diviser la municipalité du township du Cap-des-Rosiers, dans le comté de Gaspé, en deux municipalités.

Adopté.

M. P. FORTIN (Gaspé): Demande la permission d'introduire ledit bill.

Accordé.

Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés.

M. E. CARTER (Montréal-Centre): Demande la permission d'introduire un bill pour amender l'acte d'incorporation de la Compagnie d'emmagasinage de Montréal.

Accordé.

Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés.

M. C. H. POZER (Beauce): Demande la permission d'introduire un bill pour ériger les townships de Tring, Forsyth, Adstock, Dorset et une partie du township de Shenley, dans le comté de Beauce, en municipalités locales.

Accordé.

Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés.

L'HONORABLE G. OUMET (Deux-Montagnes): Demande la permission d'introduire un bill pour permettre aux administrateurs de disposer plus avantageusement des propriétés entre leurs mains.

Accordé.

Subsides

L'HONORABLE J. G. ROBERTSON (Sherbrooke): Propose, appuyé par le représentant de Québec-Comté (M. P.-J.-O. Chauveau), que la 1re résolution soit de nouveau renvoyée à un comité de toute la Chambre, pour l'amender en retranchant les mots "dont une partie pourra être employée à la construction d'une école normale," et en y ajoutant, après les mots "achat de" les mots "étant un tiers de la dépense totale prévue pour telle fin."

Je demande à la Chambre de se former de

nouveau en comité des subsides, afin d'amender l'item de \$50,000, pour la construction des bâtisses publiques. Nous désirons déclarer que les \$50,000 forment le tiers des frais de cette entreprise.

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVEAU (Québec-Comté): Informe alors la Chambre que Son Excellence le lieutenant-gouverneur, ayant été informé du sujet de cette motion, la recommande à la considération de cette Chambre.

Je dois répondre à un bruit que l'on fait courir. Le gouvernement n'a jamais dit que ces bâtisses ne coûteraient que \$50,000.

M. H.-G. JOLY (Lotbinière): Ecoutez!

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVEAU (Québec-Comté): Si l'honorable député qui dit "écoutez" a entendu autre chose, qu'il le déclare.

Il paraît supposer que le gouvernement a voulu tromper la Chambre tandis qu'il s'est toujours appuyé sur les mêmes arguments.

La commission du service civil recommande d'approprier à cette fin la somme de \$150,000.

Nous abandonnons le projet de construire à même cette somme l'école normale.

La nécessité de construire ces édifices est généralement comprise. Le rapport de la commission du service civil démontre que les frais de loyers, réparations, etc., coûteront annuellement \$11,450. Or, cette somme capitalisée à 6p. 100 donne \$190,000, ce qui est de beaucoup supérieur à la somme que nous demandons à la Chambre.

Je sais que l'on a des appréhensions à ce sujet. L'on craint que notre jeune province se lance dans une entreprise extravagante et fasse des dépenses pour se donner un monument architectural splendide. Tel n'est pas notre but, nous désirons mettre à l'abri des incendies et de la destruction les documents et archives publics.

Nous avons l'espoir de compléter ces travaux avec une somme moindre que \$150,000. Si nous demandons cette somme, c'est afin de poser la question franchement devant le peuple.

M. H.-G. JOLY (Lotbinière): Je propose, appuyé par le représentant de Saint-Jean (M. F.-G. Marchand), sous forme d'amendement à la question, que tous les mots après "Que" jusqu'à la fin de la question, soient retranchés, et que les mots "dans l'état d'incertitude où se trouvent nos finances, il n'est pas prudent d'engager la province dans la construction d'édifices publics dont il est impossible de prévoir le coût," soient mis à la place.

J'ai entendu avec étonnement la motion du gouvernement. La Chambre a compris jusqu'à ce jour, d'après les estimés, que les \$50,000 demandées devaient suffire pour construire ces édifices. Je crois que le gouvernement a cherché à cacher quelque chose. Le premier ministre nous a défiés de dire que le gouvernement n'a

pas agi franchement. Eh bien! de mon côté, je défie le gouvernement de citer un seul cas où il a dit qu'il faudrait plus de \$50,000 pour défrayer les frais de construction de ces bâtisses.

Il n'a pas fait cette déclaration dans le discours sur le budget ni dans une autre circonstance. Cependant, les occasions ne lui ont pas manqué.

L'HONORABLE J. G. ROBERTSON (Sherbrooke): Le député de Lotbinière (M. Joly) me permettra-t-il de citer un passage de mon discours où il est dit que ces édifices coûteront \$150,000?

M. H.-G. JOLY (Lotbinière): Eh bien! personne n'a entendu cette explication, lorsque vous avez fait votre discours. La Chambre n'a pas compris cette explication et, avant ce jour, elle ne connaissait pas ce projet du gouvernement.

Jusqu'à ce jour, quelques députés ont été disposés à voter \$50,000, mais ils reculeront devant la responsabilité de voter \$150,000.

Le gouvernement prend la Chambre par surprise. Il vient faire acte de franchise trop tard; il accomplit cet acte héroïque lorsque la Chambre a pu savoir d'une source étrangère que ces édifices coûteront plus que \$50,000.

Le discours du trône disait que "l'incertitude qui règne au sujet de la dette empêchera d'entreprendre plusieurs travaux importants". Eh bien! l'on oublie déjà cette déclaration.

Je dis que ces bâtisses ne contribueront nullement à l'organisation du pays. Si le gouvernement pense autrement, il se fait illusion d'une façon étrange. Du reste, si nous voyons notre chemin libre, je croirais le moment venu de mettre fin aux inconvénients qui résultent de la dispersion des bureaux dans différentes parties de la ville.

Pendant l'Union, nous avons été dans la même position et la chose n'en allait pas plus mal.

Je dois critiquer le rapport de la commission du service civil. Je maintiens que, dans l'état d'incertitude où se trouvent nos finances, il n'est pas opportun d'engager la province dans une entreprise aussi gigantesque. En le faisant, je répète tout simplement les déclarations du lieutenant-gouverneur et de la Chambre qui l'ont affirmé à plusieurs reprises en 1868 et en 1869.

Je reconnais que le système actuel présente des inconvénients, mais ils ne sont pas tellement graves qu'ils requièrent un remède immédiat.

D'ailleurs, cet état de choses existait avant la Confédération et il pourrait se prolonger encore pendant quelques années du moins, sans trop nuire à l'efficacité du service public.

Le gouvernement base sa demande sur le rapport de la commission du service civil. Or cette base n'est pas solide.

En effet, les commissaires prétendent que

nous payons \$11,437 pour le loyer des édifices occupés par les départements quand, au contraire, ces loyers ne s'élèvent qu'à la somme de \$3,160.

Pour arriver à ce résultat, elle grossit les chiffres à plaisir et nous dit que la somme de \$11,438, dépensée pour frais de loyers annuellement, capitalisée à 6 p. 100 produira \$190,000.

Veut-on savoir ce que devraient coûter ces départements pour n'être pas plus onéreux que les loyers actuels? A peu près \$50,000!

On ajoute que cette somme suffira pour commencer les bâtisses.

Nous voyons que la somme des loyers n'est, d'après les comptes publics, que de \$3,143.

Cette somme de \$11,443 est grossie d'une façon étrange. On y fait figurer une somme de \$1,700 payée pour les taxes de la corporation. Mais quand vous aurez des bâtisses, cette somme, vous devrez encore la payer. On y fait encore figurer une somme de \$314 pour le loyer des Travaux publics; or, ce département occupe une partie des bâtisses de cette Chambre. Ce sont donc autant de deniers qu'il faut retrancher des \$11,434. Mais ce n'est pas tout. L'on a payé \$6,000 pour réparation une fois pour toutes. L'on vient nous dire que l'on devra payer pareille somme chaque année.

L'on aurait dû faire les calculs sur la somme de \$3,143 portée dans ces comptes publics comme frais de loyers et ne pas choisir les calculs erronés de la commission du service civil.

L'on remarquera que le rapport dit que les \$150,000 suffiront seulement pour commencer ces bâtisses. Donc, il est probable que l'on viendra vous demander de nouveaux crédits après avoir dépensé les \$150,000.

L'HONORABLE J. G. ROBERTSON (Sherbrooke): Reconnaît avoir passé sous silence certains renseignements concernant l'état de la dette de la province; s'il a agi ainsi, c'est qu'il est convaincu qu'il y va de l'intérêt général de la province. Cependant, il n'a jamais voulu induire la Chambre en erreur; il a demandé une somme de \$50,000 pour entreprendre la construction des édifices publics; c'était ouvertement son intention de réclamer une autre somme de \$50,000, la deuxième année, et un montant identique la troisième. Quant au rapport de la commission du service civil, il croit que le député de Lotbinière l'a fort mal interprété.

L'HONORABLE C. DUNKIN (Brôme): Repousse la plupart des chiffres avancés par le député de Lotbinière. Par exemple, ce dernier a affirmé que le gouvernement devait payer \$941.29 en taxes municipales pour les édifices du parlement; ceci est faux. Les seules taxes payées pour les édifices du parlement sont celles de l'eau et des cheminées; le gouvernement ne peut forcer la corporation de fournir gratuitement l'eau et de nettoyer les cheminées.

M. J.-A. CHAPLEAU (Terrebonne): Me serait-il permis de faire une suggestion? Le moyen de trancher cette question serait de demander à un membre de la corporation ici présent si la corporation impose des taxes sur les bâtisses de la Chambre.

M. J. HEARN (Québec-Ouest): Répond que, pour autant qu'il le sache, les édifices publics ne paient pas de taxes.

M. P. BACHAND (Saint-Hyacinthe): Devons-nous, dans les circonstances où nous sommes, nous engager dans des entreprises coûteuses? Voici la question que les députés doivent se poser. L'histoire des événements antérieurs à la Confédération nous fournirait des arguments pour nous détourner d'un tel projet. Mais je ne veux pas remonter si haut. Je ne parlerai que de ce qui est frais dans la mémoire de tous. Depuis l'établissement de l'état de choses actuel, l'on nous a fait souscrire des sommes énormes, par exemple, pour la réforme de Saint-Vincent-de-Paul. A la première session, on demandait d'abord \$40,000 et l'on disait que cela suffirait pour compléter les bâtisses. La session suivante, on nous demandait \$21,000 encore pour les compléter. Et aujourd'hui, il faut une nouvelle somme de \$40,000, toujours pour les bâtisses de Saint-Vincent.

Je pourrais faire les mêmes remarques relativement aux prisons de Montréal et de Québec, et toujours pour compléter des travaux publics.

L'HONORABLE J. G. ROBERTSON (Sherbrooke): Ces sommes ne sont pas dépensées.

M. P. BACHAND (Saint-Hyacinthe): Je prends les chiffres sur le papier et je fais remarquer que je ne peux souffrir les interruptions. Je dis donc que, quand le gouvernement commence à demander des crédits pour une entreprise, l'on n'en finit jamais. Dans le cas actuel, l'estimation n'est nullement certaine. Aujourd'hui, l'on ne met devant nous aucun plan, aucun devis, l'on ne dit pas même combien coûtera le terrain. On procède donc au hasard, et ces calculs ne reposent sur rien.

L'expérience est là pour prouver que jamais le gouvernement ne sait ce qu'il dépensera pour achever une entreprise. On disait que les édifices d'Outaouais ne coûteraient que \$800,000 et nous y avons dépensé \$4 millions. La question se pose sous un autre point de vue. Est-il opportun, dans l'état d'incertitude de notre dette, de faire une telle dépense? Mais le gouvernement n'a-t-il pas dit que tant que la question du partage ne sera pas réglée, nous ne pouvions pas faire de grandes dépenses et cela lorsqu'il s'agissait de frais peu considérables? Il a fait cette déclaration relativement aux institutions de charité et aussi au sujet des fonds de retraite pour les employés.

Est-ce le temps de nous lancer dans de telles entreprises, quand nous voyons assez clair dans

notre état financier pour constater, à différentes époques, des déficits assez considérables? Nous en avons découvert le 30 juin 1868, le 1er décembre 1869, et nous en découvrons le 30 juin 1869.

Pourquoi nous presser de bâtir ces édifices? Nous ne payons pas très cher pour le loyer des bâtisses de départements.

Le pays ne souffre pas de l'état de choses actuel. D'ailleurs, pourquoi ne pas attendre à l'année prochaine? Peut-être connaîtrons-nous notre position financière et alors ce sera le temps de songer à ces bâtisses.

Je pense que les députés songeront sérieusement à cette question et écouteront la voix de leurs électeurs qui, tous unanimement, leur disent: "Attendez, attendez, avant de faire ces dépenses, que nous sachions à quoi nous en tenir sur nos finances." Faire ces dépenses aujourd'hui, ce serait nuire à la colonisation, aux institutions de charité, aux intérêts généraux du pays.

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVEAU (Québec-Comté): L'honorable député m'a fait dire que le gouvernement se proposait de réduire les dépenses de subvention; jamais je n'ai dit pareille chose; j'ai dit seulement que, si on était toujours assailli d'aussi nombreuses demandes, on serait obligé de réduire non le montant des allocations, mais de répartir ce montant entre un plus grand nombre d'institutions, ce qui réduirait naturellement le montant de chaque subvention.

Et l'amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit :

POUR: MM. Bachand, Benoît, Joly, Laberge, Marchand, Molleur, Robert, Thérien et Tremblay, 9.

CONTRE: MM. Beaubien, Bellerose, Bergevin, Bessette, Blais, Cantwell, Carter, Cauchon, Chapais, Chapleau, Chauveau, Church, Clément, Coutlée, de Lotbinière-Harwood, Desaulniers (Maskinongé), Desaulniers (Saint-Maurice), Dugas, Dunkin, Fortin, Garon, Gaudet, Gendron, Genest, Hemming, Irvine (sol. gén.), Jodoin, Langevin, LaRue, Lavallée, LeCavalier, Locke, Mailloux, Mathieu, Mill, Ouimet (proc. gén.), Pelletier, Picard, Poupore, Rhéaume, Robertson, Ross, Roy, Simard et Verreault, 45.

Ainsi, cet amendement est résolu négativement.

La question principale étant alors mise aux voix; il est ordonné que cette Chambre se forme maintenant en ledit comité.

En comité:

L'HONORABLE J. G. ROBERTSON (Sher-

brooke): Propose que la 1^{re} résolution, adoptée en comité des subsides, vendredi, le 17 courant, soit amendée en effaçant les mots "dont une partie pourra être employée à la construction d'une école normale," et en y ajoutant, après les mots "achat de", les mots "étant un tiers de la dépense totale prévue pour telle fin."

Adopté.

Le comité fait rapport à la Chambre qu'il a passé une résolution.

A six heures, la séance est levée.

Séance du 22 décembre 1869

Sous la présidence de l'honorable J.-G. Blanchet

La séance est ouverte à trois heures.

Dépôt et lecture de pétitions :

Les pétitions suivantes sont séparément présentées et déposées sur la table :

Par M. Bachand la pétition de Joseph Demers et autres, de la paroisse de Saint-Valérien-de-Milton.

Par M. Tremblay la pétition du révérend J.-B. Villeneuve et autres, de Notre-Dame-de-Hébertville, et autres paroisses; la pétition du révérend N.-M. Constantin et autres, de Notre-Dame-de-Hébertville; et la pétition du révérend Joseph Hudon et autres, de Notre-Dame-de-Hébertville et autres paroisses.

Par M. Desaulnier (Maskinongé), la pétition du révérend J.-A. Mayrand et autres, de la paroisse de Sainte-Ursule, comté de Maskinongé.

Par M. Rhéaume, la pétition de la municipalité de la paroisse de Saint-Sauveur.

Par M. Picard, la pétition de J. Williamson et autres, du township de Melbourne, comté de Richmond.

Par M. LaRue, la pétition du révérend M. Guertin et autres, de la paroisse de Saint-Casimir.

Par M. Pozer, la pétition du révérend H. Desruisseaux et autres, de la paroisse de Saint-Evariste-de-Forsyth, comté de Beauce.

Par M. Fortin, la pétition du révérend M.-N. Bilodeau et autres, de la paroisse de Sainte-Anne-des-Monts, la pétition du révérend A.-A. Marcoux et autres, de la paroisse de Saint-Norbert-du-Cap-Chat, et la pétition du révérend A.-A. Marcoux et autres, du township Cap-Chat, toutes du comté de Gaspé.

Conformément à l'ordre du jour, les pétitions suivantes sont lues:

De John Scriver et autres, de Huntingdon et autres comtés; demandant que les droits et privilèges accordés aux intéressés par la 5^e section de l'acte 20 Vict., chap. 142, leur soient assurés de nouveau, par la charte de chemin de fer demandée par Samuel S. Foster et autres.

De J. B. Bishop et autres, du township de Dudswell; demandant de l'aide pour un chemin.

Partage de la dette

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVEAU (Québec-Comté): Présente: Réponse à une adresse de l'Assemblée législative, datée le 6 décembre 1869, demandant copie de toute correspondance échangée entre le gouvernement de la province de Québec et celui de la Puissance du Canada, ainsi que celui de la province de l'Ontario et les arbitres, au sujet du partage de l'excédent de la dette de l'ancienne province du Canada, depuis la dernière session du Parlement (Documents de la session, no 13).

Vente des terres par les municipalités

M. J. PICARD (Richmond-Wolfe): Propose, selon l'ordre du jour, la deuxième lecture du bill pour amender l'acte 27 Victoria, chapitre 9, concernant la vente des terres par les municipalités.

M. E.-J. HEMMING (Drummond-Arthabaska): Fait remarquer que ce projet de loi est sensiblement différent de celui qui a été étudié lors de la dernière session par le comité.

Le bill est lu une deuxième fois et renvoyé à un comité spécial, composé de M. Picard, l'honorable M. le procureur général Ouimet, l'honorable M. le solliciteur général Irvine, M. Gaudet, M. Gendron, M. Bachand, M. Lavallée, M. Mailloux, M. Hemming, M. Church, M. Desaulniers (Maskinongé) et M. Chapleau, pour faire rapport avec toute la diligence convenable, avec pouvoir d'envoyer quérir personnes, papiers et records.

Rapport de Comité :

L'HONORABLE J.G. ROBERTSON (Sherbrooke): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le quatrième rapport du comité conjoint des deux Chambres sur les impressions de la Législature.

Adopté.

Division du comté de Rimouski

M. J. GARON (Rimouski): Propose, selon l'ordre du jour, la deuxième lecture du bill pour amender l'acte pour diviser le comté de Rimouski en deux divisions d'enregistrement.

Adopté.

Police de la province de Québec

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVEAU (Québec-Comté): Propose que cette Chambre se forme immédiatement en comité pour prendre en considération certaines résolutions proposées concernant la police en cette province.

M. H.-G. JOLY (Lotbinière): Je me lève pour protester de nouveau contre ce bill, comme inconstitutionnel, étant un empiètement sur le pouvoir du gouvernement central. Prenant en considération le vote de la Chambre sur cette mesure, je ne veux cependant pas en proposer le rejet.

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVEAU (Québec-Comté): Demande à la Chambre de se former en comité.

En comité:

Il est résolu :

1. Que le lieutenant-gouverneur en conseil pourra fixer le montant de la paie que recevront les officiers et les hommes du corps de police, mais que cette paie n'exédera en aucun cas les taux suivants :

Pour le commissaire	\$2,000 par an.
Pour chaque surintendant	1,200 par an.
Pour chaque sergent	500 par an.
Pour chaque constable de la 1 ^{re} classe	450 par an.
Pour chaque constable de la 2 ^e classe	400 par an.

M. J.-P. RHEAUME (Québec-Est): Avant que cet item de \$2,000, qui représente le salaire du futur commissaire de police, soit voté, j'aimerais savoir, de la bouche même de l'honorable premier ministre, si Québec aura à payer moins sous le nouveau système de police. Je ne vois dans aucune des résolutions ce que les municipalités auront à payer pour l'entretien de la nouvelle force. Je supporterai très certainement le bill de l'honorable premier ministre s'il me promet que Québec n'aura pas alors plus de frais à encourir ou même que ces frais seront diminués d'un sixième.

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVEAU (Québec-Comté): Le calcul d'un sixième est approximatif. Je promets à l'honorable député que Québec n'aura pas plus à payer pour l'entretien de la nouvelle force de police. Elle possède actuellement cinquante hommes de police et sa population est de 50,000 âmes, ce qui fait un homme de police par chaque mille individus. L'excédent de cette force sera aux frais du gouvernement.

M. J.-P. RHEAUME (Québec-Est): J'ai lu attentivement les résolutions et je n'y vois rien qui me garantisse que Québec payera moins ou n'aura pas à payer plus pour la nouvelle force de police. Je vois une autre résolution qui dit que chaque cité, ville ou municipalité où sera cantonné un corps de police devra fournir des casernes, etc., et que le coût en sera chargé à telle cité, ville ou municipalité. Admettons que ces casernes coûtent 20 à \$25,000, Québec n'a certainement pas les moyens d'encourir cette dépense.

L'HONORABLE G.-E. CARTIER (Montréal-Est): Le bill indique clairement quel sera le nombre d'hommes de police. Il sera d'un homme par mille hommes. Il explique que le bill prévoit qu'en cas d'urgence, toute municipalité ayant besoin d'un plus grand nombre d'hommes pourra profiter des services de ce corps policier.

M. H.-G. JOLY (Lotbinière): Déclare que l'Opposition ne mettra plus d'entraves à la mesure, tout en renouvelant sa protestation pour toutes les raisons soumises lors de la deuxième lecture.

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVEAU (Québec-Comté): Le corps de police provinciale ne se composera, au début, que de 75 constables; mais l'effectif de la force pourra être porté à 100. Le gouvernement a adopté la base suivante de répartition pour la part respective de dépenses au compte des municipalités et du gouvernement: les municipalités paieront l'entretien d'un constable par mille âmes de population; c'est-à-dire que Québec, qui a une population de 60,000 âmes, devra pourvoir à l'entretien de 60 constables. Le gouvernement aura à sa charge l'excédent du corps de police.

M. J. HEARN (Québec-Ouest): Désire obtenir des renseignements plus précis sur les effectifs réels de cette police. Il ne peut s'empêcher de faire remarquer l'extrême impopularité de ce projet dans tous les coins du pays; Trois-Rivières, Québec, Montréal et plusieurs municipalités ont expressément demandé à leurs représentants de s'opposer à ce bill. Le gouvernement a décidé d'imposer cette force de police à la ville de Québec. Pourtant, il est convaincu que les effectifs de la police seront trop nombreux. Pendant la saison de la navigation, alors que la population de la ville se trouve gonflée de 20,000 personnes, 60 agents de police peuvent amplement suffire aux besoins. Evidemment, pendant l'hiver, c'est une perte d'argent que d'entretenir une force policière telle que le gouvernement va imposer à Québec. Il s'oppose énergiquement à ce projet de loi et se dit assuré que le seul but du gouvernement est d'augmenter son pouvoir en accroissant, par des dépenses considérables qui seront défrayées par les contribuables, son patronage et son influence.

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVEAU (Québec-Comté): Le gouvernement ne veut d'abord nommer que 75 hommes. A mesure que le besoin s'en fera sentir, nous augmenterons le nombre des agents de la force publique. Quant au chef, nous voulons lui donner un salaire respectable, parce que nous voulons un homme capable et habile. Le chef de police, à Montréal, reçoit \$2,000. Si Montréal ne veut pas profiter de la mesure, nous ne nommerons pas de surintendant dans cette ville.

A Montréal, il y a une bonne raison qui incite à maintenir le service de police maritime pendant l'hiver. Lorsqu'on décida de maintenir à Québec le service de police maritime durant l'hiver, c'était à cause des grèves et des émeutes occasionnelles qui nécessitaient la présence de ce corps policier. Cette année, sous la pression d'une pétition d'un grand nombre de personnes présentée au gouvernement, on réduisait les effectifs de ce service à douze policiers, par mesure d'économie.

M. G.-H. SIMARD (Québec-Centre): Je dois répéter ce que j'ai dit, que la police est insuffisante à Québec. Je sais que les banquiers, les marchands partagent mon opinion, attendu qu'ils souscrivent une somme pour organiser un corps de police indépendant, pour la durée de l'hiver.

M. J. HEARN (Québec-Ouest): Répond qu'on ne peut justifier la mise sur pied d'une aussi grande force de police par les désirs des marchands qui ont besoin de gardiens de nuit. Les marchands de la basse ville craignent toujours des attaques contre leurs magasins pendant la nuit et désirent, si la chose est possible, obtenir une force de police payée par le gouvernement afin de se protéger contre les

distractions et l'insouciance de leurs employés qui, très souvent, laissent ouvertes les portes des magasins. Il arrive aussi souvent que des marchands laissent à leurs portes des marchandises trop pesantes pour transporter à l'intérieur à tous les soirs; s'ils ont besoin de gardiens de nuit pour de telles raisons, ils devraient en défrayer eux-mêmes le coût.

Il est résolu:

2. Que des dépôts, maisons d'arrêt, et autres bâtisses convenables qui seront requises pour les fins de la police, autres que des casernes, seront fournis par chaque cité, ville ou municipalité dans les limites de laquelle sera cantonné un corps de police, ou que s'ils ne sont pas ainsi fournis, ils seront obtenus par un ordre du lieutenant-gouverneur en conseil, et la dépense en sera payée par telle cité, ville ou municipalité au trésorier, et sera recouvrable de la même manière que les autres sommes qui doivent lui être payées sous l'autorité du présent acte.

3. Que le lieutenant-gouverneur en conseil pourra aussi autoriser le paiement de la dépense du chauffage et de l'éclairage pour le corps de police, et aussi du fourrage qui sera nécessaire, et aussi d'une somme n'excédant pas six cents piastres par année pour les dépenses contingentes du bureau du commissaire; et aussi les sommes requises pour les chevaux, les armes et les accoutrements.

4. Que la province pourvoira à la subsistance de tout officier ou homme du corps de police mis hors d'état de service dans l'accomplissement de ses devoirs comme tel, par une allocation n'excédant pas le salaire ou la paie qu'il recevait effectivement sous l'autorité du présent acte, à l'époque où il est devenu incapable d'agir et que cette allocation pourra lui être payée, en conséquence, sur l'ordre du lieutenant-gouverneur en conseil.

5. Que toutes les sommes requises pour défrayer les dépenses autorisées par le présent acte pourront être payées sur le fonds du revenu consolidé de cette province, par un mandat adressé au trésorier par le lieutenant-gouverneur; et que ces mandats pourront être émis en faveur du commissaire pour le mettre en mesure de solder ces dépenses, ou directement en faveur de la personne qui a droit de recevoir cet argent.

6. Que dans le cas d'une émeute ou de troubles, ou d'appréhension d'iceux, le lieutenant-gouverneur en conseil pourra autoriser le commissaire à nommer, outre le nombre d'hommes appelés au service, sous l'autorité de quelque autre disposition du présent acte, le nombre d'officiers et d'hommes de police que le lieutenant-gouverneur en conseil jugera nécessaire; que l'engagement de ces officiers et hommes de police durera l'espace de temps que le lieutenant-gouverneur en conseil déterminera, et qu'ils seront payés à même le fonds du revenu consolidé de la province.

Le comité fait rapport qu'il a passé plusieurs résolutions.

M. J.-A. CHAPLEAU (Terrebonne): Je désire faire quelques remarques sur les résolutions qui viennent d'être adoptées en comité. Je tiens à déclarer que je considère cette question comme étant inconstitutionnelle. Je crois, après avoir réfléchi, que nous sommes sur un terrain qui ne nous appartient pas.

Dans l'acte de 1867, il est dit clairement qu'il sera du ressort exclusif du gouvernement fédéral de s'occuper de la police et de la force armée. L'acte constitutionnel donne le pouvoir au gouvernement fédéral de maintenir la paix publique. Mais à cela, on répond: une municipalité a le droit de nommer des constables. Comment veut-on priver le gouvernement local du même pouvoir?

Je sais bien que nous devrions avoir ce pouvoir, je reconnais la nécessité du bill, mais ce n'est pas la question. Si les municipalités ont le pouvoir de se donner des constables, c'est en vertu d'un statut du Parlement canadien, passé avant la Confédération. Il n'y a pas de loi semblable passée en faveur de notre Législature.

Le gouvernement local devrait avoir une force publique sous son contrôle, et j'espère que cette Chambre obtiendra ce droit et qu'elle passera une mesure applicable à tout le pays et même à une ville qui se vante d'avoir plus d'influence que le Parlement local. Mais, encore une fois, la constitution ne nous accorde pas ce pouvoir.

La constitution dit bien que les Législatures locales auront le droit de s'occuper de choses exclusivement locales. On répondra sans doute que la police est une chose locale et tombe sous l'article 91.

Mais voici une autre obligation. Cette police aura quelques fonctions. Elle devra réprimer les crimes et les délits. Cela se fait en vertu d'une législation criminelle. Eh bien! je le demande au gouvernement, aux officiers en loi, quand il s'agit d'arrêter un homme, ne faut-il pas une procédure criminelle?

Or la loi criminelle est du contrôle du gouvernement fédéral. Toute arrestation faite par ces hommes de police de la province de Québec sera illégale.

De plus, il y a un statut qui défend le port d'armes à tout homme excepté aux volontaires, aux gardiens de la paix publique. Ainsi, tout homme de police de la province de Québec pourra être poursuivi par le premier venu, parce que le gouvernement de Québec n'a pas le droit de suspendre un statut du gouvernement fédéral.

Je me suis donné la peine d'étudier cette question, j'ai consulté les autorités les plus éminentes et je suis arrivé à la conclusion que je viens de faire connaître. Je ne veux pas prendre une position hostile, j'approuve le fond de la mesure, je voudrais que nous eussions le droit de l'appuyer.

Qu'on ne se méprenne pas sur ma position. Il n'entre pas dans ma pensée de faire une opposition systématique. J'ai confiance dans le

gouvernement, je pense que je puis lui donner un vote de faveur quand il s'agit d'une affaire d'administration qui ne m'engage pas pour l'avenir, mais je ne puis aller plus loin. Du moment où un principe est en jeu, je ne puis le suivre, ni sacrifier mon opinion, ni me lier pour une autre circonstance.

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVEAU (Québec-Comté): Je puis assurer le député de Terrebonne (M. Chapleau) que le gouvernement aurait été le premier à laisser le bill de côté s'il était convaincu qu'il est inconstitutionnel. Je crois qu'il se laisse tromper par des mots inutiles dans l'acte d'Union. Si la constitution avait voulu nous défendre d'organiser un corps de police, elle serait très explicite sur ce point et dirait que ce droit d'organisation appartient au seul gouvernement fédéral.

Je demande quelle serait l'utilité des tribunaux si nous ne pouvions les faire respecter.

L'HONORABLE G. IRVINE (Mégantic): Would occupy the House for a few minutes to explain his views as to the constitutionality of the Police Bill. The Honourable Member for Terrebonne had agreed that the measure was entirely within the jurisdiction of the Federal Parliament, and that the Local Legislature had no jurisdiction in the matter. To establish that point he had referred to the 91st clause of the constitution, which enacted "that it should be lawful for the Queen by, and with the advice and consent of the Senate and House of Commons to make laws for the peace, order and good government of Canada", and he had urged, moreover, that this provision included the police matter, and consequently excluded it from the domain of the Local Legislatures. But the Honourable Member omitted to read the concluding part of the section which, after providing that the Federal Parliament should exercise such power, continues in this way: "it shall legislate as to all matters not coming within the classes of subjects by this Act assigned exclusively to the Legislatures of the Provinces". By this section it clearly appears that it was the intention of the constitution, that a certain portion of the legislation concerning the peace, order, and good government of Canada, should be vested in the Local Legislatures. The Act, then, as it is said for greater certainty, but not to restrict the generality of the section, proceeds to enumerate in detail the different subjects which come within the exclusive jurisdiction of the Federal authority, and among them is not included police. Provision is made only for the military, naval service and defence. The concluding paragraph of the section upon which the member for Terrebonne specially relied, provides that only matters coming within any of the classes of the subjects enumerated in this section 91 shall not be deemed to come within the class of matters of a

local or private nature, assigned to the Legislatures of the Provinces. Now in these matters enumerated in this section, police is not found, and therefore the paragraph upon which he rested does not exclude the Police force from the jurisdiction of these Provincial bodies. It has now to be considered whether section 92, which provides for the exclusive powers of those bodies, within the subject of police may fairly be regarded as belonging thereto. He believed that the 16th sub-section distinctly provides for that by giving to the Local Legislature jurisdiction generally in all matters of a local nature. He believed, therefore, that police, the object of which was to preserve internal order and secure obedience to law, was a matter entirely of a local nature, but it was argued that inasmuch as criminal law and criminal procedure were admittedly within the exclusive jurisdiction of the Federal Parliament, that the duty of Police in carrying out the law must also be under the same authority, inasmuch as this duty formed a part of the procedure.

He (the Honourable Solicitor General), always understood the distinction between procedure and administration to be this: That procedure is the forms used in Courts for the purpose of arriving at a decision; that is the forms of a warrant or of an indictment; the rules by which men are brought to trial; the manner of calling and challenging a jury, and so on, are all matters of procedure. But the active principal that puts the procedure in motion is the administration. To illustrate this, the attorney who signs the documents, the advocate who argues the case are both parties who contribute to the administration of justice; but the documents which he signs, and the rules which prescribe the time when his case is to be argued constitute the procedure. A decision of the Courts shortly after the Confederation Act was passed was a pertinent point to this discussion. A criminal was convicted of a capital felony. His counsel objected that the indictment was signed by the Attorney General of Quebec, and argued that inasmuch as the indictment was part of the procedure, the documents should have been signed by the Dominion Minister of Justice or his representative. The Courts held that although the indictment itself, and the form of it could only be regulated by Federal law, the administration of justice being in the hands of the local authorities, it was the duty of the local law officer to sign the indictment and put the machinery of the law in motion. Then, it was objected that this police contemplated would be an armed force. The act did not provide in any way as to the arms which the men should use. But if they were to be police at all, they must have some means of defence. You could not send a man to discharge the duty of a policeman and not give him some weapon to assist him in the performance of his

duty. So that objection in truth amounted to nothing. Everyone knew the distinction between the duty of a soldier and that of a policeman. The one was armed for defence against foreign enemies and to be used in the state of war, whereas the other, the police, was to be used when the country was at peace, and merely to enforce the law and act against Her Majesty's subjects when disobedient thereto. But again, the ninety-second clause places under the exclusive control of the Provincial Legislatures, municipal institutions. Now Police have always been held to be a municipal institution. They are in fact at the present moment governed and managed by Municipal Corporations throughout the Province. Moreover they have charge of property and civil rights in the Province. How are they to be protected if the Government may not employ a single constable to lead them?

In conclusion, I cannot see that there was any argument to be advanced on the constitutional question, as it was admitted, even by the opponents of the measure, that it was good in principle, and as the Federal authorities themselves understood the law in the same sense as we regard it. I consider it was our duty to introduce a bill to carry out the obligations imposed upon us by the Constitution and the necessities of this Province.

A six heures, la Chambre interrompt ses travaux.

Reprise de la séance à sept heures et demie.

Société Saint-Jean-Baptiste de Saint-Romuald-de-Farnham

M. J. S. BRIGHAM (Missisquoi): Propose, selon l'ordre du jour, la troisième lecture du bill incorporant la Société Saint-Jean-Baptiste de Saint-Romuald-de-Farnham.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

The Quebec, New York and Boston Lumber Company

M. J.-A. CHAPLEAU (Terrebonne): Propose, selon l'ordre du jour, la deuxième lecture du bill pour incorporer "The Quebec, New York and Boston Lumber company."

L'HONORABLE G. IRVINE (Mégantic): Dit qu'un bill d'une nature semblable a été adopté durant la dernière session.

M. J.-A. CHAPLEAU (Terrebonne): Dit que le bill n'a pas le même but et que les personnes intéressées ne sont pas les mêmes.

Adopté.

**Association de secours mutuel
irlandaise catholique de Montréal**

M. E. CARTIER (Montréal-Est): Propose, selon l'ordre du jour, la deuxième lecture du bill pour incorporer l'Association de secours mutuel irlandaise catholique de Montréal.

Adopté.

Union Saint-Joseph de Saint-Paul-d'Aylmer

M. L. R. CHURCH (Ottawa): Propose, selon l'ordre du jour, la deuxième lecture du bill pour incorporer la société appelée "L'Union Saint-Joseph de Saint-Paul-d'Aylmer".

Adopté.

Ajournement

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVEAU (Québec-Comté): Propose que lorsque cette Chambre s'ajournera aujourd'hui, elle soit ajournée jusqu'à demain, à dix heures, et que les mesures du gouvernement aient la préséance.

Adopté.

Police de la province de Québec

Les débats sur la question proposée: "Que le rapport du comité de toute la Chambre pour prendre en considération certaines résolutions proposées concernant la police en cette province, soit maintenant reçu," sont alors repris.

L'HONORABLE G.-E. CARTIER (Montréal-Est): Il est important d'encourager ces discussions sur les points de droit constitutionnel. Il n'y a rien qui tende autant à élever les discussions que les questions de ce genre. J'ai toujours soutenu que pour être membre utile de l'une ou de l'autre Chambre, il est important que chacun comprenne la constitution. Nos pouvoirs législatifs ici et à Outaouais découlent d'un acte impérial. Pour remplir efficacement leurs devoirs, les députés doivent comprendre l'étendue des pouvoirs de l'assemblée dans laquelle ils se trouvent et des autres assemblées. Ces deux questions se touchent. Je dirai de suite que l'argumentation du député de Terrebonne est fautive, cependant elle m'a plu ainsi qu'à bien d'autres. L'argumentation repose sur un syllogisme que voici: le gouvernement local n'a pas le droit de légiférer en matière criminelle. Or, l'organisation de la police est une matière criminelle, et je lui dirai, selon la logique, j'accorde la majeure, quant à sa mineure à savoir que la mesure du premier ministre est une matière de procédure, je nie "nego minorem", ce n'est pas juste. Quant à son "ergo", sa conclusion, elle doit être fautive.

Il nous dit que c'est une mesure de procédure criminelle. Ce n'est pas cela, c'est une mesure qui a pour but de faire exécuter la loi, il faut faire une restriction. Le gouvernement local a le droit de faire emprisonner en plusieurs circons-

tances. Par exemple, il peut faire emprisonner pour punir les offenses contre l'agriculture. La police provinciale a le droit nécessaire pour faire exécuter les lois fédérales et ses lois. Il ne faut pas perdre de vue, lorsque nous disons que la législation criminelle appartient au gouvernement fédéral, qu'il est nécessaire de faire une réserve.

Tout le monde sait que, en vertu de certaine disposition de notre acte de 1867, la nomination des juges appartient au Canada. Il est prévu d'un autre côté, que l'administration de la justice en matière civile et criminelle, moins la procédure, appartient au gouvernement local. En voici les raisons: les juges sont tenus de faire exécuter les lois de la Puissance et du gouvernement local.

Mon ami dit: "Où est le pouvoir du gouvernement local d'armer des constables?" Il ne le voit nulle part. Mais qu'il étudie la constitution et il s'apercevra que ce pouvoir devient un des attributs de la province. Il a fait allusion avec beaucoup d'à propos au paragraphe 14 de la section 92. L'on veut arguer de cette clause que la nomination d'un officier de paix est un acte de procédure mais c'est un acte d'administration. Comment pourrait-on administrer la justice si le gouvernement local, pour supporter sa responsabilité, doit avoir des hommes pour faire exécuter ses lois et celles de la Puissance? C'est de cette raison que dérive le pouvoir de nommer le shérif, le recorder et aussi les hommes de police.

Si on ne conteste pas le droit de nommer des officiers, comme le shérif, le recorder, comment peut-on trouver mauvais que l'on nomme des officiers de paix?

Voici un raisonnement, dira-t-on, qui n'a rien de positif.

Je vais citer un texte à l'appui. La constitution ne donne au gouvernement fédéral le pouvoir de nommer que des juges. La nomination au reste des officiers est laissée au choix du gouvernement local; c'est écrit dans l'acte de 1867. Je suivrai mon ami encore plus loin. Je veux dissiper tous ses scrupules. J'attire son attention sur l'article 6 de la section 92. Cette disposition oblige le gouvernement local de pourvoir au maintien des prisons. Je lui demanderai s'il y a quelque chose de plus nécessaire pour arriver à ce but que des constables. L'accessoire est compris dans le principal, or les accessoires ici ce sont les constables.

Le 8e paragraphe de la section 92 donne au gouvernement local le droit d'instituer des municipalités. Suivant le sens des lois britanniques, constituer ces institutions implique le droit de maintenir la paix et de passer des règlements à cet effet. Or, pour atteindre ce but, il faut des hommes de police. Si l'argumentation de mon ami était juste, le gouvernement n'aurait pas le droit de nommer de nouvelles municipalités.

Le représentant de Terrebonne nous dit: "Prenez garde, la loi des immunités et privilèges

a été désavouée." Il y avait une raison majeure contre la loi. Personne ne peut maintenir que cette Chambre peut protéger ses membres contre l'emprisonnement. Cette Chambre n'avait pas le droit de déclarer que toutes les immunités de la Chambre des Communes appartiennent à cette Chambre. Voici pourquoi la Législature locale a le droit d'amender sa constitution. La Parlement fédéral n'a pas ce droit. Il y a une clause dans l'acte d'union qui accorde à nos Communes la faculté de se donner les privilèges et immunités de la Chambre en Angleterre. En attribuant à la Chambre locale ces immunités et en lui donnant le droit de protéger ses membres contre l'emprisonnement, on changerait les lois criminelles, auxquelles elle n'a pas le droit de toucher.

Le député de Terrebonne (M. Chapleau) nous a beaucoup parlé de procédure; il nous a dit qu'un officier de police arrêtant un homme en contravention des lois du Canada fait un acte de procédure. Il est encore dans l'erreur. D'après les actes de procédure qui seront bientôt promulgués, il verra que pour faire une arrestation, il a fallu une déclaration. Cet officier fait un acte d'administration. Ces lois passées à la dernière session du Parlement fédéral d'ailleurs lui donnent tort. Elles décrètent que les juges de paix feront arrêter les coupables, qu'elles ne nomment pas, mais qui sont sous le contrôle du gouvernement local. L'on a prétendu que le gouvernement de la Puissance s'occupe de la défense du pays, mais non du maintien de la paix dans ces provinces. J'attire l'attention du député de Terrebonne sur ce point. La loi indique clairement que cette force publique sera chargée du maintien de la paix dans les municipalités. Le gouvernement fédéral, lui, doit repousser les ennemis, les invasions de Fénians et de Yankees, par exemple.

Je m'accorde avec le député de Terrebonne sur un point. Je voudrais que le bill s'appliquât à toute la province. Je diffère d'opinion avec la corporation de Montréal. Elle n'en veut pas, c'est parce qu'elle ne le comprend pas. J'aurais voulu voir le maire de Montréal afin de m'entendre avec lui. Si cette ville revient sur ses pas, le gouvernement fera bien de nommer M. Penton, surintendant de police. C'est un homme énergique à la hauteur de sa position, qui est obligé aujourd'hui d'obéir à une vingtaine de maîtres, et cependant il remplit son devoir.

Il est à remarquer aussi que sur les \$560,000 affectés à l'administration de la justice en matière criminelle, on verra que les deux tiers de cette somme sont exigés pour l'administration de la justice dans l'enceinte des municipalités de Québec et de Montréal.

Il ne resterait donc plus que \$200,000 pour les autres municipalités. Du reste, s'il y a des villes qui n'ont pas à se plaindre de ces taxes, il me semble que ce sont les cités de Québec et de Montréal.

J'ajouterais encore une chose; d'un moment à l'autre, on doit s'attendre à ce que le

gouvernement fédéral supprime la police riveraine; on connaît l'utilité et l'importance de cette police; il serait donc bien important de se prémunir d'avance contre toute éventualité.

Je n'ai plus rien à dire, après ces remarques, sinon que je voterai pour la mesure.

M. J.-A. CHAPLEAU (Terrebonne): Réplique qu'il a dit seulement que les municipalités avaient le droit acquis de nommer la police et que les magistrats pouvaient aussi nommer des constables lorsqu'ils seraient requis de le faire et qu'il était ni nécessaire, ni constitutionnel pour le gouvernement de nommer la police.

L'HONORABLE G.-E. CARTIER (Montréal-Est): Dit qu'il partage l'avis du député de Terrebonne en désirant que la loi eût un caractère général. La corporation de Montréal s'y est opposée, mais c'est parce qu'elle ne comprenait pas la loi. La raison pour laquelle le bill ne s'applique pas incontinent à Montréal, c'est parce que les salaires payés aux officiers sont fort élevés. En ce qui concerne la question du traitement, il est d'avis que les hommes doivent être bien payés. Depuis quatorze ans, les membres de la corporation et les marchands de Montréal pétitionnent le gouvernement de tenir une force de police aussi efficace que la police riveraine. Il est probable que le gouvernement fédéral débandra sa force de police et il ne serait pas alors prudent de laisser Montréal à la protection seule de la force de police locale.

M. H.-G. JOLY (Lotbinière): Après avoir rappelé rapidement ses opinions émises il y a quelques jours relativement à sa proposition concernant le bill des magistrats, il montre que les termes de ce bill définissent clairement le nouveau corps de police comme un corps militaire: non seulement il s'agit d'une force composée d'un certain nombre d'hommes robustes, mais d'une cavalerie, de casernes, enfin d'une organisation tout à fait militaire, une véritable milice. Il lit l'article de l'acte de milice qui donne au conseil municipal, en cas d'émeute ou de désordre, le droit de recourir à l'armée pour rétablir l'ordre. Si cette loi n'existait pas, et si nous avions une solution, alors le gouvernement serait justifié de passer son bill. Il maintient que le gouvernement, constitutionnellement, n'a pas le droit de passer cette loi parce qu'il s'agit d'un corps d'armée qui relève du gouvernement fédéral.

L'honorable G.-E. Cartier conseille au gouvernement d'étendre à Montréal le nouveau service de police. Il (M. Joly) en déduit que Sir George a lu le préambule du bill qui étendait à toute la province le nouveau service policier. Il fait remarquer cependant que, depuis, on a rayé le nom de Montréal.

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVEAU (Québec-Comté): Explique qu'en visant explicitement Québec, le gouvernement ne diminue

pas les privilèges de la municipalité, puisque le corps policier est placé sous la surveillance de commissaires dont la majorité est nommée par le gouvernement. Toutes les autres municipalités qui le désirent, Montréal ou n'importe quelle autre, peuvent se prévaloir de ce service.

Le comité fait rapport qu'il a passé plusieurs résolutions.

Les résolutions sont lues une deuxième fois et adoptées.

Subsides

L'HONORABLE J. G. ROBERTSON (Sherbrooke): Demande que la Chambre se forme en comité de subsides.

M. H.-G. JOLY (Lotbinière): Espère que le gouvernement ne demandera pas le concours de la Chambre relativement à cet item (en vue de la construction d'édifices pour les départements publics).

Après mûr examen, il s'est convaincu que les calculs de la commission de la fonction publique reposent sur des données fausses. Il dit qu'il s'est donné la peine d'aller à l'hôtel de ville pour y vérifier les registres de comptabilité de la corporation. Il a découvert qu'on a versé trois cent trente dollars sous forme de taxes à la corporation plutôt que six cent trente, tel que rapporté par les commissaires. De plus, il a découvert dans le rapport une autre erreur de deux cents dollars concernant un service de location. Il croit que le gouvernement doit accorder un certain délai à la Chambre afin qu'elle puisse mieux étudier le rapport. Il ne doute pas que la somme de quatorze mille dollars estimée par la commission ne puisse être réduite à quatre ou cinq mille dollars, après une analyse attentive; ce qui établirait une grande différence entre les montants. Aussi, est-il convaincu qu'on ne peut demander à la Chambre de prêter son concours à l'adoption d'un rapport aussi erroné.

L'HONORABLE J. G. ROBERTSON (Sherbrooke): Dit qu'il n'avait pas encore vu le rapport de la commission du service civil lorsqu'il a décidé de demander cette somme pour la construction d'édifices publics. Il a demandé à ses conseillers de faire tout leur possible pour éviter des erreurs et créer la situation qui s'est produite lors de la construc-

tion des édifices parlementaires d'Ottawa. Il est convaincu que la somme de \$150,000 sera suffisante pour construire des édifices convenables et à l'épreuve du feu.

M. F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): Se dit surpris d'apprendre que ni l'ex-trésorier, ni le nouveau n'ont pris connaissance du rapport de la commission de la fonction publique.

M. C. DUNKIN (Brôme): Dit que rien officiellement ne l'autorisait à en prendre connaissance.

M. F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): Soutient que le rapport qui fut présenté à la Chambre le dix du mois courant contient des informations importantes et qu'on aurait dû en faire part à la Chambre. Il rappelle à la Chambre que son collègue s'est rendu à l'hôtel de ville et a prouvé en consultant les registres de comptabilité de la corporation que des erreurs ont été commises dans le rapport. Il a vérifié les notes du député de Lotbinière, il n'y a pas trouvé d'erreur. Il soutient donc qu'il existe véritablement une différence entre les chiffres de la corporation et ceux du rapport.

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVEAU (Québec-Comté): Explique certains amendements qu'il apportera à la proposition.

M. C. POZER (Beauce): Demande si le bill concerne les agents de police qui sont dans la Beauce.

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVEAU (Québec-Comté): Répond que la force présentement en place aux mines Chaudières ne sera pas considérée comme un corps local.

Le comité fait rapport de la 1re résolution telle qu'amendée en comité de toute la Chambre, mardi le 21 du courant, laquelle est lue comme suit:

1. Résolu, qu'une somme n'excédant pas cinquante mille piastres soit accordée à Sa Majesté pour la construction ou l'achat d'édifices pour les départements publics (étant un tiers de la dépense totale projetée pour cette fin), pour l'année financière expirant le 30 juin 1871.

Ladite résolution, étant lue une deuxième fois, est adoptée.

La Chambre s'ajourne à onze heures et demie.

Séance du 23 décembre 1869

Sous la présidence de l'honorable J.-G. Blanchet

La séance s'ouvre à dix heures et demie.

Dépôt et lecture de pétitions:

La pétition suivante est présentée et déposée sur la table :

Par M. Chapleau, la pétition d'Antoine Païement et autres, de la paroisse de Saint-Hippolyte, comté de Terrebonne, et des townships de Wexford et Kilkenny, comté de Montcalm.

Conformément à l'ordre du jour, les pétitions suivantes sont lues:

De James McMartin et autres, du comté des Deux-Montagnes; demandant de l'aide pour creuser les rivières appelées: Petite-Rivière-du-Chêne et Rivière-au-Prince.

De P.-C. Dupont, gardien du palais de justice des Trois-Rivières; demandant une augmentation de salaire.

Des Soeurs de l'Asile de la Providence, de la cité de Montréal; et des Soeurs de l'Asile de la Charité, de la cité de Québec; demandant respectivement de l'aide.

Du révérend M. Leblanc et autres, de la paroisse de Sainte-Agathe-des-Monts; demandant l'arpentage de terres et l'ouverture d'un chemin à l'ouest de Sainte-Agathe.

De Pierre Dupont et autres, des paroisses de Saint-Vital-de-Lambton et Saint-Sébastien-d'Aylmer, comté de Beauce, et de Job Bileau-deau et autres, de la paroisse de Saint-Louis-de-la-Pointe-aux-Trembles; demandant de l'aide pour des chemins.

Introduction de bills:

M. E. MAILLOUX (Témiscouata): Demande la permission d'introduire un bill pour remettre en vigueur les dispositions du chapitre 109 des statuts refondus pour le Bas-Canada, en ce qui regarde le paiement des jurés.

Accordé.

Police de la province de Québec

M. L. R. CHURCH (Ottawa): Fait rapport du comité de toute la Chambre formé pour étudier le bill pour établir un système général de police en cette province, et les amendements sont lus et adoptés.

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVEAU (Québec-Comté): Propose la troisième lecture dudit bill.

Adopté.

Il est résolu que le bill passe, et que le titre soit: "Acte pour établir un système général de police en cette province."

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif, et demande son concours.

Voitures pour chemins d'hiver

M. L. MOLLEUR (Iberville): Propose, selon l'ordre du jour, la deuxième lecture du bill pour amender l'acte concernant les voitures pour chemins d'hiver.

Adopté.

Association de secours mutuel irlandaise catholique de Montréal

M. E. CARTER (Montréal-Centre): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité pour étudier le bill pour incorporer l'Association de secours mutuel irlandaise catholique de Montréal.

Adopté.

Le comité étudie le bill et en fait rapport, sans amendement.

The Quebec, New York and Boston Lumber Company

L'ordre du jour, pour que la Chambre se forme en comité pour étudier le bill pour incorporer "The Quebec, New York and Boston Lumber Company," étant lu, il est ordonné que ledit ordre soit déchargé.

Il est ordonné que le bill soit renvoyé au comité permanent des chemins de fer, canaux, lignes télégraphiques et compagnies de mines et manufacturières.

Union Saint-Joseph de Saint-Paul-d'Aylmer

M. L. R. CHURCH (Ottawa): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité pour étudier le bill pour incorporer l'Union Saint-Joseph de Saint-Paul-d'Aylmer.

Le comité étudie le bill et en fait rapport, sans amendement.

Ajournement

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVEAU (Québec-Comté): Propose que la Chambre s'ajourne jusqu'à mercredi, le douzième jour de janvier prochain.

Adopté.

La séance est levée à onze heures.

Séance du 12 janvier 1870

Sous la présidence de l'honorable J.-G. Blanchet

La séance s'ouvre à trois heures et quart.

Dépôt et lecture de pétitions:

La pétition suivante est présentée et déposée sur la table:

Par M. Pozer, la pétition de Charles Gagnon et autres, de la paroisse de Saint-Vital de Lambton, comté de Beauce.

Conformément à l'ordre du jour, les pétitions suivantes sont lues:

De la municipalité de la paroisse de Saint-Sauveur; demandant que le bill pour annexer une partie de la municipalité de Saint-Roch-Sud à Saint-Roch-Nord ne devienne pas loi.

De Joseph Demers et autres, de la paroisse de Saint-Valérien-de-Milton; demandant des amendements à l'acte concernant les voitures pour chemin d'hiver.

Du révérend M. Guertin et autres, de la paroisse de Saint-Casimir; demandant que la paroisse de Saint-Ubalde, dans le comté de Portneuf, soit érigée civilement.

De Antoine Paiement et autres, de la paroisse de Saint-Hippolyte, comté de Terrebonne, et des townships de Wexford et Kilkenny, comté de Montcalm; demandant que la partie de la paroisse Saint-Hippolyte, qui se trouve dans le comté de Montcalm soit annexée au comté de Terrebonne.

Du révérend H. Desruisseaux et autres, de la paroisse de Saint-Evariste-de-Forsyth, comté de Beauce; demandant un juge résidant dans le district de Beauce.

Du révérend J.-A. Mayrand et autres, de la paroisse de Sainte-Ursule, comté de Maskinongé; demandant de l'aide pour construire un couvent dans ladite paroisse.

Du révérend A.-A. Marcoux et autres, de la paroisse de Saint-Norbert-du-Cap-Chat, comté de Gaspé; demandant de l'aide pour un pont.

Du révérend N.-M. Constantin et autres, du révérend J.-B. Villeneuve et autres, du révérend Jos. Hudon et autres, tous de la paroisse de Notre-Dame-de-Hébertville et autres paroisses, de Jos. Williamson et autres, du township de Melbourne, comté de Richmond, du révérend M.-N. Bilodeau et autres de la paroisse de Sainte-Anne-des-Monts, et du révérend A.-A. Marcoux et autres, du township du Cap-Chat, ces deux derniers du comté de Gaspé; demandant respectivement de l'aide pour des chemins.

Introduction de bills:

L'HONORABLE G. IRVINE (Mégantic): Demande la permission d'introduire un bill pour incorporer la société Saint-André de Québec.

Accordé.

Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés.

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVEAU (Québec-Comté): Demande la permission d'introduire un bill pour maintenir l'autorité et la dignité des Chambres de la Législature de Québec et l'indépendance des membres d'icelles, et pour protéger les personnes employées dans la publication des papiers parlementaires.

La loi passée à la dernière session a été désavouée, bien que nous la croyons parfaitement constitutionnelle. Cependant, comme nous n'avons pas à faire prévaloir notre opinion, nous nous proposons de légiférer dans les limites strictes de la constitution. C'est ce que l'on verra dans la mesure que je présente.

M. H.-G. JOLY (Lotbinière): L'honorable premier ministre ne nous a pas fait connaître la différence qui existe entre la mesure actuelle et celle qui a été désavouée l'année dernière. J'espère cependant que le gouvernement aura assez étudié la Constitution pour éviter de nous mettre dans la position humiliante où nous nous sommes trouvés l'an dernier.

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVEAU (Québec-Comté): Le gouvernement ne peut pas présenter de lois avec la garantie du gouvernement fédéral. Je vais faire connaître, en peu de mots, la différence qui existe entre la loi de l'année dernière et la mesure actuelle. La loi désavouée donnait d'emblée à cette Chambre tous les privilèges et pouvoirs du Parlement d'Outaouais, pouvoirs qui ne devaient pas excéder ceux du Parlement anglais.

Dans le projet de loi qui sera soumis à votre considération, nous donnons, nommément et en détail, tous nos privilèges; nous faisons une loi pour nous protéger. On ne niera pas que nous pouvons légiférer sur les personnes et passer des lois pour maintenir nos députés à l'ordre.

La permission de présenter le bill est accordée.

L'HONORABLE G. OUMET (Deux-Montagnes): Demande la permission d'introduire un bill concernant les tarifs d'honoraires pour certains officiers de justice.

Accordé.

Union Saint-Joseph de Saint-Paul d'Aylmer

M. L. R. CHURCH (Ottawa): Propose, selon l'ordre du jour, la troisième lecture du bill pour incorporer la société appelée l'Union de Saint-Joseph de Saint-Paul d'Aylmer.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif, et demande son concours.

La séance est levée à trois heures et demie.

Séance du 13 janvier 1870

Sous la présidence de l'honorable J.-G. Blanchet

La séance s'ouvre à trois heures.

Dépôt et lecture de pétitions :

Les pétitions suivantes sont séparément présentées et déposées sur la table:

Par M. Temblay, la pétition du révérend A. Bernier et autres, du township de Saguenay.

Par l'honorable M. Chauveau, la pétition du révérendissime évêque anglican de Québec et autres.

Par l'honorable M. Robertson, la pétition de M. Buzzell et autres, du township d'Orford, et la pétition du conseil de ville de la ville de Sherbrooke.

Par M. Fortin, la pétition du révérend D. Roussel et autres; la pétition du révérend F.-A. Blouin et autres, de la paroisse de Notre-Dame-de-L'Assomption, la pétition de J.-Bte. Caron et autres, de Grande-Vallée; et la pétition de Thomas C. Rémon et autres, de Pabos et New Port, toutes du comté de Gaspé.

Par M. Chapleau, la pétition du révérend T. Dagenais et autres, de la paroisse de Saint-Sauveur; la pétition du révérend L.-A. Dequoy et autres, de la paroisse de Sainte-Adèle; la pétition de la municipalité de la paroisse de Sainte-Agathe-des-Monts; la pétition de la municipalité de la paroisse de Sainte-Marguerite-du-lac-Masson; et la pétition de la municipalité de la paroisse de Sainte-Adèle, toutes du comté de Terrebonne.

Par M. Lavallée, la pétition de la municipalité de la paroisse de Saint-Ambroise de Kildare et la pétition de la municipalité de la paroisse de Saint-Calixte de Beauport.

Par M. Marchand, la pétition de W. Harty et autres, de la paroisse de Saint-Bernard-de-Lacolle, comté de Saint-Jean.

Par M. Garon, la pétition de Vital Roy et autres, de la paroisse de Saint-Fabien, comté de Rimouski.

Par M. Rhéaume, la pétition de F.-X. Langevin et autres, de la cité de Québec.

Rapport de comités:

M. L.-R. CHURCH (Ottawa): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le septième rapport du comité permanent des bills privés. Voici le rapport :

Votre comité a examiné les bills suivants, et y a fait divers amendements, qu'il soumet humblement à la considération de votre honorable Chambre.

Bill, intitulé: "Acte pour diviser la municipalité du township du Cap-des-Rosiers, dans le comté de Gaspé, en deux municipalités séparées."

Bill, intitulé: "Acte pour incorporer la Société Saint-André de Québec."

Acte 20 Victoria, chapitre 119

M. E. LABERGE (Châteauguay): Propose, selon l'ordre du jour, la deuxième lecture du bill pour amender l'acte 20 Victoria, chapitre 119.

L'HONORABLE G. OUMET (Deux-Montagnes): Dit que le gouvernement laissera le bill subir sa deuxième lecture, mais proposera des amendements au bill plus tard.

Adopté.

Message du Conseil législatif

Le Conseil législatif a passé un bill, intitulé: "Acte pour protéger les manufactures de fromage et de beurre dans cette province," auquel il demande le concours de cette Chambre.

Manufactures de fromage et de beurre

M. V. ROBERT (Rouville): Propose, appuyé par le représentant de Châteauguay (M. E. Laberge) que le bill du Conseil législatif, intitulé: "Acte pour protéger les manufactures de fromage et de beurre dans cette province," soit maintenant lu la première fois.

Adopté.

La séance est levée à trois heures et demie.

Séance du 14 janvier 1870

Sous la présidence de l'honorable J.-G. Blanchet

La séance s'ouvre à trois heures et demie.

M. L'ORATEUR: Informe la Chambre que l'on a trouvé un portefeuille dans un des corridors et que le propriétaire pourra l'avoir en s'adressant au greffier de la Chambre.

M. H.-G. JOLY (Lotbinière): Que contenait-il?

M. L'ORATEUR: Je ne sais pas.

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVÉAU (Québec-Comté): A-t-on trouvé le portefeuille d'un des ministres de Sa Majesté?

M. L'ORATEUR: Je ne sais pas, mais dans tous les cas ce n'est pas le portefeuille du premier ministre, car je n'aurais pas eu de peine à lui trouver un propriétaire.

M. H.-G. JOLY (Lotbinière): Si c'est un portefeuille de ministre, je préférerais celui du trésorier.

Dépôt et lecture de pétitions:

La pétition suivante est présentée et déposée sur la table:

Par M. Mailloux, la pétition du révérend T. Théberge et autres, des paroisses de Notre-Dame des Trois-Pistoles et de Sainte-Françoise.

Conformément à l'ordre du jour, la pétition suivante est lue:

De Charles Gagnon et autres, de la paroisse de Saint-Vital-de-Lambton, comté de Beauce; demandant un juge résidant dans le district de Beauce.

Rapport de comités:

M. L. R. CHURCH (Ottawa): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le huitième rapport du comité permanent des bills privés. Voici le rapport:

Votre comité désire recommander à votre honorable Chambre que le délai pour recevoir les rapports sur les bills privés soit prolongé jusqu'au vingt et un courant, afin de donner à votre comité le temps nécessaire pour l'examen des divers bills qui lui sont renvoyés.

Adopté.

Introduction de bills:

L'HONORABLE J. G. ROBERTSON (Sherbrooke): Demande la permission d'introduire un bill pour autoriser un prêt aux syndics des chemins à barrière de Québec, pour la réparation du pont Dorchester.

M. S. R. BELLINGHAM (Argenteuil): Je

désire savoir comment sera effectué ce prêt. Il est très important que la Chambre soit informée des dispositions de cette mesure et connaisse les garanties données au gouvernement.

L'HONORABLE J. G. ROBERTSON (Sherbrooke): Le bill pourvoit aux paiements des intérêts ainsi qu'à la création d'un fonds d'amortissements de trois p. 100.

La permission est accordée.

L'HONORABLE J.G. ROBERTSON (Sherbrooke): Demande la permission d'introduire un bill concernant l'émission des licences.

Accordé.

L'HONORABLE G. OUMET (Deux-Montagnes): Demande la permission d'introduire un bill pour amender l'acte concernant l'emmagasinage de la poudre dans et près les cités de Québec et Montréal.

Accordé.

Résidence du lieutenant-gouverneur

M. J.-H. BELLEROSÉ (Laval): Fait rapport à la Chambre de la 2e résolution adoptée en comité des subsides, vendredi, le 17 décembre dernier, laquelle est lue comme suit:

Résolu. Qu'une somme n'excédant pas trente mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour pourvoir à la construction ou à l'achat d'une résidence pour le lieutenant-gouverneur, pour l'année financière finissant le 30 juin 1871.

L'HONORABLE J.G. ROBERTSON (Sherbrooke): Il explique que le gouvernement a l'intention d'acheter des édifices déjà construits s'il en trouve de convenables. De toute façon, le gouvernement n'emploiera pas cet argent à la construction de nouvel édifice. Si jamais il était décidé plus tard de construire une résidence, la Chambre sera pleinement informée des plans et devis.

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVÉAU (Québec-Comté): En ce qui concerne la résidence du lieutenant-gouverneur, le gouvernement a l'intention de louer ou d'acheter à cet effet une maison convenable, ou de faire réparer l'hôtel du gouvernement près de la Porte Saint-Louis, ou bien encore, si ces deux projets ne peuvent se réaliser, de demander des soumissions pour des plans et devis qui seront soumis à cette Chambre à sa prochaine session.

M. H.-G. JOLY (Lotbinière): Il y a un proverbe que le gouvernement met en vigueur, c'est celui-ci: la prudence est mère de la sûreté. Il l'a prouvé lorsqu'il s'est agi du bill de police. Après avoir promis un bill de police uniforme, il a changé son dessein en voyant l'attitude des députés de Montréal qui n'approuvaient pas la mesure. Ce bill qui devait s'appliquer à toute la province n'est uniforme que pour Québec. Il a

tenu la même conduite dans une circonstance précédente à propos du vote pour les départements publics. Aujourd'hui encore un nouvel exemple. L'on avait demandé \$30,000 pour bâtir un palais et maintenant le gouvernement dit à la Chambre. "Votez les \$30,000, mais soyez tranquilles, nous ne les dépenserons pas. Nous achèterons une vieille maison que nous tâcherons de faire réparer." C'est un moyen facile comme l'on voit de se tirer d'un mauvais pas. Avec une pareille maxime, le gouvernement vivra longtemps, très longtemps. Il l'aime tant, il la met si fidèlement en pratique qu'il devrait proposer d'en faire la devise des armes de la province de Québec.

Mais assez sur cette prudence si louable. Tous les députés savent qu'au temps passé les éclipses effrayaient les populations, jetaient la terreur dans l'âme des hommes. Mais tout est bien changé aujourd'hui, les savants nous les font connaître longtemps à l'avance. Cependant, ils ont manqué à leur devoir en une circonstance. Après nous avoir annoncé la naissance du tiers parti, montré sa force, sa fermeté, son indépendance, il ne nous ont pas annoncé l'éclipse totale de ce parti qui est un fait accompli maintenant. Oui, le tiers parti est mort, est éclipse.

Je ne veux pas répéter le discours que j'ai fait sur ce vote de \$30,000, mais je proteste de nouveau contre la politique du gouvernement et je trouve qu'il suit une ligne de conduite peu avantageuse au pays.

La résolution est adoptée.

Barreau du Bas-Canada

L'ordre du jour, pour la deuxième lecture du bill pour amender de nouveau l'acte concernant le Barreau du Bas-Canada, étant lu.

L'HONORABLE G. OUMET (Deux-Montagnes): Dit que la section de Québec du Barreau, lors d'une assemblée convoquée selon les règles pour protester contre le projet de loi, a passé une résolution en ce sens. Il permettra donc que le projet soit abandonné.

Il propose donc que ledit ordre soit déchargé.

Adopté.

Devoirs de certaines charges judiciaires en cas de vacance

L'HONORABLE G. OUMET (Deux-Montagnes): Propose, selon l'ordre du jour, la deuxième lecture du bill concernant les devoirs de certaines charges judiciaires dans les cas de vacance.

Adopté.

Société Saint-André de Québec

L'HONORABLE G. IRVINE (Mégantic): Propose, selon l'ordre du jour, la deuxième

lecture du bill pour incorporer la Société Saint-André de Québec.

Adopté.

Interdiction des ivrognes d'habitude

M. C.-B. GENEST (Trois-Rivières): Propose, selon l'ordre du jour, la deuxième lecture du bill pour pourvoir à l'interdiction des ivrognes d'habitude.

Inutile pour moi d'énumérer les maux qu'entraîne l'ivrognerie; je ne veux pas sortir de mon rôle et faire le métier de prédicateur. Tout le monde connaît, du reste, les conséquences de l'ivrognerie. La Législature de New York a voté un bill semblable à celui que je sou mets à l'attention de cette Chambre, et ce statut a produit plus de bien que la Maine Liquor Law. Je crois que si la Chambre approuve mon bill nous rendrons un grand service à la société, nous protégerons la famille contre la ruine.

On va me faire observer que mon bill est inutile car la loi pourvoit à l'interdiction des prodigues. Mais il y a une différence entre l'ivrogne et le prodigue.

Le premier, par oubli de ses devoirs, néglige d'administrer ses biens, laisse ses propriétés tomber en ruine, n'exploite pas ses terres. Il ne peut subvenir aux besoins de sa famille, fait des dettes, et un beau jour les créanciers font vendre ses terres. Voilà un homme ruiné, une famille dans l'indigence. La loi actuelle ne peut arrêter ce malheureux qui court à sa perte et à celle des siens. Le prodigue procède d'une autre façon. Il fait de mauvaises transactions, jette quelquefois, comme on dit, son argent par la fenêtre et toute sa conduite accuse un manque de jugement qui nécessite son interdiction.

Je puis vous citer des exemples des funestes conséquences du vice de l'ivrognerie. Je connais un homme qui possédait il y a quelques années trois belles fermes; eh bien! l'ivrognerie lui a fait perdre ces biens de famille.

Je propose que le bill soit renvoyé à un comité spécial, composé de M. Genest, l'honorable M. Chauveau, l'honorable M. le solliciteur général Irvine, M. Joly, M. Marchand, M. Gaudet, M. Gendron, M. Church, M. Tremblay, M. Robert, M. Jodoin, M. Craig et M. Desaulniers (Maskinongé), pour en faire rapport avec toute la diligence convenable, avec pouvoir d'envoyer quérir personnes, papiers et records.

Adopté.

Division de la municipalité du Township du Cap-des-Rosiers

M. P. FORTIN (Gaspé): Propose, selon l'ordre du jour, la deuxième lecture du bill pour diviser la municipalité du township du Cap des Rosiers, dans le comté de Gaspé, en deux municipalités séparées.

Adopté.

La Chambre s'ajourne à quatre heures.

Séance du 17 janvier 1870

Sous la présidence de l'honorable J.-G. Blanchet

La séance est ouverte à trois heures.

Dépôt et lecture de pétitions :

Les pétitions suivantes sont séparément présentées et déposées sur la table :

Par M. Coutlée, la pétition de J.B. McKie et autres, la pétition de Robert Cross et autres, la pétition de Abraham Charest et autres, et la pétition de Isaïe Ménard et autres, de la paroisse de Saint-Joseph-de-Soulanges, toutes du comté de Soulanges.

Par M. Ross, la pétition de Roger Taylor et autres, du township de Clifton.

Par M. Bellingham, la pétition de la compagnie du canal de Huron et Ontario.

Conformément à l'ordre du jour, les pétitions suivantes sont lues :

Du conseil de ville de la ville de Sherbrooke; demandant des amendements à l'acte municipal.

Du révérendissime évêque anglican de Québec et autres; demandant de l'aide pour l'asile des ivrognes, de Belmont, Sainte-Foye.

De W. Harty et autres, de la paroisse de Saint-Bernard de Lacolle, comté de Saint-Jean, demandant de l'aide pour l'Association de l'Académie de Lacolle.

De la municipalité de la paroisse de Sainte-Agathe-des-Monts, de la municipalité de la paroisse de Sainte-Marguerite-du-Lac-Masson, de la municipalité de la paroisse de Sainte-Adèle, toutes du comté de Terrebonne, de la municipalité de la paroisse de Saint-Ambroise de Kildare, et de la municipalité de la paroisse de Saint-Calixte de Beauport; demandant respectivement des modifications dans la nomination de l'agent des terres de la couronne pour la division de L'Assomption.

Du révérend T. Dagenais et autres, de la paroisse de Saint-Sauveur, et du révérend L.-A. Dequoy et autres, de la paroisse de Sainte-Adèle, demandant respectivement l'arpentage des terres et l'ouverture d'un chemin de colonisation à l'ouest de Sainte-Agathe.

De Thomas C. Remon et autres, de Pabos et Newport, comté de Gaspé, et du révérend A. Bernier et autres, du township de Saguenay; demandant respectivement de l'aide pour des ponts et chemins.

Du révérend F.-A. Blouin et autres, de la paroisse de Notre-Dame de l'Assomption, de J.-B. Caron et autres, de la Grande-Vallée, du révérend D. Roussel et autres, tous du comté de Gaspé, de M. Buzzell et autres, du township d'Orford, de Vital Roy et autres, de la paroisse de Saint-Fabien, comté de Rimouski, et du révérend A. Théberge et autres, des paroisses de Notre-Dame des Trois-Pistoles et Sainte-Françoise; demandant respectivement de l'aide pour des chemins.

Absence du représentant de Montcalm

M. F. DUGAS (Montcalm): Demande la permission de s'absenter durant quinze jours, en conséquence de maladie grave dans sa famille. Accordé.

Absence du représentant d'Ottawa

M. L. R. CHURCH (Ottawa): Demande la permission de s'absenter durant huit jours, pour affaires publiques urgentes. Accordé.

Introduction de bills:

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVEAU (Québec-Comté): Demande la permission d'introduire un bill pour dispenser de l'usage du parchemin dans les documents publics.

Accordé.

Comité des voies et moyens

L'HONORABLE J. G. ROBERTSON (Sherbrooke): Demande que cette Chambre se forme demain en comité pour prendre en considération les voies et moyens de prélever les subsides accordés à Sa Majesté.

Adopté.

Interdiction des ivrognes d'habitude

Il est ordonné que l'honorable M. Robertson, M. Cantwell et M. Picard soient ajoutés au comité spécial sur le bill pour pouvoir à l'interdiction des ivrognes d'habitude.

Introduction de bills:

M. V.-P. LAVALLEE (Joliette): Demande la permission d'introduire un bill pour expliquer la section 77 du chapitre 15 des statuts refondus pour le Bas-Canada concernant les écoles.

Accordé.

L'HONORABLE G. OUMET (Deux-Montagnes): Demande la permission d'introduire un bill pour continuer pendant un temps limité certains actes y mentionnés.

Accordé.

Association de secours mutuel irlandaise catholique de Montréal

M. E. CARTER (Montréal-Centre): Propose, selon l'ordre du jour, la troisième lecture du bill pour incorporer l'Association de secours mutuel irlandaise catholique de Montréal.

Adopté.

Il est résolu que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Division de la municipalité du township du Cap-des-Rosiers

M. P. FORTIN (Gaspé): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité pour étudier le bill pour diviser la municipalité du township du Cap-des-Rosiers, dans le comté de Gaspé.

Le comité étudie le bill et fait rapport, sans amendement.

Société Saint-André de Québec

L'HONORABLE G. IRVINE (Mégantic): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité pour étudier le bill pour incorporer la Société Saint-André de Québec.

Le comité étudie le bill et fait rapport, sans amendement.

Acte 20, Victoria, chapitre 19

M. E. LABERGE (Châteauguay): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité pour étudier le bill pour amender l'acte 20 Victoria, chapitre 19.

Le comité étudie le bill et fait rapport, avec des amendements.

Interpellations:

Juge du district de Rimouski

M. J. GARON (Rimouski): Demande si c'est l'intention du gouvernement de s'entendre avec le gouvernement fédéral sur la nomination d'un juge impartial et honnête pour le district de Rimouski, où il devra résider, pour la bonne administration de la justice. Ce juge devrait avoir les capacités requises pour s'acquitter avec distinction de ses devoirs judiciaires et jouir de la confiance du peuple.

L'HONORABLE G. OUMET (Deux-Montagnes): Répond qu'il y a déjà un juge de nommé pour l'administration de la justice dans le comté de Rimouski, et que, par conséquent, la vacance mentionnée par le député n'existant pas, le gouvernement n'aura pas à s'entendre avec le gouvernement général pour remplir cette vacance.

Rang "A" du township De Calonges

M. A.-L. DESAULNIERS (Maskinongé): Demande si le gouvernement a l'intention de vendre le rang "A" du township De Calonges dans le comté de Maskinongé, ci-devant occupé et possédé par la Compagnie d'Hunterstown; ledit rang "A" ayant été reconnu appartenir au gouvernement par M. l'arpenteur de la Chevroitière, d'après les ordres du département des Terres de la Couronne, dans le cours de l'été dernier, qu'application d'acheter ledit rang ait été faite ou non.

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVEAU (Québec-Comté): Suggère au représentant de Maskinongé de remettre à plus tard son interpellation.

Voitures d'hiver

M. L. MOLLEUR (Iberville): Propose que la Chambre se forme en comité pour étudier le bill concernant les voitures d'hiver.

M. J. PICARD (Richmond-Wolfe): Avant que la Chambre se forme en comité, j'aimerais dire au député d'Iberville que le comté que je représente est compris parmi ceux qui veulent profiter de la loi passée à la dernière session. Comme un autre comté désire aussi se prévaloir de cette mesure, je lui demanderai de remettre la considération de ce bill à un autre jour.

La proposition est retirée.

Arbitrage entre Québec et Ontario

M. S. R. BELLINGHAM (Argenteuil): Retire sa proposition relative à l'arbitrage mettant en cause les provinces de Québec et de l'Ontario.

Saisie-exécution du patrimoine de la famille

M. M.-A. BESSETTE (Shefford): Demande, selon l'ordre du jour, la deuxième lecture du bill pour exempter de la saisie-exécution le patrimoine de la famille et certains autres biens au-dessous d'une certaine valeur.

Je ne désire pas combattre à outrance pour faire passer ma mesure, mais je désire qu'elle soit discutée. En s'opposant à l'adoption de ma mesure, M. le député de Compton (J. Ross) a dit que la loi exemptant le patrimoine de la famille de la saisie-exécution est immorale; mais oublie-t-il que le gouvernement a passé une loi dont ma mesure n'est que la continuation? C'est l'extension du même principe.

Les lois protégeant le débiteur contre son créancier, le colon pauvre contre le spéculateur sont chrétiennes et sont la contrepartie de ces lois romaines qui faisaient vendre le corps du débiteur pauvre.

Un député a dit que nulle requête n'avait demandé l'adoption de cette mesure, dont on n'a pas entendu parler avant la session. Il y a six semaines qu'elle est devant la Chambre et personne n'a envoyé de requête pour condamner la mesure.

Dans mon comté, tout le monde l'approuve, les marchands les cultivateurs et les prêtres.

M. A.-L. DESAULNIERS (Saint-Maurice): Je veux combattre le bill pour deux raisons. Il est immoral, il ouvre la porte à la fraude. Le bill dit aux cultivateurs: vous avez certains biens, vous pouvez vous endetter car votre créancier ne peut faire vendre vos biens. Rien n'est plus propre à rendre les hommes malhonnêtes qu'une loi de cette espèce.

Une autre raison, c'est qu'il amende le code civil. Ces lois protègent assez le débiteur, en mettant à l'abri de la saisie les animaux et instruments d'agriculture nécessaires à l'exploitation de la terre. Si l'on commence déjà à modifier le code civil, on retombera dans la confusion dont le code nous a fait sortir.

M. J. ROSS (Compton): Dit qu'il s'oppose au bill pour les mêmes raisons qu'il a fait valoir avant l'ajournement. Un tel bill, si nécessaire, devrait être introduit par le gouvernement; s'il est adopté, il en tiendra le gouvernement responsable.

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVEAU (Québec-Comté): Lorsque cette mesure a été présentée, j'ai promis que le gouvernement serait prêt à dire, dans une autre circonstance, ce que le gouvernement pensait de cette mesure. Eh bien! je dois dire qu'il ne peut en permettre l'adoption. Nous avons légiféré dans le même sens, dans une des sessions précédentes, et nous voulons que notre loi subisse l'épreuve de l'application avant que l'on en adopte une autre. Dans une prochaine session, peut-être pourrions-nous passer la loi de M. Bessette si elle devient nécessaire.

La loi du gouvernement est suffisante, croyons-nous, pour le moment. Mais je pense qu'elle n'est pas assez connue dans le pays. Il m'est avis que, si l'on savait que le débiteur ruiné qui va s'établir sur une terre nouvelle ne peut craindre de voir cette terre vendue pour le paiement de dettes contractées avant l'acquisition de cette propriété, mais qu'elle l'est pour les dettes contractées pour l'exploitation de la terre, l'on en profiterait plus.

Si cette loi était mieux connue, nos compatriotes ne manqueraient de s'établir dans notre pays au lieu de passer à l'étranger.

M. F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): J'ai une singulière chose à faire remarquer à la Chambre. C'est que le député de Shefford (M. Bessette) a fait une volte-face complète sur cette question. Lorsque le premier ministre a présenté la loi du gouvernement, il l'a trouvée immorale. Aujourd'hui, il présente et vante une mesure qui va beaucoup plus loin que celle du gouvernement.

Passant à l'examen du bill, je crois qu'il est de nature à nuire à ceux qu'il veut protéger. En effet, si l'on décide que les biens sont à l'abri de la saisie, personne ne voudra laisser le cultivateur s'endetter.

M. M.-A. BESSETTE (Shefford): Je me suis opposé au bill du gouvernement parce qu'il avait un effet rétroactif; mais j'approuvais la mesure dans son principe.

Cependant, en face de l'opposition de la Chambre, je retire ma mesure.

Il est ordonné que ledit ordre soit déchargé et que le bill soit retiré.

Jurés et jurys

M. E. CARTER (Montréal-Centre): Demande, selon l'ordre du jour, la deuxième lecture du bill pour amender l'acte 32 Victoria, chapitre 22, concernant les jurés et les jurys.

Adopté.

Limites des comtés de Joliette et Montcalm

M. V.-P. LAVALLEE (Joliette): Propose, selon l'ordre du jour, la deuxième lecture du bill pour changer les limites des comtés de Joliette et de Montcalm.

Adopté.

Manufactures de fromage et de beurre

M. V. ROBERT (Rouville): Propose, selon l'ordre du jour, la deuxième lecture du bill du Conseil législatif, intitulé: "Acte pour protéger les manufactures de fromage et de beurre dans cette province."

Adopté.

Rapport de comités:

M. E. CARTER (Montréal-Centre): J'ai l'intention de présenter à la Chambre le neuvième rapport du comité permanent des bills privés. Voici ce rapport:

Votre comité désire faire rapport au sujet du bill pour le redressement de certaines erreurs commises dans la confection du cadastre de la seigneurie Nicolas Rioux, qui a été renvoyé à votre comité, que, ce jourd'hui, M. Chapleau, le promoteur dudit bill, a comparu devant ce comité et a demandé la permission de retirer ledit bill, ce qui lui a été octroyé.

Votre comité désire recommander à votre honorable Chambre que l'honorable de cent piastres, que l'honorable membre de Terrebonne a déposé entre les mains du greffier des bills privés, à raison de ce bill, lui soit remboursé, et de plus qu'il lui soit fait remise des frais d'impression. Votre comité a de plus examiné les bills suivants et a l'honneur d'en faire le rapport avec amendements.

1^o Bill intitulé: Acte pour venir au secours de l'Union Saint-Joseph de Montréal.

2^o Bill intitulé: Acte pour venir au secours de l'Union Saint-Jacques de Montréal.

Enquêtes dans les causes civiles

L'HONORABLE G. OUMET (Deux-Montagnes): Propose, selon l'ordre du jour, la deuxième lecture du bill pour faciliter les enquêtes dans les causes civiles.

Adopté.

A six heures, l'assemblée est levée.

Séance du 18 janvier 1870

Sous la présidence de l'honorable J.-G. Blanchet

La séance s'ouvre à trois heures.

Dépôt et lecture de pétitions:

Les pétitions suivantes sont séparément présentées et déposées sur la table:

Par M. Rhéaume, la pétition de J.-A. Tapin et autres, de la cité de Québec.

Par M. Hearn, la pétition des Fils de la tempérance de la division Saint-Laurent no 16, de la cité de Québec.

Par l'honorable M. Dunkin, la pétition de D.R. Wood et autres, de Shefford et autres townships, la pétition de la municipalité du township de Bolton, la pétition de la compagnie des mines de Huntington et la pétition de la compagnie des mines de Ives.

Rapport de comités:

M. J. PICARD (Richmond-Wolfe): Fait rapport que le comité spécial chargé d'étudier le bill pour amender l'acte 27 Victoria chapitre 9, concernant la vente des terres par les municipalités, a examiné le bill et y a fait des amendements.

M. P. BACHAND (Saint-Hyacinthe): Fait rapport que le comité spécial chargé d'étudier le bill pour amender certains articles y mentionnés du code de procédure civile du Bas-Canada a examiné le bill et y a fait des amendements.

Introduction de bills:

L'HONORABLE G. OUMET (Deux-Montagnes): Demande la permission d'introduire un bill pour faciliter la reprise des terres abandonnées dans certains cas.

Accordé.

M. J.-A. CHAPLEAU (Terrebonne): Propose que la 49e règle de cette Chambre soit suspendue, en autant qu'elle a rapport à un bill pour amender l'acte de la ci-devant province du Canada, passé dans la vingt-cinquième année du règne de Sa Majesté, intitulé: "Acte pour incorporer la Société de l'Union Saint-Pierre de Montréal."

Adopté.

M. J.-A. CHAPLEAU (Terrebonne): Demande la permission d'introduire ledit bill.

Accordé.

Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés.

M. E. CARTER (Montréal-Centre): Demande la permission d'introduire un bill pour abroger la section 16 de la 32e Victoria, chapitre 70, concernant la fermeture des auberges, cabarets, salons ou autres places d'entretien public.

Accordé.

Rapport de comité

L'HONORABLE J.G. ROBERTSON (Sherbrooke): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le cinquième rapport du comité conjoint des deux Chambres. Voici le rapport:

Votre comité a examiné soigneusement les documents suivants:

"Réponse à une adresse de l'Assemblée législative de la province de Québec, au sujet de la correspondance échangée entre le gouvernement de la province de Québec et celui de la Puissance du Canada, ainsi que celui de la province de l'Ontario, et les arbitres, au sujet du partage de l'excédent de la dette de l'ancienne province du Canada, depuis la dernière session de ce Parlement."

"Rapport de l'honorable ministre de l'Instruction publique pour 1868."

Votre comité a l'honneur de recommander que le dernier soit imprimé en la quantité ordinaire pour les documents sessionnels, outre trois mille exemplaires français, et deux mille exemplaires anglais pour le département de l'Education.

Votre comité recommande, en outre, que le premier ne soit pas imprimé.

Adopté.

Absence du représentant de Verchères

M. A.-B. CRAIG (Verchères): Demande un congé d'absence pour raison de maladie grave dans sa famille.

Adopté.

Rapport de comités:

M. E. CARTER (Montréal-Centre): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le dixième rapport du comité permanent des bills privés. Voici le rapport:

Votre comité a examiné les bills suivants et y a fait divers amendements, qu'il soumet humblement à l'adoption de votre honorable Chambre:

1. Bill intitulé: "Acte pour autoriser la compagnie d'ardoise de Rockland à augmenter son fonds capital".

2. Bill intitulé: "Acte pour amender l'acte d'incorporation de la Compagnie d'emmagasinage de Montréal".

Votre comité a aussi examiné le bill intitulé: "Acte concernant les minutes de feu Joseph Belle, écuyer, notaire public, de la cité de Montréal", et a l'honneur d'en faire rapport, avec amendements.

Société Saint-André de Québec

L'HONORABLE G. IRVINE (Mégantic): Propose, selon l'ordre du jour, la troisième lecture du bill pour incorporer la Société Saint-André de Québec.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Devoirs de certaines charges judiciaires dans les cas de vacance

L'HONORABLE G. OUMET (Deux-Montagnes): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité pour étudier le bill concernant les devoirs de certaines charges judiciaires dans les cas de vacances.

Le comité étudie le bill et fait rapport, sans amendement.

Comité des voies et moyens

L'HONORABLE J. G. ROBERTSON (Sherbrooke): Propose que la Chambre, selon l'ordre du jour, se forme en comité des voies et moyens.

Adopté.

En comité:

L'HONORABLE J. G. ROBERTSON (Sherbrooke): Propose 1. Que, pour faire face aux subsides accordés à Sa Majesté pour l'année financière courante, la somme de trois cent vingt-sept mille six cent quarante-cinq piastres et vingt-quatre centins soit accordée à même le fonds des revenus consolidés de cette province.

2. Que, pour faire face aux subsides accordés à Sa Majesté pour l'année financière finissant au trente juin mil huit cent soixante et onze, la somme de un million huit cent quatre-vingt-onze mille, cent soixante et onze piastres et quarante-six centins soit accordée à même le fonds des revenus consolidés de cette province.

Adopté.

Le comité fait rapport qu'il a passé deux résolutions et demande la permission de siéger à nouveau.

Enquête dans les causes civiles

L'HONORABLE G. OUMET (Deux-Montagnes): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre, se forme en comité pour étudier le bill pour faciliter les enquêtes dans les causes civiles.

Le comité étudie le bill, et en fait rapport, avec un amendement.

Education

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVEAU (Québec-Comté): Propose, selon l'ordre du jour, la deuxième lecture du bill pour amender de nouveau les lois concernant l'éducation en cette province.

Les dispositions de cette loi ont pour objet de donner aux commissaires d'écoles les moyens d'émettre plus facilement des débentures et de former des fonds d'amortissement.

Adopté.

Honoraires pour certains officiers de justice

L'HONORABLE G. OUMET (Deux-Monta-

gnes): Propose, selon l'ordre du jour, la deuxième lecture du bill concernant les tarifs d'honoraires pour certains officiers de justice.

Adopté.

Réparation du pont Dorchester

L'HONORABLE J. G. ROBERTSON (Sherbrooke): Propose, selon l'ordre du jour, la deuxième lecture du bill pour autoriser un prêt aux syndics des chemins à barrière de Québec, pour la réparation du pont Dorchester.

M. P. Benoît (Napierville): Propose, appuyé par le représentant d'Iberville (M. L. Molleur), sous forme d'amendement à la question, que le mot "maintenant" soit effacé, et que les mots "de ce jour en six mois" soient ajoutés à la fin d'icelle.

Le bill qui autorise le gouvernement à faire un prêt aux syndics du pont Dorchester ne me paraît pas présenter assez de garanties et je crois avoir raison d'en demander le renvoi.

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVEAU (Québec-Comté): L'objet du bill est de garantir le prêt déjà voté par la Chambre. La Chambre a approuvé ce prêt. Le projet de loi nous donne un intérêt de 5 p. 100, et crée un fonds d'amortissement de 3 p. 100 qui éteindra la dette en quelques années.

M. H.-G. JOLY (Lotbinière): Il y a ici une question de principe. Il s'agit de savoir si, avec des garanties, il est judicieux de faire des prêts de ce genre. La Chambre, il est vrai, a voté ce prêt, mais la minorité peut encore se prononcer sur la question de principe. Il y a beaucoup d'autres localités qui ont besoin d'argent pour faire des travaux utiles, mais c'est en vain qu'on voudrait obtenir un prêt du gouvernement pour entreprendre ces travaux.

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVEAU (Québec-Comté): Le député de Lotbinière ne remarque pas que cette commission se trouve dans une position particulière et qu'elle est chargée d'une dette qu'elle n'a pas contractée.

M. L.-J. BEAUBIEN (Hochelaga): Cette commission administrait ses affaires avec succès, quand l'ancienne Chambre du Canada l'a grevée de la dette de \$40,000. Nous devons en honneur réparer l'injustice commise par l'ancien Parlement du Canada. C'est pourquoi je voterai avec le gouvernement.

Et l'amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise et, les noms étant demandés, ils sont pris comme suit:

POUR: MM Bachand, Benoît, Bessette, Desaulniers (Maskinongé), Garon, Gaudet, Gendron, Joly, Laberge, Lavalée, Marchand, Mailloux, Molleur, Pelletier, Robert et Thérien, 16.

CONTRE: MM. Beaubien, Bellerose, Bergevin, Blais, Brigham, Cantwell, Cauchon, Chapais, Chapleau, Chauveau, Clément, Coutlée, de Lotbinière-Harwood, Desaulniers (Saint-Maurice), Dunkin, Fortin, Gélinas, Genest, Hamilton, Hemming, Irvine (sol. gén.) Jodoin, Langevin, LaRue, Locke, Mathieu, Moll, Ouimet, (pro. gén.) Poupore, Pozer, Rhéaume, Robertson, Ross, Roy, Tremblay et Verreault, 36.

Ainsi, cet amendement est résolu négativement.

Alors la question principale étant mise aux voix, il est ordonné que ledit bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Emission des licences

L'HONORABLE J. G. ROBERTSON (Sherbrooke): Propose, selon l'ordre du jour, la deuxième lecture du bill concernant l'émission des licences.

Adopté.

Acte 20 Victoria, chapitre 119

M. E. LABERGE (Châteauguay): Propose, selon l'ordre du jour, la troisième lecture du bill pour amender l'acte 20 Victoria, chapitre 119.

Adopté.

Il est résolu que le bill passe et que le titre soit: "Acte pour amender l'acte 20 Victoria, chapitre 119, concernant le tracé d'une ligne de division entre la seigneurie de Beauharnois et le township de Godmanchester et la paroisse de Saint-Anicet, pour les fins d'un chemin".

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Voitures pour chemins d'hiver

M. L. MOLLEUR (Iberville): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité pour étudier le bill pour amender l'acte concernant les voitures pour chemins d'hiver.

En comité:

M. L. MOLLEUR (Iberville): Je me suis aperçu, au commencement de cette session, qu'il s'est glissé une erreur dans mon bill. Je voulais le rendre applicable à 13 comtés et, par la mesure, il s'étend à toute la province de Québec et non pas aux 13 comtés. Le bill que je présente a pour but de réparer cette erreur.

L'HONORABLE G. OUMET (Deux-Montagnes): Demande que la considération du bill soit remise à demain.

Le comité rapporte qu'il a fait quelque progrès, et demande la permission de siéger de nouveau.

Accordé.

Limites des comtés de Joliette et de Montcalm

M. F. DUGAS (Montcalm): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité pour étudier le bill pour changer les limites des comtés de Joliette et de Montcalm.

Le comité étudie le bill et en fait rapport, sans amendement.

Manufactures de fromage et de beurre

La Chambre, selon l'ordre du jour, se forme en comité pour étudier le bill du Conseil législatif, intitulé: "Acte pour protéger les manufactures de fromage et de beurre en cette province".

Le comité rapporte qu'il a fait quelque progrès, et demande la permission de siéger à nouveau.

Accordé.

Règlement de certaines successions légitimes

M. P. Benoît (Napierville): Propose, appuyé par le représentant de Saint-Jean (M. F.-G. Marchand), la deuxième lecture du bill pour régler certaines successions légitimes.

Je crois que si tous les députés connaissaient, comme moi, les dispositions de ce bill, la discussion serait courte et le bill passerait sans opposition. Il a pour but de prévenir des procès et de combler une lacune qui se trouve dans le code civil.

L'HONORABLE G. OUMET (Deux-Montagnes): Le bill bouleverserait, s'il devenait loi, le traité des successions du code civil. Il détruirait le travail des codificateurs. Ils n'ont pas laissé une lacune dans le bill comme paraît le supposer le député de Napierville (M. Benoît). Ils ont tout pesé et ont visé non seulement à conserver les biens dans la famille, mais à éviter le morcellement des propriétés. Les codificateurs, en ne suivant pas le droit coutumier, ni le droit romain, ni le code Napoléon, ont suivi les conseils de la sagesse, parce que la position particulière du pays le demandait. Si l'on rétablissait l'ancienne loi des propres paternels et des propres maternels, on ne saurait jamais à quoi s'en tenir sur le partage des successions. Il en résulterait des procès à n'en plus finir. On se rappelle que sous l'ancienne loi des successions, quand le notaire avait rédigé le testament et que l'avocat y passait, l'héritier ne savait comment trouver sa part de la succession. Je pense que mon honorable ami ferait mieux de retirer son bill.

M. F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): Je partage le respect du procureur général pour le code civil. Mais je crois aussi que, s'il fait naître des abus sérieux, il faut les faire disparaître. Le procureur général se trompe quand il prétend que le bill rétablit l'ancienne division des biens.

M. P. Benoît (Napierville): Consent à retirer son bill.

Il est ordonné que ledit ordre soit déchargé et que le bill soit retiré.

Interpellation

Inspecteurs du revenu de Rimouski

M. J. GARON (Rimouski): Demande si c'est l'intention du gouvernement d'enjoindre à l'inspecteur du revenu de fixer sa résidence au chef-lieu, en la ville de Saint-Germain de Rimouski, ou de nommer, conjointement avec M. D. de Saint-Aubin, un second inspecteur pour la partie ouest du comté jusqu'à Métis.

L'HONORABLE J.G. ROBERTSON (Sherbrooke): Le gouvernement n'a pas cette intention.

Division de la municipalité du township du Cap-des-Rosiers

M. P. FORTIN (Gaspé): Propose, selon l'ordre du jour, la troisième lecture du bill pour diviser la municipalité du township du Cap-des-Rosiers, dans le comté de Gaspé, en deux municipalités séparées.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif, et demande son concours.

Union Saint-Joseph de Montréal

M. V.-P. LAVALLÉE (Joliette): Propose, selon l'ordre du jour, la deuxième lecture du bill pour venir au secours de l'Union Saint-Joseph de Montréal.

M. E. CARTER (Montréal-Centre): Je propose, appuyé par le représentant de Stanstead (M. T. Locke), sous forme d'amendement, que le mot "maintenant" soit effacé, et que les mots "de ce jour en six mois" soient ajoutés à la fin d'icelle.

Je demande le renvoi du bill à six mois, pour les raisons suivantes: il existe, à Montréal, une société de bienfaisance, la Société Saint-Joseph. D'après les règlements, les veuves des membres ont droit à une rente annuelle de £18, les orphelins à une petite somme. Or, on veut remplacer cette rente en leur donnant \$200. Mais on ne peut faire cela qu'en violant des droits acquis. Le mari, sur son lit de mort, pensait laisser £18 par année à sa femme, et maintenant on change cette règle.

Quatre veuves cependant ne veulent pas consentir à cet arrangement et je pense que l'on

doit leur faire justice en repoussant le bill.

M. J.-H. BELLEROSÉ (Laval): Appuiera l'amendement du député de Montréal-Centre (M. E. Carter)

M. V.-P. LAVALLÉE (Joliette): Les objections du député de Montréal-Centre (M. Carter) ne sont pas fondées et ne tiennent pas devant les faits. Si la société ne peut se conformer aux exigences de ces quatre personnes, c'est qu'elle est dans l'impossibilité de le faire. Si on veut donner la rente de £18 à ces quatre veuves, il faudra accorder la même somme au 26 autres, et la société tombera en banqueroute.

L'HONORABLE H.-L. LANGEVIN (Dorchester): La cause des quatre veuves n'est pas seulement en cause, mais aussi celle de 26 veuves, de 80 orphelins et de plusieurs malades incurables. Ces malheureux ont le même droit aux fonds de la société que les quatre veuves. Pendant longtemps la société a été prospère. Il n'y avait pas de veuves ni d'orphelins, et la société mettait de l'argent en caisse. Mais tout est changé: le nombre de veuves est considérable et la société, en payant la contribution fixée par les règlements, s'en va à sa ruine. Jadis elle possédait \$20,000; il ne lui reste maintenant que \$6,000.

Si l'on ne change pas les règlements, la société ira en liquidation et les veuves ne toucheront aucune rente à l'avenir. Sans doute, il y a les droits acquis, mais des droits sur ce qui existe seulement. Or, il ne reste pas assez d'argent pour faire face à ces droits acquis; il faut donc partager ce qui reste en caisse en mettant toutes ces veuves sur le même pied.

L'HONORABLE G. OUIMET (Deux-Montagnes): Les quatre femmes dont il est question dans le préambule sont membres de l'association et doivent donc partager les pertes, comme participer aux profits, s'il y en a. Le bill ne laisse aucun droit, tel que l'a prétendu l'auteur de l'amendement.

M. E. CARTER (Montréal-Centre): Dit qu'il s'est absenté de la Chambre pendant quelques instants pour discuter avec un des directeurs de l'Union Saint-Joseph; ce dernier lui a dit que les pertes encourues par l'Union étaient attribuables à la négligence d'un directeur qui l'a entraînée dans toutes sortes de procès.

Il est ordonné que les débats soient ajournés jusqu'à demain.

A six heures, la séance est levée.

Séance du 19 janvier 1870

Sous la présidence de l'honorable J.-G. Blanchet

La séance est ouverte à trois heures.

Dépôt et lecture de pétitions:

Les pétitions suivantes sont séparément présentées et déposées sur la table:

Par M. Locke, la pétition de Wm. L. Oliver et autres, du township de Barnston, comté de Stanstead.

Par M. Bessette, la pétition du révérend F. Michon et autres, de la paroisse de Sainte-Anne de Stukely.

Par M. Pelletier, la pétition de Marcel Hébert et autres, de la paroisse de Saint-Magloire, comté de Bellechasse.

Conformément à l'ordre du jour, les pétitions suivantes sont lues:

De J. B. McKie et autres, de Robert Cross et autres, de Abraham Charest et autres, tous du comté de Soulanges, demandant des amendements à l'acte concernant les voitures pour chemins d'hiver.

De Isaïe Ménard et autres, de la paroisse de Saint-Joseph-de-Soulanges, comté de Soulanges, demandant qu'il ne soit fait aucun amendement à l'acte concernant les voitures pour chemins d'hiver.

De Roger Taylor et autres, du township de Clifton, demandant de l'aide pour un chemin.

De la compagnie du canal Huron et Ontario, demandant qu'il soit nommé un comité pour examiner la présente position de ladite compagnie.

Rapport de comités:

M. C.-B. GENEST (Trois-Rivières): J'ai l'honneur de faire rapport à la Chambre que le comité spécial formé pour étudier le bill pour pourvoir à l'interdiction des ivrognes d'habitude, a examiné le bill et y a fait des amendements.

Introduction de bills:

M. J. PICARD (Richmond-Wolfe): Demande la permission d'introduire un bill pour amender le chapitre 18 des statuts refondus pour le Bas-Canada, en ce qui regarde la construction et la réparation des églises, presbytères et cimetières.

Accordé.

M. P. FORTIN (Gaspé): Demande la permission d'introduire un bill pour protéger les forêts contre les incendies.

Accordé.

Interpellations:

Quai au Petit-Métis

M. J. GARON (Rimouski): Demande si c'est

l'intention du gouvernement de s'entendre avec le gouvernement de la Puissance pour l'octroi d'une somme suffisante pour la construction d'un quai au Petit-Métis à l'endroit où les bâtiments d'outre-mer peuvent entrer avec les steamers dans les basses marées et ce, dans l'intérêt du commerce et de la navigation.

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVEAU (Québec-Comté): C'est une question qui n'est pas du ressort du gouvernement local.

Rang "A" du township De Calonnes

M. A.-L. DESAULNIERS (Maskinongé): Demande si le gouvernement a l'intention de vendre le rang "A" du township De Calonnes dans le comté de Maskinongé, ci-devant occupé et possédé par la compagnie d'Hunterstown; qu'application d'acheter ledit rang ait été faite ou non, ledit rang "A" ayant été reconnu appartenir au gouvernement par M. l'arpenteur, de la Chevroitière, d'après les ordres du département des Terres de la Couronne, dans le cours de l'été dernier.

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVEAU (Québec-Comté): Le gouvernement ne peut prendre aucun parti avant que l'arpentage soit terminé.

Compagnie du canal Huron et Erié

M. S. R. BELLINGHAM (Argenteuil): Demande que la demande de la compagnie du canal Huron et Ontario soit renvoyée à un comité spécial, composé de MM. Joly, Cauchon, Tremblay, Beaubien et du moteur; et fait quelques remarques à l'appui de la motion.

Il dit que le chemin le plus court vers l'océan est le Saint-Laurent et que le gouvernement ne devrait pas détourner son attention de cette grande entreprise de la Compagnie du canal Huron et Ontario qui devra faire du Saint-Laurent la grande voie naturelle du commerce de l'Ouest vers l'océan; il engage donc la Chambre à encourager par tous les moyens possibles ce projet d'une aussi vitale importance pour tout le Canada.

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVEAU (Québec-Comté): Félicite le député d'Argenteuil sur la manière impartiale avec laquelle il a choisi son comité. Il approuve le zèle de M. Bellingham, mais lui suggère de remettre à un autre jour la considération de cette affaire.

M. L.-J. BEAUBIEN (Hochelaga): Je ne blâme pas les habitants de Toronto de vouloir promouvoir leur entreprise de creuser le canal Ontario et Huron, mais, si on donne suite à ce projet, on donne le coup de grâce au canal de l'Outaouais qui devrait être si avantageux au Bas-Canada. Nous ne pouvons pas encourager par notre appui moral les habitants de Toronto, car nous sommes engagés par notre intérêt à favoriser la canalisation de l'Outaouais qui

mettrait le Bas-Canada en rapport plus direct avec le lac Huron et l'Ouest, et nous donnerait la prospérité dont jouissent les Etats de la Nouvelle-Angleterre. C'est le canal Erié qui a fait New York et les villes du littoral américain en leur apportant les richesses de l'Ouest. C'est à nous de détourner ce courant de richesse qui vient de l'Ouest et coule vers New York pour le diriger vers Montréal qui deviendra aussi prospère peut-être que la grande ville américaine.

Il y a une rivalité entre Toronto et Montréal. Toutes deux veulent s'attirer le commerce de l'Ouest. C'est dans ce but que Toronto vient de souscrire \$1,200,000 pour des chemins de fer qui s'enfoncent dans la forêt. Ils espèrent qu'ils s'approcheront du chemin de fer du Pacifique qui sera construit plus tard. Montréal aurait plus à profiter du canal de l'Outaouais et, par conséquent, il est du devoir de tout bon Canadien de donner un appui moral à ce second projet. C'est la pensée des capitalistes de notre province.

Que ferait le canal du lac Huron et du lac Ontario? Les Américains pourraient en bénéficier autant que les habitants de l'Ontario. C'est là une nouvelle raison qui doit nous porter à donner notre appui à ceux qui veulent canaliser l'Outaouais.

Le canal Erié a été non seulement une source de richesses pour New York, mais l'a fait ce qu'elle est, l'a placée la troisième parmi les villes commerciales du monde; ce canal a aussi fait la prospérité des Etats de la Nouvelle-Angleterre. Si nous pouvions détourner ce canal, Montréal deviendrait ce qu'est devenue New York et toute la province s'en ressentirait.

J'espère que cette Chambre, avant de nommer un comité, se demandera s'il n'est pas opportun plutôt de tourner nos yeux vers l'Outaouais. Si ce canal était ouvert, c'est Montréal qui convertirait en farine les grains de l'Ouest et nous deviendrions les meuniers des Etats producteurs de blé. C'est une question de prospérité qui doit fixer l'attention de nos hommes d'Etat. Si nous pouvons arriver à attirer le commerce de l'Ouest, nous rendrons un service immense au Bas-Canada. Je ne veux pas que notre gouvernement nuise au projet de M. Capreol et des habitants de Toronto, mais je ne veux pas qu'on lui porte secours au détriment de nos intérêts. Or, nos intérêts demandent que les grains suivent la route de l'Outaouais.

M. S. R. BELLINGHAM (Argenteuil): Où prendre l'argent?

M. L.-J. BEAUBIEN (Hochelaga): Il s'agit simplement de savoir lequel des deux projets nous favoriserons: la canalisation de l'Ottawa ou les intérêts de la Compagnie du canal Huron et Ontario? Il n'y aura certainement qu'un canal de construit. Eh bien! faisons tous nos efforts pour que celui de la province de Québec soit construit. Si nous aidons la Compagnie du

canal Huron, le commerce de transit ne se fera qu'entre l'Ontario et les citoyens de l'autre côté de la ligne. Nous avons la clef de l'Ouest, gardons-la pour nous et nous deviendrons, si je puis parler ainsi, les meuniers de l'Ouest. Les millions de minots de grains récoltés dans l'Ouest seront moulus ici, grâce à nos pouvoirs d'eau que l'Ouest ne possède pas. Encore une fois, j'approuve la conduite du gouvernement en cette occasion et j'espère qu'il ne donnera même pas son appui moral à l'entreprise projetée, à laquelle on nous prie de contribuer.

M. W. OGILVIE (Montréal-Ouest): Je ne partage pas les opinions de M. Beaubien ni celles de M. Bellingham. Le canal de la baie Géorgienne sera utile non seulement à Toronto, mais aussi à Montréal.

Mais s'il est bon de parler de ces grandes entreprises, il ne faut pas oublier les petites choses. Entre Montréal et l'Outaouais se trouve un canal à Grenville qui n'est qu'un petit ruisseau. Il nous a été donné par le gouvernement impérial. Cependant il est sans eau et le gouvernement fédéral ne veut pas le réparer. J'aime à parler en bien de la province de Québec, quand cela est possible, mais si ce canal était en Ontario, l'opinion publique et les journaux forceraient le gouvernement du Canada à faire droit à leurs réclamations.

La proposition est retirée.

Rapport de comités:

M. E. CARTER (Montréal-Centre): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le onzième rapport du comité permanent des bills privés. Voici ce rapport:

Votre comité désire recommander à votre honorable Chambre que le délai pour la réception des rapports sur bills privés, qui doit expirer le vingt et un du courant, soit de nouveau prolongé jusqu'au vingt-cinq du courant, inclusivement, vu qu'il y a encore plusieurs bills importants sous la considération de votre comité.

Adopté.

Limites des comtés de Joliette et de Montcalm

M. F. DUGAS (Montcalm): Propose, selon l'ordre du jour, la troisième lecture du bill pour changer les limites des comtés de Joliette et de Montcalm.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Voitures pour chemins d'hiver

M. L. MOLLEUR (Iberville): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité pour étudier le bill pour amender l'acte concernant les voitures pour chemins d'hiver.

Le comité étudie le bill et fait rapport avec un amendement.

Jurés et jurys

M. E. CARTER (Montréal-Centre): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité pour étudier le bill pour amender la 32e Victoria, chapitre 22, concernant les jurés et jurys.

Le comité étudie le bill et fait rapport, avec un amendement.

Code de procédure civile du Bas-Canada

M. P. BACHAND (Saint-Hyacinthe): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité pour étudier le bill pour amender certains articles y mentionnés du code de procédure civile du Bas-Canada.

Le comité étudie le bill et fait rapport, sans amendement.

Compagnie d'ardoise de Rockland

M. E. CARTER (Montréal-Centre): Propose, selon l'ordre du jour, la deuxième lecture du bill pour autoriser la compagnie d'ardoise de Rockland à augmenter son fonds capital.

Adopté.

Compagnie d'emmagasinement de Montréal

M. E. CARTER (Montréal-Centre): Propose, selon l'ordre du jour, la deuxième lecture du bill pour amender l'acte d'incorporation de la compagnie d'emmagasinement de Montréal.

Adopté.

Devoirs de certaines charges judiciaires dans les cas de vacance

L'HONORABLE G. OUMET (Deux-Montagnes): Propose, selon l'ordre du jour, la troisième lecture du bill concernant les devoirs de certaines charges judiciaires, dans les cas de vacance.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Enquêtes dans les causes civiles

L'HONORABLE G. OUMET (Deux-Montagnes): Propose, selon l'ordre du jour, la troisième lecture du bill pour faciliter les enquêtes dans les causes civiles.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Honoraires pour certains officiers de justice

L'HONORABLE G. OUMET (Deux-Montagnes): Propose, selon l'ordre du jour, que la

Chambre se forme en comité pour étudier le bill concernant les tarifs d'honoraires pour certains officiers de justice.

Le comité étudie le bill et fait rapport, sans amendement.

Pont Dorchester

L'HONORABLE J.G. ROBERTSON (Sherbrooke): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité pour étudier le bill pour autoriser un prêt aux syndics des chemins à barrières de Québec, pour la réparation du pont Dorchester.

M. J. GAUDET (Nicolet): Monsieur le Président, j'ai cru m'apercevoir qu'il n'est pas toujours prudent de différer d'opinion avec ses amis, sans en faire connaître les motifs, pour la bonne raison que les uns s'en mortifient, que les autres s'en réjouissent, et qu'un certain nombre s'efforce à faire des conjectures plus ou moins malicieuses.

C'est probablement le vote que nous avons donné contre la résolution du gouvernement pour le prêt à faire aux syndics du pont Dorchester qui a donné lieu à cette rumeur d'un tiers parti dans cette Chambre, parti qui n'a jamais existé. C'est pour cela que personne n'a répondu à une certaine attaque; pourquoi attendre une réponse puisque personne ne se sentait attaqué?

Pour ma part, Monsieur le Président, je déclare franchement à cette Chambre que je n'ai jamais eu aucune connaissance d'une telle organisation. En votant contre la résolution du gouvernement et contre la deuxième lecture du bill qui est maintenant devant nous, je ne l'ai fait que par raison d'économie, et parce que je considérais que c'était un très mauvais précédent à établir de commencer à prêter sans être certain d'avoir assez d'argent pour nos propres affaires. Il pourrait se faire que nous n'aurions pas les mêmes avantages, si nous nous trouvions dans la nécessité d'emprunter nous-mêmes plus tard.

Monsieur le Président, en votant pour la Confédération, je ne l'ai pas fait par goût, mais bien par nécessité, considérant notre ci-devant constitution comme une vieille charpente usée que rien ne pouvait rétablir, et comptant sur le gouvernement local dans lequel notre langue, nos institutions et nos lois seraient sauvegardées. Je dis donc sans hésitation que, pour conserver, maintenir ce gouvernement, il faut en administrer les affaires avec la plus grande économie. Il me semble que nous dépensons trop eu égard à nos moyens.

Quel moyen prendrons-nous si nous venons à avoir un déficit? Avoir recours à la taxe directe?

Je dis que le peuple ne s'y soumettra pas et qu'il n'est pas en moyen de la supporter. On entend souvent dire: Mais qu'est-ce que quelques sous pour les cultivateurs? Eh! bien,

Monsieur le Président, je dis que souvent quelques sous sont plus difficiles à trouver pour un certain nombre de cultivateurs que quelques piastres pour les fonctionnaires publics, parce qu'un certain nombre de fonctionnaires touchent plus de piastres que ces cultivateurs touchent de sous. Les ministres touchent plus de dollars dans une année que les habitants ne reçoivent de sous pendant le même temps. On entend aussi dire: les cultivateurs sont heureux; le soir, ils se couchent sans inquiétude. Monsieur le Président, loin de moi l'intention de déprécier l'état du cultivateur, ayant été jusqu'à dire publiquement que certains jeunes gens, qui prennent des professions auxquelles ils ne sont pas aptes, feraient bien mieux de se mettre cultivateurs afin de ne pas s'exposer à devenir usuriers; mais je n'irai pas jusqu'à dire aux jeunes gens de profession qui reçoivent de l'encouragement: Laissez vos professions et prenez l'état de cultivateur pratique pour vous délasser de vos fatigues. Non, Monsieur le Président, si la culture a son bon côté, elle a aussi ses inconvénients. Ce langage est ordinairement tenu par ceux qui cultivent par plaisir. Quand un cultivateur n'a que 50 à 60 minots d'avoine à ôter sur sa récolte pour payer ses taxes et pour l'entretien de sa famille, je vous assure qu'il n'a pas de largesses à faire. Les hommes qui vivent du produit de la terre font un rude labeur et il ne faut pas faire peser sur leurs épaules le fardeau trop lourd des taxes directes.

Quelques amis du gouvernement disent qu'ils y aura en 1871 un excédent assez considérable dans l'état de nos finances; je suis forcé de dire que je crains fortement que ce ne soit pas le cas. Je crains qu'il ne nous arrive ce qui arriva à un marchand écossais. Son fils vient lui dire un jour: "Mon père, nous sommes riches, voyez ces livres". Croyant aux paroles de son fils, il réunit ses amis, fait des dépenses extraordinaires, donne des bals et des dîners.

Cependant, il lui prit fantaisie d'examiner ses livres et vit qu'il était ruiné. "Hélas, dit-il à sa femme, mon fils s'est trompé dans ses calculs; il a ajouté au chiffre des recettes, l'année de Notre-Seigneur."

Eh! bien, Monsieur le Président, je crains que ceux qui ont fait des calculs sur l'excédent de 1871 aient aussi additionné l'année de Notre-Seigneur!

Monsieur le Président, la ligne de conduite que j'ai tenue vis-à-vis le gouvernement actuel est celle que j'ai toujours tenue avec les gouvernements précédents. J'ai toujours combattu les mesures, et non les hommes; et c'est ce que je me propose de faire à l'avenir. Je n'ai qu'un vote de non-confiance directe dans toute ma carrière politique de douze années et je l'ai donné pour des raisons que j'ai encore vivaces à la mémoire; c'est en 1863 que j'ai donné ce vote.

On trouvera peut-être qu'il est un peu tard pour faire une déclaration de foi après un passé

de douze années. Comme il est tout probable que je suis plus près de la fin de ma carrière politique que du commencement, cette honorable Chambre voudra bien l'accepter comme faisant partie de mes dernières volontés (rires). Monsieur le Président, ce à quoi je tiens le plus, c'est de demeurer en harmonie avec ma conscience; je préfère la satisfaire que satisfaire les gouvernements, pour la bonne raison qu'arrivant ma disparition de la scène politique, le gouvernement ne prendra probablement pas plus de trois mois pour m'oublier complètement; supposant que moi, j'aurais plus d'attachement pour lui, ça me prendrait plus de trois mois pour l'oublier; toujours, je pourrai en finir, mais avec ma conscience, je ne pourrai en finir qu'à la mort. C'est pourquoi, je le répète, je tiens à rester en harmonie avec elle, de préférence à tout gouvernement.

Monsieur le Président, l'honorable chef de l'Opposition a fait un peu de sarcasme, l'autre jour, à l'adresse de ce prétendu tiers parti qui n'existe point. Aussi, personne ne pouvait convenablement lui répondre, si ce n'est le gouvernement, qui n'a pas jugé à propos de le faire. Cet honorable monsieur nous a parlé d'éclipse qui devait avoir lieu ce jour-là; il nous a dit que les astronomes ne l'avaient pas annoncée; il me semble qu'il n'y avait pas lieu à une surprise pour cet honorable monsieur qui a été dans l'obligation d'annoncer lui-même son propre parti.

Monsieur le Président, je n'entends pas, par là, jeter du discrédit sur l'Opposition, au contraire, j'admire son courage; je dis que, dans un gouvernement constitutionnel, une opposition est pour ainsi dire indispensable, mais il ne faut pas qu'elle soit factieuse. Je dis de plus qu'une opposition peut rendre de grands services à son pays. Je m'explique la préoccupation qu'avait l'honorable député en nous parlant d'éclipse, il se trouvait dans la position des étoiles les plus près du soleil, quand ce dernier doit être éclipsé, elles ne sont pas toujours certaines d'être exemptées.

M. H.-G. JOLY (Lotbinière): C'est la première fois que l'on fait le reproche, dans cette Chambre, à l'Opposition de ne pas vouloir conclure d'alliance. Je prends note de l'aveu et je dis de plus que l'Opposition n'a jamais courtoisé des députés pour les attirer dans ses rangs. Le sentiment de notre dignité nous empêche de chercher des alliances. Elle est numériquement trop faible pour offrir son appui. Elle attend que les membres qui partagent son opinion viennent s'adjoindre à elle. Quant aux remarques du député de Nicolet (M. Gaudet), elles ont été très spirituelles, mais il est fâcheux qu'elles n'aient pas suivi les miennes l'autre jour. Comme il a attendu une semaine avant de me répondre, je veux, moi aussi, user de la même tactique et attendre une semaine avant de lui donner la réplique.

Le comité étudie le bill et fait rapport, sans amendement.

Emission des licences

L'HONORABLE J.G. ROBERTSON (Sherbrooke): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité pour étudier le bill concernant l'émission des licences.

Le comité étudie le bill et fait rapport, sans amendement.

Propriétés entre les mains d'administrateurs

L'HONORABLE G. OUMET (Deux-Montagnes): Propose, selon l'ordre du jour, la deuxième lecture du bill pour permettre aux administrateurs de disposer plus avantageusement des propriétés entre leurs mains.

Il espère que le bill sera étudié avant que le bill ne soit soumis au comité général.

Adopté.

Message du Conseil législatif:

Le Conseil législatif a passé les bills suivants, sans amendement :

Bill intitulé: "Acte pour incorporer la société appelée "L'Union de Saint-Joseph de Farnham".

Bill intitulé: "Acte concernant l'indemnité des membres de la Législature et le salaire de l'Orateur de l'Assemblée législative".

Bill intitulé: "Acte pour pourvoir à la nomination de juges de paix ayant une juridiction plus étendue".

Et aussi, le Conseil législatif a passé les bills suivants, avec un amendement à chacun d'iceux, auxquels il demande le concours de cette Chambre:

Bill intitulé: "Acte pour incorporer la Société calédonienne de Montréal".

Bill intitulé: "Acte pour incorporer la Société de numismatique et d'archéologie de Montréal".

Société calédonienne de Montréal

La Chambre procède à prendre en considération l'amendement fait par le Conseil législatif au bill intitulé: "Acte pour incorporer la Société calédonienne de Montréal".

Adopté.

Société de numismatique et d'archéologie de Montréal

La Chambre procède à prendre en considération l'amendement fait par le Conseil législatif au bill intitulé: "Acte pour incorporer la société de numismatique et d'archéologie de Montréal".

Adopté.

La Chambre s'ajourne à six heures.

Séance du 20 janvier 1870

Sous la présidence de l'honorable J.-G. Blanchet

La séance s'ouvre à trois heures.

Dépôt et lecture de pétitions:

Les pétitions suivantes sont séparément présentées et déposées sur la table:

Par l'honorable M. Robertson, la pétition du révérend J. H. Graham et autres, principal et syndics du collège Saint-François, Richmond.

Par M. Locke, la pétition de C. Abbott et autres, du township de Magog, comté de Stanstead.

Conformément à l'ordre du jour, les pétitions suivantes sont lues:

De J.-A. Tapin et autres, de la cité de Québec, demandant que le bill pour amender les actes et ordonnances relatives à la cité de Québec, et à l'aqueduc de ladite cité, ne soit pas adopté.

Des Fils de la tempérance, de la cité de Québec, demandant de l'aide pour l'asile Belmont.

De D. R. Wood et autres, de Shefford et autres townships, de la municipalité du township de Bolton, de la Compagnie des Mines de Huntington, et de la Compagnie des Mines de Ives; demandant respectivement de l'aide pour macadamiser un chemin.

Rapport de comités:

M. E. CARTER (Montréal-Centre): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le douzième rapport du comité permanent des bills privés. Voici le rapport:

Votre comité a examiné le bill intitulé: "Acte pour ériger les cantons de Tring, Forsyth, Adstock, Dorset et partie du canton de Shenley, dans le comté de Beauce, en municipalités locales", et a l'honneur d'en faire le rapport, avec certains amendements.

Introduction de bills:

M. C.-F. ROY (Kamouraska): Demande la permission d'introduire un bill pour exempter les ministres du culte, dans l'exercice de leurs fonctions, de payer les péages sur les ponts et chemins.

Accordé.

L'HONORABLE G. OUMET (Deux-Montagnes): Demande la permission d'introduire un bill pour permettre de fixer les termes de la cour du Banc de la Reine par proclamation.

Accordé.

L'HONORABLE G. OUMET (Deux-Montagnes): Demande la permission d'introduire un bill pour amender l'acte concernant les magistrats de district en cette province.

Accordé.

Interpellations:Chemins de colonisation

M. J. GARON (Rimouski): Demande si c'est l'intention du gouvernement d'accorder un octroi pour l'ouverture d'une route sur les cinquième et sixième rangs, dans la ligne divisant la seigneurie de Métis et le township McNider, pour permettre aux habitants de ces localités de coloniser avantageusement les terres de la couronne.

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVEAU (Québec-Comté): Répond que le gouvernement, n'ayant pas les renseignements nécessaires, ne peut dire quels seront les chemins qui jouiront de l'octroi voté pour les chemins de colonisation.

M. J. GARON (Rimouski): Demande si c'est l'intention du gouvernement de s'entendre avec les honorables ministres fédéraux pour l'octroi d'une somme suffisante pour faire parachever le chemin fait aux frais de la ci-devant province du Canada, depuis Sainte-Félicité au Cap-Chat et pour faire réparer les ponts brûlés dans les townships Cherbourg, Duber et Romieux.

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVEAU (Québec-Comté): Le gouvernement n'a pas cette intention.

M. J. GARON (Rimouski): Demande si c'est l'intention du gouvernement d'accorder un octroi pour l'ouverture d'une route sur les 2e, 3e, 4e, 5e et 6e rangs de la paroisse Saint-Fabien, joignant M. Dastous au 2e rang, suivant la requête présentée devant cette Chambre jeudi dernier, et aussi un autre octroi pour l'ouverture d'une route dans la ligne divisant la paroisse de Sainte-Cécile-du-Bic de celle de Saint-Fabien, ou auprès de cette ligne dans les endroits les plus propices pour encourager les colons à cultiver leurs terres dans les townships.

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVEAU (Québec-Comté): Si le représentant de Rimouski veut se rappeler la réponse que j'ai faite à la première question, il aura une réponse à sa dernière demande.

Agriculture

M. P. LARUE (Portneuf): Je propose, appuyé par le représentant de Laval (M. J.-H. Bellerose), qu'il soit donné instruction au comité permanent de l'agriculture, immigration et colonisation de s'enquérir des moyens les plus propres à aider et faire progresser la classe agricole dans la province de Québec, à populariser la science de l'agriculture, et de faire rapport des suggestions qu'il croira convenable de recommander.

Monsieur l'Orateur, j'ai déjà eu l'occasion de

le dire l'an dernier, je le répète cette année: Je n'ai pas la prétention de poser en réformateur de notre système agricole. Cependant, je dois dire aussi que je n'ai pas vécu au-delà de vingt-cinq ans en contact journalier avec nos cultivateurs sans avoir souvent déploré leur position, leur état peu avancé sous ce rapport de l'éducation agricole et sans avoir aussi songé aux moyens d'y porter remède, de la manière la plus prompte et la plus efficace.

Aujourd'hui, tout le monde s'accorde à dire que les sociétés d'agriculture ont fait leur temps et qu'elles sont loin d'avoir produit tout le bien qu'on en attendait et que ni les écoles d'agriculture, ni l'enseignement agricole dans les écoles normales ne donneront de résultat avant longtemps.

A mon avis, tout ce rouage compliqué et dispendieux, imité ou plutôt emprunté des vieux pays où les classes agricoles sont très avancées, ne peut le moins du monde convenir à la masse de notre population, qui voit, sinon avec mépris, au moins avec indifférence tout le travail, tous les efforts, tous les avantages qu'on s'évertue à lui offrir.

On dira encore comme je l'ai entendu dire plusieurs fois: Tant pis pour les ignorants et les rétrogrades. Nous légiférons pour des gens éclairés qui veulent marcher dans la voie du progrès et des améliorations. Mais, Monsieur l'Orateur, ces derniers constituent une bien minime portion de notre population agricole qui peut bénéficier du système actuel, tandis que les premiers constituent l'immense majorité qui aurait besoin d'un genre d'éducation et d'une protection en harmonie avec sa position et à laquelle on pourrait venir en aide par des moyens convenables pour la faire avancer dans la voie du progrès et des améliorations.

J'ai eu occasion à la dernière session, lors de la deuxième lecture du bill d'agriculture, de dire ma pensée sur ce système compliqué et son peu de résultats pratiques pour la masse de notre population agricole. Les idées que j'ai émises dans cette circonstance sur les moyens de répandre et de populariser l'éducation agricole parmi nos cultivateurs maintenant à l'oeuvre, n'ont pas eu d'échos dans cette enceinte; cependant, ces mêmes idées ont été accueillies et commentées avec faveur par la presse du pays, anglaise comme française. Est-ce donc, Monsieur l'Orateur, que les journalistes qui vivent dans les villes et éloignés des champs, connaîtraient mieux les véritables besoins de nos cultivateurs que la plupart des députés qui vivent au milieu d'eux?

Quoi qu'il en soit, cette question des besoins du peuple et des moyens de populariser chez lui la science de l'agriculture, ne peut-être trop étendue et ne doit pas lasser la patience de ceux qui sont chargés spécialement de veiller à ses intérêts et si je ne réussis pas à faire prévaloir mes idées, au moins j'aurai la satisfaction d'avoir provoqué des discussions qui tourneront, j'en ai la certitude, à l'avantage du pays et

qui auront pour résultat de faire surgir un nouveau système plus complet et plus effectif que celui qui a existé jusqu'à aujourd'hui ou au moins de le modifier de manière à rendre ce système plus parfait.

J'ose me flatter que j'aurai l'avantage de donner devant le comité d'agriculture un plan détaillé d'un système qui, à mon avis, joindrait l'efficacité à l'économie et je dois ajouter que ce système loin de détruire celui qui a déjà été recommandé par le comité agricole ne fera que le perfectionner et le rendre d'une exécution plus facile.

Je désire que le gouvernement nomme des commissaires connaissant bien tout le pays, ses besoins. Ils diviseraient le pays en grandes divisions, subdivisées en sous-régions où se trouveraient des conseils agricoles.

M. J.-H. BELLEROSÉ (Laval): Je ne puis laisser la Chambre adopter cette motion sans remercier le député de Portneuf (M. LaRue). C'est une bonne pensée qui l'a porté à attirer l'attention de la Chambre sur une question aussi importante.

Il est évident que l'agriculture a fait d'immenses progrès dans la province de Québec depuis vingt-cinq ans. Je n'ai pas visité tout le pays, mais je connais le district de Montréal et la vallée de l'Outaouais. Là, l'agriculteur est à la hauteur de sa position, à quelques exceptions près. Ce n'est donc pas pour blâmer que j'ouvre la bouche, mais pour constater les progrès de l'agriculture et souhaiter qu'ils continuent. Si j'avais en main certain travail statistique, je prouverais que nous sommes à Montréal aussi avancés qu'en Ontario. Sous bien des rapports, cette partie du Canada ne le cède en rien aux États-Unis et lui est supérieure à certain points de vue.

Le même rapport constate que chaque arpent à Québec et en Ontario produit autant que chaque arpent aux États-Unis. C'est ce qui prouve qu'il ne faut pas dépasser la ligne 45 pour trouver le progrès. Il existe autant ici que chez nos voisins.

Je suis d'avis que les sociétés d'agriculture ont fait leur temps. Elles ne produisent pas le bien qu'on en attendait. C'est une institution qui coûte trop cher pour les services qu'elle rend.

Les écoles d'agriculture ne sont pas non plus à la hauteur de leur tâche et ne rendent pas de grands services à ceux qu'elles sont appelées à instruire.

S'il y a eu progrès, c'est grâce à l'exemple donné par des étrangers établis parmi nous et ayant appris l'art de cultiver en Europe. C'est à cet exemple que le comté de Laval, que j'ai l'honneur de représenter, doit ses progrès.

Je pourrais en dire autant du comté de Terrebonne, où les étrangers ont opéré une révolution. Aujourd'hui, les enfants du sol peuvent lutter contre les cultivateurs venus des pays étrangers.

Les fermes modèles ne feront rien pour activer les progrès. Il existe contre elles un préjugé. Elles sont entre les mains d'hommes riches et les cultivateurs pensent qu'on ne les rend productives qu'à prix d'argent. Il faudrait des fermes modèles dirigées par des cultivateurs n'ayant pas plus de moyens que ceux au milieu desquels ils vivent.

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVEAU (Québec-Comté): Quoique le gouvernement ne soit pas prêt à dire qu'il est disposé à dépenser les sommes nécessaires pour mettre en force le système proposé, cependant, il verra avec plaisir étudier ces questions importantes. Sous l'administration Hincks-Morin, on a essayé d'appliquer une partie du système préconisé par M. LaRue. Cette administration avait nommé des commissaires qui parcouraient le pays et donnaient des conférences sur l'art agricole. Mais l'administration MacNab-Taché mit fin à ce système. Je ne veux pas dire qu'elle a eu raison, mais je veux donner une preuve d'un fait qui se produit souvent. Quelquefois l'opinion publique demande une mesure nouvelle et à peine l'a-t-elle obtenue qu'elle la condamne comme impraticable.

Cependant, nous verrons avec plaisir le comité étudier le projet du député de Portneuf.

M. D.-A. COUTLEE (Soulanges): Je me lève quand même ce ne serait que pour féliciter les honorables députés de Portneuf et de Laval d'avoir appelé l'attention de la Chambre sur une question aussi capitale pour toute la province. Je ne suis pas cependant de l'avis de ces honorables membres à l'endroit des sociétés d'agriculture. Ces sociétés sont, suivant moi, appelées à faire le plus grand bien à la question d'agriculture, mais le gouvernement devrait modifier une loi relative à ces sociétés; il devrait changer le mode d'encouragement qu'il leur donne.

Il y a aussi des jeunes gens qui vont suivre des cours d'agriculture; mais une fois revenus à la maison paternelle ils reprennent la routine suivie par leurs pères. Il faut obvier à ce malheur; il faut établir des écoles d'agriculture qui s'attachent spécialement à détruire cette routine.

M. V. ROBERT (Rouville): Je crois que les préopinants ont si bien fait voir le besoin de l'agriculture que je ne puis rien dire après eux. La loi d'agriculture passée à la dernière session ne vaut rien. Le major Campbell, le célèbre agronome qui habite mon comté, est de mon opinion.

La résolution est adoptée.

Demande de documents:

Chemins à barrière de la rive sud

M. L.-J. BEAUBIEN (Hochelaga): Propose,

appuyé par le représentant de Québec-Est (M. J.-P. Rhéaume), qu'il soit présenté une humble adresse à Son Excellence le lieutenant-gouverneur, priant Son Excellence de vouloir faire mettre devant cette Chambre un état des comptes, dépenses et recettes des syndics des chemins à barrière de la rive sud; aussi, un état des débentures émises par eux, depuis le moment où la commission de la rive sud fut séparée de celle de la rive nord jusqu'à ce jour.

Il espère que le gouvernement fournira les renseignements et les documents demandés.

Adopté.

Chemins de la rive sud

M. O. PELLETIER (Bellechasse): Propose, appuyé par le représentant de Portneuf (M. P. LaRue), qu'il soit présenté une humble adresse à Son Excellence le lieutenant-gouverneur, priant Son Excellence de vouloir faire mettre devant cette Chambre un état indiquant les montants annuels des recettes et des dépenses sur les divers chemins de la rive sud du fleuve Saint-Laurent, depuis qu'ils sont sous le contrôle des syndics des chemins à barrière de Québec, en vertu de l'acte 18 Victoria, chapitre 235, jusqu'au moment où la commission de la rive nord s'est séparée de celle du sud; aussi, la longueur macadamisée et entretenue sur chacun des chemins mentionnés dans la section VIII du même acte.

Adopté.

Jurés et Jurys

M. E. CARTER (Montréal-Centre): Propose, selon l'ordre du jour, la troisième lecture du bill pour amender la 32e Victoria, chapitre 22, concernant les jurés et les jurys.

Adopté.

Il est résolu que le bill passe, et que le titre soit: "Acte pour amender la loi concernant les jurés en matière civile et la qualification des jurés dans le comté de Gaspé".

Il est résolu que le greffier porte le bill au Conseil législatif, et demande son concours.

Code de procédure civile du Bas-Canada

M. P. BACHAND (Saint-Hyacinthe): Propose, selon l'ordre du jour, la troisième lecture du bill pour amender certains articles y mentionnés du code de procédure civile du Bas-Canada.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif, et demande son concours.

Manufactures de fromage et de beurre

M. V. ROBERT (Rouville): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme de nouveau en comité pour étudier le bill du Conseil législatif, intitulé: "Acte pour protéger

les manufactures de fromage et de beurre en cette province".

Adopté.

Le comité étudie le bill et en fait rapport, avec des amendements.

Vente des terres par les municipalités

M. J. PICARD (Richmond-Wolfe): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité pour étudier le bill pour amender l'acte 27 Victoria, chapitre 9, concernant la vente des terres par les municipalités.

En comité:

M. E. CARTER (Montréal-Centre): Puisque plusieurs amendements importants ont été apportés, je propose que le comité se lève pour permettre l'impression de ces amendements.

M. J. PICARD (Richmond-Wolfe): S'oppose à cette proposition, car les amendements sont bien connus du député de Montréal-Centre (M. E. Carter) et des autres membres de cette Chambre. Le bill a été présenté à la dernière session, a subi ses trois lectures, mais fut rejeté par le Conseil qui le reçut trop tard.

M. J.-A. CHAPLEAU (Terrebonne): Appuie la position du député de Richmond-Wolfe (M. J. Picard).

M. E. CARTER (Montréal-Centre): N'insistera pas si les amendements peuvent être imprimés et distribués aux députés avant la troisième lecture.

Le comité fait rapport à la Chambre du bill, avec des amendements.

Interdiction des ivrognes d'habitude

M. C.-B. GENEST (Trois-Rivières): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité pour étudier le bill pour pourvoir à l'interdiction des ivrognes d'habitude.

En comité:

M. H.-G. JOLY (Lotbinière): Présente quelques amendements pour accorder quelques pouvoirs aux propriétaires d'asiles pour ivrognes. Il loue hautement M. Wakeman, le propriétaire de Bellemont.

M. E. J. HEMMING (Arthabaska): Dit que la Chambre doit procéder avec beaucoup d'attention à l'étude de ce bill, parce qu'il risque de heurter la liberté des individus. Il croit que le bill doit être rédigé de telle sorte qu'il appartienne aux proches d'une personne de réclamer son interdiction. Tel que rédigé actuellement, le bill permet aux amis de procéder contre un ivrogne d'habitude.

Le comité fait rapport du bill, avec des amendements.

Township de Tingwick

M. J. PICARD (Richmond-Wolfe): Propose, appuyé par le représentant de Shefford (M. M.-A. Bessette), que le bill pour annexer une partie du township de Tingwick au township de Wotton, pour les fins de la représentation, soit maintenant lu une deuxième fois.

La Chambre connaît ce bill depuis longtemps, c'est la troisième fois qu'il vient devant la Chambre. Mes efforts pour le faire adopter sont toujours venus se briser contre l'opposition de M. Hemming et des députés représentant les treize comtés anglais.

Il s'agit pourtant d'une affaire bien simple et qui, à coup sûr, ne met pas en danger les intérêts du pays. Quatre habitants du township de Tingwick se trouvent éloignés des établissements de cette localité. Trois lacs et une bonne distance les séparent. Toutes leurs affaires, leurs intérêts, les appellent à Wotton, dont l'église et les marchands sont à leur porte. C'est pour rendre un grand service à ces quatre personnes que je désire annexer leurs terres au township de Wotton.

Aux termes de la constitution, ce sont les députés anglais seuls qui peuvent permettre ce changement et, depuis quatre ans, je ne puis vaincre leur résistance.

M. E. J. HEMMING (Arthabaska): Propose, appuyé par le représentant de Compton (M. J. Ross), sous forme d'amendement à la question, que le mot "maintenant" soit effacé, et que les mots "de ce jour en six mois" soient ajoutés à la fin d'icelle.

Je puis à peine contenir mon indignation, mais je dis que la conduite de M. Picard est injurieuse pour les représentants des treize comtés anglais. Comment, nous lui avons déjà refusé deux fois ce qu'il demande, cependant, il revient à la charge une troisième fois! Est-ce qu'il veut soulever les passions contre nous? Est-ce qu'il doute de nous? Notre fermeté a sa raison d'être. Nous ne voulons pas porter atteinte à la constitution qui nous accorde une sauvegarde. Pourquoi nous demande-t-on de toucher à l'Acte de 1867? Pourquoi plaie à quatre cultivateurs, qui ne possèdent pas une terre chacun, mais seulement des demi-lots?

Parce que je ne veux pas me rendre au désir de M. Picard, je me vois en butte aux attaques d'une clique qui veut me perdre dans mon comté. Mais je ne crains pas les attaques de mes ennemis, et ils ne me feront aucun mal. J'ai confiance dans la libéralité des Canadiens français de mon comté, et je sais que les trois quarts des électeurs sont en ma faveur.

Je demande que le bill soit renvoyé à six mois.

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVÉAU (Québec-Comté): Propose que les débats soient ajournés à demain. Bien que l'ordre du jour contienne encore plusieurs articles, il demande l'ajournement afin que le sous-comité du code municipal puisse siéger ce soir. Il demandera aussi que tous les jours, après aujourd'hui, soient des journées du gouvernement, afin de régler rapidement les affaires.

Adopté.

Documents

Coroners de la province de Québec

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVÉAU (Québec-Comté): Présente à la Chambre: Réponse à une adresse de l'Assemblée législative, datée le 16 décembre 1869, demandant un état des enquêtes des coroners de la province de Québec, depuis l'inauguration de la Confédération; cet état indiquant le nombre d'enquêtes tenues par les coroners, les causes de la mort, les noms des médecins dont les services ont été requis par les coroners, et les jurés dans ces cas d'enquêtes; le nombre d'autopsies faites par le ou les médecins appelés dans ces enquêtes, et les rapports faits par le jury du coroner dans chaque enquête. (Documents de la session, no 15).

Voici un état des enquêtes des coroners de la province, tel que demandé. Il espère que la Chambre ne se plaindra pas quand elle apprendra, dans les prévisions budgétaires, les frais de cette enquête. Cela démontre que de telles demandes sont parfois très coûteuses.

Message du Conseil législatif:

Le Conseil législatif a passé les bills suivants, sans amendement: Bill intitulé: "Acte pour établir un système général de police en cette province".

Bill intitulé: "Acte pour incorporer la société appelée "La Société Saint-Jean-Baptiste de Saint-Romuald-de-Farnham".

Et aussi, le Conseil législatif a passé le bill intitulé: "Acte pour rendre valides certains actes notariés", avec plusieurs amendements, auxquels il demande le concours de cette Chambre.

La Chambre procède à prendre en considération les amendements faits par le Conseil législatif au bill intitulé: "Acte pour rendre valides certains actes notariés".

Les amendements sont lus une première fois.

La Chambre s'ajourne à six heures.

Séance du 21 janvier 1870

Sous la présidence de l'honorable J.-G. Blanchet

La séance s'ouvre à trois heures-

Dépôt et lecture de pétitions :

Les pétitions sont séparément présentées et déposées sur la table:

Par l'honorable M. Langevin, la pétition de Etienne-T. Paquet et autres, des paroisses de Saint-Etienne-de-Lauzon et Saint-Nicolas et la pétition de Amable Guay et autres, de la paroisse de Saint-Joseph-de-Lévis, toutes deux du comté de Lévis.

Par M. Carter, la pétition du révérend W. Taylor et autres, doyens de l'Eglise Erskin, Montréal et la pétition du révérend Henry Wilks et autres, de l'Eglise Zion, Montréal.

Conformément à l'ordre du jour, les pétitions suivantes sont lues:

De W. E. Oliver et autres, du township de Barnston, comté de Stanstead et du révérend F. Michon et autres, de la paroisse de Sainte-Anne de Stukeley demandant respectivement de l'aide pour des chemins.

De Marcel Hébert et autres, de la paroisse de Saint-Magloire, comté de Bellechasse, demandant de l'aide pour parachever un moulin à farine.

Introduction de bills:

M. C.-B. GENEST (Trois-Rivières): Demande la permission d'introduire un bill pour amender de nouveau le chapitre vingt-sept des statuts refondus pour le Bas-Canada, concernant les maîtres et les serviteurs dans les cantons ruraux. Accordé.

M. E. CARTER (Montréal-Centre): Demande la permission d'introduire un bill pour amender l'acte de la Législature de cette province, trente-deuxième Victoria, chapitre soixante-neuf, concernant l'association des dentistes de cette province.

Accordé.

Honoraires de certains officiers de justice

L'HONORABLE G. OUMET (Deux-Montagnes): Propose, selon l'ordre du jour, la troisième lecture du bill concernant les tarifs d'honoraires pour certains officiers de justice.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Pont Dorchester

L'HONORABLE J.G. ROBERTSON (Sherbrooke): Propose, selon l'ordre du jour, la troisième lecture du bill pour autoriser un prêt

aux syndics des chemins à barrières de Québec, pour la réparation du pont Dorchester.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Emission des licences

L'HONORABLE J.G. ROBERTSON (Sherbrooke): Propose, selon l'ordre du jour, la troisième lecture du bill concernant l'émission des licences.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Comité des voies et moyens

L'HONORABLE J.G. ROBERTSON (Sherbrooke): Propose, la deuxième lecture du rapport du comité des voies et moyens.

Adopté.

Subsides

L'HONORABLE J. G. ROBERTSON (Sherbrooke): Demande la permission d'introduire un bill pour accorder à Sa Majesté certaines sommes d'argent nécessaires pour subvenir à certaines dépenses du gouvernement civil pour la présente année financière, et pour l'année financière finissant le trentième jour de juin mil huit cent soixante et onze, et pour d'autres fins se rattachant au service public.

Accordé.

Usage du parchemin pour les documents publics

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVEAU (Québec-Comté): Propose, selon l'ordre du jour, la deuxième lecture du bill pour dispenser de l'usage du parchemin pour les documents publics.

Adopté.

Maintien de certains actes

L'HONORABLE G. OUMET (Deux-Montagnes): Propose, selon l'ordre du jour, la deuxième lecture du bill pour continuer, pendant un certain temps, certains actes y mentionnés.

Adopté.

Le bill est renvoyé au comité permanent des lois expirantes.

Interdiction des ivrognes d'habitude

M. C.-B. GENEST (Trois-Rivières): Propose, selon l'ordre du jour, la troisième lecture du bill pour pourvoir à l'interdiction des ivrognes d'habitude.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Division de Tingwick et Wotton

Selon l'ordre du jour, la Chambre reprend les débats ajournés sur l'amendement proposé hier à la question "que le bill pour annexer une partie du township de Tingwick au township de Wotton, pour les fins de la représentation, soit maintenant lu une seconde fois;" lequel amendement était que le mot "maintenant" soit effacé et que les mots "de ce jour en six mois" soient ajoutés à la fin d'icelle.

M. E. J. HEMMING (Drummond-Arthabaska): Demande au premier ministre s'il n'avait pas été entendu que le gouvernement ne consentirait pas aux modifications des frontières de comtés, telles que fixées par l'Acte de la Confédération, si les représentants des comtés environnants n'y consentaient pas.

J'ai expliqué la question, hier, il ne me reste que peu de choses à ajouter. Le gouvernement, l'an dernier, a déclaré qu'il ne permettait pas un changement dans les limites des comtés, à moins que les députés, représentant les comtés intéressés ne donnent leur consentement. Or, je suis intéressé et je ne le donne pas. M. Picard a dit que je représentais un comté dont la majorité des électeurs se compose de Canadiens français, et que je devrais craindre pour mon élection si je persistais à m'opposer à son bill. J'ai déjà répondu à cela. Je puis lui dire aussi qu'il se trouve dans la même position, attendu qu'il y a plus d'Anglais que de Canadiens français à Richmond et Wolfe. Les électeurs condamnent sa mesure et s'il ne tient pas à rentrer dans la vie privée, il ferait mieux de retirer son bill.

M. J. PICARD (Richmond-Wolfe): Toute la Chambre peut voir que M. Hemming est beaucoup plus calme qu'hier soir. Il insinuait, à la dernière séance, que je parcourais son comté pour le perdre. Je l'assure qu'il se trompe, car je n'ai pas le temps de me livrer à ce travail. Du reste, ses électeurs sont assez intelligents pour juger eux-mêmes cette question, et savoir à quoi s'en tenir sur sa conduite.

Je dois lui dire que les Anglais de mon comté approuvent ma mesure. Le député du comté, aux Communes, ne voit aucune objection à ce qu'elle passe.

J'aimerais connaître l'opinion des députés anglais sur cette question.

M. J.-A. CHAPLEAU (Terrebonne): Je crois que des discussions de ce genre sont regrettables. Du moment où il y a un semblant de conflit de nationalité, l'on devrait les écarter. Il m'a été pénible de voir que, sur une question aussi simple, on a soulevé tant d'acrimonies, et fait tant de remarques acerbes. M. Hemming a laissé échapper des paroles aigres à l'adresse de M. Picard et à l'adresse d'un journal. La mesure du député de Richmond et Wolfe n'est pas de nature à nuire à qui que ce soit; au contraire,

elle ne peut que rendre des services et on ne conçoit pas qu'elle suscite de l'opposition.

On a accordé le privilège qu'il réclame à trois ou quatre comtés. Il y a un moyen de simplifier cette question et de couper court à toute discussion: c'est de se demander si cette mesure est juste. Or, personne n'ose dire qu'elle lèse les intérêts de qui que ce soit. Pourquoi donc alors invoquer l'Acte d'Union, pourquoi dire que le gouvernement ne permettra aucun changement de comté, quand des députés ou des représentants ne sont pas d'accord? Cela est impossible. Le gouvernement qui admettrait un tel principe serait coupable. Ce n'est pas comme cela qu'on doit traiter les mesures, mais sur leur mérite.

Je crois que M. Picard a droit de savoir quels sont ceux des treize comtés qui s'opposent à sa mesure.

Il est bon que l'on sache où se trouvent la libéralité et l'esprit de justice, et M. Picard a le droit d'insister pour le savoir et pour faire passer sa mesure, car son devoir l'y oblige, et tout député à sa place, pousserait la chose jusqu'au bout.

Mais, dit-on, est-ce bien la peine de faire un bill pour quatre personnes? Je rétorquerai l'argument: pourquoi refuser cette mesure à ces quatre personnes, si c'est si peu de chose, si cela dérange si peu l'état du comté?

On dit aussi: Il ne faut pas accorder ce bill, parce que ce serait créer un précédent. Ce n'est pas là une manière de raisonner. Quand il s'agit de rendre justice, on ne doit pas craindre de créer un précédent. Je crois que ceux qui ont des privilèges dans cette Chambre ne devraient s'en servir qu'au moment d'un grand danger. Autrement, l'on commettra des injustices flagrantes.

M. J. ROSS (Compton): Je me suis trouvé aussi dans la même position, mais je n'ai pas voulu soumettre un projet de loi comme celui du député de Richmond & Wolfe, pour ne pas porter atteinte à la constitution.

M. H.G. JOLY (Lotbinière): Propose que la question soit laissée à la discrétion des députés anglais afin de se mettre d'accord avec la constitution qui leur accorde le privilège de changer seuls les limites des treize comtés.

L'HONORABLE G. IRVINE (Mégantic): Je ne pense pas qu'il soit nécessaire de faire voter séparément les membres représentant les comtés anglais. Ce n'est pas ce que dit l'Acte de 1867. Pour se conformer à la constitution, la Chambre doit se prononcer dans les formes ordinaires, et il faut que le bill soit accompagné d'une adresse au lieutenant-gouverneur, lors de la sanction des bills, constatant que les députés anglais sont en faveur de la mesure.

Je ne pense pas que le discours chaleureux que vous avez entendu ait sa raison d'être. Je n'ai pas vu les questions de nationalité qu'on a voulu nous montrer.

Je n'y vois qu'une affaire personnelle entre M. Hemming et M. Picard. Il me semble qu'il y a un moyen simple de trancher cette question. Ce serait de référer cette mesure à un comité composé des treize députés anglais, et la question sera décidée à la majorité. Alors la Chambre, s'ils l'approuvent, n'aura qu'à suivre leur exemple.

M. C. DUNKIN (Brême): Dit qu'il allait parler dans le même sens que le solliciteur général et proposer une motion, afin de débarrasser la Chambre de cette question.

L'HONORABLE J.-E. CAUCHON (Montmorency): Nous devons procéder suivant les règles de cette Chambre. Quand une mesure de ce genre se présente, il faut, pour qu'elle obtienne la sanction du gouverneur, qu'elle soit accompagnée d'une adresse constatant l'approbation des députés qui ont le privilège de changer les limites de ces comtés. Il est inutile de recourir aux moyens proposés par M. Irvine. Il serait préférable de laisser le bill suivre le cours ordinaire des épreuves parlementaires; mais, afin de laisser aux députés des treize comtés en question le temps de s'entendre, on devrait suspendre la seconde lecture et l'oeuvre qui aurait eu lieu en comité pourra être faite.

J'ai un conseil à donner aux douze députés. Ils ne doivent pas dire: En changeant les limites de ce comté, nous portons atteinte à la constitution. Le fait qu'ils ont un privilège ne veut pas dire que la constitution doit rester intacte; ce privilège qu'on ne peut changer les limites du comté sans eux est un argument démontrant qu'ils ont le droit d'opérer ce changement, qu'il n'est pas dangereux de le faire.

Si j'avais un conseil à donner à ceux qui combattent le bill, je leur dirais: Assemblez-vous, discutez la mesure et voyez si elle blesse quelques intérêts. Si elle ne nuit à qui que ce soit, dites à la Chambre: Nous adoptons la mesure. Dans le cas contraire, si dans votre opinion elle n'est pas en rapport avec vos idées de justice, venez nous dire que vous la condamnez et pourquoi. Il faut à tout prix juger cette question à ce point de vue. C'est la seule manière de l'envisager et d'écarter toute question irritante.

Nous devons faire tous nos efforts pour empêcher la discorde d'éclater au milieu de nous, et ne pas renouveler les querelles du passé. Nous en avons trop eu jadis, de ces querelles de religion et de nationalité.

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVEAU (Québec-Comté): Je crois que cette difficulté est regrettable, mais je dois féliciter la Chambre sur l'esprit de conciliation dont elle a fait preuve.

Je ne pense pas que l'annexion de quatre terres ait, pour les fins de la représentation, des résultats appréciables. M. Hemming m'a demandé si je n'avais pas dit que le gouvernement s'opposerait à tout changement dans les limites

de comté, si les députés n'étaient pas d'accord. Le gouvernement n'a pas posé un principe aussi absolu et allant aussi loin.

Il me semble qu'il n'y a pas de question de nationalité en jeu et que les deux députés qui se combattent devraient s'entendre et régler cette question à l'amiable. Qu'ils laissent le comté intact pour ce qui regarde les fins de la représentation, et ne le changent que pour les affaires municipales et des paroisses.

Les deux comtés sont représentés, les anglais par des Canadiens français et ces derniers, par des Anglais. Il me semble que, dans un comté où la population mêlée s'accorde si bien, il serait regrettable de voir les députés se quereller. L'exemple de la libéralité ne devrait pas partir d'en bas.

L'HONORABLE J.-E. CAUCHON (Montmorency): Propose, appuyé par le représentant de Drummond-Arthabaska (M. E. J. Hemming), que ces débats soient ajournés jusqu'à lundi prochain.

Adopté.

Rapport de comités:

M. E. CARTER (Montréal-Centre): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le treizième rapport du comité permanent des bills privés. Voici ce rapport:

Votre comité a examiné le bill intitulé: "Acte pour amender l'acte de la ci-devant province du Canada, passé en la vingt-cinquième année du règne de Sa Majesté, intitulé: "Acte pour incorporer la Société de l'union Saint-Pierre de Montréal", et a l'honneur d'en faire rapport, sans amendement.

Education

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVEAU (Québec-Comté): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité pour étudier le bill pour amender de nouveau les lois concernant l'éducation en cette province.

Le comité étudie le bill et fait rapport, sans amendement.

Adopté.

Fermeture des auberges

M. E. CARTER (Montréal-Centre): Propose, selon l'ordre du jour, la deuxième lecture du bill pour abroger la section 16 de la 32e Victoria, chapitre 70, concernant la fermeture des auberges, cabarets, salons ou autres places d'entretien public.

Il explique que ce bill a pour objet d'accorder au conseil municipal le pouvoir de distinguer entre les hôtels et les cabarets dans ses règlements imposant une heure de fermeture.

Adopté.

Interpellations:Pont de glace à Trois-Rivières

M. C.-B. GENEST (Trois-Rivières): Demande si c'est l'intention du gouvernement de faire construire des piliers dans le fleuve Saint-Laurent, près de la ville des Trois-Rivières, pour y faire prendre annuellement un pont de glace, et créer par là des communications plus faciles pour le public avec le chef-lieu du district des Trois-Rivières, et aussi pour prévenir les inondations résultant de l'absence de ces piliers, au grand dommage d'une portion considérable des habitants des districts des Trois-Rivières et de Richelieu, et quelle somme d'argent sera appropriée à cette fin.

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVEAU (Québec-Comté): Cette question n'est pas du ressort du gouvernement; au reste, nos moyens ne nous permettent pas de faire cette dépense.

Exploration du Saint-Maurice

M. C.-B. GENEST (Trois-Rivières): Demande si c'est l'intention du gouvernement de faire continuer l'exploration du Saint-Maurice.

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVEAU (Québec-Comté): Oui.

Colonisation

M. J. GARON (Rimouski): Demande si c'est l'intention du gouvernement de livrer à la colonisation les townships Chénier et Duquesne, en arrière de Saint-Fabien et du Bic, et d'en ordonner l'arpentage si cela n'a pas été fait et si c'est l'intention du gouvernement de faire chaîner, arpenter et borner les terres de la Couronne qui se trouvent au sud-est et au sud-ouest de la seigneurie du lac Métis.

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVEAU (Québec-Comté): Répond que le gouvernement favorisera la colonisation à mesure que l'arpentage se fera.

M. J. GARON (Rimouski): Demande si c'est l'intention du gouvernement de faire chaîner, arpenter et borner les terres de la couronne qui se trouvent au S.-E. et au S.-O. de la seigneurie du lac Métis, le propriétaire profitant de la coupe des bois au détriment de la couronne qui ne devrait pas retarder d'ordonner cet arpentage pour l'avantage des colons et du gouvernement qui a perdu, l'an dernier, un montant assez considérable sur la coupe des bois et en perdra inévitablement encore cette année, en l'absence d'une ligne divisant la seigneurie du lac Métis d'avec les terres vacantes de la couronne.

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVEAU (Québec-Comté): Répond que la chose est sous considération.

Indemnité à Jonathan Noble

M. J. GARON (Rimouski.): Demande si c'est l'intention du gouvernement de s'entendre avec le gouvernement fédéral pour accorder une indemnité à M. Jonathan Noble, de Métis, qui a déboursé ses propres deniers pour faire réparer le chemin Kempt, avant la Confédération, avec l'espoir d'en être remboursé par la ci-devant province du Canada, suivant la requête présentée à Son Excellence le lieutenant-gouverneur, le 28 mars 1868, laquelle est appuyée de plusieurs affidavits de personnes dignes et respectables, constatant que ces réparations étaient indispensablement nécessaires pour faciliter le transport des malles de Sa Majesté à Ristigouche, à Métis, et celui des voyageurs.

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVEAU (Québec-Comté): Répond que cette demande est sous considération.

Chemin de colonisation

M. J. GARON (Rimouski): Demande si c'est l'intention du gouvernement d'accorder une somme d'environ \$500 à \$600 pour faire réparer l'ancien chemin Kempt et le rendre praticable, depuis le onzième mille en montant au seizième. Ce chemin, quoiqu'abandonné, suivant le dire de quelques personnes, ne devrait pas l'être, comme étant un des meilleurs chemins de colonisation et serait un des plus utiles s'il était travaillé et réparé dans l'intérêt des colons qui s'y sont établis en grand nombre dans le but de former deux ou trois paroisses. Les gens de Ristigouche ayant des affaires à Métis et ceux qui se sont établis le long de ce chemin sont obligés de passer par le chemin Matapédine et Sainte-Flavie, ce qui leur occasionne un détour de sept lieues qui pourrait être facilement évité en réparant ce chemin.

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVEAU (Québec-Comté): Répond que ce n'est pas l'intention du gouvernement.

M. L'ORATEUR: Fait remarquer à M. Garon qui a trois interpellations très longues sur les ordres du jour, que ces questions doivent être très courtes et ne sont nullement motivées.

Compagnie d'emménagement de Montréal

M. E. CARTER (Montréal-Centre): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité pour étudier le bill pour amender l'acte d'incorporation de la compagnie d'emménagement de Montréal.

Le comité étudie le bill et fait rapport, sans amendement.

Compagnie d'ardoise de Rockland

M. E. CARTER (Montréal-Centre): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme

en comité pour étudier le bill pour autoriser la compagnie d'ardoise de Rockland à augmenter son fonds capital.

Le comité étudie le bill et fait rapport, sans amendement.

Société calédonienne de Montréal

M. L. R. CHURCH (Ottawa): Propose, selon l'ordre du jour, la deuxième lecture de l'amendement fait par le Conseil législatif au bill intitulé: "Acte pour incorporer la Société calédonienne de Montréal."

Adopté.

Société de numismatique et d'archéologie de Montréal

M. E. CARTER (Montréal-Centre): Propose, selon l'ordre du jour, la deuxième lecture de l'amendement fait par le Conseil législatif au bill intitulé: "Acte pour incorporer la Société de numismatique et d'archéologie de Montréal."

Adopté.

Erection de municipalités dans le comté de Beauce

M. C. H. POZER (Beauce): Propose, selon l'ordre du jour, la deuxième lecture du bill pour ériger les cantons de Tring, Forsyth, Adstock, Dorset, et une partie du canton de Shenly, dans le comté de Beauce, en municipalités locales.

Adopté.

Absence du représentant de Montréal-Ouest

M. W. OGILVIE (Montréal-Ouest): Demande la permission de s'absenter pendant huit jours, en conséquence d'affaires urgentes.

Accordé.

Travaux de la Chambre

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVEAU (Québec-Comté): Propose qu'à compter de lundi prochain, inclusivement, pendant le reste de la session, les mesures du gouvernement aient la préséance sur toutes autres mesures, à chaque séance de la Chambre.

Adopté.

La Chambre s'ajourne à six heures.

Séance du 24 janvier 1870

Sous la présidence de l'honorable J.-G. Blanchet

La séance s'ouvre à trois heures et demie.

Dépôt et lecture de pétitions:

Les pétitions suivantes sont séparément présentées et déposées sur la table:

Par M. Gélinas — la pétition de Maxime Saint-Godard et autres.

Par M. Coutlée — la pétition du révérend T. Cholet et autres, du comté de Soulanges.

Par M. Carter — la pétition de H.L. Parsons et autres, au nom de la Société des amis, Montréal; la pétition des Fils de tempérance de la province de Québec, division Howard no. 1; la pétition de la Société de tempérance de Montréal; et la pétition du révérend W. Taylor et autres, de la cité de Montréal.

Par M. Ross — la pétition de Alexandre Fauteux et autres, des townships de Clifton et Auckland.

Par M. Chapleau — la pétition de J.-A. Herxieux et autres.

Conformément à l'ordre du jour, les pétitions suivantes sont lues:

Du révérend J.H. Graham et autres, le principal, et les syndics du collège Saint-François, Richmond, demandant de l'aide.

De C. Abbott et autres, du township de Magog, comté de Stanstead — de Etienne T. Parent et autres, des paroisses de Saint-Etienne-de-Lauzon et Saint-Nicolas — et de Amable Guay et autres, de la paroisse de Saint-Joseph-de-Lévis, demandant respectivement de l'aide pour des chemins.

Du révérend W. Taylor et autres, les doyens de l'Eglise Erskin, Montréal — et du révérend Henry Wilkes et autres, de l'Eglise Zion, Montréal, demandant respectivement que la section 16 de la 32e Victoria, chapitre 70, concernant la fermeture des auberges, etc., ne soit pas abrogée.

Rapport de comités:

M. E. CARTER (Montréal-Centre): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le quatorzième rapport du comité permanent des bills privés. Voici le rapport:

Votre comité a examiné les bills suivants, et y a fait certains amendements, qu'il recommande humblement à la considération de votre honorable Chambre:

Bill intitulé: "Acte pour incorporer le Collège de pharmacie de la province de Québec".

Bill intitulé: "Acte pour rappeler en partie le chapitre 72 de la 32e Victoria".

Code municipal

L'HONORABLE G. OUMET (Deux-Montagnes): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre

le troisième rapport du comité spécial sur le bill intitulé: "Le code municipal de la province de Québec". Voici le rapport:

Votre comité a l'honneur de faire rapport à votre honorable Chambre:

Qu'à la dernière séance de votre comité, le sous-comité, nommé par votre comité pour prendre en considération le code municipal introduit devant votre honorable Chambre par l'honorable procureur général, a fait rapport à votre comité du résultat de ses travaux.

Que votre comité approuve ledit rapport ci-annexé, marqué A, et le projet de codification tel que préparé par son sous-comité, et soumet l'un et l'autre à la considération de votre honorable Chambre, avec aussi les résolutions suivantes, qui, si elles sont approuvées par votre honorable Chambre, devront former partie du code.

Résolu que l'article suivant soit ajouté au code municipal de la province de Québec, après l'article 707:

707a. Le capital de tous les deniers placés en banque ou en bons de la Puissance, garantis par hypothèque, ou autrement investis comme prêt au fonds social donnant un revenu annuel, est également un bien imposable.

Résolu qu'après l'article 719 du même code, l'article suivant soit inséré comme conséquence de l'article 707a:

719a. Les propriétaires ou les administrateurs des biens imposables mentionnés à l'article 707a doivent donner aux estimateurs, sur la demande de l'un deux, un état par écrit et assermenté de ces biens. A défaut de cet état, ou s'il n'est pas cru à l'exactitude de celui produit, les estimateurs feront eux-mêmes l'évaluation de ces biens.

Résolu que les dispositions des autres articles du code, affectées par les deux articles ci-dessus adoptés, soient mises en rapport avec ces deux articles.

A

Assemblée législative,
Québec, 21 janvier 1870

Votre sous-comité a l'honneur de faire rapport à votre comité, qu'il a pris en considération le code municipal introduit devant la Chambre par l'honorable procureur général;

Que votre sous-comité a tenu cinquante-trois séances.

Qu'il a entendu A.-T. Marsan, écuyer, avocat, premier clerc du bureau de l'honorable procureur général, et chargé spécialement par ce dernier de préparer le projet de code, et aussi d'y faire tels amendements qui pourraient être jugés expédients.

Qu'il a aussi pris en considération les suggestions qui lui ont été faites par l'honorable James Ferrier et M. H.W. Hencker, ainsi que celles qui lui ont été faites par divers conseils municipaux et par plusieurs autres personnes qui prenaient intérêt à cette importante mesure.

Que, dans le but d'accélérer ses procédés et mettre votre comité en état de faire rapport du code à la Chambre pendant la présente session, votre sous-comité a continué ses travaux après l'ajournement de la Chambre, le 23 de décembre dernier, et a tenu, à cet effet, ses séances depuis le 24 au 29 décembre, inclusivement, et a repris ses travaux le sept janvier, et les a continués jusqu'à ce jour, sans interruption.

Que, dans le but d'éviter des frais d'impression considérables, votre sous-comité a décidé à l'unanimité de ne prendre en considération que la version française du code, et c'est cette version qu'il soumet à votre approbation;

Qu'il a eu égard à la décision de votre comité relativement à la confection et à l'entretien des chemins de front, routes et ponts, mais qu'il a cru devoir assimiler les dispositions de l'acte d'agriculture aux dispositions municipales, et de les y incorporer, sauf certaines dispositions qui pourront faire l'objet d'une législation particulière plus tard.

Votre sous-comité croit devoir dire qu'il a apporté à la considération de cette importante loi toute l'attention dont il a été capable, et qu'il n'a adopté le projet qu'il vous soumet qu'après beaucoup de travail et de discussions, et après un examen approfondi des sujets qui font la matière du code.

Votre sous-comité doit aussi informer votre comité que, sur la proposition de M. Gendron, il a unanimement été d'opinion de recommander qu'une indemnité raisonnable fût accordée à monsieur Marsan, pour ses travaux et son trouble, votre sous-comité croyant que le salaire de ce monsieur n'est pas suffisant pour lui en tenir lieu.

En dernier lieu, votre sous-comité soumet le résultat de ses travaux avec confiance.

Compagnies à fonds social

M. F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): Fait rapport que le comité spécial chargé d'étudier le bill pour amender l'acte d'incorporation des compagnies à fonds social a examiné le bill, et y a fait des amendements.

Education

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVEAU (Québec-Comté): Propose, selon l'ordre du jour, la troisième lecture du bill pour amender de nouveau les lois concernant l'éducation en cette province.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif, et demande son concours.

Propriétés entre les mains d'administrateurs

L'HONORABLE G. OUMET (Deux-Montagnes): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité pour étudier le bill pour permettre aux administrateurs de disposer

plus avantageusement des propriétés entre leurs mains.

Il dit que cette loi limitera le pouvoir de l'administration sans contrarier le code civil.

Ce bill a pour but de permettre à tout administrateur des biens d'autrui, à tout curateur, etc., de vendre ou d'aliéner les capitaux placés dans toute compagnie à fonds social, etc., pour en placer le produit dans les fonds de la Puissance. Les propriétés qui seront à peu près improductives pourront être aussi vendues et les fonds provenant de cette vente devront aussi être employés à acheter des bons du Canada. Cependant, si le testament contient une clause à ce contraire, l'administrateur ne pourra pas se prévaloir de cette loi.

M. F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): Combat cette loi, alléguant qu'il faut respecter la volonté du testateur et que la loi actuelle porte atteinte à la liberté de tester.

Le comité étudie le bill et en fait rapport, avec des amendements.

Usage du parchemin dans les documents publics

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVEAU (Québec-Comté): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité pour étudier le bill pour dispenser de l'usage du parchemin dans les documents publics.

Le comité étudie le bill et en fait rapport, sans amendement.

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVEAU (Québec-Comté): Propose la troisième lecture dudit bill.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif, et demande son concours.

Cour du Banc de la Reine

L'HONORABLE G. OUMET (Deux-Montagnes): Propose, selon l'ordre du jour, la deuxième lecture du bill pour permettre de fixer les termes de la cour du Banc de la Reine par proclamation.

Adopté.

Subsides

L'HONORABLE J.G. ROBERTSON (Sherbrooke): Propose, selon l'ordre du jour, la deuxième lecture du bill pour octroyer à Sa Majesté certaines sommes d'argent nécessaires pour subvenir à certaines dépenses du gouvernement civil pour la présente année financière, et pour l'année financière finissant le trentième jour de juin mil huit cent soixante et onze, et pour d'autres fins se rattachant au service public.

Adopté.

Administration de la justice dans le comté de Saguenay

M. C. HAMILTON (Bonaventure): Propose que M. Brigham et M. Poupore soient ajoutés au comité spécial nommé pour s'enquérir de l'administration de la justice dans le comté de Saguenay.

Adopté.

Introduction de bills:

L'HONORABLE G. IRVINE (Mégantic): Demande la permission d'introduire un bill pour confirmer l'arpentage de la ligne de division entre les cantons de Grantham et Upton.

Accordé.

Ventes des terres par les municipalités

M. J. PICARD (Richmond-Wolfe): Propose la deuxième lecture du bill pour amender l'acte 27 Victoria, concernant la vente des terres par les municipalités.

M. H.-G. JOLY (Lotbinière): Je m'oppose à la deuxième lecture si M. Picard ne veut pas introduire dans ce bill une clause ôtant tout effet rétroactif à son bill.

Comme le bill n'est pas imprimé en anglais, la considération en est remise à une autre séance.

Voitures pour chemins d'hiver

M. L. MOLLEUR (Iberville): Propose, selon l'ordre du jour, la troisième lecture du bill pour amender l'acte concernant les voitures pour chemins d'hiver.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif, et demande son concours.

Manufactures de fromage et de beurre

Un bill du Conseil législatif, intitulé: "Acte pour protéger les manufactures de fromage et de beurre en cette province," est, selon l'ordre du jour, lu la troisième fois.

Il est ordonné que le greffier reporte le bill au Conseil législatif, et informe leurs honneurs que cette Chambre a passé ce bill avec plusieurs amendements, auxquels elle désire le concours de leurs honneurs.

Compagnie d'emmagasinage de Montréal

M. E. CARTER (Montréal-Centre): Propose, selon l'ordre du jour, la troisième lecture du bill pour amender l'acte d'incorporation de la Compagnie d'emmagasinage de Montréal.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif, et demande son concours.

Compagnie d'ardoise de Rockland

M. E. CARTER (Montréal-Centre): Propose, selon l'ordre du jour, la troisième lecture du bill pour autoriser la Compagnie d'ardoise de Rockland à augmenter son fonds capital.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif, et demande son concours.

Union Saint-Joseph de Montréal

La Chambre, selon l'ordre du jour, reprend les débats ajournés sur l'amendement qui fut, mardi, le dix-huit dernier, proposé à la question: "Que le bill pour venir au secours de l'Union Saint-Joseph de Montréal soit maintenant lu une seconde fois;" lequel amendement était que le mot "maintenant" soit retranché, et que les mots "de ce jour en six mois" soient ajoutés à la fin d'icelle.

M. E. CARTER (Montréal-Centre): Lors des débats sur cette question, le député de Saint-Jean m'a demandé si je connaissais l'état de la société; je suis prêt à lui répondre. D'après un état des finances de la société publié en 1867, l'union possédait au-delà de \$20,000.

En mai dernier, le trésorier n'avait en main qu'une somme de \$1,500. Cette somme cependant pourrait permettre à l'union de continuer ses opérations.

M. J. ROSS (Compton): Parle dans le même sens que le député de Montréal-Centre (M. Carter), et veut qu'on laisse la société remplir ses obligations.

M. E. LABERGE (Châteauguay): Je ne pensais pas que l'on combattrait ce bill. Je crois que l'opposition vient du fait que l'on n'en connaît pas le but. On devrait se rappeler que l'Union Saint-Joseph n'a été fondée que pour des fins de bienfaisance. Ce sont des ouvriers qui mettent en commun des souscriptions annuelles pour former un fonds afin de faire face aux besoins des membres malades et aider aux veuves des membres défunts. Aujourd'hui, la position de la société est très précaire. Elle ne peut remplir ses obligations sans mettre son existence en danger et il est inutile de parler de droits acquis, de demander une liquidation. Comme la société a un but de bienfaisance, il vaut mieux prendre les mesures les plus propres à rendre service à ses membres.

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVEAU (Québec-Comté): J'ai d'abord vu d'un mauvais oeil ce bill, mais, réflexion faite, je pense qu'en adoptant cette loi, nous ne ferons pas autre chose que ce qui se fait lorsqu'un marchand est insolvable. Ses créanciers se réunissent et la

majorité décide la façon dont devra se faire le partage. La position de la société est à peu près semblable.

Il y aurait peut-être un moyen de trancher la question, ce serait de marier ces quatre veuves qui font toute la difficulté aux quatre cultivateurs de M. Picard.

L'HONORABLE C. DUNKIN (Brôme): Suggeste au député de Montréal-Centre (M. Carter) de retirer sa motion, afin que le bill puisse être examiné en comité, où des amendements acceptables au proposeur pourront être présentés.

M. E. CARTER (Montréal-Centre): Accepte cette proposition, mais se réserve le droit de proposer sa motion à la troisième lecture.

Avec la permission de la Chambre, ladite motion est retirée.

Et la question étant de nouveau proposée.

Il est ordonné que le bill soit lu une deuxième fois maintenant.

Erection de municipalités dans le comté de Beauce

M. C.H. POZER (Beauce): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité pour étudier le bill pour ériger les cantons de Tring, Forsyth, Adstock, Dorset et partie du canton de Shenley, dans le comté de Beauce, en municipalités locales.

Adopté.

Le comité étudie le bill et en fait rapport, sans amendement.

Union Saint-Jacques de Montréal

M. V.-P. LAVALLEE (Joliette): Propose, selon l'ordre du jour, la deuxième lecture du bill pour venir au secours de l'Union Saint-Jacques de Montréal.

Adopté.

M. J.-A. CHAPLEAU (Terrebonne): Propose, selon l'ordre du jour, la deuxième lecture du bill concernant les minutes de feu Joseph Bell, notaire, de la cité de Montréal.

Adopté.

Union Saint-Pierre de Montréal

M. J.-A. CHAPLEAU (Terrebonne): Propose, selon l'ordre du jour, la deuxième lecture du bill pour amender l'acte de la ci-devant province du Canada, passé dans la vingt-cinquième année du règne de Sa Majesté, intitulé: "Acte pour incorporer la société de l'Union Saint-Pierre de Montréal".

Adopté.

Message du Conseil législatif:

Le Conseil législatif a passé un bill intitulé: "Acte pour refondre et amender les actes relatifs à la profession du notariat", auquel il désire le concours de cette Chambre.

Profession du notariat

L'HONORABLE G. OUMET (Deux-Montagnes): Propose que le bill du Conseil législatif, intitulé: "Acte pour refondre et amender les actes relatifs à la profession du notariat", soit maintenant lu la première fois.

Adopté.

La séance est levée à six heures moins quart.

Séance du 25 janvier 1870

Sous la présidence de l'honorable J.-G. Blanchet

La séance s'ouvre à trois heures et demie.

Dépôt et lecture de pétitions :

Les pétitions suivantes sont séparément présentées et déposées sur la table:

Par M. Pozer, la pétition de Joseph Denys et autres, de la paroisse de Saint-François, comté de Beauce.

Par M. Verreault, la pétition du révérend J. Langlois et autres, des townships d'Ashford et autres townships.

Rapport de comités:

M. J.-A. CHAPLEAU (Terrebonne): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le deuxième rapport du comité permanent des chemins de fer, canaux, lignes télégraphiques et compagnie de mines et manufacturières. Voici le rapport:

Votre comité a l'honneur de rapporter à votre honorable Chambre le bill intitulé: "Acte pour incorporer la compagnie appelée "The Quebec, New York and Boston Lumber Company", sans amendement.

L'HONORABLE G. OUMET (Deux-Montagnes): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le deuxième rapport du comité permanent des lois expirantes. Voici le rapport:

Votre comité a l'honneur de faire rapport à votre honorable Chambre qu'il a examiné le bill intitulé: "Acte pour continuer, pour un temps limité, les divers actes y mentionnés", et en recommande l'adoption tel qu'amendé.

M. E. CARTER (Montréal-Centre): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le quinzième rapport du comité permanent des bills privés. Voici le rapport:

Votre comité a examiné le bill demandant des amendements aux actes et ordonnances concernant l'incorporation de la cité de Québec et l'aqueduc de ladite cité; ainsi que le bill demandant aussi des amendements aux dispositions desdits actes de ladite corporation de Québec, et y a fait plusieurs amendements qu'il soumet à la considération de votre honorable Chambre.

Votre comité, tout en rapportant ces deux bills, a l'honneur de les soumettre refondus en un seul et sous un même préambule, de manière qu'ils soient pris en considération par votre honorable Chambre comme un seul et même bill, sous le no 10, et sous le titre suivant:

"Acte pour amender les dispositions des divers actes concernant l'incorporation de la cité de Québec".

Votre comité désire recommander à votre honorable Chambre que le délai pour la récep-

tion des rapports sur les bills privés, qui expire aujourd'hui, soit de nouveau prolongé jusqu'au vingt-sept du courant, inclusivement, vu qu'il y a encore un bill sous sa considération.

Adopté.

Administration de la justice dans le comté de Saguenay

Il est ordonné que M. Verreault soit ajouté au comité spécial nommé pour s'enquérir de l'administration de la justice dans le comté de Saguenay.

Introduction de bills:

L'HONORABLE J.G. ROBERTSON (Sherbrooke): Demande la permission d'introduire un bill pour amender la loi concernant les timbres sur les procédures judiciaires et les enregistrements.

Accordé.

M. E. CARTER (Montréal-Centre): Demande la permission d'introduire un bill pour étendre les dispositions de l'acte de la ci-devant province du Canada, passé dans la 29^e année du règne de Sa Majesté, intitulé: "Acte pour assurer aux femmes et aux enfants le bénéfice des assurances sur la vie de leurs maris et parents", et de l'acte de cette province qui l'amende.

Accordé.

Travaux de la Chambre

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVEAU (Québec-Comté): Propose, que durant le reste de la session, il y ait deux séances distinctes chaque jour, la première devant commencer à trois heures et finir à six heures et la seconde à sept heures et demie jusqu'à l'ajournement de la Chambre.

Adopté.

Subsides

L'HONORABLE J.G. ROBERTSON (Sherbrooke): Propose la troisième lecture du bill pour octroyer à Sa Majesté certaines sommes d'argent nécessaires pour subvenir à certaines dépenses du gouvernement civil, pour la présente année financière et pour l'année financière finissant le trentième jour de juin mil huit cent soixante et onze, et pour d'autres fins se rattachant au service public.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif, et demande son concours.

Cour du Banc de la Reine

L'HONORABLE G. OUMET (Deux-Montagnes): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité pour étudier le bill

pour permettre de fixer les termes de la cour du Banc de la Reine par proclamation.

Adopté.

Le comité étudie le bill et en fait rapport avec amendement.

L'HONORABLE G. OUMET (Deux-Montagnes): Propose que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif, et demande son concours.

Indépendance des membres de l'Assemblée législative

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVEAU (Québec-Comté): Propose la deuxième lecture du bill pour maintenir l'autorité et la dignité des Chambres de la Législature de Québec et l'indépendance des membres d'icelles, et pour protéger les personnes employées dans la publication des papiers parlementaires.

Il explique que le bill protégera les membres de cette Chambre pendant la session et pendant les vingt jours qui précèdent ou suivent la session.

Il cite une autorité anglaise affirmant les droits inhérents de toute assemblée législative, mais il croit que mieux vaut avoir une loi plus claire à ce sujet.

Le projet de loi que je présente est strictement dans les limites des attributions de cette Chambre. Il n'a trait qu'aux matières civiles et énumère en détail les privilèges et immunités de cette Chambre.

En présentant cette loi, le gouvernement ne veut pas que l'on en vienne à la conclusion qu'il désapprouve son bill de l'an dernier.

Il est d'opinion qu'il a agi en cette occasion dans les limites de son pouvoir et qu'il n'a fait que s'attribuer les pouvoirs inhérents à toute assemblée.

M. H.-G. JOLY (Lotbinière): Après avoir examiné la mesure présentée par le gouvernement, l'an dernier, et désavouée par le gouvernement fédéral, et le bill qui est en ce moment devant nous, je me suis convaincu qu'ils étaient tous deux identiques dans le fond, mais différents dans la forme. Tout député qui voudra les comparer ne pourra s'empêcher de penser comme moi.

Or, si le gouvernement fédéral veut être logique, il devra encore désavouer la mesure que le ministère nous propose de sanctionner.

Sans doute, je crois la mesure nécessaire en elle-même; je crois que nous devons avoir des privilèges et immunités, mais je suis aussi d'avis que l'Acte d'Union ne nous donne pas ces pouvoirs.

Pour éviter l'humiliation de voir notre mesure désavouée, je propose le renvoi du bill soumis à notre considération.

M. E.J. HEMMING (Arthabaska): Would vote for the second reading of this bill if it came to a division, but was of opinion that the Assembly had exceeded its powers in passing the act of last session which had since been confirmed by the law offices both of this Dominion and England. He read the principal objections to the old part from the argument of Sir John A. Macdonald. He did not see why we should pass a law protecting our privileges, if we had the inherent right; but seeing that we had not the inherent right, it became necessary to obtain special legislation. The Honourable gentleman then read a number of documents from the Privy Council reports, where the question was raised by appeal from the rulings of the Legislatures of Jamaica and Newfoundland. He argued that since the Confederation Act had given us the right to legislate over the civil rights and privileges of the subject, the Legislature had the same right of legislating for itself. The very fact, he contended, of their acts running in the name of Her Majesty was of itself sufficient to legalize all the proceedings of the Local Legislature. The Honourable gentleman then read the following authorities upon which he argued at length. He was in favour of the bill as at present framed.

The first case reported is to be found in 1, Moore P.C. Reports p. 76, Beaumont vs Barrett; where a party had been committed for contempt for printing a libel against the Legislature of Jamaica. It was held on appeal to the Privy Council that the power of punishing for contempt was inherent in every Assembly invested with supreme legislative authority, whether such contempt tended directly to obstruct their proceedings or indirectly to produce such obstruction. In 1842, in the case of Kielly vs Carson, 4, Moore P.C. Reports, p. 63, where a person had been committed for contempt by the Legislative Assembly of Newfoundland for insulting a member out of the House for words spoken in it as member, it was held by the Privy Council that that House of Assembly did not possess as a legal incident the power of arrest with a view of adjudication on a contempt out of the House, but only such powers as are reasonably necessary for the proper exercise of its functions and duties.

The next case is to be found in 11, Moore P.C. Reports, p. 347. Fenton vs Hampton, on an appeal from Van Diemens Land in 1858, where a witness was committed for contempt for refusing to attend a Committee of the House, and it was held that the "Lex et Consuetudo Parimenti" applied exclusively to the Imperial Parliament; that there was no distinction in this respect between Colonial Legislatures whose power was derived from the Crown or under Act of Parliament; that the Council of Van Diemens Land although constituted by Act of Parliament had no power to arrest and commit for contempt in the case

where a person refused to obey a lawful summons to appear as a witness, such power not being absolutely necessary for the performance of its duties and functions.

The next case decided in 1866, by the Privy Council was Doyle vs Falconer, 4, Moore P.C. Reports, p. 219, N.S., where a member of the House of Assembly of Dominica, grossly insulted the Speaker when called to order during a debate, and was consequently committed for contempt. Sir James Colville, in rendering judgment, said: "That it was necessary to distinguish between a power to punish for a contempt, which is a judicial power, and a power to remove any obstruction offered to the deliberation or proper action of a Legislative body during its sitting, which last power is necessary for self preservation". He also added: "it might also be possible to enlarge the existing privileges of the Assembly by an act of the Local Legislature, passed with the consent of the Crown, since such an act seems to be within the 3rd Section of 28, 29, Vic. ch. 63, (of the Statutes at large)".

M. J.-A. CHAPLEAU (Terrebonne): Lorsque, l'an dernier, cette question s'est présentée devant nous, je n'ai pas hésité à dire que le gouvernement n'avait pas le pouvoir de faire adopter une loi pour protéger cette assemblée. En dépit de ce qui s'est passé entre les colonies, des précédents qu'on nous citait, j'ai cru que l'Acte d'Union mettait des entraves à notre législation sur ce sujet.

La cause de l'an dernier est jugée, et le gouvernement présente une nouvelle mesure qui, je l'espère, ne sera pas désavouée.

Je pourrais peut-être ajouter que j'en suis certain, car je pense que le gouvernement, afin de rassurer la Chambre, va nous dire qu'il s'est entendu avec le gouvernement fédéral sur cette mesure.

Je ne partage pas toutes les opinions du chef de l'Opposition, cependant je pense que la mesure soumise à la discussion est sujette aux mêmes objections que l'acte désavoué.

L'honorable député de Drummond et Arthabaska (M. E.J. Hemming), tout en affirmant le respect qu'il porte à l'opinion légale du ministre fédéral de la Justice et des éminents juristes anglais, a cru devoir faire un savant et éloquent plaidoyer en faveur de la position du gouvernement à la dernière session; il dit que nous sommes sur la défensive et que nos droits sont lésés. Moi aussi je partage son respect pour ceux qui se sont prononcés contre cette Législature, et, en plus, moi je dis qu'il faut se conformer à la décision de ce tribunal. J'admire le courage du premier ministre qui déclare hardiment au public et à cette Chambre que la décision d'Ottawa n'a rien changé à son opinion, mais, pour ma part, je respecte trop l'autorité pour braver ses décisions.

L'acte de cette session, s'il présente quelque différence avec celui de l'an dernier, va plus loin

que lui. Quel est le jugement porté sur la mesure de 1869, sur la première loi? Vous le savez, elle a été désavouée. Sir John lui-même a déclaré que le gouvernement fédéral n'aurait pas pu passer un acte de cette nature sans en être autorisé par l'Acte d'Union. Il n'y a rien, dit Sir John, qui vous autorise à passer un tel acte. Il y a plus dans sa réponse. "Il semblerait que cette mesure excède les pouvoirs de la Législature locale, car l'Acte d'Union ne permet pas à la Chambre des Communes de s'attribuer des pouvoirs supérieurs à ceux de la Chambre des Communes en Angleterre. Or, si la Législature possède ce pouvoir, elle peut se donner des privilèges supérieurs à ceux de la Chambre des Communes".

Il me semble que cette réponse est péremptoire et contient un sens profond de législation. Il s'agit de savoir maintenant si l'acte de cette session est différent de celui passé à la dernière session. Il y a peu de différence.

Le bill cherche évidemment à soustraire la clause qui assimilait cette Chambre à la Chambre des Communes et au Sénat du Canada. On a dit que le bill n'est pas sujet à objection puisqu'il a rapport aux droits civils. A l'appui de cet argument, on a cité l'opinion de Sir George-E. Cartier qui expliqua, lors du débat du bill inconstitutionnel de la police, les raisons données contre le bill. On a objecté à ce bill parce qu'il contenait des clauses outrepassant le domaine de la liberté et de la propriété civiles; ainsi, à la faveur des privilèges et des immunités de la Chambre des communes de Londres, cette Chambre se constituerait en cour de justice pour arrêter, juger et condamner des citoyens pour crimes. Pourtant, l'Acte constitutionnel de 1867 ne donne le droit de légiférer que pour les droits et la propriété civils à la Législature locale.

En Angleterre, il n'y a pas de loi fixant les privilèges de la Chambre. Il n'y a que la coutume; c'est pourquoi le Parlement anglais a dit aux colonies: nous ne pouvons vous accorder que nos privilèges par législation.

La seule différence qui existe entre l'acte actuel et l'acte désavoué, c'est que le dernier nous accorde en détail ce que l'autre nous donnait dans l'ensemble.

Que l'on me prouve que le bill ne touche qu'aux choses de matières civiles, je l'accepte. Que l'on décrète que 20 jours avant et vingt jours après la session un membre ne pourra être arrêté pour des affaires civiles; que la Chambre a le droit de poursuivre ceux qui attaquent ses députés, qui nous font des faux rapports, c'est bien, j'irai jusque là, je ne protesterai pas contre le bill, mais la mesure contient des dispositions qui ont rapport à la loi criminelle, qui touchent à la liberté des citoyens, et c'est ce qui l'expose, comme sa devancière, à la censure du gouvernement fédéral.

Cette mesure est inconstitutionnelle, et je proteste contre elle, non par opposition à une telle mesure, mais pour nous éviter l'humiliation d'un autre désaveu.

L'HONORABLE G. IRVINE (Mégantic): Did not think the House was called upon to discuss the bill of last session, but if the present act was within their jurisdiction, and if it was, would it be expedient to adopt it. The bill of last session provided generally that this House should exercise the same privileges as the House of Commons in England. Any one who had studied this question, or looked at the legal authorities upon the subject, would at once see that the two bills were entirely different. He alluded to Hansard's case, in which he said the question of the powers of Colonial Legislatures had been fully and clearly discussed. He next read the opinion of the law lords upon the bill of the Ontario Legislature, in which they declared that the law of last session was inconsistent with the 92nd clause of the Confederation Act. He said that it had never been contended that Colonial Legislatures had not the power to pass a statute conferring these privileges on themselves, although it was held that the different branches of the Legislature had not the inherent privileges of the House of Commons. Indeed it would be absurd to say that those Legislatures which, having the power to make criminal laws, could make an act of felony punishable with death, and yet could not make a law by which a man could be imprisoned for infringing their privileges. In the same way our Legislature, although not having jurisdiction over the criminal law, has clearly the power to provide by statute for its own protection, when in doing so it only deals with civil rights. It had been contended that by ordering the imprisonment of any person who committed an assault upon a member of the House was tampering with our criminal laws, over which we had no authority, but such was not the case. They were only (independent of any other penalty the offending party might incur) saying that he would be detained in custody during the remainder of the session. After citing one or two authorities relative to the subject, he pointed out the necessity of the Legislature having such a law for the protection of their dignity.

A six heures, la Chambre interrompt ses travaux.

Reprise de la séance à sept heures et demie

Erection de municipalités dans le comté de Beauce

M. C.H. POZER (Beauce): Propose, selon l'ordre du jour, la troisième lecture du bill pour ériger les cantons de Tring, Forsyth, Adstock, Dorset, et une partie du canton de Shenley, dans le comté de Beauce, en municipalités locales.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif, et demande son concours.

Union Saint-Joseph de Montréal

M. V.-P. LAVALLEE (Joliette): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité pour étudier le bill pour venir au secours de l'Union Saint-Joseph de Montréal.

Adopté.

En comité:

M. E. CARTER (Montréal-Centre): Propose un amendement pour que la société ne verse aucune assistance aux quatre veuves pendant cinq ans, afin que la société puisse recouvrer sa bonne position financière.

Après un bref débat, l'amendement est retiré.

Le comité fait rapport à la Chambre du bill, avec un amendement.

M. V.-P. LAVALLEE (Joliette): Propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

La question principale étant alors mise aux voix;

Il est ordonné que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

M. V.-P. LAVALLEE (Joliette): Propose que le bill soit maintenant adopté.

M. E. CARTER (Montréal-Centre): Propose, appuyé par le député de Compton (M. J. Ross), sous forme d'amendement, que le mot "maintenant" soit effacé, et que les mots "de ce jour en six mois" soient ajoutés à la fin de la question.

M. L'ORATEUR: Dit que la proposition n'est pas dans l'ordre.

M. E. CARTER (Montréal-Centre): Il avait pensé aussi la même chose, mais des députés plus anciens lui avaient conseillé de ne présenter sa motion qu'au moment où on donnerait au bill son titre.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif, et demande son concours.

Union Saint-Jacques de Montréal

M. V.-P. LAVALLEE (Joliette): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité pour étudier le bill pour venir au secours de l'Union Saint-Jacques de Montréal.

Adopté.

Le comité étudie le bill et en fait rapport, avec un amendement.

M. V.-P. LAVALLEE (Joliette): Propose, appuyé par le représentant de Berhier (M. L.-J. Moll), que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

M. E. CARTER (Montréal-Centre): Propose, appuyé par le représentant de Compton (M. J. Gibb Ross), sous forme d'amendement à la ques-

tion, que le mot "maintenant" soit effacé, et que les mots "de ce jour en six mois" soient ajoutés à la fin d'icelle.

Et l'amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise, et il est résolu négativement.

La question principale étant alors mise aux voix;

Il est ordonné que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif, et demande son concours.

Union Saint-Pierre de Montréal

M. J.-A. CHAPLEAU (Terrebonne): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité pour étudier le bill pour amender l'acte de la ci-devant province du Canada, passé dans la vingt-cinquième année du règne de Sa Majesté, intitulé: "Acte pour incorporer la Société de l'Union Saint-Pierre de Montréal".

Adopté.

Le comité étudie le bill et en fait rapport, sans amendement.

M. J.-A. CHAPLEAU (Terrebonne): Propose la troisième lecture dudit bill.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif, et demande son concours.

Indépendance des membres de l'Assemblée législative

Et les débats sur la question qui a été proposée aujourd'hui, "que le bill pour maintenir l'autorité et la dignité des Chambres de la Législature de Québec, et l'indépendance des membres d'icelles, et pour protéger les personnes employées dans la publication des papiers parlementaires, soit maintenant lu une seconde fois", étant repris:

M. F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): Les autorités citées par le député de Drummond (M. E.J. Hemming) sont plutôt contre le bill qu'en sa faveur.

Il lit les clauses créant le Conseil et les Chambres d'Assemblée, et autres clauses auxquelles le député de Drummond (M. E.J. Hemming) a fait allusion, et dit qu'elles n'ont rien à voir avec le présent bill.

La Chambre des Communes elle-même est si peu sûre de ses pouvoirs judiciaires, qu'elle vient de passer une loi pour les définir. Il cite alors des clauses de l'acte confédératif.

Pour condamner le bill de l'an dernier, le Parlement impérial et le ministre de la Justice s'appuient sur la 92e résolution de l'Acte d'Union, qui ne nous donne le droit de légiférer que sur la propriété et les droits civils. Cela veut dire que nous devons nous occuper de l'administration des biens, de savoir si une personne

doit être interdite ou non. Cette clause n'implique pas autre chose.

Les clauses 65 de l'Acte d'Union citées par le député de Drummond-Arthabaska ne prouvent pas la thèse qu'il s'est chargé de soutenir au nom du ministère.

Nous allons nous attribuer des pouvoirs qui ne nous appartiennent pas. Nous nous constituons juges de causes qui ne sont pas de notre ressort.

Assurément ma position et celle de tous les députés qui combattent cette mesure est délicate. Il nous répugne de nous refuser des pouvoirs que nous voudrions pouvoir exercer et qui devraient nous appartenir.

Il nie que nous ayons le droit de nous arroger les droits réclamés par le bill. L'Acte d'Union donne ces privilèges et ces droits au Parlement fédéral, et il se tait lorsqu'il s'agit de les accorder aux gouvernements locaux. L'intention du législateur est assez claire pour ne pas être discutée, et pour faire voir que ce bill qu'on veut passer est une usurpation de droits que nous ne pouvons avoir. Cependant le gouvernement ne doit pas rester là. Il faut en effet que la province de Québec puisse se garder, pourvoir à sa sûreté, et elle ne peut être privée du droit de faire une loi à cet effet.

Il serait heureux de jouir des droits demandés par ce bill; mais il craint l'humiliation d'un désaveu par le gouvernement fédéral. Par ce bill, nous voudrions nous attribuer des pouvoirs auxquels nous n'avons aucun droit; le pouvoir judiciaire par exemple.

M. H.-L. LANGEVIN (Dorchester): Le Parlement local doit se laisser guider par les opinions d'un tribunal plus élevé. J'approuve le désaveu du gouvernement fédéral, mais je parle comme député de Dorchester seulement. Il est évident que l'acte confédératif accorde au Parlement du Dominion des pouvoirs qu'il n'accorde pas à cette Chambre; l'on doit conséquemment penser que cette Chambre ne peut jouir des mêmes privilèges et immunités que le Parlement fédéral.

Je félicite hautement le gouvernement de présenter la mesure qui vient aujourd'hui devant la Chambre; et je ne suis pas du tout d'avis qu'on aurait dû s'adresser en Angleterre. Le gouvernement a jugé mieux de nos pouvoirs, nous avons certainement le droit de protéger notre Législature, de sauvegarder des droits. Dans ce bill, je ne vois rien qui soit de nature à objection. Remarquez bien qu'ici je ne parle pas comme ministre, comme représentant du gouvernement fédéral, je ne parle que comme député du comté de Dorchester. Le gouvernement veut que ses procédés, ses moyens d'action soient libres; c'est ce que le projet de loi propose. On dit que ce projet de loi, comme celui de l'an passé, sera accueilli par le désaveu du gouvernement fédéral. Il y a entre ces deux bills une grande différence. Par le bill de l'an passé nous demandions des privilèges et immu-

nités semblables à ceux de la Chambre des Communes d'Ottawa, qui a les mêmes que la Chambre des Communes en Angleterre; par ce bill, nous ne demandons que protection. Je ne vois pas pourquoi la Législature de Québec jouirait de moins de privilèges qu'elle peut en donner aux tribunaux et municipalités qu'elle a le droit de constituer. Si nous faisons cela pour ce que nous créons, nous devons agir de même pour nos intérêts. Je voterai donc pour la deuxième lecture de ce bill.

M. P. BACHAND (Saint-Hyacinthe): Je ne sais comment il se fait qu'il y ait ici quatre ministres fédéraux, et que nous ne puissions savoir si le gouvernement fédéral approuve la mesure. J'aurais cru que l'honorable député de Dorchester aurait touché la question, mais il a eu la précaution de dire qu'il ne parle ici que comme membre de la Législature locale. Il est bien singulier qu'il puisse avoir deux opinions, car le bill de cette année est en tout point semblable à celui qu'il a dû désavouer avec ses collègues. Je me suis persuadé que le gouvernement fédéral sera bien inconséquent s'il ne désavoue la mesure nouvelle. Elle contient les mêmes usurpations de pouvoirs que celui désavoué l'année dernière. Je n'ai pas besoin de répéter les arguments de ceux qui ont parlé avant moi pour prouver que l'Acte d'Union ne nous accorde pas le droit de légiférer en matière criminelle. Or, ce bill nous donne ce droit. Je dirai aussi qu'il faut établir une distinction entre le pouvoir souverain et le pouvoir délégué.

Nous existons en vertu d'un acte qui nous accorde des pouvoirs de conférer à d'autres, mais il ne s'ensuit pas que nous puissions nous arroger les mêmes privilèges. Je crois donc que pour la dignité de cette Chambre, nous ne devons pas nous exposer au désaveu qui a accueilli la même mesure, présentée l'an dernier.

M. H.-G. JOLY (Lotbinière): Du moment que je vois l'honorable député de Dorchester se prononcer en faveur de cette question, qu'il sera obligé de trancher comme ministre, je ne puis pas croire qu'il pourra avoir une opinion comme député et une autre comme ministre. Je suis donc certain que le bill ne sera pas désavoué par le gouvernement fédéral; aussi j'ajouterai que dans ces circonstances, je n'éprouve plus les mêmes inquiétudes. Je ferai remarquer cependant que toutes les fois qu'il s'agit d'étudier une mesure où on voit inconstitutionnalité, le gouvernement se retranche sur les cours de justice et les municipalités auxquelles nous accordons des privilèges semblables à ceux qui sont réclamés pour nous. Il y a une grande différence et il est évident que nous ne pouvons pas nous octroyer les mêmes droits que nous pouvons conférer aux autres; il serait trop difficile d'être impartial dans sa propre cause.

M. P.-A. TREMBLAY (Chicoutimi): M. Langevin a aussi approuvé le bill l'an dernier.

L'HONORABLE H.-L. LANGEVIN (Dorchester): Je n'ai pas parlé du dernier bill.

M. P.-A. TREMBLAY (Chicoutimi): Vous n'avez rien dit pour le combattre.

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVEAU (Québec-Comté): Félicite l'Opposition de la manière dont elle s'est conduite en cette occasion, et dit que bien qu'il y aurait désaveu de la part du gouvernement fédéral, il n'en redouterait aucun affront, aucune insulte pour le gouvernement local.

L'Opposition a toujours admis les droits du Parlement fédéral dans toutes les questions d'inconstitutionnalité; si je suis obligé de défendre la mesure désavouée et d'appuyer celle-ci, on pourra dire bientôt que les rôles sont changés et que l'Opposition n'est plus du même côté.

Le Conseil privé de la Reine dans le procès de Doyle a reconnu aux Législatures des colonies le droit de protection inhérent à leur constitution.

Je prétends que nous empiétons sur les lois criminelles en nous arroyant le droit de punition pour les attentats qui pourraient être commis sur la personne des députés; je lui ferai remarquer que c'est seulement un droit de protection dont le but est de permettre aux députés de se rendre à leur poste sans être inquiétés.

Quant à l'argument du chef de l'Opposition, je lui ferai remarquer qu'il est trop bon avocat pour soutenir que nous n'avons pas le droit d'user des mêmes privilèges de protection que nous pouvons conférer aux autres.

Après ces quelques considérations, je vais laisser la Chambre se prononcer sur la mesure et j'espère qu'elle partagera notre opinion. Quant à ce qui regarde la question de désaveu, je ne puis en dire rien et il serait naïf de nous demander des garanties contre une telle éventualité.

UN DEPUTE: Nous n'exigeons rien de semblable.

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVEAU (Québec-Comté): J'espère que rien dans le bill ne poussera le ministre de la Justice à désavouer le bill.

M. J.-A. CHAPLEAU (Terrebonne): Dans l'éventualité de l'emprisonnement d'une personne pour voie de faits contre un membre du Parlement, la Chambre s'ingérerait dans une sphère fédérale, puisque cet acte relève du droit criminel. Le premier ministre répond que ce n'est ni une voie de faits ordinaire, ni un emprisonnement ordinaire, mais plutôt l'élimination d'un empêchement au fonctionnement normal des assemblées du pays...

Il n'est pas de meilleur argument que celui qui nous accorde le droit de protéger notre

dignité par législation si nous avons le pouvoir constitutionnel de le faire pour les autres, dans les limites de libertés personnelles.

Il ne partage pas l'opinion de ceux qui voient une humiliation et un affront pour la Chambre dans le désaveu d'une loi. Cette loi sera peut-être désavouée, mais il ne faut pas s'étonner de l'existence de telles difficultés, puisque la constitution vient tout juste d'être appliquée. Le gouvernement fédéral a plus d'une fois modifié ses lois en apprenant qu'elles s'ingéraient dans un domaine provincial. Nous devons entretenir le même esprit, et, de la sorte, nous ne souffrirons ni affront ni humiliation. Et la question étant mise aux voix, elle est résolue affirmativement. Le bill est renvoyé à un comité de toute la Chambre, pour la première séance de la Chambre demain.

Emmagasinage de la poudre

L'HONORABLE G. OUMET (Deux-Montagnes): Propose, selon l'ordre du jour, la deuxième lecture du bill pour amender l'acte concernant l'emmagasinage de la poudre dans et près les cités de Québec et Montréal.

Adopté.

L'HONORABLE G. OUMET (Deux-Montagnes): Propose la troisième lecture dudit bill.

Adopté. Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif, et demande son concours.

Code municipal

L'HONORABLE G. OUMET (Deux-Montagnes): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité pour étudier le bill intitulé: "Le code municipal de la province de Québec."

Adopté.

Le comité rapporte qu'il a fait quelque progrès, et demande la permission de siéger de nouveau.

Accordé.

Profession du notariat

L'HONORABLE G. OUMET (Deux-Montagnes): Propose, selon l'ordre du jour, la deuxième lecture du bill du Conseil législatif, intitulé: "Acte pour refondre et amender les actes relatifs à la profession du notariat."

Ce bill est déjà connu de tous les députés. Sauf les dispositions qui limitaient le nombre de notaires, c'est la mesure de l'an dernier.

Le bill crée une chambre de 39 notaires, choisis à Québec, Montréal, Trois-Rivières et Saint-Hyacinthe. Je n'entrerai pas dans les détails du bill, attendu qu'il est parfaitement connu. La loi existante est reproduite en partie dans le bill.

Le bill contient quelques dispositions nouvelles relativement à la vente des greffes de

notaires. Le notaire ne pourra céder les minutes que lorsque leur nombre se montera à 2,000. Cette vente est soumise à plusieurs conditions.

Les registrateurs actuellement notaires devront opter entre deux charges qui sont incompatibles. C'est dans l'intérêt de la société que nous devons faire ce changement. Le bill déclare que celui qui veut étudier la profession devra être muni d'un certificat d'étude.

M. P. Benoît (Napierville): J'approuve le principe du bill, mais je désire faire quelques observations. Je trouve que la clause 35 est rédigée dans un style obscur. Elle paraît conseiller au gouverneur de ne pas accorder la vente des greffes. En France, les intéressés à la vente des greffes ont le droit de présentations et la loi ne permet pas à l'autorité de refuser cette vente. Je pense que l'on devrait amender cette clause et laisser à l'autorité le seul droit d'examiner le cautionnement. Il a surtout été frappé, aussi, par la clause 45 qui donne au lieutenant-gouverneur le droit de permettre à un notaire de pratiquer dans tel district. Il suggère des améliorations à quelques autres clauses, et se déclare favorable à l'ensemble du bill.

M. F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): Dit qu'il admet le principe du bill parce qu'il le croit bon, mais qu'il désapprouve quelques détails.

M. P. BACHAND (Saint-Hyacinthe): S'oppose à quelques dispositions et entre autres, à la taxe pour obtenir une commission du lieutenant-gouverneur.

L'HONORABLE G. OUMET (Deux-Montagnes): Fait une revue des arguments des adversaires de certaines clauses du bill. Il prétend que

c'est pour la protection du public qu'il demande qu'on donne au notaire le droit de vendre ses minutes. Il insiste pour maintenir la clause qui oblige le notaire quittant un district de déposer au bureau du protonotaire toutes ses minutes avant d'aller pratiquer ailleurs. Il cite le cas du notaire laissant un district pour aller pratiquer à l'autre bout de la province, et amenant avec lui ses minutes. Il en résulte une grande incommodité pour ceux qui ont besoin de copies certifiées; si le notaire dépose ses actes chez le protonotaire, de tels inconvénients ne se produiront plus.

M. P. Benoît (Napierville): Parle en faveur de certains amendements.

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVEAU (Québec-Comté): Rappelle au dernier orateur qu'il n'a le droit de parler que deux fois au sujet d'une même question, pour donner des explications. Seulement, dans ces circonstances, on peut accorder ce privilège. Ceux qui siègent de l'autre côté de la Chambre ne doivent pas prendre ces remarques comme un blâme, mais comme un rappel que les règlements de la Chambre devraient être mieux appliqués.

M. L'ORATEUR: Fait quelques remarques à ce propos. Le bill est alors lu une deuxième fois.

Chapitre 72 de la 32e Victoria

M. E. CARTER (Montréal-Centre): Propose, selon l'ordre du jour, la deuxième lecture du bill pour abroger en partie le chapitre 72 de la 32e Victoria.

Adopté

La séance est levée à minuit.

Séance du 26 janvier 1870

Sous la présidence de l'honorable J.-G. Blanchet

La séance est ouverte à trois heures.

Dépôt et lecture de pétitions:

Les pétitions suivantes sont séparément présentées et déposées sur la table:

Par M. Genest, la pétition du révérend Burstall et autres.

Par M. Pelletier, la pétition du révérend Geo. Beaulieu et autres, du township d'Armagh.

Par M. Verreault, la pétition de la Chambre des notaires pour le district de Québec.

Conformément à l'ordre du jour, les pétitions suivantes sont lues:

De Maxime Saint-Godard et autres; demandant des amendements aux lois de la chasse.

Du révérend F. Cholet et autres, du comté de Soulanges; demandant des amendements à l'acte concernant les voitures pour chemins d'hiver.

De J.-A. Hervieux et autres; demandant des amendements à l'acte concernant le notariat.

De H. L. Parsons et autres, au nom de la Société des amis de Montréal, des Fils de la tempérance de la province de Québec, division Howard, no 1, de la Société de tempérance et du révérend W. Taylor et autres, tous de la cité de Montréal; demandant respectivement que la section 16 de la 32e Victoria, chapitre 70, concernant la fermeture des auberges, etc., ne soit pas abrogée.

De Alexandre Fauteux et autres, des townships de Clifton et Auckland; demandant de l'aide pour un chemin.

Rapport de comités:

M. E. CARTER (Montréal-Centre): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le seizième rapport du comité permanent des bills privés. Voici ce rapport:

Votre comité a examiné le bill pour annexer une portion de la municipalité de la paroisse de Saint-Roch-de-Québec-Sud à la municipalité de Saint-Roch-de-Québec-Nord, et a l'honneur d'en faire rapport avec certains amendements, qu'il soumet à la considération de votre honorable Chambre.

Introduction de bills:

M. J.-A. CHAPLEAU (Terrebonne): Demande la permission d'introduire un bill pour changer les limites des comtés de Terrebonne et Montcalm, pour toutes fins civiles et politiques quelconques.

Accordé.

M. C.-B. GENEST (Trois-Rivières): Demande la permission d'introduire un bill pour amender

l'acte de subvention des chemins à lisses de colonisation de 1869.

Accordé.

M. J.-A. CHAPLEAU (Terrebonne): Demande la permission d'introduire un bill pour séparer le township de Doncaster du comté de Montcalm, et pour l'annexer au comté de Terrebonne, pour les fins électorales.

Accordé.

Indépendance des membres de l'Assemblée législative

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVÉAU (Québec-Comté): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité pour étudier le bill pour maintenir l'autorité et la dignité des Chambres de la Législature de Québec, et l'indépendance des membres d'icelles, et pour protéger les personnes employées dans la publication des papiers parlementaires.

Le comité étudie le bill et fait rapport, avec des amendements.

Continuation de certains actes

L'HONORABLE G. OUMET (Deux-Montagnes): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité pour étudier le bill pour continuer, pendant un temps limité, certains actes y mentionnés.

Le comité étudie le bill et fait rapport, sans amendement.

Le bill est lu une troisième fois. Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Profession de notariat

L'HONORABLE G. OUMET (Deux-Montagnes): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité pour étudier le bill du Conseil législatif, intitulé: "Acte pour refondre et amender les actes relatifs à la profession du notariat".

En comité

M. F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): Dit que la 25e clause, établissant comment le conseil enquêtera sur les cas de discipline, devrait être amendée de façon à ce qu'un syndic fasse d'abord une enquête privée avant de rendre les plaintes publiques; cette procédure s'inspirerait de celle des cours criminelles.

L'HONORABLE G. OUMET (Deux-Montagnes): S'oppose à un tel amendement. La loi suit la pratique établie par le Barreau, où la procédure fonctionne bien.

(A la clause obligeant les notaires à exercer leurs fonctions quand on le leur demande):

L'HONORABLE G. OUMET (Deux-Montagnes): Parle en faveur de cette clause. Il dit qu'en cas d'urgence, par exemple quand un mourant a besoin d'un notaire pour faire son testament, la loi doit obliger le notaire à exercer ses fonctions.

M. F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): Les notaires ne devraient pas avoir plus d'obligations que les autres professions. Un notaire peut avoir des objections de conscience non reconnues par la loi et ne pas vouloir exercer en telle occasion. Il serait pénible qu'on lui impose l'obligation de passer un tel acte.

Il propose donc que cette 27e clause soit supprimée.

Son amendement est rejeté.

A la clause portant sur l'identité des contractants,

M. J. PICARD (Richmond-Wolfe): Cite un cas de fausse identité. Si un nommé Marcotte de l'autre bout de la province se présente chez lui (Picard) et présente une deuxième personne supposément nommée Racine, qu'est-ce que le notaire peut faire? Il demande qu'on explique ce qu'il doit faire.

M. L. MOLLEUR (Iberville): Supposez que je me présente chez un notaire et me nomme L'Amoureux, et que je ne sois pas un amoureux. Un témoin devrait suffire au notaire pour identifier les contractants d'un acte notarié.

Le comité fait rapport à la Chambre et demande la permission de siéger de nouveau.

La séance est levée à six heures.

Deuxième séance du 26 janvier 1870

Sous la présidence de l'honorable J.-G. Blanchet

La séance débute à sept heures et demie.

Dépôt et lecture de pétitions:

La pétition suivante est présentée et déposée sur la table:

Par M. Moll, la pétition de J.-O Laurendeau et autres, de la paroisse de Saint-Gabriel-de-Brandon.

Conformément à l'ordre du jour, les pétitions suivantes sont lues:

De Joseph Denys et autres, de la paroisse de Saint-François, comté de Beauce, demandant un juge résidant dans le district de Beauce.

Du révérend J. Langlois et autres, du township d'Ashford et d'autres townships, demandant de l'aide pour des chemins.

Introduction de bills:

L'HONORABLE P.-J.-O CHAUVÉAU (Québec-Comté): Demande la permission d'introduire un bill pour pourvoir à la rémunération du commissaire des incendies pour la cité de Québec.

Accordé.

Chapitre 72 de la 32e Victoria

M. E. CARTER (Montréal-Centre): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité pour étudier le bill pour abroger en partie le chapitre 72 de la 32e Victoria.

Le comité étudie le bill et fait rapport, sans amendement.

Il est ordonné que le bill soit lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

The Quebec, New York and Boston Lumber Company

M. J.-A. CHAPLEAU (Terrebonne): Propose, selon l'ordre du jour, la deuxième lecture du bill pour incorporer "The Quebec, New York and Boston Lumber Company".

Adopté.

Il est résolu que cette Chambre se forme immédiatement en comité.

Le comité étudie le bill et fait rapport, avec amendements.

Il est ordonné que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Incorporation de la cité de Québec

M. H.-G. JOLY (Lotbinière): Propose, selon

l'ordre du jour, la deuxième lecture du bill pour amender les dispositions des divers actes concernant l'incorporation de la cité de Québec.

M. J.-P. RHEAUME (Québec-Est): Je demande que l'on renvoie à demain la considération du bill de Québec, vu l'absence de deux députés de Québec. Je pense qu'ils seront en Chambre à la prochaine séance.

M. H.-G. JOLY (Lotbinière): Je comprends que le député de Québec-Est (M. Rhéaume) désire voir ici les députés de Québec. Mais il comprendra aussi que nous sommes à la fin de la session. Pour trancher la question et satisfaire tout le monde, que l'on permette la deuxième lecture du bill. Ceux qui voudront le combattre pourront le faire devant la Chambre formée en comité. Je ne puis faire plus sans manquer aux obligations que je me suis imposées en acceptant la charge de présenter ce bill.

M. J.-A. CHAPLEAU (Terrebonne): Je ne partage pas l'opinion du chef de l'Opposition, et je n'accepte pas le principe du bill, car il contient un principe subversif. Presque tous les députés qui ont discuté ce bill en comité sont absents et il ne convient pas de laisser le bill subir sa deuxième lecture.

L'HONORABLE G. IRVINE (Mégantic): Accepterait de retarder la deuxième lecture du bill s'il y avait des raisons valables de le faire. Un grand nombre de citoyens attendent ce bill et la plupart de ses clauses ont été introduites par le député de Québec-Ouest. Le député qui désire retarder la deuxième lecture n'a que quelques objections à l'endroit de deux clauses et il ne lui semble pas nécessaire de faire valoir ces objections à l'occasion de la deuxième lecture.

M. H.-G. JOLY (Lotbinière): Je propose la deuxième lecture. Mais je dois donner quelques explications. Le bill est très impopulaire. Il contient des dispositions prises dans les deux mesures présentées par des hommes qui sont loin d'avoir les mêmes opinions. On nous dira que 50 personnes seulement se plaignent maintenant de l'état de Québec. Mais oublie-t-on que l'an dernier, la Chambre a entendu la lecture d'une requête couverte de trois mille signatures demandant des dispositions beaucoup plus radicales que celles contenues dans le bill actuel. Ce bill ne va pas aussi loin, ne demande pas de défranchiser tous les citoyens et de remettre l'administration des affaires entre les mains de trois commissaires.

Le bill de cette année demande, comme mesure de prudence, de renouveler, afin d'écartier la banqueroute, les débentures échues cette année. Il faut de plus, pour prévenir ce malheur, opérer un changement dans le mode d'élection et donner une part plus considérable à ceux qui contribuent le plus au revenu. Pour cela, on a

élevé le cens électoral, donné, plus d'influence aux propriétaires et moins aux locataires qui sont moins intéressés. Il ne sont souvent ici qu'en passant et peuvent partir demain pour les États-Unis. Il est donc juste de donner la plus grande partie du contrôle à ceux qui se trouvent responsables des dettes de la cité.

On a beaucoup critiqué, dans le comité des bills privés, la clause qui oblige le propriétaire de payer les dettes du locataire. Cette disposition est devenue nécessaire. M. Lemesurier, qui a été maire pendant deux ans, a dit que si l'on n'adoptait cette clause, la ville continuerait à perdre \$50,000 par année.

Sans l'adoption de la loi actuelle, la banqueroute viendra nous atteindre, car la ville n'a pas les moyens de payer les \$800,000 qui seront exigibles dans le cours de l'année. Elle n'a pas de fonds suffisants pour faire face à cette obligation.

Une clause donne des garanties au propriétaire responsable contre le locataire. Il pourra recouvrer cette somme d'une manière sommaire.

La question de la franchise électorale de Québec doit se résumer comme ceci. Il y a un certain montant de taxes à payer, et il s'agit de trouver le moyen le plus facile de liquider cette dette. Il est donc peu logique de comparer cette franchise à la franchise électorale pour les fins de la représentation du Parlement. C'est une mesure d'urgence, c'est un principe de justice dont on demande l'application. Il faut que ceux qui paient les trois quarts des revenus de la ville aient au moins le dixième de l'influence.

L'on dira tantôt: la position de Québec est plus prospère que jamais; je répondrai que nous avons \$800,000 de dettes et \$120,000 dans le fonds d'amortissement. Où est la prospérité prétendue en face de cette dette? Si vous avez perçu plus de revenus, cette année que l'an passé, c'est que vous avez ajouté des taxes extraordinaires, et voilà tout. Vos créanciers ne consentiront pas à renouveler les débentures, si vous ne leur donnez pas de garanties.

M. J.-A. CHAPLEAU (Terrebonne): Invoque le règlement, et dit qu'une seule heure est accordée à chaque bill privé à l'ouverture de la deuxième séance de la Chambre, et qu'après cette heure, les ordres du gouvernement ont préséance.

M. L'ORATEUR: Rappelle le règlement et dit qu'il appartient au gouvernement et à la Chambre de décider si oui ou non le débat doit continuer.

M. J.-A. CHAPLEAU (Terrebonne): Je me lève sur une question d'ordre. Le temps de la discussion sur les bills privés est fini, et je veux que l'on suive les ordres de la Chambre.

M. C. DUNKIN (Brôme): Je prétends que cette règle ne peut s'appliquer, attendu qu'il y a deux séances par jour.

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVEAU (Québec-Comté): Le gouvernement n'a aucune objection à ce que la discussion soit continuée.

M. J.-H. BELLEROSÉ (Laval): Je trouve singulier que la Corporation de Québec vienne, à la dernière heure, présenter des mesures, et aussi singulier que le gouvernement abandonne ses mesures. Il y a deux mois que nous sommes ici et il n'y a rien de fait.

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVEAU (Québec-Comté): S'il n'y a rien de fait, M. Bellerose nous a aidé à arriver à ce beau résultat.

L'HONORABLE J.-E. CAUCHON (Montmorency): Fait remarquer que cette motion bouleversera le compte rendu de la séance, détruira l'ordre du jour et montre qu'en parlant de question d'ordre on a provoqué le plus grand désordre qu'il soit possible d'imaginer.

Il y a un député dans cette Chambre qui a été en état de connaître la position financière de la cité. La cité de Québec doit à Londres \$2,000,000. Si nous ne donnons des garanties à nos agents financiers à Londres, il sera impossible de renouveler nos débentures. Si nous ne recourons pas à cette mesure, nous allons à la banqueroute, et le shérif viendra vendre nos propriétés. Dans une autre circonstance, je n'aurais jamais consenti à donner à la Corporation les droits que le bill veut lui conférer, si je n'avais pas acquis la certitude qu'ils ne peuvent pas devenir dangereux.

On dit que le bill vient trop tard, mais il se trouve sur le même pied que les autres: il est entré au commencement de la session avec les autres et il sortira avec les autres. S'il ne vient pas plus tôt, c'est qu'on a semé des obstacles sur sa route.

Il faut aussi que la classe qui fait les élections sans payer cède une partie de son influence à la classe qui paye le plus de contributions. Ce n'est pas une question de sentiment qu'il s'agit de traiter. Nullement, mais une question financière.

M. J.-A. CHAPLEAU (Terrebonne): Je veux retirer ma motion et ne pas laisser le député de Montmorency profiter de mon inexpérience.

La proposition est retirée.

M. H.-G. JOLY (Lotbinière): Je reprends mon discours. Le député de Terrebonne (M. Chapleau) a dit que j'ai un intérêt à ce que le bill soit adopté parce que de la sorte, la résolution du conseil de la municipalité accordant dix mille dollars à la Gosford Railway deviendrait légale. Je n'ai aucun intérêt personnel dans cette affaire; je ne défends ici que l'intérêt des propriétaires qui, comme je l'ai déjà expliqué, se trouvent responsables des dettes de la ville. Je n'ai pas d'intérêts pécuniaires dans la Gosford Railway. J'approuve cependant la résolution du conseil municipal parce

qu'elle vient en aide à une entreprise locale à laquelle la ville de Québec est vivement intéressée.

Vu la position financière de la cité, les obligations qu'elle a à rencontrer, nous devons montrer à nos créanciers que nous prenons les moyens nécessaires pour liquider notre position. En élevant la qualification des électeurs, nous donnons aux propriétaires, qui sont les plus intéressés dans la question, une plus grande part aux élections. Une des fins de ce bill est de mettre l'élection du maire dans les mains du conseil, comme cela se faisait autrefois. Je crois les conseillers plus aptes à faire le choix d'un maire; ils le connaissent mieux, ont pu l'apprécier, ont plus d'intérêts engagés. Leur choix ne peut donc être que très heureux. Il appartient du reste à toute assemblée, à tout comité de direction de se choisir un président; ce droit doit de même être étendu au conseil de ville.

Ce principe vaut pour la Chambre qui élit son orateur, et pour toutes les compagnies incorporées, c'est-à-dire que les administrateurs nomment toujours leur président. La ville s'achemine vers une crise financière; il est absolument nécessaire que la clause portant sur la réélection des conseillers avant le premier mai soit adoptée. Si la chose devait traîner jusqu'en décembre, il serait alors trop tard. Je rappelle qu'il est essentiel de hausser les qualifications financières pour avoir de meilleurs conseillers municipaux.

M. J.-P. RHEAUME (Québec-Est): L'on s'efforce de nous démontrer que la pétition signée l'an dernier par un grand nombre de citoyens prouve que la majorité est en faveur de ce bill. Mais lorsque cette pétition a été signée, on a fait entendre à presque tous les signataires de la ville que l'abolition de la corporation amènerait l'abolition de l'"income tax"; on ne peut donc pas tant vanter cette majorité ainsi obtenue sous de faux prétextes. On nous parle du triste état financier où se trouve la cité; j'avoue, pour ma part, que je ne vois pas que notre position soit aussi mauvaise qu'on veut la représenter; notre dette flottante de \$160,000 s'est réduite à \$50,000; ce n'est pas là le fait d'une ville en banqueroute.

On demande, pour remédier à cet état de choses, que l'élection du maire soit faite par le conseil; je ne vois pas là une amélioration à la situation. Depuis que les citoyens ont le pouvoir d'élire leur maire, ils ont montré qu'ils savaient faire un choix intelligent et éclairé. Pour moi, je considère que l'élection du maire par le conseil présente les plus grands inconvénients. Elu par le peuple, le maire peut exercer son ministère avec plus d'indépendance, et il est dégagé de toutes ces coteries qui, comme on le sait, existaient autrefois dans le conseil; il n'agit que d'après lui et l'influence de ses électeurs.

Je suis contre le bill pour ces raisons et pour beaucoup d'autres encore. En élevant, par exemple, la qualification des électeurs, 1,800

seulement auraient le droit de voter; la cité serait sous l'influence d'un trop petit nombre. D'un autre côté, en rendant les propriétaires responsables des taxes des locataires, il est clair que les propriétaires seront trop maltraités. Puisque la corporation a de la peine aujourd'hui, avec tous ses moyens d'action, pour percevoir le montant des taxes, à plus forte raison serait-il difficile au propriétaire de s'en faire rembourser par les locataires, malgré tous les moyens qu'une clause de ce bill met à sa disposition.

J'aurais voulu voir remise à demain la deuxième lecture de ce bill, afin de voir ici l'honorable député de Québec-Ouest; malgré cela j'espère que la Chambre voudra bien tenir compte de mes efforts et réfléchir sur les quelques considérations que j'ai eu l'honneur de lui soumettre.

M. A.-L. DESAULNIERS (Saint-Maurice): Est d'avis qu'il faut adopter le suffrage universel. D'après lui, tous ceux qui contribuent au revenu de la municipalité devraient pouvoir voter. Celui qui ne fournirait qu'un sou peut être un honnête homme; c'est là la principale "qualification" du votant.

M. J.-A. CHAPLEAU (Terrebonne): Je désirerais adresser à la Chambre quelques remarques sur ce sujet; je voudrais cependant demander auparavant au chef de l'Opposition, s'il consent à l'ajournement de la deuxième lecture de ce bill. La principale raison que j'invoquerai pour cela, c'est que ce bill qui contient 16 pages d'impression n'a été distribué que ce matin, et que la plupart des députés n'ont pas eu le temps d'en prendre connaissance.

M. H.-G. JOLY (Lotbinière): Le député de Terrebonne ayant lui-même préparé ce bill en comité doit en connaître les clauses. Comme ici il est seul à se plaindre, je ne vois pas pourquoi la deuxième lecture serait renvoyée.

M. J.-A. CHAPLEAU (Terrebonne): Je demande de nouveau que l'on m'accorde ce que j'ai réclamé au commencement, à savoir que vu l'absence d'un député intéressé au bill, la deuxième lecture soit remise à un autre jour.

M. H.-G. JOLY (Lotbinière): Je regrette de ne pouvoir me rendre à la demande du député de Terrebonne car il sera loisible au député absent de combattre la mesure en comité.

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVEAU (Québec-Comté): Il serait excessivement regrettable, après la longue discussion qui a eu lieu, que le bill ne fit point un pas, ce soir. Je n'approuve pas toutes les clauses de la mesure moi-même, mais je suis prêt à la laisser lire une deuxième fois.

M. J.-A. CHAPLEAU (Terrebonne): Eh bien, que le bill fasse ce pas si nécessaire. Mais

auparavant, je veux faire quelques remarques. Je partage l'opinion du chef de l'Opposition à savoir que le bill est très impopulaire, les trois quarts de la population le désapprouvent.

Je dirai en commençant que ce bill a créé un sentiment profond d'antipathie, dont la responsabilité retombera sur ceux qui le favorisent. La Chambre appelée à rendre son verdict assume sur elle une grande responsabilité. On dit qu'il faut faire une législation; je dois le dire, il est fâcheux, en effet, qu'une législation n'ait pas été faite. La Corporation de Québec n'a pas été traitée justement, par le passé, et le refus de justice qu'on lui a fait a été la seule cause du retard de la législation sur cette affaire.

La situation actuelle ne justifie pas l'imposition d'un tel bill; pour s'en convaincre on n'a qu'à consulter les registres de la corporation soumis au comité des bills privés. En supposant que la situation financière de la municipalité soit dans un état critique, pourrait-on l'améliorer en diminuant le droit de vote? Non. Il faut permettre à la corporation de récupérer ses arrérages de plus de deux ans équivalant à une somme de \$160,000. On pourrait aussi rendre les propriétaires responsables des taxes, de même qu'on pourrait accorder à la municipalité la permission de lancer de nouvelles obligations pour renouveler celles qui sont arrivées à échéance. La majorité des obligations sont détenues en Angleterre, il est entendu que ces créanciers s'engageraient de nouveau à les renouveler s'ils pouvaient être assurés que les citoyens de la ville travaillent à améliorer la situation financière de la municipalité. Eh bien, ils le font. Ils ont réduit déjà leur dettes courantes de \$145,000, dettes accumulées par leur ancien maire, à \$50,000. Le représentant d'Argenteuil dit que la corporation n'avait rien fait pour alléger la situation depuis 1854. Il a dit, de plus, que la dette municipale s'était accrue d'un million et demi de dollars et que, puisqu'il n'y a pas eu de travaux publics mis en chantier, cet accroissement reste injustifié.

Le député d'Argenteuil (M. Bellingham) a sans doute oublié que la municipalité a, depuis cette date, entrepris la construction de la plupart des marchés municipaux. Une des cinquante pétitions contre la corporation mentionne même le prix d'un de ces marchés. Depuis cette date, la municipalité a élargi des rues, achevé les canalisations d'eau et d'égouts, construit un circuit télégraphique d'alerte d'incendie, mis sur pied une brigade d'incendie. Le bill des citoyens est une conspiration de gens qui cherchent à diminuer les affaires municipales. La preuve vient du fait qu'ils ont demandé l'abolition du conseil municipal pour installer des personnes de leur choix.

Le seul résultat de ce bill serait de confier les affaires municipales à des gens qui les connaissent à peu près comme je connais le concile oecuménique. C'est ce que l'association des citoyens appelle un progrès. Le bill va encore plus loin. Il prive des droits acquis en destituant

des conseillers élus normalement et constitutionnellement. En étudiant le bill de l'Union Saint-Joseph, la Chambre, il y a quelques jours, a chaudement combattu pour empêcher que l'on brime des droits légitimement acquis. Ce bill destituait des gens pour des délits qu'ils n'avaient pas commis et contre lesquels ils ne pouvaient rien. On aurait tort de dire que les causes du mauvais état du commerce de Québec, de ce malaise moral qui règne dans la ville, sont imputables à la corporation; la corporation n'y est pour rien et n'a jamais travaillé que pour le bien-être et la prospérité de la ville.

On dit que la corporation de Québec ne peut pas rencontrer ses obligations; je dis, moi, que si la Chambre veut être juste pour nous, nous rencontrerons nos obligations; pour cela il faut rétablir le crédit de la ville, faire renaître la confiance. Je ne sache pas que l'élévation du cens électoral puisse rétablir le crédit d'une ville. Avec une loi qui facilite la collection des sommes dues à la corporation, sommes qui sont très considérables, nous pouvons voir rétablir la confiance et le crédit. Si on accordait cela, je crois que les affaires reviendraient dans un état satisfaisant, et que les créanciers deviendraient plus tolérants en voyant ce progrès dans la situation de leurs débiteurs.

Il y a eu progrès depuis deux ans. Les finances se rétablissent et d'un autre côté on peut constater que les élections municipales n'entraînent plus avec elles les scènes de désordre auxquelles elles donnaient lieu autrefois. On peut donc constater un double progrès moral et financier.

Je dis en finissant que les dispositions de ce bill sont contraires à une bonne législation; j'espère que le bon sens de la Chambre en fera justice.

Et la question étant mise aux voix, savoir: Que le bill pour amender les dispositions des divers actes concernant l'incorporation de la cité de Québec, soit maintenant lu une deuxième fois; elle est résolue affirmativement.

Propriétés entre les mains d'administrateurs

L'HONORABLE G. OUMET (Deux-Montagnes): Propose, selon l'ordre du jour, la troisième lecture du bill pour permettre aux administrateurs de disposer plus avantageusement des propriétés entre leurs mains.

M. F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): Propose, appuyé par le représentant de Lotbinière (M. H.-G. Joly), sous forme d'amendement, que tous les mots après "maintenant," jusqu'à la fin de la question, soient retranchés, et que les mots "renvoyé de nouveau à un comité de toute la Chambre, avec instructions de substituer la clause suivante à la première clause du bill: Le mot "administrateur," employé dans cet acte, signifie et comprend tout exécuter testamentaire, légataire judiciaire et toute personne chargée, en vertu d'un acte ou instrument

quelconque, de devoirs purement administratifs," soient mis à la place.

L'amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise, et il est résolu négativement.

La question principale étant mise aux voix, elle est résolue affirmativement.

Le bill est, en conséquence, lu pour la troisième fois.

Indépendance des membres de l'Assemblée législative

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVEAU (Québec-Comté): Propose, selon l'ordre du jour, la troisième lecture du bill pour maintenir l'autorité et la dignité des Chambres de la Législature de Québec, l'indépendance des membres d'icelles, et pour protéger les personnes employées dans la publication des papiers parlementaires.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

M. J. PICARD (Richmond-Wolfe): Propose, selon l'ordre du jour, la troisième lecture du bill pour amender l'acte 27 Victoria, chapitre 9, concernant la vente des terres par les municipalités.

Il est ordonné que ledit ordre soit déchargé.

Il est ordonné que le bill soit de nouveau renvoyé à un comité de toute la Chambre.

Il est résolu que cette Chambre se forme immédiatement en comité.

Le comité étudie le bill et fait rapport, avec des amendements.

Le bill est lu une troisième fois. Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Compagnies à fonds social

M. C. DUNKIN (Brôme): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité pour étudier le bill pour amender l'acte d'incorporation des compagnies à fonds social.

Le comité rapporte progrès et demande la permission de siéger à nouveau.

Accordé.

Message du Conseil législatif:

Le Conseil législatif a passé le bill intitulé: "Acte pour pourvoir à la formation de compagnies pour l'empierrement des chemins," pour lequel il demande le concours de cette Chambre.

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVEAU (Québec-Comté): Propose la première lecture du bill du Conseil législatif, intitulé: "Acte pour pourvoir à la formation de compagnies pour l'empierrement des chemins."

Adopté.

La séance est levée à une heure et demie.

Séance du 27 janvier 1870

Sous la présidence de l'honorable J.-G. Blanchet

La séance est ouverte à trois heures.

Message du lieutenant-gouverneur:

Commission du service civil

M. N.-F. BELLEAU: Le lieutenant-gouverneur de la province de Québec transmet à l'Assemblée législative un supplément au premier rapport de la commission du service civil, fournissant un état approximatif des frais encourus pour le loyer des bâtisses occupées par les départements publics. Québec, 27 janvier 1870. (Documents de la session, no 12.)

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVEAU (Québec-Comté): Dit qu'il s'est glissé quelques erreurs dans le rapport de la commission du service civil, mais qu'elles sont le résultat d'un malentendu entre les officiers de la commission.

Dépôt et lecture de pétitions:

Les pétitions suivantes sont séparément présentées et déposées sur la table:

Par M. Molleur, la pétition de F. Bécharde et autres, du comté d'Iberville.

Par l'honorable M. Dunkin, la pétition de la municipalité de township de Stukely.

Par M. Bellingham, la pétition de Thos S. Higginson et autres, du township de Grenville, comté d'Argenteuil.

Conformément à l'ordre du jour, les pétitions suivantes sont lues:

De Edward Burstall et autres; demandant l'augmentation de la pénalité pour cause de désertion contre les personnes employées dans les chantiers de bois.

Du révérend Geo. Beaulieu et autres, du township d'Armagh; demandant de l'aide pour un chemin.

De la Chambre des notaires pour le district de Québec; demandant des amendements à l'acte concernant le notariat.

Rapport de comités:

M. J.-H. BELLEROSÉ (Laval): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le deuxième rapport du comité permanent des comptes publics. Voici le rapport:

Votre comité a l'honneur de faire rapport à votre honorable Chambre:

Qu'à sa dernière séance, le sous-comité nommé par lui pour faire l'examen des livres, documents et comptes du département du Trésor, a fait rapport à votre comité du résultat de son inspection.

Que votre comité a approuvé et adopté ledit rapport.

Votre comité recommande donc à votre honorable Chambre l'adoption de la résolution suivante:

Il est résolu que le rapport du sous-comité ci-annexé, et marqué "A," soit adopté.

(A)

RAPPORT du sous-comité des comptes publics

Votre sous-comité a l'honneur de faire rapport:

Qu'il a fait l'inspection du département du Trésor et examiné les livres dudit département, la manière dont sont entrées les différentes allocations votées par la Législature, et les dépenses faites en vertu de cette autorité.

Qu'il a aussi examiné la manière dont l'argent reçu et payé aux différents départements du service public est contrôlé, les pièces justificatives gardées et généralement tout le système introduit sous l'autorité de la loi.

Votre sous-comité constate avec beaucoup de plaisir qu'il a trouvé les livres, documents et pièces justificatives tenus dans un ordre parfait, et le système suivi dans l'audition des comptes et la vérification de toutes les affaires du département, dans le meilleur ordre possible. Tout le système étant mis en opération, conformément à la loi passée à cette fin, est approuvé, et votre sous-comité recommande qu'il soit continué.

Adopté.

Code municipal

L'HONORABLE G. OUMET (Deux-Montagnes): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité pour étudier le bill intitulé: "Le code municipal de la province de Québec".

M. E. J. HEMMING (Arthabaska): Said as one of the Sub-Committee appointed to examine the Code and report upon it, he felt that owing to a press of other duties the committee perhaps could not complete their labors as satisfactorily as they might had more time been given. It had been discussed impartially and without any differences, he was happy to say, of a national character, the object of the committee being to prepare a law that would be acceptable to all classes. It was with great pleasure he made this statement, particularly as he, nationally speaking, on the sub-committee was in the minority. He had no motion to move, but would like to hear an expression of the opinion of the House before the Speaker left the Chair. He suggested that the Code might be allowed for the present to pass through Committee of the Whole, but to remain open for ratification of the Legislature until next session.

M. P.-S. GENDRON (Bagot): Je demande qu'il me soit permis d'exprimer mon opinion sur la mesure dont la Chambre doit s'occuper

en comité général. Monsieur l'Orateur, le gouvernement, à l'ouverture de la première session de cette Chambre, a exprimé le désir de codifier nos lois municipales. Cette Chambre a partagé son désir. Un comité fut choisi parmi les membres de cette Chambre qui sont le plus étroitement attachés au fonctionnement de l'acte municipal. Le premier travail en comité eut pour résultat la codification des actes concernant les municipalités. Ces actes refondus furent distribués dans toutes les municipalités. Le travail est d'une valeur considérable et rend tous les jours des services aux officiers municipaux et aussi aux hommes de la profession légale. Des suggestions furent en même temps demandées aux officiers municipaux et aux membres de la profession légale.

De toutes les municipalités consultées, environ quatre-vingts firent des suggestions relativement aux amendements qui devaient être faits à l'acte des municipalités. Durant les vacances, entre la première et la dernière session, l'honorable procureur général prépara, avec les officiers en loi attachés à son département, un projet de code municipal en tenant compte des suggestions qui lui avaient été faites par un certain nombre de municipalités. Ce projet fut soumis à la considération de la Chambre à sa dernière session et examiné.

Monsieur l'Orateur, cette Chambre crut qu'une mesure de cette importance devait être préparée non seulement par les officiers en loi, mais aussi par un certain nombre de membres de cette Chambre qui avaient le plus d'expérience dans le fonctionnement de l'acte municipal. J'ai approuvé cette idée, Monsieur l'Orateur, et je crois que cette Chambre et tous les habitants de cette province l'ont approuvée également.

Ainsi, le code municipal, soumis à la considération de cette Chambre, est le résultat du travail incessant du sous-comité dont j'ai l'honneur de faire partie. Cette mesure a été envisagée sous toutes ses faces et paraît donner satisfaction aux honorables membres de cette Chambre. Mais, Monsieur l'Orateur, comme membre du sous-comité, je ne crains pas de dire que cette loi n'est pas encore satisfaisante, que le sous-comité n'a pas eu le temps de revoir son travail après l'avoir terminé, que cette Chambre n'a pas le temps, durant cette session, de faire une étude suffisante du code, et qu'il serait dangereux de l'adopter sans étude.

Les habitants de cette province n'ont pas demandé le code, ils n'en désirent pas l'adoption immédiate; ce qu'ils désirent, c'est une loi claire, simple, efficace, mais peu dispendieuse dans son application.

J'espère que ce code atteindra ce but, mais il faudra pour cela lui faire subir quelques amendements. Je conclus en déclarant que le code ne doit pas être adopté durant la présente session.

M. E. J. HEMMING (Drummond-Arthabaska): Il m'est impossible de laisser passer cette

discussion sans dire un mot à l'éloge de M. Marsan. Toujours prêt à travailler, n'épargnant aucune étude, M. Marsan a assisté à toutes nos séances et s'est imposé la tâche de reviser nos amendements, de les intercaler dans le texte, et cela au risque de nuire à sa santé. Aussi, le comité, à l'unanimité des voix, a reconnu son mérite et décidé qu'il avait droit à une indemnité.

M. A.-L. DESAULNIERS (Maskinongé):

Monsieur l'Orateur,

Je concours dans l'opinion émise par l'honorable député de Bagot (M. P.-S. Gendron). Le renvoi de la prise en considération, en comité général de la Chambre, du code municipal, est, à mon avis, une sage suggestion. Je pense que la codification des lois municipales a été une tâche trop lourde, trop considérable, pour être bien remplie par le sous-comité pendant le court espace de temps de cinq ou six semaines.

Malgré toute la bonne volonté, malgré le travail sans interruption, pendant un mois et demi, de six à huit heures par jour; malgré les connaissances de mes honorables collègues, je crois qu'il est raisonnable de douter que cet ouvrage ait toute la perfection qu'il doit avoir. Or un code de lois doit avoir ce caractère de stabilité, cette perfection qui engage, au futur, le respect de la Législation et de la population du pays. Le code municipal n'est pas un statut ordinaire qu'il est permis de changer et de modifier à toutes les sessions de la Législature. Un tel code doit avoir un autre caractère, ou ne serait point assurément ce que nous appelons un code.

Eh bien, je crois que le gouvernement ferait bien de remettre la prise en considération de cet important ouvrage, afin de donner au pays et à la législature le temps de l'étudier de nouveau, de le ré-examiner et de le perfectionner autant que possible. Je ne crois pas que ce retard apporté à l'adoption de cette loi soit mal vu du public, car après tout, ce que veut le pays, et ce qu'il lui faut, c'est un bon code municipal. Ce n'est pas une question de temps pour lui, mais toute son attention se porte sur la bonté, le degré de perfection que la Législature donnera à l'ouvrage. Tous ces tâtonnements, donc, si je puis m'exprimer ainsi, ces hésitations, ces remises de nouveau sur le métier, ne feront qu'inspirer une plus grande confiance dans l'ouvrage, lorsqu'enfin il sera terminé.

Pour ces raisons, je crois que le gouvernement ferait acte de sagesse en se rendant à la suggestion qui vient de lui être faite, de remettre à la prochaine session l'adoption du code municipal.

Avant de reprendre mon siège, je suis heureux de dire à cette honorable Chambre que je me joins de tout cœur aux paroles d'éloge, aux félicitations que l'honorable député de Drummond-Arthabaska (M. E.J. Hemming) vient

d'adresser à M. Marsan, l'habile rédacteur du code municipal.

M. P.-A. TREMBLAY (Chicoutimi): Je suis de l'avis du député de Bagot (M. Gendron), et je crois aussi que la Chambre doit remercier le comité d'avoir travaillé à la codification de nos lois municipales.

M. V.-P. LAVALLEE (Joliette): Désire voir la mesure remise à la prochaine session.

M. J. ROSS (Compton): Thought the Code as complete as it could be under the circumstances. He pointed out the difficulty which the sub-committee had to contend with in making its provisions adaptable to all parts of the Province, but they had, after due consideration, met this difficulty and prepared the law with a proper regard. He approved of passing the Code through Committee of the Whole without discussion, leaving it open for ratification next session.

L'HONORABLE C. DUNKIN (Brôme): Approved of carrying the Code through the Committee of the Whole, and report it without amendment, and to then move a resolution to suspend it until next session, when the subject could again be taken up. He approved of discussing its merits with the Speaker in the Chair, when the adoption of the report of the Committee of the Whole was asked for, and to be taken up in chapters. In that way it could be disposed of without much loss of time, while if discussed clause by clause in Committee it would take up more than half of the session.

M. V. ROBERT (Rouville): Reproche au gouvernement de mettre tant d'hésitations à adopter le code. Ces hésitations coûtent beaucoup d'argent à la province et un temps inutilement employé par les députés. Il est très affligé de constater de pareils abus. Le code municipal a été soumis à la Chambre à sa première session. Il devait être adopté à la deuxième session; à la troisième, le code vient devant la Chambre et on propose de le renvoyer à la session suivante. L'année prochaine on proposera peut-être encore son renvoi.

Que répondra-t-il à ses électeurs qui lui demandent: "Qu'avez-vous fait au parlement?" — Il ne pourra que répondre: "Nous avons passé deux bills — un pour organiser la police, et l'autre pour nommer un juge." Ses électeurs le blâmeront, même si le vrai coupable est le gouvernement.

M.D.-A. COUTLEE (Soulanges): La Chambre a fait beaucoup par la préparation de cette loi, rendue bonne et acceptable. Le pays ne souffrira pas d'attendre à la prochaine session l'adoption de cette loi.

L'HONORABLE G. OUMET (Deux-Monta-

gnes): Lors de la première réunion de ce Parlement, la Chambre s'est occupée de la loi municipale. Un comité s'est livré à un travail pour s'assurer si le pays désirait une réforme dans nos lois municipales. Les officiers en lois de la couronne ont travaillé avec toute la conscience et l'attention possibles à sa rédaction. Le public a pu juger que cette nouvelle loi municipale demandait d'être refondue de manière à ce qu'elle fût claire, précise et intelligible pour tous.

Son travail, que la Chambre connaît, est très important et a été répandu dans le pays. L'opinion publique a vu avec plaisir ce commencement de codification et a paru désirer que l'on poussât le travail plus loin. Pendant les vacances, l'on a préparé dans les bureaux du procureur général un projet du code, qui a été examiné en comité par la Chambre, l'an dernier. Mais on ne crut pas devoir adopter les lois municipales telles qu'elles se trouvaient.

A l'ouverture de la présente session, le lieutenant-gouverneur a de nouveau attiré l'attention des députés sur cette question et un comité a été nommé pour reviser le travail de l'an dernier. Comme le dit le député de Drummond-Arthabaska (M. Hemming), le gouvernement et les deux côtés de la Chambre ont été représentés et l'harmonie n'a cessé de régner dans ses délibérations.

Il serait difficile de nommer les membres du sous-comité qui ont si bien mérité, par leur travail, les remerciements de la Chambre et du pays. Les membres ont démontré qu'ils avaient une profonde connaissance de nos lois municipales et les avaient vu fonctionner.

Je crois que le code, tel que présenté, sera un monument qui fera honneur à cette Chambre. C'est une mesure dont la Chambre et le gouvernement ont assumé la responsabilité. Tous devraient donc faire preuve d'une grande attention en cette circonstance, car il ne fallait pas imposer au pays une loi qui fût dangereuse ou défectueuse.

Je crois que la Chambre a atteint ce but. Maintenant, il s'agit de savoir si le code municipal passera à cette session ou à la prochaine. La Chambre a pris sur elle la responsabilité collective du code avec le gouvernement. La loi municipale est la loi de chaque individu en particulier; chaque individu doit avoir une connaissance plus ou moins approfondie de cette loi; car il peut être appelé à faire partie du conseil municipal, etc.

Plusieurs membres du sous-comité sont d'avis qu'il ne doit pas être mis entre les mains du peuple immédiatement, attendu qu'il contient beaucoup de dispositions nouvelles. J'aurais désiré le voir adopter maintenant. Cependant, puisque la Chambre en a pris la responsabilité, je dois me rendre à son désir mais je regrette pour ma part qu'il ne soit pas sanctionné pendant cette session.

Je dois remercier le député de Drummond-Arthabaska d'avoir complimenté M. Marsan et

reconnu le mérite de ce jeune homme qui s'est distingué par son travail, son amour de l'étude et son talent.

Je demande maintenant que le code soit adopté en comité, pour la forme.

M. P. BACHAND (Saint-Hyacinthe): N'accepte pas la proposition faite par le procureur général de ne changer que des détails. Il se réserve le droit de discuter toute la mesure, dans ses principes comme dans ses détails.

La Chambre se forme alors en comité.

Le comité étudie le bill et en fait rapport, sans amendement.

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVEAU (Québec-Comté): Regrette que la Chambre veuille remettre à plus tard l'étude du code. Il remercie les membres du sous-comité du temps qu'ils ont consacré à ce travail en n'allant pas chez eux pendant les vacances. Le gouvernement étudiera la recommandation du sous-comité pour que M. Marsan soit récompensé de l'aide qu'il a donnée au comité.

Je propose, appuyé par le représentant de Lotbinière (M. H.-G. Joly), que cette Chambre croit devoir exprimer son appréciation des travaux considérables et ardues auxquels se sont livrés les membres du sous-comité du comité spécial auquel a été renvoyé le code municipal, et les remercie d'avoir consacré tout le temps de l'ajournement à l'examen consciencieux de cette importante mesure.

Adopté.

Profession du notariat

L'HONORABLE G. OUMET (Deux-Montagnes): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme de nouveau en comité pour étudier le bill du Conseil législatif, intitulé: "Acte pour refondre et amender les actes concernant la profession du notariat."

Le comité rapporte qu'il a fait quelques progrès et demande la permission de siéger de nouveau.

Accordé.

Message du Conseil législatif:

Le greffier du Conseil législatif remet à la barre de la Chambre le message suivant:

Le Conseil législatif a passé les bills suivants, sans amendement.

Bill intitulé: "Acte pour faciliter les enquêtes dans les causes civiles."

Bill intitulé: "Acte pour autoriser un prêt aux syndics des chemins à barrière de Québec, pour la réparation du pont Dorchester."

Bill intitulé: "Acte concernant les tarifs d'honoraires de certains officiers de justice."

Aussi le Conseil législatif a adopté les amendements faits par cette Chambre au bill intitulé: "Acte pour protéger les manufactures de fromage et de beurre en cette province," sans amendement.

Et, de plus, le Conseil législatif a passé un bill, intitulé: "Acte pour incorporer le club de Montarville de Longueuil," auquel il demande le concours de cette Chambre.

Club de Montarville de Longueuil

M. J.-B. JODOIN (Chambly): Propose, appuyé par le représentant de Laprairie (M. C. Thérien), que le bill du Conseil législatif, intitulé: "Acte pour incorporer le club de Montarville de Longueuil," soit maintenant lu la première fois.

Adopté.

Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés.

La séance est levée à six heures.

Deuxième séance du 27 janvier 1870

Sous la présidence de l'honorable J.-G. Blanchet

La séance débute à sept heures et demie.

Dépôt et lecture de pétitions

Les pétitions suivantes sont séparément présentées et déposées sur la table:

Par M. Chapleau, la pétition du révérend F.-X. Laberge et autres, de la paroisse de Saint-Hippolyte, comté de Terrebonne.

Par M. Marchand, la pétition de L.-Pamphile Lemay et autres.

Conformément à l'ordre du jour, la pétition suivante est lue:

De J.-O. Laurendeau et autres, de la paroisse de Saint-Gabriel-de-Brandon; demandant de l'aide pour un pont sur la rivière Maskinongé.

Ordonné, que la pétition de L.-Pamphile Lemay et autres, présentée aujourd'hui, soit maintenant reçue et lue.

Et ladite pétition, demandant la permission de publier les débats parlementaires, sous le contrôle de la Législature, est reçue et lue et renvoyée au comité permanent des dépenses contingentes.

M. A.-L. DESAULNIERS (Saint-Maurice): Entendant prononcer le nom de M. Faucher, de Saint-Maurice, et croyant qu'il s'agit de son comté, se lève et dit à la Chambre qu'il est très surpris qu'un citoyen appartenant à sa circonscription électorale présente une requête par un autre intermédiaire que le sien.

Caisse de dépôts

M. F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le deuxième rapport du comité spécial nommé pour s'enquérir de l'opportunité et des moyens d'établir en cette province des caisses de dépôt et de consignation destinées à recevoir les dépôts et consignations exigées par la loi et

l'autorité judiciaire, stipulées par convention ou rendues nécessaires entre particuliers, par les circonstances.

Voici le rapport:

Votre comité s'étant enquis de l'opportunité et des meilleurs moyens d'établir en cette province des caisses de dépôts ou établissements pour recevoir les dépôts requis par la loi et l'autorité judiciaire, stipulés par convention ou rendus nécessaires entre individus par des circonstances particulières, a l'honneur de faire rapport, comme résultat de ses délibérations, d'un projet de loi, intitulé: "Acte concernant les dépôts."

Votre comité recommande de plus que l'établissement de telles caisses de dépôts serait, sous la garantie du gouvernement, un grand avantage pour le public en général.

Incorporation de la cité de Québec

M. H.-G. JOLY (Lotbinière): Propose selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité pour étudier le bill pour amender les dispositions des divers actes concernant l'incorporation de la cité de Québec.

En comité:

M. J.-A. CHAPLEAU (Terrebonne): Je viens encore combattre quelques clauses du bill présenté à la Chambre, mais, si je prends cette position, il ne faut pas se méprendre sur mes intentions. Tout ce que je désire, c'est de rendre justice à la ville de Québec, c'est de la soustraire aux vexations d'une législation exceptionnelle que je trouve odieuse, comme presque toutes les lois exceptionnelles.

Le bill décrète un changement complet dans le mode d'élection. Les conseillers et les échevins devront être élus au mois de mai et ils choisiront ensuite un maire parmi eux. Est-ce avec ce changement qu'on prétend sauver la position financière? Mais soutenir une pareille prétention c'est se payer de raisons d'enfants. Les conseillers actuels sont élus depuis un mois, ainsi que le maire; les élections se sont faites dans la plus profonde tranquillité. Il n'y a eu aucune distribution de coups de bâtons, rien n'a été plus calme.

Le choix du peuple a été libre et il est probable que, si cette clause est adoptée, il choisira les mêmes hommes au mois de mai.

Je dis que le changement qu'on veut imposer à la ville est odieux parce qu'il gêne d'abord les franchises électorales du peuple qui vient d'élire son premier magistrat et ensuite parce qu'il viole des droits acquis. Eh bien! il n'est pas permis de fouler ces droits aux pieds, quand ils ont été obtenus légalement.

On dit que la banqueroute est à nos portes et, quoique je ne vois pas de nouveau Mirabeau qui doit nous faire un tableau de ce danger, j'admets un instant que cela soit vrai. Mais est-ce en faisant entrer au conseil de ville, un ou

deux hommes de votre goût que la position sera sauvée, sont-ce ces quelques hommes qui rétabliront votre crédit?

Mais la position financière n'est pas si mauvaise qu'on se plaît à le dire. Si vous écoutez la voix des ennemis de la corporation, il faut aussi tenir compte des rapports des officiers de la corporation. Il y a des dettes, il y a aussi des ressources qui constituent de grandes garanties pour les créanciers.

Je le répète, il serait de la dernière injustice d'enlever au maire la charge que les citoyens lui ont confiée et de remettre l'élection du maire entre les mains du conseil.

Je sais bien que ce système est en force à Londres, mais ici la position est différente et le peuple s'est prononcé. Du reste, faire ce changement, ce serait nuire aux intérêts de la corporation qui a formé ses comités et qui se trouve dès à présent en état d'administrer les affaires.

Je proposerai donc un amendement à la première clause qui décrète un nouveau mode d'élection. Je désire qu'elle soit retranchée complètement.

M. H.-G. JOLY (Lotbinière): Nous avons entendu un plaidoyer en faveur du maire de Québec et des conseillers, mais toutes ces paroles vont à dire qu'il est fâcheux que M. le maire actuel perde sa place. Le député de Terrebonne (M. Chapleau) a passé en revue l'histoire municipale de Rome et de toutes les villes d'Europe, sans dire un seul mot par rapport à la question qui nous occupe.

Hier, il s'est apitoyé sur le sort du peuple; il nous a fait un tableau du riche dont la voiture dorée l'éclabousse; ce soir, il l'oublie, ce peuple qui lui est si cher et veut défendre ces hommes qui se sont servis des pauvres pour arriver. Il parle des droits acquis du maire et des conseillers et prétend que l'on ne peut les en priver. Je dis que ces droits ont été acquis sous protêt. Deux mois avant les élections, la requête des citoyens de Québec a donné avis que l'on demandait un changement. Du reste, ce ne sont pas des droits qu'ils possèdent. Ils n'ont que des devoirs, comme l'a dit le député de Montmorency, c'est une charge qu'ils doivent remplir sous peine d'amende. Cette question de droits acquis doit donc seule influencer les décisions de cette Chambre.

La seconde sous-section décrète que le maire sera élu par la majorité des citoyens. Je vais faire comprendre pourquoi nous demandons un changement.

La position de Québec ressemble à celle d'un homme qui a signé un billet qu'il ne peut payer. Il demande à le renouveler. Quelle sera la réponse du créancier? Il dira à la ville: J'ai confiance dans vos ressources, mais non dans la manière d'administrer vos affaires. Si c'est un marchand je n'ai pas de confiance dans votre associé et débarrassez-vous en avant que je vous fasse une nouvelle faveur. Les créanciers de Québec tiendront le même langage. Est-ce que

le créancier pourrait dire: Vous n'avez pas le droit de trouver mes affaires mal administrées?

Eh bien! en présentant cette clause, nous voulons tous donner une garantie à nos créanciers. Nous voulons leur dire: Ce sont les propriétaires qui sont les plus intéressés et qui auront le contrôle.

On dit que l'état des affaires est florissant. Mais je ne vois pas comment on peut soutenir cette prétention quand on a une dette de \$80,000 et rien dans sa caisse pour faire face à cette obligation. On est forcé d'avoir recours au renouvellement des débetures.

Je viens à une autre partie du bill, celle qui blesse M. Chapleau et dit que les élections auront lieu au mois de mai. Je prétends qu'il est de toute nécessité que ces élections aient lieu au plus tôt, avant la fin de l'année, car c'est pendant l'année courante que l'on doit faire face à la crise et, par conséquent, donner des garanties aux créanciers. Le remède proposé serait inutile l'an prochain; on ne pourrait l'appliquer qu'à un mort.

Le bill dit que le maire sera élu par la majorité des citoyens. Je ne vois pas pourquoi une coutume en usage ici et dans d'autres assemblées délibérantes serait mauvaise dans le conseil de ville. Cette disposition aura aussi pour but d'élever le conseil et inspirera à ses membres le désir de prétendre à la charge.

M. J.-P. RHEAUME (Québec-Est): M. Joly a répété son discours d'hier. Je vais être aussi obligé d'en faire autant. En fixant les élections au 1er mai, ce sera bouleverser les affaires municipales. C'est dans les mois d'avril et mars que l'on fait le budget de la corporation.

Peut-on penser que le nouveau maire prenne sur lui d'accepter le budget de son prédécesseur? M. Joly dit que les conseillers, ayant été élus sous protêt, ne peuvent pas se formaliser de leur renvoi. Je n'appelle pas protêt la déclaration d'une cinquantaine de citoyens.

On parle du triste état financier de la ville; j'admets que notre position n'est pas des meilleures, mais on ne peut pas nier que depuis deux ans nous sommes en progrès. Comment voulez-vous que nos finances soient dans un état florissant, quand j'entends répéter de tous côtés, dans les journaux, parmi les citoyens, jusqu'au milieu de cette honorable Chambre, que nous sommes en banqueroute? Croyez-vous que de pareilles insinuations soient faites pour remédier au mal? Elles ne font au contraire que nous attirer le discrédit et enlever la confiance des capitalistes étrangers.

Avec tout le bruit qu'on fait de notre dette, l'on prend le véritable moyen de nuire au crédit de la cité. Que l'on aille dire qu'il faut des réformes dans l'administration d'une institution monétaire. Est-ce que cette institution pourra subsister? Est-ce que ce même système employé vis-à-vis de Québec n'aura pas le même effet?

Il me semble que, si l'on avait vraiment à

coeur les intérêts de Québec, l'on se contenterait de demander les moyens de renouveler les débetures.

Le nouveau mode d'élection ouvre la porte à toute espèce de fraudes. Toute personne aura le droit d'envoyer son vote par la poste. Par ce mode, vous donnez le droit de voter à 200 personnes qui n'habitent pas Québec, vous donnez le droit de voter à des habitants de Beauport, de Saint-Henri et de Sainte-Hénédine, qui paient plus de \$25 de taxes.

Ce nouveau mode d'élection favorise les coteries, ne représente plus le suffrage des citoyens et n'amène avec lui aucun progrès, aucune amélioration.

Les promoteurs de ce bill sont inspirés par le dépit, parce qu'on n'a pas pu élire un des leurs, et ils ont dit: Nous allons punir les faubourgs en les empêchant d'élire le maire. Nous connaissons les maires choisis, il y a 15 ans, et ils ont réussi à endetter la ville, à nous laisser des dettes de \$1,600,000. Le peuple a choisi aussi d'excellents maires, et parmi eux se trouvent deux députés qui siègent dans cette chambre.

Je demande à la Chambre d'examiner la question, de ne voter qu'après mûre délibération et de ne pas faire main-basse sur le principe électif avant d'avoir réfléchi sur les conséquences de la mesure.

L'HONORABLE G. IRVINE (Mégantic): After a few introductory remarks, said all his interest was centered in this city, although not a landed proprietor, and, unfortunately for the city, any person purchasing a house or residence selected it on the outskirts to evade holding property in the town. The security for the debt was ample, and he believed and was satisfied that if the affairs of the city were wound up tomorrow the creditors would be secured to the last payment of their debt. Many of the present councillors were his own friends against whom he would not like to say a word, but the affairs of the city were in such a position that not one dollar of money could be borrowed tomorrow under the existing condition of our municipal government. The creditors had been assured over and over again that there was sufficient security to meet the payment of their claims; but what would their answer be? Go among your capitalists and raise sufficient money to pay our debt which is now overdue. Supposing the Corporation felt disposed to negotiate a loan, they would not go to the constituents of the member for Terrebonne or Quebec East, but to the very men who had signed the petition. It was only necessary to look over the statement which had been laid before the Committee to see that there was sufficient money to pay the interest on the debt and the principal too if it was collected. The House had been told that these people in arrear of assessments were too poor to pay. Well, the proper remedy for this was to place the responsibility upon the proprietor. It

had been argued that, by removing the present Municipal Council, we were tampering with vested rights. This he denied. The members of the House of Parliament, for instance, had no vested rights in their seats, the right was vested in their constituents. Not in themselves. It had also been argued by those opposed to the bill that the electoral privileges of a large number of citizens would be taken away. He would remind members that every house in the City of Quebec must be built of stone, and was there any dwelling in the City which did not return an assessed annual value of \$25, the fixed amount which entitled the citizen to vote. He concluded an eloquent and able speech upon the bill, reviewing the clauses separately from which he inferred that some immediate steps were required to give confidence to our creditors and the taxpaying citizens.

M. J.-A. CHAPLEAU (Terrebonne): L'honorable solliciteur général représente ce bill comme étant une mesure d'une indispensable utilité. Je comprends que l'état des finances n'est pas de nature à inspirer de la confiance à nos créanciers, mais je dirai qu'aujourd'hui avec de nouvelles mesures pour faciliter la collection des sommes dues à la corporation nous n'aurons pas besoin de nouveaux emprunts. Le chef du parti libéral dit que les conseillers ont un devoir à remplir, ont des obligations, mais n'ont pas de droits. Ils ont des droits qui leur ont été donnés par les électeurs et ces droits leur imposent des devoirs. La corporation pourrait elle-même se priver de ses droits, mais je trouve inique qu'elle soit dissoute contre son consentement.

Quant à la qualification des électeurs, je ne comprends pas du tout la différence qui existe entre l'élection d'un conseiller et celle d'un échevin, je trouve la distinction arbitraire sinon ridicule.

L'honorable député de Lotbinière a prétendu que je ne faisais que défendre le maire et les échevins; ce n'est pas leur personne que je défends, je défends le pouvoir dont ils ont été investis par le peuple et qu'on veut leur enlever.

L'HONORABLE J.-E. CAUCHON (Montmorency): Il me semble que M. Chapleau doit être content. Il a parlé deux heures durant, hier au soir, et une heure aujourd'hui pour sa gloire, sans aborder la question véritable. Il aurait dû y toucher ce soir et ne pas continuer à faire un appel aux passions populaires contre nous. Il me semble que nous sommes aussi intéressés que lui.

Si nous donnons une part plus large d'influence aux propriétaires, c'est parce que la propriété est responsable pour le montant de notre dette.

Il est juste qu'ayant plus d'intérêts en jeu que les locataires, ayant une plus grande responsabilité ils aient aussi une plus grande influence; ceux qui n'auront pas ce contrôle sont ceux qui n'auront pas payé. Il n'est donc nullement

question d'enlever les franchises électorales, mais simplement de régler une question d'argent. Toute autre manière d'envisager la question est fausse.

Il est bon de faire remarquer à ceux qui nous parlent des témoignages entendus devant le comité des bills privés que bien des membres du conseil se sont prononcés pour l'abolition de la corporation, l'été dernier, et ont déclaré qu'une réforme était nécessaire. Mais, depuis, l'intérêt leur a fait faire une volte-face et ils ne se rappellent pas les promesses qu'ils faisaient, pendant que les membres du conseil se querellaient, l'an dernier, et s'occupaient le moins possible des affaires de la ville.

En définitive, cette question de liberté électorale telle que présentée par ses avocats signifie simplement que ceux qui ne paient rien contrôleront ceux qui soutiennent la ville et sont responsables de ses dettes; qu'on les taxera pour retirer des revenus et que, si la moitié de sa population ne donne rien, il faudra imposer une taxe spéciale sur eux afin de combler le déficit.

On demande des hommes nouveaux pour un système nouveau, afin de rétablir la confiance dans notre crédit. On plaint la classe pauvre qui a toutes mes sympathies et que l'on veut poser en victime, mais elle a toujours été bien aidée à Québec. A plusieurs reprises dans des temps difficiles, on a fourni de l'ouvrage à cette classe et cela uniquement pour lui donner les moyens de vivre. Dans certaines années la corporation a dépensé \$50,000 pour secourir les ouvriers pauvres. Ce n'est donc pas pour les priver de tous droits, pour les tyranniser que nous voulons introduire quelques changements dans la loi. Mais pourquoi oublier que la plupart d'entre eux seront représentés, que nous ne changeons rien au nombre des membres du conseil de ville et que leurs intérêts ne seront pas méconnus?

J'ai proposé en comité d'abaisser à \$10 la qualification exigée pour les électeurs; on ne peut pas me reprocher de ne pas faire participer aux élections le plus grand nombre de citoyens possible. Il ne faut pas que le crédit public soit entre les mains de ceux qui ne participent pas aux dépenses. Ce sont là les deux clauses les plus importantes du bill, aussi ce sont celles sur lesquelles j'appuie le plus.

M. J.-P. RHEAUME (Québec-Est): Cette proposition de l'honorable député de Montmorency de réduire à \$10 la qualification des électeurs ne me paraît pas changer beaucoup la question, car il est prouvé que cette réduction ne donnera pas le droit de vote à beaucoup plus de citoyens.

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVEAU (Québec-Comté): Je dirai ce que je pense de cette mesure. Dans son ensemble, le gouvernement a cru devoir favoriser cette mesure, et la raison pour laquelle il lui a donné la préséance sur les

mesures du gouvernement, c'est que Québec se trouve dans une position exceptionnelle.

La prospérité de Québec est liée à celle de la province, mais aussi à celle du Dominion. On a dit que nous légiférons en faveur des banquiers; c'est vrai qu'en matière d'argent nous sommes à leur merci et nous devons faire tous nos efforts pour que cette cité traverse cette crise momentanée et qu'elle puisse renouveler ses bons. Lorsque cette mesure a été lue pour la deuxième fois, j'ai dit qu'il y avait quelques dispositions auxquelles je m'opposerais. Mais, si je savais que mon opposition puisse mettre le bill en danger, j'acquiescerais à beaucoup de clauses que, pour mon compte personnel, je ne considérerais pas comme parfaites. Je vois que les promoteurs du bill sont disposés à réduire à \$10 la qualification des électeurs; je suis satisfait de cette réduction que je trouve considérable et qui est une grande concession faite aux opposants.

Je m'objecte aussi à l'idée que les juges de paix deviennent des officiers-rapporteurs, surtout dans une ville où l'esprit de parti est si fort.

J'ai beaucoup de respect pour le comité des bills privés qui a rapporté ce bill. En Angleterre, la Chambre donne généralement son concours à tous les rapports de ce comité, le reconnaissant meilleur juge des bills privés.

Je n'approuve pas la partie qui prévoit l'élection du maire par le conseil.

J'ajouterai aussi que, puisque nous sommes à la veille d'adopter une autre organisation, le remède, s'il veut être efficace, doit être prompt. J'excepterais cependant le maire de la mesure générale et j'aimerais à voir respecter en lui le choix des électeurs.

M. H.-G. JOLY (Lotbinière): La proposition faite par l'honorable premier ministre est tout à fait contraire à l'esprit du bill. Je ne comprends nullement l'exception faite en faveur du maire.

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVÉAU (Québec-Comté): Je ferai remarquer à l'honorable député que, cette loi étant exceptionnelle, ma proposition ne doit pas paraître déplacée et n'est pas contraire à l'esprit du bill.

L'HONORABLE G. IRVINE (Mégantic): Trouve que la proposition de l'honorable premier ministre diffère de l'esprit du bill et ne voit aucune excuse logique à cette exception.

L'amendement de M. Chapleau, relatif à la première section du bill, est rejeté par 42 voix contre 8.

M. J.-A. CHAPLEAU (Terrebonne): Propose un amendement au 5e paragraphe de la première section, tendant à prolonger les fonctions du maire en exercice jusqu'au 1er janvier 1871.

L'HONORABLE J.-E. CAUCHON (Montmorency): La loi actuelle prévoit des élections

générales en mai. Comment cette Chambre pourrait-elle démettre les conseillers et échevins et maintenir le maire? Comment faire une loi qui protège un officier au préjudice des autres?

L'HONORABLE C. DUNKIN (Brôme): S'oppose à l'amendement.

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVÉAU (Québec-Comté): Répond que le maire occupe un poste très différent de celui des conseillers et échevins, qui n'ont pas les responsabilités du maire, le premier magistrat. Cette loi d'exception est un expédient, dans les circonstances actuelles, il est expédient de maintenir le maire au poste pendant le reste de son mandat.

Avant la votation, je dois dire quelle est l'opinion du gouvernement. Il favorise cette mesure, car la position de cette ville est exceptionnelle, et a pour but de rétablir le crédit de la ville. Les membres du cabinet sont libres de voter comme ils l'entendront, et l'un ou l'autre pourra se donner le luxe de voter avec la minorité.

Quant à moi, je n'approuve pas toutes les clauses du bill, et je vois avec plaisir que l'on est disposé à abaisser de \$25 à \$10 le cens électoral. C'était une des objections les plus fortes que j'avais contre le bill.

Je conviens, avec le député de Lotbinière, que, si nous devons adopter un grand remède, il faut l'adopter à temps, et qu'il faut que les élections se fassent sous la nouvelle loi et aient lieu au mois de mai. Je soumettrai aux membres du comité s'il ne serait pas à propos d'exempter le maire de la loi générale. Je crois qu'il vaudrait mieux que le maire actuel restât en fonction jusqu'à la fin de l'année.

M. H.-G. JOLY (Lotbinière): Je regrette de ne pouvoir me rendre au désir de M. le premier ministre, et je ne puis prendre sur moi de décider cette question.

La proposition me paraît, d'ailleurs, contraire au principe du bill.

L'HONORABLE G. IRVINE (Mégantic): Je désire me prévaloir du droit de différer avec un collègue. Je ne vois aucune différence entre la position du maire et celle des conseillers, et je trouve les raisonnements employés pour soutenir cette question peu logiques.

L'amendement est rejeté par 20 contre 30.

L'HONORABLE H.-L. LANGEVIN (Dorchester): Présente un amendement. Qu'on ajoute un paragraphe conçu en ces termes:

"Tout homme pourra voter pour les conseillers, pourvu qu'il paie la somme de 10 piastres au trésorier de la cité après le mois de mars."

Adopté.

M. J.-A. CHAPLEAU (Terrebonne): Propose en amendement que les personnes qui doivent prendre les votes soient désignées spécialement

par le greffier de la cour Supérieure, le protonotaire ou le recorder.

L'amendement est rejeté. La clause 33, relative aux maisons de prostitution, est retranchée.

Le comité fait rapport qu'il a étudié le bill et y a fait des amendements.

Reprise des terres abandonnées

L'HONORABLE G. OUMET (Deux-Montagnes): Propose, selon l'ordre du jour, la deuxième lecture du bill pour faciliter la reprise des terres abandonnées dans certains cas.

Adopté.

Magistrats de districts

L'HONORABLE G. OUMET (Deux-Montagnes): Propose, selon l'ordre du jour, la deuxième lecture du bill pour amender l'acte concernant les magistrats de districts en cette province.

Adopté.

Timbres sur les procédures judiciaires et les enregistrements

L'HONORABLE J. G. ROBERTSON (Sherbrooke): Propose, selon l'ordre du jour, la deuxième lecture du bill pour amender la loi concernant les timbres sur les procédures judiciaires et les enregistrements.

Adopté.

Compagnies pour l'empierrement des chemins

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVEAU (Québec-Comté): Propose selon l'ordre du jour, la deuxième lecture du bill du Conseil législatif, intitulé: "Acte pour pourvoir à la formation de compagnies pour l'empierrement des chemins"

Adopté.

Commissaire des incendies pour la cité de Québec

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVEAU (Québec-Comté): Propose, selon l'ordre du jour, la deuxième lecture du bill pour pourvoir à la rémunération du commissaire des incendies pour la cité de Québec.

Adopté.

Compagnies à fonds social

L'HONORABLE G. IRVINE (Mégantic): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme de nouveau en comité pour étudier le bill pour amender l'acte d'incorporation des compagnies à fonds social.

Adopté.

Le comité étudie le bill et en fait rapport, avec un amendement.

L'HONORABLE G. IRVINE (Mégantic): Propose la troisième lecture dudit bill.

Adopté.

Il est résolu que le bill passe, et que le titre soit: "Acte d'incorporation des compagnies de cimetières de 1870." Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif, et demande son concours.

Fermeture des auberges

M. E. CARTER (Montréal-Centre): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité pour étudier le bill pour abroger la section 16 de la 32e Victoria, chapitre 70, concernant la fermeture des auberges, cabarets, salons et autres places d'entretien public.

Adopté.

Le comité étudie le bill et en fait rapport, avec des amendements.

Maîtres et serveurs dans les cantons ruraux

M. C.-B. GENEST (Trois-Rivières): Propose, selon l'ordre du jour, la deuxième lecture du bill pour amender de nouveau le chapitre vingt-sept des statuts refondus pour le Bas-Canada, concernant les maîtres et les serveurs dans les cantons ruraux.

Adopté.

Association des dentistes

M. E. CARTER (Montréal-Centre): Propose, selon l'ordre du jour, la deuxième lecture du bill pour amender l'acte de la Législature de cette province, 32e Victoria, chapitre soixante-neuf, concernant l'association des dentistes de cette province.

Adopté.

Assurances

M. E. CARTER (Montréal-Centre): Propose, selon l'ordre du jour, la deuxième lecture du bill pour étendre les dispositions de l'acte de la ci-devant province du Canada, passé dans le 29e année du règne de Sa Majesté, intitulé: "Acte pour assurer aux femmes et aux enfants le bénéfice des assurances sur la vie de leurs maris et parents", et de "l'acte de cette province qui l'amende."

Adopté.

Chemins à lisses de colonisation

M. C.-B. GENEST (Trois-Rivières): Propose, selon l'ordre du jour, la deuxième lecture du bill pour amender l'acte de subvention des chemins à lisses de colonisation de 1869.

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVEAU (Québec-Comté): Informe alors la Chambre, par ordre de Son Excellence le lieutenant-gouver-

neur, que Son Excellence le lieutenant-gouverneur, ayant été informé du sujet de ce bill, le recommande à la considération de la Chambre.

Le bill est lu une deuxième fois.

La séance est levée à une heure quarante-cinq du matin.

Séance du 28 janvier 1870

Sous la présidence de l'honorable J.-G. Blanchet

La séance s'ouvre à trois heures et demie.

Dépôt et lecture de pétitions:

Conformément à l'ordre du jour, les pétitions suivantes sont lues:

De F. Bécharde et autres, du comté d'Iberville, demandant des amendements à l'acte concernant la profession du notariat.

De la municipalité du township de Stukeley, de Thos. S. Higgins et autres, du township de Grenville, comté d'Argenteuil et du révérend F.-X. Laberge et autres, de la paroisse de Saint-Hippolyte, comté de Terrebonne, demandant respectivement de l'aide pour des chemins.

Incorporation de la cité de Québec

M. H.-G. JOLY (Lotbinière): Propose, appuyé par le représentant d'Arthabaska (M. E.J. Hemming), que le rapport du comité de toute la Chambre chargé d'étudier le bill pour amender les dispositions des divers actes concernant l'incorporation de la cité de Québec, soit maintenant reçu.

M. J.-A. CHAPLEAU (Terrebonne): Propose, appuyé par le représentant de Joliette (M. V.-P. Lavallée), sous forme d'amendement, que tous les mots après "maintenant" jusqu'à la fin de la proposition soient effacés, et que les mots "renvoyé de nouveau à un comité de toute la Chambre, avec instruction d'amender la 5e sous-section de la 1re section, en retranchant tous les mots après "jusqu'à" et en y substituant les mots suivants: "l'expiration de son terme d'office, à moins qu'auparavant il ne se démette de ses fonctions, ou que son siège ne devienne vacant pour toute autre cause; et le conseil procédera alors à l'élection d'un nouveau maire, suivant les dispositions du présent acte," soient mis à la place.

Il veut que l'on change le bill afin de permettre au maire actuel de rester en charge jusqu'à la fin de son terme d'office. Ce magistrat a des droits acquis que l'on ne devrait pas violer. Du reste, le maire possède, de l'aveu de tous, les qualités nécessaires pour remplir honorablement sa charge.

M. H.-G. JOLY (Lotbinière): Il m'est inutile de faire un grand discours et de répéter les arguments que j'ai déjà donnés. D'ailleurs, il me semble que les efforts des adversaires de la mesure viendront se briser contre la logique des membres de cette Chambre. Ne se sont-ils pas engagés par leur vote d'hier soir à soutenir le bill? Il est bien singulier que l'on s'efforce de les faire revenir sur leurs pas! J'aurais préféré taire ce sujet, mais il est si répandu que je dois

le contredire. Je regrette qu'on fasse de cette question une affaire nationale.

J'ai entendu dire que certaines personnes ont répandu des bruits injurieux pour essayer de nuire au bill. On a dit que tous les députés anglais ont voté pour le bill, dans le but d'éliminer un Canadien du conseil de ville. C'est là une odieuse tactique, indigne de gens qui ont le sentiment de leur dignité. Jamais la question de nationalité n'a été soulevée et je pense que le dessein qu'on prête aux députés anglais n'est jamais entré dans leur esprit, surtout quand on sait que pas un seul mot à caractère national n'a été prononcé pendant le débat. J'ai été peiné d'entendre ce sujet si épineux.

Le discours du solliciteur général, parlant avec clarté et éloquence, a fait plus que toute autre chose pour rendre les députés anglophones unanimes dans leurs opinions; si les députés canadiens-français avaient entendu ce discours dans leur langue, ils auraient aussi voté avec le solliciteur général (l'honorable G. Irvine).

Je vais me contenter de redire, pour combattre l'amendement, que le député de Terrebonne (M. Chapleau) veut une clause exceptionnelle en faveur du maire. Cependant, aucune raison ne justifie cette demande; si le maire a le droit de rester en charge, les conseillers et les échevins peuvent se prévaloir du même droit.

Le nouveau conseil ne pourrait pas fonctionner efficacement sous un maire maintenu à son poste par un amendement d'exception: il est indispensable au bon gouvernement de la ville qu'il existe une bonne entente entre le premier magistrat et les conseillers, ce qui sera atteint si le conseil peut élire son propre président.

M. E. CARTER (Montréal-Centre): Je trouve l'amendement présenté par le député de Terrebonne (M. Chapleau) inutile et, plus que cela, contraire au principe du bill.

Si le maire reste en charge, pourquoi ne pas accorder le même privilège aux conseillers? Ils ont été élus en même temps et ont les mêmes droits.

J'ai regretté d'entendre le député de Lotbinière dire que l'on avait essayé de faire planer des doutes sur la conduite des députés anglais, et qu'on ait voulu nous les montrer agissant sous l'empire du sentiment de nationalité; je repousse cette insinuation aussi lâche que fausse. Quant à ce qui me regarde, je n'ai jamais agi en tenant compte des questions de nationalité.

M. L.-J. BEAUBIEN (Hochelaga): Je partage l'opinion du député de Montréal-Centre (M. Carter), et j'ajoute qu'au système nouveau il faut des hommes nouveaux. On ne gêne nullement les franchises. Le même nombre de députés se trouvera au conseil et le bill enverra vingt candidats à la mairie. A l'avenir, les citoyens ne seront pas obligés de courir de maison en maison pour trouver un candidat.

L'HONORABLE J.-E. CAUCHON (Montmo-

rency): J'espère qu'il est faux que l'on ait essayé de faire courir des bruits ridicules. Je suis certain que la nationalité n'a rien à faire ici. Pour ma part, si les députés voulaient voter la mesure dans le seul but d'éliminer un Canadien français, on ne me verrait pas parmi ceux qui soutiennent la mesure.

J.-A. CHAPLEAU (Terrebonne): Il me faut dire un mot des bruits qui sont parvenus aux oreilles du chef de l'Opposition (M. Joly). Si l'on voulait écouter aux trous des serrures, l'on dirait bien des choses à cette Chambre. Mais il faut tenir une autre conduite et ne pas s'occuper des bruits qui courent les rues.

M. L.-J. BEAUBIEN (Hochelaga): Point d'ordre!

M. L'ORATEUR: Déclare que le député de Terrebonne (M. J.-A. Chapleau), peut s'adresser à la Chambre, mais qu'il doit se limiter au sujet dont il veut parler.

M. J.-A. CHAPLEAU (Terrebonne): Nie que des sentiments nationaux interviennent dans cette question.

L'HONORABLE J.-E. CAUCHON (Montmorency): A l'ordre!

M. J.-A. CHAPLEAU (Terrebonne): Continuant de parler...

M. L'ORATEUR: A l'ordre!

L'HONORABLE J.-E. CAUCHON (Montmorency): Asseyez-vous. N'entendez-vous pas l'Orateur vous rappeler à l'ordre?

M. H.-G. JOLY (Lotbinière): Le député de Terrebonne (M. Chapleau) paraît m'adresser ces paroles. C'est une façon peu digne de m'attaquer. L'on sait que je n'ai pas l'habitude d'écouter aux trous des portes, ni de saisir des secrets en écoutant aux serrures. Il me force à dire à la Chambre que ce sont mes amis qui m'ont dit ce que j'ai fait connaître à la Chambre. On a tenté de leur faire voir un complot monté contre un Canadien français. Voilà ce que l'on m'a dit.

M. J. HEARN (Québec-Ouest): Said he had no intention of prolonging the discussion because he felt that anything he said would not change the opinions of the Members. He understood the Honourable Member from Lotbinière to have said that the English-speaking members of the House were influenced in giving their vote for the bill upon the clear and lucid explanations of the Honourable Solicitor-General. He denied the truthfulness of the statement made by the Solicitor-General when he said that the bonds of the City could not find purchasers. The City

stock was as good as any in the world. Gentlemen talking upon corporation affairs ought to know something about the subject before they ventured their opinions upon the subject. The public property of Quebec was voted at being worth \$900,000, and this with other assets showed the position of the City financially. The Honourable leader of the Opposition had compared the municipal system to a joint stock company. He referred that Honourable gentleman to the opinions of such English statesmen as Bright, Gladstone and others to show him that the comparison was ridiculous and odious. He understood the word bankrupt to mean a person who would not meet his liabilities, one who had not sufficient assets to pay his debts. This was not the position of Quebec. The City debt amounted to \$2,600,000, reserved to the creditor by special mortgage upon the property of each citizen, and he denied that any person could show the City assets not to be sufficient to meet its liabilities. He reminded the House that the ballot system of voting had been tried in the City some years ago, to please a few discontented persons, and now the same parties were again before Parliament asking for a system which they had already tried and found wanting.

L'HONORABLE G. IRVINE (Mégantic): He thought the previous speaker too modest when he stated that the House would not be influenced by his arguments. He, the Solicitor-General, did not say last night that the City was insolvent, for he knew and believed that the assets of the City of Quebec were sufficient to meet its liabilities, but what he said was that, while perfectly solvent, the affairs had been allowed to fall into such a state of mismanagement that its credit was destroyed. The City Treasurer before the Committee had said that there was a large sinking fund on hand. This was not true. There was not a farthing on hand of which the Corporation could avail themselves to meet their debt falling due, unless they obtained it from a fund reserved for other purposes. There was \$400,000 of water works bonds falling due which could not be renewed unless the Council were prepared to pay an interest that would be ruinous. The proof of the confidence which people held of our affairs under its present management could be best tested by going to our citizens, and asking them how much they would lend to relieve the City in its embarrassment. The Honourable gentleman next took up the water works, arguing that for years its receipts were insufficient to meet the payment of the interest upon its bonds. Admitting that last year, through extraordinary exertions having been made in collecting the revenue, a small surplus was obtained.

Et l'amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise, et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit:

POUR: MM. Bellerose, Bergevin, Bessette, Chapleau, Chauveau, Coutlée, Desaulniers (Maskinongé), Desaulniers (Saint-Maurice), Dugas, Garon, Gaudet, Hearn, Laberge, LaRue, Lavallée, LeCavalier, Locke, Mathieu, Ouimet (pro. gén.) Pelletier, Rhéaume, Robert et Verreault: 23.

CONTRE: MM. Bachand, Beaubien, Bellingham, Benoît, Blais, Cantwell, Carter, Cauchon, Clément, Craig, de Lotbinière-Harwood, Dunkin, Fortin, Gélinas, Gendron, Genest, Hamilton, Hemming, Irvine (sol. gén.) Jodoin, Joly, Marchand, Mailloux, Moll, Pozer, Robertson, Ross, Roy, Thérien et Tremblay: 30.

Ainsi, il est résolu négativement.

Et la question étant de nouveau proposée, que le rapport soit maintenant reçu.

M. J.-A. CHAPLEAU (Terrebonne): Propose, appuyé par le représentant de Joliette (M. V.-P. Lavallée), sous forme d'amendement; que tous les mots après "que", jusqu'à la fin de la question, soient retranchés, et que les mots "le bill soit de nouveau renvoyé à un comité de toute la Chambre, avec instruction de l'amender en retranchant la 1re section", soient mis à la place.

Et l'amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise, et il est résolu négativement.

Et la question étant de nouveau proposée, que le rapport soit maintenant reçu.

M. J.-A. CHAPLEAU (Terrebonne): Propose, appuyé par le représentant de Joliette (M. V.-P. Lavallée), sous forme d'amendement, que tous les mots après "que", jusqu'à la fin de la question, soient retranchés, et que les mots "le bill soit de nouveau renvoyé à un comité de toute la Chambre", avec instruction de l'amender comme suit:

"Page 2, ligne 11, après les mots "ou plus" insérez les mots "ou occupants de propriété d'une valeur annuelle cotisée de \$80", soient mis à la place.

Je désire présenter un amendement qui éprouvera sans doute le sort de ses devanciers. Cependant, pour m'acquitter de mon devoir, il me faut demander d'abaisser le cens électoral pour le choix des échevins. Le bill, tel qu'il est, défranchise des locataires et donne le droit de voter à des propriétaires de caboubs et d'auberges de la basse ville. Mais on avait plus d'égards pour les maisons de prostitution que pour la classe pauvre et honnête, et pour l'honneur de la ville, j'ai fait retrancher la clause qui avait rapport aux maisons de prostitution.

Le principe de ce bill est illégal et injuste.

Et l'amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise, et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit:

POUR: MM. Bergevin, Chapleau, Coutlée, Garon, Hearn, LaRue, Lavallée, Rhéaume et Robert: 9.

CONTRE: MM. Bachand, Beaubien, Bellerose, Bellingham, Benoît, Bessette, Blais, Cantwell, Carter, Cauchon, Chauveau, Clément, Craig, de Lotbinière-Harwood, Desaulniers (Saint-Maurice), Dugas, Dunkin, Fortin, Gaudet, Gélinas, Gendron, Genest, Hamilton, Hemming, Irvine (sol. gén.), Jodoin, Joly, Laberge, LeCavalier, Locke, Marchand, Mailloux, Mathieu, Moll, Ouimet (proc. gén.), Pelletier, Pozer, Robertson, Ross, Roy, Thérien, Tremblay et Verreault : 43

Ainsi il est résolu négativement.

Et la question étant de nouveau proposée, que le rapport soit maintenant reçu.

M. J.-A. CHAPLEAU (Terrebonne): Propose de nouveau, appuyé par le représentant de Joliette (M. V.-P. Lavallée), sous forme d'amendement, que tous les mots après "que", jusqu'à la fin de la question, soient retranchés, et que les mots "le bill soit de nouveau renvoyé à un comité de toute la Chambre, avec instruction de l'amender comme suit:

Page 2, ligne 17, après les mots "vingt-cinq piastres," insérez les mots "ou occupants d'une propriété d'un loyer annuel cotisé de \$40," soient mis à la place.

M. J. HEARN (Québec-Ouest): Défend vigoureusement l'amendement, sans lequel le bill priverait de leur droit de vote de nombreux habitants de son comté.

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVEAU (Québec-Comté): Propose, appuyé par le représentant de Sherbrooke (M. J.G. Robertson), que les débats soient ajournés jusqu'à la deuxième séance de la Chambre, aujourd'hui, et que la reprise d'iceux soit alors le premier ordre du jour.

Adopté.

Travaux de la Chambre

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVEAU (Québec-Comté): Propose, appuyé par le représentant de Sherbrooke (M. J.G. Robertson), que lorsque cette Chambre s'ajournera à sa dernière séance, aujourd'hui, elle soit ajournée jusqu'à demain, à deux heures.

Adopté.

Message du Conseil législatif:

Le Conseil législatif a passé les bills suivants, sans amendement:

Bill intitulé: "Acte pour changer les limites des comtés de Joliette et Montcalm".

Bill intitulé: "Acte pour incorporer la société appelée l'Union Saint-Joseph de Saint-Paul-d'Aylmer".

Bill intitulé: "Acte concernant les devoirs de

certaines charges judiciaires dans le cas de vacance."

De plus, le Conseil législatif a passé le bill intitulé: "Acte pour incorporer l'association appelée "L'Association de secours mutuel irlandaise catholique de Montréal", avec un amendement, auquel il désire le concours de cette Chambre.

Et de plus, le Conseil législatif a passé un bill intitulé: "Acte pour amender l'acte concernant le département de l'Agriculture et des Travaux publics", auquel il demande le concours de cette Chambre.

Département de l'Agriculture et des Travaux publics

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVEAU (Québec-Comté): Propose que le bill du Conseil législatif, intitulé: "Acte pour amender l'acte concernant le département de l'Agriculture et des Travaux publics", soit maintenant lu la première fois.

Adopté.

Association de secours mutuel irlandaise catholique de Montréal

La Chambre prend en considération l'amendement fait par le Conseil législatif au bill intitulé: "Acte pour incorporer l'association appelée "L'association de secours mutuel irlandaise catholique de Montréal".

Adopté.

La séance est levée à six heures.

~~Deuxième séance du 28 janvier 1870~~

~~Sous la présidence de l'honorable J.-G. Blanchet~~

~~La séance débute à sept heures et demie.~~

Incorporation de la cité de Québec

La Chambre reprend les débats ajournés sur l'amendement proposé aujourd'hui, à la question: Que le rapport du comité de toute la Chambre sur le bill pour amender les dispositions des divers actes concernant l'incorporation de la cité de Québec, soit maintenant reçu.

M. J. HEARN (Québec-Ouest): Continued his remarks upon the Quebec Bill. He attributed the non-payment of the arrears of taxes by the poorer classes, not to a want of activity on the part of City officials in collecting them, but to the poverty which has existed for the past few years. Looking at the municipal history of this City when every man who had a door to enter had a vote, and when every man contributed to the City revenue, be it either a cent or a dollar, we had as municipal representatives the first citizens of Quebec. Members wish to purify the House, and when asked to point out the

decayed part, they are perfectly at sea. The amendment asks that any man paying a rental of \$40, shall have a right to vote for Councillor. He would ask what the people had done to be deprived of the right secured to them for so long a period. He looked up on the present action of the promoters of the bill as calculated to create discontent amongst the lower orders. He appealed to the House in the name of the poor man, the poor "ouvrier", who would be ready in the time of trouble to defend the government of his country, not to deprive them of this privilege, to which all free men had a right; not one man in a hundred living in his division paid a rent high enough to entitle him to vote, and it was a well known fact that property and rents were invariably assessed under the amount paid. He hoped it was not still too late to appeal to the House to do justice in the present case. The Honourable Member for Lotbinière had declared the City to be in a state of bankruptcy and at the same time, he introduced a clause making it obligatory for the Corporation to take \$10,000 in the Gosford Railway. He felt that if the Legislature so willed that the Corporation should take the stock mentioned, he (Mr. H.) felt assured, notwithstanding the repeated assertions of bankruptcy, that the stock in question would meet with ready sale. If there was any truth in the statements made by Honourable Members to warrant the House in imposing this objectionable legislation, he would not be surprised; but when he looked at the arguments which had been made unsupported by the first title of evidence, and saw that the House gave ear to it, he was surprised.

M. H.-G. Joly (Lotbinière): Quant à l'accusation du député de Québec-Ouest (M. J. Hearn) qui accuse la corporation de Québec de n'avoir pas voulu racheter \$36,000 d'obligations détenues par la Quebec Assurance Company, il explique que, selon lui, la ville de Québec, sachant qu'elle devait rembourser ces \$36,000 d'obligations que la Quebec Assurance Company ne renouvèlerait pas, est allée vendre à la Banque Union des actions valant \$36,000 et prit cet argent pour racheter les obligations détenues par la Quebec Assurance Company.

M. J. HEARN (Québec-Ouest): Dit que le comité des finances a adopté à l'unanimité une résolution refusant de renouveler les débentures à 98.

Et l'amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise, et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit:

POUR: MM. Bergevin, Chapleau, Coutlée, Garon, Gaudet, Hearn, LaRue, Lavallée, Marchand, Pelletier, Rhéaume, Robert et Thérien: 13.

CONTRE: MM. Bachand, Beaubien, Bellerose,

Bellingham, Benoît, Blais, Carter, Cauchon, Chauveau, Church, Clément, Craig, Degaulniers (Maskinongé), Dugas, Dunkin, Fortin, Gélinas, Gendron, Genest, Hamilton, Hemming, Irvine (sol. gén.), Jodoin, Joly, LeCavalier, Moll, Ouimet (proc. gén.), Poupore, Pozer, Robertson, Ross, Roy, Tremblay et Verreault: 34.

Ainsi, il est résolu négativement.

Et la question étant de nouveau proposée, que le rapport soit maintenant reçu.

M. J.-A. CHAPLEAU (Terrebonne): Propose, appuyé par le représentant de Québec-Ouest (M. J. Hearn), sous forme d'amendement, que tous les mots après "que" jusqu'à la fin de la question, soient retranchés, et que les mots: "le bill soit de nouveau renvoyé à un comité de toute la Chambre, avec instruction de l'amender en retranchant les mots "vingt-cinq piastres", dans la 27e ligne de la 5e sous-section de la section 2, et en mettant le mot "dix", à la place.

M. J.-E. CAUCHON (Montmorency): Combat l'amendement et dit qu'il faut laisser le chiffre tel qu'il est dans ce bill, afin d'empêcher de voter les regrattiers, les laitiers, qui demeurent en dehors de la ville et auraient droit de voter si on adoptait l'amendement du député de Terrebonne.

Il objecte que ledit amendement n'est pas dans l'ordre, en autant qu'il n'en a pas été donné avis conformément à la 68e règle de cette Chambre.

M. L'ORATEUR: Décide que ledit amendement n'est pas dans l'ordre.

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUX (Québec-Comté): Dit alors qu'il s'oppose au bill si l'amendement confiant le droit de vote à ceux qui payeront 10 piastres de cotisation annuelle n'est pas adopté.

Et la question étant de nouveau proposée, que le rapport soit maintenant reçu.

M. J. HEARN (Québec-Ouest): Propose, appuyé par le représentant de Montmorency (M. J.-E. Cauchon), sous forme d'amendement, que tous les mots après "que" jusqu'à la fin de la question, soient retranchés, et que les mots "le bill soit de nouveau renvoyé à un comité de toute la Chambre", avec instruction de l'amender en retranchant la 43e clause, et en lui substituant la suivante:

"La corporation de la cité de Québec est autorisée par le présent acte à prendre des actions dans la Compagnie du chemin à lisses en bois de Québec et Gosford, au montant de \$10,000, et à émettre des bons à un montant suffisant pour en rencontrer le paiement, lesdits

bons devant être rachetés en vingt ans de leurs dates, et ne devant pas porter intérêt à plus de sept pour cent" soient mis à la place.

M. H.-G. JOLY (Lotbinière): Donne son accord à cet amendement.

Et l'amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise, et il est résolu affirmativement.

La question principale, telle qu'amendée, étant alors mise aux voix, il est ordonné que le bill soit de nouveau renvoyé à un comité de toute la Chambre, avec instruction de l'amender, en retranchant la 43e clause et en lui substituant la suivante: "La corporation de la cité de Québec est autorisée par le présent acte à prendre des actions dans la Compagnie du chemin à lisses en bois de Québec et Gosford, au montant de \$10,000, et à émettre des bons à un montant suffisant pour en rencontrer le paiement; lesdits bons devant être rachetés en vingt ans de leurs dates, et ne devant pas porter intérêt à plus de sept pour cent;"

M. H.-G. JOLY (Lotbinière): Propose que cette Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté.

Le comité étudie le bill et en fait rapport avec un amendement.

M. H.-G. JOLY (Lotbinière): Propose, appuyé par le représentant de Mégantic (M. G. Irvine), que ledit bill soit de nouveau renvoyé à un comité de toute la Chambre.

Adopté.

La Chambre se forme en comité.

En comité:

L'HONORABLE H.-G. JOLY (Lotbinière): Propose, sous forme d'amendement, que dans l'éventualité où la corporation de Québec achèterait \$10,000 d'actions, le maire deviendra ex-officio membre du bureau des gouverneurs de la compagnie.

Adopté.

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVEAU (Québec-Comté): Propose un amendement donnant droit de vote à tous les locataires habitant dans les limites de la ville qui paient une taxe de \$10. sans compter la taxe d'eau; les non-résidents devront payer \$25 de taxe, à part la taxe d'eau, pour avoir le droit de vote.

Adopté.

Le comité, après avoir étudié le bill, en fait rapport avec des amendements.

M. H.-G. JOLY (Lotbinière): Propose la troisième lecture dudit bill.

M. J. HEARN (Québec-Ouest): Fait remarquer qu'un jour doit s'écouler entre l'étude en comité et la troisième lecture.

M. L'ORATEUR: Dit que tel est bien le règlement.

La troisième lecture est fixée à demain.

Profession du notariat

La Chambre, selon l'ordre du jour, se forme en comité pour étudier le bill du Conseil législatif, intitulé: "Acte pour refondre et amender les actes concernant la profession du notariat".

En comité:

M. P. BACHAND (Saint-Hyacinthe): Dit qu'on devrait amender la clause touchant la transaction des minutes et permettre au fils d'un notaire mort qui n'aurait pas les conditions requises par cette clause de présider les minutes de son père.

M.C.-B. GENEST (Trois-Rivières): Propose un amendement à la clause alléguant que tout aspirant à l'étude du notariat doit avoir fait un cours complet d'études dans un des collèges désignés. Car elle ôte le moyen aux jeunes gens pauvres de pouvoir suivre cette carrière et il arrive presque toujours que ce jeune homme est doué de talents supérieurs. Il se trouve donc privé de tout moyen de s'acquérir une position sociale et de travailler aux intérêts de la société dont il serait un des meilleurs membres.

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVEAU (Québec-Comté): Dit qu'il est juste que tout aspirant à cette étude subisse un examen et produise un certificat des qualités qu'il possède.

M. E. LABERGE (Châteauguay): Dit que la clause en question présente des lacunes; il se prononce en faveur de l'amendement.

Cette clause est amendée.

M. F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): Critique la clause qui a rapport à la vente des greffes.

Cette clause décrète que le notaire ne pourra vendre le greffe que lorsque le nombre des minutes sera de dix mille et qu'il aura exercé sa profession pendant dix ans.

M. P. Benoît (Napierville): Critique la même clause.

L'HONORABLE G. OUMET (Deux-Montagnes): Est d'avis qu'il faut, dans l'intérêt du public, mettre des restrictions à la vente des greffes. Il consentirait à abaisser le nombre des minutes à 600, ou bien à laisser la clause telle qu'elle est.

M. P. Benoît (Napierville): Approuve l'amendement de la clause 54 disant que les notaires seront obligés d'avoir une voûte de sûreté, et qu'au lieu de deux ans, on fixe le

terme de six ans. Il combat la clause qui déclare que les notaires, qui sont aujourd'hui greffiers, devront, pendant les quatre ans qui vont s'écouler, abandonner une de leurs charges. Ils trouvent trop long le temps donné aux registrateurs pour faire leur choix.

M. F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): Se prononce contre la même clause.

M. J.-A. CHAPLEAU (Terrebonne): Trouve trop rigoureuse la clause 60e qui oblige les candidats à l'étude de la profession, à se pourvoir de certificats établissant qu'ils ont fait un cours complet d'études dans un collège.

M. C.-B. GENEST (Trois-Rivières): Parle dans le même sens.

Le comité fait rapport du bill, avec des amendements.

Reprise des terres abandonnées

L'HONORABLE G. OUMET (Deux-Montagnes): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité pour étudier le bill pour faciliter la reprise des terres abandonnées dans certains cas.

Le comité étudie le bill et en fait rapport, avec un amendement.

L'HONORABLE G. OUMET (Deux-Montagnes): Propose la troisième lecture dudit bill.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif, et demande son concours.

Magistrats de districts

L'HONORABLE G. OUMET (Deux-Montagnes): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité pour étudier le bill

pour amender l'acte concernant les magistrats de district en cette province.

Adopté.

Le comité étudie le bill et en fait rapport, sans amendement.

L'HONORABLE G. OUMET (Deux-Montagnes): Propose la troisième lecture dudit bill.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Commissaire des incendies de Québec

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVEAU (Québec-Comté): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité pour étudier le bill pour pourvoir à la rémunération du commissaire des incendies pour la cité de Québec.

Le comité étudie le bill et en fait rapport, avec un amendement.

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVEAU (Québec-Comté): Propose la troisième lecture dudit bill.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Compagnies pour l'empierrement des chemins

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVEAU (Québec-Comté): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité pour étudier le bill du Conseil législatif, intitulé: "Acte pour pourvoir à la formation de compagnies pour l'empierrement des chemins."

Le comité étudie le bill et en fait rapport, avec des amendements.

La séance est levée à deux heures du matin.

Séance du 29 janvier 1870

Sous la présidence de l'honorable J.-G. Blanchet

La séance est ouverte à deux heures.

Dépôt et lecture de pétitions:

Les pétitions suivantes sont séparément présentées et déposées sur la table:

Par M. Pozer, la pétition de John O. Farrell, de la cité de Québec, avocat.

Par M. Tremblay, la pétition du révérend A. Girard et autres, de la paroisse de l'Anse-Saint-Jean.

Message du Conseil législatif:

Le Conseil législatif a passé les bills suivants, sans amendement:

Bill intitulé: "Acte pour diviser la municipalité du township du Cap-des-Rosiers, dans le comté de Gaspé, en deux municipalités séparées."

Bill intitulé: "Acte pour permettre de fixer les termes de la cour du Banc de la Reine par proclamation."

Et de plus, le Conseil législatif a passé un bill intitulé: "Acte pour amender l'acte des mines d'or," auquel il désire le concours de cette Chambre.

Acte des mines d'or

L'HONORABLE J. G. ROBERTSON (Sherbrooke): Propose la première lecture du bill du Conseil législatif, intitulé: "Acte pour amender l'acte des mines d'or."

Adopté.

Rapport de comités:

M. E. CARTER (Montréal-Centre): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le dix-septième rapport du comité permanent des bills privés. Voici ce rapport:

Votre comité a examiné le bill du Conseil législatif intitulé: "Acte pour incorporer le "Club de Montarville de Longueuil" et a l'honneur d'en faire rapport, sans amendement.

M. J.-H. BELLEROSSE (Laval): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le cinquième rapport du comité permanent des dépenses contingentes. Voici ce rapport:

Votre comité a l'honneur de soumettre à la considération de votre honorable Chambre les résolutions suivantes:

Que la somme de huit cents piastres (\$800) soit donnée à M. C. Beausoleil, pour être, par lui, distribuée aux signataires de la pétition pour un bonus aux rapporteurs, et à M. T. J. Oliver.

Qu'en autant qu'un certain nombre d'employés de cette Chambre ont demandé, par

requête, au comité des dépenses contingentes, une indemnité pour le temps écoulé depuis leur nomination jusqu'à l'ouverture de la première session de la Chambre, que la somme de \$1000 soit accordée par cette Chambre et placée entre les mains de M. l'Orateur, pour être par lui payée à ceux des employés qui n'ont pas encore reçu cette indemnité, dans la proportion que M. l'Orateur, après enquête à cet effet, décidera, selon le mérite de chacun; et que la résolution passée hier dans ce comité soit rescindée et qu'à l'avenir, ce comité ne recevra aucune demande de cette nature.

Que des logements soient fournis au sergent d'armes et au messenger en chef, ou bien qu'une somme n'excédant pas ce qu'ils paient maintenant pour leur loyer leur soit accordée au lieu de ces logements.

Que la pétition de L.-M. Lapointe et autres, se plaignant de la conduite de certains employés de votre honorable Chambre, demandant certaines sommes d'argent qui leur sont dues par ces employés, ne peut pas être prise en considération par ce comité.

Que le greffier de la Chambre soit autorisé à faire l'acquisition des ouvrages suivants:

1. Un dictionnaire de médecine;
2. Edition française des Commentaires de Blackstone;
3. Mayne's Exposition Lexicon;
4. French Idioms, (English-French,) par Borner;
5. Manuel de géologie, par Huot;
6. Dictionnaire de marine, par DeBussy;
7. Maladies mentales, par Esquival;
8. Dictionnaire de jurisprudence, par Ferrière;
9. Vocabulaire des termes de marine, par Lessalier;
10. Grammaire nationale de Bescherelle;
11. Dictionnaire des verbes, par Bescherelle;
12. Traité des participes, par Bescherelle;
13. Le code civil et index;
14. Le code de procédure civile et index;
15. Edition française (traduction), de May's Parliamentary Practice;
16. Dictionnaire (quarto), de Spiers et Surennes, Unabridged.

Qu'une somme de soixante-quinze piastres soit payée au greffier en loi pour une collection complète des statuts du Canada publiée avant la publication des statuts refondus et comprenant trente volumes, dont il fait actuellement lui-même usage dans son bureau.

Incorporation de la cité de Québec

M. H.-G. JOLY (Lotbinière): Propose, selon l'ordre du jour, la troisième lecture du bill pour amender les dispositions des divers actes concernant l'incorporation de la cité de Québec.

M. J.-A. CHAPLEAU (Terrebonne): Avant qu'on procède à la troisième lecture du bill appelé des citoyens de Québec, qu'il me soit

permis de soumettre à la Chambre quelques observations. Après avoir fait tous mes efforts pour défendre les intérêts que je représente, je viens aujourd'hui soulever un dernier obstacle; il s'agit d'une question d'ordre. Deux pétitions avaient été mises sous les yeux de la Chambre; l'une présentée par la corporation de Québec, l'autre par l'association des citoyens de Québec, dans laquelle il était demandé la diminution du nombre des conseillers, l'augmentation de la qualification des électeurs et la fixation des élections municipales au mois d'avril. Les deux bills ont été mis sous les yeux du comité des bills privés qui en a demandé l'amalgamation. Jusque-là, il n'y a rien à dire, c'était son droit, mais une chose que ni le comité ni la Chambre n'avait le droit de faire, c'était d'y introduire des clauses différentes et en contradiction aux actes qu'on veut amender et qui n'ont jamais été demandées ni par un parti ni par l'autre.

Les changements dans la présente mesure sont:

1o La clause qui donne à toute personne payant \$10 de taxes quelconques à la ville, le droit de vote;

2o La clause imposant la totalité des taxes municipales à la charge du propriétaire, ce qui est contraire à la loi municipale existante et affecte la propriété;

3o La collection de la taxe par le propriétaire de son locataire avant même que le propriétaire l'ait lui-même payée, ce qui est contraire à la loi municipale existant avant aujourd'hui, et même contraire au droit commun, et affecte vivement le locataire;

4o La dernière clause du bill qui autorise la corporation à acheter \$10,000 de parts du chemin Gosford et à émettre des débentures à cet effet, ce qui intéresse tous les citoyens.

Aucune de ces dispositions n'est contenue dans les avis et les pétitions.

Pendant la dernière session, deux mesures refondues en une seule furent déclarées hors d'ordre par l'Orateur sur la même objection. Dans les deux cas, la propriété et la fortune privée étaient attaquées sans avis préalable. Je m'appuie donc là-dessus confiant dans mon droit et espérant qu'on voudra bien faire justice à mes prétentions.

L'HONORABLE J.-E. CAUCHON (Montmorency): Quand j'ai vu le député de Terrebonne (M. Chapleau) se lever sur une question d'ordre, je me suis dit qu'il serait pénible de voir rejeter une mesure si nécessaire sur un simple vice de forme. Je m'attendais alors qu'il soulèverait des objections sérieuses.

Cependant, après l'avoir entendu, toutes mes craintes sont disparues. Les citations qu'il a faites portent à faux et n'ont aucun rapport avec la cause actuelle. Il s'agissait, l'an dernier, d'exproprier des individus. Or, avant de le faire, il n'était que juste de les avertir. Aujourd'hui, on ne demande que les moyens de tirer la corporation d'une position difficile. Pour contribuer à cela dans une certaine mesure, on

laisse le propriétaire payer les taxes en lui donnant un recours contre les locataires. Si le comité des bills privés, si la Chambre n'avait pas le droit de modifier les mesures qui lui sont présentées, il serait inutile de nous réunir ici. En effet, nous n'aurions aucun pouvoir, aucune initiative et le pays pourrait se passer de nous. Je suis aussi soucieux que n'importe qui des droits des autres et si la mesure les attaquait, je ne la supporterais pas. Une clause pouvait donner lieu à des objections, c'est celle qui a rapport au chemin Gosford, mais heureusement elle a été modifiée.

M. H.-G. JOLY (Lotbinière): Il discute les trois arguments sur lesquels s'appuie le représentant de Terrebonne (M. J.-A. Chapleau) et, partageant l'opinion du représentant de Québec-Montmorency (M. J.-E. Cauchon), il ne voit aucune raison sérieuse pour que le bill soit rejeté.

Il dit qu'évidemment le comité des bills privés a excédé ses pouvoirs en ajoutant la clause concernant le chemin Québec et Gosford. Mais cette irrégularité avait disparu par la sanction de la Chambre formée en comité; or, les pouvoirs de la Chambre en pareille matière sont illimités.

L'ORATEUR: Décide que le bill est dans l'ordre, mais qu'il aurait pu être renvoyé si la clause légalisant le vote de \$10,000 de la corporation en faveur du chemin Gosford n'avait pas été amendée de manière à laisser facultatif l'octroi de cette somme; tel qu'il est, le bill ne souffre plus d'objection.

Et la question étant mise aux voix,

Que le bill soit maintenant lu la troisième fois, la Chambre se divise et la question est résolue affirmativement.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Travaux de la Chambre

M. L'ORATEUR: Donne communication de la lettre suivante à la Chambre :

Hôtel du gouvernement,
Québec, 29 janvier 1870.

Monsieur l'Orateur,

J'ai l'honneur de vous faire savoir qu'il est de l'intention de Son Excellence le lieutenant-gouverneur, si l'état des affaires le permet, de proroger la Législature de cette province mardi, le 1er février, à 2 heures P.M.

J'ai l'honneur d'être,
Monsieur l'Orateur,
Votre obéissant serviteur,

Arthur Taschereau

A l'honorable Orateur
de l'Assemblée législative
de la province de Québec

Profession du notariat

L'HONORABLE G. OUMET (Deux-Montagnes): Propose, selon l'ordre du jour, que le rapport du comité de toute la Chambre chargé d'étudier le bill du Conseil législatif intitulé: "Acte pour refondre et amender les actes concernant la profession du notariat" soit reçu.

Il est ordonné que ledit ordre soit déchargé.

Il est ordonné que le bill soit de nouveau renvoyé à un comité de toute la Chambre.

Il est résolu que cette Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Le comité étudie le bill et en fait rapport à la chambre, avec plusieurs amendements. Le bill est lu une troisième fois.

Compagnies pour l'empierrement des chemins

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVÉAU (Québec-Comté): Propose la troisième lecture du bill du Conseil législatif intitulé: "Acte pour pourvoir à la formation de compagnies pour l'empierrement des chemins".

Adopté.

Interpellations:

Instruction agricole

M. P. Benoît (Napierville): Demande si le gouvernement a l'intention de soumettre quelque mesure pour consolider les lois de l'éducation et pour organiser un système d'instruction agricole, ainsi que l'enseignement des sciences naturelles applicables aux arts utiles.

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVÉAU (Québec-Comté): Dit qu'il répondra à cette question à la prochaine séance.

Huron and Ontario Ship Canal

M. S. R. BELLINGHAM (Argenteuil): Moved that the petition of the Huron and Ontario Ship Canal be referred to a select committee. The entire subject, since the last discussion, had been brought under the notice of the Board of Trade. The House, he hoped, would respect the opinions of the merchants of this city, who said that the canal would be advantageous to this city and the Dominion. The Honourable gentleman here read the resolution passed at the meeting, in which he (Mr. Bellingham) concurred. Looking at the question either as one of labor or commercial benefit, he was satisfied the canal would be of great benefit to Canada. There was a meeting at Rochester a few days ago, at which it was agreed that it would be unprofitable to deepen the Erie Canal, and from this the Honourable gentleman argued that the proper outlet from the Great West would be through the tidal waters of the St. Lawrence. In referring to the

speech of the Member for Montreal East, at a dinner a few days ago, that gentleman advocated the improvement of the fishery system, but he thought that the railway would, in the course of time, destroy our coasting trade, upon which Quebec depended so much. In commenting upon the great advantages which would follow the construction of the Ontario Canal, he showed that at present we only profited here to the extent of five per cent upon the millions of bushels of wheat transported from the West. He said we never could compete with the Union Pacific Railway by constructing a line through to Fort Garry, because capitalists would not invest in it while the American railway ran so close to it. As an encouragement to colonization on the line grant of 49 millions acres. He said in conclusion that he approved of both canals, the Ontario and the Ottawa, because they would both be beneficial to the Dominion.

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVÉAU (Québec-Comté): Dit qu'il est un peu tard pour que le comité chargé de cette affaire puisse faire un travail précis. Il loue le député d'Argenteuil (M. Bellingham) soulignant l'habileté et la clarté que celui-ci a démontrées en soumettant le problème à la Chambre. Il croit que ses efforts et ceux du "Board of Trade" ont suscité l'intérêt du public plus que n'importe quel rapport de comité aurait pu le faire. Il espère néanmoins que le représentant d'Argenteuil consentira à laisser tomber sa proposition.

M. L.-J. BEAUBIEN (Hochelaga): S'oppose à la formation du comité demandé par le député d'Argenteuil (M. Bellingham). Le canal de la baie Georgienne contribuerait certainement à la prospérité de toute la Puissance. Mais charité bien ordonnée commence par soi-même. Si nous encourageons de notre influence morale le projet de M. Capréol, si nous contribuons à faire accorder un octroi de dix millions d'acres de terre, il nous sera impossible d'obtenir aucune aide pour la canalisation de l'Ottawa, qui nous intéresse bien davantage.

M. P. FORTIN (Gaspé): S'oppose radicalement à la proposition du député d'Argenteuil (M. Bellingham).

M. L. R. CHURCH (Ottawa): Said he regretted very much having been absent when this motion was first brought up. He felt it a matter of extreme importance, and one which should not be gone through with hurriedly. He would ask his Honourable friend how it was possible, in forty eight hours, for a committee to do any good work in the matter. He feared that they might do something which would compromise the House. He regretted very much that this question had been taken up in so one-sided a manner, and that two great projects had been brought into contradiction one with another.

As a native of this Province, he felt that they were of the greatest importance, not only to Ontario, but to Quebec and the whole Dominion. He continued that he thought the Honourable Member was in this instance forgetting little matters in his desire to further great ones. The state of navigation on the river Ottawa had long been in a disgraceful condition, and had been entirely neglected by the Federal Government. True it might be said that this House had no business to interfere in matters of this sort, but why not bring the moral influence to bear here as well as on matters of greater moment. He continued that he considered the building of both the Huron and Ottawa canals of such great importance that he would be very glad to see both projects referred to a special committee at the beginning of the next session, when there would be ample time to discuss the matter.

M. P.-A. TREMBLAY (Chicoutimi-Saguenay): J'ai visité l'Outaouais et je crois que la canalisation de cette rivière présenterait de grandes difficultés.

La proposition est retirée.

Timbres sur les procédures judiciaires

L'HONORABLE J. G. ROBERTSON (Sherbrooke): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité pour étudier le bill pour amender la loi concernant les timbres sur les procédures judiciaires et les enregistrements.

Le comité étudie le bill et en fait rapport, avec un amendement.

Le bill est lu pour le troisième fois.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Ligne de division entre Grantham et Upton

L'HONORABLE G. IRVINE (Mégantic): Propose, selon l'ordre du jour, la deuxième lecture du bill pour confirmer l'arpentage de la ligne de division entre les cantons de Grantham et Upton.

Adopté.

Département de l'Agriculture et des Travaux publics

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVEAU (Québec-Comté): Propose, selon l'ordre du jour, la deuxième lecture du bill du Conseil législatif intitulé: "Acte pour amender l'acte concernant le département de l'Agriculture et des Travaux publics."

Adopté.

Il est résolu que la Chambre se forme immédiatement en comité.

Le comité étudie le bill et en fait rapport, avec amendements.

Compagnie du chemin de fer de la rive nord

M. P. FORTIN (Gaspé): Propose qu'il soit présenté une humble adresse à Son Excellence le lieutenant-gouverneur priant Son Excellence de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre copie de toutes lettres, correspondances, ou de tous documents quelconques qui ont pu être écrits, transmis, reçus ou échangés entre le gouvernement et la Compagnie de chemin de fer de la rive nord et de la navigation du Saint-Maurice depuis sa formation, concernant un octroi de terres sur le Saint-Maurice, ou ailleurs, ou toute autre aide en faveur de ladite compagnie; et de plus, copie de toutes lettres et autres documents concernant un octroi de 1,500,000 acres de terre pour la construction du chemin des Piles.

La raison qui m'a fait prononcer contre le bill du chemin de fer des Piles n'était une raison de personne. Je l'ai fait, parce que je croyais qu'il n'était pas dans l'intérêt public d'accorder une concession d'un million et demi d'acres de terres pour construire un chemin de 30 milles. J'ai voulu protéger nos forêts et ne pas les laisser exploiter par une compagnie de chemin de fer. Tout le monde ne sait pas que cette concession forme 10,000 milles carrés et pourrait former 25 townships.

La politique du gouvernement doit être une politique de conservation de nos forêts, car c'est notre seule ressource et la meilleure source de nos revenus.

Une fois nos forêts détruites, le gouvernement de cette province, dénué de nos grandes propriétés, deviendra ce que beaucoup de personnes espèrent une municipalité.

On calcule que les forêts couvrent encore une étendue de cent millions d'acres. Mais on oublie que les besoins de la consommation en dévastent un million d'acres par année, les incendies sept ou huit millions. Il faut déduire encore les immenses forêts devenues la propriété privée des seigneurs.

Quand on songe aux dévastations qui s'accomplissent chaque année, on ne peut s'empêcher de frémir sur l'avenir.

Voilà pourquoi je me suis opposé dès le principe à l'octroi d'un million cinq cent mille acres de terre. Sait-on bien ce que cela représente?

Pas moins de quinze townships.

Je n'ai aucun dessein hostile contre le chemin. L'an dernier, j'ai voté en faveur du subsidé accordé au chemin des Piles, et je serais disposé à augmenter ce subsidé pour conserver au gouvernement cette partie du domaine public. Il faut se rappeler que le gouvernement compte sur ces forêts pour retirer des revenus. Si on les donne, que lui restera-t-il? Ils sont déjà bien entamés. Il ne lui restera que les forêts de l'Outaouais, du Saguenay et du Saint-Maurice.

La préservation de nos forêts devrait être le premier souci des Canadiens à cause des grands avantages que l'on en tire. La cession d'un million d'acres de terre dans la région du Saint-Maurice à une compagnie privée désireuse d'en obtenir le bois est une forme de spéculation ruineuse pour notre agriculture. De plus, le gouvernement sera obligé de dédommager tous les concessionnaires qui font la coupe du bois le long du Saint-Maurice. L'hiver relativement doux que nous connaissons dans la province de Québec est conditionné par nos vastes forêts des Laurentides, qui nous préservent du vent glacial du nord. L'entreprise des chemins de fer doit être encouragée. Mais il faut le faire en utilisant des capitaux. Je suis prêt à fournir au fonds d'un projet d'un chemin de fer du Saint-Maurice, mais je ne voudrais pas pour autant que la région soit dévastée et privée de ses arbres, lesquels font notre bien-être et notre prospérité.

M. C.-F. ROY (Kamouraska): Nous devons remercier le député de Gaspé (M. Fortin), de son dévouement à cette question si importante pour nous. Il est bon de rappeler que le manque de bois serait une calamité pour notre pays beaucoup plus sérieuse que pour un autre. Si nous continuons à exploiter nos forêts d'une façon ruineuse, il faudra ensuite imposer aux générations futures la tâche terrible de reboiser certaines parties du pays. C'est donc une question vitale, et j'espère que le gouvernement n'accordera pas des concessions de terres aux compagnies de chemin de fer.

M. C.-B. GENEST (Trois-Rivières): Je diffère d'opinion avec les deux orateurs précédents. Je demande si, dans le cas où la Compagnie du chemin de fer du nord remplissait ses obligations, il serait possible de lui refuser le million d'acres de terres?

Je dis que non.

D'ailleurs, il y a tant de terres dans le Saint-Maurice que le million d'acres n'y paraît pas plus au milieu de ces immenses étendues de terres qu'une maison dans Québec.

M.J.-A. CHAPLEAU (Terrebonne): Chaque fois que se présente cette question du chemin, je ne puis m'empêcher de prendre part à la discussion. Les forêts ont donné une maladie chronique au député de Gaspé (M. Fortin). Chaque année, il ne cesse de pleurer sur le sort des bois qui se perdent par le feu et autrement. Il a une tendresse toute paternelle ou naturelle pour les forêts. Il ne veut pas y toucher. Bientôt il demandera de les tenir dans de la ouate et de ne pas les regarder. Il aime mieux sans doute voir le feu les détruire que d'en détacher une partie pour les céder à la compagnie du chemin de fer.

Le seul moyen de les administrer avantageusement, c'est en faisant des réserves et en permettant à la hache du colon d'y faire d'immenses trouées. Tout colon établi sur l'emplacement d'une forêt contribuera aux revenus.

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVEAU (Québec-Comté): Le gouvernement n'a pas changé d'opinion sur cette question et n'a pas d'objection à donner la correspondance demandée.

Adopté.

La Gazette officielle

M. P. Benoît (Napierville): Propose qu'il soit présenté une humble adresse à Son Excellence le lieutenant-gouverneur, priant Son Excellence de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre:

1. L'ordre en conseil réglant le tarif des publications d'avis et d'annonces dans la Gazette officielle de la province de Québec.

2. Un état des revenus provenant de ces publications jusqu'au 1er janvier courant, en indiquant séparément les revenus provenant des avis de vente de terre pour taxes municipales.

Adopté.

M. J.-H. BELLEROSÉ (Laval): Propose, que cette Chambre concoure dans le second rapport du comité permanent des comptes publics.

Adopté.

Maîtres et serveurs des cantons ruraux

M. C.-B. GENEST (Trois-Rivières): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité pour étudier le bill pour amender de nouveau le chapitre vingt-sept des statuts refondus pour le Bas-Canada concernant les maîtres et les serveurs dans les cantons ruraux.

Le comité étudie le bill et en fait rapport, avec des amendements.

Travaux de la Chambre

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVEAU (Québec-Comté): Propose qu'il y ait, lundi prochain, trois séances distinctes de la Chambre, la première commençant à onze heures et se terminant à une heure, la seconde commençant à trois heures et se continuant jusqu'à six heures, et la troisième commençant à sept heures et demie et se terminant à l'ajournement.

Adopté.

A six heures cinquante, l'assemblée est levée.

Séance du 31 janvier 1870

Sous la présidence de l'honorable J.-G. Blanchet

La séance est ouverte à onze heures.

Dépôt et lecture de pétitions:

Les pétitions suivantes sont séparément présentées et déposées sur la table :

Par M. Desaulniers (Saint-Maurice) — la pétition du révérend J.-D. Comeau et autres, de la paroisse de Saint-Boniface.

Par M. Church — la pétition du révérend R. Délage et autres, du township de Maniwaki et autres townships — et la pétition de William Campbell et autres, des townships de Northfield et Cameron.

Par M. Bellingham — la pétition de George Moncrieff et autres, du township de Chatham, comté d'Argenteuil.

Conformément à l'ordre du jour, les pétitions suivantes sont lues:

De John O'Farrell, de la cité de Québec, avocat; demandant que le bill pour amender l'acte des mines d'or ne devienne pas loi, et que le pétitionnaire soit entendu à la barre de la Chambre en personne ou par conseil, avant la seconde lecture dudit bill.

Du révérend A. Girard et autres, de la paroisse de l'Anse-Saint-Jean; demandant de l'aide pour un chemin.

Ligne de division entre Grantham et Upton

L'HONORABLE G. IRVINE (Mégantic): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité pour étudier le bill pour confirmer l'arpentage de la ligne de division entre les cantons de Grantham et Upton.

Le comité étudie le bill et en fait rapport, avec amendements.

Il est ordonné que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUEAU (Québec-Comté): Propose, selon l'ordre du jour, la deuxième lecture du bill du Conseil législatif, intitulé: "Acte pour amender l'acte des mines d'or".

Adopté.

Le bill est renvoyé à un comité de toute la Chambre.

Le comité étudie le bill et en fait rapport avec un amendement.

Il est ordonné que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif, et demande son concours.

Interpellations:

Colonisation dans la seigneurie de Matane

M. J. GARON (Rimouski): Demande si c'est l'intention du gouvernement d'accorder gratuitement aux habitants du quatrième rang de Matane les terres situées dans le township Tessier en compensation de la confection et de l'entretien des chemins et routes du 3e rang de la seigneurie de Matane, et aussi un octroi pour leur venir en aide, quant à l'ouverture d'une route sur les terres de la Couronne, s'étendant depuis la seigneurie de Matane, jusqu'au nouveau rang où passe la rivière de Matane, pour faciliter la colonisation et établir deux ou trois paroisses dans des terrains fertiles et de première qualité pour la culture.

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUEAU (Québec-Comté): Répond qu'il est difficile de s'engager à accorder de l'argent pour les chemins qui ne se trouvent pas sur les terres de la Couronne, mais que le sujet peut être pris en considération en ce qui regarde les terres de la couronne.

Ecoles normales

M. E. LABERGE (Châteauguay): Propose qu'il soit présenté une humble adresse à Son Excellence le lieutenant-gouverneur, priant Son Excellence de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre un état de toutes les sommes dépensées annuellement pour les écoles normales, depuis leur établissement jusqu'à ce jour; un état indiquant le nombre d'élèves qui ont reçu, chaque année, des diplômes pour académie, pour écoles modèles et élémentaires; le nombre d'élèves qui, chaque année, ont cessé d'étudier dans ces écoles avant d'avoir reçu des diplômes; le nombre d'élèves diplômés de ces écoles qui ont enseigné dans cette province, et pendant combien d'années ils y ont enseigné, le nombre d'élèves qui y enseignent maintenant.

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUEAU (Québec-Comté): Dit que les directeurs des écoles normales présentent chaque année un état détaillé, soit des dépenses, soit du nombre d'élèves admis, et que ce rapport est publié dans plusieurs journaux, dans le Journal de l'Instruction publique par exemple, qui font connaître les bons résultats obtenus depuis quelques années dans ces écoles.

Les informations demandées seront données à la Chambre sous forme d'un rapport. Les députés constateront alors que les principes dont se réclame l'école normale de cette province correspondent à ceux qui prévalent partout dans le monde, et peut-être sont-ils les meilleurs.

Adopté.

Juge à Rimouski

M. J. GARON (Rimouski): Propose qu'il soit présenté une humble adresse à Son Excellence le lieutenant-gouverneur, priant son Excellence de nommer un juge à Rimouski.

L'HONORABLE G. OUMET (Deux-Montagnes): Répond que la nomination des juges n'est pas du ressort du gouvernement provincial. Il demande donc au représentant de Rimouski de retirer sa proposition.

La proposition est retirée.

Comité des dépenses contingentes

M. J.-A. CHAPLEAU (Terrebonne): Propose que, cette Chambre concoure au cinquième rapport du comité des dépenses contingentes.

Votre comité a l'honneur de soumettre à la considération de votre honorable Chambre les résolutions suivantes:

Que la somme de huit cents piastres (\$800) soit donnée à M. C. Beausoleil, pour être par lui distribuée aux signataires de la pétition pour un bonus, aux rapporteurs, et à M. T. J. Oliver.

Qu'en autant qu'un certain nombre d'employés de cette Chambre ont demandé par requête au comité des dépenses contingentes une indemnité pour le temps écoulé depuis leurs nominations jusqu'à l'ouverture de la première session de la Chambre, que la somme de \$1000 soit accordée par cette Chambre et placée entre les mains de M. l'orateur, pour être par lui payée à ceux des employés qui n'ont pas encore reçu cette indemnité dans la proportion que M. l'orateur, après enquête à cet effet, décidera selon le mérite de chacun; et que la résolution passée hier dans ce comité soit rescindée et qu'à l'avenir ce comité ne recevra aucune demande de cette nature.

Que des logements soient fournis au sergent d'armes et au messager en chef, ou bien une somme n'excédant pas ce qu'ils paient maintenant pour leur loyer, leur soit accordée au lieu de ces logements.

Que la pétition de L.-M. Lapointe et autres, se plaignant de la conduite de certains employés de votre honorable Chambre, et demandant certaines sommes d'argent qui leur sont dues par ces employés ne peut pas être prise en considération par ce comité.

M. J.-H. BELLEROSÉ (Laval): Propose, appuyé par le représentant de Témiscouata (M. E. Mailloux), sous forme d'amendement, que tous les mots après "Que", jusqu'à la fin de la question, soient effacés, et que les mots "ledit rapport soit de suite renvoyé à un comité de toute la Chambre" soient mis à la place.

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVEAU (Québec-Comté): Dit que le trésorier et lui-même s'opposent à la hausse du traitement parce qu'une augmentation accordée à l'un d'entre

eux inciterait tous les autres greffiers de la Chambre à faire une demande à cet effet. Les mille dollars que le rapport recommande de verser à certains greffiers est un dédommagement pour le travail accompli entre leur entrée en fonction et leur nomination officielle par l'orateur. Il ajoute qu'il s'oppose aussi à ce qu'on fournisse un logement au sergent d'armes et au chef des messagers. Bien qu'il s'agisse d'officiers intelligents et efficaces, il ne croit pas qu'il convient de leur accorder une telle chose. Il dit qu'il espère que ces mille dollars constituent la dernière demande des greffiers au comité des dépenses contingentes, car le gouvernement pour aucune raison n'acceptera de hausser les traitements.

M. J.-A. CHAPLEAU (Terrebonne): Vante les mérites de M. Garneau, le sergent d'armes de l'Assemblée, et dit que comme gardien de l'hôtel du gouvernement il a droit d'y être logé.

Le rapport ne recommande pas une hausse du traitement de ce fonctionnaire, mais simplement de lui verser les émoluments auxquels il a droit. Le sergent d'armes de la Chambre des Communes en Angleterre et partout où cette fonction existe est logé gratuitement. Il ne voit pas pourquoi il n'en serait pas ainsi dans cette province. Il est injuste de nommer quelqu'un sergent d'armes sans lui accorder les privilèges et les avantages auxquels sa fonction lui donne droit.

Il se plaint des vues étroites du comité des contingents qui s'est refusé à l'achat de certains ouvrages littéraires et scientifiques; il dit qu'il n'approuve pas entièrement la gratification de \$1,000 remise entre les mains de l'Orateur, mais il dit qu'une gratification ayant été donnée l'an passé à quelques employés il y aurait injustice à la refuser cette année à des employés qui y ont autant de droit. Pour ce qui regarde l'indemnité de logement demandée pour le sergent d'armes, il croit qu'il y a tous les droits; il dit que dans la Chambre, dont il est le troisième officier, il doit avoir le rang du shérif. Il imagine ce qui se passe dans l'Assemblée législative de l'Ontario où le sergent d'armes a non seulement un traitement élevé, mais encore un logement confortable.

Je demande aussi que le même avantage soit accordé à M. Robitaille, le chef des messagers.

M. J.-H. BELLEROSÉ (Laval): Comme président du comité des contingents, dit qu'il ne saurait consentir à l'adoption des deuxième et troisième résolutions. C'est un vote de non-confiance.

La Chambre a déjà décidé qu'il n'y aurait durant ce Parlement aucune augmentation de salaire, et aujourd'hui on propose d'accroître d'une manière indirecte le salaire du sergent d'armes et du chef des messagers. Je m'oppose absolument à ce traitement de quelques officiers quand ceux d'autres plus méritoires restent stationnaires.

Il fait la lecture des comptes publics et fait ressortir le traitement versé au greffier légal, au greffier des journaux, et à d'autres officiers supérieurs, hommes instruits qui méritent certainement plus une hausse de traitement. Il ajoute que les greffiers des journaux sont contraints de travailler toute la nuit, ce qui nuit à leur santé. Hausser le traitement du sergent d'armes serait une injustice.

Quant à la somme de \$1,000 que l'on veut mettre à la disposition de l'Orateur, elle est sans justification. L'année dernière, une indemnité a été accordée à tous les employés qui ont pu en justifier devant le comité. Aujourd'hui, voyant le succès de leurs collègues, d'autres reviennent à la charge. Si les réclamations sont justes, le comité peut statuer; si elles ne le sont pas, il n'est aucune raison de dépenser cette somme. Le député de Terrebonne (M. Chapleau) a tort d'attaquer le comité des contingents, de lui reprocher l'étroitesse de ses vues au sujet de l'achat des ouvrages dont il a été question; quand il en reconnaît l'opportunité, le comité ne recule devant aucune dépense et est toujours prêt à voter les sommes nécessaires à l'achat de tout ouvrage jugé utile.

Il s'oppose à l'indemnité votée pour les employés; quant au sergent d'armes, il voit avant lui beaucoup d'autres employés plus utiles qui méritent davantage d'être favorisés. Il ne s'oppose pas à l'indemnité votée aux journalistes, et sera prêt à suivre là-dessus l'avis de la Chambre.

M. S. R. BELLINGHAM (Argenteuil): Est d'accord pour donner au sergent d'armes et au chef des messagers un appartement dans le Parlement, parce que ce système est suivi en Angleterre et à Ottawa. Il est également favorable à la publication des débats de la Chambre, de sorte que les députés pourraient y référer dans les débats ultérieurs. Il croit qu'une telle publication pourrait devenir rentable.

Les débats sont ajournés. La séance est levée à deux heures.

Deuxième séance du 31 janvier 1870

Sous la présidence de l'honorable J.-G. Blanchet

La séance débute à trois heures.

Dépôt et lecture de pétitions

La pétition suivante est présentée et déposée sur la table :

Par M. Tremblay, la pétition du révérend Joseph Hudon et autres, des paroisses de Notre-Dame-de-Laterrière, et de Saint Dominique-de-Jonquière.

Administration de la justice dans le comté de Saguenay

M. C. HAMILTON (Bonaventure): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le rapport du

comité spécial nommé pour s'enquérir de l'administration de la justice dans le comté de Saguenay. Voici ce rapport:

Votre comité a l'honneur de faire rapport qu'il a fait une enquête minutieuse sur l'administration de la justice dans le comté de Saguenay et qu'il a fait comparaître devant lui un certain nombre de témoins dont le témoignage est annexé à ce rapport, document "A".

Que votre comité, sur le témoignage rendu dans cette enquête, et après avoir délibéré sur ce sujet, en est venu à la conclusion que la nomination d'un magistrat de district dans ce comté, et dont la juridiction s'étendrait depuis les Sept-Iles jusqu'à la Pointe-aux-Esquimaux à l'est, serait d'un grand avantage matériel pour les habitants de cette partie du comté, et suppléerait à un besoin qui se fait grandement sentir.

Témoignage de John Halliday, écuyer, concernant l'administration de la justice dans la partie est du district du Saguenay, sur la côte du Labrador

J'ai été engagé dans le commerce sur la rivière Moisie et la rivière Saint-Jean, sur la rivière Moisie, depuis 1859, et sur la rivière Saint-Jean, depuis 1869.

J'ai souffert de grandes pertes bien des fois, causées par l'impossibilité de trouver un tribunal local devant lequel j'aurais pu intenter une action au civil ou au criminel, excepté lors des rares visites de la goëlette du gouvernement, "La Canadienne".

Avant l'été de 1869, le magistrat qui commandait "La Canadienne", a toujours agi comme tel, dans diverses circonstances, quand une plainte était portée devant lui, soit pour assaut ou pour d'autres causes criminelles, aussi bien que pour les infractions à la loi des pêcheries. Mais durant l'été de 1869, j'ai appris que M. Lavoie, le commandant de "La Canadienne", avait reçu des instructions du département de la Marine et des Pêcheries que, comme il recevait un salaire du gouvernement fédéral, en sa qualité d'officier du département des Pêcheries, on lui avait défendu d'agir comme magistrat, excepté dans les cas d'infraction à la loi des pêcheries; et il est à ma connaissance qu'il a refusé d'agir comme tel, sur la rivière Moisie, dans le cours de l'été dernier, dans un cas d'assaut et batterie.

Durant l'été dernier, un vaisseau dont j'avais la charge m'a été volé, et je n'ai pu trouver un magistrat ni aucune autre personne devant laquelle je pus faire une déposition; je fus obligé de souffrir ce dommage sans avoir le moyen de le faire réparer.

Je cite ce fait parmi un grand nombre d'autres de même nature. Je me permettrai de suggérer la nomination d'un magistrat stipendié, dont la juridiction s'étendrait depuis les Sept-Iles jusqu'à la Pointe-aux-Esquimaux, distance de 120 milles. Cet ordre de chose donnerait de grands avantages aux personnes

employées dans le commerce dans ces endroits et offrirait une plus grande sûreté à la propriété.

Durant les mois d'été, un grand nombre de personnes de la rive sud se rendent à cette partie de la côte mentionnée plus haut pour y faire la pêche, ou pour travailler aux mines de fer de Moisie.

On y compte ordinairement 200 ouvriers avec leur famille.

On évalue à 900 la population de la Pointe-aux-Esquimaux.

Il y a un prêtre et un maître d'école résidant, mais il, n'y a pas de magistrat depuis les Sept-Iles jusqu'à la Pointe-aux-Esquimaux, excepté M. Joseph Beaulieu, qui demeure à la rivière Saint-Jean pendant une partie de l'été, et qui est employé par le gouvernement fédéral pour surveiller les pêcheries de la rivière Moisie, lequel est par conséquent magistrat ex-officio.

Durant l'été dernier, plusieurs commerçants non licenciés sont venus dans la rivière, y ont vendu des boissons fortes aux sauvages et aux pêcheurs et y ont causé durant ce temps beaucoup de désordres, ainsi que dans bien d'autres ports de la côte.

Cette déclaration étant lue au témoin, il déclare qu'elle contient la vérité, et a signé,

(signé), John Halliday.

(Vraie copie), Charles P. Lindsay,
G.C.C.

Assemblée législative,
24 janvier 1870.

N. Lavoie, écr., commandant de "La Canadienne", dépose comme suit: Lors de ma nomination par le gouvernement fédéral, j'ai reçu une commission du gouvernement local m'autorisant à agir comme magistrat dans le district de Saguenay et le district de Gaspé. Je dois dire qu'après avoir consulté le gouvernement fédéral au sujet de l'acceptation de cette commission, on m'a répondu que le gouvernement n'avait pas objection à ce que j'acceptasse cette commission pourvu que l'objet principal pour lequel j'étais envoyé dans le golfe, c'est-à-dire la protection des pêcheries, n'en souffrît en aucune manière. A la réception de cette réponse du gouvernement fédéral, j'ai cru devoir demander des instructions plus précises. Ne recevant aucune réponse, j'ai cru qu'il était de mon devoir de n'agir comme magistrat de district que dans les cas très graves; que, dans le cas où le gouvernement fédéral m'aurait autorisé à agir comme magistrat de district dans les affaires civiles, je n'aurais pu le faire de manière à rendre justice aux parties intéressées sans nuire à mes devoirs comme commandant de "La Canadienne". Je considère que la nomination d'un magistrat de district avec une juridiction s'étendant des Sept-Iles à Nathashquan serait d'une grande utilité et contribuerait beaucoup à la protection des droits des habitants de l'endroit qui sont maintenant à la merci de gens sans aveux.

La présente déposition étant lue au témoin, il y persiste, déclarant qu'elle contient la vérité, et a signé.

(Signé), N. Lavoie,
(Vraie copie), Charles P. Lindsay.

G.C.C.

Département de l'Agriculture et des Travaux publics

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVEAU (Québec-Comté): Propose, selon l'ordre du jour que le rapport du comité de toute la Chambre pour étudier le bill du Conseil législatif intitulé: "Acte pour amender l'acte concernant le département de l'Agriculture et des Travaux publics", soit maintenant reçu.

Le bill est lu une troisième fois. Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Fermeture des auberges

M. E. CARTER (Montréal-Centre): Propose la troisième lecture du bill pour abroger la section 16 de la 32e Victoria, chapitre 70, concernant la fermeture des auberges, cabarets, salons ou autres places d'entretien public.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Maîtres et serveurs des cantons ruraux

M.C.-B. GENEST (Trois-Rivières): Propose la troisième lecture du bill pour amender de nouveau le chapitre vingt-sept des statuts refondus pour le Bas-Canada, concernant les maîtres et les serveurs dans les cantons ruraux.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

M. J. GARON (Rimouski): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité pour étudier le bill pour amender l'acte pour diviser le comté de Rimouski en deux divisions d'enregistrement.

Adopté.

Le comité étudie le bill et en fait rapport, avec un amendement.

Le bill est lu la troisième fois.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Association des dentistes

M. E. CARTER (Montréal-Centre): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité pour étudier le bill pour amender l'acte de la Législature de cette province, trente-deuxième Victoria, chapitre soixante-neuf, concernant l'association des dentistes en cette province.

Le comité étudie le bill et en fait rapport, avec des amendements.

Le bill est lu la troisième fois.

Il est ordonné que le Greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Assurances

M. E. GARTER (Montréal-Centre): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité pour étudier le bill pour étendre les dispositions de l'acte de la ci-devant Province du Canada, passé dans la 29e année du règne de Sa Majesté, intitulé: "Acte pour assurer aux femmes et aux enfants le bénéfice des assurances sur la vie de leurs maris et parents", et de l'acte de cette Province qui l'amende.

Adopté.

Le comité étudie le bill et en fait rapport, avec des amendements.

Le bill est lu la troisième fois.

Il est ordonné que le Greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Chemins à lisses de colonisation

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVEAU (Québec-Comté): Propose, selon l'ordre du jour, que

le bill pour amender l'acte de subvention des chemins à lisses de colonisation de 1869.

Le comité étudie le bill et en fait rapport, sans amendement.

Le bill est lu la troisième fois.

Il est ordonné que le Greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Dépenses contingentes

La Chambre reprend les débats ajournés sur l'amendement proposé aujourd'hui à la question: "Que cette Chambre concoure dans le cinquième rapport du comité permanent des dépenses contingentes", lequel amendement était que tous les mots après "que", jusqu'à la fin de la question, soient retranchés, et que les mots "le dit rapport soit immédiatement renvoyé à un comité de toute la Chambre", soient mis à la place.

M. J.-A. CHAPLEAU (Terrebonne): Lorsque ce matin je proposais l'adoption du 6e rapport du comité des contingents, que le président de ce comité avait refusé de demander, je ne m'attendais nullement à voir soulever la tempête qui agite en ce moment la Chambre.

L'honorable député de Laval tient sans doute à léguer à la postérité la mémoire d'un homme politique chez qui l'idée d'économie est devenue presque une maladie.

Pourquoi l'honorable député s'oppose-t-il à

ce rapport? Parce que la somme de \$1000 est mise à la disposition du président de cette Chambre pour régler toutes les réclamations qui pourraient être faites par les employés de cette Chambre, pour les indemniser de la perte de temps ou de salaire qu'ils auraient pu éprouver entre le moment de leur nomination et leur entrée en fonction. J'admets immédiatement que cette indemnité n'est rigoureusement pas exigible; mais il faut considérer que, l'an dernier et l'année précédente, quatorze employés, exactement dans la même position que les pétitionnaires, ont été indemnisés par la Chambre et parmi ceux-là se trouvaient les premiers et les plus fortunés des employés. Ce qui, dans un cas ordinaire et isolé, serait stricte justice devient quelquefois injustice lorsque la comparaison est faite entre un privilège conféré à quelques-uns et refusé à d'autres placés dans la même position, avec les mêmes prétentions. Si on a ouvert la porte et accueilli les réclamations de quatorze, pourquoi rejeter la demande des autres?

Du reste, il n'y a pas à craindre les précédents; cette somme qui n'est distribuée à personne en particulier est destinée à régler toutes les réclamations qui pourraient se présenter, sauf à proportionner à chacun, suivant le montant de sa juste demande, la part qu'il devra avoir.

Nous ne payons rien à personne; nous ne faisons que remettre à la décision de notre Orateur l'appréciation des demandes de ces employés. Cet officier, qui possède notre confiance, puisqu'il occupe sa situation par le voeu et le vote de la Chambre, est placé dans une position plus indépendante que nous pour juger cette question.

L'honorable député de Laval et l'honorable Premier ministre ont voulu insinuer que nous pourrions céder à un simple désir de plaire aux employés. Certes, Monsieur l'Orateur, je suis étonné de ce reproche; le gouvernement et les honorables membres de cette Chambre doivent savoir combien peu je tiens à la popularité ici, soit parmi les ministres, soit parmi mes collègues, encore moins parmi des subalternes; il n'y a qu'une popularité que je recherche, c'est celle de la justice rendue également à tous.

Le second item du rapport dont j'ai demandé l'adoption a trait à l'indemnité que le comité des contingents a cru devoir accorder aux messieurs de la presse qui ont suivi et publié nos débats.

Il me ferait peine, Monsieur l'Orateur, de voir un débat se soulever sur cette question, question d'une telle délicatesse que je ne voudrais pas douter un instant des dispositions des membres de cette Chambre à cet égard.

Le comité des contingents avait d'abord accueilli à l'unanimité la première demande de messieurs les journalistes, mais, comme l'on craignait que les pétitionnaires ne formassent

pas la totalité des journalistes, rapporteurs des débats, le comité chargea l'honorable député de Montréal-Centre et moi de voir ces messieurs et de leur annoncer qu'une somme déterminée serait votée, et que c'était à eux à s'entendre d'avance sur la distribution de cette somme.

Cette démarche fut faite, et je dois dire, Monsieur l'Orateur, que les procédés du comité, dans cette circonstance, obligent la Chambre, au risque d'exposer le comité au reproche, d'être non seulement injuste, mais même de manquer aux lois de l'honneur que des gentilhommes doivent toujours respecter. Comment! nous nous rendons auprès de ces messieurs, nous leur disons qu'il ne manque qu'une chose pour l'octroi de l'indemnité que nous avons votée en comité, c'est de s'engager à ne pas faire de récriminations sur sa répartition que nous ne voulons pas déterminer. Ceci est accepté et fait, et voilà que nous irions dire à ces messieurs, à la face de ces faits: "Et bien messieurs! c'est fâcheux, mais cette indemnité que nous vous avons demandé de répartir entre vous, nous ne voulons plus vous la donner". Il y a là tant de ridicule et d'injustice qu'il est pénible même de le supposer.

On dira peut-être que plusieurs journalistes ont peu ou mal rapporté les débats; c'est possible, je dirai même, si on le veut, que c'est vrai; mais ce n'est pas celui-ci ou celui-là que nous récompensons; c'est la presse qui a suppléé aux rapporteurs officiels que nous rénumérons, et les membres de cette presse nous donnent l'exemple de la délicatesse en s'entendant de suite entre eux. On s'est quelquefois plaint que la presse avait maltraité les membres de cette Chambre. Soyons donc justes et un peu modestes; si parfois un journaliste en bonne humeur amuse ses lecteurs à nos dépens, c'est un peu notre faute, et l'indulgence est peut-être, sur ce point, leur plus grand défaut. N'ajoutons pas, au moins, une nouvelle raison de nous juger trop bien.

On dira que les rapporteurs sont payés par leurs patrons et que nous n'avons rien à y voir, qu'ils publient les débats pour l'avantage de leurs lecteurs. C'est vrai, M. l'Orateur, mais il me semble que le seul point de vue auquel nous devons nous placer est le service que ces messieurs nous ont rendu, l'avantage que nous en avons retiré. En Angleterre, en France, des sommes considérables sont appropriées à la publication des débats des Chambres parce que la publicité des débats est une école politique pour les populations et une nécessité pour la discussion dans cette Chambre, lorsqu'il s'agit de citer des précédents et les opinions des membres de cette Chambre sur les questions dont la discussion peut se renouveler dans l'avenir.

J'approuve l'idée émise par l'honorable député d'Argenteuil, la nomination de rapporteurs officiels. Nous aurons peut-être plus à souffrir de l'inexactitude de leurs rapports, mais d'un autre côté, il y aura l'espoir que le niveau des débats sera plus élevé.

Quelle que soit l'opinion individuelle des honorables membres de cette Chambre, je considère cette question comme en étant une de justice, d'avantage pour nous et de parole donnée. Que l'on soit économe, que l'on soit même avare dans notre économie, je le souffrirai; mais ne pas être gentilhomme, jamais!

Il expose ensuite la justice de la réclamation du sergent d'armes et du premier messenger de la Chambre. La coutume traditionnelle en Angleterre place le sergent d'armes au rang de troisième officier de la chambre; il vient après le greffier, tandis qu'ici il est relégué au dixième plan.

On veut se régler sur la Législature de l'Ontario; qu'on le fasse si on veut, mais que les ministres donnent l'exemple et soient aussi modestes que là-bas.

L'Orateur termine ses remarques en faisant un chaleureux appel à la Chambre, pour l'adoption du rapport qui lui est soumis.

M. M.-A. BESSETTE (Shefford): Je m'oppose à ces octrois. L'année prochaine le nombre des rapporteurs sera double. On demande aujourd'hui \$800; à la prochaine session...

L'HONORABLE G. OUMET (Deux-Montagnes): On en demandera \$8,000.

M. P.-A. TREMBLAY (Chicoutimi-Saguenay): Expose à la Chambre la justice des prétentions de ceux des employés auxquels il est alloué des indemnités; il croit que la Chambre est tenue d'y faire droit. Il est en faveur de l'indemnité de logement réclamée pour le sergent d'armes, ainsi que de la gratification demandée pour les journalistes. Il ajoute cependant que tous les rapports n'ont pas été ce qu'ils devaient être, qu'il y a remarqué parfois de la partialité et que la pensée de l'Orateur n'a pas été toujours fidèlement rendue.

M. E. J. HEMMING (Drummond-Arthabaska): Propose, sous forme d'amendement à l'amendement déjà proposé, que les mots "le dit rapport soit immédiatement renvoyé à un comité de toute la Chambre", soient retranchés et que les mots "il n'est pas expédient, à ce temps de la session, de continuer les débats sur ledit rapport, mais qu'il soit laissé sur la table, afin de pouvoir être discuté à la session prochaine".

Et ce dernier amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise, et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit:

POUR: MM. Benoît, Bessette, Brigham, Church, Clément, Craig, Gaudet, Gendron, Genest, Hamilton, Hemming, Lavallée, Locke, Mailloux, Oumet, (proc. gén.), et Verreault
16

CONTRE: MM. Bachand, Bellerose, Blais, Cantwell, Cauchon, Chapleau,

Chauveau, de Lotbinière-Harwood, Desaulniers (Maskinongé), Desaulniers (Saint-Maurice), Fortin, Garon, Jodoin, Marchand, Pelletier, Picard, Poupore, Rhéaume, Robertson, Ross et Tremblay: 21.

Ainsi il est résolu négativement.

Et l'amendement à la question principale étant mis aux voix; il est résolu affirmativement. La question principale, ainsi amendée, étant alors mise aux voix, il est ordonné que ledit rapport soit immédiatement renvoyé à un comité de toute la Chambre.

Le comité étudie le bill et fait rapport, avec des amendements.

Il est proposé que la Chambre reçoive le rapport.

M. J.-A. CHAPLEAU (Terrebonne): Propose, sous forme d'amendement, que tous les mots après "soit", jusqu'à la fin de la question, soient retranchés, et que les mots "renvoyé à un comité de toute la Chambre, avec instruction d'y réinsérer le premier item relatif à l'appropriation des rapporteurs des débats, qui a été retranché dudit rapport", soient mis à la place.

Et cet amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise, et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit:

POUR: MM. Beaubien, Bellerose, Blais, Cauchon, Chapleau, Chauveau, Clément, de Lotbinière-Harwood, Desaulniers (Saint-Maurice), Fortin, Hamilton, Irvine (sol. gén.), Jodoin, LeCavalier, Marchand, Picard, Poupore, Pozer, Rhéaume et Tremblay: 20.

CONTRE: MM. Bachand, Benoît, Bessette, Brigham, Cantwell, Church, Craig, Desaulniers (Maskinongé), Garon, Gaudet, Gendron, Genest, Hemming, Lavallée, Locke, Mailloux, Ouimet, (pro. gén.), Pelletier, Robertson, Ross et Verreault: 21.

Ainsi, il est résolu négativement.

Et la question étant de nouveau proposée, que le rapport soit maintenant reçu.

M. J.-A. CHAPLEAU (Terrebonne): Propose, sous forme d'amendement, que tous les mots après "soit", jusqu'à la fin de la question, soient retranchés, et que les mots "renvoyé de nouveau à un comité de toute la Chambre pour l'amender, en y insérant le second item qui a été retranché dudit rapport", soient mis à la place.

Et l'amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise, et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit:

POUR: MM. Blais, Carter, Chapleau, Des-

aulniers (Maskinongé), Fortin, Jodoin, Joly, LaRue, Marchand, Picard, Poupore, Pozer, Rhéaume, Tremblay: 14.

CONTRE: MM. Bachand, Beaubien, Bellerose, Benoît, Bessette, Brigham, Cantwell, Chauveau, Church, Clément, Craig, Desaulniers (Saint-Maurice), Garon, Gaudet, Gendron, Genest, Hamilton, Hemming, Irvine (sol. gén.), Lavallée, Locke, Mailloux, Ouimet (proc. gén.), Pelletier, Robertson, Ross et Verreault: 27.

Ainsi, il est résolu négativement.

La question principale étant alors mise aux voix, il est ordonné que le rapport soit maintenant reçu.

Le comité fait rapport des résolutions suivantes:

1. Que le cinquième rapport du comité permanent des dépenses contingentes soit amendé, en retranchant les premier, second et troisième paragraphes.

2. Que cette Chambre concoure avec le comité permanent des dépenses contingentes dans son cinquième rapport ainsi amendé.

Adopté.

Message du Conseil législatif:

Le Conseil législatif a passé les bills suivants, sans amendement.

Bill intitulé: "Acte pour permettre aux administrateurs de disposer plus avantageusement des propriétés entre leurs mains".

Bill intitulé: "Acte pour continuer, pour un temps limité, les divers actes y mentionnés."

Bill intitulé: "Acte pour amender l'acte 27 Victoria, chapitre 9, concernant la vente des terres par les municipalités."

Bill intitulé: "Acte pour amender la loi concernant les jurés dans les causes civiles et la qualification des jurés dans le comté de Gaspé."

Bill intitulé: "Acte pour dispenser de l'usage du parchemin dans les documents publics."

Bill intitulé: "Acte pour maintenir l'autorité et la dignité des Chambres de la Législature de Québec, et l'indépendance des membres d'icelles et les personnes employées dans la publication des papiers parlementaires."

Bill intitulé: "Acte pour pourvoir à l'interdiction et à la guérison des ivrognes d'habitude."

De plus, le Conseil législatif a passé les bills suivants avec des amendements, auxquels il demande le concours de cette Chambre:

Bill intitulé: "Acte d'incorporation des compagnies de cimetière de 1870."

Bill intitulé: "Acte pour amender de nouveau la loi concernant l'éducation en cette province."

Bill intitulé: "Acte pour incorporer "The Quebec, New York and Boston Lumber Company."

Bill intitulé: "Acte pour pourvoir à la rémunération du commissaire des incendies pour la cité de Québec."

Et de plus, le Conseil législatif a adopté les amendements faits par cette Chambre aux bills suivants, sans amendement:

Bill intitulé: "Acte pour pourvoir à la formation de compagnies pour l'empierrement des chemins."

Bill intitulé: "Acte pour refondre et amender les lois concernant la profession du notariat."

Amendements du Conseil législatif:

La Chambre adopte les amendements proposés par le Conseil législatif.

La séance est levée à six heures.

Troisième séance du 31 janvier 1870

Sous la présidence de l'honorable J.-G. Blanchet.

La séance débute à sept heures et demie.

Dépôt et lecture de pétitions

Conformément à l'ordre du jour, les pétitions suivantes sont lues:

Du révérend J.-D. Comeau et autres, de la paroisse de Saint-Boniface, du révérend R. Delâge et autres, du township de Maniwaki et d'autres townships, de William Campbell et autres, des townships de Northfield et de Cameron; et de George Moneriff et autres, du township de Chatham, comté d'Argenteuil; demandant respectivement de l'aide pour des chemins.

Minutes de feu Joseph Belle

M. J.-A. CHAPLEAU (Terrebonne): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité pour étudier le bill concernant les minutes de feu Joseph Belle, notaire, de la cité de Montréal.

Il est ordonné que ledit ordre soit déchargé.

Municipalité de Saint-Roch

M. E. CARTER (Montréal-Centre): Propose, selon l'ordre du jour, la deuxième lecture du bill pour annexer une partie de la municipalité de Saint-Roch-Sud à Saint-Roch-Nord.

M. J.-P. RHEAUME (Québec-Est): Propose, sous forme d'amendement, que le mot "maintenant" soit effacé de la question principale, et que les mots "de ce jour en six mois" soient ajoutés à la fin d'icelle.

Il appelle l'attention du gouvernement sur cet acte qui n'a pas d'autre but que de démembrer une municipalité. Dans le cas actuel, ce sont trente et quelques messieurs

résidant à la petite rivière Saint-Charles, jouissant des avantages de leur maison de campagne, et qui sont attachés à la municipalité de Saint-Roch depuis un grand nombre d'années. Ces messieurs ont demandé à la Législature l'adoption de ce bill, alléguant dans leur enquête qu'ils ne retireraient aucun bénéfice de la municipalité et ont encore ajouté dans leur requête qu'ils n'étaient nullement représentés dans le conseil municipal. Il a été prouvé devant le comité des bills privés que si ces messieurs n'ont pas été représentés dans le conseil, c'est bien leur faute, puisqu'à différentes époques, les contribuables de cette municipalité ont fait le choix de conseillers, pris parmi les pétitionnaires; il ajoute qu'il a été également établi devant le comité des bills privés que les pétitionnaires ont profité de l'établissement d'une police établie pour maintenir la paix dans le quartier de la petite rivière Saint-Charles, là où résident ceux qui ont demandé l'adoption de cette loi. A moins de vouloir faire triompher une bien faible minorité contre une majorité, on ne doit pas laisser passer ce bill; il regrette beaucoup dans ces circonstances de voir son ami l'honorable député de Terrebonne divorcer avec lui dans cette circonstance après avoir défendu avec autant d'unité d'action la corporation de Québec, contre le bill des citoyens.

M. J.-A. CHAPLEAU (Terrebonne): Parle en faveur du bill, se basant non seulement sur la justice de la demande des habitants de la petite rivière Saint-Charles, mais aussi sur un compromis fait devant le comité des bills privés par le R.P. Durocher qui s'est déclaré content et satisfait de ce que les promoteurs du bill consentaient à ne se séparer que pour des fins municipales et à demeurer attachés à la municipalité pour des fins scolaires.

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVEAU (Québec-Comté): Se porte à la défense de la mesure.

L'HONORABLE J.-E. CAUCHON (Montmorency): Dit que le comité des bills privés a étudié minutieusement cette affaire et a décidé d'amender l'acte en concédant la séparation pour des fins municipales, et a décidé de le garder inchangé pour ce qui concerne les questions religieuses et scolaires.

Le conseil, en entamant une poursuite légale, a beaucoup dépensé; son règlement fut déclaré illégal et sa dette augmenta à £ 400. La plus grande partie de l'intérêt sur la dette est payée par ceux qui demandent maintenant secours. Puisque l'acte ne concède la séparation que pour les fins municipales, il devrait être accepté.

Et l'amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise, et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit:

POUR: MM. Benoît, Craig, Gaudet, Gendron, Lavallée, LeCavalier, Mailloux et Rhéaume: 8.

CONTRE: MM. Blais, Cantwell, Carter, Chauveau, Church, Desautniers (Saint-Maurice), Fortin, Garon, Genest, Hemming, Irvine (sol. gén.), Jodoin, Ouimet, (proc. gén.), Pelletier, Picard, Poupore et Ross: 18.

Ainsi, il est résolu négativement.

La question principale étant alors mise aux voix, il est ordonné que le bill soit maintenant lu une seconde fois.

Le bill est renvoyé à un comité de toute la Chambre.

Le comité étudie le bill et en fait rapport, sans amendement.

Le bill est lu la troisième fois.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Association de secours mutuel irlandaise catholique de Montréal

M. E. CARTER (Montréal-Centre): Propose, selon l'ordre du jour, la deuxième lecture des amendements faits par le Conseil législatif au bill intitulé: "Acte pour incorporer l'association de secours mutuel irlandaise catholique de Montréal".

Adopté.

Club Montarville de Longueuil

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVEAU (Québec-Comté): Propose, selon l'ordre du jour, la deuxième lecture du bill du Conseil législatif, intitulé: "Acte pour incorporer le club Montarville de Longueuil".

Adopté.

Le bill est renvoyé à un comité de toute la Chambre.

Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

Il est ordonné que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Townships de Tingwick et Wotton

M. J. PICARD (Richmond-Wolfe): Propose la deuxième lecture du bill pour annexer une partie du township de Tingwick au township de Wotton pour les fins de la représentation.

Il dit qu'il ne s'opposera pas au bill si la division de la municipalité ne dépasse pas les cadres municipaux et scolaires.

Adopté. La Chambre se forme en comité pour étudier le bill et en fait rapport, sans amendement. Le bill est lu la troisième fois. Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Paiement des jurés

M. E. MAILLOUX (Témiscouata): Propose,

selon l'ordre du jour, la deuxième lecture du bill pour remettre en vigueur les dispositions du chap. 109 des Statuts Refondus pour le Bas-Canada, concernant le paiement des jurés.

Objection étant faite, l'Orateur décide que le bill n'est pas dans l'ordre.

Il est ordonné que le bill soit retiré.

Ecoles

M. V.-P. LAVALLEE (Joliette): Propose, selon l'ordre du jour, la deuxième lecture du bill pour expliquer la section 77 du chapitre 15 des statuts refondus pour le Bas-Canada, concernant les écoles.

Il est ordonné que ledit ordre soit déchargé.

Il est ordonné que le bill soit retiré.

Réparations des églises

M. J. PICARD (Richmond-Wolfe): Propose, selon l'ordre du jour, la deuxième lecture du bill pour amender le chapitre 18 des statuts refondus pour le Bas-Canada, en ce qui regarde la construction et réparation des églises, presbytères et cimetières.

Il est ordonné que ledit ordre soit déchargé.

Il est ordonné que le bill soit retiré.

Protection des forêts

M. P. FORTIN (Gaspé): Propose, selon l'ordre du jour, la deuxième lecture du bill pour protéger les forêts contre les incendies.

En faisant cette proposition à la Chambre, je ne tâcherai pas de lui démontrer l'importance de la question. Tout le monde sait combien le pays souffre déjà du déboisement, et avec quelle extravagance l'on a attaqué la forêt. C'est pour arrêter cette exploitation ruineuse et aussi pour prévenir les grands désastres venant des incendies dans les bois que j'ai présenté cette mesure qui, du reste, renferme les suggestions du comité organisé pour étudier cette question.

La 1ère clause défend de mettre le feu aux arbres et plantes debout dans une forêt.

La 2e clause défend de faire du feu à des tas de bois, branchages abattus dans la forêt, ou à une distance de moins d'un mille, excepté pour les fins du défrichement des terres, entre le 1er septembre et le 1er juillet.

La 3e clause règle la manière de faire les feux pour les besoins de la culture et de l'industrie, mais ordonne de prendre toutes les précautions nécessaires.

M. J. POUPORE (Pontiac): Connaît par expérience personnelle les dommages causés par les feux de forêts; la Chambre se doit d'adopter une loi efficace pour les prévenir. Il espère que ses collègues attacheront suffisamment d'importance à cette question et adopteront le bill qui est vivement désiré.

Adopté.

Le bill est renvoyé à un comité de toute la Chambre, qui fait des amendements.

Le bill est lu la troisième fois. Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Message du Conseil législatif:

Le Conseil législatif a passé les bills suivants, sans amendement.

Bill intitulé: "Acte pour autoriser la compagnie d'ardoise de Rockland à augmenter son fonds capital."

Bill intitulé: "Acte pour incorporer la société Saint-André de Québec."

Bill intitulé: "Acte pour octroyer à Sa Majesté certaines sommes d'argent nécessaires pour subvenir à certaines dépenses du gouvernement civil pour la présente année financière, et pour l'année financière finissant le trentième jour de juin mil huit cent soixante et onze, et pour d'autres fins se rattachant au service civil."

Bill intitulé: "Acte pour amender l'acte concernant les magistrats de district en cette province."

Bill intitulé: "Acte pour amender l'acte concernant les voitures pour chemins d'hiver."

Bill intitulé: "Acte pour amender l'acte réglant les timbres."

Bill intitulé: "Acte pour amender certains articles du code de procédure civile du Bas-Canada."

Bill intitulé: "Acte pour amender l'acte 20 Victoria, chapitre 119, concernant le tracé de la ligne entre la seigneurie de Beauharnois et le township de Godmanchester et la paroisse de Saint-Anicet, pour les fins d'un chemin."

Bill intitulé: "Acte pour amender l'acte de subvention des chemins à lisses de colonisation de 1869."

Bill intitulé: "Acte pour amender de nouveau le chapitre 27 des statuts refondus pour le Bas-Canada, concernant les maîtres et les serviteurs dans les cantons ruraux."

Et de plus, le Conseil législatif a passé les bills suivants avec des amendements, auxquels il demande le concours de cette Chambre :

Bill intitulé: "Acte pour amender les dispositions des divers actes concernant l'incorporation de la cité de Québec."

Bill intitulé: "Acte pour amender l'acte concernant l'emmagasinage de la poudre dans et près les cités de Québec et Montréal."

Bill intitulé: "Acte pour faciliter la reprise des terres abandonnées dans certains cas."

La Chambre adopte les amendements du Conseil législatif.

Ministres du culte

M. C.-F. ROY (Kamouraska): Propose, selon l'ordre du jour, la deuxième lecture du bill pour exempter les ministres du culte, dans l'exercice de leurs fonctions, de payer les péages sur les ponts et chemins.

Ce bill dont le titre résume le contenu et fait connaître parfaitement l'objet, est court, mais d'une très grande opportunité.

Par les lois actuelles, les ministres de culte, dans l'exercice de leurs fonctions, sont comme tous les autres particuliers tenus de payer en tous temps les droits de péages sur nos chemins et ponts, à l'exception des dimanches.

Je ne suis point prêt à dire si cette exception suffit aux besoins de certaines dénominations religieuses, mais j'affirme qu'elle ne suffit pas aux besoins du culte catholique.

Il n'est aucun membre de cette Chambre qui ignore que les fonctions des ministres catholiques sont loin de se borner aux exercices du dimanche. Une des parties les plus importantes du ministère du prêtre est le soutien et la visite des malades. Ces visites sont de tous les jours et elles peuvent être de tous les instants. La société bénéficie assez, il me semble, du dévouement et des sacrifices du clergé en général, pour permettre, en sa faveur, une exemption qui est tout au profit de la classe pauvre.

UN DEPUTE: Les notaires et les avocats devraient être inclus dans l'acte.

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVEAU (Québec-Comté): Dit qu'il ne doute pas que Son Excellence ne donne son consentement au bill, il craint fort néanmoins qu'il en soit autrement si on tente d'inclure les notaires et les avocats.

Adopté.

La Chambre étudie le bill en comité et en fait rapport, sans amendement. Le bill est lu la troisième fois. Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Employés de la Chambre

M.P.-A TREMBLAY (Chicoutimi-Saguenay): Propose, que M. l'Orateur et M. le greffier de cette Chambre soient chargés de s'enquérir de toutes les réclamations présentées par les divers employés de cette Chambre, de constater la nature de l'emploi de chacun d'eux, la quantité d'ouvrage accompli, de s'assurer si le salaire accordé est proportionné à l'importance et à la somme du travail et de faire rapport à cette Chambre, ledit rapport devant contenir telles suggestions, ou tels changements qui seront jugés par eux convenables ou nécessaires.

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVEAU (Québec-Comté): S'oppose à la motion. Il ne trouve pas opportun à la fin de la session de former un tel comité. L'Orateur pourrait très difficilement faire une telle enquête et il est fort probable qu'il ne suggérerait pas une réduction de salaire. L'Orateur et le gouvernement ont décidé de ne nommer personne à des postes vacants, mais de donner plutôt un supplément à ceux que cela contraint à travailler plus. En terminant, il nie le fait que les greffiers embauchés par le gouvernement provincial reçoivent un salaire sans rapport aux services qu'ils rendent; la preuve est que depuis l'institution du nouveau régime gouvernemental, neuf des employés ont quitté leur emploi.

La Chambre se divise, et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit:

POUR: MM. Bellingham, Genest, Marchand, Pelletier et Tremblay: 5.

CONTRE: MM. Bellerose, Blais, Cantwell, Cauchon, Chauveau, Craig, Desaulniers (Maskinongé), Desaulniers (Saint-Maurice), Fortin, Gaudet, Gendron, Hearn, Hemming, Irvine, (sol. génl.), Jodoin, Lavallée, LeCavalier, Mailloux, Ouimet (proc. gén.), Picard, Poupore, Robertson et Verreault: 23.

Ainsi, la question est résolue négativement.

Ajournement

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVEAU (Québec-Comté): Propose que, lorsque cette Chambre s'ajournera aujourd'hui, elle soit ajournée jusqu'à demain, à dix heures.

Adopté.

La séance est levée à minuit et demi.

Séance du 1er février 1870

Sous la présidence de l'honorable J.-G. Blanchet

La séance s'ouvre à dix heures du matin.

Dépôt et lecture de pétitions:

Conformément à l'ordre du jour, la pétition suivante est lue:

Du révérend Joseph Hudon et autres, de la paroisse de Notre-Dame-de-Laterrière, et de Saint-Dominique-de-Jonquière; demandant de l'aide pour un chemin.

Message du Conseil législatif:

Le Conseil législatif a passé les bills suivants, sans amendement:

Bill intitulé: "Acte pour amender l'acte 32 Victoria, chapitre 72, concernant le cimetière de Notre-Dame-des-Neiges".

Bill intitulé: "Acte pour amender l'acte de la ci-devant province du Canada, passé dans la vingt-cinquième année du règne de Sa Majesté, intitulé "Acte pour incorporer la Société de l'Union Saint-Pierre de Montréal".

Bill intitulé: "Acte pour venir au secours de l'union Saint-Joseph de Montréal".

Bill intitulé: "Acte pour amender l'acte incorporant la compagnie d'entrepôt de Montréal".

Bill intitulé: "Acte pour amender l'acte de la Législature de cette province, trente-deux Victoria, chapitre soixante-neuf, concernant l'association des dentistes en cette province".

Bill intitulé: "Acte pour abroger la section 16 de la 32e Victoria, chap. 70, concernant la fermeture des auberges, cabarets, salons ou autres places d'entretien public, et pour y substituer d'autres dispositions".

Bill intitulé: "Acte pour étendre les dispositions de l'acte de la ci-devant province du Canada, passé dans la vingt-neuvième année du règne de Sa Majesté, intitulé: "Acte pour assurer aux femmes et aux enfants le bénéfice des assurances sur la vie de leurs maris et parents", et de l'acte de cette province qui l'amende.

Bill intitulé: "Acte pour annexer une partie du township de Tingwick au township de Wotton".

Bill intitulé: "Acte pour amender l'acte pour diviser le comté de Rimouski en deux divisions d'enregistrement".

Bill intitulé: "Acte pour protéger les forêts contre les incendies".

Bill intitulé: "Acte pour exempter les ministres du culte, dans l'exercice de leurs fonctions, de payer les péages sur les ponts et chemins".

Et de plus, le Conseil législatif a adopté les amendements faits par cette Chambre aux bills suivants, sans les amender:

Bill intitulé: "Acte pour amender l'acte des mines d'or".

Bill intitulé: "Acte pour amender l'acte concernant le département de l'Agriculture et des Travaux publics".

Et de plus, le Conseil législatif a passé les bills suivants avec des amendements, auxquels il demande le concours de cette Chambre:

Bill intitulé: "Acte pour venir au secours de l'union Saint-Jacques de Montréal".

Bill intitulé: "Acte pour diviser les cantons de Tring, Forsyth, Adstock, Dorset et une partie du canton de Shenley, dans le comté de Beauce, en trois municipalités". La Chambre adopte les amendements du Conseil législatif.

Adresse au lieutenant-gouverneur:

Conseil de l'Instruction publique

M. J. HEARN (Québec-Ouest): Propose, appuyé par le représentant de Terrebonne (M. J.-A. Chapleau), qu'il soit présenté une humble adresse à Son Excellence le lieutenant-gouverneur, priant Son Excellence de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre copie de toute correspondance échangée entre les catholiques de Québec parlant la langue anglaise et Son Excellence, et les catholiques de la paroisse de Saint-Colomb de Sillery et Son Excellence, concernant la composition du Conseil de l'Instruction publique.

In asking for the information in the composition of the Council of Public Instruction for this Province, there is evidence, ample evidence I think, that the Honourable Premier, in making his selections for the Council, desired to establish that, so far as French Canadians and Protestants were concerned, his aim was precisely what it ought to have been, namely, to take from those bodies such representatives as, on the score of the selections, would leave no fair ground of complaint to any section of either body, whilst so far as English-speaking Catholics were concerned, he was, to say the least of it, heedless and indifferent. I am aware, Mr. Speaker, that in the scattered position of English-speaking Catholics throughout the Province, and in the geographical divisions of the parliamentary constituencies, there is much to lead the Honourable Premier to the conclusion that, to him, or his Honourable colleagues, it is a matter of little consequence whether the English-speaking portion of our population be pleased or displeased with the acts of the Government. But Sir, I submit that the interests of the country — the peace and welfare of its people — demand that all classes and sections should be treated with equal fairness and consideration; that there should not be one set of weights and measures for some classes, and an entirely different, lighter and smaller set for others. The rule which secured for French Canadian representatives in the Council from Montreal, Saint-Hyacinthe, Three Rivers, Quebec and Rimouski; and for Protestants, representatives from Montreal,

Eastern Townships and Quebec, if not thrown aside in dealing with English-speaking Catholics, would have caused one of the members representing them to be taken from this city or neighborhood. The Honourable Councillor for Stadacona is, properly speaking, the only English-speaking Catholic in the upper branch of this Legislature, I am the only one in this branch of it. For us to expect to be spoken to in a matter concerning English-speaking Catholics would be viewed by the Honourable gentleman, I presume, as little better than impertinence for us to look for the deference which is of right accorded to every other Honourable Member of either House, would be in his judgment a sin only a little less venial than the one which the Scripture tells us will not be forgiven in this world or the world to come. "Look for no consideration and you will not be disappointed". Is that the lesson the Honourable Premier would have the English-speaking Catholics of this City and district learn if it be, he should proclaim it at once. The Honourable gentleman may be assured that those whom he has ignored in his selections the English-speaking Catholics of this city and district are entirely too numerous, too intelligent, too independent, and too self-respecting, to allow themselves to be insulted with impunity. Amongst them lay and clerical are many who have the manners, the attainments, and the erudition which unmistakably mark the scholar and the gentleman; and they have, thank God, more: they have the spirit which forbids them, when slapped on one cheek to present the other, even though the party slapping were even greater than the head of a government. I would be glad, Mr. Speaker, to learn that this action of the Honourable Premier was unintentional; but, I confess, the more I reflect upon the matter, the more satisfied I grow that it was owing partly to the belief that, taking the two English-speaking members of the Council from Montreal, and the meetings of the Council being held here, the Honourable gentleman would only seldom be troubled with the presence of either, and partly from a weakness for bowing down to Montreal power and influence. There is not in the House any one who more earnestly desires than I do that there should be no rivalry amongst us, but the rivalry which the good among every people love to practice the rivalry which conduces best to the happiness and prosperity of the country. I believe such rivalry is checked, discouraged and driven backwards, when men in power play off one section of the people against another, when one is exalted and another humiliated. The 20,000 English-speaking Catholics of this City and district believe the Honourable Premier had done this, whether intentionally or otherwise the Honourable gentleman knows, and can say if he chooses. I entertain the hope that by putting the Honourable Members of the House

and of the Legislative Council in possession of the correspondence asked for in my motion, though the matter complained of may not be remedied, its repetition will be prevented and thus one obstacle to our becoming, that which it would be the aim and ambition of a true and able Government to make us one people be guarded against.

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVEAU (Québec-Comté): Said he was thankful to the Honourable Member for Quebec West for introducing the present motion. The House was aware that this motion had been allowed to remain upon the orders of the day for some time without being disposed of, owing to the illness of the mover; but whenever it was called, he (Mr. Chauveau) requested each time that it be allowed to stand over, in order that the necessary explanations should be offered. The correspondence would be produced after the session had closed, which could not be avoided, this being the last day and he hoped that the Clerk would take it as from to-day. The Lieutenant-Governor, after consideration, did not think it advisable to discuss in a state paper questions of creed and nationality. If we took up the question in making appointments according to creed and nationality, combined in each case with locality, it would be impossible to govern the country. The Honourable mover of the resolution, he thought, had gone out of his way in the course of his introductory remarks, to attack him (Mr. Chauveau) personally upon the subject. It was not pretended that the English-speaking Catholic element had been entirely ignored in the formation of the Council of Education, nor even that they had less than their proportion, because they have now two out of the 14 Catholic members, the remaining seven being Protestants. Now the French Canadians composed more than five-sixths of the people of the Province, and were therefore entitled to the major number of representatives in the Council. The complaint, as he had just said, was not that the English-speaking Catholics were unproportionately represented, but that the two members, Reverend Mr. Dowd, and Honourable Mr. Ryan, were taken from the district of Montreal. He (Mr. Chauveau) might, if he so wished, stop here, because no case had been made out by the Honourable Member for Quebec West no case of neglect, much less of intentional insult to this class of the community. Who would, unless he was mad, wilfully insult the Irish people, who are the last in the world to submit to insult without prompt resentment. He (Mr. Chauveau) would, however, go a step further, and most willingly explain the circumstances under which the appointments took place. He (Mr. Chauveau) should be the last to offer them insult gratuitously were he looking to his own interest, his county being one of those in which

the Irish and English-speaking element is to be more felt. It is to be remembered that the Government was not appointing the whole Council, but merely filling up vacancies and appointing new members to meet the requirements of the new law, which had increased the number. Surely it was not pretended that any of the old members of the Council, because they were French Canadians, should be turned out to make place for Irish members. There were three vacancies to be filled and four new members to be appointed. Of the vacancies, two were in the District of Montreal, and one in the District of Quebec. Of the new seats, it was agreed that two would be given to the Montreal District, one to Three Rivers and one to Quebec. Father Dowd was already a member of the Council. Far from their existing any intention of slighting the English-speaking element in the District of Quebec, he (Mr. Chauveau) in the first list which he submitted to the Council had placed the name of an English-speaking Catholic, a resident of the City of Quebec, but it was found that the five members already in the Council for the district of Quebec, resided in the city. Surely the vast extent of country from Quebec to Gaspé on the one hand, and from Quebec to Three Rivers on the other hand; and to the Eastern-townships, had a right to some kind of representation. There comes the difficulty of combining creed, nationality and locality in a body composed of only 21 members. After much discussion the name of one of the French Canadian gentlemen recommended for the district of Montreal, was struck out and that of Honourable Mr. Ryan inserted instead. In a measure he was not sorry for the exhibition of feeling made on the occasion. He, (Mr. C.) belonged to a race which had been frequently totally ignored in the affairs of their own country. Whenever they complained the answer used to be "Do not stir up national prejudices, let fitness be the only test for appointment to office". He thought this answer was not just, he thought that in matters of adequate importance creed and race should not be ignored, but there was something like carrying it too far. No race will do itself justice by keeping up a continual cry about every paltry matter that will turn up. If, as in the present case, it is insisted not only that every race shall be represented, but that it shall be represented for every locality, a very great inconvenience indeed will be felt. He was prepared to admit that the arrangement which he had first proposed would have been from one point of view a better one. All things, however, had to be taken into consideration together, and he did not believe that it was a grievance that the two English-speaking Catholic members of the Council should have been selected in Montreal. The Catholic population of the Eastern Townships was totally unrepresented, as well as that of the Ottawa Country, and not a word of

complaint had been heard, but if they were to be represented, then would come the question — if the views of the Honourable Member were correct — of giving, representation equally to the French-speaking and English-speaking Catholics to each of these regions. This alone would show the impossibility of carrying out, in every case, the combination of creed, nationality and religion. What was the Council of Public Instruction after all? There was no patronage, and when the division had taken place in the Council between the two religions, as provided for by law, there was little left to fight about between those of the same religion. The English-speaking Catholics could not complain of their views not being well represented (if they had any different, from those of their co-religionists of the French language) by the two eminent men of their own origin, the Reverend Mr. Dowd and the Honourable Mr. Ryan, who were in the Council. These views, at any rate, could not vary very materially between Quebec and Montreal. He would repeat that while such considerations as those urged upon the present occasion might be properly attended to when otherwise convenient there were other considerations of paramount importance that called for the attention of the Government. In this case, for instance, he could not, for any consideration, have omitted from the list of the new members the name of His Lordship the Bishop of Rimouski, who had been for many years the Principal in the Normal School, an author of several works, and a high authority in educational matters. The Honourable Member had said in the course of debate that he was the only English-speaking Catholic in this House, and had complained that there was only one English-speaking Catholic in the Upper House. In that the Honourable Member was wrong. There were three English-speaking Catholics in the Legislative Council, the Honourable Messrs. Armstrong, Starnes and McGreevy. Now the fact, that, while in this House elected by the people and composed of 65 members, there was only one English-speaking Catholic, the Government had appointed three in the Legislative Council, composed of 24 members, and two in the Catholic section of the Council of Public Instruction, composed of 14 members. That fact shewed clearly there was no neglect, no slight, no injustice on the part of the Government. The Honourable Member ended by disclaiming any such intention on his own part, such a course being equally opposed to his feelings and evidently to his best interests.

L'HONORABLE J. G. ROBERTSON
(Sherbrooke): Prononce quelques paroles.

La proposition est adoptée.

Compagnie du chemin de fer de la rive nord

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVEAU (Qué-

bec-Comté): Présente à la Chambre: Réponse à une adresse du 29 janvier dernier, demandant copie de toutes lettres, correspondances, ou de tous documents quelconques qui ont pu être écrits, transmis, reçus ou échangés entre le gouvernement et la compagnie du chemin de fer de la rive nord et de la navigation du Saint-Maurice, depuis sa formation, concernant un octroi de terres sur le Saint-Maurice, ou ailleurs, ou toute autre aide en faveur de ladite compagnie, et de plus, copie de toutes lettres et autres documents concernant un octroi de 1,500,000 acres de terre pour la construction du chemin des Piles. (Documents de la session, no 17.)

Indemnité aux journalistes

M. A. C. DE LOTBINIERE-HARWOOD (Vaudreuil): Propose, appuyé par le représentant de Montréal-Centre (M. E. Carter), qu'un octroi de \$800 soit mis entre les mains de l'honorable Orateur de cette Chambre pour être distribué parmi ceux qui ont agi comme rapporteurs durant la présente session du Parlement;

Monsieur l'Orateur, je n'appuierai pas cette motion d'un discours, l'heure est trop avancée pour cela, et bientôt nous allons nous séparer; mais avant de le faire, que notre dernier acte soit un acte de justice; rendons justice à la presse. Nous avons bien su nous voter une indemnité pour nos travaux, eh bien, faisons en de même pour la presse, qui s'est chargée de les reproduire et de les publier d'un bout à l'autre du pays; la lui refuser serait non seulement une injustice, mais une maladresse, un fait découlant d'une économie mal comprise. Si nous refusons tout traitement aux rapporteurs de la presse, bientôt pas un seul de nos débats ne sera reproduit; ceux qui lisent les journaux y cherchent vraiment les procédés de la province de Québec, et, l'électeur, le voteur, n'aura pas même l'occasion de voir comment ses intérêts sont défendus par son mandataire.

Monsieur l'Orateur, je ne parle pas par intérêt personnel! Dieu sait que je n'ai pas souvent tourmenté cette honorable Chambre de mes discours, je n'aime pas à faire "gémir la presse", comme on a dit; mais au moins j'aime que la presse soit payée de ses labeurs, j'aime que chacun reçoive selon ses oeuvres. M. l'Orateur, il y a deux classes de travailleurs dans la société: la classe de ceux qui travaillent de leurs mains et de leurs bras, et celle de ceux qui travaillent de la tête, de l'intelligence, du cerveau. Ces deux classes d'hommes, une fois leur tâche finie, ont droit d'en être payés. Là-haut, dans les galeries de cette Chambre, il y a une classe de travailleurs qui ont droit à une indemnité pour leurs longs travaux, ce sont des jeunes gens d'éducation, d'intelligence, d'énergie qui chaque jour ont assisté aux débats et qui, bien avant dans la nuit, longtemps après que nous membres de cette Chambre, étions plongés dans les douceurs du sommeil, veillaient encore et cherchaient à donner une forme convenable à nos débats, pour que le lende-

main, ils puissent être connus d'un bout à l'autre du pays. Peut-on dire que de tels hommes n'ont droit à rien de notre part? Pas même à un vote de remerciement? pas même à une misérable petite somme pour les indemniser et de leurs travaux et des services incalculables qu'ils rendent à nos constituants et au pays en général?

Ce n'est pas ainsi qu'on devrait, en ce siècle de progrès, traiter la presse, cette "fille aînée de la civilisation". Je ne comprends pas cette manière de traiter le mérite; je ne comprends pas une telle économie; elle ne saurait être une économie dans son vrai sens, car elle a l'injuste pour bon. Non, Monsieur l'Orateur, j'ose espérer que la Chambre appuiera cette motion; qu'elle reviendra sur sa décision d'hier qu'elle fera justice à la presse; qu'elle saura payer une dette juste et équitable, une dette sacrée, une dette d'honneur.

M. E. CARTER (Montréal-Centre): Dit qu'il est très en faveur de cette motion; qu'il a été le premier à apprécier et reconnaître le mérite de ces travailleurs infatigables qui, chaque jour, donnent au pays le résultat des travaux de la Chambre. Il croit que les rapporteurs doivent être encouragés et que la Législature accomplit un devoir en donnant à ces messieurs ce témoignage de reconnaissance.

M. M.-A. BESSETTE (Shefford): Dit qu'il sera sinon logique du moins très court, (rires prolongés). Il prétend qu'il n'est dû aux rapporteurs aucune indemnité; que ce n'est pas à la Législature de payer leur travail, que par un procédé semblable, le gouvernement aurait l'air de vouloir acheter la presse. Il termine en disant qu'il s'oppose de toutes ses forces à l'adoption de la motion.

L'HONORABLE G. OUMET (Deux-Montagnes): Dit que les rapporteurs n'ont aucun droit à une gratification; qu'il ne nie pas les services rendus par la presse, mais qu'en leur accordant cette indemnité, ce serait s'engager pour l'avenir et établir un fâcheux précédent. Il dit que si les députés voulaient l'appuyer, il ne verrait pas d'objection à ouvrir une souscription au profit des rapporteurs. (Marques de désapprobation dans la galerie des rapporteurs).

M. L'ORATEUR: Décide que la motion n'est pas dans l'ordre, parce qu'elle exige deux jours d'avis, et aussi parce que la même question a été mise aux voix, hier, et qu'elle a été rejetée.

Collège de pharmacie de la province de Québec

L'ordre du jour, pour la deuxième lecture du bill pour incorporer le Collège de pharmacie de la province de Québec, étant lu:

Il est ordonné que ledit ordre soit déchargé.
Il est ordonné que le bill soit retiré.

Conseil de l'Instruction publique

Réponse du lieutenant-gouverneur:

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVEAU (Québec-Comté): Présente à la Chambre: Réponse à une adresse du 1er février 1870, demandant copie de toute correspondance échangée entre les catholiques de Québec parlant la langue anglaise et Son Excellence, et les catholiques de la paroisse de Saint-Colomb de Sillery et Son Excellence, concernant la composition du Conseil de l'Instruction publique. (Documents de la session, no 18.)

La Chambre interrompt ses travaux à midi.

Reprise de la séance à deux heures

Message du lieutenant-gouverneur:

Message de Son Excellence le lieutenant-gouverneur, par Samuel Staunton Hatt, écuyer, gentilhomme, huissier de la verge noire.

Monsieur l'Orateur, Son Excellence le lieutenant-gouverneur m'a ordonné d'informer cette honorable Chambre, que c'est le plaisir de Son Excellence que les membres de cette Chambre se rendent immédiatement auprès d'elle, dans la salle des séances du Conseil législatif.

En conséquence, M. l'Orateur et la Chambre se rendent auprès de Son Excellence qui a donné, au nom de Sa Majesté, la sanction royale aux bills publics et privés qui suivent:

Acte pour incorporer la société de numismatique et d'archéologie de Montréal.

Acte pour incorporer la compagnie appelée "The Quebec, New York and Boston Lumber Company".

Acte pour incorporer l'union Saint-Joseph de Farnham.

Acte pour incorporer la Société calédonienne de Montréal.

Acte pour autoriser la compagnie d'ardoise de Rockland à augmenter son fonds capital.

Acte pour amender les dispositions des divers actes concernant l'incorporation de la cité de Québec.

Acte pour amender certains articles du code de procédure civile du Bas-Canada.

Acte d'incorporation des compagnies de cimetières de 1870.

Acte pour établir un système général de police en cette province.

Acte pour rendre valides certains actes notariés.

Acte pour annexer une partie du township de Tingwick au township de Wotton.

Acte pour faciliter les enquêtes dans les causes civiles.

Acte pour pourvoir à la nomination de juges de paix ayant une juridiction plus étendue.

Acte concernant l'indemnité des membres de la Législature et le salaire de l'Orateur de l'Assemblée législative.

Acte pour amender l'acte 27 Victoria, chapi-

tre neuf, concernant la vente des terres par les municipalités.

Acte pour pourvoir à l'interdiction et guérison des ivrognes d'habitude.

Acte pour amender la loi concernant les jurés en matières civiles et la qualification des jurés dans le comté de Gaspé.

Acte pour changer les limites des comtés de Joliette et de Montcalm.

Acte pour amender l'acte concernant les voitures pour chemins d'hiver.

Acte pour amender l'acte pour diviser le comté de Rimouski en deux divisions d'enregistrement.

Acte pour incorporer la Société Saint-Jean-Baptiste de Saint-Romuald-de-Farnham."

Acte pour incorporer l'association de secours mutuel irlandaise catholique de Montréal.

Acte pour incorporer l'union Saint-Joseph de Saint-Paul-d'Aylmer."

Acte pour venir au secours de l'union Saint-Joseph de Montréal.

Acte pour venir au secours de l'union Saint-Jacques de Montréal.

Acte pour annexer une portion de la municipalité de la paroisse de Saint-Roch de Québec-Sud à la municipalité de Saint-Roch de Québec-Nord.

Acte pour incorporer le "Club Montarville de Longueuil."

Acte pour amender l'acte 32 Victoria, chapitre 72, concernant le cimetière de Notre-Dame-des-Neiges.

Acte pour amender l'acte d'incorporation de la compagnie d'emménagement de Montréal.

Acte pour diviser la municipalité du township du Cap-des-Rosiers, dans le comté de Gaspé, en deux municipalités séparées.

Acte pour amender de nouveau la loi concernant l'éducation en cette province.

Acte concernant les devoirs de certaines charges judiciaires dans les cas de vacance.

Acte pour amender l'acte 20 Victoria, chapitre 119, concernant le tracé d'une ligne de division entre la seigneurie de Beauharnois et le township de Godmanchester et la paroisse de Saint-Anicet, pour les fins d'un chemin.

Acte pour permettre aux administrateurs de disposer plus avantageusement des propriétés entre leurs mains.

Acte pour diviser les cantons de Tring, Forsyth, Adstock, Dorset et partie du canton de Shenley, dans le comté de Beauce, en trois municipalités.

Acte pour amender l'acte de la ci-devant province du Canada, passé en la vingt-cinquième année du règne de Sa Majesté, intitulé: "Acte pour incorporer la société de l'union Saint-Pierre de Montréal."

Acte pour incorporer la société Saint-André de Québec.

Acte pour amender l'acte concernant le département de l'Agriculture et des Travaux publics.

Acte pour amender l'acte des mines d'or.

Acte pour maintenir l'autorité et la dignité des Chambres de la Législature de Québec et l'indépendance de leurs membres, et pour protéger les personnes employées dans la publication des papiers parlementaires.

Acte concernant les tarifs d'honoraires pour certains officiers de justice.

Acte pour protéger les manufactures de fromage et de beurre dans cette province.

Acte pour autoriser un prêt aux syndics des chemins à barrières de Québec pour la réparation du pont Dorchester.

Acte concernant l'émission de licences.

Acte pour amender l'acte concernant l'emménagement de la poudre dans et près les cités de Québec et Montréal.

Acte pour dispenser de l'usage du parchemin pour les documents publics.

Acte pour continuer pendant un temps limité les divers actes y mentionnés.

Acte pour faciliter la reprise des terres abandonnées, en certains cas.

Acte pour abroger la section 16 du chapitre 70, 32e Victoria, ayant trait à la fermeture des auberges, cabarets, salons ou autres maisons ou lieux d'entretien public, et pour y substituer d'autres dispositions.

Acte pour la protection des forêts contre les incendies.

Acte pour exempter les ministres du culte, dans l'exercice de leurs fonctions, de payer les péages sur les ponts et chemins.

Acte pour permettre de fixer les termes de la Cour du Banc de la Reine par proclamation.

Acte pour amender l'acte concernant les magistrats de district en cette province.

Acte pour amender de nouveau le chapitre 27 des statuts refondus pour le Bas-Canada, concernant les maîtres et serviteurs dans les cantons ruraux.

Acte pour amender l'acte de la Législature de cette province, trente-deux Victoria, chapitre soixante-neuf, concernant l'association des dentistes en cette province.

Acte pour refondre et amender les actes concernant le notariat.

Acte pour amender l'acte réglant les timbres.

Acte pour étendre les dispositions de l'acte de la ci-devant province du Canada, passé en la vingt-neuvième année du règne de Sa Majesté, intitulé: "Acte pour assurer aux femmes et aux enfants le bénéfice des assurances sur la vie de leurs maris et parents" et de l'acte de cette province qui l'amende.

Acte pour amender l'acte de subvention des chemins à lisses de colonisation de 1869.

Acte pour pourvoir à la rémunération du commissaire des incendies pour la cité de Québec.

Acte pour pourvoir à la formation de compagnies pour l'empierrement des chemins.

Alors, l'honorable Orateur de l'Assemblée législative s'adresse à Son Excellence le lieutenant-gouverneur, comme suit :

Qu'il plaise à Votre Excellence,

L'Assemblée législative a voté les subsides nécessaires pour permettre au gouvernement de faire face aux dépenses du service civil.

Au nom de l'Assemblée législative, je présente à Votre Excellence un bill, intitulé: "Acte pour octroyer à Sa Majesté certaines sommes d'argent nécessaires pour subvenir à certaines dépenses du gouvernement civil pour la présente année financière, et pour l'année financière finissant le trente de juin mil huit cent soixante et onze, et pour d'autres fins se rattachant au service public" auquel je demande humblement la sanction de Votre Excellence.

A ce bill, la sanction royale est donnée dans les termes suivants :

Au nom de Sa Majesté, Son Excellence le lieutenant-gouverneur remercie ses loyaux sujets, accepte leur bienveillance, et sanctionne ce bill.

LE LIEUTENANT-GOUVERNEUR:

Honorable Messieurs du Conseil législatif,
Messieurs de l'Assemblée législative,

Je suis heureux de vous féliciter, au nom de Notre Gracieuse Souveraine, du résultat de vos travaux, et de la bonne entente et l'harmonie avec lesquelles vous avez étudié et discuté les sujets importants soumis à votre considération.

Si vous avez cru devoir ajourner à une autre session l'adoption définitive du code municipal, le zèle que vous avez mis à vous occuper de cette mesure et la sollicitude que vous avez

témoignée à cet égard me font espérer que ce travail sera par là rendu plus parfait et offrira plus de garanties à nos populations rurales.

Messieurs de l'Assemblée législative,

Je vous remercie au nom de Sa Majesté de la libéralité avec laquelle vous avez voté les subsides. Je suis heureux de voir que vous avez bien voulu pourvoir à une installation plus efficace des départements publics.

Honorables messieurs et messieurs,

Votre dévouement à Notre Gracieuse Souveraine et à la constitution qui nous régit, m'assurera, je n'en doute pas, votre concours dans l'exécution des lois et dans l'administration du gouvernement. Je forme des vœux pour le succès de vos efforts dans l'intérêt public, pour votre prospérité et pour le bonheur de vos familles.

L'ORATEUR DU CONSEIL LEGISLATIF:

Honorables messieurs du Conseil législatif, et messieurs de l'Assemblée législative,

C'est la volonté et le plaisir de Son Excellence, le lieutenant-gouverneur, que ce Parlement provincial soit prorogé jusqu'à jeudi, le dixième jour de mars prochain, pour être alors tenu ici; et ce Parlement est, en conséquence, prorogé jusqu'à jeudi, le dixième jour de mars prochain.